



Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

Campagne d'information en vue du référendum

La Chambre veut contribuer à une information objective

Au cours d'une conférence de presse en date du 22 mars 2005, le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler, a présenté la campagne d'information du Parlement luxembourgeois en vue du référendum national du 10 juillet prochain sur le traité établissant une Constitution pour l'Europe. Cette campagne se traduira essentiellement par l'organisation de trois auditions publiques à la Chambre des Députés et de 14 tables rondes dans les différentes régions du pays.

D'après M. Weiler, la Chambre des Députés veut contribuer à une «information objective» des citoyen(ne)s qui leur permettra de juger le texte soumis au vote populaire en connaissance de tous les arguments - qu'ils plaident en faveur ou en défaveur de la Constitution proposée. Dans cet ordre d'idées, le Parlement a invité le comité «Non à la Constitution européenne» à déléguer un représentant à chacune des tables rondes (dates et lieux: cf. tableau ci-dessous). De même il incite les partisans du oui et du non à participer nombreux aux auditions publiques: «Nous attendons de ces auditions un vrai débat, un échange d'idées et d'arguments que nous espérons utile au citoyen dans la formation de son opinion», a dit M. Weiler. Les auditions seront publiques, donc ouvertes à toutes celles et à tous ceux qui désirent poser des questions ou dire leur opinion - que ce soit leur opinion privée ou celle d'une association qu'ils re-



M. le Président Lucien Weiler entouré de MM. Michel Wolter et Ben Fayot

présentent; elles seront d'ailleurs retransmises en direct et intégralement sur la chaîne de télévision parlementaire Chamber TV.

Il va de soi que la Chambre utilisera également ses différents supports de communication comme l'émission «Chamber aktuell» (tous les vendredis sur Chamber TV), le Compte rendu des séances publiques («Chamberblietchen») et le site Internet (www.chd.lu) pour compléter l'information sur le sujet complexe qu'est la Constitution européenne. Elle estime que ses efforts d'information seront complémentaires à ceux entrepris par le Gouvernement, les partis politiques et les principaux acteurs de la société civile.

Réunions d'information

- LUXEXPO,
Foire de Luxembourg
Dimanche 8 mai 2005
- Mersch, Kulturhaus
Vendredi 3 juin 2005
- Mamer, «Mamer Schloss»
Lundi 6 juin 2005
- Luxembourg,
Centre culturel Bonnevoie
Lundi 13 juin 2005
- Wiltz, Salle de conférences
SI Wiltz
Mardi 14 juin 2005
- Esch/Alzette, Mairie
Mercredi 15 juin 2005
- Diekirch, Salle des fêtes
«Aal Hotel Schoul»
Lundi 20 juin 2005
- Clervaux, Centre culturel
Château de Clervaux
Mardi 21 juin 2005
- Niederanven, Centre de loisirs
«Am Sand»
Lundi 27 juin 2005
- Echternach, Spiegelsaal
Jeudi 30 juin 2005
- Redange, Salle polyvalente
Vendredi 1^{er} juillet 2005
- Dudelange, Salle des fêtes
Hôtel de Ville
Lundi 4 juillet 2005
- Differdange, Hall polyvalent
«La Chiers»
Mercredi 6 juillet 2005
- Remich, Centre sociétaire
«Aal Schoul»
Vendredi 8 juillet 2005

Première rencontre parlementaire sur la stratégie de Lisbonne

«Tous les chemins ne mènent pas à Lisbonne!»

La relance de la stratégie de Lisbonne vient d'être discutée pendant deux jours dans l'enceinte du Parlement européen à Bruxelles. Députés nationaux et européens s'y étaient réunis les 16 et 17 mars 2005 avec la ferme intention de s'impliquer dès à présent davantage dans un processus qui, selon les parlementaires, devra constituer la priorité N° 1 de l'UE pour les cinq prochaines années.

Le Conseil européen de printemps a d'ailleurs décidé en date du 22 et 23 mars de responsabiliser les parlementaires nationaux en leur confiant la mission de «mauvaise conscience» des gouvernements: Les conclusions du Conseil prévoient en effet de charger les parlements des pays membres du contrôle et de la supervision de plans d'actions nationaux qui devront être présentés régulièrement par les 25 États de l'Union.

La rencontre parlementaire fut coprésidée par le Président du Parlement européen, M. Josep

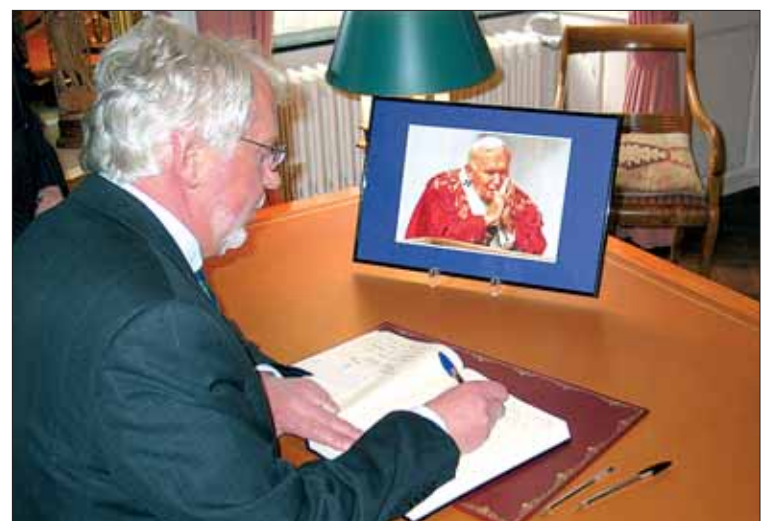
Borrell et le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler. Dans son discours d'introduction, le Président du Parlement luxembourgeois a souligné que «tous les chemins ne mènent pas fatalement à Lisbonne comme ils mènent à Rome». Il a incité les parlementaires à faire preuve du courage et de la motivation nécessaires pour contribuer à la relance d'une stratégie dont le bilan - aux dires du Président en exercice du Conseil européen - est «mitigé, pour ne pas dire lamentable». (suite page 2)



La délégation luxembourgeoise (au deuxième plan) composée de MM. Alex Bodry, Ben Fayot, Lucien Thiel, Charles Goerens et François Bausch (de droite à gauche)

Décès du Souverain pontife

Le matin du 6 avril, le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler, a signé (en présence du Secrétaire général de la Chambre, M. Claude Frieisen) le livre de condoléances qui a été ouvert à l'Ordinariat épiscopal pour honorer la mémoire du Pape Jean-Paul II.



M. le Président Lucien Weiler

Référendum sur la Constitution européenne (10 juillet 2005) Auditions organisées par la Chambre des Députés

Date	Thème
Vendredi 22 avril 2005	La démocratie dans l'Union européenne (démocratie participative, droits de l'homme, droits démocratiques des citoyens, rôle des Parlements nationaux)
Vendredi 29 avril 2005	L'Europe sociale et écologique
Vendredi 6 mai 2005	L'engagement de l'Union européenne pour la paix (PESC, PESD, lutte contre la pauvreté, coopération au développement, ...)

Ces auditions seront ouvertes à tous les citoyens et aux forces vives de la nation.

Elles seront retransmises en direct sur Chamber TV.



Du 12 au 15 mars au Caire

Première Session de l'Assemblée Parlementaire euro-méditerranéenne

Trois membres de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne («APEM») à savoir Mme Martine Stein-Mergen, MM. Emile Calmes et Jacques-Yves Henckes - ont participé à la première Session de la susdite Assemblée qui s'est tenue au Caire sur invitation de Son Excellence Dr Ahmed Fathi Sorour, Président de l'Assemblée du peuple égyptienne et président de l'APEM. L'APEM se compose de 120 parlementaires issus des différents pays de l'UE ainsi que de 120 député(e)s de dix pays méditerranéens.

Un consensus a été obtenu pour demander le respect de la souveraineté et de l'indépendance du Liban. Les députés des États membres de l'UE, du Parlement européen et des dix pays partenaires (Maroc, Tunisie, Algérie, Égypte, Israël, Autorité palestinienne, Syrie, Liban, Jordanie et Turquie) ont également abordé les questions de l'immigration et de dialogue entre les cultures.

Pour ses membres, l'APEM constitue «un cadre unique pour promouvoir le dialogue ainsi que l'occasion de contribuer à une solution pacifique, juste et durable» au Proche-Orient. Selon les termes de la résolution de la commission économique de l'APEM, «la paix et la sécurité dans la région constitueront un élément essentiel pour la coopération économique régionale, l'intégration et la prospérité». Pour les membres de l'APEM «les réformes ne sont plus un luxe, mais une nécessité pour l'avenir de la région».

En outre, la situation économique des pays partenaires ne pourra



(de gauche à droite) M. Nicolas Schmit (Ministre délégué aux Affaires étrangères), M. Emile Calmes, M. Ziad Abu Zayyad (Palestinian Legislative Council), M. Jacques-Yves Henckes, M. Majallie Whbee (Membre de la Knesset), Dr Martine Stein-Mergen

être améliorée que si tout est fait pour «faciliter les flux d'investissements directs européens». Un groupe de travail devrait être créé à cet effet. Ledit groupe de travail sera également chargé «d'étudier l'utilité et les conditions de la création d'une Banque euro-méditerranéenne de développement». De même, les députés appellent l'UE à redoubler d'efforts pour que les perspectives financières 2007-2013 prévoient un volume adéquat pour contribuer à la modernisation des pays partenaires.

Quant à la question de l'immigration, l'APEM rappelle qu'il faut régler cette question «grâce à une politique commune européenne et un partenariat efficace avec les pays d'origine et de transit». L'Assemblée demande la mise en place d'une «stratégie de codéveloppement entre les pays partenaires» visant à éviter la fuite respectivement à favoriser le retour dans leurs pays respectifs «de ceux qui pourraient contribuer au

renforcement des sociétés et économies de leur pays d'origine».

En marge de la session, les membres de la délégation luxembourgeoise s'étaient montrés soucieux du sort du Dr Ayman Nour, député égyptien et Président du parti al-Ghad (Demain), emprisonné alors que son parti venait d'être légalisé et qu'il avait annoncé son intention de se présenter aux élections présidentielles.

La libération du Dr Nour a été accueillie avec satisfaction par les députés, alors que les débats avec les partenaires arabes avaient été houleux sur l'opportunité d'évoquer son cas dans le texte final.

Dr Martine Stein-Mergen, en sa qualité de chef de la délégation luxembourgeoise, a accompagné une délégation de huit membres du Parlement européen à une rencontre le lundi 14 mars avec le Dr Nour. Ce dernier a signalé son espoir que la coopération entre l'UE et l'Égypte aura des répercussions positives sur la liberté d'expression dans son pays.

L'Union fait la force

Pour constituer à l'avenir, dans une Union européenne élargie et en perpétuelle progression, une structure de coopération forte et permanente, faisant contrepoids à l'influence politique et économique toujours plus importante des grands États membres, les pays du Benelux ont intérêt à renforcer leur alliance, notamment par la renégociation et l'actualisation du Traité qui les unit. Voilà la recommandation que deux éminents professeurs de l'Université Erasmus de Rotterdam et de l'Université de Gand font dans un manifeste «Vers un nouveau Benelux» qu'ils ont présenté aux membres du Parlement Benelux réunis en session à la Première Chambre des Pays-Bas à La Haye les 18 et 19 mars 2005.

C'est sous présidence néerlandaise que les députés de cette Assemblée ont examiné des sujets d'actualité comme la suppression de la procédure d'exequatur dans le cadre du Benelux et la coopération policière transfrontalière.

À la suite d'une visite d'étude de plusieurs commissions du Parlement Benelux en février 2005 à l'École nationale de la protection civile luxembourgeoise à Schimpach, les soins de santé transfrontaliers et les plans de catastrophe ont donné lieu à un débat dont, vu son sujet, l'opportunité n'est plus à prouver.

Les députés luxembourgeois présents à la partie de session, Mme Nelly Stein, Présidente de la délégation, M. Roger Negri, Vice-Président du Parlement Benelux et

MM. Xavier Bettel, Camille Gira et Jean-Pierre Koepp ont pu attirer l'attention de leurs collègues parlementaires sur le thème de la libéralisation du marché de l'énergie et des télécommunications par le biais du rapport fait par M. Negri sur l'entrevue enrichissante que la Commission des Affaires économiques, de l'Agriculture et de la Pêche et la Commission de l'Environnement et de l'Énergie du Parlement Benelux ont pu avoir récemment avec la directrice de l'Institut Luxembourgeois de Régulation. C'est M. Bettel qui prendra la relève de M. Negri à la tête de la première de ces deux commissions, qui a fait part à l'Assemblée de l'intention de porter, entre autre, à l'ordre du jour des travaux de cette instance une visite des friches industrielles sur le site d'Arcelor à Esch-Belval et la promotion de la nouvelle Convention Benelux en matière de propriété industrielle.

En fin des débats, les représentants luxembourgeois n'ont pas manqué de rappeler une fois de plus l'extrême urgence d'une meilleure liaison ferroviaire entre Luxembourg et Bruxelles dans le cadre d'une réalisation accélérée du projet Eurocaprail.

À noter qu'une importante délégation de l'Assemblée balte a assisté à la session de La Haye au cours de laquelle fut fait rapport sur la Conférence trilatérale sur l'énergie entre le Conseil nordique, l'Assemblée balte et le Conseil interparlementaire consultatif de Benelux, à Oslo en décembre 2004.

«Tous les chemins ne mènent pas à Lisbonne!»



M. Lucien Weiler et M. Josep Borrell

(suite de la page 1)

M. Jean-Claude Juncker a par ailleurs réaffirmé devant les parlementaires son intention de recentrer la stratégie de Lisbonne sur ses éléments fondamentaux tout en préservant l'équilibre entre les différents axes que sont la croissance économique, la cohésion sociale et la protection environnementale.

D'après le Président de la Commission européenne, M. José Manuel Barroso, qui s'est également adressé aux parlementaires, il est «indispensable d'associer les citoyens au processus de réforme qui devra être mis en place». Or, sans le soutien et la collaboration

des parlements nationaux, cette ambition serait d'office vouée à l'échec.

La délégation de la Chambre des Députés se composait de MM. Ben Fayot, Alex Bodry, Lucien Thiel, Charles Goerens et François Bausch. Dans une intervention au nom de la délégation luxembourgeoise, M. Bodry a souligné que «le Parlement luxembourgeois marque clairement son attachement aux modèles social et environnemental européens». Dans ce contexte la Chambre exprimerait son désaccord avec l'actuelle proposition de directive sur la libéralisation du marché des services (dite «directive Bolkestein»).

Visite du Président de l'APCE

«Profitez davantage de nos compétences!»



(de gauche à droite) M. Charles Goerens, M. Marcel Glesener, M. René van der Linden, M. Ben Fayot, Mme Anne Brasseur, M. François Maroldt, Mme Nancy Arendt, M. Jean-Pierre Klein et M. Roland Schreiner

À l'approche du Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement des 44 pays membres du Conseil de l'Europe, le Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), M. René van der Linden, a lancé l'appel à l'Union européenne de collaborer plus étroitement avec l'institution dont il représente le

volet parlementaire. «Évitons tout double emploi» a-t-il dit le 23 mars dernier au cours d'une entrevue avec une délégation de la Chambre des Députés. Le Sommet du Conseil de l'Europe se tiendra les 16 et 17 mai 2005 à Varsovie.

M. van der Linden a souligné que, dans leurs domaines d'ex-

cellence que sont les sujets démocratie et droits de l'homme, le Conseil de l'Europe en général et son Assemblée parlementaire en particulier effectueraient un travail remarquable qu'ils mettraient volontiers à la disposition de l'Union européenne. L'UE ne pourrait qu'en profiter, notamment dans la mise en œuvre de sa politique de voisinage régissant les relations futures de l'Union avec ses nouveaux voisins dans l'Est de l'Europe et dans le bassin méditerranéen. Le Président de l'APCE espère que le Sommet de Varsovie parviendra à s'accorder sur une «coopération renforcée» qui serait, à ses yeux, dans l'intérêt de tous.

La délégation luxembourgeoise était composée de MM. Jos Scheuer, Vice-Président de la Chambre des Députés, Marcel Glesener, Charles Goerens, Jean-Pierre Klein, François Maroldt, Roland Schreiner et de Mmes Anne Brasseur, Lydie Err et Nancy Arendt.

NOUVELLES LOIS

5042 - Projet de loi

portant approbation de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires, faite à Strasbourg, le 5 novembre 1992

La Charte prévoit la protection et la promotion des langues régionales et minoritaires historiques. Son élaboration est justifiée, d'une part, par le souci de maintenir et de développer les traditions et le patrimoine culturels européens et, d'autre part, par le respect du droit imprescriptible et universellement reconnu de pratiquer une langue régionale ou minoritaire dans la vie privée et publique.

Elle contient d'abord les objectifs et les principes que les Parties s'engagent à respecter pour toutes les langues régionales ou minoritaires existant sur leur territoire: respect de l'aire géographique de chacune de ces langues, nécessité d'une promotion, facilité et/ou encouragement de leur usage oral et écrit dans la vie publique et privée (par des moyens adéquats d'enseignement et d'étude, par des échanges transnationaux pour ces langues qui sont pratiqués sous une forme identique ou proche dans d'autres États).

Ensuite, la Charte énumère toute une série de mesures (Partie III) à prendre pour favoriser l'emploi des langues régionales ou minoritaires dans la vie publique. Ces mesures couvrent les domaines suivants: l'enseignement (art. 8), la justice (art. 9), les autorités administratives et les services publics (art. 10), les médias (art. 11), les activités et équipements culturels (art. 12), la vie économique et sociale (art. 13) et les échanges transfrontaliers (art. 14). Conformément à l'article 2, paragraphe 2, chaque Partie s'engage à appliquer un minimum de 35 paragraphes ou alinéas choisis parmi les dispositions de la Partie III de la Charte dont au moins trois choisis dans chacun des articles 8 et 12 et un dans chacun des articles 9, 10, 11 et 13. Chaque Partie doit, conformément à l'article 3, paragraphe 1, spécifier dans son instrument de ratification chaque langue régionale ou minoritaire, ou chaque langue officielle moins répandue sur l'ensemble ou une partie de son territoire, à laquelle s'appliquent les paragraphes choisis conformément au paragraphe 2 de l'article 2.

L'application de la Charte est contrôlée par un Comité d'experts qui est chargé d'examiner des rapports périodiques présentés par les Parties.

Le Luxembourg a signé la Charte le 5 novembre 1992, qui, depuis, a été ratifiée au sein de l'Union européenne, par la Finlande, la Hongrie, les Pays-Bas, l'Allemagne, le Danemark, l'Espagne, l'Autriche, la Slovaquie, la Suède, le Royaume-Uni et la Slovaquie. Le Luxembourg n'est pas directement concerné par la Charte étant donné que la définition d'une langue régionale ou minoritaire énoncée à son article 1^{er} ne s'applique pas à la langue luxembourgeoise. Comme expliqué dans l'exposé des motifs du projet de loi sous rubrique, le luxembourgeois n'est pas «une langue pratiquée traditionnellement sur un territoire d'un État», «dont les ressortissants constituent un groupe numériquement inférieur au reste de la population», et n'est non plus «différent de la langue officielle de notre pays.» D'autre part, les langues parlées par la population étrangère au Luxembourg ne sont pas non plus considérées comme langues régionales ou minoritaires, étant donné que l'article 1^{er} de la Charte spécifie que ni les dialectes de la langue officielle, ni les langues des migrants ne sont englobés dans la définition.

La Charte précise dans son article 3, paragraphe 1, que chaque État doit spécifier dans son instrument de ratification «chaque langue officielle moins répandue sur l'ensemble du territoire ou une partie de son territoire». Or, comme le Luxembourg ne connaît pas de langue minoritaire, se pose seulement la question des langues officielles moins répandues. Notre législation en matière de régime des langues (loi du 24 février 1984 sur le régime des langues) ne mentionne pas de langue officielle, mais stipule explicitement que le luxembourgeois est la langue nationale des Luxembourgeois, que les actes législatifs sont rédigés en français, qu'en matière administrative contentieuse et non contentieuse ainsi qu'en matière judiciaire il peut être fait usage des langues française, allemande ou luxembourgeoise.

Comme le luxembourgeois est parlé sur l'ensemble du territoire et est bien la langue maternelle de la quasi-totalité de la population luxembourgeoise, les auteurs du projet de loi sous rubrique estiment qu'il est difficile de soutenir qu'il (le luxembourgeois) se trouve en position défavorable par rapport aux deux autres langues de notre pays». Il faut donc conclure que le contexte linguistique luxembourgeois est différent de celui de certains de nos pays voisins où se maintiennent même plusieurs langues minoritaires et où la ratification de la Charte a donné lieu à de vives polémiques et débats controversés. C'est n'est que par pure solidarité, que le Luxembourg souscrit aux objectifs de la Charte.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 25.10.2002 Rapporteur: M. Fred Sunnen
Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture (Président: M. Fred Sunnen): 28.10.2004 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État Désignation d'un rapporteur 03.02.2005 Confirmation du mandat du rapporteur Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État 16.02.2005 Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 03.03.2005

5270 - Projet de loi

portant approbation de l'Accord de coopération dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la science, des mass médias, de la jeunesse et des sports entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Turquie, signé à Ankara, le 9 juin 2003

Cet accord a pour objet d'approfondir les relations bilatérales entre les deux pays qui ont été amorcées en 1987 avec l'établissement d'une représentation turque au plus haut niveau diplomatique au

Luxembourg. L'accord sous avis concerne plus particulièrement les domaines de l'éducation, de la culture, des sciences, des médias, de la jeunesse et des sports.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 07.01.2004 Rapporteur: M. Lucien Thiel
Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture (Président: M. Fred Sunnen): 28.10.2004 Désignation d'un rapporteur Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État 07.12.2004 Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 23.02.2005

5308 - Projet de loi

portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Communauté d'État Serbie et Monténégro en matière de sécurité sociale, signée à Belgrade, le 27 octobre 2003

Le projet de loi a pour objet l'approbation de la convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Communauté d'État Serbie et Monténégro sur la sécurité sociale, qui a été signée à Belgrade en date du 27 octobre 2003.

L'objectif principal est de remplacer l'ancienne convention générale sur la sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérative populaire de Yougoslavie du 13 octobre 1954 par un instrument plus moderne et plus adéquat. En effet cette convention était maintenue en vigueur dans nos relations avec la Communauté d'État Serbie et Monténégro; cependant cette situation était devenue inadéquate pour diverses raisons.

Cette nouvelle convention garantit les droits en matière de sécurité sociale des personnes qui ont été soumises successivement ou alternativement aux législations des deux États contractants.

Dans une large mesure la présente convention suit l'aménagement général des conventions bilatérales conclues jusqu'à présent par le Luxembourg et reprend les formules de coordination usuelles adoptées tant dans ces instruments que dans le règlement communautaire 1408/71 sur la sécurité sociale des travailleurs migrants.

Le champ d'application matériel est très large car la convention s'applique aux législations des deux États contractants relatives à l'assurance maladie-maternité, l'assurance accidents du travail et maladies professionnelles, l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie, aux prestations de chômage, ainsi qu'aux prestations familiales. La convention exclut les législations concernant l'assistance sociale et les prestations aux victimes de guerre.

Il est encore précisé que l'article 6 qui lève la clause de résidence, vise expressément, et ceci à la demande des autorités de la Communauté d'État Serbie et Monténégro,

la pension minimale, et à la demande des autorités luxembourgeoises les aides et soins donnés par une tierce personne. Il s'ensuit dès lors que les pensions minimum et les prestations de dépendance ne sont pas exportables dans le cadre de la présente convention.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 09.03.2004 Rapporteur: M. Romain Schneider
Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale (Présidente: Mme Lydia Mutsch): 28.10.2004 Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État Désignation d'un rapporteur 11.11.2004 Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 02.03.2005

5324 - Projet de loi

portant approbation de la Convention européenne sur la protection des animaux en transport international (révisée), ouverte à la signature, à Chisinau, le 6 novembre 2003

Le présent projet de loi vise l'approbation de la Convention européenne sur la protection des animaux en transport international (révisée) ouverte à la signature, à Chisinau, le 6 novembre 2003.

La Convention de Chisinau est une refonte de la Convention européenne de 1968 sur la protection des animaux en transport international. Elle tire la leçon de 30 années d'expérience de mise en œuvre de la Convention initiale et des résultats scientifiques obtenus pendant cette période. Elle contient des dispositions destinées à remédier aux lacunes de l'ancien texte et faciliter la mise en application des principes de la Convention.

La Convention est très complète tant par son champ d'application – elle s'applique à toutes les espèces animales – que par les aspects qu'elle couvre. Elle pose les conditions générales du transport international d'animaux depuis la préparation au chargement jusqu'à leur déchargement telles que la conception et la construction des véhicules de transport, l'autorisation requise des transporteurs, l'aptitude au transport des animaux, le traitement des animaux, l'espace et la nourriture dont ils doivent jouir et les conditions de transport. La Convention établit par ailleurs des règles spéciales pour le transport par route, mer, air et rail.

La Convention prévoit des protocoles techniques dont la procédure d'amendement est simplifiée, facilitant ainsi leur actualisation à la lumière des résultats scientifiques et de l'expérience acquise.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 06.04.2004 Rapporteur: M. Marcel Oberweis
--

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural (Président: M. Marcel Oberweis): 16.11.2004 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État Désignation d'un rapporteur 29.11.2004 Présentation et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 22.02.2005

5326 - Projet de loi

portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Suède sur la sécurité sociale, signée à Bruxelles, le 1er décembre 2003

Le projet de loi a pour objet l'approbation de la convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Suède sur la sécurité sociale, qui a été signée à Bruxelles le 1^{er} décembre 2003.

Avant l'entrée dans l'Union européenne de la Suède le 1^{er} janvier 1995, les relations de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Suède étaient régies par une convention bilatérale du 21 février 1985 et un arrangement administratif portant la même date.

Avec l'entrée de la Suède dans l'Union européenne, l'instrument de droit commun, à savoir le règlement 1408/71 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté est devenu applicable. Or, le règlement communautaire était, sur certains points limités, moins favorable que l'ancienne convention bilatérale, notamment en ce qui concerne le champ d'application personnel.

Les responsables des deux pays ont alors décidé de négocier une nouvelle convention bilatérale tenant compte de cet état de chose.

La question de l'application de la coordination aux ressortissants de pays tiers était au coeur des négociations. Toutefois, étant donné que pendant la même période, des travaux tendant au même but étaient engagés dans les instances de l'Union, la finalisation de la convention bilatérale a été tenue en suspens.

Le 1^{er} juin 2003 les règles de coordination prévues par le règlement 1408/71 ont été étendues aux personnes qui ne sont pas ressortissantes d'un État membre de l'Union européenne.

Un des objectifs d'une convention bilatérale entre la Suède et le Luxembourg avait dès lors disparu. Cependant les responsables ont décidé de reprendre les négociations car il restait deux choses à régler.

En effet, deux dispositions de la présente convention vont plus loin que le règlement 1408/71, et apportent donc un plus par rapport à la réglementation européenne.

D'un côté une disposition prévoyant la possibilité d'une totalisation des périodes d'assurance accomplies dans un pays tiers apporte des droits supplémentaires aux assurés. D'un autre côté les procédures exécutoires ont été précisées ce qui apporte une sécurité juridique supplémentaire aux institutions concernées.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 06.04.2004

Rapporteur: M. Romain Schneider

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

(Présidente: Mme Lydia Mutsch):

28.10.2004 Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Désignation d'un rapporteur

11.11.2004 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 02.03.2005

5340 - Projet de loi

modifiant certaines dispositions de la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications

Le fonctionnement de l'entreprise des postes et télécommunications (EPT) est régi par la loi du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications. Dans son article 24(1), la loi dispose que le régime des agents de l'entreprise est un régime de droit public. Par les articles 6 et 24(2) de cette même loi, le législateur a voulu déléguer l'exécution du statut général de la fonction publique au comité de l'EPT qui est l'autorité investie du pouvoir de nomination. Or, en matière de recrutement, de stage et de formation, la formulation du texte a conduit à des jurisprudences créant des entorses au principe de délégation initialement visé. Quant à l'application du régime disciplinaire, le comité de l'EPT en a été entièrement dessaisi suite aux modifications apportées au statut par la loi du 19 mai 2003 modifiant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État.

Le projet de loi sous rubrique se propose de rétablir la compétence de la seule direction de l'entreprise des postes et télécommunications (EPT) en matière d'exécution interne du statut de la fonction publique applicable à la grande majorité des agents de l'EPT.

Deux objectifs sont particulièrement visés, à savoir:

- la mise à disposition des moyens indispensables à l'EPT pour assurer une gestion efficace et flexible de ses ressources humaines, notamment en ce qui concerne le recrutement par examen-concours, l'affectation, le début, la continuation ou l'arrêt du stage ainsi que la formation des stagiaires;

- l'attribution de compétences à l'EPT en matière disciplinaire qui ont été centralisées dans la fonction publique auprès du Commissaire du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire et du Conseil de discipline par la loi du 19 mai 2003 susmentionnée.

Dépôt par M. Henri Grethen, Ministre de l'Économie, le 07.05.2004

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

(Président: M. Alex Bodry):

26.10.2004 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

09.12.2004 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

11.01.2005 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.03.2005

5341 - Projet de loi

portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Turquie en matière de sécurité sociale

Le projet de loi a pour objet l'approbation de la convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Turquie sur la sécurité sociale, qui a été signée à Luxembourg en date du 20 novembre 2003.

Cette première convention en la matière avec la Turquie garantit les droits en matière de sécurité sociale des personnes qui ont été soumises successivement ou alternativement aux législations des deux États contractants.

Dans une large mesure la présente convention suit l'aménagement général des conventions bilatérales conclues jusqu'à présent par le Luxembourg et reprend les formules de coordination usuelles adoptées tant dans ces instruments que dans le règlement communautaire 1408/71 sur la sécurité sociale des travailleurs migrants.

Le champ d'application matériel est très large car la convention s'applique aux législations des deux États contractants relatives à l'assurance maladie-maternité, l'assurance accidents du travail et maladies professionnelles, l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie, aux prestations de chômage, ainsi qu'aux prestations familiales. La convention exclut les législations concernant l'assistance sociale et les prestations aux victimes de guerre.

Pour ce qui est de son champ d'application personnel, la convention s'applique à toutes les personnes, sans distinction de nationalité, qui sont ou ont été soumises à la législation de l'un ou des deux États contractants ainsi qu'aux membres de leur famille et à leurs survivants. La présente convention suit ainsi la conception adoptée dans les instruments bilatéraux récents conclus par le Grand-Duché et celle du règlement communautaire 1408/71 qui depuis son extension aux ressortissants de pays tiers le 1er juin 2003 ne considère plus la nationalité de l'un des pays de l'Union européenne comme condition indispensable à son application.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 14.05.2004

Rapporteur: M. Romain Schneider

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

(Présidente: Mme Lydia Mutsch):

28.10.2004 Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Désignation d'un rapporteur

11.11.2004 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 02.03.2005

5348 - Projet de loi

portant création

a) d'un Comité directeur pour le Souvenir de l'Enrôlement forcé;

b) d'un Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé

Par analogie avec la loi du 20 décembre 2002 portant création d'un Comité directeur pour le Souvenir de la Résistance et d'un Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance, le projet de loi sous rubrique a pour objet de mettre en place, d'une part, un Comité directeur pour le Souvenir de l'Enrôlement forcé, qui est destiné à reprendre le rôle tenu jusqu'à présent par la Fédération des victimes du nazisme enrôlées de force, et, d'autre part, un Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé.

Le Comité directeur pour le Souvenir de l'Enrôlement forcé constituera l'organe représentatif de l'enrôlement forcé devant les autorités publiques. Il aura pour mission de veiller à la sauvegarde de la mémoire des enrôlés de force, victimes du nazisme.

Le Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé aura essentiellement pour mission de collecter, d'archiver, de conserver, et de mettre à la disposition du public les documents relatifs à l'enrôlement forcé. Il procédera à des travaux de recherche en la matière et soutiendra les recherches opérées par des tiers. Il coopérera avec les instituts culturels luxembourgeois et entrera en contact avec des instituts étrangers analogues au Centre. Il organisera des expositions, des conférences ou encore des colloques scientifiques. Enfin, il collaborera avec le Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 04.06.2004

Rapporteur: M. Lucien Weiler

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

(Président: M. Paul-Henri Meyers):

30.09.2004 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Désignation d'un rapporteur

24.11.2004 Présentation et adoption d'un

projet de rapport

Vote en séance publique: 03.03.2005

5392 - Projet de loi

portant approbation de l'Accord entre les États membres de l'Union européenne relatif au statut du personnel militaire et civil détaché auprès des institutions de l'Union européenne, des quartiers généraux et des forces pouvant être mis à la disposition de l'Union européenne dans le cadre de la préparation et de l'exécution des missions visées à l'article 17, paragraphe 2, du Traité sur l'Union européenne, y compris lors d'exercices, et du personnel militaire et civil des États membres mis à la disposition de l'Union européenne pour agir dans ce cadre (SOFA UE), signé à Bruxelles, le 17 novembre 2003

Le présent projet de loi a pour objet d'approuver un accord entre les États membres de l'Union européenne sur le statut du personnel militaire et civil (SOFA UE - Status of Forces Agreement UE), qui est mis à la disposition de l'Union dans le cadre de diverses missions accomplies sur le territoire des États membres. L'accord établit ainsi un cadre juridique pour le détachement auprès des institutions de l'Union européenne, des quartiers généraux et des forces.

Dans sa première partie, l'accord contient des dispositions communes à l'ensemble des militaires et du personnel civil, retenant notamment les modalités d'entrée, de séjour et de départ des membres du personnel, le port de l'uniforme ou encore l'immatriculation des véhicules.

La deuxième partie de l'accord est applicable uniquement au personnel militaire et civil détaché auprès des institutions de l'Union européenne et a trait au port d'armes, à l'immunité de juridiction pour les paroles prononcées ou écrites et pour les actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions accordée dans l'intérêt de l'Union européenne ainsi qu'aux cas de levée de cette immunité.

La troisième partie contient des dispositions spécifiques applicables aux quartiers généraux et aux forces, ainsi qu'au personnel militaire et civil travaillant pour eux et mis à la disposition de l'Union européenne. Cette partie contient notamment des dispositions sur le transit et le déploiement temporaire dans un État membre, les soins médicaux, la mise à disposition d'immeubles et le port d'armes. D'autres articles sont consacrés à l'inviolabilité des archives et d'autres documents officiels des quartiers généraux, au pouvoir de juridiction pénale et disciplinaire et à la renonciation aux demandes d'indemnités en cas de dommages causés aux biens dans le cadre de la préparation et de l'exécution des missions.

À noter enfin que l'accord s'inscrit dans le développement de la PESD (politique européenne de sécurité et de défense).

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 09.11.2004

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et

européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

06.12.2004 Désignation d'un rapporteur

17.01.2005 Discussion reportée à une date ultérieure

31.01.2005 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 02.03.2005

5393 - Projet de loi

portant approbation de l'Accord entre les États membres de l'Union européenne concernant les demandes d'indemnités présentées par un État membre à l'encontre d'un autre État membre en cas de dommages causés aux biens lui appartenant, qu'il utilise ou qu'il exploite, ou de blessure ou de décès d'un membre du personnel militaire ou civil de ses services dans le cadre d'une opération de gestion de crises menée par l'Union européenne, fait à Bruxelles, le 28 avril 2004

Le projet de loi a pour objet d'approuver l'accord sur les demandes d'indemnités présentées par un État membre à l'encontre d'un autre en cas de dommages causés à ses biens ou de blessure ou de décès d'un membre de son personnel militaire ou civil dans le cadre d'une opération de gestion de crises menée par l'Union européenne. Constituant un complément à l'accord SOFA UE (Status of Forces Agreement EU), l'accord s'applique aux faits survenus sur le territoire d'un État tiers ou en haute mer. Le principe est que chaque État membre renonce à toute demande d'indemnités à l'encontre d'un autre État membre, sauf en cas de négligence grave ou de faute intentionnelle.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 09.11.2004

Rapporteur: M. Norbert Hauptert

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

06.12.2004 Désignation d'un rapporteur

31.01.2005 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 02.03.2005

5394 - Projet de loi

autorisant l'acquisition d'un avion de transport militaire A400M

Le présent projet de loi a pour objet d'autoriser l'acquisition d'un avion de transport militaire A400M par l'intermédiaire de la Belgique.

Compte tenu des développements politiques au niveau international, de l'importance que revêt le transport aérien stratégique aussi bien

au niveau de l'Union européenne que de l'OTAN et de la volonté de fournir une contribution nationale crédible en termes de capacités militaires, le Gouvernement luxembourgeois s'est engagé à investir dans l'acquisition d'un tel avion à développer par Airbus Military SL. À relever que l'Allemagne, la France, la Belgique, l'Espagne, le Royaume-Uni et la Turquie ont signé un accord pour un total de 180 avions de transport du type A400M.

L'acquisition s'inscrit dans les cadres de la politique militaire et de la politique humanitaire du Luxembourg. En effet, l'avion sera utilisé pour les missions militaires, notamment la projection des forces et équipements luxembourgeois vers les théâtres d'opérations. Il est par ailleurs hautement probable qu'en dehors de son emploi militaire, l'avion en question sera fréquemment utilisé pour l'exécution des missions humanitaires, comme les actions humanitaires, les aides d'urgence et les programmes et projets dans le domaine de la coopération au développement ainsi que les actions humanitaires et les aides d'urgence de nos partenaires et des organisations internationales onusiennes et autres.

À noter que l'exploitation de l'avion, le soutien logistique ainsi que la formation de l'équipage se feront aussi conjointement avec la Belgique, qui se porte acquéreur de sept avions du même type, dans le cadre de la Convention belgo-luxembourgeoise en matière de coopération militaire générale, de programmes d'acquisition et d'exploitation en commun d'équipements.

Le coût de l'avion s'élève à 120 millions d'euros à prix constants aux conditions économiques de juin 2001 et la livraison de l'avion luxembourgeois est prévue pour 2017.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Défense, le 10.11.2004

Rapporteur: M. Marcel Glesener

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

06.12.2004 Présentation du projet de loi par Monsieur le Ministre de la Défense
Désignation d'un rapporteur

17.01.2005 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 22.02.2005

5397 - Projet de loi

portant approbation

- de l'Amendement à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, adopté à Genève, le 21 décembre 2001;

- du Protocole relatif aux restes explosifs de guerre à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes clas-

siques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (Protocole V), fait à Genève, le 28 novembre 2003

La Convention sur l'interdiction ou la limitation de certaines armes classiques (CCW) a introduit des interdictions et des limites dans le domaine des armes conventionnelles jugées «inhumaines». Elle se compose d'un traité-cadre et de cinq protocoles portant sur diverses catégories d'armes qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination.

Le présent projet de loi approuve l'amendement de l'article 1 de ladite Convention et porte en outre approbation du cinquième protocole qui est relatif à la gestion des restes explosifs de guerre (ERW – Explosive Remnants of War).

L'amendement de l'article 1 de la Convention a pour objet d'élargir le champ d'application de la Convention et de ses protocoles aux conflits armés qui ne revêtent pas un caractère international. À l'heure actuelle, la Convention se limite en effet aux conflits entre États.

L'objectif du cinquième protocole est de protéger la population civile contre les risques que représentent ces restes explosifs de guerre en obligeant les parties à un conflit à prendre des mesures pour réduire ces dangers après la cessation des hostilités, telles que l'assistance technique, financière, matérielle ou en personnel pour enlever et détruire les ERW, la conservation et la transmission des données relatives aux ERW ou encore des mesures de sensibilisation et d'avertissement de la population civile.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 15.11.2004

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

10.01.2004 Désignation d'un rapporteur
14.02.2004 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 02.03.2005

5407 - Projet de loi

modifiant la loi du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures

Aux termes de l'article 2 de la loi du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures, sont admis à bénéficier d'une aide, les étudiants qui remplissent l'une des conditions suivantes: «a) être ressortissant luxembourgeois, ou b) être ressortissant d'un autre État membre de l'Union européenne, être domicilié au Grand-Duché de Luxembourg et tomber sous le champ d'application des dispositions des articles 7 et 12 du règlement (CEE) No 1612/68 du Conseil du 15 octobre 1968 relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la communauté.¹» Le texte de loi distingue, en fonction de la nationalité

des étudiants, entre les ressortissants luxembourgeois et les ressortissants des autres États membres de l'Union européenne, seuls ces derniers sont soumis à des conditions additionnelles pour pouvoir bénéficier de l'aide financière étatique. Selon la jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés européennes, cette différenciation en fonction de la nationalité est contraire au droit communautaire.

En effet, il n'est pas permis

- de prescrire, pour les ressortissants d'autres États membres de la Communauté, une condition de domicile ou de résidence sur le territoire de l'État qui octroie l'aide financière, alors qu'une condition de ce type n'est pas prescrite pour les nationaux de l'État en question

- d'exiger des ressortissants d'autres États membres, pour qu'ils puissent bénéficier d'une aide financière, qu'ils «entrent dans le champ d'application du règlement No 1612/68, alors même qu'aucune condition de cette nature ne s'applique aux ressortissants de l'État membre d'accueil.»

En ce qui concerne la condition de résidence, le projet de loi sous rubrique propose d'imposer aux ressortissants luxembourgeois une condition de domicile au Luxembourg. Ne pourraient donc plus bénéficier de l'aide financière de l'État les étudiants de nationalité luxembourgeoise dont les parents ou eux-mêmes n'ont pas leur domicile sur le territoire du Grand-Duché.

Dans l'affaire *Grzelczyk*, la Cour de Justice des Communautés européennes a estimé, à propos de la deuxième condition (règlement 1612/68 – qualité de travailleur ou de membre de famille de travailleur), que ce ressortissant français qui s'était légalement déplacé en Belgique pour faire ses études relevait du champ d'application du droit communautaire et devait donc bénéficier du minimex (un revenu garanti) au même titre que les ressortissants belges et qu'il était impossible de lui appliquer une condition relative à sa qualité de travailleur ou de membre de famille d'un travailleur. Il est vrai que cet arrêt n'a pas trait à une allocation d'aide aux études supérieures, mais à une allocation correspondant à une prestation sociale. Au Luxembourg, les aides financières pour études supérieures ne correspondent pas à une prestation sociale. Ceci étant, l'accès aux prestations sociales dans les États membres de l'Union est susceptible d'être clarifiée par d'autres arrêts de la Cour de justice et il est donc proposé de ne pas changer la loi du 22 juin 2000 dans le sens que l'obligation de relever du champ d'application du règlement No 1612/68 pour les ressortissants des autres États membres serait abolie.

Il est donc proposé de modifier l'article 2, point a) de la loi du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures en ajoutant la condition de domicile au Luxembourg pour les ressortissants luxembourgeois. Le point a) de l'article en question aura la teneur suivante:

«a) être ressortissant luxembourgeois et être domicilié au Grand-Duché de Luxembourg, ou».

Le traitement discriminatoire en fonction de la nationalité entre les ressortissants luxembourgeois et les ressortissants des autres États membres de l'Union européenne sera ainsi éliminé.

¹ Art. 7 - 1. Le travailleur ressortissant d'un État membre ne peut, sur le territoire des autres États membres, être, en raison de sa nationalité, traité différemment des travailleurs nationaux, pour toutes conditions d'emploi et de travail, notamment en matière de rémunération, de licenciement, et de réintégration professionnelle ou de réemploi s'il est tombé en chômage.

2. Il y bénéficie des mêmes avantages sociaux et fiscaux que les travailleurs nationaux.

3. Il bénéficie également, au même titre et dans les mêmes conditions que les travailleurs nationaux, de l'enseignement des écoles professionnelles et des centres de réadaptation ou de rééducation.

4. Toute clause de convention collective ou individuelle ou d'autre réglementation collective portant sur l'accès à l'emploi, l'emploi, la rémunération et les autres conditions de travail et de licenciement, est nulle de plein droit dans la mesure où elle prévoit ou autorise des conditions discriminatoires à l'égard des travailleurs ressortissant des autres États membres.

Art. 12.- Les enfants d'un ressortissant d'un État membre qui est ou a été employé sur le territoire d'un autre État membre sont admis aux cours d'enseignement général, d'apprentissage et de formation professionnelle dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet État, si ces enfants résident sur son territoire.

Les États membres encouragent les initiatives permettant à ces enfants de suivre les cours précités dans les meilleures conditions.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 26.11.2004

Rapporteuse: Mme Nelly Stein

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture (Président: M. Fred Sunnen):

03.02.2005 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

16.02.2005 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.03.2005

5417 - Projet de loi

portant approbation de la Décision des Représentants des Gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil du 28 avril 2004 concernant les privilèges et immunités accordés à ATHENA

Le présent projet de loi approuve la décision des représentants des Gouvernements des États membres sur les privilèges et immunités accordés à ATHENA, un mécanisme intergouvernemental créé en vue de la gestion du financement des coûts communs des opérations de l'Union européenne ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense.

Les principales dispositions ont trait notamment à l'exemption des biens d'ATHENA de mesures de contrainte administrative ou judiciaire, à l'exonération des avoirs d'ATHENA des impôts directs et à l'exonération de ses acquisitions des impôts indirects, à l'inviolabilité des archives, au courrier officiel ou encore à la levée de l'immunité et des privilèges.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 09.12.2004

Rapporteur: M. Ben Fayot

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et

européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

31.01.2005 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 02.03.2005

Chamber TV

weist all öffentlich Sëtzung
live an integral

An der Gemeng Bartreng um Kanal S40 /
455.25 Mhz

Zu Walfer um Kanal S29 / 367.25 Mhz

An der Gemeng Konter um Kanal S40 /
455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech um Kanal S40 /
455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech um Kanal S19 /
287.25 MHz

Zu Esch-Sauer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Ordre du jour

1. Communications
2. Ordre du jour
3. Intervention de M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative
4. Débat de consultation sur la mission de l'école luxembourgeoise et le renforcement de ses moyens d'action (PISA)
(Exposé - Débat - Motions - Votes)
5. 5414 - Proposition de loi portant révision des articles 37, alinéas 2 et 6, 51, paragraphe (3) et 107, paragraphe (4) de la Constitution
(Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle - Discussion générale - Vote en première lecture)
6. Demandes en naturalisation

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Lucien Lux et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

■ M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

■ M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*.- Jo, Här President, ech géng gär op Basis vum Artikel 80 un d'Chamber eng Informatioun weiderginn, wann Der erlaabt.

■ M. le Président.- Très bien, da komme mer gläich dozou, Här Minister, wann Der lech ee Moment wëllt gedélegen. Ech wëll just dat Administratiivt duerchgoen, an da komme mer zu Ärer Demande.

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatioun un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) M. le Député Aly Jaerling a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 11 mars 2005, la proposition de loi N° 5450 ayant pour objet de modifier la loi du 27 juillet 1993 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché ainsi que l'action sociale en faveur des étrangers.

3) Par lettre du 7 mars 2005 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre des Députés le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 26 au 27 janvier 2005:

- position sur la proposition de décision du Conseil et de la Commission relative à la conclusion du protocole à l'accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République de Croatie, d'autre part, visant à tenir compte de l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Hongrie, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République slovaque;

- position sur la proposition de décision du Conseil et de la Commission relative à la conclusion du protocole à l'accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et l'ancienne République yougoslave de Macé-

doine, d'autre part, visant à tenir compte de l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Hongrie, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République slovaque;

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un protocole additionnel à l'accord d'association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Chili, d'autre part, pour tenir compte de l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Hongrie, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République slovaque;

- résolution sur le souvenir de l'Holocauste, l'antisémitisme et le racisme.

2. Ordre du jour

Fir eisen Ordre du jour vun haut huet d'Presidentekonferenz Folgendes virgeschloen:

Fir d'éischt hu mer eng Konsultatiounsdebatt iwwert d'Etüd PISA, nom Modell 2: duerno d'Proposition de loi 5414, eng Ofännerung vun der Verfassung, nom Modell 1; a schliesslech d'Naturalisatiounen. Et sief dorop higewisen, datt bei der Proposition de loi 5414 nom Artikel 114 vun der Verfassung votéiert gëtt, dat heescht, mat enger qualifizierter Majoritéit vun dräi Véirel vun de Stëmme an de Vote par procuration ass net erlaabt.

Ass d'Chamber averstane mat dem Ordre du jour?

(Assentiment)

Dann ass et also esou decidéiert.

ler mer dann zu deem eigentlechen Ordre du jour vun haut kommen, géif ech dem Här Minister Claude Wiseler, Minister vun der Fonction publique, d'Wuert ginn, dee sech un d'Chamber wëllt adresséieren opgrond vum Artikel 80 vun der Verfassung.

3. Intervention de M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative

■ M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la*

Réforme administrative.- Merci, Här President. Ech hu gefrot fir haut de Mëtteg d'Wuert ze kréien, ganz kuerz, fir d'Chamber iwwert de Problem ze informéieren, deen d'Berufschamberwahle concernéiert.

Firwat froen ech elo d'Wuert? Mä well d'Prozedur vun de Wahle vun de Berufschamberen eng Prozedur ass, déi elo amgang ass a wou den Envoi vun de Bulletins fir Enn dëser Woch geplangt ass. Ech ginn och Informatiounen vun der Press gefrot a mengen, datt ech d'Chamber hei soll fir d'éischt informéieren. Des Weidere krut ech zwou Question-parlementaire gestallt, déi eng vum Här Claude Meisch, déi aner vum Här Roland Schreiner, op déi ech natierlech wäert schréfflech äntwerten, mä déi Fro, déi mir an deene Question-parlementaire gestallt gëtt, dat ass déi, ob op der Wahllëscht, wéi se etabléiert ass, net eng Rei Leit géinge feelen.

D'Äntwert op déi Fro ass jo. Et ass richtig, datt eng Rei Leit, ronn 290 Stéck, op der Wahllëscht fir d'Berufschamberwahle feelen. Wéi ass dat geschitt? Dës Situatioun ass haaptsächlech zréckzeféieren op lertëmmer beim Iwwerspillen vun den Donnéeën vun den eenzelne Lëschten, déi vun de Gemengen erakomm sinn an déi op dem zentrale Wahlfichier ofgespäichert gi sinn. Dat huet als Konsequenz, datt déi Leit bei deenen nächste Wahle kee Wahlbulletin wäerten heemgeschéckt kréien.

Wéi d'Lëscht opgestallt ginn ass, huet selbstverständlech de Wahlcomité eng Rei punktuell Iwwerpräiwunge gemaach, wou dës lertëmmer net opgefall sinn. Wéi d'Gesetz et virgesäit, sinn och déi Lëschten de 6. Dezember un d'Gemenge geschéckt ginn, wou se oplouche fir d'Leit a wou téschent dem 11. an dem 24. Dezember et méiglech war, e Recours anzereechen. Dee Recours sollt da fir de 24. Dezember vun de Gemengen un d'Friddensgeriicht weidergereecht ginn.

Et ass awer vun de Leit aus kee Recours gemaach ginn. Et ass ausser engem Recours, dee vum Comité électoral agereecht gi war, keen anere Recours erakomm. Duerno gëtt d'Lëscht, der Prozedur no, vum Fonction-publique-s-Minister definitiv arrétéiert, a si ass och de 15. Januar definitiv vum Fonction-publique-s-Minister arrétéiert ginn.

Vun deem Moment u gesäit d'Gesetz keng Méiglechkeet vir, fir no deem Datum d'Wahllëschten ëmzeänneren, d'Wahlen ze reportéieren oder se net ofzehalen. Duerfir gesinn ech elo an deem Moment keng Méiglechkeet nom aktueller Rechtsstand déi Situatioun ëmzeänneren. No de Wahle gëtt et eng Rei Recours-Méiglechkeeten, déi virgesi sinn, wéi bei alle Wahle wou kenne Recours presentéiert ginn an déi dann, esou wéi d'Gesetz et virschreift, traitéiert ginn.

Firwat ass dës Problematik opgetratt? Op wat ass se zréckzeféieren? Mä haaptsächlech op d'Diversitéit vun deenen eenzelne Lëschten, déi vun de Gemengen erakomm sinn. Et muss ee wëssen, datt et sech hei haaptsächlech ëm eng Kategorie vun de Berufschamberen handelt, d'Kategorie E vun de Gemengebeamten, wou 4.833 Wieler elo ageschriwwen sinn, fénnef Sätz ze verdeele sinn, an datt de ganze Wielercorps 34.375 Wieler bedréit a 27 Sätzler ze verdeele sinn.

Mir hunn eis eng Rei Gedanke gemaach wéi mer déi do Problematik kënne an Zukunft an de Grëff oder besser an de Grëff kréien, wat net evident ass. Eng vun de Méiglechkeeten, déi mer wëlle präiwien,

dat ass ob mer kënne d'Lëschten iwwer aner Weeër erakréien. Et muss ee wëssen, datt mer déi Lëschte momentan iwwer all Gemeng eenzel erakréien. D'Fro, déi mer eis stellen, ob een net d'Méiglechkeet hätt, siefen dat d'Lëschte vum Centre commun de la Sécurité sociale, sief dat déi vun der Chambre des Fonctionnaires, sief dat déi vun Innenministère ze kréien. Dat ass awer haut net esou am Gesetz virgesinn.

Déi aner Fro, dat ass, déi Kontrollmechanismen, déi agesat gi fir déi Lëschten ze iwwerpräiwien, mengen ech, datt een och eng Kéier muss iwwerkucken, notament déi intern Kontrollmechanisme vun der Wahlkommissioun, awer och déi extern op de Gemengen, déi am Fong haut net virgesi sinn. Et ass just virgesinn haut op de Gemengen, datt d'Lëschten ausleien, wou eenzel Leit kenne kontrolléieren goen. Ech mengen, datt ee souwuel déi intern wéi déi extern Kontrollmechanisme muss nei definéieren, anescht definéieren, klarifizéieren.

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt lech informéieren iwwer eng Situatioun, iwwert déi ech alles anescht wéi frou sinn, mä déi ech dese Moment nom Rechtsstand, dee mir elo hunn, net kann änneren.

Ech soen lech Merci fir d'No-lauschteren.

■ Plusieurs voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Merci, Här Minister. D'Chamber hélt Akt vun Ären Erklärungen.

(Interruptions diverses)

Da komme mer zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg. Op Ufro vun der Regierung hält d'Chamber haut de Mëtteg eng Konsultatiounsdebatt iwwert d'PISA-Etüd of. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Maroldt, d'Madame Brasseur, den Här Scheuer, den Här Adam, den Här Henckes, den Här Castegnaro, d'Madame Loschetter an den Här Diederich. D'Wuert huet elo d'Erzéiungsministesch, d'Madame Mady Delvaux-Stehres. Madame Minister!

4. Débat de consultation sur la mission de l'école luxembourgeoise et le renforcement de ses moyens d'action (PISA)

■ Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Resultat vu PISA 2003 si kloer besser wéi déi vu PISA 2000. Ech freeë mech doriwuer an ech huelen un, mir allegueren, well keen ass jo frou wa mer d'Schlusslicht si vun allen OECD-Länner. Ech wollt och all deene Leit Merci soen, déi dozou bäigedroen hunn, dass dës Resultater besser gi sinn. Et waren der vill, ugefaangen am Ministère bis erof an d'Schoulen. Si hu bewisen, dass se sech konnte mobiliséieren an déi Saach ganz seriö huelen.

Wann och d'Resultat 2003 besser sinn, da sinn se nach ëmmer net gutt. Well mir leien, Lëtzebuerg läit ënnert der OECD-Moyenne. Mir hunn ze vill Schüler op der Kompetenzstuf 1 oder drënner, souwuel wat Liese wéi Mathematik ugeet. Mir hunn net genuch Schüler op deenen ieweschte Kompetenzniveauen, wa mer eis vergläiche man OECD-Duerchschnitt, a mir stellen ëmmer fest, dass mer riseg sozial Ënnerscheeder an der Schoul hunn, dass also d'Schoul et net genuch fäerdeg bréngt, déi sozial Differenze vum Eltertenhaus ze kompenséieren.

Natierlech kann ee sech froen, an dat gi mer jo oft gefrot: Wat moosst dann elo PISA? Ass dat wat mer wëllen an der Lëtzebuurger Schoul léieren? PISA moosst, ob een dat Wësse wat een huet kann applizéieren. Mir stelle fest, all d'Experten, déi d'Lëtzebuurger Resultater gekuckt hunn, dass eigentlech wat elo d'Mathematik ugeet eis Kanner genuch mathematesch Wëssen hunn. Mä si bréngen et net fäerdeg, déi mathematesch Formelen, dat mathematesch Wëssen an en anere Kontext ëmzesetzen. Dat heescht also, dass eis Schoul Wësse vermëttelt, mä et net fäerdeg bréngt, dass dat Wësse kann applizéiert ginn.

Elo kenne mer doriwuer diskutéieren, mä dat schéngt mer jo awer e wichtegt Zil ze si vun der Schoul, well ech hu geléiert an der Schoul, dass mer jo net fir d'Schoul léieren, mir léieren och net fir PISA, wéi verschidde Leit mengen, mä mir léiere jo fir d'Liewen. Wann also déi Kompetenz fir d'Liewe wichteg sinn, mengen ech och, dass mer déi missten an der Schoul léieren.

Mä ofgesi vun där Diskussioun, wéi eng Kompetenz mussen mer an der Schoul vermëttelen a moosst PISA vläicht dat Falscht, confirméieren eis Statistike jo eigentlech ee mëttelméisseg Resultat. Mir hu ronn 20% vun de Schüler, déi eis Schoul verlossen ouni Qualifikatioun - dat sinn der ze vill. 20%, déi also éischters net gutt outilléiert si fir am Liewen als Bierger ze funktionéieren, mä och an enger Zäit, an där et ëmmer méi schwéier gëtt um Aarbechtsmaart ze bestoen. Ech denken, dat ass eng Fro, där mer eis mussen seriö unhuelen. Dobäi hu mir nach e ganz héijen Taux vu Sëtzebleiwen. Mir sinn och Champion an Europa am Sëtzebleiwen.

Dofir denken ech, dass mir Handlungsbedarf hunn, fir d'Schoul ze verbesseren, ouni - an dat wëll ech awer hei ënnersträichen - dat Positiivt vun eiser Schoul iwwer Bord ze geheien.

Als positiv Saach an eiser Schoul géif ech eppes identifzéieren, wourop mir stolz sinn, a wat mir jo laang virun deenen anere praktizéiert hunn: Dat ass d'Villsproochegkeet. Mir bréngen et fäerdeg - méi oder manner gutt - 100% vun de Kanner, déi duerch d'Lëtzebuurger Schoul ginn, méi wéi eng Sprooch ze léieren. Eis Kanner kënne der dräi, véier, fénnef heinsdo. Dat ass een Atout, dee mir fir Lëtzebuerg mussen halen, besonnesch elo, wou déi aner Länner eigentlech d'äers sech eréischt bewusst sinn an ufänken hir Schüler dozou ze bréngen, dass si solle Friemsprooch léieren.

Mir hunn et och fäerdeg bruecht an der Lëtzebuurger Schoul, bis elo, eng relativ grouss Kohesioun ze halen, well mir jo eng Primärschoul hunn, Quartiersschoulen, an déi d'Kanner allegueren ginn an an deenen si zesumme léieren, sech kenne léieren an och léieren zesummen ze liewen. Och dat ass ee groussen Atout vun der Lëtzebuurger Schoul.

Dann net zum Schluss: Och wa mir vläicht net genuch Studenten hunn, esou schloen eis Studenten op der Uni sech gutt duerch. Mir bréngen et fäerdeg. Leit ze forméieren, déi an dräi Sprooch kenne studéieren, wat jo och eng Performance ass vun der Lëtzebuurger Schoul. Dofir soen ech, mir sollt verbesseren, ouni dat Positiivt iwwer Bord ze geheien.

Fir mech ass dat éischt Zil, wat mir eis mussen ginn, dat fir der Schoul Ziler ze ginn - soen, wat mir gär vun der Schoul hätten - an dofir ass déi éischt Aufgab Kompetenzen ze definéieren, déi d'Schüler, d'Kanner sollen errechen. Op deene verschidde Niveaue fänke mir un. Fir d'sechst Schouljoer gëllt et Kompetenzen ze definéieren, an dann um Enn vum ënneschten Zy-

klus vum Secondaire - dat heescht do, wou d'Scolarité obligatoire ophält - an da fir eis Classes terminales, d'Premières, d'Treizièmes, d'Kompetenzen definéieren, wou deen nächste Schrëtt muss weidergoen.

Mir sinn amgang am Ministère doriwier ze diskutéieren. Déi Diskussioun féint jo och an eisen Nopeschlänner statt. Eigentlech gëtt et zwou Froen ze klären. Déi éischt Alternativ ass: Definéiere mir Minimalkompetenze fir all Niveau, oder definéiere mir Kompetenzen als Objektiv, wou et dorëm geet, dass all Schüler soll probéieren si ze errechen, a fir ze moossen, wéi wäit hie komm ass a senge Kompetenzen, sinn d'Épreuves, d'Évaluatioun do, déi soen, wéi ee Niveau vu Kompetenz hien erreicht huet.

Meng Präferenz ass, fir op déi zweet Variant ze goen, also net Minimalkompetenze festzeleeën, well mir jo keng Minimalschoul wëllen, mä eigentlech wëlle Schüler esou wäit wéi méiglech bréngen.

Déi zweet Fro, déi debattéiert gëtt, dat ass: Wéi prezis sollen déi Kompetenzen definéiert ginn? Och do gëtt et an eisen Nopeschlänner iwwerall an Europa zwou grouss Schoulen. Déi eng soen, mir sollen d'Kompetenze ganz detailléiert definéieren, praktesch ewéi eng Lëscht, wou ee kann ofhaken, elo kann een dat an dann ass et acquis. Dat schränkt natierlech déi pedagogesch Fräiheet an, a gëtt och vläicht e bësse rigid als System. Déi zweet Optioun, déi Kanada zum Beispill geholl huet an déi a verschiddene Länner ënnerschiddlech applizéiert gëtt, dat ass fir méi large Kompetenzen ze definéieren. Och do ass dann d'Évaluatioun déterminant, fir ze soen, ob d'Kompetenzen erreicht sinn oder net.

Déi Diskussioun feiere mir. Déi mussen mir net nëmmen intern feieren, mä och no baussen. Wichtig ass et och, dass déi Kompetenze kohärent definéiert gi vun der Primärschoul bis erop op d'Stänn vun de Cycles an eise Lycéeën.

Déi schwéierst Diskussioun, déi mir do iwwer Kompetenz kréien, ass natierlech déi fir d'Sproochekompetenze festzeleeën, well dat éischters deen dëckste Pak vu Stonnen ass an der Schoul - mir hu ganz vill Zäit, déi mir op d'Sprooch leeën -, zweetens och, well dat no villen Analysen d'Ursaach vu ganz villen Echecen ass, wou eigentlech ganz capabel Kanner net zu enger Qualifikatioun kommen, well si an där enger oder an där anerer Sprooch den Niveau net errechen.

Fir deen Débat do virzubereeden, hu mir vum Ministère aus d'Expertise vum Conseil de l'Europe gefrot. Déi hunn déi zougesot. Fënnf Experten vum Conseil de l'Europe, déi jo eng grouss Kompetenz doranner hunn, preparéieren ee Rapport, deen de Profil linguistique vu Lëtzebuerg soll opstellen. Si baséieren sech dann op Informatiounen, déi si vu Lëtzebuerg kréien; si kommen am Juni op Lëtzebuerg, wou si mat all méiglechen Interlocuteurs, all deenen, déi si gäre gesinn, Gesprécher hunn, an da kréie mir hire Rapport fir den Hierscht, also am Oktober oder November.

Si sollen eis doriwier Informatiounen ginn, op wéi engem Niveau dass mir Sproochen enseignéieren. Si mir éischer Franséisch, Däitsch Langues étrangères oder Franséisch, Däitsch Langues secondes - well mir se jo net als Mammesprooch enseignéieren? Sollen mir hire Sproochkompetenze valoriséieren, wéi zum Beispill och Sproochekompetenzen, déi mir net onbedéngt an der Schoul enseignéieren, wéi déi portugisesch Kanner, déi jo Portugisesch kënnen, wat mir hinnen awer ni certifiéieren, oder déi italiensesch Kanner, déi Italiensesch kënnen? Wéi vill Flexibilitéit solle mir eis ginn an eise Sproochenunterricht?

Déi zweet Preparatioun fir deen Débat iwwert d'Sproochen ass een Test, dee mir maachen an der rentrée 2005 an all eise Classes terminales, dat heescht also op Première an op Treizième. Mir maachen deen net elo, well mir net déi lescht Jore wëlle perturbéieren, well si jo elo d'Examen préparéieren. Mir müssen dat jo och intern preparéieren. Mat all de Schüler vun de Classes terminales ginn also Tester gemaach, déi sech situéieren an de Cadre européen de référence, fir dass mir eng objektiv Mooss hunn.

Op wéi engem Niveau ginn dann elo bei eis d'Épreuves gemaach a wéi héich sinn d'Kompetenzen an de Sproocher vun de Lëtzebuurger Schüler, wa si aus der Schoul erausginn? Dir wësst, dass de Cadre européen de référence sechs Stufen huet, dee vun A1 ugeet, deen engem Utilisateur élémentaire entsprécht, also engem, dee sech elementar kann ausdrécken, während C2 engem Utilisateur expérimenté entsprécht, dee kann also eng Dissertatioun respektiv ee Mémoire an enger Sprooch schwätzen.

Mir wëllen also wëssen, wou mir de Moment sinn, fir dass mir deen Débat kënnen feiere mat dem Parlament, mä awer och mat alle Concernéierten an de Forces vives: Wéi vill Franséisch, wéi vill Däitsch, wéi vill Englesch soll all Schüler, deen aus eiser Schoul erauskënnt, wëssen op all Niveau? Wéi vill muss een es kënnen, fir Mécanicien ze ginn, fir Infirmière ze ginn? Wéi vill muss een es kënnen, fir Ingenieurstudien anzefänken, a wéi vill muss een es kënnen, fir eng Première A ze maachen, wat jo dann de Summum an der Sproochekompetenz hei zu Lëtzebuerg ass? Deen Débat wëlle mir den November aféiere mat engem Seminar, wou déi auslännesch Experten dann och do sinn.

Da geet et awer dorëm fir Neel mat Käpp ze maachen, well mir kënnen och net jorelaang doriwier debattéieren, mä ech denken, dass déi éischt Aufgab, déi mir eis mussen ginn, ass, d'Niveau vu Kompetenzen festzeleeën, an da geet et drëm d'Programmer dorobber ze adaptéieren, well mir jo scho laang ee Konsensus hunn heibannen an och dobaussen, dass mir eigentlech eis Programmer iwwerlueden an dass mir parallel dozou d'Schoulzäit reduzéieren.

Ech mengen, et brauch ee kee grouss Schoulexpert ze sinn, fir ze wëssen, dass, wann ee manner Zäit huet an ee méi an e Programm drécke wëllt, dat net opgeet, esou dass dat d'Aarbecht ass vun deenen nächsten annerhalfe Joer fir do weiderzokommen.

Fir mech ass et wichtig, dass mir déi Kompetenzen definéieren a mir müssen och - an dat mengen ech geet wéi ee Leitmotiv duerch all Aktioun - der Schoul e Sënn ginn; mir müssen eise Schüler, eisen Enseignanten ee Sënn ginn, firwat dass een enseignéiert a léiert, wat d'Objektiv sinn, a firwat dass een dat soll maachen, well ech gleewe jo dorunner, dass d'Motivatioun kënn, wann een agesäit, firwat ee sech soll druginn, firwat ee soll schaffen, an dass dat dee gréisste Stimulus ass, fir gutt Resultater an och gutt Kompetenzen ze kréien.

Och do huet dee PISA-Questionnaire, deen do mat ausgefëllt ginn ass, eis am Fong gesot, dass d'Lëtzebuurger Schüler par rapport zu all de Schüler an der OECD-Moyenne manner Sënn an der Schoul gesinn, dass nëmmen d'Halschent féint, dass dat, wat si an der Schoul léieren, hinnen am Liewen nützlich ass, während an der Moyenne vun den OECD-Länner et iwwer 70% sinn. Dat sinn Indicateuren, déi ee muss bedenkelech maachen an dofir soen ech: Dat Wichtigst ass der Schoul Sënn ginn, deene Leit, déi an der Schoul sinn, kloermaachen, firwat si do sinn, fir dass si Performancé kënnen bréngen an der Schoul.

Mir hunn eng Rei Chantieren am Ministère ënnerwee. Ech zielen se ganz kuerz op. Deen éischten ass - ech zielen e fir d'éischt, net well et dee wichtigste wär, mä well a leschter Zäit ganz vill doriwier geschwat ginn ass - den „Neie Lycée“, dat ass eng Ganztagsschoul. Dee Projet de loi ass déposiert, mir wäerten nach Geleeënheet hunn hei am Haus iwwer eng Ganztagsschoul mat engem pedagogesche Konzept ze schwätzen, wou den Akzent natierlech op d'Zäit geluecht ass, d'Zäit, déi ee sech gëtt fir mat de Schüler, mat den Enseignanten zesummen ze léieren an ze schaffen.

Et ass en Enseignement, dee pluridisciplinaire, fächeriwwergräifend also zesumme fonctionnéiert. Et ass wichtig vun den Intérite vun de Schüler auszegoen, fir alles, wat am Programm ass, awer ze touchéieren, ebe just fir dem Léieren dee Sënn ze ginn. Et geet drëm fir d'Leit zesummeschaffen ze loosenen, d'Schüler zesummeschaffen ze loosenen, well den Equipéegesch jo ëmmer méi wichtig ass, mä awer och Enseignanten zesummeschaffen ze loosenen, an et gëtt eng Form vun Autoevaluatioun agefouert a Form vu Portfolio, fir dass een de Progrès vun de Schüler kann dokumentéieren.

Vläicht sollt ech kloerstellen, dass dat e Lycée pilote ass. Dat ass eng Offer an der Schoul, déi esou séier wéi méiglech soll ugoen, fir dass mer och kënnen evaluéieren, wat déi einzel Elementer dovunner bréngen. Et ass net geduecht d'ganz Land a Ganztagsschoulen ze verwandelen. Ech wollt dat eng Keier hei soen, well ech net mengen, dass dat eng Offer ass fir alleguerten d'Kanner, mä et ass sécher eng Offer, déi an der öffentlecher Schoul muss do si fir déi Kanner an déi Elteren, déi dat wënschen.

Aner Elementer, déi am Lycée pilote elo ausprobéiert ginn, begleet ginn, evaluéiert ginn, déi kënnen natierlech transposéiert ginn an d'öffentlech Schoul, wann et sech dann erausstellt, dass dat sech bewährt huet.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Deen zweete Chantier ass dee vun dem Règlement grand-ducal iwwert d'Critères de promotion, op deen ech elo hei am Detail net wëll agoen, well et eng ganz komplizéiert Matière ass, mä dat wichtig Element doranner ass deen Akzent, dee mir leeën op d'Remédiation.

Dat ass schonn agefouert ginn an der leschter Regierungsperiode, fir ze soen, wann e Schüler Schwieeregkeeten huet, soll en direkt an den Appui goen. Et ass deelweis evaluéiert ginn, wat deen Appui bréngt, an d'Konklusiounen sinn, dass een eigentlech méi en individuellen Appui muss offéieren a méi schnell intervenéieren bei de Schüler esouba wéi ee Schwieeregkeeten detektéiert.

Et geet och drëm fir déi staark Punkte vun de Schüler en valeur ze setzen, well mir jo e Schoulsystem hunn, traditionell, wou een eigentlech kengem eng Schwächt erlaabt, et muss een iwwerall d'Moyenne kréien. Dat bréngt mat sech, dass d'Schüler am Fong schaffen op hire schwache Punkten, fir do d'Moyenne ze kréien an doriwier hir staark Punkte vernoëlissegen. De Wee hei soll sinn, dass een de Schüler eng Schwächt am Schoulsystem kompenséiere léisst, à condition dass e gutt Nummeren an deene Fächer huet an deenen e gutt ass. Et geet also drëm fir vun där Mentalitéit ewechzokommen, dass 30 duergeet, an dohinner ze kommen, dass d'Leeschtung och an deene Fächer, an deenen ee gutt ass,

sech lount an dass een domadder eng Schwächt ka mat duerchzéien.

Deen drëtten Dossier ass dee vun der Evaluatioun, net vun den einzelnen Schüler, mä vun eise Schoulsystem. Ech mengen, et ass e Leitmotiv, deen och ëmmer erëmkommt ass, dass mir eis müssen Indicateuren ginn, fir eis Performancé vum Schoulsystem ze moossen. Dat ass wichtig, besonnesch wann een de Schoule méi Autonomie gëtt, a mir si jo ënner der viregter Regierung op dee Wee gaangen, deen ech och fir richtig halen, fir de Schoule méi Autonomie ze ginn. Dat implizéiert awer och, dass ee muss dann eng Evaluatioun doniewent stellen.

Dést Joer gëtt dann elo fir d'éischt, wat mer nennen „de Rapport Lycée“ diskutéiert an de Schoulen. Dat heescht all Lycée kritt seng Donnéeën, esouwäit wéi de Ministère se huet, an dat ass emol éischters natierlech wéi vill Schüler en huet, d'Origines socioprofessionnelles vun de Schüler, wéi vill Moyenen agesat ginn, mä awer och d'Resultater vun den Épreuves communes an d'Resultater vu PISA, fir ze kucken: Wou situéieren ech mech dann? Sinn ech gutt? Wou hunn ech Schwächen?

An déi Evaluatioun ass jo och net geduecht fir ee Ranking ze maachen a fir ze soen, wien dee Beschten ass, well mir wësse jo, dass d'Resultater, de Placement an esou engem Ranking jo ganz vill vun der sozialer Origine vun de Schüler ofhänkt. Et gëtt Schoulen, an deenen et vill méi einfach ass gutt Resultater ze kréien, an et si Schoulen, do ass d'Population scolaire esou vill méi komplizéiert, dass een natierlech vill méi Moyene muss drastieche fir zu gudde Resultater ze kommen.

Déi Rapporte si geduecht, fir dass mir mat de Lycéeën zesummen diskutéieren, wat si kënnen maachen a wou si hir Moyene sollen asetze fir besser Performancen ze kréien. Also, d'Evaluatioun ass a mengen Aen net eng Strof fir d'Schoulen, mä ass do als Hëllefsmittel fir hinnen deen Outil ze ginn, dee si brauchen.

Ech wëll dee System vu „Rapport Lycée“ och da weiderféieren an der Primärschoul. Do si mir nach ganz an den Ufanksschong, well mir lues a lues all Statistiken am Scolaria zesummekréien, déi mir brauche fir och de Primärschoulen an och de Gemengen déi Informatiounen zokommen ze loosenen, wéi vill Moyenen, wéi vill Mënschen, wéi vill Appui si asetzen, fir wéi eng Resultater ze kréien.

Ech mengen och, dass dat een interessant Outil ass, fir kënnen d'Schoul ze pilotéieren, well mir stelle fest, dass et immens grouss Ennerscheeder gëtt no de Gemengen. Déi eng offéieren hire Klasse vill Appui, déi eng hu kleng Effektiv an de Klassen, an aner Gemengen hu manner Appui, aner Gemengen hu grouss Effektiv an de Klassen. Dat hänkt natierlech bei de klengen Gemengen oft of vum Zoufall, wéi grouss d'Klasse kënnen sinn, mä bei grousser Gemenge spillt dat Argument jo awer net.

An ech mengen, dass dat hëllefäräich wier fir e bëssen ze gesinn, ob déi Moyenen, esou wéi mir se asetzen, dann och déi Resultater bréngen, déi mir erhoffen. Dat ass also nach ee ganz interessanten Dossier, dee mir awer nach mussen creuséieren fir weiderzokommen.

Dee véierten - elo hunn ech dann d'Transitioun gemaach -, dat ass d'Gesetz vun 1912, wou mir wëlle Cyclen aféieren. Firwat Cyclen? Also amplaz, wéi et jo och probéiert ginn ass, d'éischt, d'zweet Schouljoer kënnen an dräi Joer ze maachen, Cyclen anzeféieren. Do gëtt et verschidde Modellen, iwwert déi ee muss diskutéieren, wat fir een och do déi bescht Resultater bréngt. D'Iddi vun de Cyclen ass jo fir déi ze generaliséieren am Primaire an eventuell ze kucken, ob mir dat och kënnen weiderféieren am Postprimaire.

Et geet éischters dorëmmer, fir dass déi Kanner, déi méi lues sinn, méi Zäit hunn, fir sech déi Kompetenze kënnen unzëeegnen, déi si brauche fir kënnen an der Schoul weiderzokommen. Well mir stelle jo fest, dass et Kanner gëtt, déi ganz laang am zweete Schouljoer setzen an dann op eemol op Septième an de Préparatoire kommen, a si hunn awer näscht dozweeschent geléiert.

Et huet jo kee Sënn e Kand esou laang an der Schoul setzen ze loosenen. Et geet also dorëm fir de Rhythmus vum Kand ze respekéieren bei deene Luesen, mä et geet och dorëm fir deene schnelle Schüler d'Méiglechkeet ze ginn, méi schnell duerch den Zyklus ze kommen, well déi zweet Kränkt vun eiser Schoul - mengen ech - ass, wann d'Kanner sech langweilen an der Schoul, well si scho méi wäit si wéi d'Moyenne. Dat ass oft ganz décourageant, well mir stelle jo och fest, dass Kanner mat engem ganz héijen Intelligenzquotient keng gutt Schoulresultater hunn, well si sech ebe langweilen an der Schoul an net richtig stimuléiert ginn. Dat ass och eng Aufgab, déi - mengen ech - besonnesch an der Primärschoul muss méi eescht geholl ginn.

Ee fenneften Dossier ass ee ganz komplizéierten, dat ass d'Reform vun der Berufsausbildung. Do si mir amgang mat de Chambres professionnelles eis ze consultéieren. Och dat geet net ouni Definitioun vu Kompetenzen, an dat ass allerdéngs, muss ech soen, fir d'Berufsausbildung nach vill méi komplizéiert wéi fir den Enseignement général, well et jo eng ganz grouss Offer gëtt vu Berufsausbildung. Mä dat wäert ee wichtigen Dossier sinn.

Ech ginn zou, ech perséinlech entdecken d'Berufsausbildung. Et ass ee Secteur, deen ech net esou gutt kantt hunn, deen ech awer ganz spannend fannen an och vun enger héijer Qualitéit. A wann ech gesinn, wéi gutt eis jonk Leit, déi op europäesch Meeschterschaften ginn, op Weltmeeschterschaften am Handwerk ginn, sech do klaséieren, da mengen ech, dass mir hei an der Chamber dat misste méi apprécieieren a méi valoriséieren, dass dat eng formidable Ausbildung ka sinn, a si net ëmmer e bësse lénks leie loosenen a soen, dat geet eis näscht un.

Da kënn ee sechste Punkt, dee mir ganz wichtig schéngt, dat ass d'Participatioun vun den Elteren an der Schoul, well all d'Etüden an d'Literatur weisen, dass d'Kanner do erfollegräich sinn an och déi Schoulsysteme Succès hunn, wann d'Elteren enk associéiert sinn un d'Liewe vun der Schoul.

Mir hu keng Traditioun oder weineg Traditioun an der Participatioun vun den Elteren an der Schoul. Dat läit u villen Ursachen. An deem Gesetz iwwert d'Lycéeën ass jo een éischte Schrëtt gemaach, fir dass Elterecomitéen an de Schoule sinn an am Conseil d'éducation vertruste sinn.

Strukture schafen ass gutt, et muss een och d'Strukture mat Liewe féllen. Dat ass eng Aufgab, déi natierlech och déi einzel Partnere mussen maachen, an déi och net an engem hallwe Joer geléist ass. Ähnlech Strukture mussen mir eis - mengen ech - och gi fir d'Primärschoul, fir och do d'Eltere mat de Schoulen, mat de Schoulmeeschteren, mat de Joffere méi zesammenzebréngen, dass och net déi Angscht besteet, vun deenen enge par rapport zu deenen aneren oder déi Barrière, well ee Kand ass eent, dat ass net een anert, wann et mueres an d'Schoul geet a wann et mëttes doheem ass. D'Schoul huet aner Aufgabe wéi d'Elterehaus, mä si müssen zesummeschaffen fir den Erfolg vum Kand.

Dann hu mer ee siwente Punkt, dee mir och ganz vill um Häerz läit, dat ass: Wéi repéchéiere mir déi vill Kanner, déi fréizäitig eis Schoul verloossen? Mir hunn den Inventaire gemaach, ganz prezis, vun deene Kanner, déi 2003-2004 an

enger Lëtzebuerger Schoul ageschriwwen waren, postprimaire, an déi den Hierscht 2004 net méi an engem Fichier vun der Schoul waren, an eise Fichieren, an dat sinn der 1.982, déi mer also net méi am Fichier hunn. Dat heescht net, dass se net méi an der Schoul sinn.

Mir sinn amgaang mat aneren, déi Donnéeën do ze verfeinere. Vu dass mer jo hei Matriculen hunn, kënnen mer eigentlech all Kand nooen, fir eng Enquête ze maachen, och wou se higaange sinn, a wann se net méi an der Schoul sinn, firwat se net méi an der Schoul sinn, fir eis eben och do eng Strategie ze ginn, fir deene Kanner eng nei Chance ze ginn, fir se sichen ze kommen.

Éischtens ass dat jo ee perséinlech Drama, zweetens ass et een Drama fir eist Land an drëtten hu mer eis jo och d'Objektiv ginn, dat wat mer nennen d'Early-School-Leaveren, also déi, déi ze fréi aus der Schoul fortginn, em d'Halschent ze reduzéieren. Dat ass eent vun de Lissabon-Ziler an ech denken, dass mer vill Schwierigkeiten hunn, fir dat ze erfëllen. Dozou kann ech lech also haut net méi soen, wéi dass mer amgaange sinn d'Ursaachen ze identifizéieren, firwat se erausgaange sinn, an erauszefannen, wou se sinn.

Da bleift dee leschte Punkt, an deen, mengen ech, ass ganz wichtig, dat ass d'Qualitéit vun den Enseignanten, well mir hale keng Schoul ouni Enseignanten. Dat wollt ech als leschte Punkt hei ervirhiewen. Mir kënnen hei Strukturen decidéieren, mir kënnen Apparater dohinner setze fir ze evaluéieren, fir ze beroden, mä ouni gutt Enseignanten an ouni motivéiert Enseignante kënnen mir keng Schoul halen; d'Enseignante sinn de Pivot vun der Schoul.

Dofir, fannen ech, sinn d'Ausbildung an och d>Weiderbildung vun den Enseignante wichteg Punkten, well haut gétt net méi Schoul gehale wéi virun 30 Joer, d'Welt ass méi komplizéiert ginn, d'Schoul also och. Dat ass also een Dossier, deen eis permanent beschäftege muss: Wéi stärke mer d'Enseignanten, fir dass se der schwéierer Roll, déi se an der Schoul hunn, kënnen gerecht ginn? Et gétt onheemlech vill Enseignanten, déi ganz motivéiert sinn. Et geet drëm, fir déi ze stäerken an ze stäipen, an déi, déi emol passagèrement manner motivéiert sinn, fir déi esou ze motivéieren, dass se déi Aarbecht esou kënnen maachen, dass se am Intérêt vun der Schoul a vun de Kanner ass.

Fir ze resüméieren, Här President, ech menge mir sinn eis alleguerten eens, dass PISA sécher keng helleg Kou ass, dass et awer e gudde Ustouss ass, fir een Débat ze féiere wéi een d'Qualitéit vun der Schoul verbessere kann. An eist Objektiv ass et - an ech denken dat gétt gedeelt vu jidderengem heibannen -, dass mer gären all Schüler een Niveau méi héich qualifizéieren an dass mer gäre méiglechst vill Schüler op den héchsten Niveau vu Qualifikatioun an eiser Schoul bréngen. Dat kennt souwuel den auslänneschen, wéi de Lëtzebuerger Kanner zegutt.

Dofir muss mer der Schoul Objektiv, Ziler fixéieren a mir müssen natierlech evaluéieren, fir ze moossen, ob déi Ziler och erreecht ginn; a wa se net erreecht ginn, wat mer da müssen als Hëllefsmittel zur Verfügung stellen, fir dass se erreecht ginn.

A fir dat alles fäerdeg ze bréngen brauche mer motivéiert Leit, déi ee Sënn an hirer Aarbecht gesinn, well nëmme duerch d'Motivatioun bréngt een eng gutt Leeschtung an erreecht een eng héich Kompetenz an der Schoul.

Ech soe Merci fir d'Nolauschtenen.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Madame Ministesch. Als éischte Ried-

ner ass den Här François Maroldt agedroen. Här Maroldt, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

■ **M. François Maroldt (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'PISA-Etüd als solch suergt schonn zënter längerem hei am Land fir Gesprächsstoff. Haut befaasse mer eis virun allem mat PISA 2003.

No PISA 2000 ass et schonn déi zweete Kéier, dat eis Schüler sech deem Test hu missen ennerzéien. Déi offiziell Resultater leien zënter enger gewässer Zäit vir, deemno kann ech dovunner ausgoen, dat Der am Virfeld vun dëser Debatt lech dës Tester selwer ugekuckt hutt, a brauch also net weider dorop anzegoen.

Ech wëll trotzdem, well ech mech esou vill mat dësen Texter ofginn hunn, versichen dës an enger éischer Approche duerch de Brëll vum Mann vum Terrain ze gesinn an lech meng Erfahrungen ze vermëttelen.

Wat dës Kéier aneschtens war, dat war virun allem d'Atstellung an den Ofplaf vun deem Test. Den Test ass net méi an engem groussen anonymé Sall geschriwwen ginn, mä an der familiärer Atmosphär vum Klassenall. Dës Kéier woussten souwuel d'Schüler wéi d'Enseignanten, wat op si duer géif kommen. Se hu sech also méi Gedanke gemaach an alles méi eescht geholl. Den Test ass organisatoresch besser preparéiert a méi eescht geholl ginn, wat net heescht, dat e systematesch duerchorganiséiert gi wär.

D'Resultater leien also um Dësch a mir sollte versiche roueg a besonnen dozou Stellung ze huelen a mir müssen eis iwwerleeën, ob dës éischer e Boxestopp soll sinn oder e komplette Kurswiessel.

Dës Etüd dierf awer op kee Fall e Selbstzweck ginn. Mir kéinte fudelen an eis Resultater sécherlech verbesseren andeem mer ganz gezielt op dës Test géifen hischafen, mä dës wär an eisen Aen nëmme Maquillage a géif kee realistesch Bild vun eiser Lag ginn. A wann och eng ganz Rei vu Leit fannen, dat mer dës Kéier bei PISA 2003 net esou schlecht ofgeschnidden hätten, da bleiwen dach awer fir déi meescht d'Resultater besuergnisserregend. Dofir kënnen mer eis net erlaben an eng Standby-Positioun ze verfallen an alles emol esou weiderlafen ze loosse wéi bis elo.

Mir kënnen dës Etüd net ignoréieren oder bagatelliséieren andeems mer behaupten, dass dës Etüd einfach net genuch dem lëtzebuergesche Schoulsystem Rechnung géif droen, an dofir keng Aussokraaft hätt. Nëmme wann ee sech regelméisseg a Fro stellt a bereet ass Ännerungen unzehuelen, kann ee virukommen. Dofir si mir, ech an och meng Partei, weiderhin iwwerzeugt vun der Utilitéit vun esou Etüden. Mir mussen bereet sinn, de Verglach mam Ausland unzegoen.

Ech hunn eng ganz Rei vu Ministeren erlieft, jiddereen hat seng eege Virstellungen, c'est de bonne guerre, an zesumme mat de Kolleegen hu mer versicht, mat bestem Wëllen a Loyautéit Reformen an Instruktiounen emsetzen. Mir sinn eis awer haut bewosst, dat et net duergeet, fir Fléckaarbecht ze maachen.

Mir brauche grondleeënd Reformen, déi laangfristeg ugesat ginn, déi iwwer Joren hir Wierkung erreche sollen. Wat mer net brauchen, dat ass een Zickzackkurs, wou mer all fénnef Joer an eng aner Richtung seegelen. Mir brauche Reformen, déi eise Schoulsystem als ee Ganzt gesinn a wou déi eenzel Mesuren emmer op hiren Impakt op de ganze Schoulsystem ausgerichtet sinn.

D'Aussoe vu PISA bezéien sech nämlech net eleng op annerhaleft Joer Lycée, mä sinn och d'Resultat

vun all deene Jore Précolaire a Primaire. Wëlle mer also eppes un de PISA-Resultater änneren, da mussen mer eise ganze Schoulsystem iwwerdenken. Mir müssen d'Missiouen an d'Objektiver vun eise Schoulsystem nei definéieren, well iwwert d'Objektiver si mer eis haut leider emmer nach net eens. Nëmme wa mer wëssen, wat mer wëllen, wou mer histeiere wëllen, kënnen mer eis Methodik änneren an domat och eis Resultater verbesseren.

Här President, dës Einleitung ass fir mech wichteg, well ech wëll verhënneren, dat déi Reflexiounen, déi ech am Numm vu menger Fraktioun wäert an d'Diskussioun abréngen, falsch verstane ginn. Och wa mer dës Etüd kritesch liesen, esou sti mer dach voll a ganz hannert hir, well mer hire Sënn a Wäert erkannt hunn.

Ech wëll mech a menger Interventioun, no dëse generellen Aféierungen zu PISA, op e puer Aspekter konzentréieren, wéi beispillsweis d'Evaluatioun, d'Reformen am Primaire, de Profil vun eise Schüler, de Verglach vu Lëtzebuerg zu deene Länner, déi am beschten an der PISA-Etüd ofgeschnidden hunn, d'Autonomie vun eise Schoulen, d'Infrastrukturen an d'Reforme bei der Methodologie.

Léif Kolleegen a Kolleeginnen, firwat den Test maache mat 15-Jähregen? D'Antwort läit op der Hand, mat 15 Joer huet ee säin normale Schoulofloss. An deene meeschte Länner huet de Choix vun dëser Altersklass keng besonnesch Inzidenz, net awer fir Lëtzebuerg. Et gétt kaum een anert Land, wou de Sproochenunterricht esou een Impakt op den Horaire vun de Schüler huet. Am Verglach zu Finnland, 4 bis 5 Stonnen, kennt zu Lëtzebuerg e Cinquième-Schüler op 15 Stonnen, dat si genee 50% vu sengem Horaire. Bedéngt duerch eis geographesch Lag hu bei eis d'Sproochen an iwwerdurchschnittlecht Gewicht.

D'Diskussioun vum Wäert vun esou engem extensive Sproochenunterricht géif hei ze wäit féieren, mä trotzdem mussen mer wësse wat mer wëllen. Esou leien d'Prioritéiten am Secondaire technique aneschtens wéi am Classique. Mä eng vun eise Stärken an der Vergaangeneheet war, dat ee Lëtzebuerger Student no senger Première sech fir egal wat fir ee Land konnt decidéieren, fir seng Unisstudien unzefänken. Dat war gutt esou an dat soll och esou bleiwen.

D'Fuerderung ass schonns opkomm, eng ähnlech Etüd am Kader vun der Première bei eise Schüler duerchgezéien. Ech géif mengen, dat wär interessant, well no de Réckmeldungen, déi mer regelméisseg aus dem Ausland kréien, sinn eis Schüler net esou schlecht a sinn duerchhaus à même, am Ausland hire Wee ze goen.

Et gétt och oft gesot, de Lëtzebuerger Student géif schreiwen, mä e kéint sech net expriméieren. Dat mag deelweis stëmmen, mä gehéiert dat net zu eiser Natur? Et feelt eis all u Selbstvertrauen, mir hunn Angscht e Feeler ze maachen, eis lächerlech ze maachen. An dofir hale mer léiwer eise Mond.

Déi wéinegst vun eis gebrauchte Lëtzebuergesch fir offiziell Bréiwer ze schreiwen a gräifen duerfir léiwer op Franséisch oder Däitsch zréck. Mä well dës net eis Mammesproche sinn, feelt et oft un der néideger Sécherheet. Ze gross ass d'Angscht, et kennt jo een e Feeler entdecken. Wat dropgeet ass d'Spontanéitéit an d'Fäegkeet fir d'Kommunikatioun.

An do si mer schonns, Här President, bei engem vun den Haaptpunkten ukomm, der Penalisation. Eise Schoulsystem penaliséiert vill ze vill amplaz ze encouragéieren.

England a Lëtzebuerg, eng komplett aner Approche, ech hunn dës selwer erlieft a vun anere Kolleegen bestätegt kritt. Wann s de hei zu Lëtzebuerg en Essay zréckkriss, da léngst de herno um Buedem. An England par contre huet de Proff ugefaangen, all déi Punkten opzezielen, déi an dengem Essay gutt waren, du hues dech à l'aise gespuert an duerno huet en eng ganz Rei vu Kritike schéin agewéckelt bruecht. Du hues et iwwerlieft an de Message trotzdem verstan. A méi wichteg an nach besser, du waars motivéiert fir déi nächste Kéier et nach besser ze maachen.

Och zu Lëtzebuerg wier et ubruecht, dat sech dës Philosophie méi géif duerchsetzen. D'Angscht, och wann et kee generellen Zoustand bei eise Schüler duerstellt, grasséiert weiderhin an eise Schoulen, an déi mussen mer mat alle Mëttele bekämpfen. Schüler an Eltere sinn hautdësdays vill méi kritesch an akzeptéieren och net méi en allmächtigen Enseignant, deen eleng fir seng Klass responsabel ass.

Am Kontext vum Test hunn och eng ganz Rei vu Schüler bemängelt, dat se an der Klass net dat idealt Aarbechtsklima géife virfannen an dat dat hir Leeschtung géif beaflossen. Disziplin am Klassenall ass immens wichteg, well nëmme esou kann uerdentlech geschafft ginn. Méi Disziplin erreicht een net duerch Drock an Terror, mä duerch Kompetenz, eng gutt Presenz, e gudde Kontakt mat de Schüler a virun allem en interessante Cours.

Léif Kolleegen a Kolleeginnen, wa mer bei Jugendleche vu 15 Joer gutt Resultater wëllen, da mussen mer den Hiewel scho fréi usetzen. Ech hunn heinsdo d'Impressioun, dat de Fait, dat d'Etüd am Secondaire gemaach ginn ass, eis generell dozou verleet, de Reformäifer op de Secondaire ze beschränken, mä mussen mir eis net d'Fro stellen, wat mer à la base vun eise Schoulsystem, dat heescht an de Jore vum Primaire besser kënnen maachen? De Primaire ass de Sockel op deen eis Schüler hire professionnelle Werdegang opbauen.

De Koalitiounsaccord gesäit eng Reform vum 1912ter Gesetz vir, wou virun allem versicht soll ginn, den Échec scolaire op e Minimum ze reduzéieren. Fir de Primaire gesäit de Koalitiounsprogramm beispillsweis d'Aféierung vu Cycles d'apprentissage vir. Doduerch kënnen Kanner mat Léierschwierigkeiten besser gehollef kréien an douéiert, esouguer iwwerdouéiert Kanner kënnen besser gefuerdert ginn. Doraus ergétt sech d'Méiglechkeet vum Team-teaching an d'Organisatioun vu Modular. Dës bréngt eng gréisser Flexibilitéit mat sech, well wa mer méi gezielt op d'Kanner wëllen duergoen, da mussen mer déi rigid Opdeelung a Klasse lassloossen.

Mir dierfen dobäi allerdéngs net vergiessen, an ech hunn et virdu scho gesot, dat dës Mesuren och hiren Impakt op de Secondaire müssen hunn. Mir kënnen et eis net erlaben, hei zu Lëtzebuerg zwou grondsätzlech verschidden Approchen ze hunn.

An der Debatt em PISA ass oft drop higewise ginn, wéi wichteg et ass, dat esou vill wéi méiglech Schüler eise Schoulsystem normal duerchlafte missten an e Schoulofloss missten hunn. Geschwat gétt vu Verloscht vu Stonnen a virun allem finanzielle Moyenen, deen den Échec scolaire eis Gesellschaft kaschte géif. Mä méi wichteg ass d'Tatsaach, dat den Échec scolaire haut virun allem eng Délégation de responsabilités ass. Dofir fanne mir et och richtig, dat an Zukunft de Conseil de classe opgewäert gétt a méi responsabiliséiert gétt.

Et ass nun emol eng Tatsaach, dat Lëtzebuerg an Ranking vun den Échecs scolaires ganz uewe läit. Eng vun de Konsequenzen dovun ass, dass eng beträchtlech Zuel vu Schüler hir Sclolaritéit am Ausland

ofschléissen. Ass dat de richtige Wee?

Wa mer am Primaire mat der Aféierung vun de Cycles d'apprentissage nei Weeër wäerte goen, déi sécherlech en Impakt op den Échec scolaire wäerten hunn, esou mussen mer am Secondaire d'Promotionsreglementer iwwerdenken. Remédiatioun a Kompensatioun sinn en Diskussiounsthema, dierfen awer net zu Exzesser verleeden. E Schüler, dee keng Basis an engem Fach huet, kann onméiglech an deem Fouss faassen. D'Kompensatiounsméiglechkeete sollen och weiderhi begrenzt bleiwen.

Här President, Dir Dammen an Hären, och an Zukunft sollen eis Schüler reell gefuerdert ginn, net nëmme well international Experten um Leeschtungsprinzip festhalen, mä well mer eis bewosst sinn, dat mer als klengt Land näscht geschenkt kréien.

Här President, een Element, dat ech an der Diskussioun em PISA vermësst hunn, ass dee vum Profil vum Lëtzebuerger Schüler. Bedéngt duerch eis gesellschaftlech Entwécklung, ass de Schüler 2005 kaum nach mat dem Schüler aus de 70er Joren ze vergläichen. En fin de compte, wéi schneit en of am Verglach mat dem Klassenprimus?

D'PISA-Etüd gétt eis d'Geleeënheet, fir déi Länner erauszefannen, déi besonnesch gutt bei dëser Etüd ofgeschnidden hunn. Mir sollen hir Methoden analyséieren an objektiv beuerteelen; wat fir eis opportun ass a wat mir fir eise Schoulsystem sollten a kënnen iwwerhuelen.

Finnland ass bekanntlech de Klassenprimus, an domadder déi international Referenz. Fir eis erschéngt et wichteg erauszefannen, a welche Punkte mir eis vun hinnen ennerscheiden. Ech hu schonns de Sproochenunterricht ugeschwat, dobäi kennt de Problem vun den Auslännerkanner.

Net manner wichteg, Här President, ass den Degré d'Autonomie vun deenen eenzelne Schoulen. A Finnland eng Selbstverständlechkeet, ass se bei eis nach an de Kannerschong. D'Autonomie vun eise Schoulen, a wat domat verbonnen ass, bleift weiderhin eng vun eise Bestriewungen.

D'Autonomie ass gekoppelt u méi Transparenz an eng regelméisseg Bewäertung vun deem Geleeschtenen. Am Ufank vum Joer ginn d'Finalitéiten zesummen definéiert an um Enn vum Joer muss kontrolléiert ginn, ob dës Ziler erreecht gi sinn a wéi wäit d'Schüler e bestëmmt Wëssen a Savoir-faire erreicht hunn. Fir de Secondaire bedeit dat de sou genannte „rapport lycéé“. Net nëmme den eenzelne Schüler, mä och d'Schoul als solch, ka sech da besser situéieren.

Och d'Direktioun si gefuerdert, mä si müssen awer och d'Moyenë kréien, fir dat se hir Roll als Begleeder vun all dëse Moosnamen duerchféieren a gegebenenfalls intervenéieren kënnen.

Eng gutt Gestiouen vun de Schoulen ass wichteg, fir dat enner optimale Konditiounen ka geschafft ginn. Dofir erkenne mir als CSV och d'Wichtigkeet vun engem Directeur d'école fir eenzel gréisser Schoulen oder Verbänn vu klengen Gebaier un. D'Ufuerderung vun engem modernen Enseignement, organisatoresch Tächen an de Parteneriat mat den Eltere maachen dës Schrétt noutwendeg. De Schouldirektor an den Inspektor sollen als Team zesummeschaffen a sech géigesäitig ergänzen.

Mir kënnen eis hei zu Lëtzebuerg kaum virstellen, dat eng Schoul iwwer Ausschreiwunge Personal rekrutéiert. Mä och dat ass Autonomie. Wat dat mat sech bréngt, kann ee sech licht virstellen. Mir hu weiderhin eng Carrière plane fir eis Enseignanten a schwätzen doriwwer, wéi mer d'Motivatioun vun eise

Schüler kënnen verbessere. Wa mer Leeschtung vun eise Schüler verlaangen, d'äerfe mer datselwecht vun eisen Enseignantë verlaangen.

Den aktuelle Système de recrutement, de mutation et d'affectation bréngt haut mat sech, datt am Classique eng ganz Rei vu Schoulen amgang sinn ze vergreisen, sou läit d'Moyenne d'âge villerueerts bei iwwer 50 Joer. An e puer Joer kann dem Fernand Boden seng Superpromotioun aus den 80er Joren, deemools waren et em déi 110, déi mateneen agestallt gi sinn, mateneen a Pensioun goen.

Si mer awer dorobber virbereet? Am Moment hu mer eng Pénurie a verschiddene Fächer wéi Däitsch a Mathematik, hunn awer och weiderhi Problemer fir Ausländer anzustellen. Am Ausland dogéint ass d'Astellung vun den „native speakers“ gang und gäbe. Mir wäerten also och an Zukunft nach eng ganz Rei vun neien Enseignante brauchen.

Seelen hu jonk Kolleegen eng Chance an deem Gebai d'Nomination ze kréien, wou se hir Formation kritt hunn a wou si mat vill Engagement gutt Aarbecht geleescht hunn. D'äst dréit net ëmmer zur Motivation bäi. Liberalisatioun an Autonomie de gestion op där enger Säit, a rigide staatlechen Dirigismus op där anerer. Also wa mer eis mat anere Länner vergläiche wëllen, da muss mer och bereet sinn, fir nei Weeër op deem Gebitt ze goen.

Léif Frënn, de Profil vun Enseignant muss den neien Ufuerderungen ugepasst ginn. Net nëmmen déi éischt Formation ass wichteg, mä dauernd muss sech deenen neie Standarden ugepasst ginn. Esou wéi d'Schoulen sech um Enn vun all Schouljoer evaluéiere sollen, esou soll och den eenzelnen Enseignant sech an deem Kontext situéiere kënnen. Villes wäert op déi nei Kolleegen duerkommen, vill Asaz a Begeeschterung si gefuerdert, mä dofir mussen si awer och d'Gefill hunn, datt deesen Engagement dobaussen honoréiert gëtt. D'Eltere selwer wëssen, datt et ëmmer méi schwéier gëtt, fir Kanner ze erzéien, an dofir sollten si och den Enseignant als hire wichtigste Partner gesinn, zesummen an net géintenaner schaffen.

Här President, am Verglach mam Ausland si mer stolz op eis Infrastrukturen. Déi nei Gebaier, déi an deene leschte Joren hir Dieren opgemaach hunn, loosse sech weisen. Allerdéngs betrëft d'äst virun allem déi nei Gebaier. De Jenker zu Déifferdeng ass nämlech keen Eenzelfall a weist wéi laang et heiansdo dauert a wéi schwéierfällig de Stat sech oft deet, fir déi néideg Kreditter fir absolut noutwendeg Astandsetzungen, virun allem wat d'Sécherheet ubelaangt, vun ale Gebaier zur Verfügung ze stellen.

Am Fall vun enger Schoul, déi mer besonneneg no steet, ass der Communauté scolaire 1997 versprach ginn, datt endlech eppes ënnerholl géif. Well d',mise en conformité“ ze deier géif ginn an trotzdeem net all Problemer géif léisen, ass decidéiert ginn, datt den Déplacement pur et simple déi beschte Léisung wär. Zënterhier waart d'Schoulcommunautéit op d'Konkretiséierung vun dese Pläng. Déi ufänglech Opbrochstimmung, déi bei der Ukënnung vun dese Pläng ze verspiere war, ass verflunn a Resignation huet sech breet gemaach.

Mir wëllen eng Schoul, wou d'Schüler méi Zäit hu fir hir Studien an Aktivitéiten, déi se interesséieren, mä dofir brauche mer Infrastrukturen, déi deem och ugepasst sinn. Nieft de Klassen soll brauche mer Openhaltsraum, Bibliothéiken, déi net an engem däischtere Keller sinn, Turnsäll, déi e bésse méi grouss si wéi e Volleyballsterrain. En délabréiert a verwahrloost Gebai hëlleft net e gutt Aarbechtsklima ze schafen.

Futtis Miwwel a vergammelt Klassen-säll provozéieren éischer wéi datt se géife motivéieren. Si sinn e gudden Nährbuedem fir Vandalismus an Aggressivitéit. Mir brauche keng Paläst, mä Gebaier, déi propper sinn a wou eis Schüler sech wuel fillen. Nëmme esou kënnen mer hinnen och de Respekt fir hiert Émfeld bäibréngen. Mir erwaarde vun den Enseignantë, datt se méi disponibel solle sinn, mä da brauchen och si eng Plaz, wou se schaffe kënnen, an dat ass am Moment net virgesinn.

Dir Dammen an Dir Hären, déi schéinst Infrastrukturen eleng ginn net duer, mir mussen och an der Methodik nei Weeër aschloen. Mir kënnen esou vill Geld wéi mer wëllen an eis Schoule steechen, an dach gi si net besser, wann d'Leit, déi an dese Schoule schaffen, an hiren Aarbechtsmethoden net à la hauteur sinn. Dat kann een iwwerengens op déi verschiddeste Schoultypen applizéieren: Gesamt-schoul, Ganzdagsschoul, oder eis traditionell Lycéien. Mat all dese Schoultype kann ee gutt oder schlecht Resultater erreechen. Wat zielt ass d',stratégie d'apprentissage“, d',teaching method“, an déi Leit, déi se uwenden.

Mir mussen vun eiser konservativer Didaktik ewechkommen. D'Schoul d'äerf net langweilig sinn, an dofir muss de Schüler andauernd d'Gefill hunn, nei Erkenntnisser vermëttelt ze kréien. Ze vill Widderhuelung langweilt. Net all Einzelnen d'äerf seng eegen Zéppche kachen, och wa se excellent ass. D'Enseignante vun enger Klass sollten openeen zougoen a gemeinsam Programmer ausschaffen. Pluridisziplinaritéit mécht e Cours interessant.

Wat ee virun allem net aus den Ae soll verléieren, ass déi praktesch Uwendung vun all deem, wat ee geléiert huet. Eis Schüler kennen oft hir Grammaire an hir Regeln, wesse se awer leider oft net uwenden. All puer Joer wiessele mer d'Schoulbicher oder d'Programmer. Dës nei Schoulbicher sinn all op eng eege Methodologie opgebaut oder leider och heiansdo op iwwerhaupt kenger. Dës Methodologie solle mer applizéieren, soss brauche mer se net.

D'Auteurs vun dese Schoulbicher liwweren och meeschtens en Typ vun Testaufgabe mat. Et kann ee se uwenden oder et kann ee sech par contre drop beschränken, „tests made in Luxembourg“ ze ginn. Da leien an der Moyenne d'Punkte bis zu zéng Punkte méi déif. Och mat deser Tatsaach muss mer eis ausenaner setzen. Et geet net duer, datt en auslännesche Professor seet, „that's perfectly correct English“, an datt dann de Lëtzebuurger antwert, „but it's not the English we are used to in Luxembourg“.

(Hilarité)

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wëll ech zum Schluss kommen. Och mir kënnen net an engem Mëtteg eis Schoul reforméieren. Et bleift viles ze soen, et bleift viles ze maachen. An enger Dageszeitung ass de Statsminister mat folgendem Wieder zitéiert ginn: „Mir mussen dës Froen ouni Scheiklappen, ouni ideologesch Barrièren, ouni virgefaasste Meinung diskutéieren.“ Ech ka mech deem nëmmen uschlëssen. Kommt mir fänken domadder un!

Ech soen lech Merci fir d'No-lauchteren.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Maroldt. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Anne Brasseur. Dir hutt d'Wuert, Madame Brasseur.

■ **Mme Anne Brasseur (DP).** - Här President, Dir Dammen, Dir Hären, „kommt mir fänken domadder un“ waren dem Här Maroldt als Sprächer vun der CSV seng lescht Wieder elo hei op der Tribün. Ech

hunn em ganz andächtig no-gelauschert an ech deelen zu engem ganz groussen Deel seng Analys. Hien huet bemängelt, dass all fënnel Joer e Kurswiessel an der Éducation nationale kënn. Et kënn een dat soe vun deene leschte fënnel Joer, mä do virdun hat d'CSV, mat just enger Interruptioun vu fënnel Joer, den Unterrechtsministère 50 Joer laang. Da stellen ech mer haut d'Fro: Firwat ass dann net virdun ugefaange ginn?

Wa mir haut iwwert d'PISA-Resultater hei debattéieren,...

(Interruptions diverses)

...dann ass dat jo d'Folleg vun enger Educationspolitik, déi zu Lëtzebuerg konstant iwwer Jorzéngte gemaach ginn ass, wou eng Partei federführend war, an da muss een och dat a Fro stellen. Dat wat ech dann hei constatéieren ass, dass dem Här Maroldt seng Analys an déi Aussoen, déi en elo hei gemaach huet, eng Afrostellung ass vun all deenen CSV-Educationministere, déi virdun do waren.

(Interruptions diverses)

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, et soll een am Fong nëmmen dat moossen, wat moosbar ass, an et soll een dat vergläichen, wat vergläichbar ass, an nach nëmme wann et sennvoll ass. A bei der PISA-Etüd muss ee sech déi Fro awer stellen, ob déi zwou Viraussetzungen, dat heescht, ass alles moosbar, wat gemooss ginn ass, an ass alles vergläichbar, wat verglach gëtt, geschafte sinn.

Wéi soll een d'Finne vergläichen an hirem Schoulsystem, wou se beispillsweis 2% Ausländer an der Schoul hunn, wou mir hei zu Lëtzebuerg awer 40% Schüler hunn, déi net Lëtzebuergesch als Mammesprooch hunn. Wéi soll een e Schoulsystem vergläichen, bei deem an engem Schoulsystem 600 Schoulstonne pro Joer enseigneiert gëtt, an engem anere Land sinn et 1.200 Schoulstonne pro Joer.

D'Ganzdagsschoul, dat ass e Schlagwuert ginn, an ech kommen duerno drop zrëck, mä Ganzdagsschoul bedeit ganz Verschiddenes an deene verschiddene Länner. Finnland schwätzt vu Ganzdagsschoul, mä do ginn d'Kanner schonn um zwou Auer mëttes heem. Dat heescht ons Schüler gi méi laang an d'Schoul wéi zum Beispill déi kleng Finnen. An Däitschland awer ass nëmme moies Schoul an déi schwätze vu Ganzdagsschoul. Wa se dat hätten, wat mir elo hunn, da wier dat an hiren Aen eng Ganzdagsschoul. Och do gëtt et Begrëffsverwirrung.

Et gëtt och dann - an d'Madame Minister huet dat an hiren Ausféierung gesot - Schoulsystemer, wou ganz weineg vun uewen erof dikéiert, fixéiert ass, wéi beispillsweis a Finnland. An England gergéint awer si relativ grouss Virschreite virgesinn, wellech Kompetenze sollen erreecht ginn. Béid Länner schneiden awer gutt an der PISA-Etüd of. Et gëtt Länner, déi hunn e ganz fräien Erziehungssystem, et gëtt aner Länner, déi hunn eng Schoul wou enorm Disziplin ass, wéi beispillsweis a Korea, wou bis zu 50 Kanner an enger Schoulklass sëtzen.

Et ass och net d'Gréisst vun der d'Schoulklass, déi determinant ass. Wéi mer och aus der PISA-Etüd wëssen, gëtt et Länner mat héije Klasseneffektivitéit, déi gutt ofgeschneiden hunn, a Länner mat niddregen Effektivitéit, déi keng gutt Resultater hunn.

D'Aart a Weis wéi Schoul gehale gëtt, d'Methodologie, d'Approche schéngt och net ausschlaggebend ze sinn, well a Finnland - konnt ee liesen - gëtt et ganz vill Klassen, wou nach e Pult op engem Podium

steet a wou een och d'Bänken net kann zesummestelle fir Gruppenaarbecht ze maachen. Et handelt sech also hei em ganz verschidden Usätz jee no Land an dat huet eppes mat den Traditionen ze dinn, déi gewuess sinn. Wann een da soll do Vergläicher opstellen, da muss een awer ganz virsiichtig si mat den Interpretatiounen.

Dat mierkt een och bei de Responsabele vun der PISA-Etüd selwer. An enger Konferenz, déi organiseiert war vum Educationministère den 28. Februar, huet den Här Andreas Schleicher, dee responsabel ass bei der OCDE fir d'PISA-Etüd, PISA folgendermoossen definiert: „PISA ist der Versuch ein kompetenzbezogenes Modell zu testen.“ Et geet also drëm fir e Modell ze testen, an dat soll ee sech virun Aen halen, wann een iwwert d'Resultater vun der PISA-Etüd schwätzt. D'Resultater d'äerf een also net iwwerbewäerten, mä mir sollen se awer och net ënnerbewäerten an ëmmer eng Excuse fir all schlecht Resultater hunn.

Et d'äerf een awer virun allem net falsch Konklusiounen aus der PISA-Etüd zéien. Den Här Baumert, deen an Däitschland responsabel ass fir d'Duerchféierung vun der PISA-Etüd, huet 2002 Folgendes gesot: „Ich fürchte mich am meisten vor den Personen, die jetzt genau wissen was zu tun ist.“ Allerdéngs muss mer ons virun deenen an Uecht huelen!

Ech wollt domat soen, dass sech net alles verknäppe léisst, dass sech net alles vergläiche léisst an dass et net eng Method gëtt, déi mer kënnen importéieren, wou mer géinge soen: Dat brauche mer bei eis am Schoulsystem.

Wann ee falsch Konklusiounen zitt a falsch verknäppt, da kéint een zum Beispill zum Schluss kommen, dass e gutt Ofschneiden an der PISA-Etüd zu héijer Jugendaarbeitslosigkeit féiert. Wann een d'Statistike kuckt am Oktober 2004, hat Finnland beispillsweis, verglach mat deene 15 Länner vun der EU, déi mat 21,1% héchste Jugendaarbeitslosigkeit an Europa bei Jonken ënner 25 Joer. Si schneiden awer gutt am PISA-Test of! Ech wëll just domat soen, dass een net alles ka matenee vergläichen an net déi falsch Schlëss zéien, an dat solle mer och net maache bei der PISA-Etüd hei.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech hunn dës Virbemierkung gemaach fir drop hinzeweisen, dass een d'Resultater vu PISA mat ganz villen Nuancé muss kucken an interpretéieren. Déi Verantwortlech vu PISA selwer si jo och virsiichtig bei hiren Aussoen. Dat konnte mer feststellen, wéi mer beim Här Schleicher an där Konferenz waren den 28. Februar, an dat konnten déi Deputéierten och feststellen, déi bei der OCDE zu Paräis waren, wou d'PISA-Resultater presentéiert gi sinn. Wann ee konkret Froe gestallt huet, da krut een awer keng konkret Antwort dorobber. Mir d'äerfen also net maachen, wéi wann déi PISA-Etüd, déi Resultats bruts wierklech dat wieren, u wat mer ons misste festhalten, mä mussen dat mat Nuancé gesinn.

Et muss ee sech also d'Fro stellen, wat de Stellewäert ass vun deser Debatt. „Ech wëllt hei awer och soen, dass d'Chamber hir Aarbecht an deem Dossier net gemaach huet. Et läit kee Rapport hei vir zu esou engem wichtige Debatt.“

Här President, dat sinn net meng Wieder. Dat sinn d'Wieder vun der Sprächerin vun der LSAP, den 29. Januar 2003 - der Madame Mady Delvaux! D'Madame Mady Delvaux huet déi Zäit d'Chamber kritiséiert, well d'Chamber selwer kee Rapport gemaach huet. Laang erkläert dann d'Madame Delvaux, wat hätt missen an deem Rapport vun der Chamber stoen. Wéi ass et haut? Haut ass d'Madame...

■ **Une voix.** - Et ass nach ëmmer keen do.

■ **Mme Anne Brasseur (DP).** - Haut ass d'Madame Delvaux Educationminister. Et ass awer nach ëmmer kee Rapport do, also huet d'Chamber hir Aufgab net gemaach.

Virun der Debatt 2003, wëll ech awer soen, dass ënnert der Présidentschaft vun der Madame Durdu an der Educationskommission 19 Associatiounen eng Prise de position ofginn hunn op Grond vun engem Questionnaire, deen deemools d'Kommission ausgeschafft huet. Et ass en Hearing hei organiseiert ginn, a mir kruten eng ganz Partie Prises de position, déi als Document parlementaire erauskoumen. Et sinn Elterenassociatiounen gehéiert ginn. Et ware Syndikater derbäi, Chambres professionnelles, Vertrieber vun Ausländer an esou virun.

Wat ass dann elo haut an der Kommission geschitt? Et sinn zweemol Experten aus dem Ministère respektiv dem Script gehéiert ginn, déi gutt Explikatiounen ginn hunn. Duerno war eng Entrevue mat de Professere Baumert a Köhler, an domat hat et sech. Et sinn och...

(Interruption)

Et si fënnel Deputéierten, ee vun all Fraktioun, op Paräis gaangen. Ech muss awer soen, dass déi Visite zu Paräis bei der OCDE fir mech ganz enttäuschend war a wierklech net opschlussräich.

Dat war also d'Aarbecht, déi d'Chamber dës Kéier gemaach huet. Virun eppes méi wéi virun zwee Joer sinn ech ganz vill vun der Opposition kritiséiert ginn an haauptsächlech vun der LSAP. Ech sinn esouguer an d'Lächerlech gezu ginn, ech géing elo d'Educationspolitik resuméieren op fënnel Wieder - Moien, Addi, Pardon, wann ech gelift a Mercl -, well ech effektiv eng Kéier gesot hat, et wier wichtig, wann d'Kanner dat als Bagage mat op de Wee krite. Du sinn ech wierklech lächerlech gemaach gi wéinst där doten Ausso, zu där ech awer nach ëmmer stinn. Ech weess och, dass dat net duergeet, mä et ass awer den Ufank fir all dat anert.

Wann ech haut kritiséieren, dann ass et bestëmmt net, well ech d'Politik wëll lächerlech maachen, déi d'Madame Delvaux haut praktizéiert. Ech géing dat och net maachen, well ech vill ze vill Respekt virun der Madame Delvaux als Person hunn an ze vill Respekt vis-à-vis vun deem Amt, wat se ausféiert.

Ech kann lech awer soen, Här President, et ass eng spannend Lecture, wann een d'Debatte vun deemools zrëckliest. D'Madame Delvaux huet deemools esou Froen opgeworf - an ech zitéieren: „Wéi ass et da mat der Reform vun der Ausbildung vun de Schoulmeeschteren a Léierinnen?“ Déi Fro stellen ech och haut, well do schéngt se sech jo net ganz eens ze sinn an der Regierung! Ech hunn och dorüwer eng Question parlementaire gestallt.

Da seet d'Madame Delvaux och: „Da muss ech nach eng Kéier soen,“ - et ass d'Madame Delvaux, déi schwätzt - „dass ech et lamentabel fannen, datt zwee Ministère sech déi Kompetenzen deelen.“ Et geet also em d'Formation supérieure. Also fënnel d'Madame Delvaux et haut lamentabel, dass si mam Här Biltgen déi Kompetenzen deelt an dann och nach d'Madame Modert als Statssekretärin derbäi ass. D'Madame Delvaux wénkt jo mam Kapp! Si ass also an enger Regierung, wou d'Kompetenzopdeeling lamentabel ass, no der Opfaassung vun der Madame Delvaux, a si ass do mat mer d'accord. Weider...

(Interruption)

...zitéieren ech d'Madame Delvaux, déi seet: „Mir bräichten awer ee Minister als Kapitän, ee Pilot, deen d'Richtung ugëtt.“ Ass d'Ma-

dame Delvaux dann elo dee Kapitän, dee Pilot, no deem si virun zwee Joer verlaangt huet?

An enger Motioun vun deemools hunn d'Sozialiste verlaangt, dass an der Primärschoul d'Betreiung vun de Kanner no der Schoulzäit a während der Schoulzäit ënnert d'Kompetenz vun deemselwechte Ministère fällt. Iwwert dee Sujet hat den Här Mars Di Bartolomeo och souguer eng Interpellatioun gemaach. Wéi ass et haut? Et ass nach ëmmer, souwäit ech weess, d'Madame Delvaux, déi zoustänneg ass fir d'Schoul, fir d'Betreiung ass et de Familljeministère - d'Madame Jacobs!

Weider ass deemools an enger Motioun gefrot ginn, d'Regierung soll de Projet de loi iwwert d'Privatschoulen zrëckzéien. Dee Projet de loi ass net zrëckgezu ginn. Dat Gesetz ass gestëmmt ginn, an elo hunn ech näischt méi gelies an der Regierungserklärung, ech héieren och näischt méi dovun, also schéngt et net esou ze sinn, dass d'LSAP dat Gesetz elo wëllt änneren.

Wann een d'Debatte vun deemools liest, wéi den Här Scheuer zweete Spriecher war, da fënnt een och interessant Saachen eraus. Den Här Scheuer huet fonnt, dass deen Hearing, deen deemools gemaach ginn ass, net wäit genuch gefächert war. Et ware jo 19 Prises de position zwar do. Ech zitieren den Här Scheuer: „Vill Gremien, vill Institutiounen waren net derbäi. Ech froen lech mol: Wou war d'Berufswelt? Wou war d'Ekonomie? Wou waren déi, déi un der Integratiounsdebatte deelgeholl hunn? Wou waren d'Chambres professionnelles? Wou ware virun allem déi, déi d'Kultur hei zu Lëtzebuerg representéieren, déi aktiv d'Kulturlewen hei zu Lëtzebuerg prägen an déi domadder fir mech och responsabel si fir de Begrëff Enseignement général mat Liewen a Contenu ze fëllen. Wou waren se, déi netstaatlech Institutiounen?“

(Interruptions diverses)

Fir mech hätt déi Diskussioun misen d'Basis gi vun enger reeller Bildungsoffensiv. Déi Diskussioun ass an engem Cercle fermé virbereet ginn.“ Souwäit den Här Scheuer am Januar 2003.

Haut ass den Här Scheuer President vun der Educatiounskommissioun. Huet hien dann all déi Leit gehéiert, no deenen hie verlaangt huet virun zwee Joer? Ech mengen net. Hien huet déi kaum kontaktéiert. Wat huet den Här Scheuer dru gehéiert, déi Initiativ ze huelen? Firwat ass net consultéiert ginn?

Här President, wann een hei en Débat féiert iwwert déi PISA-Etüd, da muss een natierlech och soe wat ons Antwerte sinn op d'Resultat vun der PISA-Etüd, an et kann net sinn, dass een dat mat engem Slogan ofdeet, d'Schoul misst Spaass maachen an da kréich een d'Affär an de Griff. Dat weess d'Madame Delvaux selwer an och, dass musen Adaptatiounen an der Schoul kommen, a si huet elo hei an hirer Priise de position jo och ugeféiert wat déi Chantiere sinn, déi een elo misst ugoen. Si huet och an hirer Priise de position écrite, déi mer d'lescht Woch kritt hunn, fënnf Ziler fixéiert, mat deenen ech kann d'accord sinn.

Dat éischt Zil ass, dass d'Zuel vun deenen, déi d'Schoul fréizäitig verloossen, muss erofgesat ginn. Zweetens, d'Zuel vu Jonken a Sparte wéi der Mathematik oder den neien Technologie muss eropgesat ginn.

(Interruption)

■ Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*. - Ech staunen elo, well dat dote sinn déi Ziler, déi d'europäesch Unterrichtsministeren zesumme festgeluecht hunn am Joer 2003, a souwäit ech weess war d'Madame Brasseur deemools

Lëtzebuenger Unterrichtsministerin. Also huet si do mat an Europa déi doten Ziler festgeluecht. An ech widderhuelen déi just fir ze soen, dat dote sinn d'Engagement, déi d'Lëtzebuenger Regierung am Kader vun der Lissabon-Strategie mat ënnerschriwwen huet, dass dat d'Objektiver sinn. Duerfir, dat sinn der elo net, déi ech erfionnt hunn, Madame Brasseur.

■ Mme Anne Brasseur (DP). - Ech hu jo och gesot, ech wier mat deenen Ziler d'accord. Dir hutt mech gläich ënnerbrach, well ech wollt soen, well dat déi Ziler sinn, déi vun der Unioun...

(Interruption)

Ech wollt se just rappeléieren, well Dir an Ärer Dokumentatioun, déi Der ons zur Verfügung stellt, déi ënnersträicht, an zu Recht ënnersträicht: D'Zuel vu Jonken a Sparte wéi der Mathematik an der Technologie misst eropgesat ginn, d'Zuel vu Jonken, déi de Cycle supérieur de l'enseignement secondaire sollen errechen, déi soll een erhéieren.

Dat véiert Zil ass dat, d'Zuel vun de Schüler, déi schlecht liesen, misst een erofsetzen, an dee fënnfte But ass, dass ee méi Erwuessener dozou bréngt, Apprentissage tout au long de la vie ze maachen. Ech sinn also nach wie vor och mat deenen Ziler d'accord an ech si frou, dass d'Madame Minister déi nach eng Keier rappeléiert huet.

Grouss Suerge maachen ech mer allerdéngs iwwert déi Ausrichtung, déi d'Madame Minister ugedeit huet a verschiddeenen Interviewen oder verschiddeene Pabeieren, déi diffuséiert gi sinn. Et sinn zéng Punkten.

Éischtens, d'Ausso: keng Hausaufgabe méi. Ech weess net wéi ee soll eng Matière léieren, wann een se net widerhéilt, nodeem et an der Schoul erkläert ginn ass, ee geléiert huet et ze applizéieren, an dat kann een nëmme léieren andeem een et übt. An übe muss een eben ausserhalb vun der Schoulzäit maachen, an et geet keen Apprentissage un Widderhuele laanscht. Duerfir gehéieren och Hausaufgaben dozou.

Zweetens, wat ech vermessen am Discours vun der Madame Delvaux, dat ass dat Wuert Effort. Dat Wuert Effort schéngt net méi zum Vocabulaire vun der Educatioun ze gehéieren. Mir mussen et dach awer fäerdeg bréngen, de Kanner de Gout vum Effort mat ze vermëttelen, mat op de Wee ze ginn. Ouni Effort geet et op kengem Gebitt, a bestëmmt net beim Apprentissage. Mir mussen de Kanner och weisen, dass Leeschtung eppes Positives ass, dass een dofir muss schaffen an dass een dann dofir ka belount ginn. Mir si fir d'Schoul vum Effort an net fir d'Schoul vum Confort. De Confort erreicht een eréischt duerch den Effort. Et muss ee sech deen erschaffen.

Drëttens, eng Ausso, déi an engem Reflexiounspabeier stoung: No-exame géingen ofgeschaaft. Dat war e falscht Signal.

Véierte Punkt, d'Ganzdagsschoul. D'Ganzdagsschoul, wat eng gutt Saach ass wann et sech ëm eng Offer handelt, déi d'Kanner ugebuede kréien, déi ganzdags betreit ginn nieft der Schoul. Mir wäerten och nach d'Geleeënheet kréien, doriwwer ze diskutéieren, a muer de Mëtteg ass jo och eng Educatiounskommissioun iwwert dee Punkt aberuff ginn. Mir haten, den Här Meisch an ech, scho méi laang gefrot, mir sollen doriwwer an der Kommissioun diskutéieren. Déi Diskussioun fënnit dann elo muer statt.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Deen neie Lycée awer, esou wéi en an onsen Aen elo virgesinn ass, ass eppes ganz aneschters wéi eng Ganzdagsschoul. Do gétt déi Ganzdagsschoul als Deckmantel geholl fir nei pedagogesch Weeër

ze goen. Et soll ee sech net neie pedagogesch Weeër verschléisen, mä ech hunn awer wierklech hei d'Impressioun wéi wann dat en ideologesche Wee wier, eng alternativ Pedagogie. Wéi zum Beispill wann ech liesen, dat wier eng Schoul wou et keng Schoulbicher méi géng ginn. Ech muss lech soen, dass ech mech dann awer nëmme ka wonneren. Wann ech dann och nach liesen, dass an där doter Schoul d'Kanner solle mat Aktivitéite beschäftegt ginn, wéi Gaardenaarbecht oder Zirkus, da stellen ech mer wierklech d'Fro, wellech Aart vu Schoul mer dann do dévaloppéieren?

Mir brauche pedagogesch Erneuerungen. Dat ass ganz kloer. Allerdéngs, dese Wee, deen elo d'Regierung wëllt goen, net dee vun der Ganzdagsschoul, mä besser gesot deen neie Lycée, ass a mengen Aen eng Utopie, wou den Elteren och eppes virgegaukelt gétt, an da sinn d'Kanner duerno déi Leidtragend. Wann ech dann och nach héieren, dass verlaangt gétt, dass esou e Modell soll op d'Primärschoul ausgeweit ginn, da wërft dat méi wéi eng Fro op.

Fënneftens, d'Gesetz vun 1912 soll reforméiert ginn. Am Januar 2003 hat ech hei an der Chamber en Dokument kout no Consultatiounen vu ganz ville Schoulpartner, an ech hat gebieden, dass d'Fraktiounen mer sollen hir Propositionen iwwert d'Reform vum 12er Gesetz ginn. Ech krut zwou Réckmeldungen an ech hat zwou Entrevuen. Dat eent war mat der CSV-Fraktioun an dat anert war mat der Fraktioun vun der Demokratescher Partei. Déi aner Fraktiounen hu sech leider net gemellt, an duerno hunn ech meng Responsabilitéit als Minister geholl an ech hunn de Projet de loi ficeleiert, e mat op den Instanzewee ginn an en déposéiert.

Elo héieren ech, dass dat Gesetz erëm ginn soll op de Métier geholl ginn an dass eng ganz Partie Neierunge sollen do erakommen. D'Primärschoul soll dann eng ganz Rei nei Aufgabe kréien, niewent hirer essenzieller Missioun. Et gi Psychologen, Educateuren a Pedagogen do agestallt, déi sécherlech noutwendeg sinn an onsem Schoulsystem an déi d'Kanner sollen encadréieren. Et muss een awer dovur warnen, dass ee soll elo eng Schoul schafen, wou Psychologen, Pedagogen an Educateuren zu engem Elterenersatz ginn. Dat ass nämlech eng Mainmise vum Stat op all Erzéiungsfroen an eng Déresponsabiliséierung an eng Entmündegung och vun den Elteren, an domat kann een op kee Fall d'accord sinn.

D'Schoul däerf och net e Lieu de vie ginn, wou et wéi an engem Club Méditerranée ausgesäit, wou den Enseignant an den Educateur de gentil Organisateur ass, deen d'Kanner vu moies bis owes bei Laun hält a wou de Kanner dann nach heiansdo eppes bäibruecht gétt.

(Interruptions diverses)

D'Schoul däerf keng Institutioun ginn, wou een op eemol d'Impressioun huet - wann een dat iwwerspëtzt formuléiert -, dass een d'Kanner moies schonn um siwen Auer kënnt do ofginn an dass een se owes am Pyjama, gewäsch a gefiddert, um hallwer aacht erëm kënnt ofhuelen. Dat ass einfach dat falscht Signal an an déi Richtung däerfe mer net goen.

(Interruptions)

Sechste Punkt. Suerge mécht mer d'Tatsaach, dass mer bis elo wéineg héieren hu vun der Berufsausbildung. D'Madame Minister huet et elo grad selwer gesot, dat wier eppes wat se elo géng entdecken. Si wier bis elo mat der Berufsausbildung net esou konfrontéiert gewiescht.

(Interruptions diverses)

Da ka se dat also och nach nohuelen, well d'Berufsausbildung ass fir mech eent vun de wichtige Standbeener vun onser Ausbildung. Si ass wichteg fir déi jonk Leit, déi iwwert dee Wee kënnen zu enger Qualifikatioun kommen. Si ass awer och enorm wichteg an onser Ekonomie, wéi mer och nach de leschte Sonntag bei der Meeschterdiplomiiwwerreechung konten héieren.

Siwente Punkt. Am Moment verloossen ze vill Schüler ons Schoulouni Qualifikatioun. Dee Constat maache mer all an dat ass och inakzeptabel. Et ass gutt feststellen, dass et zu enger Verbesserung komm ass. 79,8% vun de Schüler haten eng Qualifikatioun virun e puer Joer. 2003 waren et ëmmerhin 82,8%. D'Tendenz ass also steigend.

Mä dat geet awer net duer. Allerdéngs ze soen, mir musse kucken, dass jiddferen zu engem Diplom kënnt, däerf awer net douzou féieren, dass en Examen eng Aart Braderie gétt, well doduerch dévaloriséiere mer den Examen an domat dévaloriséiere mer och de Stelwäert vun der Schoul. Méi Qualifikatiounen fir jiddereen, jo, mä mir mussen ons bewosst sinn, dass net jiddferen déiselwecht Qualifikatioun kann errechen.

Aachte Punkt. Ech kann net domat d'accord sinn, dass an der Primärschoul, wéi dat elo virgesinn ass, am éischten Zyklus et keng Zensure méi solle ginn. Ech sinn nämlech wierklech der Meenung, dass d'Kanner Emulatioun brauchen an dass d'Kanner och frou sinn sech ee mat deem aneren ze moossen.

Néngte Punkt. Ech kann net domat d'accord sinn, dass de Sproochenunterricht am classesche Lycée soll moduléiert ginn. D'Sprooch wore fir ons ëmmer en Atout an et muss en Atout bleiwen.

Am technesche Secondaire ass et natierlech eppes anescht, well do d'Finalitéit och eng aner ass oder eng aner ka sinn, an dofir sinn déi Efforten, déi an deene leschte Jore gemaach gi sinn, luewenswäert.

Déi Etüd, déi d'Madame Delvaux an d'Optrag ginn huet beim Conseil de l'Europe, fir ze kucke wat een an de Sprooche muss kënnen, do däerfe mer awer net vergiessen, dass och ons Situatioun net mam Ausland ze vergläichen ass. Well mir hunn hei zu Lëtzebuerg nieft onser Mammesprooch nach zwou Sproochen, wat Sproochen an onsem Sproochesystem sinn, dat ass Däitsch a Franséisch. An dofir sinn déi Exigenzen, déi mir brauche fir déi Sproochen ze maitriséieren, awer wuel aner, an dofir sinn ech gespaant op d'Conclusiounen vun der Etüd.

Ech weess och, dass d'Madame Delvaux eng Enquête oder e Questionnaire un d'Betribler verschéckt huet, fir emol ze wesse wéi d'Kultur vun de Sproochen do ass.

Mä ech wëll nach eng Keier soen: Am classeschen Unterrichts, wou d'Basis eng humanistesche Approche muss sinn, ass et dach enorm wichteg, dass een déi zwou Sproochen, Däitsch a Franséisch, nieft dem Engleschen an enger véierter Sprooch, gutt beherrscht, fir och Zougank zu deene Kulturen ze kréien, déi een net kritt, wann een dat net kann. Besonnesch virun der Ofwärtung virun der franséischer Sprooch wëll ech hei warnen.

An dann den zéngte Punkt, deen, wou ech mer Froe stellen, dat ass dat iwwert d'Kompenséierung. D'Kompenséiere muss dach eng Ausnahm bleiwen. Wann ech awer elo d'Madame Minister héieren hunn, seet se, et muss een op d'Stärke vun de Schüler tabléieren. Dat ass ganz richtig, a wann ee sech do ganz gutt dru gétt, da kann een och eng ganz Partie Schwächte kompenséieren.

Et ass awer nun emol esou, dass et eng Partie Saache gétt, déi muss

ee mathuelen, déi muss ee mat op de Wee kréien. Dat muss een och kënnen. Et geet net drëm d'Lat erfzesetzen. Mir mussen dann de Kanner hëllef besser ze trainéieren, dass se d'Lat nawell packen.

Kompenséieren ass gutt fir ee momentanen Ausrutscher eng Keier wettzemaachen. Mä dat däerf awer net d'Regel ginn. Et däerf keng Prime à la paraisse ginn, well soss mécht een e Minimum vun Effort.

Här President, dat sinn déi zéng Punkten, wou ech wollt soen, dass ech net ka mat der Approche vun der Madame Unterrichtsminister d'accord sinn. Si hat elo eng Rei Méint am Ministère, wou éischer Diskretioun virgeherrscht huet, wat ech och verstinn. A si geet déi Tache, déi se huet, déi sécherlech schwéier ass, mat enorm Elan un. Ech sinn awer der Meenung, dass an enger Partie Punkten déi Richtung, déi si ageschloen huet, duerch déi Aussoen, net an déi richtig Richtung ginn. Well wa mer hei zu Lëtzebuerg wëllen déi Virdeeler halen, déi mer am Moment hunn, da muss mer einfach besser si wéi d'Noperen, mir sinn net zu vill.

Et kann also nëmme esou sinn, déi Virdeeler ze halen, wa mer ons méi dru ginn. Mir si jo net méi intelligent wéi d'Noperen, wéi déi ronderëm eis. Also gétt et nëmme ee Wee, dat heescht besser ze sinn, an da muss ee soen, dass ee sech méi muss dru ginn, och wann dat net ëmmer Spaass mécht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut féiere mer den Débat iwwert d'Resultater vun der PISA-Etüd, bei där Lëtzebuerg besser ofschneit wéi bei der éischer PISA-Etüd. Mä d'Resultater sinn nach laang net gutt. An dees muss mer ons bewosst sinn an dat muss mer ons virun Aen halen, an dofir muss mer ons weider dru ginn.

Mir féieren awer och déi Debatte haut am Kader vun der Lissabon-Strategie. Mä och do muss een d'Fro opwerfen, ob déi Ziler, déi gesat gi sinn, realistesch sinn. Ech hu virun déi fënnf Ziler ernimmt, an déi Ziler sinn u sech luewenswäert. Mä wann een och do Vergläicher mécht, da muss ee sech Froe stellen.

Et gétt dann esou ee Benchmarking gemaach, an do ass zum Beispill ee Land, dat huet en Educatiounssystem, wou 96% de Cycle secondaire supérieur errechen. Et muss ee sech d'Fro stellen, wat ass dat da Wäert, dee Cycle secondaire supérieur, wa 96% vun de Kanner deen errechen? Dat ass bestëmmt eppes anescht wéi bei eis. Dofir muss een och fir d'éischt do eng Begrëffsdefinition maachen, eier een do Vergläicher uschneit.

Et ass nämlech e Schwindel, wann een all Mënsch en Diplom gétt, wou eng héich Qualifikatioun drop steet, mat där een duerno awer näischt kann ufänken. Et kann een nun net jiddferengem en Diplom an d'Wéi leeën. Dee muss ee sech erschaffen. Mir mussen ons bewosst sinn, dass mer net jidderee kënne fir deen allerhéchsten Niveau qualifizéieren.

Wat mer brauchen, dat ass eng Schoul an där all Kand dat mat op de Wee kritt, wat him no senge Capacitéiten et erméiglecht, sech aktiv un der Gesellschaft, un der Entwécklung vun onser Gesellschaft ze bedeelegen. Wa mer dat fäerdeg bréngen, dann hu mer ons Missioun erfëllt, a fir dat kënnen ze errechen, gétt et awer nëmme eppes: Kommt, mir ginn ons drun!

Ech soen lech Merci.

■ Plusieurs voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Jos Scheuer agedroen. Här Scheuer, Dir hutt d'Wuert.

■ M. Jos Scheuer (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir

Hären, dat Wuert PISA-Etüd ass zu engem Reizwuert ginn, net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä bal weltwäit. D'PISA-Etüd klasséiert d'Leeschunge vun engem nationale Schoulsystem, an dat op der Basis vun Tester, déi inhaltlech identesch sinn.

PISA 2000, 31 Länner hu matgemaach. Lëtzebuerg klasséiert sech op der 29. Plaz, viru Mexiko a Brasilien. Katastroph, Skandal, Faillite vun eisem Schoulsystem!

PISA 2003, 40 Länner hu matgemaach. Lëtzebuerg klasséiert sech op de Plazen 23 bis 29, jee no Kategorie. Mir leien nëmme méi knapp ënnert der OECD-Moyenne. Et ass besser gaangen.

Geprüft ginn ass dës Kéier virun allem d'Culture mathématique. Et ass e ganz ongewinn Wuert. E Wuert wat ech net kannst hunn, Culture mathématique. Derniewent awer och nach d'Kompetenzen am Liesverständnis an a wëssenschaftleche Beräicher méi allgemeng d'Fäegkeet, fir Problemer ze léisen.

Sinn eis Schüler elo vu 15 Joer, aus alle Schoultypen, aus alle Gebaier, am Laf vun dräi Joer besser ginn? Si se méi intelligent, méi kompetent? Gouf eise Schoulsystem maassgeblech geännert? Si mer méi performant, fir datt dat Produkt Schüler u Qualitéit gewonnen huet? D'Äntwert ass neen.

Mir si schon e bësselchen houf-rech, datt mer net méi um Schluss vun der standardiséierter Leeschtungstabelle stinn. Dës Kéier si mer awer net kal erwéckelt ginn. Mir ware virbereet. Mir, dat sinn d'Elëve, d'Professoren, d'Betreier, de Ministère och. Mir hunn eis formal a mental seriö op den Test agestallt gehat. Mir hate geléiert an d'Resultat ass besser ginn.

Mä e puer Wourechte bleiwe bestoen. A wann d'Madame Brasseur vun engem Hearing geschwat huet, deen déi lescht Kéier stattfonnt huet op enger ganz breeder Basis, dann hat ech, wéi déi hei Diskussioun ugaangen ass, a wéi d'PISA-Etüd erauskomm ass, d'Impressioun, wéi wann en neien Hearing näischt, keen neit Element géif bréngen.

Et bleift allerdéngs d'Fro no der Ökonomie, déi déi lescht Kéier net gehéiert ginn ass.

D'Kultur, ech hat net un d'Kultur geduecht. Dat gestinn ech zou.

Mä d'Ökonomie, déi kënnt eran an déi ass virgesinn. Wa mer eis un d'Kompetenzen halen, un d'Definitioun vun de Kompetenzen, da mussen mer déi Debatt mat der Ökonomie féieren. An et läit schon eng Demande do, fir datt d'Educatiounskommissioun, zesumme mat der Commission de l'Économie, sech mat deem Problem befaasst.

D'Problemer, déi Wourechten, déi bestoe bleiwen, an d'Problemer, déi wichtegst, wëll ech emol folgendermoossen opléischen:

Éischtens, ee vun den deierste Schoulsystemer vun der Welt bréngt Resultater, déi ënnert der Moyenne vu 40 anere Länner leien.

Zweetens, ee Land mat deem héchste PIB pro Awunner ass net emol Mëttelmooss, wat d'Leeschung vun Schoulsystem uegt.

Dann dréttens, fir mech ganz wichteg, ee Wuert zu de Randsegmenter: D'Leeschungsspéit an eise Lycéeën ass net esou breet wéi dat an deene meeschte Länner de Fall ass; an anere Wieder, mir hu manner excellent Schüler wéi aner Länner. A virun allem dann och nach: Dee Segment, deen ënnert dem Duerchschnitt läit, ass breet, deen ass ze breet. Ee vun den Experten huet gesot, datt ronn 25% vun de Kanner a Jugendlechen domadder zu enger Risikogrupp kënnen gerechent ginn, a wuertwäertlech sot hien - et war de Professor Baumert - zu enger „sozialer Risikogrupp“. Mir iwwerdroen d'sozial Problemer an eise Schoulsystem.

Véiert Remarque. Nëmme niewebäi wollt ech eng punktuell Remarque zur Mathematik maachen: Déi gestallte Froen an der Mathematik ware konkret Problemer, déi mech erënnert hunn un déi Problemer, déi mir an der Arithmetik, an der gudder aler Arithmetik geléist hunn. Ronn 80% vun den Elëve hunn Däitsch als Hëllefssprooch geholl, an net Franséisch, an där si Mathematik léieren. Ech wollt einfach d'Fro un d'Mathematikprofessoren riichten, firwat d'Elëve de Switch zur däitscher Sprooch gemaach hunn, wéi si mathematesch Problemer ze léisen haten an net op op Franséisch gespäichert Wëssen zréckgegraff hunn, dat si hunn, fir a Formelen un d'Mathematik erunzegen.

Dat féiert eis natierlech zur Sproochproblematik, mat där mäi Kolleg Fernand Diederich sech wäert ofginn. Ee Wuert zur Vill-sproochegkeet, déi bestëmmt net perfekt ass. Dat ass an deem Fall garantéiert bei der Mathematik en Handicap gewiescht. Iwwerhaupt ass, fir d'PISA-Etüd esou ze bestoe wéi aner, eis Vill-sproochegkeet bestëmmt keen Avantage.

Dann e Wuert zum Integratiounsprozess vun den Netlëtzebuerg, virun allem vun de Primo-arrivants, dat heescht vun deenen, déi net hei zu Lëtzebuerg gebuer sinn. Déi Integratioun ass awer nëmmen ze bewältegen duerch déi Vill-sproochegkeet vun eise Schoulen an an eise Schoulen, also mussen mir si bäibehalen, also mussen mir de Sproochenunterricht upassen un d'Besoin vum den Elëve an un d'Exigenzen aus dem Berufsliewen an un d'Exigenzen vun der Gesellschaft.

Wien d'Froen, d'Texter an d'Problemer kuckt, déi am PISA-Text gestallt gi sinn, fir dee steet fest, datt si sech ëmmer oder bal ëmmer am Kontext vum alldägliche Liewe bewegen, datt si sech orientéieren un enger gewësser Aktualitéit, datt si net an d'Kategorie anzeklasséieren si vun dem Art pour l'art.

An da si mir bei de Lerninhalte vun eisem Schoulsystem a mir si bei der Definitioun vu Kompetenzen a bei der Revisioun vu Lerninhalte. Mir si bei de Programmer, bei de Programmer, iwwert déi Matière geléiert muss ginn, gewosst muss ginn, a Programmer, déi zu Kompetenze féieren, an et ass ee kompetent, wann een dat, wat ee geléiert huet, uwendet kann.

D'Schoul muss de Courage hunn, an d'Fachkonferenzen, d'Programmkommissiounen - dat hat ech och déi leschte Kéier gesot - müssen sech decidéieren fir d'Relevanz vun hiren Inhalte ze präwieren, ze iwwerpräwieren, fir ewechzeloosen, fir ze vereinfachen, fir ze erneieren, mat Kritären, déi vu villen Interesséierten un engem gudden Schoulbetrieb da mussen erschafft ginn, fir zu där Revisioun ze kommen. Déi Interesséiert fanne mir am Wirtschaftsberäich, mir fanne si am Sozialberäich a mir fanne si am Kulturberäich.

Ech hat déi leschte Kéier och gesot, d'Schoul muss zur Dispositioun stoe fir iwwert se ze debatéieren. Si muss eraus aus engem Filet, an dee si sech selwer agesponnen huet. Upassung vun Inhalte an de Choix vun Unterrichtsmethoden kënnen net vun der Politik decidéiert ginn oder octroyéiert ginn. Virun allem och d'Schoulmeeschteren an d'Professoren müssen dohannert stoen a mussen selwer hëllef se ze entwéckelen.

Ech menge vun der Dynamik vun eisem Corps enseignant hänkt all Reform am Schoulwiesens of. Ech erwaarde mir, dass d'Gewerkschaften aus dem Unterrechtsektor mat op een neie Wee ginn, op een innovative Wee, datt si de Message aus de PISA-Tester an - Etüde richteg interpretéieren.

Fait ass zum Beispill, dass 18,9% vun den Immigrantekanner sech am Enseignement secondaire erëmfinden; Fait ass, dass déi

meeschte Kanner am EST aus Netlëtzebuerg Kreeser kommen. D'Zuele ginn ausereen, méi wéi 50% op jidde Fall, 57% schéngt de Minimum ze sinn - och dat muss ze denke ginn.

D'PISA-Etüd gëtt dann eng Serie vun Informatiounen, déi wuel esou interessant si wéi dee Ranking vun de Schouleschtungen. Déi Informatiounen stinn um Schluss vun der Etüd. Et sinn Informatiounen iwwert den Impakt vun soziale Milieu a vun der Famill op d'schoulesch Carrière vun den Elëve. Plakeg Zuele weisen, datt Kanner deenen hir Elteren d'schoulesch Carrière net begleet kënnen, sech méi oft wéi anerer un ënneschten Enn vun der schoulescher Leeder zréckfanen, vu wege Chancéglichheet hei zu Lëtzebuerg, a bestëmmt och an deenen anere Länner.

Remèden oder Remédiatioun, dat heescht eng besser organiséiert Hëllef ass gefrot an déi muss hëllef de sozialen Déséquilibrer duerch d'Elterenhaiser, an den Elterenhaiser ze equilibréieren, opzehiewen, esou wäit ewéi méiglech. Ech mengen, datt de Projet Ganzdagsschoul, wat ee Projet pilote ass, eng Äntwert drop ass, wahrscheinlech déi radikalaasten Äntwert dorop ass, mä et ass ee Projet pilote, aus deem ee ganz vill Konklusiounen zéie kann, an et ass ee Projet pilote mat ganz ville Facetten. Ech si gespaant op d'Organisatioun an ech sinn och gespaant, wa mir déi éischt Evaluatioun maachen.

Wichtig am PISA-Rapport sinn awer och déi Remarquen, iwwert déi mir praktesch net diskutéiert hunn, och hei nach net, vun de Schouldirekteren zum Beispill, déi behaupten, et géng u qualifiziertem Personal an eise Lëtzebuerg Schoule feelen. Wichtig ass fir mech och folgend Ausso - et ass fir mech déi schockéierendst Ausso an där ganzer Etüd - vu 49% vun de 15-jährigen Elëve, déi soen: „L'école n'a pas fait grand-chose pour me préparer à la vie adulte.“

An déi Ausso eleng muss Ursach genuch sinn, fir d'Programmer an d'Methoden ze reforméieren, a fir och eng Ambiance an de Schoulen ze schafen, fir iwwer ee Milieu scolaire nozedenken. Och dat ass ee wichtige Facteur an deser Beurteilung duerch d'Elëve.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

De Schluss vun der PISA-Etüd 2003 an deem excellente Rapport, deen dem Ministère seng Beamten erstallt hunn - ech ka si nëmme félicitéieren - weist Pisten op, op deenen een ouni u Programmer ze goen, ouni och u Methode souguer ze goen, eis Schoul nettement méi de Kanner entgéintbréngen kann, an ech mengen och esouguer méi agréabel maache ka fir d'Enseignanten.

Konklusioun: Keng Regierung a kee Schoulminister kann Tabula rasa maachen, wann hien nei untrëtt. No fénnef Joer sinn nei Iddie gefrot, wann d'Regierung wiesselt. Dat ass esou, an déi nei Iddie tabléieren op enger bestëmmter Basis an déi Basis muss ee festhalen. Villes un eisem Schoulsystem ass gutt. Eise Schoulsystem ass dee Schoulsystem, deen trotzdeem ee Maximum vun auslänneschen Elëve integréiert, ouni datt hien elo déi berühmte Chancéglichheet vermittelt.

Mir hunn eng Motioun gemaach, an ech wollt lech déi iwwerreechen, Här President.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que dans son rapport international sur l'étude PISA 2003, l'OCDE recommande au Luxembourg non seulement de cibler ses

efforts sur des groupes particuliers d'élèves, mais d'élever le niveau de formation et de compétences de l'ensemble de ses élèves;

- considérant que les conclusions de l'étude PISA 2003 confirment les résultats de l'étude PISA 2000, à savoir que l'enseignement luxembourgeois néglige trop l'application des savoirs qu'il dispense;

- considérant que la motivation des élèves de l'école luxembourgeoise est inférieure à celle de la moyenne des élèves des pays de l'OCDE, alors qu'il ressort de l'étude PISA que la motivation constitue un élément expliquant la bonne performance de certains systèmes scolaires et que par ailleurs elle constitue le fondement de l'apprentissage tout au long de la vie;

- considérant que les écarts de performance entre enfants de différents milieux socioculturels sont importants et que le maintien de la cohésion sociale dépend aussi de la capacité de l'école de donner à chaque enfant, quelle que soit son origine, une chance maximale de réussite scolaire;

- considérant que le nombre d'élèves quittant l'école sans avoir obtenu un certificat est très élevé;

invite le Gouvernement

à réaliser en sus des mesures prévues par le programme gouvernemental les actions suivantes:

- procéder à une révision des programmes scolaires en vue d'un ciblage sur les besoins et les objectifs des différents types d'enseignement;

- définir dans une démarche coordonnée des socles de compétence pour les différents cycles de l'enseignement primaire et de l'enseignement postprimaire;

- mettre en place un système de suivi afin de documenter les compétences individuelles de l'élève;

- mettre en œuvre une évaluation et une orientation fondées sur les points forts de l'élève et sur une progression des acquis en organisant notamment des épreuves communes au niveau national;

- veiller à ce que les élèves en difficulté se voient proposer des aides scolaires et que par conséquent, un dispositif de remédiation soit mis en place dans chaque école et dans chaque lycée;

- mettre à disposition des élèves, sur le site Internet de l'école luxembourgeoise, des banques de données permettant d'acquérir à titre individuel des compétences en langues et en mathématiques par le biais de cours, d'exercices et d'items d'évaluation accessibles en ligne et y assurer l'accès par la mise à disposition d'ordinateurs au sein de l'école;

- offrir une deuxième chance de formation pour les élèves qui ont quitté prématurément l'école sans avoir obtenu une qualification;

- scolariser chaque élève étranger arrivant au pays en fonction de ses capacités et l'insérer le plus rapidement possible dans le cursus normal, notamment par la mise en place d'un accueil et d'un suivi centralisés et étudier l'opportunité d'introduire une formation secondaire spécifique pour les plus performants de ces élèves;

- faire pour chaque voie de formation l'inventaire systématique des obstacles qui entravent la progression normale des élèves et y remédier tout en garantissant le maintien de la qualité de la formation;

- étudier la possibilité d'étendre l'organisation de l'enseignement par cycles à l'ensemble de l'enseignement primaire et aux premières années de l'enseignement postprimaire afin d'adapter la durée des études aux capacités individuelles des élèves;

- mettre en place un dispositif d'évaluation et d'accompagnement sur base d'un rapport annuel auquel chaque établissement et

chaque école peut recourir pour élaborer un plan de développement de l'école et d'amélioration de la qualité de son enseignement;

- introduire l'obligation pour les écoles et les lycées d'informer les parents de l'élève des progrès scolaires de leur enfant, des possibilités d'études ultérieures qui s'en dégagent ainsi que des mesures de remédiation pour pallier les difficultés scolaires;

- associer l'élève et ses parents par l'information, le conseil et la prise en considération de leur avis, à chaque fois qu'une décision d'orientation ou de réorientation est à prendre;

- veiller à la mise en place d'un authentique partenariat dans les écoles;

- professionnaliser le travail des enseignants de manière à ce que les enseignants puissent collaborer au sein d'une équipe pédagogique, recourir au conseil et à l'appui de leurs pairs et participer à l'évaluation de la qualité de l'enseignement de leur école;

- créer un centre de formation continue pour enseignants;

- valoriser le travail du personnel enseignant qui prend en charge les élèves qui ont le plus de difficultés et le plus de besoins;

- réaliser, en collaboration avec l'Université du Luxembourg, une étude quantitative et qualitative sur le poids des origines sociales et des origines culturelles dans les performances scolaires, l'évaluation, la sélection et l'orientation des élèves;

- mettre en place, en collaboration avec l'Université du Luxembourg, un dispositif d'indicateurs servant à évaluer le système scolaire luxembourgeois.

(s.) Jos Scheuer, John Castegnaro, Fernand Diederich, François Maroldt, Nelly Stein.

Et ass eng Motioun, déi een Aktionsprogramm duerstellt, een Aktionsprogramm, deen net am Detail ausgezecht ass an deen elo konkretiséiert gi muss. An deen ouni Zesummespill vun deene ville Schoulpartner sech net oder nëmmen deelweis ka realiséieren.

Dee Programm kann och nëmmen ausgeschafft, applizéiert an ausgewäert ginn, wann d'Regierung, de Législateur, d'Léierpersonal, mat den Direktiounen vun de Gebaier a mam ganze Personal, wat un d'Gebaier attachéiert ass, an awer och, an dat hu mer an der Motioun geschriwwen, d'Uni Lëtzebuerg, eise Schoulsystem op villen eenzelne Punkten un d'Bedürfnisser vun de Kanner, vun de Studenten, vun der Gesellschaft a vun der Ökonomie upassen.

Dës Motioun déeterminéiert verschidden Interventionsniveauen.

1. Iwwerschaft vu Programmer, awer op der Basis vu Kompetenzen, déi am Virfeld müssen déeterminéiert ginn.

2. Reform vun der Evaluéierung, Ennerstézung vun den Elëve, déi Hëllef brauchen an e Suivi vu schoulesche Leeschtungen, deen iwwert d'Ausstellung vun Zensuren erausgeet.

3. Organisatioun vun engem Parténariat tëschent Schoul an Elteren.

4. Organisatioun vun der Formation continue vun dem Léierpersonal a Schafe vun Equipen, déi sech ëm d'Elève këmmere.

5. Opfänke vun Elëve, déi d'Schoul ouni Diplom verlooss hunn, an ech gebrauchen zwee Termen, deen een ass zum Schlagwuert ginn, Ecole de la deuxième chance, oder nenne mer et Pédagogie de la deuxième chance. Erënnert lech un déi 25% vu Jugendlechen, déi riskéieren duerch de Filet vum Aarbechtsmaart ze fallen an zur Risikofraktioun gehéieren.

6. Mir wëlle profitéieren vun der Uni Lëtzebuerg, fir eise Schoulsystem

ze iwwerwaachen, awer och fir en ze guidéieren.

Zum Schluss, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, op der Regierungsbänk sätzt d'Ministesch vun der Education. Schoulpolitik gëtt awer och mat anere Ministère gemaach, a bestëmmt net onni aner Ministeren, an d'Qualitéit vun eiselem Enseignement, a virun allem dee leschten Deel, deen an der PISA-Etüd determinéiert gëtt, wou d'Motivatioun vun de Schüler an och d'Motivatioun vun den Enseignanten e bëssen analyséiert gëtt, deen ass ofhängeg vun der Ambiente an engem Schoulgebai.

Mir brauchen ee Konzept, dat de Bauteminister erstelle muss, fir séier Schoulraimlechkeeten ze bauen. A mir brauchen och Schoulraimlechkeeten, déi enger moderner Schoul würdeg sinn.

Mir brauchen natierlech och de Familljeminister, oder d'Familljeministesch, déi hir Responsabilitéit hält fir de para- a périscolaire Beraich, vum Précoce iwwert de Primaire bis erop an de Secondaire.

A mir brauche ganz bestëmmt och de Wirtschaftsministère mat de Chambres professionnelles, déi och hiert Wuert zur Ausrichtung vun der Schoul ze soen hunn.

D'Madame Delvaux huet Äntwerten op vill Froen, déi duerch d'PISA-Etüd sech stellen, virgeschloen, vill Sujeten och ugeschnitten, déi wäit iwwert de Kader vun der PISA-Etüd erausginn. Si mécht Propositionen, déi dann am Konsens mat der Schoul, awer och mat der Politik mussen ofgeklappt ginn an duerno ëmgesat ginn. Mir sinn um richtige Wee, fir aus eiser Schoul ee Betrib ze maachen, dee sech lues awer sécher verbessert.

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Scheuer. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Adam. Dir hutt d'Wuert, Här Adam.

■ **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegen a Kolleeginnen, mat Interesse hunn ech meng Virriedner nogelachtert. D'Madame Minister huet eng Rei Punkten opgeworf, déi zum Deel och an deene Motioune vu menger Partei erëmzefanne sinn. Aus der Madame Minister hirem Mond huet dat allerdéngs ëmmer e bëssleche wéi fromm Wësch geklong an net esou vill wéi Neel mat Käpp.

Den Här Maroldt huet am Numm vun der CSV gesot, d'CSV wier bereet dee ganze Schoulsystem ze iwwerdenken a grondleeënd Reforme matzedoen; dat freet mech. En huet awer dunn och direkt d'Brems gezunn an ech si gespaant, wéi wäit seng Partei dann elo wierklech ee System wëllt änneren, dee si jorzéngtelaang geprägt huet.

D'Vertriederin vun der DP huet sech beklot, dat hir Unterrechtspolitik an der Vergaangenheet op fenne Punkte reduzéiert ginn ass, an elo reduzéiert si der aktueller Minister hir Politik op „back to lustigs“; wat ech e bësse schued fanen.

(**Interruption**)

Mam éischte Saz vun deem Dokument, dat d'Madame Minister eis fir eisen Débat de consultation vun haut de Mëtten zougestallt huet, hunn ech meng Problemer. Do steet nämlech: «Les résultats de l'enquête PISA 2003 montrent que le Luxembourg a amélioré sa performance globale.»

Jo, dës Kéier waren d'Schüler an d'Proffe méi motivéiert, PISA 2003 ass vun de Schüler a vun de Proffe seriö geholl ginn, mä et ass och liicht un der Stéchprouf gedréint ginn. D'Europaschoul kourm bäi, mat ëmmerhi 4,9% vun der Schülerpopulatioun, mir hunn e bësse beim Modulaire gekierzt, alles a

begrenzttem Mooss, sou datt et vun der OECD akzeptéiert gouf, mä ëmmerhin.

D'Duerchféiere vum Test gouf geännert. D'Schüler konnte bis kuerz, iert se ugefaang hu mat schaffen, d'Sprooch vum Test wälen. An der Mathé war net, ewéi am Joer 2000, Franséisch obligatoresch. D'Schüler konnten d'Sprooch fräi wälen an, den Här Scheuer huet et och scho gesot, iwwer 80% hunn Däitsch gewielt. Hei gesinn d'Experten och d'Hauptursaach vun de Verbesserungen an dat ass och d'Ursaach, firwat dat d'OECD kloer an däitlech seet, d'Resultater vun 2000 a vun 2003 kéinte fir d'Land Lëtzebuerg net matenee verglach ginn.

Et ass bestëmmt richteg, all Test kritesch ze kucken. Dozou gehéiert och sech Gedanken driwwer ze maachen, ween dann iwwerhaupt den Auteur vun deem Test ass a wat seng Ziler sinn.

PISA ass net vun engem Veräin vu Literaten, Philanthropen oder Philatelisten ausgeschafft ginn, mä vun enger Organisatioun, déi Interesse un der Entwécklung vun enger globaliséierter Wirtschaft huet. Dat mécht mësstrauesch, léisst sech Schoul op Mathé, Sproochen a Sciencé reduzéieren? Wéi wichteg si sozial Kompetenzen, musesch Fächer, Ethik an esou weider fir eis Schüler an an eise Schoulen?

Wann een allerdéngs liest, wéi d'OCDE déi verschidde Fächer, déi an der PISA-Etüd gepréift ginn, definéiert, da stellt ee fest, datt et ganz vill ëm Verstoen an Applizéiere vu Wësse geet. Et geet Rieds vu jonken, konstruktiven, engagierten an denkende Bierger, déi aktiv um gesellschaftleche Liewe sollen deelhuelen.

Wann ee weess, datt d'OCDE sech selwer als Optrag ginn hat ze kucken, ob déi Jugendlech vun haut prett sinn, an der Wëssensgesellschaft vun haut a vu mar kënnen ze bestoen, wann een dann och nach vun der Geleeënheet profitéiert hat, deene verschidde Experten: Baumert, Köller, Schleicher a Mc Gaw nozelauschteren, wéi si net nëmme d'Resultater, mä och de Seriö vun der Planung an Duerchféierung vum Test erkläert hunn, da schéngt et mir kloer, mir kënnen eis net rausrieden, mir mussen eis de Resultater stellen a Konklusiounen zéien an ëmsetzen.

De Lëtzebuerg Schoulsystem ass mat enger Situatioun konfrontéiert, wéi et se soss a kengem Land gëtt. A kengem anere Land mussen Kanner a Jugendlecher dräi offiziell Sproche kennen, a kengem anere Land ass de Prozentsaz vun auslännesche Schüler esou héich wéi bei eis. Déi Leit, déi elo mengen, mir missten einfach eis auslännesch Schüler aus de Resultater eraushuelen, da wieren se méi richteg, déi iere sech. Och wa mer eis auslännesch Schüler erausrechnen, sinn eis Resultater nach extrem mëttelméisseg. Dat ass och gemaach ginn, op der Sait 88 vum Rapport national.

Déi 40% auslännesch Schüler sinn eng Realitéit. Si sinn an eise Schoulen, si sinn zu engem groussen Deel zu Lëtzebuerg gebuer, hu Rechter a Flichten an deem Land a wäerten och zum allerdéngsten Deel hei wunnen a schaffe bleiwen. Dës Schüler erausrechnen heescht de Käpp an de Sand stiechen. D'Lëtzebuerg Schoul huet Verpflichtunge vis-à-vis vun all hire Schüler, an net nëmme vis-à-vis vun engem Deel vun hinnen.

■ **Une voix.** - Très bien.

■ **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).** - An der Schoul gëtt virun allem mat Sprooch geschafft. An d'sproochlech Viraussetzung sinn an eise Schoulen denkbar komplizéiert. Mir hunn och zu Lëtzebuerg reagiert.

Mir sinn dat eenzegt Land an Europa, an ech géing souguer mengen op der ganzer Welt, wou d'Schoul-

flicht schonns mat véier Joer ugeet. Mir hu Strukture vun enger schoulescher Fréierzéiung opgebaut, wou et allerdéngs nach vill Ennerscheeder iwwert d'Land gëtt. Dat alles mam Zil vun enger méiglechst gudder, sozialer a sproochlecher Erzéiung.

Mir haten hei an der Chamber een Débat d'orientation sur l'école d'intégration den 29. November 2000, an hei an der Chamber gouf am Kader vun dëser Debatt eng Motioun mat 24 Punkten ugeholl. D'Importanz an d'Komplexitéit vun der Sclarisatioun vun auslännesche Schüler huet an der lescht net ofgeholl, mä éischter zougéhol. An d'uefir, Här President, wëll ech lech eng éischt Motioun iwwerreechen, wou mir méi Moyene froen, fir d'Integratioun vun deenen auslännesche Schüler an eise Schoulen ze begleeden.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- *considérant les résultats de l'étude PISA 2000 sur les performances des élèves de l'école publique luxembourgeoise, publiée en décembre 2001;*

- *considérant les résultats de l'étude PISA 2003 sur les performances des élèves de l'école publique luxembourgeoise, publiée en décembre 2004;*

- *considérant la situation démographique spécifique luxembourgeoise;*

- *considérant les conclusions du débat d'orientation sur l'immigration de novembre 2000;*

invite le Gouvernement

- *à augmenter considérablement les moyens mis à disposition pour accompagner la scolarisation des enfants étrangers.*

(s.) *Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Jean Huss, Viviane Loschetter.*

■ **M. le Président.** - Merci, Här Adam.

■ **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).** - Enner anerem misst dee Service am Ministère de l'Éducation nationale, «qui a pour mission d'accompagner la scolarisation des enfants étrangers», ausgebaut ginn. Déi gutt Aarbecht vun deene verschidde Médiatoren, déi hir Déngschter am schoulesche Kader ubidden, soll och nach vill méi e breede Raum kréien. All Schoul-system ass e komplexen an och e schwéierfälligen Apparat.

Vu déi schlecht Resultater an déi speziell Situatioun zu Lëtzebuerg erlaben ech mer, Här President, lech och nach eng zweet Motioun - an dat geet esou weider, et sinn der zéng am ganzen - am Numm vu menger Fraktioun ze iwwerreechen.

(**Interruptions**)

Motion 3

La Chambre des Députés,

- *considérant les résultats de l'étude PISA 2000 sur les performances des élèves de l'école publique luxembourgeoise, publiée en décembre 2001;*

- *considérant les résultats de l'étude PISA 2003 sur les performances des élèves de l'école publique luxembourgeoise, publiée en décembre 2004;*

- *convaincue que des mesures efficaces et cohérentes s'imposent pour améliorer d'une façon durable la qualité de l'école publique dans notre pays;*

- *convaincue que l'évolution de nos écoles doit être accompagnée par des efforts permanents d'études et de recherches;*

invite le Gouvernement

- *à procéder à l'affinement des missions et au renforcement en personnel du SCRIPT en vue d'un saut qualitatif dans l'analyse du système scolaire et dans l'élaboration de mesures visant l'amélioration de la qualité de l'enseignement;*

- *à augmenter considérablement les crédits mis à disposition de la Faculté des Lettres, des Sciences humaines, des Arts et des Sciences de l'Éducation de l'Université du Luxembourg afin de stimuler des études poussées concernant la situation linguistique du Grand-Duché et les conséquences qui en résultent pour notre enseignement.*

(s.) *Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Jean Huss, Viviane Loschetter.*

An där Motioun froe mir fir am Service de coordination, de la recherche et de l'innovation pédagogique et technologique, dem SCRIPT, d'Personal ze verstärken an d'Missioun vum SCRIPT méi kloer ze ëmraissen. Mir schreiw an eiser Motioun vun engem „affinement des missions (...) du SCRIPT“. Mir mengen net, datt zurzäit eppes um Gesetz vum 7. Oktober 1993, wou de SCRIPT geschaf gouf, misst geännert ginn. Dem SCRIPT seng Missioun sinn allerdéngs mat der Zäit ëmmer méi grouss ginn - ech denken zum Beispill un de Volet „Formation continue“ -, esou datt et bestëmmt derwäert ass, en neien Organigramm opzestellen a verschidde Aufgabenberäicher nei ze ëmraissen.

Et wier bestëmmt och un der Zäit iwwer een „Institut de la Formation continue des enseignants“ nozedenken. Mir sinn och der Meinung, datt déi pedagogesch Fakultéit vun der Uni Lëtzebuerg misst méi Mëtelen zur Verfügung kréien, fir déi spezifesch Analysen a Grondsazfuersuchungen duerchféieren, déi nëmme hei zu Lëtzebuerg kënnen gemaach ginn, well se enk mat eiser sproochlecher Situatioun zesammenhängen.

D'Resultater vun eise Schüler bei der PISA-Etüd si mam OECD-Duerchschnëtt verglach mëttelméisseg. Am europäesche Verglach si se ganz einfach schlecht. Aus der PISA-Etüd geet ervir, datt vill Länner, déi virun 30, 40 Joer weltwäit e Virsprong hate wat d'Bildung an d'Ausbildung vun hiren Awunner ugeet, d'USA a Westeuropa, amgaange sinn, dese Virsprong ze verléieren oder scho verluer hunn. Haut sinn niewent Finland Länner wéi China, Südkorea, Japan, Kanada déi Länner mat deene performantste Schoulen.

Elo wier et jo dann eigentlech un der Zäit fir d'Lissabon-Strategie mat hirer Forderung no allerbeschte schoulesche Leeschtungen ze beméien. Dobäi wosste mir scho virun der Lissabon-Strategie, datt d'Wëssen déi wichtegst Ressource an eiselem Land ass. Wie sech deen héchste Liewensstandard, dat beschte Sozialsystem, déi performantste Wirtschaft leeschte wëllt, dee muss och dee beschte Bildungssystem hunn.

Eise Schoulsystem ass ee vun deenen deiersten, dat schéngt mer normal ze sinn an engem vun deene räichste Länner vun der Welt. De Prozentsaz vum PIB, dee mir an eis Schoulen investéieren, läit awer mat 4,1% däitlech ënnert deem vun eisen Nopeschlänner. Dat ass allerdéngs erëm haaptsächlech dorop zréckzeféieren, datt eis Uni nach eréischt am Opbau ass an an der Année de référence - dat sinn Zuele vun 2003 - nach inexistent war. Och wann an der Schoul bestëmmt net all Problem mam Scheckheft ze léisen ass, mussen mir an Zukunft nach méi an eis Schoulen investéieren.

Ech wëll och vun der Geleeënheet profitéieren, erëm eng Kéier dorun ze erënneren, datt, wa mer hei zu Lëtzebuerg iwwert d'Schoulen an eis Université du Luxembourg schwätzen, mir och eng Kéier iw-

wert d'Bildung am Allgemenge solle schwätzen an net ëmmer nëmme vun Exzellenz, Nischen a Carrière beim Stat. Wann zu Lëtzebuerg 20% vun de Schüler a Schülerinnen absolut ongenügend Kenntniss a Mathematik an a Sciencen hunn, da mussen mer eise Schoulsystem a Fro stellen.

Am Rapport national zu PISA 2003 steet op der Sait 18: „Dans les conclusions qui doivent servir de base à la prise de décision politique (...) PISA 2003, avec la culture mathématique comme domaine majeur d'évaluation, permet de dégager des conclusions directement applicables à divers aspects du programme scolaire.“ Dat huet eis dozou verleet, eng drëtt Motioun ze verfaassen.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- *considérant les résultats de l'étude PISA 2000 sur les performances des élèves de l'école publique luxembourgeoise, publiée en décembre 2001;*

- *considérant les résultats de l'étude PISA 2003 sur les performances des élèves de l'école publique luxembourgeoise, publiée en décembre 2004;*

- *convaincue que les mathématiques constituent un langage universel pour accéder au savoir scientifique et que sciences et mathématiques sont des domaines de compétences incontournables dans le monde moderne;*

- *convaincue que l'apprentissage des mathématiques et des sciences méritent des mesures particulières afin d'améliorer les performances de nos élèves;*

invite le Gouvernement

- *à analyser l'opportunité de changer la langue véhiculaire de l'enseignement des mathématiques à l'enseignement secondaire et à l'enseignement secondaire technique, afin d'assurer éventuellement cet enseignement en langue allemande;*

- *à entreprendre une analyse critique des objectifs, des programmes et des méthodes de l'enseignement des mathématiques et des sciences, ceci en vue de l'identification de faiblesses dans le transfert des matières théoriques enseignées vers les applications pratiques ultérieures.*

(s.) *Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Jean Huss, Viviane Loschetter.*

Bei PISA 2000 hunn d'Schüler d'Mathésaufgaben op Franséisch misse maachen, 2003 hu se dierfte wielen an 80% hunn déi däitsch Sprooch gewielt. D'Resultater si vu 446 op 493 Punkten eropgaang, 47 Punkte méi, haaptsächlech duerch de Sproochgebrauch ze erklären. Mir froen an eiser Motioun, datt ënnersicht gëtt, wat derfir a wat dergéint schwätzt, de Mathésunterrecht am Secondaire op Däitsch ofzehalen. Weider froe mir, datt de Mathés- an de Sciencenunterrecht mussen ënnersicht ginn op déi Verloschter, déi festgestallt gi sinn, wann eis Jonker hir theoretisch Kenntniss sollen an d'Praxis ëmsetzen.

D'Resultater an der Lesefertigkeit sinn nach manner gutt wéi déi an der Mathé an an de Sciencen. 22,7% vun eise 15-jährege Schüler leien op esou enger déiwer Wëssensstuf, datt se no der Definition vun der OECD fir den „lifelong learning“-Prozess riskéiere verluer ze goen. Wann een awer weess, datt d'schoulesch Bildung de Schlëssel fir op den Aarbechtsmaart an och déi beschte Profilax géint Aarbechtslosegkeet ass, da mussen dach bei esou Zuele sämtlech Alarmluten a sämtlech Alarmsirenen ugoen.

An eiser véierter Motioun verlaange mir d'Ausschaffe vun engem konkrete Konzept wat d'Léiere vun de Sproochen ugeet, e Konzept, dat souwuel vum Wësse vum een-

zelle Schüler wéi vun den Exigenzen vun deene verschiddene schoulesche Filiären, wéi vun den Ufuerderungen, déi vu verschiddene Beruffer kommen, ausgeet. Et wier un der Zäit eis Schüler fir hire Sproocheräichum ze belounen an net ëmmer ze bestrofen. Mir hu Kanner a Jugendlecher, déi dräi, véier oder nach méi Sproocher kënnen, a mir bestrofen se, well si net an all dese Sproochen op e Stadium vun Exzellenz kommen. Déi véiert Motioun, Här President.

M. le Président.- Merci.

(Interruptions)

Motion 5

La Chambre des Députés,

- considérant les résultats de l'étude PISA 2000 sur les performances des élèves de l'école publique luxembourgeoise, publiée en décembre 2001;

- considérant les résultats de l'étude PISA 2003 sur les performances des élèves de l'école publique luxembourgeoise, publiée en décembre 2004;

- convaincue que des mesures efficaces et cohérentes s'imposent pour améliorer d'une façon durable la qualité de l'école publique dans notre pays;

- convaincue que l'apprentissage des langues est un des principaux défis posés à nos élèves et que cet apprentissage est responsable pour la réussite ou l'échec d'un grand nombre d'élèves dans tous les ordres d'enseignement luxembourgeois;

invite le Gouvernement

- à élaborer un concept concret en vue de la différenciation de l'apprentissage des langues, concept qui tienne compte d'une part du niveau de développement individuel des élèves et de l'autre des profils spécifiques requis par les différentes filières scolaires et professionnelles ainsi que des débouchés professionnels visés par les élèves en fin de scolarité;

- à poursuivre ce concept dans une révision des objectifs, des programmes et des méthodes de l'enseignement des langues, ceci en collaboration étroite avec des personnes compétentes et responsables du terrain, notamment des commissions des programmes et du SCRIPT.

(s.) Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Jean Huss, Viviane Loschetter.

M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).- An deene leschte Jorzéngten huet d'Schoul et net verpasst - elo kommen ech vläicht op déi Fro, Här Mehlen, wéi et fréier war - aus all gesellschaftleche Problem och e schouleschen ze maachen. Jiddferree klappt an der Schoul un, fir säin Uleies och nach ënnerdaach ze kréien. An do sinn extrem wichteg Saachen derbäi, dat wéll ech guer net ofstreiden, zum Beispill: gesond Ernährung, Sécherheet am Verkéier, Drogeproblematik, Gläichberechtigung müssen sech nient Sproochen a soss Unterrecht quetschen. Och déi traditionell Schoulfächer, déi soi-disant Basics, si mat de Jore gewuess.

An eiser fénnefter Motioun froe mer eng kritesch Evaluatioun vun de Quantitéiten, déi enseignéiert ginn. An deser Motioun, déi sech méi allgemeng mat der pedagogescher Praxis an eise Schoule befaasst, froe mir och d'Schafung vun engem Centre de documentation des projets pédagogiques. Dat gëtt et jo schonns zum Deel um SCRIPT. Mir mengen allerdéngs, esou e Centre misst vill méi aktiv op d'Schoule kënnen duergoen, Reklamm maache vu Projeten, déi gutt funktionéieren, warne viru Saachen, déi riskéiere vill Energie ze kaschten a kee Rendement ze hunn.

Wann zu Déifferdeng innovativ geschaff gëtt, da weess zu Schëf-

fleng kee Mënsch wat leeft. Zu Rodange, zu Recken, zu Housen, zu Miersch, iwwerall gëtt et Leit an eise Schoulen, déi engagéiert an innovativ schaffen. Kommt mir vernetzen si! Dat gëllt selbstverständlech och fir d'Lyceën. Eis fénneft Motioun, Här President.

Motion 6

La Chambre des Députés,

- considérant les résultats de l'étude PISA 2000 sur les performances des élèves de l'école publique luxembourgeoise, publiée en décembre 2001;

- considérant les résultats de l'étude PISA 2003 sur les performances des élèves de l'école publique luxembourgeoise, publiée en décembre 2004;

- convaincue que des mesures efficaces et cohérentes s'imposent pour améliorer d'une façon durable la qualité de l'école publique dans notre pays;

- convaincue que la pratique pédagogique dans nos écoles mérite d'être continuellement améliorée;

invite le Gouvernement

- à faire une évaluation critique des surplus quantitatifs des matières enseignées et à en tirer les conséquences;

- à instituer un «Centre de documentation des projets pédagogiques» comme institut de documentation et de sensibilisation pédagogique, équipé pour effectuer un travail de motivation actif à l'attention des partenaires scolaires;

- à faire une analyse critique du système d'évaluation et de certification de l'école luxembourgeoise;

- à proposer des scénarios possibles pour assurer le passage du système uniforme de l'enseignement postprimaire vers un échiquier d'établissements bénéficiant d'une autonomie pédagogique aussi large que possible, mais bien cernée pour ne pas entraver l'égalité de traitement de tous les élèves dans l'école publique.

(s.) Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Jean Huss, Viviane Loschetter.

Här President, Dir Dammen an Dir Härën, déi Gréng sinn der Meenung, dat mir eise System vun Evaluatioun a Certificatioun an der Schoule müssen iwwerdenken. Et ass eng Tatsaach, dat eis Schoullklassen ëmmer méi heterogen ginn. All Kand soll an der Schoul schaffen a kee Schüler soll kënnen soen, „hei langweilen ech mech zu Doud, well ech jo souwisou dat alles kann, wat mer hei maachen“, an et soll och kee méi soen, „ech brauch net méi nozelaschteren, ech versti jo souwisou näischt“. Een individualiséierten Unterrecht, dee klappt esou laang gutt, bis déi éischt Zensur muss geschriwwen ginn. Mir sinn och der Meenung, dat d'Schoulen op hirem Wee zu méi Autonomie solle begleet ginn a genügend Moyenen zur Verfügung gestallt kréien.

Komme mer dann zu den Enseignanten. Mir hunn am Primaire ongeféier 4.000 Leit schaffen, am Postprimaire 3.300. Huele mer dann nach d'Direkteren, d'Inspektoren, de Ministère selwer, also mir schwätzen hei vun engem „très grande entreprise“ vu méi wéi 8.000 Leit. Aus eegener Erfahrung weess ech, dat de Beruff vun Enseignant e ganz schéine Beruff ass, awer och een zimlech haarden. Domat sinn ech bei menger sechster Motioun, Här President.

(Interruptions)

Motion 7

La Chambre des Députés,

- considérant les résultats de l'étude PISA 2000 sur les performances des élèves de l'école publique luxembourgeoise, publiée en décembre 2001;

- considérant les résultats de l'étude PISA 2003 sur les performances des élèves de l'école pu-

blique luxembourgeoise, publiée en décembre 2004;

- convaincue que des mesures efficaces et cohérentes s'imposent pour améliorer d'une façon durable la qualité de l'école publique dans notre pays;

- convaincue qu'une formation de base et une formation continue des enseignants est le meilleur garant d'un enseignement de qualité;

invite le Gouvernement

- à réformer la formation initiale des instituteurs et des institutrices de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire en prenant compte de l'évolution du processus de Bologne et en favorisant une formation de type «master» visant une étroite collaboration entre instituteurs et institutrices, patrons ou patronnes de stage et l'Université du Luxembourg;

- à proposer des mesures en vue de l'introduction de la collaboration et du travail en groupe dans la tâche des enseignants de tous les ordres d'enseignement;

- à proposer un concept visant à intégrer un volet obligatoire de formation continue dans la tâche des enseignants sans pour autant mettre en péril le bon déroulement des cours.

(s.) Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Jean Huss, Viviane Loschetter.

Mir mengen, dat déi grouss Erausforderungen, déi un d'Enseignanté gestallt ginn, am beschte kënnen ugeholl ginn, wa mir vum Einzelkämpfertum erofkommen a geziilt op Kommunikatioun a Gruppenaarbecht hischaffen.

(Interruption)

Wann een déi speziell Situatioun, déi mir nun eemol zu Lëtzebuerg hunn, bedenkt - ech soen et nach eng Kéier dräi offiziell Sproochen, 40% auslännesch Schüler - da kënnen mir net verstoen, dat d'Dauer vun der Ausbildung vun eise Leit am Primaire déi kierz ass an Europa. Mir sinn der Meenung, dat eng Formation Master fir d'Enseignanté vum Primaire a Préscolaire hei zu Lëtzebuerg eng Noutwendegkeet ass, a mir hunn och net vill Verständnis fir dat Gespills mat engem Bachelor-Plus wat am Moment gedriwwen gëtt.

Niewent enger gudder Grondausbildung verlaange mir awer och eng gutt Weiterbildung. Aus de Statistike vum Ministère geet ervir, dat sech ëmmer méi Leit an d'Weiterbildungscoursen aschreiwen. Am Detail gesäit et dann awer net méi esou gutt aus. Aus enger Äntwert vun der Madame Minister op meng Question parlementaire vum Februar geet ervir, dat zwar 4.666 Aschreiwungen d'éischt Semester 2004/2005 waren, eng Rei Leit awer a méi wéi an engem Cours ageschriwwen waren, an dat heescht, am éischte Semester waren 1.957 verschidden Enseignanten, dat ass knapp ee Véirel, an enger Formation continue ageschriwwen. Vun deenen 323 Formationen, déi ugebuede goufen, sinn der 65 annulléiert ginn - dat sinn ëmmerhin 20% -, well keen Interesse do war. Déi beléiftste Coursé sinn net onbedéngt déi relevantste fir d'Schoul.

Mir bleiven awer als Gréng derbäi, dat des Weiterbildung een obligatoresche Voleit soll hunn, an deels an der Aarbechtszäit awer och ausserhalb vun der Schoulstoun soll sinn. D'Formation continue kann a Form vu Coursen a Seminare funktionéieren, si kann awer och, an dat ass mir ganz wichteg, am Kader vun engem Projet pédagogique, engem Groupe de travail oder engem Projet de recherche oflafen.

Här President, Dir Dammen an Dir Härën, och scho virun der PISA-Etüd wosste mir: Eis Schoul ass sozial ongerecht. Kanner aus sozial benodeelegte Milieuen hu weltwäit méi Problemer an der Schoul wéi Kanner aus der sou genannter Uewerschicht. Zu Lëtzebuerg ass déi Benodeelegung e bësse méi kleng wéi an eisen direkten Nopeschlänner, awer signifikant méi grouss wéi a villen anere Länner, zum Beispill Finland, Kanada, Island.

Schwätzt mat de Servicer, schwätzt mat den Enseignanten: Et gëtt eng ganz grouss Zuel vu sprachlose Kanner, déi an eis Schoule kommen. Auslännesch Kanner, déi kee Lëtzebuergesch kënnen, wa se an d'Spillschoul kommen, Lëtzebuerger an auslännesch Kanner, déi sech an hirer Mammesprooch extrem schlecht artikuléiert kréien.

An der Literatur gi ganz vill Beispiller ugefouert, wéi déi gesellschaftleche Entwécklung d'Kandheet verännert huet. Ech wéll lech hei net ploer mat engem Exposé iwwer den Afloss vun Televisioun an aner Medien op Kanner, och net iwwer „Peer group“, Publizitéit, Fräizäit- a Spaassgesellschaft referieren.

Ech erlabe mer awer eng Kéier kuerz drop hinweisen, dat mir an eise westleche Kulture scho längst den Tugenden, déi eis Elteren a Grousselteren héichgehale hunn, zum Beispill d'Spueren a bescheide sinn, Addi gesot hunn zu Gonschte vun enger Ideologie vum Konsum. Eise Wuelstand berout op enger Doktrin vun permanenten, leider och nach oft ondifférenzierte Konsum, dee vum fräie Maart gefordert a gefuerdert gëtt.

Selbstverständlech huet dat Auswierkungen op d'Sozialisatioun vun eise Kanner. An deem Kontext wéll ech ee Saz vun Hermann Giesecke zitieren, engem eeleren Här aus Däitschland, dee seet: „Den Markt interessiert nicht, ob etwas im pädagogischen Sinne gut für das Wohl des Kindes ist; ihn interessiert nur, was ein Kinder verkauft werden kann.“ A wann Der nach e Beispill braucht, da ginn ech lech och eent, fir déi Ausso ze illustrieren: Alkopops - e schiedleche Produkt, dee just erfonnt gouf, fir Suen op d'Käschte vun der Gesondheet vun eise Kanner ze verdéngen.

Ech ginn lech nach e puer Beispiller, déi aussoen, dat och hei zu Lëtzebuerg gesellschaftlech Verännerunge stattfonnt hunn, déi eng Unterrechtspolitik mat enger Backto-Doctrine vu viran als ineffizient qualifizéieren. Iwwert déi demographesch Verännerunge vun deene leschte Jorzéngten hunn ech genuch gesot, do kommen ech net méi drop zrëck. Mä mir hunn zu Lëtzebuerg och e Wandel an de Familljestruturen. D'Leit bestuede sech méi spéit a losse sech méi fréi scheeden. 1900 hate mer zu Lëtzebuerg eng Scheedung op 200 Hochzäiten, 1950 eng Scheedung op 20, haut eng Scheedung op zwou Hochzäiten.

D'Zuel vun de Kanner, déi mat engem Elterendeel am Haushalt auskomme müssen, gëtt ëmmer méi grouss. D'Zuel vun den Haushalter, wou déi zwee Partner schaffe ginn, gëtt och ëmmer méi grouss, an dat gëtt jo och an der Lissabon-Strategie als richtig betruuecht.

D'Schoul ass fir vill Jonker haut eppes wéi eng Salle d'attente, wou relativ wéineg passéiert a wou sech, wa se Gléck hunn, nach e puer léif Matreesender afannen. Si waarden déi ganzen Zäit drop, dat en Zuch kënn, dee si mat op eng Plaz hält, wou et eppes Neies a Spannendes ze erlieue gëtt. De Problem ass, dat hinnen d'Zäit laang gëtt, a munchere freet sech, ob dann iwwerhaupt en Zuch kënn.

D'Schoul ka gesellschaftlech Problemer net eleng léisen. D'Schoul gëtt awer all Dag mat Problemer, déi e gesellschaftlechen Ursprung hunn, konfrontéiert, an et hëlleft

näischt, des Problemer ze ignorieren. Esouguer wann d'Haaptufgab vun der Schoul d'Wëssensverméttlung ass, da muss si dat noutwendeg Klima schaffen, fir iwwerhaupt d'Chance ze kréien, zur Wëssensverméttlung ze kommen.

Dofir, Här President, ginn ech lech d'Motioun 7 vun der grénger Fraktioun, an där mer d'Regierung opfuerderen, een Netz vu Gancedagschoule fir déi ganz Schülerpopulation ze schafen; dofir ze sueren, dat an der Schoulen eng méiglechst grouss Mixitéit vu Schüler a Schülerinne vun alle soziale Milieuen an Nationalitéiten ass, an d'Servicer an d'Infrastrukturen an eise Schoule besonnesch, awer net nëmme, am Régime préparatoire daitlech ze verbessern.

Motion 8

La Chambre des Députés,

- considérant les résultats de l'étude PISA 2000 sur les performances des élèves de l'école publique luxembourgeoise, publiée en décembre 2001;

- considérant les résultats de l'étude PISA 2003 sur les performances des élèves de l'école publique luxembourgeoise, publiée en décembre 2004;

- considérant les conclusions de l'étude PISA internationale que tous les enfants issus de milieux socioéconomiques faibles sont défavorisés dans le système scolaire luxembourgeois;

- convaincue que le clivage social dans nos écoles est préoccupant et nécessite des mesures spéciales;

invite le Gouvernement

- à augmenter les capacités des structures d'accueil, à élaborer un concept pédagogique pour des écoles à plein temps et à instaurer un réseau d'écoles à plein temps pour les enfants du préscolaire, du primaire et du postprimaire;

- à mettre en oeuvre, en étroite collaboration avec les communes concernées, des moyens visant à assurer un meilleur équilibre entre élèves étrangers et luxembourgeois dans les écoles de quartier et dans les classes, le cas échéant par des modifications des cartes scolaires;

- à augmenter la présence des services psycho-socio-pédagogiques dans l'enceinte des écoles;

- à améliorer les infrastructures scolaires et parascolaires (restauration scolaire, infrastructures sportives et récréatives) des écoles du postprimaire en général et du préparatoire en particulier.

(s.) Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Jean Huss, Viviane Loschetter.

Vu déi vill verschidde gesellschaftlech Verännerungen an hir Auswierkungen op d'Schoul, schéngt et eis och richtig a wichtig ze sinn, d'Schoule fir aner Beruffgruppen am erzéieresche Beräich opzemaachen. Dat däreer awer net zu engem Niewentenee vu verschiddene Beruffgruppen féieren; nëmme ee kooperatiiv Matenee vun allen neien an ale Schoulpartner kann zu enger Verbesserung féieren. Ech kommen nach eng Kéier op dese Punkt kuerz zrëck.

D'Motioun 8 léisst sech schnell resümieren: Kommt, mer stellen eisen dräigliederege Schoulsystem, wéi et en nëmme zu Lëtzebuerg an an d'äitschsproochege Länner gëtt, a Fro. Ech gi just zwee Argumenten un, fir eis Motioun 8 ze begrënnen.

Mir trenne schéi propper, spéits-tens nom sechste Schouljoer, eis Schüler op an Enseignement secondaire, Enseignement secondaire technique a Régime préparatoire. Mir maachen dat, well eis politesch Majoritéit jorzéngtelaang gegleef huet, dat mir esou eis staark Schüler an och eis schwaach Schüler am beschte géinge förderen. Elo stelle mer

awer fest, datt mir iwwerduerch schnëttlech vill schwach Schüler an eise Schoulen hunn, an datt eis staark Schüler op deenen héchsten Niveaux de compétence iwwerduerch schnëttlech schlecht vertruede sinn. Och wa mir eis nach selwer e Boni wéinst eise Mammesproochendefizit an de Schoulen ausstellen - Ech halen allerdéngs näischt dovunner! -, stelle mer fest, datt et mat der Excellence an eise Enseignement secondaire net esou faméis ass.

An zweetens, wann een dann nach gesäit, datt déi Länner, déi bei PISA vill besser ofgeschneiden hunn, sech e Schoulsystem geschafen hunn, deen net nëmme méi performant ass wéi eisen, mä och nach sozial méi gerecht ass, da ginn ech dovun aus, datt Dir, léif Kolleginnen a Kollegen, lech net aus ideologesche Grënn géint ofensichtlech begrënte Reformen ausdrécke wäert, an eis Motioun selbstverständlech mat stëmme wäert.

■ Une voix.- Très bien.

Motion 9

La Chambre des Députés,

- considérant les résultats de l'étude PISA 2000 sur les performances des élèves de l'école publique luxembourgeoise, publiée en décembre 2001;

- considérant les résultats de l'étude PISA 2003 sur les performances des élèves de l'école publique luxembourgeoise, publiée en décembre 2004;

- convaincue que des mesures efficaces et cohérentes s'imposent pour améliorer d'une façon durable la qualité de l'école publique dans notre pays;

- considérant les systèmes scolaires qui, dans un grand nombre de pays de l'OCDE, permettent une plus grande perméabilité entre les filières scolaires ou qui offrent carrément un système d'école unique jusqu'à l'âge de 15 ans;

invite le Gouvernement

- à déplacer en arrière, de manière globale ou nuancée, la séparation des filières générale, technique et professionnelle de l'enseignement secondaire.

(s.) Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Jean Huss, Viviane Loschetter.

■ M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).- A mengem leschte Punkt fir haut de Mëtteg wëll ech virun allem op de Questionnaire agoen, deen en annexe zum PISA-Test duerchgefouert ginn ass. Ouni an den Detail ze goen, stellen ech fest, datt d'Relatioun Schüler-Profen esouwuel vun de Schüler wéi och vun de Schouldirekteren als net immens bezechent gëtt.

Ech stellen och fest, datt eis Schüler iwwerduerch schnëttlech wéineg u sech selwer an un dat Fach, wat se enseignéiert kréien, gleewen. Ech ginn dovun aus, datt eng vun deene ganz wéinege Méiglechkeeten eng Rei Schüler aus hirer Salle d'attente-Attitude ewechzekeréien, ass, hinne méi Matgestaltung an der Schoul zouzegestoen. D'Participatioun ass eng ganz wichteg Saach an awer och eng komplizéiert Geschicht.

Eng Kultur vun Zesummentreffen an Zesummeschaffen an eise Schoulen, déi hu mir net. Mir mussen schrëttweis drop hirschaffen, an Dialog an eise Schoulen ze kréien. Ech weess, datt eng ganz Rei Enseignanten eng ganz engagéiert a gutt Elterenaarbecht maachen. Ech weess och, datt eng Rei Schoule ganz grouss Efforten an déi Richtung gemaach hunn. Éischt Schrëtt si gemaach, mä et bleift nach e laange Wee ze goen; dofir eis Motioun 9, wou mir eis dofir asetzen, all d'Partner vun de Schoule fir hir Aarbecht zu sensibiliséieren: d'Schüler, d'Elteren an d'Enseignanten.

Motion 10

La Chambre des Députés,

- considérant les résultats de l'étude PISA 2000 sur les performances des élèves de l'école publique luxembourgeoise, publiée en décembre 2001;

- considérant les résultats de l'étude PISA 2003 sur les performances des élèves de l'école publique luxembourgeoise, publiée en décembre 2004;

- convaincue que des mesures efficaces et cohérentes s'imposent pour améliorer d'une façon durable la qualité de l'école publique dans notre pays;

- convaincue que la culture de communication dans nos écoles doit être encouragée et développée à tous les niveaux;

invite le Gouvernement

- à responsabiliser les élèves en leur offrant des structures de participation leur permettant de s'impliquer dans les prises de décisions qui les concernent et les initier ainsi aux notions de droits et de devoirs du citoyen;

- à responsabiliser les parents d'élèves en institutionnalisant des rencontres parents/enseignants fréquentes;

- à responsabiliser les enseignants en augmentant les compétences des conseils de classe, en créant des plates-formes régulières pour un échange d'idées parmi les enseignants d'un bâtiment, mais aussi entre les enseignants des différents ordres d'enseignement;

- à insérer dans l'offre de formation initiale et continue des enseignants des cours de communication les préparant notamment aux rencontres avec les parents et au travail en équipe.

(s.) Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Jean Huss, Viviane Loschetter.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren. D'Viviane Loschetter schwätzt herno nach iwwer Aarbechtswelt a Schoul. Merci.

■ M. le Président.- Merci, Här Adam. Nächste Riedner ass den Här Henckes. Dir hutt d'Wuert, Här Henckes.

■ M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Merci, Här President. Ee Gléck, Här President, datt et PISA gëtt. Wann et dës Etüd net gi wier, da géinge mir nach ëmmer hei am Land mengen onse Schoulsystem an ons Sproochekenntnisser géingen eise Leit e reelle Virdeel bidden.

PISA 2000, esou gouf vu ville Leit gesot, war schlecht virbereet, an déi schlecht Resultater kéimen nëmme doduerch, datt mer esou vill Immigrantekanner an onsem Schoulsystem hätten.

2003 sinn d'PISA-Tester ënner beschtméigleche Bedingungen duerchgefouert ginn, dofir seet PISA II och esou vill aus, zumools et grosso modo d'Resultater vu PISA I bestätegt.

D'Diskussioun doriwwer, firwat Lëtzebuerg sech elo op e puer Plaze verbessert huet, oder doriwwer datt Lëtzebuerg sproochlech gesinn e spezielle Fall ass, bréngt eis net weider. D'Chamber huet 2000 bei Geleeënheet vun der Debatt iwwert d'École d'intégration eng Motioun gestëmmt, wou alles sollt besser gemaach ginn. Am Mee 2004 huet déi deemoleg Erzieungsministesch e Rapport virgeluecht, an deem se ervirgestrach huet wat alles op Basis vun där Motioun gemaach gouf.

D'Konklusioun haut: Dat wor et net, dat geet net duer, dat wor keng Reform, dat wor keng Schouloffensiv. Villes ass probéiert ginn, iwwerall ass experimentéiert ginn, mä wat sinn déi konkret Resultater? Ass et besser ginn? Wat hunn d'Expériences pilotes bruecht? Mir hu keng Resultater, well keng Resulta-

ter gemiess ginn. Wat sinn déi nei Objektiv, déi déi Reformen wollten hunn? Mir wëssen et net!

A Finland, Kanada, Australien a Japan goufen och no PISA 2000 nei Objektiv gestach a landeswäit och nei Reformen duerchgezunn. Déi Länner hunn e puer Joer duerno Resultater konnten noweisen, datt se hiren Objektiv méi no kumm sinn, a munches besser ginn ass. Kënn mir net datselwecht maachen? Haut mussen mir nach eng Kéier d'Problemer, déi et ze léise géllt, opzielen, an ech wëll dat maachen, well et ass wichteg, datt ee vun der richteger Basis ausgeet.

Wou leien déi Problemer? Dat ass déi éischt Fro, déi mer mussen ugoen. Fest steet, datt Lëtzebuerg an dëser zweeter PISA-Studie nach eng Kéier wäit ënner dem OECD-Duerchschnitt läit. Fir e Land, wat dat héchst PIB-Akkommes pro Awunner huet a wat säin Niveau wëllt halen, kann ee sech net domadder begnüge feststellen, datt onse Schoulsystem wäit ënner dem OECD-Duerchschnitt läit. Fir ee Land, wann een d'Zuele vun 2002 kuckt, wou de Couët réel moyen vun engem Diplom vu Fin d'études secondaires bei 200.000 Euro läit, am Technique bei 221.000 Euro a beim Technicien bei 226.000 Euro, dat sinn déi héchsten Zuelen an Europa an d'Resultat ass awer mies.

Fest steet och, datt 20% vun onse Schüler d'Schoul ouni Diplom verlooosen. Dëst ass dat Duebelt vu Frankräich. E gudden Deel vun dëse Schüler kann een als Illettréen astufen. Bei de Jonken ouni Diplom sinn ee Véirel vun hinnen drai Joer méi spët am Chômage, an d'Halschent vun hinnen ass a Beschäftigungsmaassnahmen. De schulesche Messerfolleg huet dramatesch Konsequenzen an engem Gesellschaft, wou fir eng Aarbechtsplaz de Qualifikationsniveau an der Moyenne vu Joer zu Joer steigt. De Jonken, deen d'Basiswëssen an d'Basiskompetenzen net huet, ass sozial gesi fir säi Liewe laang handicapéiert.

Fest steet, an dëst ergëtt sech aus de PISA-Emfroen, déi bei Geleeënheet zum PISA-Test bei de Schüler gemaach goufen, datt an onse Schoulen Drogen, Alkohol, Schoulschwänzen a Gewalt zum Alldag gi sinn. Lëtzebuerg ass domadder mat deeneselwechte Problemer konfrontéiert wéi seng Nopeschlänner. Mir sinn also gradesou gefuerdert ze reagéiere wéi all déi aner Länner.

Fest steet, datt bal d'Halschent vun de Schüler soen, datt d'Schoul si net op d'Liewen als Erwuessener virbereet. 9,5% Schüler, a Prozentsaz ausgedréckt, soen, d'Schoul wier reng Zäitverschwendung. Iwwert d'Halschent vun de Schüler mengen, d'Schoul géing si gutt op d'berufflecht Liewe virbereeden. Dat sinn 20% manner wéi am Duerchschnitt vun den OECD-Länner. D'Schouldirektere bekloer sech iwwer d'verbal Gewalt vu Professere géint Schüler, an datt d'Schüler net dozou ugespornt gi fir hier Bescht ze leeschten.

PISA 2003, wann een d'Resultater kuckt, da gesäit een, datt dat wat een déi gutt Schüler nennt, Niveau 6 a 5, datt mer nuren 13% esou Schüler hunn, 18% beim Problemléisen. 35% vun onse Schüler leien an den Niveauen 1 an 2, a kënnen also als ganz schwach Schüler ugesi ginn, ee vun deenen héchsten Tauxen an Europa.

Fest steet, datt Lëtzebuerg a Griichenland déi eenzeg Länner sinn an deene Lycéeën d'Direkteren an d'Professere kaum Autonomie hunn, fir d'Schoul an den Unterrecht hire Schüler unzepassen. Mir hu keng Direkteren an de Primärschoulen. Alles gëtt vun uewen erof

diktéiert. Vun Autonomie keng Spuer. D'Direkteren hu keng Méiglechkeet Entscheedungen duerchzesetzen a fir ze decidéieren, wat an hire Lycéeën enseignéiert gëtt a wien enseignéiert.

Dobäi steet fest, datt mat enger méi grousser Autonomie, zesumme mat wierksame Kontrollen, d'Schüler besser Resultater kréien. D'Schüler aus allen EU-Länner kommen ënner deeneselwechte Viraussetzungen an d'Schoul. D'Lëtzebuurger Schüler sinn net méi domm wéi déi aus anere Länner. Wann also Lëtzebuerg am PISA-Test schwach ofschneit, dann ass dat eenzeg an eleng op onsen Erzieungssystem zréckzeféieren.

Onsen Erzieungssystem erfëllt net méi déi Viraussetzung fir déi jonk Generatiounen op d'Ufuerderunge vun enger Wëssensgesellschaft virzubereeden. Eng Statistik ënnermauert dëst schonns elo. 8% vun de Lëtzebuurger suivéieren d'Cours de formation complémentaire géintiwuer 19% a Finland. D'OECD seet kloer, datt fir d'Betriber d'Diplomer wichteg sinn, mä méi wichteg ass, datt d'Leit sech awer selwer weiterbilde kënnen, datt se hir Aarbecht planifiéieren an organiséiere kënnen.

Fazit vun all deem, wat ech elo gesot hunn, mir hunn e Bildungsnoutstand zu Lëtzebuerg. Mir hunn eng Schoul vu Messerfolleg fir eng enorm Zuel vu Schülerinnen a Schüler. Mir mussen dës Realitéit endlech zur Kenntnis huelen. Mir dierfen d'Resultater vu PISA an all déi aner Donnéeën, déi mer hunn an déi an déiselwecht Richtung ginn, net nach eng Kéier zerrieden, fir keng effektiv Reformen duerchzeseelen.

Mir mussen alleguer zesummen, Madame Ministerin, an den ADR ass dozou bereet, am géigesäitige Vertrauen an engem offenen Dialog no de Léisunge sichen, fir onse Schoulsystem esou ze reforméieren, datt mir onser Jugend déi bescht Chancé ginn, esouwuel am Beruff wéi och am Liewen. Mir dierfen net nach eng Kéier soen, et ass net esou wëll, e puer Adaptatiounen a schonns geet et duer.

Dat, Här President, Madame Ministerin, ass dat Eenzeg, wou den ADR kengesfalls bereet ass matzemaachen. Eist Zil muss et sinn, aus enger Schoul vu Messerfolleg eng Schoul vun Erfolleg ze maachen. A PISA schaaft de globalen Horizont, un deem sech eng Reform strategesch ausrichte léisst.

An onsen Ae gëtt et véier wichtegst Reformfelder.

1. Mir brauchen eng Qualitéitsoffensiv fir d'Leeschtunge vun onse Schüler ze verbessern. Dofir mussen mir nei a méi héich Bildungsziler definéieren an dëst fir all Typ vun Enseignement. Déi momentan Bildungsziler favoriséieren e rengt Fachwëssen, mä keng Kompetenzen. Fir Kompetenzen opzebaue muss den Accent op d'Basisformatioun geluecht ginn, déi Basis, déi jiddferree wéinegstens muss erreechen, an op där jiddferreen da ka seng perséinlech Kompetenzen opbauen. Et sinn d'Fundamenter, op deenen d'Haus opgebaut gëtt.

Mir mengen, datt e Conseil pour l'École oder Haut Conseil pour l'École, wéi Der et wëllt nennen, misst geschafe ginn, deen net nëmme aus Enseignanté besteet an deen déi Ziler a Kompetenze géing definéieren.

Am Sproochenunterrecht bedéngt d'Dräisproochengee, datt lëtzebuergesch Schoulkanner zwar Lëtzebuergesch, Franséisch an Däitsch kënnen, déi Sproochekenntnisser awer, wat liesen a schreiwen ugeet, beschtefalls Mëttemooss sinn.

Och déi mëndlech Beherrschung vun Franséischen a vum Däitschen ass schwach. D'accord, et ass immens schwéier an zwou Sproochen en Héchstniveau unzeestriewen. Mir mussen dofir am

Franséischen oder am Däitschen een Héchstniveau ustriewen, an dem Schüler de Choix vun der Sprooch iwwerloossen, an där hien en héijen Niveau wëllt erreechen, jee no senger Kompetenzen, bien entendu. Eng definitiv Léisung vun dëser Fro muss am Dialog fonnt ginn.

Mir mussen den Akzent och op de mëndlechen Exposé setzen. Dat ass bis elo net gemaach ginn. Haut, wann Der vun engem Primaner verlaangt, datt en en 10-Minuten-Exposé ze halen huet, dann ass en incapabel fir dat ze maachen, well en dat nimools gemaach huet. Or, mir brauchen dat ganz off fir Tester, Opnahmexamen an den Universitëiten ze maachen, a mir orientéieren deen Ablack d'Schüler net an d'Eliteuniversitëiten, mä an aner Universitëiten, well se soss den Test net packen.

Wann een also och wëllt, do wou Geographie oder Geschicht géleiert gëtt, wann dat soll och an der Sprooch vun Enseignement gemaach ginn, dann ass dat eng wichteg Reform, mä déi dierf net nuren um Pabeier stoen, déi muss och a Realitéit duerchgesat ginn, vun de Professeren, vun de Schüler, an et muss och do bei den Elteren eng Informatioun gemaach ginn, datt et esou ass, well soss verstinn d'Elteren net, firwat datt verschidden Explikatiounen net op Lëtzebuergesch gemaach ginn, anstatt op Franséisch oder Däitsch, wéi et sech misst gehéieren.

Wat d'Mathematik an déi naturwëssenschaftlech Fächer ugeet, esou weist PISA, datt dës Fächer ze spët am Unterrecht agefouert ginn. Et muss méi fréi ugefaange ginn, dës Matière ze enseignéieren.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Thema Kompensatioun: Si muss nure méiglech an onsen Ae sinn, wann de Schüler a senger Spezialitéit, a senger Branches fondamentales eng Note „Bien“ huet. Iwwert d'Notioun vun dese Branches fondamentales misst nogeduecht ginn, an et muss ee vläicht nei Definitiounen fannen. Mä dat wat ech domadder wëll ausdrécken, dat ass, datt wann eng Persoun en Elektriker brauch an engem Betrib, da muss ee sécher sinn, datt deen net permanent Kurzschlusse mécht, mä datt en, well en den Exame gepackt huet am Franséischen an am Däitschen a vläicht och nach am Englesche gutt war, mä vum Elektreschen näischt kennt; dat dierf et net sinn.

Ech mengen, dat sinn déi Saachen, op déi et muss ukommen, do mussen d'Akzenter vläicht nei geluecht ginn a méi prezis. Well dat ass och dat, wat mer dobausse vun de Betriber héieren.

Déi zweetwichtegst Reform, déi ons schéngt misse gemaach ze ginn, dat ass déi, datt mer d'Obligation scolaire op 16 Joer mussen erop setzen. Madame Ministerin, mir wäerten och an deem Sënn eng Motioun déposéieren.

Motion 12

La Chambre des Députés,

- considérant que la loi du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement prévoit en son article 1^{er} que tout enfant âgé de six ans révolus avant le premier septembre recevra pendant neuf années consécutives l'instruction telle que prévue par la loi;

- considérant que la France connaît une obligation scolaire jusqu'à l'âge de 16 ans et que la Belgique connaît une obligation scolaire jusqu'à l'âge de 18 ans;

- considérant que le niveau de formation est primordial pour l'insertion professionnelle;

- considérant qu'aujourd'hui l'obligation scolaire n'a plus la même valeur symbolique et donc le même sens que lors de son instauration en 1912;

- *considérant qu'il s'agissait alors d'une obligation pesant sur les familles et les contraignant à faire instruire leurs enfants plutôt que d'en exploiter la force de travail;*

- *considérant qu'à l'époque il s'agissait pour la société d'exhausser le niveau global de formation pour développer en chacun ses capacités citoyennes et la possibilité de contribuer au développement économique et social du pays en s'assurant un niveau de vie décent;*

- *considérant qu'aujourd'hui l'obligation scolaire pèse davantage sur les jeunes que sur les familles;*

- *considérant qu'il est manifeste que l'école a bien du mal à prendre en charge un certain nombre de jeunes, surtout quand elle les a engagés, parfois depuis la première primaire, dans la spirale de l'échec, les excluant progressivement en quelque sorte de tout projet scolaire positif;*

- *considérant que dans l'état actuel des choses, sortir les jeunes à 15 ans de l'école revient à les renvoyer à la rue;*

- *considérant qu'une prolongation de l'obligation scolaire permet de former les jeunes à un plus haut niveau de qualification professionnelle;*

- *considérant qu'il est évident que les structures actuelles de l'école sont inadéquates, qu'il est indispensable que l'école fasse œuvre d'invention pour offrir des voies alternatives à un certain nombre de jeunes qui ne peuvent plus entrer dans un projet de scolarisation à temps plein;*

demande au Gouvernement

- *de prolonger l'obligation scolaire à 16 ans;*

- *de trouver des manières nouvelles d'accomplir l'obligation scolaire à temps partiel à partir de 13 ans;*

- *d'aboutir à transformer l'obligation scolaire en une obligation de la société d'amener tous les jeunes à un niveau de formation et de qualification minimum facilitant l'insertion professionnelle.*

(s.) Jacques-Yves Henckes, Gast Gibéryen, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf, Robert Mehlen.

■ **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Dat steet am Projet de loi iwwert d'Schoul. Also de Projet de loi ass scho laang déposiert.

■ **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Ech wier just nure frou, wann et och géng elo zur Realitéit ginn. Well et ass dat nämlech, datt mer och gären hätten, datt déi Saachen duerchgezu ginn.

2. D'Schoulstrukturen an d'Enseignementsmethode mussen den Erzielungsziel ugepasst ginn. Mir mussen den Erzielungsziel system personaliséieren an differenzéieren an de Fäegkeete vun de Schüler upassen. D'Persoun vun Schüler muss un éischter Stell stoen, an net méi d'Klass.

Dofir plädéiere mir zënter engen etleche Jore fir d'Schafe vu Schoulcyclen, zwee Schoulcyclen, wou mer déi zwee Préscolairejoren an déi zwee éischt Schouljoren als een Cycle géingen ugesinn, an als zweete Cycle vum 3. bis 6. Schouljoer. Do baséiere mer ons op e Modell, dee mer zu Genève fonnt hunn. Ech si frou, Madame Ministerin, datt Der och vu Cycles schwätzt, well et dorëmmer geet, fir ze évitéieren, datt mer dat Duerchfale behalen, datt mer de Schüler erlaben, déi Basis, op där muss opgebaut ginn, datt mer deem enge Schüler erlabe fir déi méi lues unzegoen, an deem aneren erlaben, fir e besselche méi séier duerch de Système ze goen.

Mir mussen och en anere Problem méi konsequent upaken, datt ass d'Integratioun vun eisen Immigrantenkanner. Mir wëssen, datt et ronn

40% an onsem Schoulsystem sinn; no deenen Donnéeën, déi Der ons gelliwert hutt. An dofir mengen ech, datt et wichteg wier, datt déi Classes d'accueil, déi mer a verschidde Gemengen hunn, misste méi generell ugebuede ginn. Well et ass net gutt, datt dat net a verschidde Gemengen de Fall ass, well se sech dat net leeschte kënnen.

Wichteg ass och, datt all Schüler minimal Kompetenze kritt. Doriwwer eraus soll ee Qualitéitsunterrecht dem Schüler et erméiglechen, méi héich Standarden unzestriewen. Déi aktuell Schoulbicher favoriséiere vill ze vill d'Vermëttele vu Wëssen an net d'Vermëttele vu Kompetenzen. Gläichzäitig ënnerschätze vill Auteure vu Schoulbicher, wat d'Kanner wierklech leeschte kënnen.

D'Schoul vum Erfolleg muss zesumme mat den Eltere geschaf ginn. Dofir mussen d'Elteren an d'Schoul mat abezu ginn an hir Roll als éischt Erzieher muss unerkannt ginn. Dat bedeit, datt se an alle Strukture mussen dat kënnen decidéieren a participéieren. Mä dat bedeit awer och, datt mer d'Elteren net aus hirer Responsabilitéit als Elteren entloosse sollen. A wann ech soen, Elteren, da mengen ech, déi zwéin Elteren, de Papp an d'Mamm, an net nuren deen een oder deen aneren, an dëst souguer wa se divorcéiert oder séparéiert sinn; an ech weess, datt dat och duerch déi Reform vun der Autorité parentale, déi den Här Mosar an ech an enger Proposition de loi proposéiert hunn, och an déi Richtung do geet.

Doniewent brauche mer eng autonome Verwaltung vu Schoulgebaier, esouwuel a pedagogescher Hissicht wéi budgetärer oder um Niveau vun der Gestion du personnel. D'Schafe vun engem Conseil pédagogique bestoend aus Enseignanté vun engem Gebai misst den Enseignanté hëllefen, hir Aarbecht besser ze maachen.

An de Spill- a Primärschoule muss de Poste vun engem administrative Schouldirekter geschaf ginn. An dësen Direkter dierf kee Schoulmeeschter sinn. Däitschland huet mat der Schafung vun administrative Primärschouldirekter positiv Erfahrung gemaach.

Déi pedagogesch Autonomie muss verbonne gi mat standardiséierten Tester.

D'Professere mussen méi Zäit an der Schoul verbréngen, fir de Schüler méi zur Verfügung ze stoen. Si mussen hir Zäit opdeelen, tëschen dem Unterrecht an der schoulescher Begleitung. Mir ënnerstëtzen heiranner d'Regierung, déi an där Richtung Initiative wëllt huelen. Mä loosse mer nach kucke wat fir eng.

Motion 15

La Chambre des Députés,

- *considérant que les résultats aussi bien de la première étude PISA, que ceux de la deuxième étude de PISA sont plus que décevants pour le Luxembourg;*

- *considérant qu'il faut procéder à une remise en question fondamentale des savoirs et compétences que l'école doit développer chez les enfants et les jeunes;*

- *considérant qu'une révision des programmes et des méthodes ainsi que l'organisation des cycles scolaires et des services d'accompagnement s'impose;*

- *considérant que les disparités sociales dans notre société nécessitent une approche plus active de l'État;*

demande au Gouvernement

- *de prévoir dans chaque établissement de l'enseignement secondaire des infrastructures pour assurer l'accueil et l'accompagnement des élèves hors des heures de classe;*

- *d'assurer l'accompagnement des élèves par un personnel compétent et en nombre suffisant;*

- *de réformer l'organisation de l'enseignement secondaire de sorte à assurer une plus grande flexibilité et perméabilité des structures.*

(s.) Jacques-Yves Henckes, Gast Gibéryen, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf, Robert Mehlen.

D'Schoulmeeschtere mussen geleiert ginn, wéi ee mat Klassen ëmgeet, déi sech leeschtungsmeisseg a sozial ëmmer méi differenzéieren. Do wou et Schwierigkeete gëtt, dierfen d'Schoulmeeschteren an d'Proffen net eleng gelooss ginn. Et muss hinnen iwwer eng multidisziplinäres Hëllef déi Ënnerstëtzung zoukommen, déi si brauche fir hir schwierig Aarbecht erfollegräich ze meeschteren. D'Erfahrung weisen, datt d'Hëllef, déi vum SREA ugebuede gëtt, dësem Zil net ganz gerecht gëtt, an dofir muss een dat nei kucken an nei encadréieren. An d'OECD seet an dem Buch iwwer „Renforcer l'autonomie scolaire“: „Les politiques de l'éducation: Le facteur principal est dans la pratique scolaire: L'école doit être exigeante et renforcer la discipline.“

Ech mengen dat si Reformen, un déi mer mussen denken.

D'Orientéierung am 6. Schouljoer ass den Ament ze fréi an ech mengen do misst se zäitlech weinstens ëm ee Joer verluecht ginn.

D'Basis, op där dat ganzt Unterrechtswiesen opgebaut ass, gëtt an der Spill- a Primärschoul geluecht. Dofir geet déi vun der Regierung geplangten Ofschafung vum Sëtzebleiwen, onser Meinung no, an déi falsch Richtung. Mir deelen d'Meenung vun den Elteren, déi soen, datt d'Sëtzebleiwen ëmmer nach besser ass, wéi e Kand op eng Voie pédagogique moins exigeante ze schécken. Den ADR schléit dofir Schoulcyclé vir, fir de Problem vum Sëtzebleiwen ze ëmgoen, an ech hunn lech, Madame Ministerin, virdrun héieren, datt Der och wëllt elo op dee Wee do goen. Ech mengen, da solle mer eis och un dee Modell vu Genève halen, well si hunn deeselwechte Problem wéi mir, mat der Mehrsprochegkeet.

Projets pilotes mussen weiderhin ënnerstëtzt ginn. Si mussen awer méi transparent ginn a virun allem muss eng seriö Auswärtung vun deenen eenzelne Projeten erfollegen. Dat geschitt bis elo net.

Mir sinn d'accord, fir op de Wee vun enger Ganzdagsschoul op fakultativer Basis ze goen. Se muss am ganze Land ugebuede ginn. Mir wäerten dese Problem bei der Diskussioun vum Projet de loi méi eingehend belichten. Mä mir mengen, datt d'Ganzdagsschoul awer misst am ganze Land agefouert gi während dëser Legislatur, an datt een net soll also eng Expérience pilote maachen, déi während fënnef Joer lafe loosse, bis datt déi nächst Regierung da kuckt, wat se soll maachen. Ech mengen, dat kann et net sinn. Wann och e pedagogesch Konzept do muss an deem Ganzen dra sinn, dann ass et awer net fir iwwert dee Wee elo déi ganz Schoul ënner een neit pedagogesch Konzept do ze leeën.

Ech mengen, déi Reaktioun, déi Der elo vun den Enseignantsgewerkschafte kritt hutt, weist kloer, datt dat doten net vun den Enseignanté gedroe gëtt, datt et an déi Richtung do soll goen. An et wier och déi falsch Richtung, well et ass dat wat net kéint funktionéieren.

Déi zweet Saach, Madame Ministerin, déi an deem Kontext wichteg ass, dat ass, datt wann een d'Ganzdagsschoul, wéi Dir se proposéiert hutt elo, wëllt am ganze Land duerchféieren, da froen ech mech, ob mer déi néideg Leit kéin-

te fannen, fir dat doten ze maachen. Mir kéinten dat héichrechnen, Madame Ministerin, mir hunn déi Leit am Grand-Duché net. An da gëtt et och déi finanziell Implikatiounen, an ech mengen, datt wann ee budgetär a personalmeisseg Problemer huet, da soll een net Experienze wéi Ganzdagsschoulen ugoen, wou een am Viraus weess, datt eleng aus Personal-mangel dës Reform net kann zum Droe bruecht ginn.

Dréttens brauche mir alljährlech obligatoresch Standardtester an Evaluatiounen vun de Schüler. An deem Sënn gi mer och eng Motioun eran, fir datt mer an onsem Enseignement dat wat een nennt Bilan diagnostique, Bilan d'évaluation au niveau national soll duerchzéien; an d'Idéi fir eng Evaluatioun vun de Lycéëen ze maache fanne mer ganz gutt, Madame Ministerin. Mir sinn och bereet, déi matzedroen.

Mir mengen awer och, datt dat misst bei de Primärschoule geschéien, well et och wichteg ass, datt mer déi Basis, vun där mer ausginn a vun där d'Enseignanté mussen ausgoen, op déi muss am Lycée opgebaut ginn, awer och misste mat kontrolléieren, an dat ass also och de Sënn vun onser Motioun.

Motion 11

La Chambre des Députés,

- *considérant qu'il faut faire le point sur les savoirs et les savoir-faire des élèves à des moments clés de leur scolarité et confronter sur base d'un constat objectif les résultats de l'ensemble des élèves par rapport aux objectifs assignés au système éducatif;*

- *considérant que l'accord de coalition du 29 juillet 2004 retient «le maintien respectivement l'introduction d'épreuves standardisées à différentes étapes du cursus scolaire, tant dans l'enseignement secondaire que dans l'enseignement secondaire technique»;*

- *considérant qu'actuellement de telles épreuves standardisées ne sont réalisées qu'au niveau de la sixième année scolaire;*

- *considérant que ces épreuves standardisées doivent répondre à toute une série de critères objectifs et qu'elles doivent être évaluées à plus bref délai par des organismes de contrôle indépendants;*

- *considérant que les épreuves standardisées doivent permettre d'établir des données permettant d'évaluer le niveau de compétences individuelles non seulement des étudiants mais aussi des élèves et qu'il s'agit dès lors d'étendre les évaluations aux écoles primaires;*

- *considérant que des évaluations diagnostiques et des évaluations bilan doivent servir en premier lieu les enseignants mais aussi les responsables politiques pour leur permettre de déceler les limites et les manques du système éducatif et pour faciliter la prise de décisions en matière de politique éducative;*

demande au Gouvernement

- *de réaliser annuellement au niveau national une évaluation diagnostique devant servir d'outil professionnel aux enseignants et une évaluation bilan servant d'outil de pilotage du système éducatif afin de permettre de déceler les limites et les manques du système éducatif et de contribuer aux décisions en matière de politique éducative;*

- *d'étendre les évaluations des lycées telles que prévues par l'accord de coalition du 29 juillet 2004 aux écoles primaires.*

(s.) Jacques-Yves Henckes, Gast Gibéryen, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf, Robert Mehlen.

D'Evaluatioun vun de Schüler muss en fonction vun den Objektivier a vun de Kompetenzen, déi et ze erreeche géllt, geschéien, an dëst bei all Etapp um Enn vum Schouljoer, fir ze kucken, ob et an déi rich-

teg Richtung geet. Et kann net esou sinn, datt een eréischt d'Resultater miesst, wann een um Ofschlossdiplom den Examen ofhält. Et kann net esou sinn, wéi et elo ass, Madame Ministerin, datt den éischten Examen, deen déi meescht Schüler maachen, deen ass vum Autoführerschäin. Dat kann et net sinn.

An dofir muss ee sech d'Fro stellen, ob een och net op Sixième oder Septième den Examen, den Opnahmeexamen, nees als Regel hält an déi psychologesch Betreuung als Ausnahm, fir datt ee wierklech de Schüler seet, datt se eng kéier gefuerdert ginn.

Do mussen Modalitéite fonnt ginn, datt mer dat méi realitéitsno maachen, méi der heiteger Gesellschaft an dem wirtschaftleche Kontext entgéintkommen, wéi dat bis elo de Fall ass. Well dee System wéi mer elo fueren ass net gutt. Et ass oft gesot ginn, datt een Examen een Dag Stress wier. Mä ech géing awer och soen, datt déi zwou oder dräi Woche psychologesch Tester an Diskussiounen, etc. och e Stress duerstellen, dee ganz schwéier ass a wou och ganz vill Diskussiounen opkommen.

Véiertens, mir brauche qualifizéiert an engagéiert Enseignanté an eng periodesch Bewäertung vun de Schoulmeeschteren, de Proffen, de Schoulen an de Lycéëen. Ons Enseignanté hunn eng eminent wichteg Roll ze spillen an der Realisatioun vun Reformen. Ouni si, ouni datt si eng Reform matdroen, ass all Schoulreform zum Scheitern veruerteelt.

D'Schafe vun engem Conseil pédagogique an all Schoulgebaier soll den Enseignanté hëllefen, grade-sou wéi eng Bewäertung vun hirer Aarbecht. Esou eng Bewäertung dierf op kee Fall als eng Bestrofung vun Léierpersonal méssverstanen ginn, mä als e Méttel fir hir Aarbecht ze verbessern an aus der Experienz vun anere Schoulmeeschteren ze léieren.

Mä wann een an onsem Land vu Qualifikatioun vun den Enseignanté schwätzt, da muss ee sech fir d'éischt awer och un déi Zuelen erënnern, déi Der ons gelliwert hutt wat de Besoin u Personal ugeet. Och do muss ee virausginn, well vill Leit an den nächste Joren a Pensioun ginn, datt mer do e ganz gehéierege Mangel u qualifizéiertem Personal wäerten hunn an datt een also, wéi hei de Spracher vun der CSV et scho virdu gesot huet, muss kucken, ob een net op d'„native speakers“ méi muss zréckgräifen. Well wa mer dat net maachen, da muss mer op Leit zréckgräifen, déi keng Qualifikatioun hunn.

Mir mengen och, datt mer am Enseignement mussen op de Wee goe fir weinstens um Niveau vun de Primärschoulen en zweete Wee, eng zweet Voie de formation anze-goan, an do déposéiere mer och eng Motioun, Madame Ministerin, wou mer lech opfuerderen, dass déi Chargé-de-coursen, déi mer elo hunn, wann déi zwee Joer oder dräi Joer - doriwwer kéint een diskutéieren - Schoul gehalen hunn, datt dat engem Joer ISERP kéint gläichgestallt ginn an datt se sech dann zum Schluss awer missten dem Examen kenne stellen. Dat ass eng Méiglechkeet, déi a Frankräich geschaf ginn ass an déi ons géing hëllefen de Problem ze léisen.

Motion 13

La Chambre des Députés,

- *considérant que la loi du 6 septembre 1983 portant a. réforme de la formation des instituteurs; b. création d'un institut supérieur d'études et de recherche; c. modification de l'organisation de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire prévoit actuellement dans son article 1^{er} que la préparation aux fonctions d'instituteur d'enseignement primaire comporte un cycle de trois années d'études supérieures;*

- considérant que la durée de la formation actuelle des instituteurs du préscolaire et du primaire avec 180 crédits ECTS correspond à un degré de bachelier dans le processus de Bologne auquel le Luxembourg a adhéré;

- considérant que l'Université de Luxembourg considère que 180 crédits ECTS ne sont pas suffisants pour la formation de base des instituteurs de l'enseignement préscolaire et primaire;

- considérant que les syndicats du secteur de l'enseignement partagent également ce point de vue;

- considérant qu'une prolongation de la durée de formation des instituteurs est absolument nécessaire pour permettre aux enseignants de faire face aux défis d'une société en évolution permanente;

- considérant que les enseignants doivent faire face à une grande complexité du système scolaire luxembourgeois avec son multilinguisme et les besoins très diversifiés de ses élèves face aux exigences de l'école;

- considérant qu'une formation prolongée des instituteurs du préscolaire et du primaire sera propice à la qualité de l'enseignement et de la qualité d'une recherche sérieuse en matière pédagogique;

- considérant qu'au vu des piètres résultats de nos élèves à l'échelle internationale une formation prolongée des instituteurs s'impose;

- considérant que la formation des instituteurs aussi bien de l'enseignement préscolaire que primaire doit donc comprendre une formation initiale de 240 crédits ECTS voire de 300 crédits ECTS dans une étape ultérieure;

- considérant que pour éviter un accroissement de la pénurie d'enseignants, l'extension de 180 à 240 crédits ECTS ne peut se faire que si enseignement et formation se font simultanément durant la 4^e année de formation selon des modalités à définir;

- considérant que la question de la prolongation de la formation des instituteurs doit être analysée indépendamment des questions de salaires et de carrières professionnelles des enseignants;

demande au Gouvernement

- de faire le nécessaire pour aboutir à une formation initiale de 240 crédits ECTS des instituteurs des enseignements préscolaires et primaires selon des modalités à définir.

(s.) Jacques-Yves Henckes, Gast Gibéryen, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf, Robert Mehlen.

Mä och do mengen ech, datt mer nei Weeër mussen goen. Mir mengen och, datt mer déi Schoulstadië vum ISERP, déi elo dräi Joer daueren, missten op véier Joer eropsetzen a vläicht souguer op fénnef Joer an datt mer dat mussen an Etappe maachen, well wa mer et op ee Coup maachen, da kréie mer ee Problem, dat ass, datt ee Joer dann den Ablack keng Enseignanten zur Verfügung stinn.

Dofir kann et net iwwert dee Wee goen, a mir mengen, datt au contraire duerch e Mix vun Enseignement a Formation kéint eng Léisung kommen, an dofir déposiere mer och an deem Sënn eng Motioun, datt mer do op de Wee ginn, fir den ISERP, also d'Schoulmeeschteschformation, vun dräi op véier Joer an enger éischter Etapp eropzesetzen.

D'Formation continue muss awer och fir all Enseignant während der ganzer Carrière obligatoresch sinn, an dëst enner ähnleche Konditioun wéi dëst scho fir d'Enseignanten an den dräi éischte Joren de Fall ass.

Motion 14

La Chambre des Députés,

- considérant la mission fondamentale qui revient à l'école publique dans l'éducation des enfants:

- considérant que face à la pénurie de personnel breveté, il a été procédé au recrutement de chargés de cours pour assurer tant des cours d'enseignement que l'encadrement des élèves;

- considérant qu'une priorité absolue doit être accordée au personnel breveté pour occuper les postes vacants d'enseignants de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire;

- considérant qu'au vu de la pénurie d'instituteurs brevetés il y a notamment lieu de créer une nouvelle voie d'accès à la profession d'instituteur breveté;

- considérant que les chargés de cours pouvant faire valoir une expérience professionnelle de plusieurs années doivent pouvoir accéder à la profession d'instituteur diplômé à condition de se voir offrir des cours de formation et de réussir à l'examen d'accès à la profession;

demande au Gouvernement

- de poursuivre les efforts de recrutement de personnel breveté;

- d'organiser une formation continue permettant aux chargés de cours de parfaire leur formation et leur expérience professionnelle acquise;

- de prévoir, dans le cadre de l'élaboration d'un projet de loi portant sur la réforme de la formation des instituteurs, la possibilité d'une deuxième voie de formation permettant d'accéder à un diplôme d'instituteur.

(s.) Jacques-Yves Henckes, Gast Gibéryen, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf, Robert Mehlen.

Wann een d'Zuele kuckt wat mir u qualifizierten Enseignant brauchen, a speziell wann een d'Ganztagsschoul wëllt aféieren, da muss een och iwwer eng Erhéijung vun der Tache vun den Enseignant schwätzen. Déi sou genannte Gagastonnen, déi dozou gefouert hunn, datt en Enseignant scho mat 35 Joer déi éischt altersbedéngten Décharge kritt, si schwéier ze verstoen. Ech weess, dëst ass e waarmt Eisen, mä et muss awer diskutéiert ginn. Well ech gesi schlecht, datt mer ouni iergendeng Reform op deem Gebitt do déi ambitiéis Ziler, déi mer ons alleguete wëlle ginn, kënnen duerchzéien.

An dofir wëll ech och d'Madame Ministerin ganz kloer froen, ob si an dëser Legislatioun wëlles huet iwwert d'Tache vun den Enseignanten ze schwätzen. Sot mer Jo, sot mer Neen. Ech mengen do ass eng Debat amgaangen, mä et muss een de Problem ugoen. Et ass besser mir maachen et am Ufank vun der Legislatioun, wéi datt dat nach permanent hin an hier geet.

En anere Problem, Madame Ministerin, wëll ech just an engem Saz soen, dat ass dee vun de Schoulgebaier. Et ass net an der Rei, datt et bal siwe bis aacht Joer dauert. Dat ass e Problem an do muss d'Regierung sech domadder eens ginn, datt se do muss eng gehéierlech Reform duerchzéien.

Mir appelléieren un d'Regierung fir endlech ze handelen. Regéieren heescht de Risiko vun enger tatsächlecher an ëmfaassender Schoulreform unzegoen, am Dialog mat allen Interesséierten. Dëst Joer muss et nach zu esou enger Reform kommen. Do mussen d'Weihe gestallt ginn. D'Zäit drängt. Et geet em eis Kanner an hir Zukunft.

Merci.

■ Une voix. - Très bien.

■ M. le Président. - Merci, Hâr Henckes. Als nächste Riedner ass den honorabelen Hâr Castegnaro agedroen. Hâr Castegnaro, Dir hutt d'Wuert.

■ M. John Castegnaro (LSAP). - Hâr President, Madame Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll mech dann un deem Fron-

talunterrecht vun haut de Mëtteg bedeelegen, mech deem uschlëssen an der Hoffnung, dass et méiglech ass dann awer déi richteg Konklusiounen ze zéien a virun allem déi dann och ëmgesat ze kréien an Interesse vun der Schoul a vun de Kanner.

Sécherlech, no PISA I ass PISA II e weidere Bestanddeel vun enger neier Gespréichsronn iwwert d'Stärkten an d'Schwächte vun eiselem gesamte Schoulsystem. Mir sollten dës Debatt awer esou féieren, dass mer déi Analys vun eiselem Schoulsystem zukunftsorientéiert féieren, dat heescht net mam Bléck zrëck. Dat heescht och keng Schuldzuweisungen a lamentéieren, mä de Bléck an d'Zukunft mat der Gewëssheet, dass mir als Parlamentarier eng riseg Responsabilitéit ze droen hu vis-à-vis vun eiser Jugend, mä och vis-à-vis vun der ganzer Gesellschaft, awer och eng sozial a wirtschaftlech Responsabilitéit dësem Land a senge Mënsche géintiwuer, iwwert den Thema Schoul eraus, ze droen hunn.

Dee beschte Schoulsystem ass méi wéi jee de Schlüssel zum Erfolleg, ass d'Ausgangsbasis dofir, dass Lëtzebuerg sech an der Europäescher Union vun de 25, mä awer och an der industrialiséierter, globaliséierter a mondialisierter Welt behapte kann. Och do geet et em d'Interesse vun de Mënschen a vun dësem Land. En Erfolleg vun der Schoulpolitik ass déi beschte Basis, awer och d'Viraussetzung fir Chancéglichheit a fir sozial Kohärenz an eiser klenger a multikultureller Gesellschaft.

Mir si méi wéi jee, Kolleeginnen a Kolleegen, zum Erfolleg verdaamt a mir hunn et hei zu Lëtzebuerg a villen anere Beräicher an der Vergaangenheet fäerdeg bruecht iwwer politesch, ideologesch a reliéis Ennerscheeder ewech d'Erausforderungen unzehuelen, gemeinsam unzegoen an entsprechend Léisungen ze fannen. An de Wonsch ass deen, dass et an der Schoulpolitik och esou misst sinn.

Mir mussen parteieniwuergräifend mat allen Acteuren, dat heescht och mat de Familjen, mat de Kanner, mat de Schüler, mat de Gewerkschaften, mam Patronat dëst Land zeideg maache fir d'Wessensgesellschaft.

Dofir brauch een e staarkt Partenariat, wat kritesch awer decidéiert déi schoulpolitesch Weichstellung virhëlt, fir dass all déi, déi zu Lëtzebuerg liewen a schaffen, eng Chance hunn, fir am Konkurrenzkampf mat der Wessensgesellschaft aus anere Länner, mä och am Konkurrenzkampf, deen ëmmer méi haart gëtt, em déi eenzel Aarbechtsplaz, och am eegene Land, fir do eis kënnen ze behapten. An dat ass net géint d'Grenzgänger geriicht, mä dat ass eng Fro vu Chancéglichheit. Eis Mënsche mussen déiselwech Chancen hu wéi all déi aner, fir kënnen ze iwwerliewen.

Mä och d'Zukunft vun Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg ass eppes wat ee muss zesumme gesi mat der beschter Schoul-, Berufs- a Weiterbildung, an duerfir sollte mer keng Zukunftsängschte verbreeden, mä mir sollten dat upaken a mir sollten och dat vermëttelen, wat eis Leit brauchen, nämlech keng Angscht virun der Zukunft a virum Berufsliewen ze hunn. A mir mussen eis drusetzen, well de Wirtschaftsstanduert attraktiv muss bleiwen. Attraktiv, soen ech ëmmer erëm, duerch de beschte Schoulsystem, deen dann erëm eng kéier héich sozial Standard garantéiert, mä och soziale Fridden an domat eng staark a solidaresch Kohärenz duerch ebe Chancéglichheit queesch duerch eis Gesellschaft.

A mir hunn, Hâr President, Kolleeginnen a Kolleegen, e Potenzial dofir a mir hunn d'Méiglechkeeten an d'Viraussetzungen, an déi sollte mer notzen. Mir sollten am Konsens versichen d'Léisungen ze fannen an net an der Rechthaberei oder am Géinteneen, well dat geet op Käschte vun eise Kanner. A mir sollte wëssen, dass e liewenslaangt Léieren eng Konditioun, eng Viraussetzung méi wéi jee ass, fir sécher, gutt bezuelten a konkurrenzfähig Aarbechtsplazen ze kréien.

Mir riede jo scho laang net méi nëmmen iwwer PISA, mä mir schwätzen am Endeffekt, Kolleeginnen a Kolleegen, iwwert d'Roll an de Stellwäert vu Lëtzebuerg an der Europäescher Union a mir schwätze vun der Europäescher Union an hirem Stellwäert am Konkurrenzkampf mat anere Kontinenten a Wirtschaftsimperien.

An dat féiert mech zur Lissabon-Strategie vun 2000, an dat géllt och fir déi ugepasste Strategie vu muer, déi weiderhin d'Wessensgesellschaft als eng éischt Prioritéit gesäit. Och well déi 450 Milliounen EU-Bierger, an dovu 450.000 Lëtzebuurger an Netlëtzebuurger, deen eigentleche Räichtum an där EU duerstellen. Dat mënschlecht Kapital, wa richtig an dat investéiert gëtt, da bitt et d'Garantie fir kompetitiv ze sinn, fir innovativ ze sinn, fir qualitativ ze sinn an domat Wirtschaftswessstum, Nohaltegkeet an Innovationscapacitäten ze erméiglechen, am Beräich vun der Recherche am Allgemengen, mä och an der Ëmwelttechnologie am Besonneschen. Dat ass och eng wesentlech Viraussetzung fir d'Erëmhierstelle vun der Vollbeschäftegung.

Mir lamentéieren, kräischen zu Recht iwwert dee milliounefache Chömage an der Europäescher Union an och dee wuessende Chömage bei eis. Wa mer eng gutt Schoul hunn, déi bescht Schoul hunn, da brénge mer et fäerdeg bei eis an an deenen aneren europäesche Länner, d'Vollbeschäftegung erëm hierzustellen, Fridden ze garantéieren, soziale Fortschritt ze garantéieren. Mä mir bréngen et och esou fäerdeg, de Riets- an de Lénksextrémismus ze verhënnere. An duerfir si mer alleguer gefuerdert. Dat sollte mer eis bewosst sinn, an eis och esou uleeën.

Hâr President, Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn der Meinung, dass mer all an eiser Gesellschaft de Reformwëllen, dee jo awer erkennbar ass, sollte positiv ugoen. An dat géllt och fir déi Diskussioun, déi elo ufänk, iwwert déi noutwendeg an iwwerfälleng Reform vun Schoulgesetz vun 1912. Dat géllt och fir de Pilotprojet „Neie Lycée“. Dat géllt och fir déi positiv Erfahrungen, déi mer am Précoce gemaach hunn, déi menger Meinung no ze generaliséieren sinn an, firwat net, obligatoresch ze maache sinn. Natierlech mussen dann d'Rahmbedingungen och stëmmen.

Dat géllt och fir déi bescht Ausbildung vun eisen Enseignanten, an dat op héchstem Niveau. An d'Fro sollt gestallt ginn, firwat mer net méi och iwwert den Enseignant unique schwätzen, fir dass mer wierklech op héchstem Niveau Schoul kënnen halen an dass mer an alle Schoultypen Ausbilder hunn, déi d'Garantie fir eng optimal an zukunftsorientéiert Schoul garantéieren kënnen.

Jo, d'Schoulprogrammer mussen ugepasst a moderniséiert ginn, mä ech warnen och dervir, dass dat ëmmer op Käschte vun der realer Schoulzäit geet, déi net weider kann no enne reduzéiert ginn. Ech wëll domat soen, d'Schoulprogrammer dierfen am Endeffekt net d'Affer gi vun enger Stonnen- oder Aarbechtszäitorganisatioun an eise Schoulen.

Hâr President, Kolleeginnen a Kolleegen, Lëtzebuerg huet a senger rezenter Vergaangenheet grousszueg an d'Kultur, de Sport an

d'Stroossen investéiert. Mir sollten nach vill méi grousszueg si mat eiselem gesamte Bildungssystem a mat all deenen, déi vun deem System betraff sinn. Et sinn dat déi richteg, wichteg an noutwendeg Investitiounen an d'Zukunft an domat och an d'Zukunft vun eise Mënschen. Dat géllt och fir d'Erwuesse- nebildung, fir d'Berufsausbildung. Dofir ass och d'Diskussioun iwwert d'École de la deuxième chance oder den zweete Bildungswee et wäert, dass se gefouert gëtt an dass mer Äntwerten dorop ginn.

Mä ech wëll een negative Punkt ervirsträchen: Zënter Wochen a Méint ginn d'Primé gestrach fir déi Leit, déi keng Chömageënnerstëtzung hunn, mä bereet sinn a sech ageschriwwen hunn an Erwuesse- nebildung, déi bis do ënnerstëtzt gi sinn a wou elo d'Ënnerstëtzung gestrach gi sinn. Dat ass net de richtige Wee. Dat discouragéiert déi an hëlt de Courage vun deenen, déi sech wëllen investéieren, fir och an der Zukunft eng Plaz an eiser Aarbechtsgesellschaft ze hunn.

Hâr President, Kolleeginnen a Kolleegen, mir brauchen e Wäissbuch. Ech weess, mir hu ganz vill Dokumenter, déi eis stéckesweis soe wou mer dru sinn. Mä e Wäissbuch, wat global gesi misst Mängel, Schwächen, Réckstänn am Bildungswiesen opzezeichnen. Ech mengen domat och en Inventaire betreffend déi schoulesch Infrastrukturen, mä respektiv och déi, déi feelen, oder déi, déi mangelhaft sinn. A mir brauchen eis op deem Gebitt wierklech net ze breizen.

Mir bräichten eigentlech de Bau vun zwee Lycée pro Joer fir d'Capacitäten ze kréien a fir den Nachholbedarf opgeschafft ze kréien.

Firwat maache mer net och ee Verglach mat den „best practices“ an anere Länner? Mir mussen d'Rad jo net ëmmer nei erfannen. An der Privatwirtschaft gëtt de Benchmarking gemaach. Firwat kann een dat net och an der Schoul maachen? Obwuel ech weess, dass et geféierlech ass, wann Appel riskéiere mat Bire verglach ze ginn.

Mä ëmmerhin e Wäissbuch oder en Inventaire kéint eis prezis Oplklärung ginn. Éischtens, wéi vill Schoulgebaier hu mer? Wéi vill a wéi schnell brauche mer zousätzlech Gebaier? Zweetens, wéi sécher a qualitativ sinn eis Schoulgebaier? D'Gefill vun der Sécherheet, vum noutwendegen Raum, vun der Propretéit, vun der Qualitéit sinn och wichteg Deeler, wa Léiere Spaass soll sinn. De Contraire geschitt bei eis opgrond vu ville Mängel. Drëtens, wéi vill périscolaire Aariichtungen brauche mer? Ech menge Kantinnen, Crèchen, Openthaltstrukturen. Wat dierfe se kaschten?

Wa mer den EU-Kritären, de Lissabonner Ziler wëlle gerecht ginn am Sënn vu méi „employability“, dat heescht permanent den Undeel vu Fraen um Aarbechtsmaart erhéien, mä och den Alter insgesamt, de Rentenalter erhéien - wat ech aneschtens gesinn, wéi déi Leit dat do ëmschriwwen hunn -, da mussen mer déi Infrastruktur schafen, well mer an anere Fall d'Liewensqualitéit vun eise Familjen a Fro stellen, well d'Chancéglichheit riskéiert weider reduzéiert ze ginn. Mir brauchen Opfangstrukturen, wou keng Zweeklassegesellschaft da besteet, mä wou jiddereen eng Plaz muss fannen, wa mer all deenen anere Kritäre sollten oder misste gerecht ginn.

Véiertens, wéi vill a wat fir eng Enseignantë brauche mer? Hâr President, Kolleeginnen a Kolleegen, mir stinn ëmmer an deem Bildungswiese virun engem risege Chantier, dee wuel ëmmer eng Baustell wäert bleiwen. Mä ass et dann net och esou, dass d'Familjen, dass vill Leit an dësem Land d'Gefill hunn, dass d'Schoul bei eis zënter Joren en Experimentéierfeld ass an dass eis Kanner zu Versuchskanëngercher erofreduzéiert gi sinn?

Esou mécht d'Léiere kee Spaass, esou ass d'Vertrauen an d'Schoul net do, esou kënnen d'Resultater net gutt ginn, a mir sollten eis ëmmer erëm drun erënneren, dass et ëm Mënsche geet, ëm jonker an ëm aler, ëm Meedercher a Jongen, ëm Fraen a Männer, déi an alle Phasë vum Liewen haut Schoul a Form vu Schoul, vu Berufsausbildung, Erwuessenebildung a Weiterbildung brauchen.

Wa mer d'Zukunftschancë wëlle garantéieren, da geschitt dat éischtens iwwer Chancëgläichheet, déi den Ausgangspunkt am gesamte Bildungs-, Ausbildungs- an an der gesamter Weiterbildungspolitik ass.

Mir brauchen zweetens eng Finanzpolitik, finanziell Moyenen, déi keng budgetär Aschränkungen erlaben. Natierlech huet alles e Präis oder kee Präis. Mir soen, d'Bildungspolitik, d'Schoulpolitik ka kee Präis hunn, och wa mer wëssen, dass et e Käschtepunkt duerstellt, an duerfir muss mer genauesou dru schaffen, dass Effizienz garantéiert ass, dass dat Geld, wat zur Verfügung gestallt gëtt, an dat, wat mer nach brauchen, sënnavoll an nützlich agesat gëtt.

Drëtters, soen ech, an ech betounen dat, muss mer endlech d'Baulandspekulatioun upaken, fir dass mer déi noutwendeg schoulesch Infrastrukturen an der richteger Zäit kënnen oprüchten. Kollegen a Kolleginnen, ouni et ze verdéiwen, et ass en Hohn, dass d'Kanner zu Lëtzebuerg a Container an d'Schoul ginn, wéi zum Beispill an der Schoul Jenkert. Dat ass en Hohn wou mer eis musseschummen, selwer musseschummen, dass et esou wäit huet misse kommen.

Véiertens, d'Qualitéit vun eisen Enseignanté muss déi beschte sinn. D'Uni Lëtzebuerg bitt hei eng Chance, déi mer net sollte verdinn.

Fënneftens, den Dialog, d'Partnerschaft mat all deenen, déi um Schoulsystem bedeelegt sinn, muss méiglech ginn. Vun de Kanner iwwer d'Elteren, d'Politiker, d'Gewerkschaften, d'Enseignant, d'Patronen: All Acteure mussen hei gehéiert ginn a matschaffnen.

Sechstens, d'Employability, d'Vollbeschäftegung, héich sozial Standarden, Kompetitivitéit, Innovatioungescht, en attraktive Wirtschaftsa Finanzstanduert, alles dat setzt déi beschte Wëssensgesellschaft viraus, an et gesäit een a Länner wou dat fonctionnéiert oder besser fonctionnéiert, dass déi Investitiounen do an d'Mënschen sech fir d'Mënschen a fir déi Länner bezuelt maachen an dass d'Zukunftschancen ouni Zweifel do méi grouss sinn.

Här President, Kolleginnen a Kollegen, mir sollten duerfir méi iwwer d'Léisunge wéi iwwer d'Problemer schwätzen. Déi Problemer, déi dann optauchen, muss een dann och upaken. Mir sollten och net an de Feeler verfallen, elo schonn iwwer d'Gemegefinanzen ze lamentéieren. Wann d'Gemege méi gefuerdert ginn, wann do méi Gerechtegkeet noutwendeg ass, och dat muss dann diskutéiert ginn. Esou wéi mat der Familljeministerin iwwer deen Deel muss diskutéiert ginn.

Mä mir mussen eis fir d'éischt en Zil, en Objektiv stellen. Wat wëlle mer erreechen? Wat muss mer erreechen? Da muss mer kucken, wéi déi Problemer, déi sech erginn, geléist kënnen ginn. Alles dat féiert zu enger fundamentaler Reform, alles dat bedeit da Chancëgläichheet, a mir wëlle jo déi Chancëgläichheet. Mir wëllen, dass eis Mënschen an dést Land eng Chance an der Zukunft behalen, an ech géing schlicht an einfach soen: Kommt mir lamentéiere manner, kommt mir kritiséiere manner, mä kommt mir paken et un!

Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Hâr Castegnaro. Als nächst Riednerin ass d'Madame Loschetter agedroen. Madame Loschetter!

■ **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Merci, Hâr President. Dir Dammen an Dir Hären, mäin Uleies ass et iwwer de Volet Berufsausbildung ze schwätzen an déi wichteg Zesummenaarbecht téschent der Schoul an der Aarbechtswelt ze ënnersträchen. An tatsächlech ass an deem Regierungsdokument beim Titel „Les enjeux pour l'avenir“ och direkt éischtens de Marché du travail, zweetens d'Cohésion sociale an drëtters déi faméis Lissabonner Strategie opgeléicht.

A genau dorëms geet et, Hâr President, nämlech mat deenen Ingrédients an deem Sous-titre Neel mat Käpp ze maachen. Mir hunn nämlech, nieft der classescher postprimaire Schoul, wou et eng ganz Panoplie vun Handlungsfelder gëtt, déi mäi Kolleg Claude Adam jo scho beschriwwen huet, Dir Dammen an Dir Hären, nach eng Zäitbomm, déi tickt, nämlech déi aus dem Ennergrad vum Enseignement technique. An zwar bei deenen iwwer 20% vu Schüler a Schülerinnen, déi bis elo all Joers d'Schoul verlossen ouni iergendee Certificat an der Täsche ze hunn.

A wa mer wëssen, dass iwwer d'Halschent vun dese jonke Leit Netlëtzebuerg sinn, hu mir nieft engem Aarbechtsmarchéproblem an nieft engem Produktivitéits- a Kompetitivitéitsproblem ganz kloer och e Cohésion-sociale-s-Problem. An ech géif och gären der Ministesch soen, dass wuel d'Cohésion sociale vläicht an der Primärschoul stattfënnt, mä dass se nach laang net no der Primärschoul ophält. Si fänkt eigentlech do un. Mä et ass no der Primärschoul wou et ufänkt ze hapere mat der Cohésion sociale. An dee Problem vu Cohésion sociale ass net nëmme fir d'Ausländerkanner a Jugendliche, déi en cours de route an eise Schoulsystem erageklomme sinn, mä och fir déi Jugendlech, déi säit Joren a Jorzéngten hei am Land grouss gi sinn, siefen et Lëtzebuerg oder Netlëtzebuerg.

Am leschten „Rapport conjoint sur l'inclusion sociale“ vun der Division Emploi et Affaires sociales vun der Europäescher Kommissioun si fir Lëtzebuerg fënnf Objektiv festgehale ginn. Dorënner och - an ech zitëiere kuerz - : „renforcement du dispositif de lutte pour l'inclusion sociale en faveur des jeunes de moins de 25 ans. Deux volets de mesures sont prévus: d'une part prévenir les ruptures professionnelles et d'autre part programmer des interventions spécifiques en faveur des jeunes confrontés à une situation de détresse.“ Net méi spët wéi gëschter huet och de Rapport vum Conseil économique et social op dee Problem vun der Schoul an dem Schoulofgank higewisen.

De Facteur Cohésion sociale gëtt vill gebraucht. E gëtt oft missbraucht an als Alibi-Notioun an e reng ekonomesche Kontext gesat. Dést ass méiglech an einfach ze maachen, well et net onméiglech, mä dach awer schwierig ass, d'Cohésion sociale ekonomesch ze chiffriieren. Den Intérêt, fir do déi passend Indicateuren ze recherchieren, ass och relativ kleng.

D'Schoul soll op d'Aarbecht an op de Beruff preparéieren. Mä d'Schoul soll virun allem op d'Liewe preparéieren. Dat ass schonn hei haut de Mëtteg des Öftere gesot ginn. An dozou gehéiert awer virun allem, dass eis jonk Matmënschen d'Schoul verlosse mat enger Tromp an der Täsche. Eng Tromp, déi hinnen déi noutwendeg Autonomie a Selbstsécherheet gëtt, fir sech esou gutt wéi méiglech duerch d'Liewen ze schloen. Mir wëssen awer, dass all Joer, säit

Joren an esou och d'lescht Joer, eng ronn 2.000 Schüler a Schülerinnen ouni Certificat d'Schoul verlossen, a vun deenen all Joer eng Groziffer vu ronn 300 Schüler a Schülerinnen, déi néierens méi erëmzefanne sinn, déi doheem setzen oder op der Strooss setzen oder Gott weess wou setzen.

Fir esou ee Jugendlechen, dee sech aus der Schoul verdréckt, well hien do nëmme Échecen erlieft huet, well hien do keng Zukunftsperspektiven erbléckt huet, dee sech selwer opginn huet, well eigentlech all Mënsch hie schon opginn huet, ass et immens schwéier, fir sech dann nach aktiv op d'Sich no enger Aarbecht ze maachen oder déi Démarchen ze ënnerhuelen, fir an eng Aarbeits- oder Ausbildungsmesure eranzekommen. A wéi ech et schonns gesot hat wéi mer eben iwwer de Mindestloun heibanne geschwat haten, widderhuelen ech et och haut nach an deem Kontext: Mir zillen eigentlech eis Mindestléiner an eise Schoulen a mir zillen och eis RMGisten an eise Schoulen.

D'Cohésion sociale erhalen, „question vitale pour notre pays“ heescht et am Rapport vun der Regierung, heescht awer an eisen Aen an deem Kontext endlech effikass Brécken ze bauen téschent der Schoulpolitik, Aarbechtspolitik a Sozialpolitik. A mir muss feststellen, dass et grad do op deem Niveau vun der Schouloorganisatioun ass, do wou d'Schoul hir éischt Kontakter mat der Aarbechtswelt huet, dass et dach do ass, wou d'Cohésion sociale gefährdet ass, nämlech am Ennergrad vum Lycée technique.

D'Bröckele vun der Cohésion sociale an dese Lycée gesäit een net nëmme an hire Gebaier, des Saach huet jo och schonn d'lescht Woch esouguer eise Premier schockéiert, wéi hien déi Biller op der Tëlee vun engem Schoulgebaie gesinn huet, dat tatsächlech den Numm vun engem Schoulgebaie net méi verdéngt.

Mä, Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, där Schoulgebaier gëtt et nach am Land. An duerch Zoufall ass et och esou, dass et an dese Gebaier ass, wou de Régime préparatoire aus dem techeschen Ennergrad ënnerbruecht ass. Op dese Plazen deet sech eben d'Lobbyaarbecht méi schwéier. An ech muss och de Premier an allem Respekt nach eng Kéier dorun erënneren, dass hien awer an der Spëtzt ass vun där Partei, déi säit Jorzéngten den Educatiounsministère an de Bauteministère besetzt.

(Interruptions)

Do schéngt sech och d'Lobbyaarbecht, Hâr Mehlen, an d'Kommunikatioun schwéier ze doen.

Brécke bauen, besser koordinéieren, mä och anescht nei strukturéieren, ass haut noutwendeg fir deesen Deel vun der Schoul esou ze gestalten, fir dass se fit ass fir déi nei Erausforderungen. An obwuel et eng ganz Rei vu Servicer gëtt, där hir Aarbecht et ass déi jonk Leit ze begleeden, virdrun, während, oder no hirer Sclaritéit, hirer Formatioun, an enger Mesure bei engem Patron an esou weider, stëmmt et och, wéi et am Dokument vun der Regierung steet, dass des Instanze misste besser matenee koordinéiert ginn, a munche Fäll iwwerhaapt emol matenee koordinéiert ginn.

Mir mengen, dass et doriwuer eraus noutwendeg wier, net nëmme d'Form, mä och den Inhalt vun deem Accompagnement ze iwwerdenken. Et feelt u Kommunikatioun téschent der Aarbechtswelt an der Schoul. All Acteure mussen sech an eisen Aen an een Dësch setzen an zesummen déi beschte Méiglechkeeten entwerfen. Mir mussen d'Aarbechtswelt méi mat abannen

an d'Ausbildung an an d'Mesure vun de Jugendlechen a mir mussen onbedéngt Beréierungsängschten téscht Jugendlecher engersäits an Aarbechtswelt-Ac-teuren anerersäits ënnerbannen.

Dozou gehéieren och méi a besser preparéiert a suivéiert Stagen, wou et kloer ass, oder wou et kloer gëtt, wie fir wat zoustänneg ass a verantwortlech ass, well oft fillen sech esouwuel de Stagiaire wéi och de Patron de stage eleng gelooss. Mir dierfen net vergiessen, dass Betreiber e wichtige Partner sinn an allen Ausbildungsdémarchen. Leider kennt e jonke Mënsch aus engem classeschen oder aus engem techesche Lycée kaum mat der Aarbechtswelt a mat hire Bufferer a Kontakt, sief et hie muss eben, wéinst senge widderhuelten Échecen, aus der Schoulbank réckelen a mat engem dach awer batteren Nogeschmaach oft sech fir d'éischt bei ee Patron beginn. Dat kann an dierf haut net méi de normale Wee sinn, fir de Schratte vun der Schoulwelt an d'Aarbechtswelt ze maachen.

Dofir gehéiert och zum Redressement vum schiften Tuerm vu PISA hei zu Lëtzebuerg, d'Aarbechtswelt mat der Schoulwelt matenee an enger nohalteger an effikasser Kommunikatioun a Kollaboratioun ze verbannen. Nëmme esou kënnen mir, a mir sinn dofir heibanne verantwortlech, d'Cohésion sociale garantéieren, den Objektiv vun der Lissabonner Strategie méi no kommen, an awer last but not least all eise Jugendlechen, ob Jongen oder Meedercher, Ausländer oder Lëtzebuerg, eng beschtméiglech Ausbildung mat op de Wee ginn; engersäits eng Berufsausbildung, anerersäits awer och eng Liewensausbildung.

Dat gehéiert och an eisen Aen zu der Aufgab vun der Schoul an dofir ginn ech dann am Numm vun deene Gréngen déi zéngt an déi lescht Motioun of, déi eng besser Kollaboratioun téschent Schoul an Aarbechtswelt hei ënnersträcht, an ech soen lech Merci fir d'Nolauscheren. Wann ech gelift.

Motion 16

La Chambre des Députés,

- *considérant les résultats de l'étude PISA 2000 sur les performances des élèves de l'école publique luxembourgeoise, publiée en décembre 2001;*

- *considérant les résultats de l'étude PISA 2003 sur les performances des élèves de l'école publique luxembourgeoise, publiée en décembre 2004;*

- *considérant le nombre élevé des jeunes qui quittent l'école sans diplôme ni certificat et souvent sans autre alternative que celle de se retrouver seul face à l'organisation de leur vie «post-scolaire»;*

- *convaincue que des mesures efficaces et cohérentes s'imposent pour améliorer d'une façon durable le passage des jeunes, souvent en difficultés, du monde de l'école vers le monde du travail;*

invite le Gouvernement

- *à rassembler toutes les initiatives existantes ayant comme mission de conseiller et d'accompagner les jeunes filles et les jeunes garçons en formation professionnelle ou voulant entrer dans une mesure de formation professionnelle afin de restructurer l'offre de suivi et de coordonner leurs services;*

- *à inclure les chambres professionnelles dans ce processus de restructuration, notamment en améliorant la communication entre patrons de stage, conseillers à l'apprentissage, personnel enseignant et personnel socioéducatif, les jeunes concernés ainsi que leurs parents;*

- *à instaurer une instance responsable de la restructuration de l'offre de suivi des jeunes en formation par une supervision efficace et régulière des actions menées à tous les niveaux pour garantir un ac-*

compagnement des jeunes filles et des jeunes garçons du monde de l'école vers les premiers pas dans le monde du travail.

(s.) *Viviane Loschetter, Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Jean Huss.*

■ **M. le Président.** - Merci, Madame Loschetter. Als leschte Riedner ass den honorabelen Hâr Diederich agedroen. Hâr Diederich, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Fernand Diederich (LSAP).** - Hâr President, Madame Minister, léif Kolleginnen a Kollegen, erlaabt mer just no mengen zwee Virriedner vun der Fraktioun nach kuerz op e puer Punkten anzoguen.

Zum Thema Hausaufgabe wëll ech soen, dass zu deem wat no der Schoul nach muss erleedegt ginn, do dierf de Schüler, deen aus diverse Grënn doheem keng Hëllef ka kréien, net eleng gelooss ginn. Et dierf net sinn, dass déi Hëllef, déi e brauch, ofhängeg ass vun der Zäit, déi seng Elteren disponibel sinn, vun hirem eegenen Niveau de formation oder vun hire finanzielle Moyenen.

Wann ee bei deem Thema ëmmer erëm héiert, dass d'Elteren d'Verantwortung op deem Gebitt fir hir Kanner hunn, esou ass dat sécher ze begrëissen a vill Eltere kommen deser Pflicht och no. Wou dat awer net de Fall ass, sinn d'Kanner bestëmmt déi lescht, déi fir des Situatioun kënnen verantwortlech gemaach ginn. Datselwecht gëllt, wat elo grad gesot ginn ass, vu gesellschaftleche Verännerungen an de Familljestruturen, Problemer an der Konsumgesellschaft, och do sinn d'Kanner, géif ech soen, wéinstens net eleng ze culpabiliséieren.

■ **Une voix.** - Iwwerhaapt net!

■ **M. Fernand Diederich (LSAP).** - Iwwerhaapt net.

Et ass d'Missioun vun der Politik, vun Ministère de l'Éducation nationale, fir an der Schoul an no der Schoul, am Appui a bei der Hausaufgabenhëllef, déi beschtméiglechst Konditiounen ze schafe fir alle Kanner hir Chance ze ginn, hir eege Potenzialitéiten ze valoriséieren, dést am Sënn vun enger méiglechst grousser kultureller a sozialer Equitéit. Dést bedéngt awer och, dass iwwer d'ganzt Land méiglechst déiselwecht Servicer kënnen ugebued ginn, och an deene Gemengen, déi net esou finanzkräfteg sinn oder net iwwer déi néideg Masse critique verfügen.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Wat de Sproochenunterrecht ubelaangt, esou muss mer déi besonesch lëtzebuergesch Situatioun als en Atout gesinn, eise Schüler ee Maximum u sproochleche Kompetenz mat op de Wee ginn, déi fir si vu grousem Virdeel kënnen sinn, wa si iwwer eis Grenzen eraus ginn, awer och heiheim am Kontakt mat ëmmer méi auslännesche Mataarbechter oder Matbierger.

D'Ufuerderungen an de Sproochen dierfen awer keen Obstakel sinn op dem Wee vun der berufflecher Qualifikatioun. Wann am Secondaire classique eng gutt Allgemeinbildung ouni Zweifel och nach haut ganz wichteg ass, sou kéint awer ee Réajustement op eenzelne Sektionen ubruecht sinn. Ech mengen domadder zum Beispill, mir hunn héieren, mir ware méi schwaach an de Sciencen an an der Mathematik, a keng Universitéit verlaangt herno, dass mer an deenen drai Sproochen eist Unistudium viruféieren. Ech mengen déi meescht Studente vun eis ginn an enger Sprooch virun, an dat ass och eng Kéier emol vläicht nei ze iwwerdenken.

Am Secondaire technique ass et nach méi wichteg, ech mengen do

och déi Dräistufung vum Technique op den Technicien an de Professionnel, do géllt et eng ganz Rei nei Réajustementer ze maachen. Ech wëll ee Beispill zitieren, ech hat virun zwee Joer ee Schüler op enger Techniciens-Klass, ech kann lech soen, de Jong huet déi éischt Stonn zu mer gesot, wéi ech e puer Saache gefrot hunn - an d'Treizième war dat -: Ech ka kee Franséisch. De Schüler hat jo awer du scho wéinstens zéng Joer Franséisch gemaach. Hien hat Problemer wierklech dat Elementaarst ze soen oder och kënnen ze schreien. Do vir läit d'Buch, ech hunn et matbruecht. Ech wier frou wann iergendeen vun lech vun deem Buch géif emol e puer Sätze liesen, wat mer an deem Joer an zwou Stonne mat deene Schüler hu misse maachen, déi wierklech, wéi gesot d'Kompetenzen - ee wichtegen Thema, wat mer elo diskutéiert hunn haut - an deene Joren net konnten erreichen.

De Schüler hätt missen, wéi gesot, déi Kompetenzen hunn; déi waren awer wéinstens zur Halschent net emol erfüllt.

An deem Fall geet d'Motivatioun natierlech flöten, an de Jong hat wéi gesot Schwierigkeiten, déi zwee Joer nach duerzehen. En ass eng kéier duerchgefall an e konnt am zweete Joer mat vill Erforten dann awer seng Treizième Technicien packen.

Um Niveau Professionnel muss mer iwwerleeën, ob mer müssen op déi zwou Sproocher weider virubeharren. Ech ginn lech ee Beispill: Déi meescht Schüler, Lëtzebuerger, sinn op deem Niveau, datt fir si d'franséisch Sprooch als Friemsprooch considéiert muss ginn, an och bei de Francophonen ass d'Däitsch als Friemsprooch ze considéieren, an ech kenne Fäll wou Jongen doduerch hiren CATP ratéieren, wougéint dann Ausländer mat enger Sprooch hei bei eis an d'Land kommen an um Aarbechtsmaart do eng Aarbechtsplaz fannen.

Sécher ass, am Sproochenunterricht och d'Gewichtung téschent dem Ecrit an dem Oral ze iwwerdenken an nei ze definéieren. Wann den Oral och an eise Schoulen agefouert ginn ass, esou geschitt d'Sélectioun an de Sproochen awer gréisstendeels iwwert d'schréiflech Epreuven. Wann een awer weess, datt op villen Aarbechtsplaze während acht Stonnen d'Fäegkeet, sech méndlech an enger oder zwou Sproochen auszudrécken, méi wichteg ass, esou muss déier Tatsaach och an der Ausbildung méi Rechnung gredoen ginn.

Eng grouss Erausforderung besteet doranner, d'Qualitéit vun eise Enseignement ze verbesseren, méi Schüler op engem héijeren Niveau ze qualifizéieren, wéiniger Schüler ouni Qualifikatioun aus dem Schoulsystem ze entloosen, ouni awer d'Diplomer ze bradéieren. Et ass de Mëtteg schonn hei gesot ginn: Mir wëssen nämlech, datt d'Lëtzebuerger Schoul net an engem loftleeren Raum fonctionnéiert, mä datt et och Schoulen an eisen Nopeschlänner gëtt, wou eis Schüler hiren Diplom maache kënnen, deen hinnen d'Recht op eng Aarbechtsplaz oder op Weiderstudéieren op enger Héichschoul gëtt.

Ech kann zwee Fäll ganz séier zitieren. Mir hate viru kuerzem aacht Problemer bei den Infirmiären, déi duerchgefall ware wéinst dem Franséischen. Eng Rei Meedercher hunn hiren Diplom dunn zu Tréier gemaach a sinn haut parfaitement och op deem Wee, wou se wollt goen, als Infirmière virugaangen. Datselwech géllt fir Schüler, déi well se wéinst engem Fach, Madame Ministesch oder fréier Ministesch, zum Beispill Franséisch, Däitsch oder Englesch net méi virukommen, dunn op Metz hire BAC maache gang sinn, duerno zréckkommen an zu London hir Uni gemaach hunn an haut parfaitement en Unisdiplom hunn

an an eise Bankewiese schaffen.

(Interruption)

De Wee aus dëser Problematik kennt engem Spagat gläich, datt wësse mer. Mir müssen awer der Situatioun, wéi se nun eemol ass, Rechnung droen an doraus déi richteg Konklusiounen zéien. Och den dësjährige Bericht vum Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand, deen der Commission de la Famille viru kuerzem virgestallt gouf, behandelt d'Thema „l'enfant et l'école“. Den Artikel 28 vun der internationaler Kannerrechtskonvention garantéiert all Kand d'Recht op eng ugemiesse Schoulbildung.

Laut SCRIPT sollen am Schouljoer 2002-2003 2.745 Kanner aus Lëtzebuerg belsch Schoule besicht hunn. Am Préscolaire 296, am Primaire 513 an am Secondaire 1.936. Wann ee Frankräich an Däitschland matrechen, kënn ee schätzungsweis op 4.000 Schüler. Fir de Schoulbesuch am Ausland bezuelen d'Elteren oft iwwer 10.000 Euro pro Joer.

Als Grënn gi meeschtens d'Veersoeren am Lëtzebuerger Schoulsystem ugefouert, och eng besser Bereitung, Berufsorientéierung an Internatsplazen. Awer och eng gréisser Motivatioun vum Schüler spillt bei dëser Entscheedung eng Roll. E belsche Schouldirekter huet gemengt: «Nous sommes l'infirmier de l'enseignement luxembourgeois.» Bei hinne wier zum Beispill d'Berufsausbildung méi praxisorientéiert a géif dem Schüler méi Stimulatioun bidden. Vill vun den Eltere wiere frou, datt hir Kanner an der belsch en Diplom géife kréien, wougéint se am Lëtzebuerger Schoulsystem discouragéiert gi wieren. Mat dësem Diplom probéieren se dann op dem Lëtzebuerger Aarbechtsmaart eng Plaz ze fannen. Dës Situatioun ass net haltbar a stellt fir eis Politik e groussen Défi duer, deem mer eis an Zukunft mussen stellen.

Ee leschte Punkt nach. Net ganz d'accord kann ech si mam Kolléeg Franz Maroldt. Hien huet haut e bëssen d'kéier kritt. Gëschter hat en dat e bëssen anescht duergestallt um Radio. Wann e schwätzt vun excellenter Schoulinfrastrukturen - et ass schonn elo grad doriwwer geschwat ginn, mä ech wëll awer nach eng kéier datselwech an aner Form widerhuelen. Et ass sécher richteg, datt am Primaire vill Gemenge mam Stat grouss Effort gemaach hunn, datt awer och rezent Beispiller gewisen hunn, wéi seriö de Problem am Secondaire besteet.

D'Beispill ass genannt gi vu Péiteng. Den Ausbau vu bestehenden Infrastrukture wéi Eitelbréck...

(Interruptions diverses)

Ech komme vun du, ech kann lech soen, dass d'Direktioun do wierklech alles mécht, zënter Joren, fir iwwerhaapt de Schoulbetrieb um Lafen ze halen. Datselwech géllt fir nei Gebaier, datt ass elo grad gesot ginn, an och den Internat zu Dikrech, dee waart ëmmer nach op eng Solutioun.

Ech kommen zum Schluss, Här President. Mir gesinn also, datt sech op dësem Gebitt eng Rei Problemer stellen, wou niewent deenen anere Schoulpartner d'Politik gefuerdert ass, dëst am Intérêt vun eiser Jugend an domat fir d'Zukunft vun eise ganze Land.

Merci.

■ Plusieurs voix.- Très bien.

■ M. le Président.- D'Wuert huet elo d'Erzëungsministesch, d'Madame Mady Delvaux-Stehres.

■ Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Här President, Dir Damen an Dir Hären,...

(Interruptions diverses)

■ Une voix.- Ee Genoss!

(Hilarité)

■ Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Elo kann ee sech virstellen, elo sätze mer vun dräi bis Véirel op sechs hei, datt sinn dräi an eng hallef Stonn. Datt ass net esou laang wéi d'Kanner moies vun 8 bis Véirel op zwielef oder hallwer eng an der Schoul setzen.

■ Plusieurs voix.- Très bien.

■ Une autre voix.- Déi hunn och Paus.

■ Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- An da wëll ech lech froen, wéi vill Der elo verhalen hutt vun deem wat haut hei de Mëtteg gesot ginn ass?

(Hilarité)

■ Une voix.- Frot Der op?

■ Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Ech froen net op.

(Hilarité)

■ Une autre voix.- Et ass awer Frontalunterricht!

■ Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Voilà! Gutt.

(Interruptions diverses)

Et war awer een interessanten Débat, an ech soen all deene Leit, déi dorunner deelgeholl hunn, Merci. Ech weess net, ech sinn net sécher ob ech elo op alles hei kann goen, well ech wëll lech elo net zoomuden, nach eng kéier eng Stonn nozelauscheren, mä ech denken, dass mer d'Geleeënheet hunn, nach an deenen zukünftigen Diskussiounen op eng ganz Rei vu Punkten zréckzekommen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ech wollt eng Informatioun ginn. Et ass d'Fro opgeworf ginn, vu dass d'Europaschoul dës kéier fir d'éischt an d'PISA-Etüd erageholl ginn ass, dass dat Resultat geännert huet. Datt huet ëm véier Punkten eis Moyenne gehuewen. Véier, datt ass also ganz weineg par rapport zu deem Sprong vu 70 Punkten, dee mer gemaach hunn.

Dann hate mer eigentlech och e bëssen en Débat de principe, bal en Débat de société iwwert d'Schoul an d'Roll vun der Schoul. Ech wëll just ee Wuert dozou soen. Wann et esou wär, fir einfach zu all Kand ze soen, elo gëss du dech drun an da geet et besser an der Schoul, da wäere mer jo alleguere ganz fein eraus. Ech mengen, dass dat e Message ass, dee bei enger Rei vu Schüler sécher eppes hëlleft, mä ech mengen awer net, dass dat als Message duergeet.

Ech wëll och richteg stellen, dass am Dokument op der Sait 7 am drëtten Alinea steet, dass näischt géif ouni Effort goen, wann dat lech ka berouegen. Ech gi mech och net der Illusioun hin, dass een nëmme an Spille ka léieren, mä mir stellen awer fest, dass mer ee grouse Problem an der Lëtzebuerger Schoul hunn, an dat ass dee vun der Inégalité sociale, an dass mer mussen Konditiounen fir den Apprentissage an der Schoul schafen.

Datt ass och eng Missioun vun der Schoul, well et ass nämlech net richteg, dass an eiser Schoul all Kand mat senger Capacitéiten esou wäit kënn wéi et méiglech ass. Bei eis kënn een an der Schoul esou wäit wéi et méiglech ass, wann een an deem richtegen Elterehaus gebuer ass.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Datt ass jo dee groussen Défi an duerfir soen ech, et ass net esou, fir einfach ze soen, si sollen sech dru ginn an da wär et gedoen.

Datt ass eng vun den Ursaachen, firwat ech - och wann dat e bëssen aus dem Kontext erausgeholl ginn ass - déi Aussoen zu den Hausaufgaben gemaach hunn. Ech sinn net der Meenung, dass mer d'Kanner solle gleewen dinn, dass een ouni léieren auskënn. Just déi kleng Kanner am éischte Schouljoer an am zweete Schouljoer, déi mussen geléiert gi wéi ee léiert. A menger Meenung no geet et net fir den Elteren déi Verantwortung ze ginn, well et ass wichteg, d'Elteren an d'Schoul ze associéieren, mä d'Eltere sinn net Hilfslehrer. D'Eltere sinn do fir hir Kanner ze begleeden, se ze encouragéieren, sech duerfir ze interesséieren, mä et muss een d'Kanner an der Schoul léieren, wéi ee selbstänneg léiert. Duerfir meng vehement Aussoe géint d'Hausaufgaben.

An deem zweete Message, deen ech wëll weiderginn, an dat zielt da fir d'ganz Primärschoul, datt ass wa Kanner méi lues sinn a se net fäerdeg ginn an der Schoul mat hiren Aufgaben, datt ass jo deem Drama. Déi sätze jo da stonnelaang nach doheim bei den Hausaufgaben, an ech mengen d'Missioun vun der Schoul ass, fir ze kucken, dass d'Kanner déi Aufgaben, déi fir d'Schoul sinn, och an der Schoul maachen.

Datselwech géllt eigentlech fir d'Noexamen. D'Iddi vun den Noexamen, d'Proposition fir ze soen: Huet dat dann e Sënn fir Noexamen ze maachen? Wann d'Kanner am Joer d'Leeschtung net bruecht hunn, mat der Hëllef vun der Schoul, wéi sollen dann d'Kanner ouni Hëllef vun der Schoul, a wa se net en Elterehaus hunn, dat hinne kann hëllef, den Noexame packen?

Well ech awer gemierkt hunn, dass et an der Lëtzebuerger Traditioun esou fest verankert ass, dass d'Noexamen nëtzlech sinn, ma dann hale mer d'Noexame bäi, mä just muss d'Schoul sech dann drëm këmmen, dass awer déi Hëllef ugebuede gëtt, dass och déi Kanner, wou d'Eltere keng Suen hu fir Nohëllefstonnen ze bezuelen, awer eng Chance hunn, den Noexamen ze packen.

(Interruptions diverses)

Well et licht jo kengem verstännege Mënsch an, dass een ouni Hëllef eppes fäerdeg bréngt, wat ee mat Hëllef net fäerdeg bruecht huet. A moins dass et nëmme Lidderegkeet war, an dann ass et richteg, dass een deem Schüler muss soen, léier dat elo emol. Mä wann et richteg schoulesch Problemer sinn, mengen ech net, dass dat do geet.

(Interruptions diverses)

Gutt, esou vill gesot zu deem groussen Enjeu, den Défi, fir eben dass mer d'Kanner no hiren intellektuelle Capacitéiten fuerderen, mussen mer d'Konditiounen schafen, dass dat an der Schoul geschitt.

Da wollt ech ee Wuert soen zum Lycée pilote, wou ech eigentlech net déi Opreegung verstinn a wou vun Utopie, Ideologie - ech hu mer déi Stéchwierder do opgeschriwwen - geschwat ginn ass. Also ech mengen et ass eng rasonéiert, argumentéiert Offer fir ee Lycée pilote hei zu Lëtzebuerg anzeféieren, mat engem pedagogesche Konzept, an ech hunn och net gären, wann ee gleewen deet, dass während de Schoulzäiten Zirkus géif gemaach ginn, well Dir wësst genau, dass dëselwech Schoulstonnen offréiert gi wéi an deenen anere Schoulen.

Et ass just en Encadrement ronderëm d'Schoul offréiert ginn. An ech weess par ailleurs, dass ee grouse Bedarf besteet un enger Offer un Zirkusschoul, well dat d'Motorik an d'Motricitéit vun de

Kanner immens fördert a well et en plus en Zil setzt fir iwwert d'Joren eng Performance ungestriewen. An et ass eng Offer wéi eng aner, anerer kënnen och offréiert ginn, an dofir soen ech all deene Gemenge, déi interesséiert si fir Projets pilotes Ganzdagsschoul am Primaire, an et si Gemengen interesséiert, Merci an ech denken, dass een ëmmer dem Émfeld ugepassen Offeré vun Encadrement niewent der Schoul muss offréieren.

Ech wëllt dann nach ee Wuert soen zu de Sproochen. Den Débat haut de Mëtteg huet eigentlech zimlech gutt déi Débatare reflektéiert, wéi se och soss dobausse geféiert ginn, iwwer eis Exigenzen, wat d'Sproochen ugeet. Fir elo ze soen, jiddereen am Lycée muss deeselwechte Kompetenzniveau an de Sproochen hunn; mir hunn elo scho moduléiert Kompetenzen an de Sproochen. Et ass jo net esou, dass jiddereen d'selwech Däitsch a Franséisch an Englesch kann. Normalerweis, en „normale Lëtzebuerger Schüler“ op enger Première ka besser däitsch wéi franséisch. Hien huet net deeselwechten Niveau.

Esou dass ech eigentlech wëllt an aller Rou déi Diskussioun ugoen, nodeem mer déi Etüd hunn, de Profil linguistique, an och déi Tester gemaach hu vun ebe fir anze-stufen op wéi engem Niveau vu Kompetenz dann eis Schüler sinn, an da kënnen mer jo eigentlech vill méi roueg dee sachlechen Débat do féieren. Gutt.

Här President, ech kënn elo nach ganz vill soen iwwer Mangel u Personal, iwwer Mangel un Infrastrukturen. Ech kréien datt awer hei um Pult net behewen a leider sinn ech och net zoustänneg ganz eleng fir déi Mängel do ze behewen. Ech wëllt och der Madame Brasseur soen, dass ech léiwier als Kompetenzen alles hätt an der Schoul an dass ech d'Diskussioun iwwert d'Ausbildung vun de Schoulmeeschtere schwierig fannen.

Mir hunn am Ministère vun der Éducation nationale ee Profil ausgestellt, wou mer beschriwwen hu wat mer eis erwaarde vun Schoulmeeschter - ech maachen dann den Iwwergank op d'Motiounen - mir hunn deen eriwuer ginn. Eigentlech huet kee contestéiert, dass dat de Profil ass. Mir sinn de Moment um Stadium wou gesot gëtt, zwar huet d'Universitéit Lëtzebuerg decidéiert, si géifen sech an de Processus de Bologne erasiéieren, datt heescht eng Formatioun 3-5-8. Datt heescht also Bachelor, Master an alles wat dorober läit, an dass se zur gläicher Zäit soen, mir kënnen awer dee Profil do net mat engem Bachelor vun dräi Joer ausbilden. Datt ass de Stand wou mer haut stinn.

Mir hunn, den Här Biltgen an ech, elo e Bréif haut fortgeschéckt - haut - un d'Universitéit, mat deene Froen dran, fir ze soen, wat géifen si dann nëtzlech fannen, wéi géifen si gesinn, dass mer da solle weidergoen, wann de Bachelor mat dräi Joer net kann dee Profil ausbilden. An dat dauert dann also nach, bis mer déi Antwort kréien.

Dofir géif ech lech bidden, all déi Motiounen, et sinn der zwou, iwwert d'Ausbildung vun de Schoulmeeschteren, do géif ech also froe fir déi elo an dësem Stadium net esou unzehuelen, well ech haut nach net weess wat ech dorobber kann antweren.

Fir déi éischt Motioun, déi vun de Majoritéitsparteien, et wäert lech jo net wonneren, datt ass jo eng, déi ganz, ganz vill Punkte bënhalt, wat eigentlech esou e Plang ass, fir ze soen, hei voilà, datt do sinn déi Punkten, déi müssen ëmgesat ginn. Mat där hunn ech natierlech kee Problem, fir déi unzehuelen.

D'Motiounen 2 an 3 froen eigentlech Moyenen, Suen, also Dir kënn lech jo virstellen, dass ech frou si wann ech méi Sue kréien. Ob mer awer elo méi Sue kréien oder net, decidéiere mir haut net hei.

(Interruptions diverses)

Dofir wollt ech lech proposéiere bei de Motioun 4 a 5, do geet et ëm d'Kompetenzen an der Schoul, fir ze kucken: Wat solle mer eraushuelen? Wat solle mer analyséieren?

Bon, mir maachen déi Démarche fir d'Kompetenzen ze definéieren an dat bréngt forcément en Elagage mat sech. Dat ass och alles an der Motioun 1 dran.

D'Évaluatioun, souwuel vun der Schoul wéi vun de Projets pilotes, och dat, hunn ech jo annonciéiert, ass an der Motioun 1 dran.

D'Formatioun vun de Schoulmeeschteren, wéi gesot, dat sinn drai Motiounen déi dorobber aginn.

Den Encadrement, och dat ass an der Motioun 1 ofgeseent. Dat ass dann d'Participatioun vun den Elteren, och ee Punkt an der Motioun 1. A wat d'Orientatioun vun de Schüler ugeet, fir déi Filière opzeweichen, ass och do eppes an der Motioun 1 dran, esou dass ech dankbar wier, wa mer géifen d'Motioun 1 unhuelen an déi aner si menger Meenung no de Moment net ubruecht. Dofir géif ech d'Chamber froe fir déi dann net unzehuelen, well se deelweis ofgedeckt sinn. Wéi gesot, ausser déi vun de Schoulmeeschteren, wou mer amgang sinn nach driwwer ze diskutéieren.

Här President, ech soe Merci.

■ Une voix.- Très bien.

■ **M. le Président.-** Merci, Madame Delvaux. Domat si mer um Enn vun der Debat ukomm a mir kéimen dann zum Vote vun de Motiounen, 16 un der Zuel.

Well verschidde Kolleegen aner Obligatiounen am Owend hunn a mir nach e Projet no dësem stëmmen wäerten, géif ech jidderee bidden, deen elo zu de Motiounen nach eng Kéier wëllt Stellung huelen, dat kuerz a prägnant ze maachen, da komme mer och schnell iwwert d'Ronnen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi déposéiert ginn ass vum honnorablem Hăr Scheuer. D'Motioun vun der Majoritéit.

Den Hăr Adam. Zur Motioun Nummer 1?

■ Une voix.- Jo.

■ **M. le Président.-** Den Hăr Adam.

■ **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).** Hăr President, Madame Minister, et ass effektiv wouer, datt an der Motioun 1 eng Rei Saache sinn, déi sech och mat deene Motiounen, déi vun der grénger Partei eragereecht gi sinn, iwwerschneiden.

Trotzdem sinn ech der Meenung, datt d'Motiounen vun der grénger Partei relativ kloer strukturéiert sinn a wa mer vun Neel mat Käpp schwätzen, mengen ech, datt och d'Virgehensweis, déi mir hunn, an déi an deenen zéng Motiounen reflétiéiert ass, duerchaus richteg a berechtigt ass an datt eis Motiounen och net identesch si mat der Motioun Nummer 1. Mir géingen eis zéng Motiounen gären oprecht erhalen an hei an der Chamber votéieren.

■ **M. le Président.-** Alors, wat déi éischt Motioun ubelaangt, d'Madame Brasseur.

■ **Mme Anne Brasseur (DP).** Déi éischt Motioun, déi vun Hăr Scheuer déposéiert ginn ass, huet esou vill Punkten, allein mir fehlt der Glaube. Dat ass eng Sammelmotioun wou alles drasteet an et sinn och e puer Punkten, mat deene mir op kee Fall kënnen d'accord sinn. À moins dass een am Libellé liest: „étudier la possibilité d'étendre l'organisation de l'enseignement par cycles à l'ensemble de l'enseignement primaire et aux pre-

mières années de l'enseignement postprimaire“.

Wëllen se dat oder net? Mä „étudier la possibilité d'étendre l'organisation“?

An dann e Punkt, wou ee sech awer wierklech Froe muss stellen, dat ass deen Tret wou steet: „associer l'élève et ses parents par l'information, le conseil“ - dat fannen ech ganz richteg - „et la prise en considération de leur avis, à chaque fois qu'une décision d'orientation ou de réorientation est à prendre“.

Ech fannen, et soll een d'Eltere mat abannen, d'Décsioun awer selwer muss déi sinn, dass een eng gewëssen Zuel vu Kompetenze muss erreche fir ze progresséieren an dass et net ka sinn, dass d'Schüler oder d'Eltere selwer decidéieren, a wellech Richtung si ginn, ouni d'Viraussetzung ze hunn.

An dann deen nächste Punkt: „veiller à la mise en place d'un authentique partenariat dans les écoles“. Do stelle Leit sech vir, entre autres sozialistes Schüler, déi hunn e Communiqué des lescht erausginn, dass si missten déiselwecht Gewiichtung an de Schoulgremien hu wéi d'Professeuren. Dat ass fir si eng authentique Participatioun. An ech mengen net, dass dat de richteg Wee ass. Dëst sinn eleng zwee konkret Punkten, firwat mir dës Motioun net kënnen stëmmen.

■ **M. le Président.-** Merci, Madame Brasseur. Den Hăr Henckes.

■ **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** Hăr President, déi Motioun vun der Majoritéitspartei resüméiert sech a gudden Intentiounen, mä et ass weineg Konkretes dran. Déi Motiounen vun der Opposition si villeg méi konkret. Dofir kënnen mer déi Motioun do vun der Majoritéitspartei och net matdroen.

■ **M. le Président.-** Merci, Hăr Henckes. Da komme mer zur Ofstëmmung vun der Motioun. Ech denken, dass de Vote électronique gefrot gëtt? Da maache mer dat.

Vote

D'Motioun 1 ass ugeholl mat 38 Jo-Stëmmen, 10 Nee-Stëmmen an 12 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Nelly Stein), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roland Schreiner), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Ont voté non: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Paul Helminger), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Motion 2

D'Motioun 2, déposéiert vum Hăr Adam. Wa kee méi d'Wuert dozou freet, da komme mer direkt zum Vote.

Ass de Vote électronique gefrot?

(Assentiment)

■ **Une voix.-** Iwwerall.

■ **M. le Président.-** Da fänke mer direkt domat un.

Vote

D'Motioun 2 ass verworf mat 53 Nee-Stëmmen, bei 7 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Nelly Stein), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. John Castegnaro), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Colette Flesch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Motion 3

D'Motioun 3, och vum Hăr Adam. De Vote électronique ass gefrot.

Vote

D'Motioun 3 ass verworf mat 53 Nee-Stëmmen, bei 7 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Nelly Stein), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par Mme Marie-Josée Frank), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. John Castegnaro), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Colette Flesch), Mme Colette Flesch, MM. Charles

Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Motion 4

■ **M. Niki Bettendorf (DP).** Dat ass ganz seltsam.

■ **M. le Président.-** Vote électronique.

■ **M. Niki Bettendorf (DP).** Dat ass ganz gelungen. Déi Maschinn ass gelungen.

(Interruptions)

■ **M. le Président.-** De Vote fänkt un.

Vote

D'Motioun 4 ass verworf mat 47 Nee-Stëmmen, bei 12 Jo-Stëmmen an 1 Abstentioun.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Nelly Stein), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. John Castegnaro), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Colette Flesch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner.

S'est abstenue: Mme Françoise Hetto-Gaasch.

Motion 5

D'Motioun 5, och déposéiert vum honnorablem Hăr Adam.

(Interruption)

Da kontrolléiere mer dat, Madame Mutsch. Et sinn ëmmer 59 Voten. Effektiv feelt ëmmer een. Dat kann dee sinn.

Vote

D'Motioun 5 ass verworf mat 46 Nee-Stëmmen, bei 12 Jo-Stëmmen an 1 Abstentioun.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Nelly Stein), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par M. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. John Castegnaro), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Henri Grethen), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner.

S'est abstenue: Mme Françoise Hetto-Gaasch.

Motion 6

D'Motioun 6, déposéiert vum Hăr Adam.

Wéisou dauert dat esou laang? Ass dat ëmmer esou?

Vote

D'Motioun 6 ass verworf mat 45 Nee-Stëmmen, 7 Jo-Stëmmen a 5 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Nelly Stein), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. John Castegnaro), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Henri Grethen), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen et Carlo Wagner.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Motion 7

D'Motioun 7 vun deene Gréngen.

Vote

D'Motioun 7 ass verworf mat 47 Nee-Stëmmen, bei 12 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. John Castegnaro), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich,

Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Colette Flesch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner.

Motion 8

D'Motioun 9, och vun der Fraktioun vun deene Gréngen.

(Interruptions)

Pardon. D'Motioun 8 befënt sech net hei a mengem Dossier. D'Motioun 8 vun deene Gréngen. Voilà.

Vote

D'Motioun 8 ass verworf mat 48 Nee-Stëmmen, bei 7 Jo-Stëmmen a 5 Abstentiuonen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koulen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Nelly Stein), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. John Castegnaro), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Colette Flesch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Motion 9

D'Motioun 9, ebenfalls vun der Fraktioun vun deene Gréngen. Et ass alles vun lech. Leider geet et net duer.

(Hilarité et interruptions)

Här Grethen, Dir wëllt jo net soen, datt PISA franséisch ass?

■ M. Henri Grethen (DP).- Neen, neen.

■ M. le Président.- Très bien. Voilà.

Vote

D'Motioun 9 ass verworf mat 48 Nee-Stëmmen, bei 12 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koulen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Nelly Stein), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Colette Flesch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner.

Motion 10

D'Motioun 10, nach ëmmer vun der Fraktioun vun deene Gréngen.

Vote

D'Motioun 10 ass verworf mat 45 Nee-Stëmmen, 12 Jo-Stëmmen an 1 Abstentioun.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Robert Mehlen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koulen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Nelly Stein), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Henri Grethen), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming et Carlo Wagner.

S'est abstenu: M. Xavier Bettel.

Wëllt ee seng Abstentioun begrënnen?

(Interruption)

Da komme mer un d'Motioun 11, déposiert vum honorabelen Här Henckes.

Motion 11

D'Motioun 11 ass verworf mat 55 Nee-Stëmmen, bei 5 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Jean-Pierre Koepp), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koulen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Nelly Stein), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Fernand Diederich), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Colette Flesch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Motion 12

Da komme mer zur Motioun 12, déi och déposiert gouf vum Här Henckes.

Vote

D'Motioun 12 ass verworf mat 54 Nee-Stëmmen a 5 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koulen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Nelly Stein), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Marc Angel), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Colette Flesch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Motion 13

D'Motioun 13, och vum Här Henckes.

Vote

D'Motioun 13 ass verworf mat 46 Nee-Stëmmen, bei 5 Jo-Stëmmen a 7 Abstentiuonen.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Robert Mehlen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koulen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Nelly Stein), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. John Castegnaro), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol,

M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mmes Anne Brasseur, Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Motion 14

Da komme mer zur Motioun 14 vum Här Henckes.

Vote

D'Motioun 14 ass ofgelehnt bei 48 Nee-Stëmmen an 12 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Robert Mehlen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koulen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Nelly Stein), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Henri Grethen), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner.

Motion 15

D'Motioun 15, ebenfalls vum Här Henckes.

Vote

D'Motioun 15 ass ofgelehnt mat 48 Nee-Stëmmen, bei 12 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Robert Mehlen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koulen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Nelly Stein), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. John Castegnaro), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme

Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Colette Flesch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner.

Motion 16

D'Motioun 16 - déi lescht - vun der Madame Loschetter.

Vote

Der Madame Loschetter hir Motioun ass ofgelehnt bei 47 Nee-Stëmmen, 7 Jo-Stëmmen a 5 Abstentiuonen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koulen, MM. Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Nelly Stein), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Colette Flesch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Domat si mer definitiv um Enn vun dësem Punkt vun eisem Ordre du jour.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zur Diskussioun iwwert d'Proposition de loi 5414, eng Ofännerung vun eiser Verfassung. Et si bis elo ageschriwwen d'Madame Flesch an den Här Bodry. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

5. 5414 - Proposition de loi portant révision des articles 37, alinéas 2 et 6, 51, paragraphe (3) et 107, paragraphe (4) de la Constitution

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

■ M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Proposition de loi 5414 huet zum Zil fir d'Artikele 37, Alineaen 2 a 6, 51, Paragraph (3) an 107, Paragraph (4) esou ëmzënnern, dass den Hiweis op den Artikel 114, Alinea 5, deen an deenen Artikelen enthalen ass, ersat gëtt duerch den Hiweis op den Artikel 114, Alinea 2.

Déi Ofännerung huet sech do-duerch erginn, dass den 19. Dezember 2003 déi nei Fassung vum Artikel 114 a Kraaft getrueden ass. An deem alen Text waren d'Propositionen iwwert d'Majorité qualifiée am Alinea 5 enthalen. Déi sinn

elo am Alinea 2. Den 114 huet och nëmme méi dräi Alineaen, esou dass sech déi hei Ofännerung eigentlech opgedrängt huet. Sënnegeméiss kann een dovunner ausgoen, étant donné dass den Alinea 5 net méi besteet an dass et sech ëmmer bei deene Bestëmmungen, déi an den Artikelen 37, 51 an 107 enthalen sinn, ëm eng Ofstëmmung duerch eng Majoritéit qualifizéiert dréint, hätt een dovunner kënnen ausgoen - an et sinn och scho Juristen, déi där Meenung waren -, datt eng Annerung net onbedéngt noutwendeg gewiescht wier, well keen Alinea 5 méi do ass. Also kann et nëmme méi den Alinea 2 sinn, deen déi Majoritéit qualifizéiert virgesäit.

D'Verfassungskommissioun wollt déi Ännerung do am Zesammenhang mam 37 maachen, well de 37, esou wéi de 36, sollt virun de Wahlen, zesumme mam 114 ofgeännert ginn. Dat ass awer net geschitt. Nodeem den 114 ofgeännert war, huet d'Kommissioun decidéiert de 37 net méi ofzënnere, well de Conseil d'État eng Dispositioun dräbruecht hat iwwert déi kommunautär Dispositiounen, déi alleguer hätten duerch e Règlement grand-ducal kënnen a Kraaft gesat ginn. Domat war d'Kommissioun net d'accord. Well de 37 net méi geholl ginn ass, ass déi hei Ännerung dee Moment och net geholl ginn, an d'Kommissioun huet direkt no de Wahlen decidéiert fir lech déi hei Modifikatioun ze proposéieren.

Ech hu gesot, sënnegeméiss hätt een enger anerer Meenung kënnen sinn. D'Kommissioun war awer unaniemement der Meenung, dass bei der Ännerung net déi geréngste juristesche Onsécherheet soll opkommen, an dofir huet se och déi hei Ofännerung proposéiert.

Déi eenzeg Geleeënheet, wou an der nächster Zäit sech déi Fro kënn stellen iwwert déi korrekt Uwendbarkeet, dat ass bei der Ofstëmmung iwwert den Traité vum Europäescher Verfassung. Well do wahrscheinlech - ech soe wahrscheinlech oder bal sécher - den Artikel 37, Alinea 2 zur Uwendung kënn, dee virgesäit, dass wann an engem Traité souverän Rechter un international Gremien ofgetruede ginn, dass déi Verträge mat enger Majoritéit qualifizéiert musse gestëmmt ginn.

Dofir ass et och gutt, dass mer haut déi Ännerungen hei unhuelen. D'Kommissioun huet sech eestëmmegeg dofir ausgeschwat an ech géif wënschen, dass och d'Chamber sech, esou wéi d'Kommissioun, eestëmmegeg dofir géif ausschwatzen.

Ech kann och hei schonn den Accord vu menger Partei bréngen.

M. le Président. - Merci, Här Meyers. Als éischt Riednerin ass d'Madame Colette Flesch age droen.

Discussion générale

Mme Colette Flesch (DP). - Merci, Här President. Ech wëll ufänken traditionsgeméiss fir dem Rapporteur Merci ze soen. En ass wierklech an der lescht au four et au moulin, an ech ka mer virstellen, dass et an der nächster Zäit an deem Rhythmus weidergeet.

Déi Fro, déi mer haut debattéieren, ass, wéi e gesot huet, eng Fro vu renger Form. Et ass d'Mise en conformité vum deenen Artikelen, déi genannt sinn, mat der Modifikatioun vum Artikel 114 vun onser Verfassung, déi am Gesetz vum 19. Dezember 2003 decidéiert ginn ass.

Et ass awer och eng Revisioun vun der Verfassung. Mir mussen also zwee Voten huele gemäss dem Artikel 114, déi Minimum dräi Méint vuneneen ewech sinn, a mir mussen déi speziell Majoritéit hunn, déi am Artikel 114, Alinea 2 vun der Verfassung virgesinn ass.

Ech mengen, deen Incident hei soll ons awer eng Léier sinn. Wa mer

ons Verfassung revidéieren, da solle mer bis zum Schluss denken an net ënnerwee stoe bleiwen, wat hei geschitt ass.

Den Artikel 114 ass geännert ginn, an indepëndamment vun allen aneren Diskussiounen, déi musse geféiert ginn, wär d'logesch Konkussioun, dass d'Renvoië weinstens awer an d'Rei gesat si ginn.

De Conseil d'État hat och schonn an zwee Avisen drop higewisen, dass do e Problem sech géing stellen, dat esouwuel am Avis vum 25. Februar 2003 iwwert dat Gesetz, wat dunn am Dezember 2003 gestëmmt ginn ass, an am Avis vum 16. März 2004. Als Ursachen, déi net mat der Formdecisioun verbonne sinn, déi mer haut huelen, ass dunn, wéi de Rapporteur et erkläert huet, den Artikel 37 notament net ofgeännert ginn, well d'Diskussioun eben op en anert Feld iwwergaangen ass, wou keng Majoritéit konnt fonnt ginn. Mä a klorer Sprooch heescht dat, datt d'Chamber am Fong hir Aarbecht net gemaach huet, an datt se deem net Rechnung gedroen huet, wat se am Dezember 2003 decidéiert huet.

A wann ech virdru gesot hunn, et soll ons eng Léier sinn, heescht dat, an engem Moment wou mer jo wëssen, dass d'Verfassungskommissioun wëllt eng Partie Verfassungsartikelen ugoen a Modifikatiounen proposéieren, dass mer sollen drun denken, an Zukunft effektiv ganz genee ze préieren, wat fir Inzidenze Modifikatiounen kënnen op aner Verfassungsartikelen hunn, fir dass mer ons net méi an eng Situatioun eramanövréieren, wéi déi an där mer haut sinn.

Dat gesot, Här President, wëll ech den Accord vun onser Fraktioun zu deem proposéierte Gesetz abrëngen.

M. le Président. - Merci, Madame Flesch. Den Här Braz wëllt och nach den Accord vun der Fraktioun vun deene Grénge bréngen.

M. Felix Braz (DÉI GRÉNG). - Wat domadder schonn duerch den Här President geschitt ass.

M. le Président. - Voilà, den Här Fayot huet d'Wuert.

M. Ben Fayot (LSAP). - Här President, mir wëllen och onsen Accord ginn zu deemem Projet.

M. le Président. - Merci, Här Fayot. Den Här Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Här President, och d'ADR-Fraktioun bréngt den Accord zu deeser Verfassungsännerung.

M. le Président. - Ech soen alle Riedner Merci fir déi kuerz mä prägnant Accorden, déi se hei bruecht hunn.

Da komme mer elo zur Ofstëmmung an éischer Lecture iwwert d'Proposition de loi 5414. Bei deeser Proposition de loi ass laut Artikel 114 vun der Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun dräi Véirel vun de Stëmme erfuerdert. De Vote par procuratioun ass net erlaabt. D'Ofstëmme fänkt elo un.

Vote en première lecture sur l'ensemble de la proposition de loi

D'Proposition de loi 5414 ass eestëmmegeg mat 52 Jo-Stëmme uegeholl.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koulen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, M. Ben Fayot, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mmes Anne Brasseur, Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

6. Demandes en naturalisation

Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn als nächste Punkt Naturalisatiounen op eiser Dagesuerdnung. Dofir muss ech de Huis clos aussprechen.

(Le huis clos est prononcé à 18.57 heures.)

* * *

(Le huis clos est levé à 19.01 heures.)

De Huis clos ass opgehuewen an déi öffentlech Sëtzung geet weider.

D'Chamber huet an hirer net öffentlecher Sëtzung 51 Demandes en naturalisation mat Dispens vum zweete Vote constitutionnel uegeholl. Esou wéi d'Gesetz vum 7. Juni 1989 iwwert d'Nimm an d'Virnimm vun de Persounen, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit kréien, et virgesäit, huet d'Chamber sech ebenfalls mat fënnef Ännerungen vun Numm a Virnumm averstanen erkläert.

Liste des nouvelles demandes en naturalisation adoptée par la Chambre des Députés le 15 mars 2005

1. ADROVIĆ Raif, né le 18 décembre 1963 à Donja Vrbica/Berane (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Esch-sur-Alzette

2. LICINA Jasmina, née le 5 avril 1964 à Radmance/Berane (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Esch-sur-Alzette

3. ALMEIDA BORGES Maria Filomena, née le 15 septembre 1966 à Santa Catarina (Cap-Vert), demeurant à Ettelbruck

4. ANDRADE LOPES Antonio, né le 4 juillet 1963 à Nossa Senhora do Rosario (Cap-Vert), demeurant à Luxembourg

5. ANDRES Gabriele, née le 5 décembre 1972 à Verviers (Belgique), demeurant à Bertrange

6. BARNA Dana Manuela, née le 28 octobre 1953 à Cluj (Roumanie), demeurant à Strassen

7. BERNARDO AFONSO Paula Cristina, née le 11 novembre 1966 à Aljustrel (Portugal), demeurant à Lamadelaine

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de AFONSO Paula.

8. BOZIC Dragana, née le 12 novembre 1983 à Brako (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Oberanven

9. CAMARA Yétililé Michèle, née le 29 septembre 1981 à Tafiré (Côte d'Ivoire), demeurant à Colmar-Berg

10. CHERKAoui Samira, née le 9 juin 1971 à El Jadida (Maroc), demeurant à Luxembourg

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de Scheer Samira.

11. CLAUDE Dominique Yvan Michel, né le 28 avril 1963 à Kalima (République démocratique du Congo), demeurant à Eischen

12. SZÖCS Sophie Colette Léa, née le 20 novembre 1967 à Liège (Belgique), demeurant à Eischen

13. COSTA DA SILVA Maria Cristina, née le 4 mai 1968 à Molelos/Tondela (Portugal), demeurant à Wilwerwiltz

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de COSTA Christina.

14. COSIĆ Rifet, né le 7 juillet 1970 à Junuzovici/Zavidovici (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Wiltz

15. DA SILVA TRINCO Cecilia Margarida, née le 1^{er} septembre 1970 à Mira (Portugal), demeurant à Rodange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de TRINCO Cecilia Margarida.

16. DAUTI Zhulja, née le 17 mai 1959 à Durres (Albanie), demeurant à Alzingen

17. DE ALMEIDA CARDOSO Fernando José, né le 6 mai 1978 à São Nicolau/Mesao Frio (Portugal), demeurant à Luxembourg

18. DE CASTRO MENDES Alvaro José, né le 27 mai 1962 à Lavos/Figueira da Foz (Portugal), demeurant à Tétange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de MENDES José.

19. DEJANA Nathalie, née le 2 mai 1965 à Messancy (Belgique), demeurant à Differdange

20. DONG Mansi, née le 6 juin 1978 à Fujian (Chine), demeurant à Esch-sur-Alzette

21. FELTES Helmuth Johann Baptist, né le 23 juin 1938 à Reuland (Belgique), demeurant à Bofferdange

22. IVESIC Tomo, né le 5 octobre 1962 à Zavidovici (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Rumelange

23. RAKIĆ Gordana, née le 4 septembre 1959 à Zavidovici (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Rumelange

24. JIN Chengfei, né le 16 janvier 1970 à Zhejiang (Chine), demeurant à Luxembourg

25. JUKANOVIĆ Mersudin, né le 12 juillet 1970 à Donje Vukovije (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg

26. KATANIĆ Marko, né le 9 septembre 1961 à Beograd (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

27. KAUT Amalia Magdalena, née le 7 juillet 1938 à Thommen (Belgique), demeurant à Bofferdange

28. LAAOUIJI Atiqua, née le 12 décembre 1971 à Marrakech (Maroc), demeurant à Sandweiler

29. LEBDA Hanane, née le 4 février 1981 à Douar Cantier/Kenitra (Maroc), demeurant à Esch-sur-Alzette

30. LUZZA Rosina, née le 23 janvier 1953 à Acquaro (Italie), demeurant à Howald

31. MARINOV Tzvetan, né le 23 mai 1971 à Sofia (Bulgarie), demeurant à Mondercange

32. TANEVA Guergana, née le 28 septembre 1971 à Sofia (Bulgarie), demeurant à Mondercange

33. MASURA Lukas, né le 20 juillet 1983 à Bratislava (Slovaquie), demeurant à Tétange

34. MENDES LOPES Zélia Marina, née le 10 août 1980 à Penalva de Alva/Oliveira do Hospital (Portugal), demeurant à Schifflange

35. METTIDJI Khaled, né le 14 août 1954 à Akbou/Bejaia (Algérie), demeurant à Howald

36. ODABAI-FARD Seyed Hamidreza, né le 2 décembre 1984 à Téhéran (Iran), demeurant à Bereldange

37. ODABAI-FARD Seyed Mahmoudreza, né le 2 décembre 1984 à Téhéran (Iran), demeurant à Bereldange

38. OMERASEVIĆ Admir, né le 15 janvier 1977 à Zavidovici (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Troisvierges

39. OMERASEVIĆ Nesad, né le 13 août 1978 à Zavidovici (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Troisvierges

40. QU Sanrong, né le 14 mai 1952 à Shanghai (Chine), demeurant à Larochette

41. DAI Sanzhuan, née le 30 septembre 1952 à Shanghai (Chine), demeurant à Larochette

42. SELIMI Sabri, né le 5 mai 1966 à Dvorishhtë (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

43. SHAFIQ Muhammad, né le 1^{er} janvier 1964 à Lahore (Pakistan), demeurant à Howald

44. SIDDIQUE Rehana Parveen, née le 26 septembre 1972 à Lahore (Pakistan), demeurant à Howald

45. SKRIJELJ Edvard, né le 3 février 1984 à Beograd (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

46. STYRC Milolaj Witold, né le 10 septembre 1950 à Chelm (Pologne), demeurant à Kopstal

47. LAVALL Anita Hannelore, née le 20 septembre 1941 à Amnéville (France), demeurant à Kopstal

48. TEIXEIRA LOPES José Joaquim, né le 25 novembre 1969 à São Clemente/Celorigo de Basto (Portugal), demeurant à Luxembourg

49. SIMOES FIEL FERREIRINHA Maria de Fatima, née le 2 mars 1970 à Salvaterra de Magos (Portugal), demeurant à Luxembourg

50. VASILJEVIĆ Petar, né le 4 décembre 1978 à Beograd (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

51. VERELST Siona Sylvia Françoise, née le 10 janvier 1974 à Merksem (Belgique), demeurant à Stadtbredimus

Domat, Dir Dammen an Dir Hären, si mer um Punkt siwen Auer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzung si virgesi fir den 22. an den 23. März. Den Ordre du jour gétt lech schrëftlech zoukomme gelooss.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.01 heures)

Chamber TV

weist all
öffentlech Sëtzung
live an integral

An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz

An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 Mhz

An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Ordre du jour

1. Communications
2. 5450 - Proposition de loi de M. Aly Jaerling ayant pour objet de modifier la loi du 27 juillet 1993 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché ainsi que l'action sociale en faveur des étrangers
(Déclaration de recevabilité)
3. Composition des commissions parlementaires
4. Ordre du jour
5. Dépôt d'une résolution
6. Ordre du jour (suite)
7. Heure de questions au Gouvernement
 - Question N°23 du 21 mars 2005 de Monsieur Fernand Diederich relative aux infrastructures scolaires, adressée au Ministre des Travaux publics
 - Question N°24 du 22 mars 2005 de Monsieur Claude Meisch relative à l'Université de Luxembourg, adressée à la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche
 - Question N°25 du 21 mars 2005 de Monsieur Ben Fayot relative aux rotondes de Bonnevoie, adressée à la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche
 - Question N°26 du 21 mars 2005 de Monsieur Camille Gira relative au plan d'intervention d'urgence en cas de pollution de l'eau potable, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
 - Question N°27 du 21 mars 2005 de Madame Vera Spautz relative au «gender mainstreaming» dans les ministères de l'État, adressée au Ministre de l'Égalité des chances
 - Question N°28 du 22 mars 2005 de Monsieur Claude Meisch relative à l'introduction d'une interdiction de fumer dans les restaurants, adressée au Ministre de la Santé
 - Question N°29 du 21 mars 2005 de Monsieur Roland Schreiner relative aux négociations salariales dans le secteur public, ainsi que sur la révision des salaires, adressée au Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative
 - Question N°30 du 22 mars 2005 de Monsieur Robert Mehlen relative à l'action de sauvetage de la CEPAL, adressée au Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
 - Question N°31 du 21 mars 2005 de Monsieur John Castegnaro relative au remboursement des analyses médicales, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
 - Question N°32 du 22 mars 2005 de Monsieur Jacques-Yves Henckes relative à la politique d'aménagement du Territoire, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
8. 5387 - Projet de loi modifiant la loi du 17 avril 1998 portant création d'un établissement public dénommé «centre hospitalier neuropsychiatrique»
(Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
9. 5379 - Projet de loi modifiant la loi du 24 décembre 2002 relative aux produits biocides
(Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden, Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

■ M. le Président.- D'Sitzung ass op.
Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Ech froen d'Regierung nach eng Kéier, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet?

(Négation)

■ Une voix.- Ah, Hâr President, mir hu mam Kapp gewénkt, Dir hutt dat net gesinn.

■ M. le Président.- Gutt. Wann dat net de Fall ass, da komme mer zu de Kommunikatiounen, déi ech un d'Chamber ze maachen hunn.

1. Communications

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 22 mars 2005, le projet de loi N° 5451 portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Roumanie en matière de sécurité sociale, signée à Bucarest, le 18 novembre 2004.

3) La première Session de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne («APEM») s'est tenue au Caire, du 12 au 15 mars 2005. Trois membres de la délégation y ont participé sur invitation de Son Excellence le Dr Ahmed Fathi Sorour, Président de l'Assemblée du peuple égyptienne et président de l'APEM.

La délégation se composait comme suit:

Le Dr Martine Stein-Mergen, Vice-Présidente de la délégation, Membre de la Commission pour la promotion de la qualité de la vie, les échanges entre les sociétés civiles et la culture;

M. Emile Calmes, Membre de la Commission économique, financière, des affaires sociales et de l'éducation;

M. Jacques-Yves Henckes, Membre de la Commission politique, de sécurité et des droits de l'homme.

Les trois commissions permanentes ont tenu des réunions parallèles le 12 mars et sous la présidence de Mme Tokia Saïfi (Commission politique, de sécurité et des droits de l'homme), le Dr Hashim El-Dabbas (Commission économique, financière, des affaires sociales et de l'éducation) et conjointement par M. Miloud Chorfi et M. Mohamed El-Mansouri (Commission politique, de sécurité et des droits de l'homme).

La séance inaugurale de l'APEM s'est tenue le 14 mars. Le discours d'inauguration a été présenté par le Président de l'Assemblée du peuple égyptienne. Ont intervenu: M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration du Luxembourg, sur le thème «Revue du processus de Barcelone», M. Ahmed Aboul Gheit, Ministre des Affaires étrangères de la République Arabe d'Égypte, Mme Margot Wallström, Vice-Présidente de la Commission européenne, sur «la politique de voisinage européen et le partenariat euro-méditerranéen», M. Amre Moussa, secrétaire général de la Ligue des États arabes, sur le processus de Barcelone et le partenariat stratégique de l'UE avec les pays méditerranéens, M. Fouad Mubaza'a, Président de la Chambre des Députés tunisienne, sur les vues des partenaires méditerranéens quant au partenariat stratégique de l'UE. Chaque allocation était suivie d'un débat.

Le même jour s'est tenue une séance de travail. Les Présidents des trois commissions permanentes ont présenté les rapports finaux de leurs commissions respectives à la séance plénière de l'APEM.

Un consensus a été obtenu pour demander le respect de la souveraineté et de l'indépendance du Liban. Les députés des États membres de l'UE, du Parlement européen et des dix pays partenaires (Maroc, Tunisie, Algérie, Égypte, Israël, Autorité palestinienne, Syrie, Liban, Jordanie et Turquie) ont également abordé les questions de l'immigration et de dialogue entre les cultures.

Les compromis les plus ardues à conclure concernaient les textes sur le Proche-Orient et sur le Liban. Sur le Proche-Orient, un compromis a pu être trouvé. Pour ses membres, l'APEM constitue «un cadre unique pour promouvoir le dialogue ainsi que l'occasion de contribuer à une solution pacifique, juste et durable» au Proche-Orient.

Selon les termes de la résolution de la commission économique de l'APEM, «la paix et la sécurité dans la région constitueront un élément essentiel pour la coopération économique régionale, l'intégration et la prospérité». Pour les membres de l'APEM «les réformes ne sont plus un luxe, mais une nécessité pour l'avenir de la région».

En outre, la situation économique des pays partenaires ne pourra être améliorée que si tout est fait pour «faciliter les flux d'investissements directs européens». Un groupe de travail devrait être créé à cet effet. Ledit groupe de travail sera également chargé «d'étudier l'utilité et les conditions de la création d'une Banque euro-méditerranéenne de développement». De même, les députés appellent l'UE à redoubler d'efforts pour que les perspectives financières 2007-2013 prévoient un volume adéquat pour contribuer à la modernisation des pays partenaires.

L'immigration est largement traitée dans la résolution de la commission pour les échanges entre sociétés civiles et la culture. Les députés rappellent qu'il faut régler cette question «grâce à une politique commune européenne et un partenariat efficace avec les pays d'origine et de transit». Ils demandent la mise en place d'une «stratégie de co-développement entre les pays partenaires». Les députés insistent sur le fait que toute initiative doit respecter le droit et les conventions internationales.

Ils demandent la mise en place visant à éviter la fuite des cerveaux et le retour au pays «de ceux qui pourraient contribuer au renforcement des sociétés et économies de leur pays d'origine».

Dans la déclaration finale sont à relever

- l'exhortation à l'Union européenne de jouer un rôle politique plus prononcé dans le règlement paisible du conflit arabo-israélien, vu les intérêts stratégique, politique, sécuritaire, économique et culturel de l'UE dans la région, et l'impact positif de la paix sur l'ensemble des relations euro-méditerranéennes,

- l'invitation des parties irakiennes à participer pleinement et activement aux processus politiques en cours et à la formulation d'une constitution irakienne qui puisse satisfaire les aspirations du peuple irakien dans un système démocratique, et dans un Iraq libre, paisible, souverain, unifié et prospère,

- l'invitation à l'instauration d'un mécanisme de protection civile pour combattre les désastres naturels,

- l'insistance sur l'importance du rôle de la Fondation euro-méditerranéenne d'Anna Lindh pour le dialogue entre les cultures en matière de promotion de la compréhension mutuelle entre les peuples euro-méditerranéens, d'élimination des préjugés et des stéréotypes, de renforcement du pluralisme et du respect pour «autrui», de projection de l'héritage commun de la région euro-méditerranéenne et d'approfondissement du rôle de la société civile et des organisations non gouvernementales en tant que propulseurs pour le développement, la modernisation, la réforme et la compréhension et le respect mutuels.

La présidence de l'APEM sera assurée à partir du 23 mars 2005 et

pour une durée d'un an par M. Josep Borell Fontelles, Président du Parlement européen.

La deuxième Session de l'APEM se tiendra à Bruxelles. Une Session extraordinaire est envisagée, en vue de célébrer le dixième anniversaire du Processus de Barcelone.

Les membres de la délégation luxembourgeoise s'étaient montrés soucieux du sort du Dr Ayman Nour, Député et Président du parti al-Ghad (Demain), emprisonné alors que son parti venait d'être légalisé et qu'il avait annoncé son intention de se présenter aux élections présidentielles.

La libération du Dr Nour a été accueillie avec satisfaction par les députés, alors que les débats avaient été houleux avec les partenaires arabes sur l'opportunité d'évoquer son cas dans le texte final.

Le Dr Martine Stein-Mergen, en sa qualité de chef de la délégation luxembourgeoise, a accompagné une délégation de huit membres de la délégation du Parlement européen, conduits par M. Edward McMillan Scott (PPE-DE, UK) à une rencontre le lundi 14 mars avec le Dr Nour.

Le Dr Nour a signalé son espoir que la coopération entre l'UE et l'Égypte aura des répercussions sur la liberté d'expression dans son pays.

2. 5450 - Proposition de loi de M. Aly Jaerling ayant pour objet de modifier la loi du 27 juillet 1993 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché ainsi que l'action sociale en faveur des étrangers

Déclaration de recevabilité

Esou wéi den Artikel 57 (1) vum Chamberreglement et virgesäit, huet d'Presidentekonferenz an hirer Réunioun vum 18. März virgeschloen, datt d'Proposition de loi 5450 vum Hâr Aly Jaerling iwwert d'Integratioun vun den Ausländer fir recevabel erkläert gëtt.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

3. Composition des commissions parlementaires

Op Ufro vun der LSAP-Fraktioun huet d'Presidentekonferenz sech mat folgendem Virschlag averstanen erkläert: An der Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse ersetzt den Hâr Fernand Diederich d'Madame Vera Spautz fir d'Voleté Famille et Jeunesse. D'Madame Spautz bleibt awer Member vun der Kommissioun fir de Volet Égalité des chances.

Ass d'Chamber och heimat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Ordre du jour

Fir eisen Ordre du jour vun haut a vu muer huet d'Presidentekonferenz Folgendes virgeschloen:

- Haut de Mëtteg huet d'Chamber fir d'éischt eng Froestonn un d'Regierung, duerno de Projet de loi 5387 iwwert d'Schafung vun engem Établissement public „Centre hospitalier neuropsychiatrique“ an de Projet de loi 5379 iwwert d'Produits biocides;

- Muer hu mer eng Aktualitéitsstonn vum ADR iwwert den Naturschutz, eng Aktualitéitsstonn vun deene

Gréngen iwwert den „gender budgeting“, de Projet de loi iwwert d'Konté vum Joer 2002, de Projet de loi iwwert de Beruff vum Geometer, de Projet de loi iwwert d'Assurancëprimmen an de Projet de loi iwwert d'Douanesregimer. Ausserdeem huet d'Regierung sech bereet erkläert, op d'Question avec débat N° 1 vum Här Castegnaro iwwert de Chômage muer de Mëtteg aganks der Sitzung ze äntweren.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

D'Madame Brasseur freet d'Wuert.

■ Mme Anne Brasseur (DP).- Här President, den Här Meisch an den Här Bettel wollten d'Wuert froen zum Ordre du jour.

■ M. le Président.- Dann huet fir d'éischt den Här Meisch d'Wuert zum Ordre du jour.

5. Dépôt d'une résolution

■ M. Claude Meisch (DP).- Merci, Här President. Ech wollt eng Resolutioun déposieren, an zwar wollte mer Folgendes virschloen, fir déi Diskussioun am Parlament erëm opzegräifen, déi mer virun enger Rei vu Joren hei an der leschter Legislaturperiod scho gefouert hunn, nämlech iwwert d'Stammzellefuerschung, an der deemools nach existéierender Commission spéciale, déi sech mat ethesche Froe beschäftegt huet. Do war d'Diskussioun lancéiert.

Et ass dee Moment gesot ginn, datt déi national Ethikskommissioun doriwuer sollt en Avis ofginn. Dat huet déi den 9. Januar 2002 gemaach, wou och mat enger Majoritéit proposéiert ginn ass, datt mer zu enger Reglementatioun hei am Land iwwert déi ganz Problematik ronderëm d'Stammzellefuerschung misste kommen.

Meng Fraktioun ass der Meenung, datt mer do entweder erëm eng Spezialkommissioun sollte schaffen, wou mer déi Froen do kënnen diskutieren, respektiv an enger anerer Kommissioun dat natierlech och kënnen maachen, fir ganz konkret Propositiounen, wat eng zukünfteg Léiglatioun hei am Land ubelaangt.

Mir wëssen, datt d'Europäesch Kommissioun encouragéiert, an d'Richtung vun der Stammzellefuerschung ze goen. Mir wëssen och, datt mer méttlerweil eng Universitéit hunn an eng Rei vu Centre-de-recherchen, wou et sécherlech net oninteressant wier, e klore legislativen a reglementäre Kader hei am Land iwwert déi dote Fro ze hunn.

Résolution

La Chambre des Députés, considérant

- que la Commission européenne a rappelé la nécessité d'une recherche européenne sur les cellules souches y compris embryonnaires;

- la Convention sur les droits de l'homme et la biomédecine signée à Oviedo en 1997 prévoyant qu'il appartient à chaque pays de décider d'autoriser ou non la recherche sur les cellules embryonnaires humaines;

- le fait que la loi luxembourgeoise ne règle pas les techniques en matière de recherche sur les cellules embryonnaires humaines, les cellules souches et le clonage thérapeutique;

- l'avis en la matière du 9 janvier 2002 de la Commission Consultative Nationale d'Éthique pour les Sciences de la Vie et de la Santé (C.N.E.) qui recommande notamment à forte majorité au pouvoir législatif d'envisager un encadrement réglementaire rigoureux de la recherche à visée thérapeutique

sur les cellules embryonnaires humaines;

- l'avis 2003.1. de la C.N.E. sur «La Recherche sur les embryons»;

- les potentialités de la thérapie cellulaire;

- que le sujet de la recherche sur les cellules embryonnaires humaines, les cellules souches et le clonage thérapeutique mérite une attention particulière;

- le potentiel de ces méthodes biotechnologiques pour l'Université de Luxembourg et les Centres de Recherche publics;

- le refus catégorique et unanime de tout clonage reproductif;

décide

d'instaurer une commission spéciale chargée de l'étude de la problématique relative à la recherche sur les cellules embryonnaires humaines en vue de l'élaboration de propositions législatives en la matière.

(s.) Claude Meisch.

■ M. le Président.- Merci, Här Meisch. Den Här Bettel huet d'Wuert.

6. Ordre du jour (suite)

■ M. Xavier Bettel (DP).- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, en date vum 14. Dezember hat ech dem Här Frieden eng Question parlementaire gestallt, iwwert d'Situatioun am Prisong, iwwer wéi vill Handyé fonnt gi wäeren, wéi vill Drogen do saiséiert gi wäeren, iwwert d'Méiglechkeet fir en Drogenhond ze employieren. Den 29. Dezember, Här President, hunn ech eng Äntwert vum Här Frieden kritt, wou ech och lech de 4. Januar e Bréif geschriwwen hunn, wou ech mech geiergt hunn, well de Minister op alles ausser op meng Froe geäntwert huet.

An do muss ech dann der Chamber félicitieren: Den 1. Februar huet se dunn dem Här Frieden e Bréif geschéckt, si géif meng Meenung deelen a si hätt gären Äntwerte vum Här Frieden. De 17. Februar huet dës Chamber nach eng Kéier dës Saach réitériert. Här President, ech war iwwerrascht, wéi ech geschter e Courier vun der Statssekretärin Modert hat, mat der Referenz „Äntwert op d'Question-parlementaire vum Här Bettel“.

Ech weess, dass den Här Frieden net vill vu mir hält! Awer vun lech, Här President, a vun der Conférence des Présidents, lech esou eng Äntwert ze ginn, hie géif meng, mir hätten eis geiert, an hien hätt eng Äntwert op dës Fro ginn, fannen ech ridicule a virun allem net konform zum Respekt, deen e Minister eiser héijer Chamber a virun lech...

■ Une voix.- Oh, mäi Cola!

(Interruptions diverses et hilarité)

■ Une autre voix.- Aus Respekt schéisst Dir mat Glieder doréms!

■ M. le Président.- Här Bettel, ech verstinn Är Opreegung, mä...

■ M. Xavier Bettel (DP).- Virun allem, Här President,...

(Interruptions diverses et hilarité)

■ Une voix.- Soulaang et Porzelaïn ass!

■ M. Xavier Bettel (DP).- Gestitt Der, Här President, Dir verstitt scho meng Opreegung. Dowéinst, Här President, vis-à-vis vum Respekt, deen den Här Frieden vis-à-vis virun allem lech a virun der Conférence des Présidents - virun deem jonke Xavier Bettel kann ech alt nach eppes verstoen...

■ Plusieurs voix.- Oooohhhh!!!

■ M. Xavier Bettel (DP).- ...awer virun lech, Här President -, géif ech froen, dass den Här Minister muer, well en och hei am Haus ass, endlech op déi Froen, déi mer him gestallt hunn, eis och eng Äntwert gëtt, esou wéi dat op jidde Fall d'Aarbecht vun eiser Regierung soll sinn.

■ Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruptions diverses)

■ M. le Président.- Mir klären déi Froen, déi den Här Bettel hei opgeworf huet, mam Minister an, Här Bettel, ech ginn lech am Laf vum Mëtten...

■ Mme Colette Flesch (DP).- Awer net mat der Statssekretärin, well si huet schon Nee gesot.

■ M. le Président.- Jo, Madame Flesch, iwwerlosst dem President de Wee, deen en aschloe wëllt...

(Interruptions diverses et hilarité)

...fir hei zu enger Léisung ze kommen, déi sougutt lech wéi den Här Bettel kann zefridde stellen!

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, dat zum Ordre du jour. Ech hunn esougutt beim Här Meisch och wéi beim Här Bettel net terribel erausgesinn, wat d'Interventioun mam Ordre du jour ze dinn haten.

(Interruption)

Ass d'Demande, datt d'Resolutioun soll dës Woch op den Ordre du jour kommen?

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Wann net jiddferen hei géif duerchernee schwätzen, da kënt een och verstoe wat den Här Meisch ons wëllt soen.

■ Une voix.- Très bien.

■ M. Claude Meisch (DP).- Mir kënnen dat selbstverständlech dës Woch maachen. Eis Fraktioun huet sech doriwuer beroden. Wann awer de Wonsch vun deenen anere Fraktioun besteet, fir nach eng Kéier an d'Fraktiounen zréckzegoen, hu mer selbstverständlech och Versteedsdemech dofir, datt mer dat eng aner Kéier huelen, mä mir sollten awer deemnächst eng Kéier doriwuer heibannen diskutieren.

■ M. le Président.- Also wann ech mech erënneren un déi Diskussiounen, déi mer haten, iwwert d'Fro vun de Kommissiounen, d'Zuel vun de Kommissiounen an notamment d'Commission spéciale, a wann ech elo gesinn, datt an dëser Resolutioun gefrot gëtt, fir eng nei Commission spéciale anzeriichten, dann denken ech, datt déi eenzel Fraktiounen, vu datt et eng kontrovers Fro ass, dat wëllten an hire Fraktiounen decidieren.

Ech géif der Chamber proposieren, datt mer an enger vun deenen nächste Sitzungen, net dës Woch, mä an enger vun deenen nächste Sitzungen op déi Resolutioun zréckkommen, wann déi sech beroden hunn. Den Här Bausch freet dozou d'Wuert.

■ M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Här President, vu datt déi gréng Fraktioun am Ufank vun der Legislaturperiod gefrot hat, datt eng Commission éthique soll weider bestoen, ass et fir eis natierlech selbstverständlech, datt mer och déi Demande hei ennerstetzen, fir erëm eng Kéier ze probieren op de Wee ze goen, fir esou eng Commission éthique ze grënnen.

■ M. le Président.- Här Bettel, ech hat virdru verstane wat Är Interventioun war. Ech hat lech gesot, ech géif mam Här Minister kucke fir dat muer kënnen hei ze klären. Merci nach eng Kéier fir Är zweet Demande an deemselwechte Sënn.

■ Une voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Merci, Här Bausch. Da wësse mer dat elo schonn, obschon ech just gesot hat, mir géifen duerno kucken, an enger nächster Sitzung doriwuer...

(Interruptions diverses)

Gutt, also d'Fraktioun vun de Gréngen dës à présent, ouni d'Resolutioun gelies ze hunn, weess si awer elo schonn, datt se déi ennerstetzt.

(Hilarité)

■ M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- D'Commission éthique!

■ M. le Président.- Gelift?

■ M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- D'Commission éthique.

(Interruptions diverses)

■ M. le Président.- Jo, et gëtt gefrot fir eng Commission spéciale anzesetzen, mä déi kritt eng gewësse Missioun. Dat gëtt mer elo hei iwwerrecht, ech hat nach keng Zäit fir doriwuer ze liesen, mä wann Dir dës à présent d'accord sidd, da kënnen mer dat esou maachen.

■ M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Här President, mir sinn der Meenung gewiescht, wann Der eis gefollegt hätt als Majoritéitspartei am Ufank vun der Legislaturperiod, an Dir hätt déi Commission éthique gegrënnt - et gëtt vill ethesch Froen an der Gesellschaft ze klären -, da bräichte mer eis net elo erëm bei all Geleeënheet ze ennerhalen iwwer eenzel Sujeten, déi mat ethesche Froen ze dinn hunn, an aus deem Grund soen ech, mir hunn eigentlech kee Problem mat där Revendicatioun fir erëm eng Kéier eng Commission spéciale éthique an d'Liewen ze ruffen.

■ M. le Président.- Also, Här Bausch, ech kann lech nëmme vollkomme Recht gi bei deem wat Der gesot hutt...

(Interruptions diverses et hilarité)

...obschonns et mech awer wonnert, datt déi Gréng enger Kommissioun zoustëmmen, wou se net wësse wat den Objet ass vun deem wat hei gefrot ass.

(Brouhaha général)

Mä elo, den Här Wolter huet d'Wuert nach gefrot. Si mer d'accord, datt mer déi Resolutioun hei an enge vun deenen nächste Sitzungen debattieren an diskutieren an ofstëmmen?

(Assentiment)

Dann nach eng Kéier den Här Bettel.

■ M. Xavier Bettel (DP).- Här President, ech bleiwen hei sätzen, dat ass manner geféierlech.

(Interruptions et hilarité)

Ech wollt just soen, Här President, meng Fro ass, muer ass den Här Frieden jo hei am Haus, well e jo zu verschiddene Projeten och wäert schwätzen, ob dann d'Méiglechkeet besteet, fir dass d'Chamber Kontakt mat him ophëlt, an dass en da muer hei an der öffentlecher Sitzung, well en déi Fro nach net beäntwert huet an den Délai, an deem en hätt sollen eng Äntwert ginn, laang dépasséiert ass, mer mëndlech op meng Fro äntwert, wann déi Méiglechkeet besteet. Op jidde Fall hunn ech elo vum 14. Dezember bis den 22. März gewaart, dat ass en Délai, dee Limite ass.

■ M. le Président.- Här Bettel, ech hat virdru verstane wat Är Interventioun war. Ech hat lech gesot, ech géif mam Här Minister kucke fir dat muer kënnen hei ze klären. Merci nach eng Kéier fir Är zweet Demande an deemselwechte Sënn.

Da kéime mer awer definitiv zum Ordre du jour vun haut.

(Interruption)

Ech wollt dat froen, Madame Flesch, ob d'Chamber dann elo mat deem u sech net modifizierten Ordre du jour, sous réserve vun deem wat den Här Bettel gesot huet, d'accord ass.

(Assentiment)

Madame Flesch!

■ Mme Colette Flesch (DP).- Här President, mir sinn ausdrécklech mat deem net modifizierten Ordre du jour, mat Ausnahm vun deem wat den Här Bettel gesot huet, d'accord.

■ M. le Président.- Also ech mengen, mir hätten elo alleguete verstane an da kënte mer dann elo zu deem Ordre du jour, dee mer no laangen Debatten dann definitiv arrétéiert hunn, kommen.

Fir d'éischt haut de Mëtteg d'Froestonn un d'Regierung. Laut dem Artikel 78 vun eisem Chamberreglement huet en Deputierten zwou Minutten Zäit fir seng Froe virzedroen an d'Regierung huet véier Minutten Zäit fir drop ze äntweren. D'Froen kommen ofwiesend vum der Majoritéit an der Opposition. Als éischt Fro ass et d'Fro Nummer 23 vum Här Fernand Diederich iwwert d'Schoulinfrastrukturen.

Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

7. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°23 du 21 mars 2005 de Monsieur Fernand Diederich relative aux infrastructures scolaires, adressée au Ministre des Travaux publics

■ M. Fernand Diederich (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Häre Ministeren, erlaabt mer eng Fro ze stellen iwwert d'Schoulinfrastrukturen. Am März 2001, dat heescht viru genee véier Joer, war ech bei enger Réunioun dobäi, wou Rieds gaangen ass iwwert den Ausbau vum Lycée technique vun Ettelbréck zu Ierpeldeng. Dat si genee véier Joer hier a bis haut huet sech um Pabeier nach kee Millimeter an där Saach virubeweegt.

Ech wollt froen, et si jo nei Projeten do, fir op dat bestehend Gebai, op den éischte Stack en zweete Stack drop ze setzen, fir awer engem dréngende Besoin vu Schoulnraum gerecht ze ginn.

Ech wollt de Minister froen, ob dat wierklech de leschte Projet wier, an a wat fir engem Zäitraum dee kënt verwierklecht ginn?

Meng zweet Fro geet eriwuer op Dikrech. Ech wollt froe wéi et do mam Internat vun der Hotelschoul steet.

An eng drëtt méi allgemeng Fro, no der Roserei vum Premier, wat ee verstee, viru kuerzem iwwert de Mangel un Terrain fir Schoulgebäier ze bauen, wëll ech den Här Minister froen, ob d'Regierung Weeër fonnt huet, fir déi Saach ze débloquentieren?

■ M. le Président.- Merci, Här Diederich. Den Här Bauteminister Claude Wiseler huet d'Wuert.

■ M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- Merci, Här President, well d'Fro, wéi ech se schréfflech agereecht krut, awer generell formuliert war, an ech net onbedéngt prezis wouss, wat fir eng Detailfroen elo géingen hei gestallt ginn, erlaben ech mer just eng Minutt vu menge véier ze huelen, fir awer ze soen, datt dee Programm, deen d'Regierung am gaangen ass duerchezéien am ganze Kader vun den Infrastrukturen scolaires, well esou war d'Fro formuliert, e Programm ass, deen enorm vill investissemter bedeit an deem enorm vill Schafung vun Neiraum bedeit.

Just déi Opzielung, well ech se wëll maachen, fir d'Saach nach eng Kéier kloer ze stellen.

Mir hu momentan Réimech a Gréiwemaacher ofgeschloss. Mir sinn zu Dikrech amgang weiderzebauen. Am Lycée Nic Biever zu Diddeleng, am Lycée du Nord zu Wolz gëtt d'Extensio gemaach. Mathias Adam zu Péiteng, Réide gëtt gebaut, Dummeldeng gëtt gebaut.

Et sinn elo Projeten amgang, wou mer den definitive Projet vun Esch/Uelzecht-Lalleng maachen. Avant-Projet si mer amgang vum Lycée Belval, dem Lycée zu Jonglënster, dem Lycée vun de Professions de santé ze maachen, dem Lycée Hubert Clement ze maachen, der Europaschoul Mamer ze maachen, just fir déi do ze nennen. An dann hunn ech nach net déi ganz grouss Zuel vun Ausbauten, vun de Renovatiounen a vun Neibauten op verschiddenen aktuelle bestehende Sitë genannt.

Ech wëll dat just eng Kéier soen, fir lech ze weisen, wéi grouss dee Programm ass, deen déi viregt Regierung an dës Regierung och maachen, am Kader vum Schoulbau.

Dann, fir op déi prezis Froen anzegoen, déi den Här Diederich elo gestallt huet wat de Lycée technique vun Eitelbréck ugeet. Et ass richtig, datt do aus deene Grënn, déi Dir genannt hutt, well den Terrain net disponibel war, Schwierigkeete ware fir esou schnell virunzkommen, wéi mer gäre gehat hätten, datt et sollt viruoen. Dofir hu mer elo gekuckt déi Saach an zwou Etappen ze maachen.

Déi éischt Etapp ass d'Fro: Wat kann um aktuelle Lycée technique, esou wéi en elo besteet, dann nei gemaach ginn? Well et ass jo och kloer, datt deen an Zukunft nach muss benotzt ginn. Déi éischt Antwort ass, datt mer déi Sportshal, déi do existéiert, wëlle frësch maachen. Dat ass och am Programme pluriannuel vun den Investissements virgesi fir d'Joren 2007 an 2008. Während där Zäit, wou deen Neibau soll gemaach ginn, oder wou dee Réaménagement soll gemaach ginn, ass virgesinn, datt de Sportssall vum CHNP gebraucht gëtt. Dee muss awer, éier e ka gebraucht ginn, och nach an enger provisorescher Etapp eng Rei Réaménagementen kréien, an dat ass dat wat d'nächst Joer wäert geschéien. Dat ass déi éischt Saach.

Déi zweet Saach ass, datt gekuckt gëtt, ob déi Proposition, déi elo gemaach ginn ass, fir en zweete Stack drop ze setzen, wou eventuell 12 supplementar Kllassesäll kënnen kommen, faisabel ass.

Ech sinn der Meenung, datt wa mer se nëmmen technesch hi kréien, a wann déi Strukturen dat hiergi fir et ze maachen, datt mer dat solle maachen, well dat eis d'Méiglechkeet gëtt fir Raum ze schafen. Dat empêcheiert awer net, wa mer nei a supplementare Raum zu Eitelbréck schafen, datt een och an där Géigend awer nach en zousätzleche Lycée onbedéngt muss hunn.

Well mer net virukommen op deem Terrain, dee sech awer gutt dofir prêtéiert hätt, a well sech do Froe vu Propriétéit stellen, hunn ech elo nach eng Kéier gefrot, datt mer sollen déi siwen oder aacht alternativ Siten, déi bestanen hunn, nach eng Kéier duerchkucken, fir datt mer och all Méiglechkeet ausloten, déi do besteet, fir an deem Dossier, dee fir mech wichteg ass, dee mer um Häerz läit, gradesou wéi der Educatiounsminister, weiderzkommen.

Wat d'Internat ugeet, do ass et esou, datt eng Rei Projetë gekuckt ginn, dräi Hotel an zwou Propositionen fir nei Implantatiounen ze maachen, déi sech awer net als optimal erweisen hunn. Et ass elo esou, datt eng nei Méiglechkeet gekuckt gëtt, déi sech ubitt momentan, wou ech awer, well mer haut an enger Etapp sinn, wou

d'Faisabilitéit dovunner gekuckt gëtt a wou och d'Négociation, dat heescht, d'Propriétéitsverhältnissen nach net gekläert sinn, nach net wëll momentan ze vill driwwer schwätzen, bis ech weess, ob et geet an enner wat fir enge Konditiounen et geet. Mä och deen Dossier muss evidentereis viruoen.

An déi drëtt Fro, déi Der gestallt hat, ass déi iwwert de Phenomeen fir d'Expropriation oder d'Méiglechkeet fir ze expropriieren, wou mer effektiv no leschte Jurisprudenz Schwierigkeeten hunn, fir an deem Tempo déi Expropriation ze maachen, wéi dat par le passé de Fall war. Do ass d'Regierung amgang de Gesetzestext duerchzekucken, fir a sech déi Prozedur, esou wäit den Text eis dat erlaabt, ze accélérieren.

Ech weess awer par contre och, datt Dir hei an der Commission des Institutions eng Diskussioun iwwert de Prinzip vun deem wat an der Constitution steet, hat. Ech géing mech gär där Diskussioun uschléissen, fir ze kucke wat fir eng Léisungen do kënnen fonnt ginn.

An da sinn ech fäerdeg. Merci, Här President.

M. le Président. - Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass d'Fro Nummer 24 vum Här Claude Meisch iwwert d'Universitéit Lëtzebuerg. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°24 du 22 mars 2005 de Monsieur Claude Meisch relative à l'Université de Luxembourg, adressée à la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche

M. Claude Meisch (DP). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt d'Statsekretärin Octavie Modert froen, wéi dat sech mat der Relation huet tëschent der Uni Lëtzebuerg, deenen eenzelne Centres de recherche publics an awer och Institutionen wéi dem Ceps. Mir hunn héieren, datt den neie Recteur vun der Uni Lëtzebuerg eng éischt Prioritéit doranner gesäit an d'Recherche weider ze goen, datt dat och eng Aufgab fir d'Uni Lëtzebuerg wär, an do stellt sech natierlech d'Fro a wéiwäit dat ageflecht ass an déi bestehend Strukturen, déi mer hunn, wéiwäit dat enner een Hutt kënn.

Doriwwer eraus stellt sech och d'Fro vun der Plaz vun eiser Fuerschungslandschaft, vun der Luxembourg School of Finance, virun allem och am Zesammenhang mat dem scho bestehende Laboratoire de droit économique, deen am CRP-Gabriel Lippmann ugesidelt ass, déi allen zwee eng gewëssen Aufgab hunn, d'Luxembourg School of Finance zwar nach méi an der Weiterbildung, mä virun allem de Laboratoire de droit économique och an der Fuerschung iwwer eis Finanzplaz. Dofir stellt sech och d'Fro, ob déi net kënnen méi no zesumme rëckelen a vläicht zesumme mat der Uni Lëtzebuerg an eng gemeinsam Zukunft goen.

M. le Président. - Merci, Här Meisch. D'Wuert huet elo d'Madame Statsekretärin vun der Kultur, der Héichschoul a vun der Recherche.

Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche. - Merci, Här President. Här Meisch, fir op Är Froen ze kommen géif ech gär ufänken zwou Saachen virzeschicken.

1. D'Uni soll eng Uni sinn, wou Fuerschung gemaach gëtt, méi wéi bis elo, mä selbstverständlech ass eng Uni, och ëmmer dem Enseignement verpflichtet, soss ass et jo och keng Uni. Do si schonn déi zwou Komponenten, déi beieneen kommen. Mir wëllen d'Fuerschung stäerken, mir wëllen den Enseignement net negligieren.

2. D'Uni wäert awer net de Monopol vun der Fuerschung hei zu Lëtzebuerg hunn. Dat heescht, mir hunn elo scho bestehend Institut an Organer, déi Fuerschung bedriwen, awer selbstverständlech soll d'Zesummenarbecht, wéi Der zu Recht gesot hutt, ganz staark sinn zwëschent deene bestehenden Instanzen an der Uni, déi selbstverständlech och e Schwéierpunkt an der Fuerschungslandschaft zu Lëtzebuerg wäert sinn a soll sinn.

Fir zu Äre Froen ze kommen iwwert d'Zesummenarbecht zwëschent der Uni an den CRPen oder dem Ceps a bestehenden Organer, esou kann ee soen, datt déi Synergien zwëschent der Uni engersäits an den CRPen oder dem Ceps op där anerer Säit schonn zu engem gudden Deel bestinn an anerer amgaange sinn op d'Bee gesat ze ginn.

Si lafen iwwert d'Konzertation um Niveau vun der Fuerschungsprogrammation an och iwwert d'Promotion vun der Mobilitéit vun den Enseignantë souwéi selbstverständlech vun de Studenten zwëschent der Uni op där enger Säit an zwëschent de Fuerschungsorganer wéi CRPen op där anerer Säit, esou datt et eng normal Interaktion soll ginn, déi sech och am Alleegeleche soll ofspillen. Mat der Zäit wäert sech erauschielen ob a wéi mer et formaliséieren.

Iwwregens hunn och déi extern Assisen, déi mer den 11. März gehalen hunn, ganz kloer de Wëlle vun ganze Secteur vun der Fuerschung gewisen, fir zesummenzeschaffen, fir eng kohärent Fuerschungslandschaft zu Lëtzebuerg op d'Been ze setzen. Et ass de Wëllen do fir un engem Strang ze zéien.

Allgemeng kann ee vläicht nach aflechten, datt d'Zesummenarbecht am Fuerschungsberäich och iwwert déi pluriannuel Programmation, zesumme mam Fonds national de la Recherche ka gemaach ginn.

Zu Äre Froen iwwer d'Luxembourg School of Finance, do ass et esou, datt d'Luxembourg School of Finance jo zënter der Rentrée an der Uni integréiert ass, an zwar ass se Bestanddeel vun der Faculté de droit, d'économie et de finances, also e ganz kloer Deel vun der Uni, an den Accord ass amgaangen elo an dësen Deeg ennerschriwwen ze ginn. Dat war ofgemaach ginn zwëschent der Uni an der Luxembourg School of Finance, an dat ass am géigesäitge Respekt a Wëlle geschitt.

Wat de Laboratoire de droit économique (LDE) ugeet, dat ass jo en Departement vum CRP-Gabriel Lippmann, deen effektiv lues a lues der Pouponnière entwiisst. An esou sinn dann och de Moment Gesprécher amgaangen zwëschent dem Verwaltungsrat vun dem CRP-Lippmann an dem Conseil de gouvernance vun der Universitéit vu Lëtzebuerg, mat hiren zwee Präsidenten un der Spëtz, iwwert Synergien, oder souguer nach besser iwwert d'Integratioun am Beräich vun der Recherche en droit, an et ass un den zwee Établissements publics, fir der Regierung d'Modalitéit vun sou verstärkte Synergie virzeschloen.

Sécherlech kann do e flotte Mehrwert erauskomme vun hirer Aarbecht a sécherlech ginn dann och fir den LDE nei Fuerschungsberäicher op. D'Regierung huet u sech kee Problem, wann op där enger Säit Initiativen méi grouss ginn, an op där anerer Säit Saachen integréiert ginn.

Dozou wëll ech awer vläicht nach just soen, datt mer natierlech am Beräich vu Fuerschung a vun Uni an engem Secteur sinn, wou eng gewëssen Eegestännegkeet be-

steet duerch dee jeeweilige Statut vun den Acteuren, iwwert déi mer hei schwätzen. Dat heescht, datt d'Regierung selwer natierlech mat hinnen a Gesprécher ass, mä si u sech hier eegen Entscheidungen huelen, wéi se zesummewuessen a wat se op wéi eng Aart a Weis zesumme maachen.

Merci.

M. le Président. - Merci, Madame Modert. Déi nächst Fro ass d'Fro Nummer 25 vum honorabelen Här Ben Fayot iwwert d'Rotonden zu Bouneweg. Här Fayot!

- Question N°25 du 21 mars 2005 de Monsieur Ben Fayot relative aux rotondes de Bonnevoie, adressée à la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche

M. Ben Fayot (LSAP). - Här President, d'Rotondé vu Bouneweg si jo als en nationaalt Kulturmonument klasséiert a sinn interessant Konstruktiounen vun der Industriegeschicht vu Lëtzebuerg. Mir wëssen, dass eng vun deene Rotonden, déi ennescht, renovéiert ginn ass an deene leschte Joren, si huet awer nach keng Affektatioun kritt. Déi iewescht Rotonde ass nach besat, en attendant dass d'CFL en neien Atelier bauen, fir déi Bussen, déi doranner gewart ginn, opzehuelen.

Ech hu gelies, dass elo fir d'Kulturjoer 2007 an deene Rotonden do soll eng Aart Hauptquartier vun dem Kulturjoer sinn. Duerfir wollt ech d'Regierung froen, wat dann elo mat där ieweschter Rotonde géif geschéien. Engersäits wéi et mat deem neien Atelier vun den CFL géif weidergoen, fir dass déi iewescht Rotonde ka fräi ginn, a virun allem och wat dann d'Regierung gedenkt u Renovatioun an där ieweschter Rotonde ze maachen, déi jo awer an engem relativ schlechten Zoustand ass.

Doriwwer eraus wëll ech och rappeléieren, dass vun der Stad zesumme mam Stat geduecht gëtt fir déi Rotonden an e groussen Urbanisierungsprojet eranzehuelen, fir de gesamt Quartier virun der Gare, hannert der Gare ze renovéieren an urbanistesches neizegestalten, an ech wollt d'Madame Statsekretärin froen, ob se schonn eng Partie Elementer fir d'Antwort op déi Froen huet, zahlreich Froe selbstverständlech, déi sech am Zesammenhang mat de Rotondé stellen.

Merci.

M. le Président. - Merci, Här Fayot. D'Wuert huet d'Madame Modert, Statsekretärin vun der Kultur, der Héichschoul an der Recherche. Madame Modert!

Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche. - Merci, Här President. Här Fayot, Dir hutt hauptsächlech d'Fro gestallt no där ieweschter Rotonde, déi zweet, déi de Moment nach gebraucht gëtt vun den CFL a wou de Moment och nach d'Busateliere vun den CFL dra sinn. Tatsächlech sinn zënter 1991 déi zwou Rotonden als Monument national klasséiert an de Stat ass Besëtzer vum Site.

Déi éischt Rotonde, fir dat just a Klammeren nach séier ze soen, gëtt zënter Februar dëst Joer bannendran aménagéiert, während se zënter 2000 bausse frësch gemaach gëtt, an dat enner der Verantwortung a mam Budget vu Sites et Monuments.

Déi zweet Rotonde ass effektiv haut nach als Atelier vun den CFL am Gebrauch a soll fir Enn 2006 disponibel si fir an d'Kulturjoer 2007 mat agebonnen ze ginn. Dat heescht, et geet bis zimlech zum Schluss zou, ier d'Kulturjoer ugeet, ier mer se kréien, an et ass och geduecht, datt déi Rotonde zimlech esou wéi se elo do ass wäert gebraucht gi fir déi Projeten am Kon-

text 2007. Natierlech mat e puer Stabilisatiouns- a Renovatiounsarbechten, awer ganz séier a ganz kuerz. Déi zweet Rotonde ass net geduecht fir 2007 esou renovéiert ze ginn, wéi de Moment déi éischt, dat heescht, déi ennescht Rotonde amgaangen ass frësch gemaach ze ginn. Dat soll iwwregens bis Enn Oktober vun dësem Joer fäerdeg sinn.

Mir hu wëlles an där zweeten Rotonde am Kulturjoer 2007 eigentlech Veranstaltungen oflafen ze loosse, déi hauptsächlech jugendorientéiert sinn, wou och d'Jugend ka selwer Projeten ausschaffen, also relativ fräi ass fir hir Manifestatiounen opzestellen.

An deem éischte Gebai, an där éischter Rotonde, där enneschter, wäert Accueil, Informatioun, Billetterie a sou viru sinn. Déi ass enner der Verantwortung vun der A.s.b.l. 2007, an déi zweet gëtt zesumme gëiert fir déi Zäit vum Kulturjoer 2007 vun der A.s.b.l. an dem Service national de la jeunesse. Et ass ausgemaach mat den CFL, datt mer déi iewescht Rotonde wéi gesot Enn 2006 wäerte kréien.

Bis elo ass nach keng definitiv Affektatioun, weder vun där enger nach där anerer Rotonde, fir no 2007 virgesinn an ausgemaach. Am Géigendeel, et soll 2007 e flote Laboratoire si fir déi spéider Destinatioun vun deenen zwou Rotonden, a mir gesinn dat och an deem ganze Kontext vun der Wichtigkeet, d'Verbinding ze maachen zwëschent deenen zwee Quartiere Gare a Bouneweg, wou d'Rotondé just derzwëschent leien, fir datt do neit Liewe kann drakommen.

An deem Sënn ass natierlech d'Expérience, déi mer aus 2007 zéien, och wichtig fir afléissen ze loosse, fir d'Stad Lëtzebuerg, fir hir Pläng auszuschaffen, am Kontext enner anerem vun der Gare, an do sinn d'Gesprécher jo och amgaangen. Souwisou ass d'Stad Lëtzebuerg agebonnen an d'Aarbechte vun 2007, well si jo do Partner vun der Kulturhauptstad 2007 mat ass.

Bref, an Kuerzfristege sollen d'Rotonden e geographeschen Epizentrum gi vun de Manifestatiounen 2007, fir dann doraus d'Leieren ze zéien, wat mer duerno kënnen virumaachen, an et ass net virgesinn, déi iewescht Rotonde virun 2008 komplett ze renovéieren.

Merci.

M. le Président. - Merci, Madame Modert. Déi nächst Fro ass d'Fro Nummer 26 vum Här Gira iwwert den Noutplang am Fall vun enger Drénkwaasserverschmutzung. Den Här Gira huet d'Wuert.

- Question N°26 du 21 mars 2005 de Monsieur Camille Gira relative au plan d'intervention d'urgence en cas de pollution de l'eau potable, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt vun internationale Waasserdag profitéieren, fir dem Här Innenminister eng Fro ze stellen iwwert de sou genannte Katastropheplang am Fall vun enger gréisserer Drénkwaasserverschmutzung.

Bei der rezenter Verschmutzung vun SEBES-Waasser vum 12. Januar huet et geheescht, de Ministère de l'Intérieur hätt de bestehende Katastropheplang korrekt applizéiert. Datselwecht huet den Innenminister och an enger Intérieurskommissioun, déi mer den 2. Februar zesummeruffe gelooss hatten, confirméiert.

Ech hunn du gefrot, ob d'Chamber dat Dokument och kennt zougestallt kréien. Dat ass an Tëschenzäit och geschitt. Ech hu mir dat Dokument emol ugekuckt, a wann ech dat richtig interpretéieren, dann ass dat awer ke formaliséierte Katastropheplang, mä dat ass wéi et dropsteet de Rapport fir

nal vun engem Aarbechtsgrupp vun der Aluseau. An deem Aarbechtsgrupp war vum fréieren Innenminister chargéiert ginn eng Prozedur auszeschaffen, fir bei gréissere Pannen ze intervenéieren.

Dofir ass meng Fro: Ass meng Interpretatioun richteg, dass de Ministère de l'Intérieur kee formaliséierte Katastropheplang huet, fir bei gréissere Pannen vun der Dréknwaasserversuergung ze intervenéieren? A wa jo: Ass de Minister dann amgaang endlech esou ee Plang opzestellen, a wéini wier da mat engem Ofschloss vu sengem Plang ze rechnen?

■ **M. le Président.** - Merci, Hâr Gira. D'Wuert huet elo den Hâr Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

■ **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire.** - Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, et geet also hei em e Plan d'intervention d'urgence. Ech muss also dovun ausgoen, dass dat awer en Dokument ass, wou den Hâr Gira elo mengt, dass et keent wär. Ech ka just soen, et steet hei grouss drop: „Approvisionnement en eau potable, plan d'intervention d'urgence“. Dat Dokument ass vun der Aluseau ausgeschafft ginn. D'Aluseau, dat si Spezialisten aus dem Gemengesecteur, respektiv aus dem Statssecteur am Beräich vun Dréknwaasser an Ofwaasser. Ech ginn dovun aus, dass wat d'Versuergung ugeet déi hiren Job gemaach hunn.

Ech hunn hei en Dokument kritt vum Aluseau, an do steet grouss drop „Plan d'intervention d'urgence“. Ech muss also dovun ausgoen, dass dat awer en Dokument ass, wou den Hâr Gira elo mengt, dass et keent wär. Ech ka just soen, et steet hei grouss drop: „Approvisionnement en eau potable, plan d'intervention d'urgence“. Dat Dokument ass vun der Aluseau ausgeschafft ginn. D'Aluseau, dat si Spezialisten aus dem Gemengesecteur, respektiv aus dem Statssecteur am Beräich vun Dréknwaasser an Ofwaasser. Ech ginn dovun aus, dass wat d'Versuergung ugeet déi hiren Job gemaach hunn.

Et muss een och souwisou, wann ee vun Interventionspläng schwätzt, dann ass dat éischter, géif ech mengen, en administrative Kader, deen ee festleet, net onbedéngt Aktiounen, well d'Aktiounen si jo ëmmer aner. Den Zeenario variéiert, d'Aktiounen sinn ëmmer anescht, an d'Kompetenze sollen determinéiert ginn an esou engem Plang an ech mengen, dat geschitt hei.

Dat Wichtigst si souwisou d'Übungen. Et mussen Übung gemaach ginn. Bei de Schoule ginn der jo gemaach oder bei den Autobunntunnelen, an et gétt och all Joer, hunn ech nofroe gelooss, och zum Beispill eng Übung gemaach am Plan d'intervention vun der Pollution du Lac de la Haute-Sûre. Do gétt all Joer eng Übung gemaach an ech mengen, dat wär dat Wichtigst wat ee misst an esou Beräicher maachen.

Tatsaach ass, dass mer gesot hunn, de Syvicol soll - a mir hunn och esou ee Bréif un hie gemaach - eis eng Persoun designéieren, déi an där Krisecellule soll matschaffen, wann esou Problemer sinn.

Tatsaach ass och, dass ech gesot hunn, mir sollen en Aarbechtsgrupp maachen, fir de Plang ze verbessere bei der Informatioun a bei der Kommunikatioun. Do hunn ech jo, wéi mer de Waasserdag virgestallt hunn, Iddien op den Dësch geluecht. Ech hat lech deemools gesot, op där enger Sait gétt d'Press informéiert an op där anerer Sait gétt am Eeschfall och esou e Genre Alerte secondaire gemaach. Natierlech wäerten och do sanitär Incidencé si bei deene meeschte Fäll, wou mer Waasserpollutiounen oder Dréknwaasserpollutiounen hunn.

Dofir gétt och d'Direction de la Santé agesat, ganz kloer, mä déi Alerte secondaire leeft dann iwwert d'Protection civile, iwwert d'Pompjeeën an da soll nach déi folgend Lëscht vu Leit, déi ech mer opgeschriwwen hunn, intervenéieren wa Problemer sinn: d'Buergermeeschteren an d'Schäffen aus de verschiddene Gemengen, déi technesch Servicer aus de Gemengen, déi Responsabel aus de Syndikater, déi staatlech Verwaltungen, déi

an d'Gestioun vun der Kris mat agebonne sinn. Dann natierlech och d'Dokteren an d'Apdikteren, d'Kliniken, d'Maisons de soins an d'CIPEen, an och natierlech d'Distributiounsreseauë vu Liewensmëttel a Restauranten.

Also stellen ech mer vir, dass en Hypermarché iwwert déi Schinn och ka Leit informéieren, also dass am Ganzen et da géifen ongeféier 6.500 bis 7.000 Leit sinn. Doriwwer eraus hunn ech e Bréif gemaach un eisen Transportminister, den Hâr Lux, fir dass e mat den CFL, mam TICE, mat der Ville de Luxembourg a mam RGTR kuckt, ob een net och déi kann abannen an esou eng Informatioun an doriwwer eraus soll och de CITA iwwer hir Panneauen op den Autobunnen Informatiounen kënnen weiderginn.

Also, et ass eng ganz Strategie, déi mer am Detail amgaange sinn auszeschaffen iwwert den Aarbechtsgrupp, wou ech gesot hunn, dass de Syvicol soll matschaffen, an da mengen ech, wann esou Problemer sinn, misst ee kënnen déi Saachen 100%eg an de Grëff kréien.

Wat eng Tatsaach ass, dat ass, dass dee Plan d'intervention d'urgence opgestallt ginn ass am Joer 2001, an zwar just nodeem mer dee Problem haten 2000 mat der SEBES. Do war och e Waasserproblem. Do ware jo Kolibakterien am Waasser, an no dräi Deeg ass dat festgestallt ginn, an dunn ass dann och do reagiert ginn, wat gutt war, mä deemools war d'Reaktioun net gradesou hysteresch wéi dës Kéier.

Ofschléissend wëll ech lech soen, dass ee muss dovun ausgoen, dass déi Verschmutzung vum 12. Januar wahrscheinlech zu 99,9% guer keng war. Dat gesot, mengen ech, hätt ech lech op Är Fro geäntwert.

Merci.

■ **M. le Président.** - Merci, Hâr Halsdorf. Déi nächst Fro kéint vun der Madame Vera Spautz iwwert den Gender mainstreaming an de Ministère beim Stat. Madame Spautz, Dir hutt d'Wuert.

- **Question N°27 du 21 mars 2005 de Madame Vera Spautz relative au «gender mainstreaming» dans les ministères de l'État, adressée au Ministre de l'Égalité des chances**

■ **Mme Vera Spautz (LSAP).** - Merci, Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, haut ass internationale Waasserdag. Viru 14 Deeg war den internationale Fraendag an et war déi éischte Kéier, dass hei an der Chamber zënter laangem keen Hearing stattfonnt huet. Ech wëllt dann dofir vun dëser Geleeënheet profitéieren, fir, soe mer emol, an enger ofgewandelter Form e klengen Hearing ze organiséieren, an lech Madame Ministesch Jacobs dann e puer Froen ze stellen.

Énnert dem Punkt „égalité“ tëschent Fraen a Männer an dem Koalitionsaccord vun dëser Regierung steet niewent enger Rei Absichtserklärungen, respektiv Suggestiounen, ënner anerem e Punkt an zwar folgenden „évaluation selon la perspective de genre dans ses actions politiques“, dorënner de Recueil vu statisteschen Donnéeën, opgedeelt no Geschlecht an als zweet, d'Kreatioun vun enger „cellule de compétence en genre“ an dat an all Département ministériel, esou datt sech d'Fro eigentlech net op lech eleng beschränkt sollt, mä sech un alleguer eis Ministeren, respektiv Ministerinne riicht.

An deem Zesammenhang wollt ech folgend Froen stellen: Wou sti mir an deem Dossier? A wéi enge Ministère gétt et mëttlerweil déi Cellule de compétence, respektiv gétt et se net?

Et ass mer bekannt, datt et am Ministère de l'Éducation nationale déi Cellule gétt. Wann et se net gétt, wat ass d'Ursach dofir? Wie kontrolléiert d'Ëmsetzung vun deem

Dossier? Gëtt et eventuell éischt Resultater oder Donnéeën, a wier et ënner Ëmstänn net néideg eng Base légale ze schafen, déi déi Cellules de compétence reglementéiert, fir dass dese Punkt aus dem Koalitionsaccord och ka mat Liewen erfüllt ginn.

Ech soen lech Merci.

■ **M. le Président.** - Merci, Madame Spautz. D'Wuert huet elo d'Madame Minister vun der Chancëgläichheet, d'Madame Marie-Josée Jacobs.

■ **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de l'Égalité des chances.** - Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Madame Spautz huet eng rei Fachfro gestallt, an ech denken, datt Der am Regierungsprogramm och de Recueil fannt mat den Donnéeën an de Statistiken.

Dat ware wichteg Virgaben, fir datt mer iwwerhaupt woussten, wou mer dru waren. Wann een net weess, wou ee steet, dann ass et schwéier fir herno ze kontrolléieren oder ze kucken, wat ee besser gemaach hätt. Mä esou gutt mat dem jëtzege Minister wéi och mat dem viregte Minister vun der Economie hate mer gutt Kontakter an och de Statec ass bereet fir méi op de Wee ze goe fir emol ze kucken, wou Männer a Fraen an der ganzer Economie dru sinn, wat jo ee vun deene wichtige Pilleren ass, fir ze kucke wou mir a wou d'Frae virkommen.

D'Kreatioun vun de Cellules de compétence an de Ministère ass effektiv, datt a jidderengem eenzelne Ministère soll esou eng Cellule geschaf ginn. De Chancëgläichheitsministère hat en Dossier an de Conseil ginn, wou am Januar eng éischte Kéier diskutéiert ginn ass iwwert déi verschidde Punkten, esou gutt iwwert d'Statistiken, wéi och iwwert d'Cellules de compétence, wéi iwwert den nationalen Aktiounsplang, wéi och iwwert de Renforcement vum interministerielle Komitee a vun der Agence indépendante.

No där éischter Diskussioun si mer nach net zu de Konklusione komm, an ech hunn d'Kolleginnen an d'Kollege gefrot fir hir Bemierkungen ze maachen, awéifern dat fir si Problemer géifen duerstellen an där Fassong wéi de Chancëgläichheitsministère dat wollt ëmsetzen, wat komplizéiert wier oder wat vläicht och fir Einzelner net ze realiséieren wier. Doropshin hu mer eng Partie vun Äntwerte kritt.

Dir wësst, datt mer elo am Februar an am März zu enger ganzer Partie, haaptsächlech meng Fonctionnairinnen a Fonctionnaires, zu New York bei der UNO waren, esou datt den Dossier elo net mat där Vitesse virugaangen ass wéi ee sech dat soss hätt kënnen wënschen, mä mir wäerten an deenen nächste Wochen déi Ministère kontaktéieren, déi hir Remarquen erageschéckt hunn, fir ze kucken, wéi een domadder ka virgoen, an duerno ze soen, dat doten ass dat wat an deem dote Ministère ka gemaach ginn.

Ech sinn de Moment net an enger Situatioun fir ze soen, datt een an alle Ministèreen deeselwecht System kann uwenden. Bei deenen enge geet dat besser, bei deenen anere geet et manner gutt. Generell hunn ech awer dat Gefill, datt d'Kollegen och bereet sinn, mat op dee Wee ze goen an och do hiert dozou bäizedroen.

Dat wat mer décidéiert hunn, dat ass bei der Agence indépendante - Dir wësst, datt mer och do zwou Direktiven ëmzesetzen hunn, wou et ënner anerem och iwwert d'Égalité zwësche Männer a Frae geet, a wou mir awer gemengt hunn, datt et sennvoll wier, datt dat eng eenzeg Agence géing ginn, datt mir

net fir déi zwou Direktiven zwou verschidden Agence géinge maachen, vu datt d'Land awer relativ kleng ass an datt et awer wichteg ass, datt een och do e Wëssen an e Kënnen beienee kritt, wou d'Leit dann awer och kënnen gehollef kréien an och Äntwerten dorop kréien.

Sou datt ech hoffen, datt mer an deenen nächste Woche kënnen déi Gespréicher ofschléissen, nach eng Kéier an de Conseil, de Regierungsrat zréckgi mat deene ganze Froen, an och hoffentlech Äntworten dorobber kréien, an dann och hoffen, datt mer déi ganz Aarbecht, déi keng kleng ass, dann awer och an deenen nächste Méint konkret an den eenzelne Ministère kënnen ëmsetzen.

Merci.

■ **Une voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Madame Jacobs. Den honorablen Hâr Meisch wëllt dem Gesondheitsminister eng Fro stellen iwwert d'Afféierung vun engem Fëmmverbuet an de Restauranten. Hâr Meisch!

■ **Plusieurs voix.** - Aaahhh! Ooohhh!

■ **Une voix.** - Dat ass emol epeps Neits.

- **Question N°28 du 22 mars 2005 de Monsieur Claude Meisch relative à l'introduction d'une interdiction de fumer dans les restaurants, adressée au Ministre de la Santé**

■ **M. Claude Meisch (DP).** - Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, de Moie war an der Zeitung ze liesen, wat gëschter op der Journée Horesca diskutéiert ginn ass, wou also d'Acteuren aus dem Gastronomiesecteur beienee waren. Déi hu sech natierlech och Gedanke gemaach ëm d'Fro vun dem eventuelle Fëmmverbuet an de Restauranten, wéi d'Regierung e virgesäit. D'Horesca huet do och eng Émfro bei hire Membere gemaach. Do ass eng grouss Oppositioun festgestallt gi bei de Membere vun der Horesca par rapport zu deem geplangte Verbuet an de Restauranten.

Allerdéngs op där anerer Sait hu ganz vill Memberen och gesot, et waren där 72%, si wäeren och averstanen, fir fräiwëlleg Léisungen ze sichen, fir an hire Restauranté fräiwëlleg Ecke fir Netfëmmerten ze reservéieren, anzeriichten, ofzetrennen, par rapport zu deene Plazen, wou dann nach dierft gefëmmt ginn.

Duerfir wollt ech de Gesondheitsminister froen, ob hien déi Hand, déi den Horesca-Secteur hei ausgestreckt huet, ergräift a mat deene Concernéierten sech zesumen un en Dësch sëtzt, fir vläicht déi Motivatioun do vun deene Betraffenen ze notzen a fräiwëlleg Accorde kënnen erbäizeféieren, wéi se an anere Länner mëttlerweil jo och schon existéieren, an Éisträich a ganz kierzlech och an Däitschland, wou den däitsche Gesondheitsministère mat de Gastronomiebetriber esou en Accord fonnt huet.

Mir sinn der Meenung, datt, wann dat do méiglech ass an engem grouse Land wéi Däitschland, da misst et hei am Klenge Lëtzebuerg ëmmerhi méiglech sinn, an ech hunn an deemselwechten Artikel am „Tageblatt“, aus enger Zeitung, déi mir net besonnesch no steet, op jidde Fall dem Hâr Minister Di Bartolomeo méi no steet, gelies, datt de Minister Boden, dee present war,...

(**Interruption**)

...den Hâr Boden, dee gëschter och present war, gesot huet, hie géing natierlech d'Suerge vun deem ganze Secteur verstoen, an ech hu gelies: „Fernand Boden sicherte der Branche abschließend

die Unterstützung der Regierung im Rahmen des Möglichen zu.“ Hâr Minister, gesitt Dir dat och esou?

■ **M. le Président.** - Merci, Hâr Meisch. Den Hâr Minister Mars Di Bartolomeo wäert eis eng Äntwert ginn op d'Fro vun där ausgestreckter Hand.

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, direkt zur ausgestreckter Hand. Ech meng mir hunn net gewaart bis dass d'Generalversammlung vun der Horesca war fir d'Hand auszeschrecken. Ech ka mech ganz gutt...

■ **M. Henri Grethen (DP).** - Dir hutt direkt eng gehaen.

(**Hilarité**)

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Ech ka mech ganz gutt un déi Zäiten erënneren, wou d'Tubakslobby besser an der Regierung vertraude war, Hâr Grethen, wéi se haut vertrauden ass...

(**Interruptions diverses**)

...an ech ka mech ganz gutt un Zäiten erënneren, wou d'OMS-Konventioun blockéiert war an där viregter Regierung, an ech ka mech ganz gutt erënneren, dass et ënner dëser Regierung e bësse méi einfach war, fir d'OMS-Konventioun ze deblockéieren.

■ **M. Carlo Wagner (DP).** - Hâr Di Bartolomeo, sprécht Dir iwwert d'Zäit vun 1989 bis 1999? Well Dir wësst jo, mir haten nach de leschten Donneschdeg eng Kommissiounssitzung wou mer d'Konventioun antitabac en fait traitéiert hunn. Déi war vun där viregter Regierung ënnerschriwwen ginn.

(**Coups de cloche de la Présidence**)

■ **M. le Président.** - Also ënnerbricht net ëmmer den Hâr Minister! Hien huet nëmme véier Minuten Zäit. Dir wësst, datt e schon ëmmer Schwieregkeete mat der Zäit huet.

(**Interruptions diverses et hilarité**)

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Mä wa mer bei de Léierstoune sinn, da wëll ech dem fréiere Minister soen, dass et net duergeet, dass een eng Konventioun ënnerschreift, mä dass ee se och muss ratifizéieren, an déi viregt Regierung - dat wësst Der, Hâr Gesondheitsminister - huet lech zréckgepaff wéi Der se wollt ratifizéieren. Duerfir ass se net ratifizéiert ginn, si gétt eréischt ënner dëser Regierung ratifizéiert.

(**Interruption**)

Mä zréck zu där ausgestreckter Hand.

(**Coups de cloche de la Présidence**)

Mir hunn net gewaart bis dass d'Generalversammlung vun der Horesca war fir d'Hand auszestrecken. Ech ka mech ganz gutt erënneren u Gespréicher, déi ech mam Generalsekretär vun der Horesca hat, wou ech hinnen ugebueden hunn, dass, en attendant dass e Geset sollt kommen, keen de Secteur drun hënnert fir wäitgehend déi doten Ausnahm zur Regel ze maachen an um Terrain eng Rei vu Schrëter ze maachen, déi et herno vill méi einfach maache fir dat Ganz gesetzlech ze begleeden.

Ech wëll soen, dass ech mech um Terrain vun der Regierungserklärung bewegen, wou ganz kloer gesot ginn ass, dass mir de Schutz vum Netfëmmert wäerte verbessere. Ech si ganz kloer dovun iwwerzeegt, dass wann een d'Netfëmmerte wëllt schützen - an hei geet et zu kengem Zeitpunkt géint Leit, déi fëmmen, mä et geet em de Schutz vum Netfëmmert -, dass ee

fir kloer Verhältnissen muss sueren, kloer Verhältnissen, déi jiddferenger kloer soen, wou en drun ass, an duerfir wäerte mer grad esou sierge wéi deene Leit ze hëllef, déi wëlle vun där Ofhängegkeet vum Tubak lasskommen.

Also kloer Situatiounen, an ech wëll dem Här Meisch soen, dass mir mat där Meenung jo wierklech net eleng dostinn. Dass ech genee an där Approche sinn, wou dem Här Meisch seng Partei nach e puer Méint virun de Wahle stoung, well e puer Méint virun de Wahlen huet dem Här Meisch seng Partei un eng Rei vu Korrespondente folgende Message verschéckt: „In Restaurants oder am Arbeitsplatz sollten systematisch zum Schutz der Nichtraucher rauchfreie Zonen die Regel darstellen, die abgegrenzt von Rauchzonen sein sollen.“

■ M. Claude Meisch (DP).- Jo. Ech froen nëmmen!

■ M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- An da geet et weider: „Rauchfreie...“

■ M. Carlo Wagner (DP).- Här Minister, Dir sidd awer wierklech a Kontradiktioun mat deem wat Der virun enger Minutt gesot hutt!

■ M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- „Rauchfreie...“, ech zitieren...

■ M. le Président.- Hien zitiert de Moment jo nëmmen.

■ M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- „Rauchfreie Zonen dürfen nicht einfach nur als eine Ausnahme oder Luxus gelten. Es sollen keine rauchfreien Inseln im Sinne einer Begünstigung, sprich Extrawurst für Nichtraucher eingerichtet werden, sondern die Raucherzonen müssten zur Ausnahme werden.“ Ech zitieren heimat d'DP virun de Wahlen...

(Brouhaha général)

...an ech géif just soen, bouffdech, wann een, wann een, wann een...

(Interruptions diverses et hilarité)

■ M. Henri Grethen (DP).- Ma Dir kënnt vill Wann-eens!

(Interruptions et hilarité)

■ M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- ...wëllt op zwou Hochzäiten tanzen, wann ee wëllt gläichzäiteg op zwéi Still setzen, da kann et emol ganz seriö derniewent goen!

Ech géif där jonker Garde vun der DP roden, sech emol fir d'éischt eens ze ginn, wat se wëllen, ier se Enquête maache wéi hir fréier grouss Kolleegen ukomm sinn. Et ass vill méi wichteg an der Politik, dass een Inhalter fénnt am plaz dass ee sech op d'Formé focaliséiert, an ech wëll lech soen, den Débat an den Dialog mam Horesca-Bereich wäerte mir féieren. Mä ech kann lech ganz kloer soen a mengem Numm an am Numm vun der Regierung, d'Ausnahm gëtt zur Regel, an dat wat Dir virun ugedeit hutt,...

(Coups de cloche de la Présidence)

■ M. le Président.- Här Minister, Dir musst zum Schluss kommen.

■ M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Neen, si hate mech ënnerbrach!

(Brouhaha général)

■ M. le Président.- Jo, mä Dir hutt dat scho laang erageholl.

■ M. Claude Meisch (DP).- Den Här Minister huet nach ëmmer net op d'Fro geäntwert!

■ M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Dee leschte Saz. An dat wat den Här Meisch mat „Nichtraucher-Ecken“ definéiert huet, dat wëlle mir net. Mir wëllen net, dass d'Netfëmmeren an Ecker verfracht ginn. D'Regel soll zur Ausnahm ginn an d'Ausnahm soll zur Regel ginn, an ech sinn emol esou naiv...

■ M. le Président.- Merci, Här Di Bartolomeo, fir Är Äntwert. Dir musst awer elo wierklech ofschléissen!

■ M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Ech si gläich fäerdeg.

■ M. le Président.- Dir hutt dat scho virun enger Minutt gesot, Dir sidd nach ëmmer net fäerdeg!

■ Une voix.- Wat ee Schnësert!

■ M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Ech sinn esou naiv ze gleewen, dass een ouni Damp muss kënnen iessen.

Merci.

■ Une voix.- Très bien!

■ M. le Président.- Merci, Här Di Bartolomeo. Nächst Fro...

(Interruptions diverses)

Dir sidd elo fäerdeg, Här Di Bartolomeo!

Déi nächst Fro ass vum honorablen Här Roland Schreiner iwwert d'Gehälterverhandlungen an der Fonction publique. Här Schreiner, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°29 du 21 mars 2005 de Monsieur Roland Schreiner relative aux négociations salariales dans le secteur public, ainsi que sur la révision des salaires, adressée au Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative

■ M. Roland Schreiner (LSAP).- Merci, Här President. Ech wollt dem Här Minister vun der Fonction publique e puer Froe stellen iwwert d'Gehälterverhandlungen an öffentleche Secteur. Dir wësst, dass de leschten Accord salarial den 31. Dezember 2004 ofgelaf ass, esou dass de Secteur sech de Moment an engem vertragslosen Zoustand befënn.

(Interruptions diverses)

En ass eriwwer, en ass ofgelaf, ob e gutt oder schlecht war, Här Grethen.

Ech wollt eigentlech dem Här Minister eng Fro stellen.

Ech weess net firwat déi Opreegung ass. Ech wollt de Minister froen, ob hien eis ka soen, ob schonn en neie Gehältervertrag amgang ass verhandelt ze ginn, respektiv wéi den Timing vun dese Verhandlungen ass, a wéini mat engem Ofschloss ka gerechent ginn. Ech hu verstanen, dass de Minister, genee wéi seng Virgänger, des Verhandlung just mat der CGFP wëllt féieren.

Meng Fro ass déi: A wéi enger Form ginn déi aner Sozialpartner, déi an der Fonction publique an an den assimilierte Secteuren tätég sinn, an des Verhandlung mat agebonnen?

(Interruption)

Ma den Här Minister äntwert mer jo, Här Grethen, ënnerbricht mech dach net ëmmer, well Dir hutt an deem Dossier do ee schlecht Gewëssen. Da war et an der Vergaangenheet esou...

(Interruptions diverses)

■ M. le Président.- Ech géif lech wierklech elo bieden de Rieder ausschwätzen ze loossen.

■ M. Roland Schreiner (LSAP).- Ech weess net, firwat Dir esou nervös do gitt.

■ M. Henri Grethen (DP).- Ech si guer net nervös.

■ M. Roland Schreiner (LSAP).- Ma et schéngt es awer bal.

Da war et an der Vergaangenheet esou, dass am Virfeld vun de Verhandlungen des Öfteren eng Étude comparative gemaach ginn ass iwwert d'Entwécklung vun de Gehälter am öffentleche Secteur an am private Secteur. Ass dat och des Kéier de Fall gewiescht, a wa jo, gëtt et do scho Resultater?

An da wollt ech nach just kuerz op d'Gehälterrevisioun agoen, déi jo och an d'Haus steet, nodeem déi lescht Regierung, obscho versprach, se net duerch gefouert huet. D'Regierungserklärung gesäit vir, dass do eng Kommissioun punktuell Propositionen soll maachen. Et soll jo keng generell Gehälterrevisioun ginn, mä éischer eng punktuell Adaptatioun vun de Barëmen, do, wou et noutwendeg ass.

Meng Fro ass déi, wéi do den Timing an d'Prozedur ausgesinn an a wéi enger Form an deem Dossier d'Gewerkschaften aus deene betraffene Secteuren an d'Diskussionen agebonne ginn.

Ech soen dann dem Här Minister elo scho Merci fir d'Äntwert.

■ M. le Président.- Voilà, Här Schreiner. D'Wuert huet elo de Minister vum öffentlechen Déngscht, den Här Claude Wiseler.

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

■ M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*.- E puer Saache wëll ech äntweren op déi seriö Fro, déi mir gestallt ginn ass, iwwert de Lounaccord. En ass effektiv, wéi Der et wësst, den 31. Dezember ofgelaf. Virun dem Oflafen ass vun der CGFP e Fuerderungskatalog eragereecht ginn, deen awer selbstverständlech, wéi dat soss och ëmmer de Fall war, e ganz breet gefächerte Katalog ass, deen net nëmme Fuerderungen iwwert d'Opwärtung vum Punktwäert beinhalt, mä och eng ganz Rei aner Mesuren, déi iwwert dat Gehältertechnesch eraus och nach e sozialen Aschlag hunn.

D'Regierung ass och iwwert d'Prozedur befaasst ginn, an Dir hutt et selwer gesot, d'Verhandlung wäerte wéi déi Kéiere virun an mat der CGFP lafen. Är Fro ass: Wéi geet et mat deenen anere Gewerkschaften? Mat deenen ass geschwat ginn an et gëtt eng Consultatiounsprozedur gemaach, déi an zwou Etappen ass an déi och soll elo am Abrëll ulafen. Dat ass déi éischt Äntwert.

Déi zweet Fro war: Wéi ass et mat de Studien? D'Regierung huet mech och gefrot fir eng Rei Studie virzehuelen, déi gemaach ginn, fir ofzeschätze wou mer momentan dru sinn, vläicht net déi, wéi se viru fennef Joer gemaach ginn ass, déi Dir ugeschwat hutt, mä eng Rei aner Étuden, do notament eng, déi den Inventaire iwwert déi lescht Kollektivvertrag am Privatsektor kënnt maachen, dat een do och sollt en Abléck doranner kréien.

An déi drëtt Fro, déi Der ugeschwat hutt, ass déi iwwert d'Gehälterrevisioun. Do ass et richtig, wéi Der gesot hutt, dat am Accord vun der Regierung drasteet, dat en Aarbechtsgrupp sech géing dorës bekëmmern. Zwou Saache sinn dozou ze soen.

Dat éischt ass, dat deen Aarbechtsgrupp schonn agesat ginn ass, dat en och seng Aarbechten

ugefaangen huet, dat en déi Aarbechten op Basis mécht vun deene Memoranden, déi gesammelt gi ware vun der viregter Fonction-publique-s-Ministesch, vun dem viregter Fonction-publique-s-Statssekretär an op Basis vun deenen elo déi Etüd gemaach gëtt, déi da soll eng Rei ganz konkret Punkten, do wou et noutwendeg ass, der Regierung virschloen.

Wéini dat elo definitiv ofgeschloss gëtt, dat kann ech nach net soen, well déi Aarbechten net an deem Rhythmus momentan weiderlafen, well och d'Fonction publique an der Présidence dran ass an och wa gesot gëtt, d'Fonction publique wier net onbedéngt en europäesche Sujet, awer dee Ministère iwwer 20 Sétzunge mat deem Personal, wat en huet, ze maachen huet, dat heescht, déi musse mer uerdentlech maachen. Déi aner Saache probéiere mer och an deem Rhythmus, wou mer kënnen, uerdentlech ze maachen, esou dat ech denken, dat am Laf vum Joer dee Grupp awer kann éischt Konklusionen zéien.

Ech soen lech Merci.

■ M. le Président.- Merci, Här Wiseler. Mir kommen dann zur Fro Nummer 30 vum Här Robert Mehlen iwwert d'Reitungsaktioun vun der CEPAL. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°30 du 22 mars 2005 de Monsieur Robert Mehlen relative à l'action de sauvetage de la CEPAL, adressée au Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

■ M. Robert Mehlen (ADR).- Merci, Här President. Här President, de leschte Freideg huet de Landwirtschaftsminister d'urgence eng Pressekonferenz aberuff, fir ze verkënnegen, dat de Lëtzebuerger Stat fir de Géigewäert vun 12 Milliounen Euro, dat heescht net grad 500 Milliounen Lëtzebuerger Frang, Immobilié vun der CEPAL géing ofkafen, fir der CEPAL Loft ze verschafen.

Do gëtt et eng ganz Partie Froen, ech wollt der e puer hei opwerfen.

1. Brauch de Stat des Immobilien oder ass et nëmmen e Gefällegkeetskaf?

2. Wéi ass huet d'CEPAL des Immobilien net um fräie Maart verkaaft, wéi si dat mat hirem Siège um Boulevard d'Avanches gemaach huet, wa se dat da wäert sinn?

3. Wéi kommt Der op de Präis vun deenen 12 Milliounen Euro? Ass do déi normal Procédure d'acquisition ënner Consultatioun an Aschaltung vun der Commission d'acquisition respektéiert ginn?

4. Hutt Der de geneeën Iwwerbléck iwwert déi finanziell Situatioun vun der CEPAL, wann Der se scho wëll retten? Wéi héich ass déi tatsächlech Schold, d'Banken, d'Sécurité sociale, d'Steieren an d'Fournisseuren abegraff?

5. Geet dat do duer fir d'CEPAL ze retten, oder kommen nach esou Aktiounen no? Gëtt et iwwerhaupt en Audit, gëtt et e Gesamtplan fir dat Ganz, deen och eng Aussicht beinhalt, fir eng Kéier op e gréngen Zweig ze kommen?

6. Kann an Zukunft all Betrib, deen esou gutt wéi faillite ass, mat esou Faveure rechnen?

7. An dat betrëfft d'Technik: Kënnt ee Projet de loi, well mer jo hei iwwert déi 7,5 Milliounen erausginn, wou muss ee Projet de loi spéciale kommen, oder gëtt d'Chamber einfach iwwergaangen, doduerch dass d'Technik vum Saucissonnage hei applizéiert gëtt?

■ M. le Président.- Merci, Här Mehlen.

■ M. Michel Wolter (CSV).- Här President.

■ M. le Président.- Jo, Här Wolter.

■ M. Michel Wolter (CSV).- Ech wollt trotzdem eng Kéier weisen, dass wann ee seet een Deputierten huet zwou Minutten Zäit, fir eng Fro ze stellen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit fir ze äntwerten, dat wann een innerhalb vun zwou Minutten - an dat ware keng siwe Froen - zéng Froe stellt, dass et relativ schwierg gëtt fir ee Member vun enger Regierung, fir a véier Minutten dorobber ze äntweren.

Ech mengen, dass et och wichteg wier an der Responsabilitéit vun den Deputierten, dat si am Kader vun der Froestonn hei géife Froe stellen, déi och raisonablement a véier Minutten ze beäntwere wieren.

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Här President!

■ M. le Président.- Här Gibéryen.

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Här President, ech mengen wann den Här Minister sech esou fuer faasst a prezis faasst wéi dem Robert Mehlen seng Froe waren, da kann hien op alleguerten déi Froen a véier Minutten äntweren. Wann hien natierlech mengt hie misst zu all Fro eng Ried halen, da geet et net duer. Dat si prezis Froen, an hie kann och prezis dorop äntweren.

■ M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Här Minister Boden, Dir hutt d'Wuert fir d'Äntwerten.

■ M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*.- Merci bien, Här President. Et ass net fir d'éischt, dat den Här Deputierten Mehlen hei iwwert d'Problematik vun der CEPAL Froe stellt, an ech hunn d'Impressioun, dat hien net méi richtig schléift, well hie fäert d'CEPAL kéint et awer nach finalement packen.

(Brouhaha général)

Ech bedauern dat wierklech, well hei geet et éischtens emol em vill Aarbechtsplazen an zweetens geet et drëm, dat mir kucken, dat mir eng Landwirtschaft hei zu Lëtzebuerger behalen, wou mir net nëmme Primärprodukt maachen, se dann an d'Ausland exportéieren, an dat dann do...

■ M. le Président.- Da lauscht dach wann ech gelift no.

■ M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*.- ...Aarbechtsplaze geschaf ginn an do Méiwäert geschaf gëtt an eis Baueren hei am Reen stoe bleiwen. Mir hätte gär, dat mir sollen ee staarken agroalimentaire Secteur behalen, an dofir versiche mir eppes ze retten, wann eppes ze retten ass.

An ech wëll soen, dat déi Aktioun, déi gemaach ginn ass, guer nächst Neies ass, zum Deel op jidde Fall net. Ech hu virun annerhallwem Joer - mengen ech - an der Agrarkommissioun des Laangen an des Breeden erkläert, ënner wat fir enge Konditiounen de Stat géif de Kuelbicher Haff opkafen. Déi Konditiounen sinn erfëllt. Den SEG an den Herdbuchverband hunn no laangen Diskussionen sech ënner Verantwortung an enger Guidance vun auslänneschen Experten dovunner iwwerzeegt, dat et gutt wier fir gemeinsam an der Schwéngsproduktioun ze schaffen an dat de Kuelbicher Haff e wichteg Element dofir wier.

De Stat ass dofir, an dat huet hie virun annerhallwem Joer scho gesot, bereet de Kuelbicher Haff ze kafen an en der neier Vereenegung zur Verfügung ze stellen, am Intérêt vun der Lëtzebuerger Schwéngsproduktioun, fir déi ze stäerken, wat e wichtige Secteur vun der Agrarpolitik hei am Land ass.

(Interruptions)

An ech wéilt lech just soen, datt eng Etüd gemaach ginn ass - dat hat ech och deemools scho gesot - vun engem neutralen Expertegrupp op Grond vum Optrag vun enger Bank, an déi hu festgestallt, datt de Kuelbicher Haff ronn 8,6 Milliounen Euro Wäert hätt a si kréie véier Milliounen Euro dofir, wéi dat och an der Vergaangeneheet schonn an Aussicht gestallt ginn ass. Dat kënnt den Ordre de grandeur sinn, deen de Stat géif dofir ginn.

Mir hunn all Subsidien ofgerechent, déi deelweis vu Bréissel, deelweis vu Lëtzebuerg komm sinn. Dat ware 4,4 Milliounen. Also hu mer net méi bezuelt op jidde Fall wéi an Aussicht gestallt gi war a wéi d'CEPAL dofir investéiert huet. Ech mengeschon, datt dat e gudder Marché ass, datt mer doduerch d'Schwéngsproduktioun kënne stäerker an och méi Autosuffisance an der Schwéngsproduktioun kréie wéi dat haut de Fall ass.

Dat ass ee Punkt. Een anere Punkt ass den Agrocenter. Am Agrocenter wësse mer, datt d'CEPAL - an dat ass jo näischt Neies, den Här Mehlen weess dat ganz gutt - a finanzielle Schwierigkeete war an och nach ass. An do muss een dann heiansdo kucken - wéi dat och bei anere Betriber gemaach gëtt -: Hu mer eng Chance fir de Betrib do ze retten, fir him eng supplémentaire Chance ze gi fir och kënne ze investéieren?

De Problem vun der CEPAL an de leschte Méint oder am leschte Joer war, datt se net genuch Finanzkraaft haten, fir ze investéieren. Si hunn Oplage gemaach kritt vum Gesondheitsminister, vun der Gewerbeinspektioun, vun der Ëmweltverwaltung, a si ware bereet ze investéieren an haten och e Plang fir dat ze maachen, mä et huet u Vertraue geféelt bei de Banken, fir hinnen déi Kreditter ze ginn, well se net genuch Finanzkraaft haten.

Elo huet d'CEPAL, Gott sei Dank muss ech soen, eng Rei vun Terrainen, déi wäertvoll sinn, wou d'Infrastrukture komplett leien, dat sinn iwwer zéng Hektaren, wou d'Infrastrukture leien. D'Regierung huet elo gesot, mir huelen Optiounen op déi Terrainen a mir wëllen déi och kafen. An dat insgesamt fir Montanté vu ronn aacht Milliounen Euro.

Or, jidderee weess, wat hei eng Bauplaz oder en Terrain, op deen e Gewerbebetrieb ka kommen, oder en Terrain, op dee kann eng Schoul kommen, wou d'Infrastrukture leien, wäert ass. Dividiéiert eng Keier déi aacht Milliounen Euro duerch déi méi wéi zéng Hektar, déi do am Spill sinn, da gesitt Der, datt dat hei en Deal ass, dee menger Meinung no fair ass. Ech sinn iwwerzeegt, datt se um private Maart, wa se Zäit gehat hätten, méi kritt hätte wéi se elo vum Stat...

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Jo, Dir kënnt dat evaluéieren. Also, ech mengen, hei wier e fairen Deal gemaach ginn, fir enger Entreprise eng Chance ze ginn, datt d'Banke bereet sinn hinne Kreditter ze ginn, fir datt se kënne investéieren an erëm schaffen.

Déi Banken hunn de Businessplang examinéiert, hunn e fir gutt fonnt, an da mengen ech ass et net un der Regierung fir ze soen, dee Businessplang daagt näischt. Also, ob si elo domat gerett sinn, dat weess ech net. Mä op d'mannst ass elo déi finanziell Basis do, datt si kënne investéieren an déi Oplagen, déi se gemaach kritt hunn, kënne erfëllen, datt si un deem neie Projet fir Fleschveraarbechtung, fir Produktioun vu Fleschprodukter kënne schaffen, datt doduerch Aarbechtsplaze gereit ginn. Ech hoffen, datt si erauskommen.

Ech hoffe wierklech, datt si erauskommen, datt Aarbechtsplazen erhale bleiwen, well déi Leit, déi do

schaffen, si Leit, déi aus dem Baueremilieu kommen - ech hunn et scho gesot -, déi ee gewëssenen Alter hunn. Wann déi géifen entlooss ginn, dat géif vill dramatesch Zoustänn mat sech bréngen. Dofir mengen ech, datt mer hei sollte gemeinsam dru schaffen, fir Aarbechtsplazen ze retten an engem Betrib, deen och am Intérêt vun der Landwirtschaft ass.

(Interruption)

Ech soen lech Merci.

M. le Président. - Merci, Här Minister. Dann déi nächst Fro vum honorabelen Här John Castegnaro iwwer de Remboursement vu medezineschen Analysen. Här Castegnaro, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°31 du 21 mars 2005 de Monsieur John Castegnaro relative au remboursement des analyses médicales, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

M. John Castegnaro (LSAP). - Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, an der Generalversammlung vun der Union des Caisses de Maladie den 9. November 2004 ass enner anerem beschloss ginn, dass an Zukunft just nach 12 Analyse pro Ordonnance am ambulante Milieu rembourséiert ginn. Zousätzlech Analyse gi just dann nach rembourséiert, wann eng komplementär Ordonnance virläit.

Et huet sech elo erausgestallt, dass de Public, mä och d'Dokteren net méi genee wësen ee wellech Analyse rembourséiert kritt, haaptsächlech am Fall vun enger méi laangwieriger Krankheit. Et ass zum Beispill net kloer, ob et sech ëm 12 Posten an enger Analys handelt - nëmme fir ze soen, bei der Schilddrüs ginn zwee oder dräi Posten ënnersicht. Et ass och net kloer, ob en Ënnerscheed gemaach gëtt, wann de Patient an e private Labo geet oder d'Analysen am Milieu hospitalier gemaach ginn.

Kann de Minister mer wann ech glift op déi Fro eng zefridde stehend Äntwert ginn? Merci.

M. le Président. - Här Minister vun der sozialer Sécherheet Mars Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dem Här Castegnaro Merci fir déi Fro, déi eng Rei vu Klärungen erméiglecht. Ech wëll vläicht fir unzefänken déi Moosnam vun der Limitatioun op 12 Analyse pro Ordonnance an dee Kontext erastellen, wou se higehéiert. Et ass eng vun deene Mesuren, déi an der Ronn vun der Generalversammlung vun der Union des Caisses de Maladie decidéiert gi sinn, fir deem dach awer relativ héijen Defizit an de Krankesenen entgéintzotrieden.

Där doter Décisioun sinn Analyse virausgang, déi festgestallt hunn, wou dann d'Dépensen an deene leschte Joren an dynameschste geklomme sinn. Ee vun deene Secteuren, wou d'Dépensen am dynameschsten iwwer eng Rei vu Jore geklomme sinn, ass dee Poste vun de Laboanalysen, an nach méi speziell - well dat méi llicht identifiabel ass, am Géigesaz zu de Spidolslaboen, déi budgetiséiert sinn - an de private Laboen, wou een an deene Jore vun 1998 bis 2003 e Wuesstum vun der Zuel vun den Analysen bis zu 14% festgestallt huet, en Duerchschnitt vun 12%, mat enger Spéztz am Joer 2003 vun iwwer 17%.

Dunn ass an den Diskussiounen zwëschen deene verschiddene Sozialpartnere gekuckt ginn, wat eng räsonnabel Zuel vun Analyse wier, déi een optimal kéint verschreiwen. Et ass och selbstverständlech mat den Dokteren doriwwe diskutéiert ginn, an do ass

déi Zuel vun 12 Analysen erauskom, mat Klärungen, déi herno komm sinn, wou ee festgestallt huet, wou een ee Posten als eng Analys oder dräi Sous-analysen als ee Poste festgestallt huet.

Ech wëll awer vun Ufank un drun erënneren, dass et net geduecht war fir déi Begrenzung do op d'Privatlaboen ze limitéieren, mä dass dat e Message war un d'Acteuren alleguer an dass an enger éischer Phas vläicht eng falsch Interpretatioun drageluecht ginn ass. Mä jiddfalls ass de Message ganz kloer vun de Verantwortleche vun der UCM bei sämtlech Acteuré gaangen, dass et 12 Analyse sinn, déi ungestriewe sinn. An der Zwëschenzäit sinn et dann eng Rei vun Diskussiounen zwëschen der Union des Caisses de Maladie, der Spéztz vun der Union des Caisses de Maladie an den Acteuren um Terrain ginn, och de Labovertrieber, wou op eng Rei vu Problemer an der praktescher Applikatioun higewise ginn ass.

Enner anerem ass d'Fro opgeworf ginn, dass wann een Analyse mécht an et stéisst een op ee Problem, deen ee weider muss ennersichen, wat fir eng Prozedur dass een da muss huelen, fir dass weider analyséiert ka ginn, ouni dass elo en neien Zertifikat muss komm sinn. An deene leschte Wochen ass et do zu enger Unnäherung komm vun deenen eenzelne Gesprächspartner.

Wat ze kläre bleibt, dat ass, ob et dann zu engem Automatismus bei de weideren Analyse kënnt oder ob den Dokter zumindest säin Avis dee Moment nach muss ginn. Mir wäerten deemnächst eng Décisioun huelen op Grond vun deene Propositionen, déi vun der Commission de nomenclature komm sinn. Dat hei ass keng Science exacte. Hei muss ee praktesche Problemer Rechnung droen, déi sech um Terrain weisen.

Et muss een awer soen, dass een all Secteur, och de Labossecteur, am A behale muss, fir dass et net zu enger Explosioun vun Dépense kënnt, déi net onbedéngt noutwendeg sinn. Och bei de Laboe gëllt de Prinzip vum utile et nécessaire. Dat heescht, dass een dat kritt, wat ee brauch, awer net méi.

Merci.

M. le Président. - Merci, Här Minister. Da kéime mer zu där leschter Fro vun haut. Dat ass d'Fro vum Här Henckes iwwer d'Landesplanung: eng Fro un den Här Innenminister. Här Jacques-Yves Henckes, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°32 du 22 mars 2005 de Monsieur Jacques-Yves Henckes relative à la politique d'aménagement du Territoire, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Merci, Här President. Här President, ech wollt den Här Innenminister froen, wat fir ee Stellwäert déi IVL-Etüd, d'integratiivt Verkéiers- a Landesplanungskonzept, fir dës Regierung huet? Wann ech d'Regierungserklärung liesen, da kann ech do erausfannen, datt d'Regierung wëlles huet déi sechs Pilotprojeten ze realiséieren an datt d'IVL-Etüd, ech zitieren: «orientera les démarches du Gouvernement». Dat heescht, datt et en Orientéierungsinstrument soll sinn.

Nach stellt sech d'Fro am Konkreten, wéi wäit déi Orientéierung vu Säite vun der Regierung geet, nottamment, an als Beispill nure geholl, dee Pilotprojete vum Südweste vun der Stad. An deem Kontext wollt ech also dräi Froe stellen.

Éischtens, ass dee Pilotprojete vum Südweste vun der Hauptstadt? Sinn déi Orientéierungen, déi dra sinn,

nuren indikativ? Kann also d'Gemeng maache wat se wëllt? Oder ass et e Konzept, e Pilotprojete wou d'Regierung seet, dir, d'Stad Lëtzebuerg, dir aner Gemengen, déi ronderëm sidd, musst lech un dat halen, wat do an där IVL-Etüd drasteet, well soss ginn ech lech verschidde Genehmegungen net? Dat heescht, juristeschesch ass et vläicht net bindend, mä politeschesch wier et bindend.

Déi zweet Fro, déi sech an deem Kontext stellt: Wat ass d'Marge de manoeuvre vun der Stad Lëtzebuerg, respektiv vun deenen anere Gemengen, déi concernéiert sinn, bezüglech dee Projet pilote?

An drëtzens: Wann eng Gemeng Initiativen hëlt, wéi d'Stad Lëtzebuerg, wier et dann net ubruecht, datt och d'Regierung géing dofir surgen, datt d'Nopeschgemenge wéi Hesper och hirersäits Mesuré géingen huelen, net datt déi zwou Initiativen, déi vun där enger oder vun där anerer Gemeng geholl ginn, herno net openaner ofstëmbar sinn a wat dann zu Incohérence an der Realisatioun vum Pilotprojete géif féieren?

Dat woren déi puer Indicatiounen, wou ech frou wier, Här Minister, wann Der mer kéint drop äntwerren.

M. le Président. - Merci, Här Henckes. D'Wuert huet den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf. Här Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass eng interessant Fro, déi den Här Henckes mer hei stellt, an et ass eng interessant Fro an deem Sënn, well jo op där enger Säit, an d'Stéchwuert ass virdu gefall, d'Autonomie communale en hellege Prinzip ass vun de Gemengen an op där anerer Säit awer den Aménagement du territoire e gewëssenen Dirigismus huet an och eng gewësse legislativ Wichtigkeet huet. An ech meng grad dat ass dat, wéi ee muss deen Dossier hei ukucken.

De Stellwäert vum IVL ass sécherlech éischtrangege fir déi heite Regierung. Et sinn, mengen ech, sechs oder aacht Säiten am Koalitionsofkommes, déi doriwwe berichten, an esou kann et och nëmme sinn, dass mer versichen déi Prinzipien do de Gemenge schmackhaft ze maachen a se mat de Gemengen op eng gewëssen Aart a Weis hinze kréien. Dat Ganz kann nëmme geschéien an enger gewëssener Partnerschaft, wou jidderee säi Rôle spillt, a mir hunn dat och esou ugepaakt, fir dass mer am Fong geholl eng Konventioun wëllen an de Mëttelpunkt setze vun eisem Mateneen.

Mir sinn eis bewusst, dass dee Projet, deen Der ugeschwat hutt vum Südweste vun der Stad Lëtzebuerg, ee wichtige Projet ass, gradesou wichtig wéi de Projet vu Belval a gradesou wichtig wéi de Projet vun der Nordstad. Dat sinn dräi Projets pilotes, géif ech bal soen, wou ee ka weise wéi ee ka vernetzt denken a wéi ee kann Elementer vu Landesplanung mat Gemengeplanung zesummebréngen. Doriwwe eraus maache mer nach Regionalplang, wou mer dee maachen am Süden an deen am Westen a sektoriell Plang wéi dee vum Transport, vum Logement vun de Zones d'activités économiques a vun de Grands ensembles paysagers. Et ass also eng ganz Strategie an, wéi ech lech gesot hunn, eng Konventioun steef am Mëttelpunkt.

D'Konventioun huet awer éischer eng politeschesch oder eng moralesch Bedeitung, an net onbedéngt eng juristeschesch an deem Sënn. Mir hunn och do Réunione gehat mat alle Gemengen, déi concernéiert sinn: Hesper, Leideleng, Bartreng, Stroossen an d'Stad Lëtzebuerg. Et ass also esou, dass do matenee geschwat gëtt, dass horizontal do

vernetzt geduecht gëtt. Mer versichen am Fong geholl do Neel mat Kapp ze maachen.

Den idealen Zoustand wier am Fong geholl dee wann een et géif fäerdeg bréngen, dass ee kéint ee PAG maachen, deen interkommunal wier iwwer déi ganz Gemengen. Dat ass jo och méiglech iwwer dat net Gesetz vum Aménagement communal, dass ee géif kucken, wéi kréie mer et hin, dass d'Gemengen sech ofstëmmen an esou plangen, wéi den IVL dat virgesäit.

Kloer ass et, mir müssen en Equilibre kréien zwëschen Wunnen a Schaffen, oder anescht ausgedréckt, téschent Wunnen a Wirtschaft, déi musse matenee spillen; an d'Nohaltegkeet huet jo déi dräi Schinnen. D'Nohaltegkeet heescht Wirtschaft, heescht Ekologie a sozial Elementer. Mir hoffen, dass d'Gemengepolitiker dee Message verstinn an dass si konstruktiv mam Minister zesummeschaffen. De Kader ass gesat, d'Instrumenter kenne mer an et geet elo nëmme drëm, dass mer all un engem Strang zéien.

Wat d'Stad Lëtzebuerg ugeet, erwaarden ech mer, dass mer an deenen nächste Méint konstruktiv zesummeschaffen. Mir hunn och deemnächst eng Réunione mat der Stad Lëtzebuerg an och mat deenen anere Partenaires. Wéi gesot, ech erwaarde mer awer, dass mer do kënne an der Complémentaritéit schaffen, dass mer deen néidege Phasage dra kréien an all déi Evolutiounen, dass eist Land kohärent ka wuessen, dass de Süden eng Chance kritt am Belval, dass d'Stad seng Chance kritt iwwer de Südwesten an iwwer de Kierchberg an dass den Norden et versteet, d'Nordstad esou ze positionéieren, dass, wann eng Keier d'Nordstrooss kënnt, dann net dee ganzen Norden iwwerrannt gëtt.

Merci.

Une voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Minister. Domadder si mer um Enn vun der Froestonn un d'Regierung ukomm.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour an dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi 5387 iwwer d'Schafung vun engem Établissement public Centre hospitalier neuropsychiatrique. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Dokter Stein, den Här Wagner, den Här Huss an den Här Jaerling. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Romain Schneider. Här Schneider.

8. 5387 - Projet de loi modifiant la loi du 17 avril 1998 portant création d'un établissement public dénommé „centre hospitalier neuropsychiatrique“

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Romain Schneider (LSAP), rapporteur. - Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 5387, dee sech mat der Modifikatioun vum Gesetz vum 17. Abrëll 1998 iwwer d'Schafung vun engem Etablissement public, genannt Centre hospitalier neuropsychiatrique, deen ech a menger Ried elo ëmmer mat CHNP beiteilen, gouf de 14. Oktober 2004 vum Gesondheitsminister Mars Di Bartolomeo déposéiert an ass ausgeschaff ginn vum fréiere Gesondheitsminister Carlo Wagner.

De Statsrot huet säin Avis den 23. November 2004 ginn a säin Avis complémentaire den 22. Februar vun deemem Joer. D'Kommissioun vun der Santé huet de Projet de 27. Januar 2005 ënnersicht an de 17. März unanime votéiert.

Èm wat geet et elo an dësem Projet? Wat sinn déi nei Aspekter? Wéi gesäit d'Zukunft aus fir den Etablissement, d'Personal an d'Psychiatrie? Wéi ass d'Versuergung vum Patient garantéiert? Dat sinn déi véier Froen, déi ech a mengem Exposé wëll uschneiden.

Fir mer e bessert Bild iwwert d'Situatioun an d'Stëmmung ze maachen, hat ech mer erlaabt perséinlech déi Responsabel vun dem Conseil d'administration, der Direktioun an de Personalvertrieeder zu Ettelbréck opzesichen, fir vun hinnen direkt hire Point de vue ze héieren. Et waren dat interessant a wäertvoll Gespréicher, déi mer erlaabt hu méi strukturéiert duerch dësse Projet ze kommen.

Et ass kloer, datt Modifikatiounen vum Gesetz vum 17.04.1998 ustoungen, an dat no sechs bis siwe Joer Erfahrungen am neie Statut. Virun allem den Artikel 18 vum ale Gesetz hat annoncéiert, datt dës Adaptatioun misste gemaach ginn an der Erwaardung vun neien Infrastrukturen a Services, virun allem am Beräich vun den eelere Matbierger an den Handicapéierten.

Och wann an der Tëschenzäit eng Rei vu pragmatische Solutiounen fonnt goufen, esou hunn dach déi nei Fall d'Besoiné vu spezialiséierte Strukturen bewisen. Esou gouf d'Schafung vun engem Service intégré des soins pour seniors a vun engem Service handicap mental décidéiert. Dës Aktivitéit gouf mat Konventiounen zwëschen dem Ministère de la Famille an dem CHNP agréiert.

De Projet hält also fest, datt den Etablissement CHNP an Zukunft dräi Entitéit gëreiert: 1. d'Spezialisatioun am Domaine neuropsychiatrique, 2. de Service intégré de soins pour seniors, oder SIS genannt, an 3. d'Servicer fir Persounen mat engem Handicap mental.

An dësem Kontext ass gewosst, datt de CHNP am Begrëff ass, d'Disposition vum Plan hospitalier ëmzesetzen, wat eng Deelzentralisatioun vum CHNP a seng progressiv Spezialisatioun am Beräich vun der Rehabilitatioun vun deene psychesch chronesch Kranken a Fleegefall ubetrëfft. Dës Dispositioun gesi jo och den Arrêt vun den Aktivitéiten am Beräich vun den Akutfäll vir, zwëschen dem 1. Januar an dem 1. Juli 2005, dat an enker Konzertioun mat deene véier Hôpitaux généraux vum Land.

Natierlech - an dat hu Gespréicher mat sämtlechen Acteuren um Terrain bewisen - war déi praktesch Ëmsetzung während dëser Iwwergangsperiod net esou einfach an huet organisatoresch Problemer duergestallt. An natierlech bedéngt dës Reorganisatioun och eng Rei vu Mutatiounen vum Personal. Eimerhin huet de CHNP ablécklech 626 Persounen do schaffen, dovunner 311 am Statut vun der Fonctioun publique an 315 am Statut vun de Spideeler. Mat Sécherheet wäerten dës Leit och an Zukunft gebraucht ginn, och wann et vläicht op anere Siten oder an anere Beräicher wäert sinn. Ech zitieren hei d'Beräicher vun der Kannerpsychiatrie oder der Drogepsychiatrie oder der Affektatioun an der Akutpsychiatrie an engem Hôpital général.

Gespaant waarde mer och op d'Suite vum Rapport Häfner, vum Rapport vum Här Wulf Rössler, dee geschwéllt soll publizéiert ginn an deen nei Direktive vun der Reform an der Psychiatrie wäert proposéieren. Et ass awer wichteg, datt bei dësen Iwwergäng e gudden Austausch zwëschen deenen dräi Acteuren leeft, dem Conseil d'administration, der Direktioun an dem Personal. Ech soen och op dës Plaz dem Minister mäi grouse Merci fir säi perséinlechen Asaz, fir dës Kommunikatioun erëm un d'Lafe kritt ze hunn. Den Dialog wäert de Schlëssel zum Erfolleg an dësem Kontext sinn.

Een aneren Défi ass awer souwuel fir de Patient wéi och fir d'Personal d'Verbesserung vun deene bestehenden Infrastrukturen. Déi sinn zum Deel an engem schlechten, vétusten Zoustand a gi mat der Zäit mat Sécherheet net besser. Et ass och schued, datt an deene leschte Joren net vill no dëse Gebaier vu Säite vum Stat gekuckt ginn ass. Dofir ass et ëmsou méi ze begréissen, datt dësse Projet och déi finanziell Méttelen zur Verfügung stellt, fir eng schnell Réfectioun a Mise en conformité vun der Sécherheet vun de Gebaier. 10,92 Milliounen Euro si virgesinn, déi progressiv de Statsbudget wäerte belaauchten.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

An engem éischter Phas gesäit de Projet de loi eng finanziell Participatioun vum Stat, op zéng Joer limitéiert, vir. Dat alles wat de Käschtepunkt betrëfft fir de Bau, den Aménagement, d'Réfectioun an d'Sécherheitsmoosnamen am Beräich vun dem SIS an dem Handicap mental, mä och d'Spidolsinfrastrukture selwer vum CHNP. D'Kommissioun war sech bewosst, datt, wann an dëser Zäitspann d'Aarbechten net kënnen ofgeschloss ginn, eng Prolongatioun vum Financement misst méiglech sinn. Onofhängeg dovunner fällt de CHNP jo ënnert de Financement vun den Établissements publics, do wou jo d'staatlech Participatioun bei 80% läit, wat d'Investissementen betrëfft.

Den drëtten Volet vun dësem Gesetzesprojekt war d'Eropsetze vun der Zuel vun de Membre vum Conseil d'administration vun aacht op zéng Persounen. D'Experienzen hate bewisen, datt d'Suppléanten hire Rôle net efficace konnte spillen, well se duerch hir onregelméisseg Presenz net ëmmer konnten am Bild sinn iwwert déi eenzel Dossier, esou datt et besser wier méi Effektiv ze hunn, wéi all eenzelne Suppléant ze nennen. De Projet gesäit an der drëtter Phas schlussendlech vir, eng Rei vu materielle Feeler ze verbesseren, déi sech am Relevé vun de staatleche Propriétéiten ageschlach haten.

Dir gesitt also, datt dësse Projet de loi eng Rei vu Modifikatiounen vum ale Gesetz virgesäit. Ech resümieren déi dräi grouse Voleten: Éischens, den Etablissement besteet an Zukunft aus dräi Entitéiten; zweetens, d'Amélioratioun vun den Infrastrukturen a speziell d'Participatioun vum Stat; drëtzens, déi nei Zesummesetzung vum CA, a véiertens, d'Mise à jour vum Relevé vun de staatleche Propriétéiten. Et sinn dat wichteg Ännerungen am Bezuch och zu enger neier Philosophie, déi jo och aus dem Rapport Häfner 1997 ervirgoung. Eng méi offen, méi spezialiséiert Psychiatrie, déi och an Zukunft muss gewappnet sinn, fir nei Beräicher unzepaken.

Eis Gesellschaft an dëser schnellieweger an iwwersponnener Zäit kreéiert ëmmer méi nei Fäll an nei Beräicher. Ech si sécher, datt duerch d'Verbesserung vun den Infrastrukturen, der Kloeerstellung vun de Beräicher an der Neidémarréierung vum Dialog zwëschen Verwaltungsrot, Direktioun a Personal de CHNP an en général d'Psychiatrie hei zu Lëtzebuerg nei Perspektive kréien a mir esou dem gesamte Personal d'Méiglechkeete ginn, hir Aarbechtsplazen ze sécheren. D'Zäit vun der Psychiatrie, déi hannert de Mauere stattfonnt huet an iwwert déi eis Gesellschaft ongär geschwat huet, muss eriwier sinn. Mir brauchen an Zukunft eng kontrolléiert an organiséiert an deels offe Struktur.

Dësse Projet erlaabt eis e weidere Schrëtt an dës richteg Richtung ze maachen, op engem laange Wee, deen nach virun eis läit. An dësem Kontext géif ech lech bieden, dësse Projet ze stëmmen, an ech géif elo schonn den Accord vu menger Fraktioun erdeelen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächst Riedner ass den Här Carlo Wagner agedroen. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

Ah, entschëllegt! Als nächst Riednerin ass d'Madame Dokter Stein agedroen. D'Madame Stein huet d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Stein-Mergen (CSV).- Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, ech géing fir d'éischt dem Här Romain Schneider villmoos Merci soe fir säin ausféierleche Rapport zu dësem Gesetz, wat geduecht ass fir d'Reform vun der Psychiatrie an onsem Land e Stéck virunzibréngen. Ech wëllt awer e bëssen aushuelen, fir déi ganz Reformbewegung an hire Kontext ze setzen.

Als Papp vun der moderner Psychiatrie därefer mer de franséischen Dokter Philippe Pinel betruachten, dee während der Franséischer Revolutioun, wou d'Gesellschaft op war fir Verännerungen, als Éischten déi mëttelalterlech Praktike kritiséiert huet. En fait sinn déi sou genannte Geckeg entweder virun d'Paarte vun de Stied ausgeschloss ginn oder awer an der Folgezäit a quasi Prisongen agespaart ginn, wéi Béischten, ouni Traitement an ouni Hoffnung jee erëm erauszekommen. Bis dohinner war d'Sozialbestimmung vum Mënsch als gottgegeben Natur betruucht ginn. Dee psychesch Kranke war aus der mënschlecher Gesellschaft ausgeschloss, well him eng mënschlech Natur ofgesprach gouf.

Dës méi modern Opfaassung nom Pinel deelt em, mengen ech, seng Natur an eng biologesch an eng sozial an. De Pinel huet also gesot, dem Wahnsinnege seng Natur wier keng prinzipiell onmënschlech, mä eng mangelhaft Form vum Mënschinn. Fir d'éischt ginn domat d'Gecken als Kranker betruucht. E grouse Fortschritt!

An der Folleg vum Pinel sengen Aarbechte sinn allgemeng Tendenzen zu méi humane Behandlungen erschéngen. An England gouf et am 19. Jorhonnert déi sou genannte „non restraint“-Bewegung. De Robert Gardiner Hill war deen Éischten, dee systematesch a senger Klinik d'Zuel vun den Zwangsmoosnamen erofgesat huet. Den John Connolly huet zu Middlesex d'Prinzipie vu Gedold, Gerechtheek a Guttheek an d'Behandlung agefouert.

An Däitschland huet den Dokter Gustav Kolb eng grondleeënd Reform vum „Irrenwesen“ gefuerdert. De Psychiater sollt net méi als Kerkermeister fungéieren, mä als Frënd vun de Kranken an hirer Famill. D'Anstalt solle sech net vun enger anerer Klinik kënnen ënnerscheiden. Fir dës ze erreechen, sollten déi Krank méiglechst séier aus de Kliniken entlooss ginn an dorausse weider vum Psychiater a Fleegeger versuergt ginn. Hien huet selwer zu Erlangen virum Éischte Weltkrich mat der offener Psychiatrie ugefaangen. An den 20er Joren hunn hei dräi Dokter an sechs Fleegegerin méi wéi 4.000 Patienten ambulantly versuergt. Fir seng Zäit war dës Approche revolutionär.

Et gouf also aner Methoden, psychesch Kranker ze behandelen, wéi se hannert héije Maueren ewechzespären. De Modell huet an anere Länner Schoul gemaach an iwwerall an Europa si Modeller entwéckelt ginn, psychesch Kranker och doheem ze behandelen. Parallell dozou gouf et fir si och Verbesserungen am soziale Beräich. D'Behandlungsmethoden an

de Klinike selwer sinn humaniséiert ginn. Aarbechtstherapien hu fir d'éischt de Patienten erméiglecht, hir Deeg mat enger sënnevoller Beschäftegung erëmzibréngen.

Dës modern Approche huet mat der Muechtiiwwernahm vun den Nazien an Däitschland e bësse Réckschlag erlieft. D'Nationalsozialisten hunn 1933 d'„Gesetz zur Verhütung erbkranken Nachwuchses“ erlooss an an den nächste Jore sinn an den däitschen, mä och duerno an den anektierte Gebidder Zwangssterilisatiounen duerghefouert ginn. D'Fleegesatz sinn erofgesat ginn. Et si keng Moyene méi zur Verfügung gestallt ginn. D'Anstalten waren hoffnungslos iwwerfëllt an d'Stierflechkeet ass geklommen. Mä et koum nach méi schlëmm: Vun 1939 un ass eng weider Radikaliséierung agefouert. Et ass ugefaange ginn, déi psychesch Krank systematesch aus dem Wee ze raumen. Se sinn erfaasst ginn an a speziellen Tötungsanstalten vergaast ginn.

Firwat ech am Zesummenhang mat dësem Gesetz dat trauegt Kapitel hei zitieren, ass fir kloerzemaachen, datt et nach guer net esou laang hier ass, dass am Averstännis iwwregens vun enger grousser Zuel vu Psychiateren an engem vun onsen Nopeschlänner dës grujeg Moosname geholl gi sinn.

Nom Zweete Weltkrich, am Joer 1952, ass fir d'éischt zu Paräis vun den Dokteren Delay an Deniker de Chlorpromazin agesat ginn, eng revolutionär Method fir d'Patiente roueg ze stellen. Dës ass d'Gebuertsstonn vun de Psychopharmaka. Mat de moderne Methode vun der Pharmafuerschung hu si e rasanten Essor geholl. Duerch d'Dédramatiséierung vun de psychiatresch Krankheetsbiller - d'Leit hunn net méi gejaut an net méi getoobt - ass heefeg och eng ambulantly Behandlung méiglech ginn. D'Natur vum Mënsch ass un d'Kultur ugepasst ginn.

De Patient konnt also mat der Camisole chimique roueg gestallt ginn, am plaz dass en ugestréckt war oder ähnlech Methoden ugewant si ginn. Et ass fir d'éischt zu enger Kategoriséierung vu Geeschteskrankheete kommt, woubäi net vun den Ursaachen ausgaange gëtt, mä vun der Reaktioun op e bestëmmten oder eng bestëmmte Kategorie Psychopharmaka. Säit dëser Zäit huet d'Entwécklung vun der Psychopharmaka, wéi gesot, eng rasant Entwécklung geholl. Et gëtt elo eng Rei vu ganz aneren Sorten nach ausser den Neuroleptiker an den Antidepressoren, mä ech menge fir dorobber méi wäit anzegoen, géif eis hei ze wäit féieren.

Parallell zu dëser Entwécklung vun de Psychopharmaka an zum Deel och als Kritik un der Camisole chimique sinn nom Zweete Weltkrich Antipsychiatrie-Bewegungen opgetrueden. De Professor Dokter Heinz Häfner, deesewechten, deen hei zu Lëtzebuerg um Rapport matgeschafft huet iwwert d'Psychiatrie zu Lëtzebuerg, dee jo säin Numm dréit, bezechent d'Antipsychiatrie als: „eine Bewegung, die von sozialwissenschaftlichen Theorien der sozialen Stigmatisierung der schwarzen Bevölkerung in den Vereinigten Staaten ausgeht, zu der Überzeugung kam, die Schizophrenie sei ein Produkt sozialer Prozesse.“ Si denkt also, eleng déi sozial Oflehnung vun engem ofwäichende Verhalten, d'Etiquettéierung vun dësem Verhalten als Krankheet géif de Grund zu enger Krankheetscarrière leeden.

Den amerikanesche Psychoanalytiker Thomas Szasz ass esouguer sou wäit gaangen, d'Schizophrenie zu engem Mythos ze erklären, an huet d'Psychiatrie als eng iwwerflësseg an durchweg schlecht Disziplin bezechent. Den Häfner erkläert allerding dës sozialwëssenschaftleche Reduktionismus als naiv. D'Antipsychiatrie, mat där allerding laang Zäit net nëmme

Wëssenschaftler an Intellektueller, mä och Politiker gespilt hunn, a sief et nëmme fir Käschten ze spueren, gëtt iwwerholl vun der Realitéit vun der Krankheet an dem Misär vun de Kranken. Si ass net amstand, hinnen an hire Famillje Behandlung an Hëllef ze ginn.

An dësem Zesummenhang géif ech och nach gären e leschten Exkurs an Italie maachen, an lech mathuelen an d'Joer 1978, wou an Italien déi berühmte Legge centottanta gestëmmt ginn ass. Dës Gesetz huet zu enger Opléisung vun de psychiatresch Kliniken an Italie gefouert, op d'mannst mol theoretesch. De Psychiater Franco Basaglia, deen zu Gorizia, zu Görz, geschafft huet, war ee vun de Papp vum dësem Gesetz. Op der Basis steet hei d'Theorie, dass a psychiatresch Kliniken de Patienten net gehollef gëtt, mä dass si au contraire de Patient weidere Schued zoufügen. Dës Stéierung wiere méi schlëmm wéi déi ursprénglech Krankheet et war.

D'Kritik fügt sech an eng allgemeng Diskussioun iwwer onmënschlech Zoustänn an de Kliniken; d'Patiente wiere virun allem dowéinst agespaart, well dann de Rescht vun der Gesellschaft sech net misst mat hinnen ausenaner setzen.

Am Stroom vun der 68er-Bewegung si radikal Reforme verlaangt ginn. Zu Parma hunn d'Studenten a Fleegeger d'psychiatresch Klinik méintelaang besat, bis der Provinzialverwaltung konnte Verbesserungen ofgetrotzt ginn. De Franco Basaglia selwer huet zu Görz déi geschlossene Abteilungen opgemaach. Et ass verbuede ginn, d'Leit unzestrecke. Et si manner Psychopharmaka agesat ginn. D'Aarbecht, déi vun hinnen an der Therapie geleescht ginn ass, ass bezuelt ginn - och dat war revolutionär. Vill Patient sinn entlooss ginn a kruten Hëllef dobaussen. Hei zu Görz ass och fir d'éischt d'Hierarchie zwëschen Dokteren, Soignant an hire Patienten a Fro gestallt ginn.

„La libertà e terapeutica“ - d'Fräiheet heelt - stoung als Maxime op engem vu de Pavillon von Triest. A ville Provénze vun Italie sinn d'Methode vu Görz iwwerholl ginn a schliesslech ass ënnert dem politeschen Drock a leschter Instanz vun de Patientevertriederungen d'Legge centottanta gestëmmt ginn. Theoretesch musste mat dësem Gesetz all italesesch Provénzen ufänken hir psychiatresch Anstalten opzelen.

Wat sinn hei Konsequenze vun dësem Gesetz an Italien? Am Wesentleche fousst d'Prise en charge op dräi Sorten Arichtungen. Eischens d'sozialpsychiatresch Ambulatorien an de grössere Gemenge mat multidisziplinären Equipen, wou d'Patienten, awer och hir iwwerfuerdert Famillje kënnen Hëllef sichen. De Patient gëtt net nëmme mat senger Krankheet, mä och am Zesummenhang mat sengem Liebens- an Aarbechtsverhältnis considéiert. Si betreielen therapeutesch Wunnengemeinschaften. Dës Ambulatorie solle mat all hire Moyenen eng stationär Opnahm verhënnern.

Zweetens, d'psychiatresch Services an den Allgemengkliniken, mat net méi wéi 15 Better, déi mat de regionalen Déngechter enk zesummeschaffen. D'Moyenne vun engem stationären Openthalt a ganz Italien ass eng bis zwou Wochen; zu Triest souguer nëmme zwee bis dräi Deeg. D'Zwangsbehandlung ass gesetzlech erschwéiert ginn an huet an Italien säit dem Gesetz ëm 60% ofgehall.

Drëtzens, a verschidde Stied gëtt et haut nach psychiatresch Kliniken - et därefer iwwregens keng nei méi gebaut ginn -, wou nach eng 10 bis 20% vun de fréiere Patienten ënnerbruecht sinn, vill vun hinne fräiwëllig als Gäsch. Si si formal entlooss, konnten awer nach net an engem ambulantly Betreuer ginn Plaz fannen, oder sinn dofir

ongëeegent oder hu keng Wunngeleeënheet a keng Aarbecht.

Obwuel vu ville Leit gesot gëtt, d'Legge centottanta wier un der Realitéit gescheitert, huet si sécher dozou bäigedroen, déi stationär Psychiatriearrichtungen a Fro ze stellen a vill vun den italienesche praktesche Mesurë fanne mer och bei ons an der Psychiatriereform erëm. An dat ass och d'Ursaach, firwat datt ech hei e bësselche méi laang dorobber aagaange sinn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et muss ee kloermaachen, datt et net eng Entwécklung an der Psychiatrie gëtt, mä dass parallell verschidden Theorien an Approchen zu enger méi mënschlecher, méi performanter, moderner Psychiatrie gefouert hunn.

Wéi ass dës Entwécklung zu Lëtzebuerg ëmgesat ginn? 1994 ass ugefaange ginn, eng approfondéiert Analys iwwert den Zoustand vun der Psychiatrie hei am Land ze maachen. Dese Pabeier ass jo allgemeng bekannt ënnert dem Numm Rapport Häfner. Hee war den Ausdrock vum Besoin, ausser deene punktuellen Reformen, déi bis dohi scho gelaf waren, eng méi fundamental Orientéierung vun onsem Gesondheetssystem an déi richteg Richtung ze errechen.

D'Regelen, no deene verfuere gouf, spigelen déi Iwwerleungen erëm, déi a ganz Europa als Basis zu Reforme gedéngt hunn: en Zougang fir all Patienten zu der appropriéierter Prise en charge, eng Gläichstellung vun der psychiatrescher Krankheet mat der somatescher Krankheet, eng Enttabuiséierung vun der Geeschteskrankheet, eng Opdeelung a stationär an ambulant Therapien, a schliisslech de sozialen Encadrement vun desen Therapien.

De Besoin u psychiatrescher Behandlung mat all hire méigleche Methode gëtt op 10 bis 12,5% vun der Populatioun geschat. Dat sinn eng 40.000 Patienten pro Joer. Bei der Altersklass iwwer 65 Joer sinn dat scho 24% vun de Leit. 2 bis 3% vun der Populatioun sinn alkoholkrank an 0,5% leiden ënner anere méi schlëmmen oder Polytoxico-manien.

Am Joer 1990 hate mer bei ons 2,6 akut psychiatresch Better op 1.000 Awunner. Dat waren der immens vill, wann ee bedenkt, dass se der an Italie grad 0,55 hunn, mä an Däitschland an a Frankräich geet et och duer mat enger 1,6 Better op 1.000 Patienten.

De wierkeche Besoin gëtt am Rapport Häfner op 0,8 Better pro 100 Awunner geschat. Dës Betterzuel gëtt dann am Sënn vun der Dezentraliséierung zwësche véier Hôpitaux généraux opgedeeit, wou et erméiglecht gëtt, och Patienten ze placéieren.

D'Kreatioun vun enger Kanner- a Jugendpsychiatrie war eng Prioritéit an ass entre-temps Realitéit mat de Servicer am Centre hospitalier an um Kierchbiereg.

1998 ass aus dem alen Hôpital neuropsychiatrique de Centre hospitalier neuropsychiatrique ginn, en Etablissement public de droit privé, wéi de Rapporteur et scho gesot hat. Dës Ëmstellung bréngt sécher eng Rei vu praktesche Problemer mat sech weinst den ënnerschiddleche Statute vun de Leit, grad esou wéi d'Délocalisatioun vun den 81 Better der wäert hannert sech zéien. D'Direktioun an de Conseil d'administration hunn dës Aarbecht an Ugrëff geholl. An enger Ulaftzäit wäerte sech Léisunge fir all déi Betreffende offréieren. Am Centre hospitalier, wou no der Fusioun mat der Eecher Klinik ähnlech Problematike sech opgedoen hunn, ware si jo och net onléisbar.

De Versuch de geeschtegen Handicap an d'Gériatrie ganz aus dem CHNP erauszulageren ass doru gescheitert, dass de Besoin fir dës Leit opzehuele sech weiderhi gestallt huet. Zu Ettelbréck sinn an de leschte Joren ëmmer erëm och de-

ser Patienten opgeholl ginn. Dat ass kloer en Zeechen dofir, dass hei dës Aarbecht op eng excellent Aart a Weis gemaach gëtt, an aus der Nout ass eng Dugend ginn. D'Kompetenze kënnen beim CHNP bleiwen, de Fonctionnement vun dese Strukturen konnt iwwer eng Konventioun mam Familljeminstère geséichert ginn.

Fir esou enger Vokatioun fir d'Prise en charge vun de chronesch Kranken an der Dépendance gerecht kënnen ze ginn - dat sinn déi zwou Haaptvokatiounen, déi dem CHNP elo zougesprach ginn -, gëtt also d'akut Psychiatrie largement erausgeholl an an de CHL, de Kierchbiereg, Esch an de Saint-Louis verdeelt - am Ganzen 81 Better.

Dës wäert sécher déi visibelst Konsequenz vun de Reforme sinn. D'Spideeler si momentan amgaang sech prett ze maache fir dëser Aufgabe gerecht ze ginn, respektiv funktionéiere se haut schonn an hirer neier Roll.

No der Akutphas sollen déi Patienten, déi méi eng laang Behandlung brauchen, dann awer zréck an de CHNP. Fir dass dës méiglechst reibungslos leeft, hu si Accords de collaboration mat deenen anere Spideeler ofgeschloss, respektiv sinn amgaang déi ze huelen.

Ech wëllt och nach eng kéier de Projet psychiatresch Rehabilitatioun zu Nidderkuer usprieche, vun deem eng Zäit geschwat gouf. An ech wollt drop hiweisen an hoffen, dass och dës Instrument eng kéier wäert zur Verfügung stoen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et wier schued dës Debatten ze féieren an net vun der Geleeënheet ze profitéieren, fir eemol op de Problem am Zesammenhang mat den Zwangsmoosnamen, also de Soins psychiatriques sous contrainte hinzuweisen. Nom Artikel 4 vum Gesetz vum 26. Mee 1988 huet de Patient d'Recht op e medezineschen Traitement, dee sengem Zoustand entsprécht, dee personaliséiert ass an deem am Respekt vum Patient applizéiert gëtt. Dese Traitement soll senger physischer a psychescher Gesondheet nutzen.

Wat geschitt mat de Patienten, déi délirant, konfus oder suicidaire sinn, an déi esou eng Gefor fir sech oder fir anerer duerstellen? Dës Patientie gi placéiert; mir soen och nach internéiert. Den Dokter, deen de Certificat schreift, dréit dës Décisioun net eleng: Beim Internement gëtt e Familljember mat erugezunn oder awer eng juristesche Autoritéit. Heefeg ass dat - hei an der Stad zum Beispill - de Procureur.

Wa bei verschidde Krankheetssituatiounen en Isolement, eng Zwangsbehandlung oder eng Contentioun - dat heescht, wann d'Leit mussen ugestréckt ginn - néideg sinn, sinn dës Traitementen duerch d'Gesetz sanktionéiert am Prinzip, vorausgesat natierlech, si entsprieche dem Stand vun der Wëssenschaft. Hei spillt de juristesche Prinzip vum „état de nécessité“, deen erlaabt e klengt Iwwel a Kaf ze huelen, fir méi e grousst Iwwel ze verhënneren.

Or, dese Prinzip ass awer net expressis verbis am Gesetz festgehalten. Obwuel mer hei am Land keng gréisser Problemer mat Placementer hunn, kënn ee sech wënschen, dass d'Zwangsmoosnamen, déi eigentlech e medezineschen Akt duerstellen, dee Moment missten duerch eng juristesche Autoritéit matgedroe ginn. D'Décisioun, engem Mënsch d'Fräiheet ze huelen, dierft net bei den Dokterinnen eleng leien.

A verschiddenen europäesche Länner ass dese Problem scho geregelt. Duerch de Fait, dass vun elo un Internementer net méi eleng zu Ettelbréck, mä och an deene véier anere Spideeler getätet wäerte ginn, kënn ee sech virstellen, dass de Besoin méi akut gëtt. Onsen Informatiounen no ass eng Iwwerschaffung vun deem Gesetz vum

Placement an der Maach, an d'CSV géif déi zwee Ministeren encouragéieren, dës Gesetz esou schnell wéi méiglech op den Instanzewee ze bréngen.

Ech wëll hei net méi op den akuten Noutstand vun de Gebailechkeeten am CHNP agoen. Wie si eng kéier gesinn huet, weess, wéi batter néideg si déi an deem Gesetz proposéiert Renovatiounen hunn. D'CSV stellt fest, dass an de leschte Joren den Ausbau vun den ambulante Strukturen ëm de CHNP - Ateliers, betreitent Wunnen - grouss Fortschréttler gemaach huet.

De CHNP huet och d'Psychiatrie am Prisong mat vill Engagement iwwerholl. Dës Efforte wäerte sécher am Zwëschebericht vum Dokter Rössler, deen an Opdrag ginn ass, fir d'Fortschréttler vum Land a Richtung vum Häfner-Rapport ze analyséieren, positiv bewäert ginn. Hie soll deemnächst zur Verfügung stoen, a mir si scho gespaant drop.

Am Hierscht soll Ettelbréck seng 150 Joer feieren. Loosse mer also dës Gesetz stëmmen, e Schrëtt fir onst Land virunzebréngen a Richtung modern Psychiatrie an awer och e moderne Centre hospitalier neuropsychiatrique.

Ech bréngen lech heimat och d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun a soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Carlo Wagner agedroen. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. Carlo Wagner (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Projet de loi, dee mer de Mëtteg hei solle stëmmen, ass - wéi schonns aganks gesot ginn ass - vun der leschter Regierung preparéiert ginn, an ech muss soen, e stellt fir mech e ganz wichtige Projet duer.

Et ass en fait d'Reform vum 1998er Gesetz, dem 1998er Basisgesetz, wou d'Transitioun vum HNPE, dat heescht vum Hôpital Neuropsychiatrique de l'État, an de CHNP, an de Centre hospitalier neuropsychiatrique duerstellt. Et ass also vun där Zäit un en Etablissement public ginn.

Dee Projet de loi hei ass méiglech ginn duerch verschidde Circonstancen. Dat alleréisch, dat war selbstverständlech - an do hu mer relativ laang missen drop waarden - duerch déi massiv Investissementer, déi fir d'Éischt an d'Infrastructures hospitalières an deene leschte Jore gemaach si ginn. Dir kënn lech virstellen: Ouni alleguerten déi Investissementer, an ech schwätzen net nëmmen elo vum Ettelbrécker Spidol oder vum Kierchbiereger Spidol, mä och vum Escher Centre Hospitalier Emile Mayrisch, a selbstverständlech och vun deem véierte Spidol - wann déi Infrastrukturen net fäerdeg gewiescht wieren, da wier d'Realisatioun vun deem Projet de loi oder vun deem Gesetz absolut net méiglech gewiescht.

Et ass awer och méiglech ginn, zweetens, duerch de Plan hospitalier vum Abrëll 2001, dee ganz daitlech virgesäit, dass mer mussen, de Recommandatioun vum Rapport Häfner entspreechend, hei am Land endlech decisiv op dem Wee vun der Dezentralisatioun virkommen, dass mer also dofir mussen zweetens d'Transferte vun de Cas-aiguën an déi véier Hôpitaux généraux maachen, an dann dréitens och nach, dass mer mussen eng progressiv Spezialisatioun kréien an der Rehabilitatioun, souwuel wat déi chronesch psychiatresch Fäll ubelaangt, wéi och sämtlech Fäll vu Suchtkrankheeten.

Dem CHNP wäerten an Zukunft dräi Haaptmänner virbehal bleiwen. Dat éischt - et ce n'est pas le moindre - ass dee vun der Neuropsychiatrie; deen zweeten, et ass éinescht scho gesot ginn, de Service intégré fir d'Fleeg vun eelere Leit, an dréitens d'Servicer fir d'Fleeg vum Handicap mental.

An deem Projet de loi hei sinn awer nach aner ganz positiv Aspekter, iwwert déi och scho geschwat ginn ass, un alleréischter Stell selbstverständlech och déi Participation financière vu bal eelef Milliounen vum Stat, déi et erlaabt fir endlech, géif ech soen, déi néideg Réfectioun a Mise en conformité vun de Gebailechkeeten ze ënnerhuelen.

Et ass a mengen Aen awer och ganz wichtig, dass eng kleng Restrukturatioun gemaach ginn ass vum Fonctionnement vum Conseil d'administration, wou net nëmmen d'Zuel vun aacht op zéng steigt, mä haauptsächlech wou déi Nouveauté doranner besteet, dass an Zukunft nach just Membres effectifs do sinn. Firwat ass dat esou wichtig? Mä well mer hei an enger ganz spezialisierter, sensibeler a komplizierter Matière sinn, wou d'Trägere vun den Décisiounen onbedéngt mussen ëmmer un Lafende si vun deem Aktuellen, vun all deem, wat geschitt.

Ech wëll awer net verstoppen, Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, dass déi Dezentralisatioun, déi jo d'Essenz ass vun deem Gesetz, selbstverständlech och verschidde Problematike mat sech bréngt. Dat alleréisch ass selbstverständlech déi onbedéngt néideg Kollaboratioun zwëschen dem CHNP an deene véier Hôpitaux généraux. Eng Koordinatioun, déi net 100%eg evident ass d'office, wou een also muss dozou bäidroen, dass am Intérêt vu sämtleche Patientie gekuckt gëtt, dass déi Koordinatioun optimal ass, an deem Sënn dass, wéi gesot, Cas-aiguën net ze laang sollen an de Spideeler am Allgemenge sinn, dass déi Leit also méi fréi nees erauskommen aus de Spideeler oder, wann et effectivement méi schlëmm chronesch Fäll sinn, dass dann effectivement muss den Transfert esou schnell wéi méiglech gemaach ginn.

Ech kënn mer och virstellen, Här Minister, an deem Zesammenhang, dass et op alle Fall vu Sënn wär, wann ee géif sou genannte Comités d'accompagnement oder Comités de pilotage, oder wéi Dir et och ëmmer wëllt nennen, vläicht zesummesetzen, fir sech ëm déi dote spezifesch Matière ze këmmen.

Déi Aufgabe vun esou engem Comité oder vun esou enger Kommissioun beispillsweis kënnent och dozou bäigedroe ginn, fir déi Problematik vun Personnel ze léisen. Dass d'Personnel, déi 626 Leit, sech relativ vill Gedanken ëm hir Zukunft maachen, ass en fait mënschlech, woubäi ech awer muss soen, dass se villäicht iwwerdriwwen ass, an deem Mooss dass ech fest iwwerzeegt sinn, dass an Zukunft hei zu Lëtzebuerg d'Psychiatrie sech duerch déi Jalonen, déi mer haut setzen, wäert considérablement développieren an dass net manner Personnel, mä an Zukunft ouni Zweifel e groussen Deel nach méi Personnel wäert gebraucht ginn. Wat selbstverständlech eng Problematik och gëtt, wat d'Coûts UCM ubelaangt, wat awer an deem Fall onbedéngt muss secondaire sinn.

Et soll drëm goen, fir haauptsächlech deene Leit, déi vun där Krankheet frappéiert sinn, prioritairement ze hëllefen, mä ech kënn mer virstellen, och an der Verdeelung vun deene Leit, beispillsweis op déi verschidden Hôpitaux généraux, kéint dee Comité d'accompagnement ganz utile Aarbecht maachen. Et huet nämlech kee Wäert, dass déi nei Hôpitaux généraux an d'Ausland nees neit Personnel débauchéiere ginn, wou mer hei zu

Lëtzebuerg confirméiert Leit um Terrain hunn.

Et ass d'éinescht hei ugeschwat gi vu menger Virriednerin, dass angeblech e Problem besteet wat d'Admission forcée oder sous contrainte ubelaangt. Och ech hu mer dat rapportéiere gelooss, dass verschidde Problemer bestinn, wat d'Interpretatioun vum 88er-Gesetz géif ubelaangen. Ech muss awer allerdingens soen, wann ech meng Virriednerin richteg verstanen hunn, kann ech net op just deeseweichte Wee matgoen, wa se seet, dass net méi onbedéngt sollen d'Doktere jugéieren, wéi e Fall ass, oder Décisiounen huelen. Alleng schonn déi Fro beweist natierlech d'Problematik vun där ganzer Admission forcée oder sous contrainte, mä ech mengen op alle Fall awer d'Doktere wäeren déi, déi de manière générale am beschten op alle Fall dotéiert wäere fir Décisiounen ze huelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an Zukunft wäert also d'Psychiatrie duerch déi heiten Dezentralisatioun op verschidde Féiss stoen. Fir d'Éischt mol de CHNP, fir dat wat mer nenne chronesch méi speziell Fäll; zweetens awer och d'Hôpitaux généraux fir Cas-aiguën; dréitens awer och Psychiatrie oder déi Efforte vun der Psychiatrie, déi gemaach si ginn am Prisong, déi ee beileiwen net soll négligéieren; véiertens awer och de Service national vun der Psychiatrie infantile am CHL an de Service national vun der Psychiatrie juvénile am Centre hospitalier, zwee Services nationaux, déi wéi gesot schonn zënter iwwer engem Joer, géif ech soen, zur allgemenger Satisfaktioun funktionéieren.

Ech menge bei där ganzer Problematik d'äerf een awer net de Feeler maachen, an dat ganz besonnesch am Kader vun der Intégration sociale vun all deene Leit, déi ënnert psychiatreschen Troublé leiden, an dat ass déi Problematik vun der Psychiatrie extra-hospitalière. Do sinn an de Joren '99 bis 2004 ganz considérel Efforte gemaach ginn, beispillsweis d'Moyens budgétaires sinn ëm gutt 80% an d'Luucht gaangen, vun 3,8 Milliounen Euro op 6,9, a wa mer d'Beispill huelen entre autres vun de Plaze wat d'Logements encadrés ubelaangt, esou sinn déi ëm iwwer 40% op 107 Plaze gestigen, an d'Plazen an den Ateliers thérapeutiques, déi sinn esouguer méi wéi verduebelt ginn op 260 Plazen.

Ech mengen, dat si considérel Efforten, woubäi een och nach muss soen, dass beispillsweis nach eng 40 därer Plazen en voie de réalisation sinn, an zwar an der Ferme thérapeutique zu Moutfort, wou vläicht de Minister kann eppes dozou soen, mä ech mengen e Projet deen esouwäit fäerdeg ass.

Ech mengen op alle Fall fir d'Zukunft wär et ganz noutwendeg, wann alleguerten déi doten Efforte géife weider gefouert ginn. Mir sinn all deene Leit, déi frappéiert si vun där Krankheet, dat schëlleg, an net nëmmen de Patienten, mä och deene ganze Familien, deem ganzen Entourage vun all deenen dote Leit.

Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn der fester Iwwerzeugung, a meng Partei, d'DP, selbstverständlech och mat mir zesammen, dass d'Dezentralisatioun villäicht net deen ezegenen, mä ouni Zweifel e ganz effikasse Moyaen ass fir endlech hei zu Lëtzebuerg déi sou genannte Psychiatrie ze destigmatiséieren. An der Vergaangenheet ass versicht ginn dat ze verhënneren, et ass awer leider nach ëmmer ze vill de Fall.

Dofir, mengen ech, solle mer op deem amorcéierte Wee weiderfueren, mir solle mat Confiance an Zouversicht, géif ech soen, de Rapport Rössler ofwaarden, dee Moment jugéiere fir ze kucken, wat mer an Zukunft nach muss maachen. Mä, wéi gesot, d'Psychiatrie ass eng vun deene groussen, oder

eng vun deenen neie Krankheeten, kann ee bal soen, vun de leschte Jorzéngte ginn, wat zu engem groussen Deel selbstverständlech op déi heiteg Gesellschaft, déi ganz vill vum Stress gepräegt ass, zréckzeféieren ass. Wéi gesot, mir sollen d'Psychiatrie nëmmen net hei am Land zum Kuerze komme loosse.

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien.

■ **M. le Président.**- Als nächste Riedner ass den Här Huss agedroen. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt dem Rapporteur, dem honorabelen Här Schneider, Merci soe fir säi sachlechen a kompetente Rapport, deen en hei iwwert dësese Projet gemaach huet. A well och eng Rei vu menge Virriedner, d'Madame Stein an och elo den Här Wagner, déi wichtegst Positiounen hei erkläert hunn, wéll ech probéieren, dat dann hei eng liddi méi kuerz ze maachen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ech wéilt awer hei fir d'éischt mol ufänken, et ass mäin éischte Punkt, mat engem Constat, engem Constat deen irréfutabel ass a mengen Aen an deen deen heien ass: Wann et am Lëtzebuerger Santéssystem een Deelgebitt gëtt, wat wirklech joren- a jorzéngtelaang d'Stéifkand war vun der ganzer Santéspolitik, dann ass et ouni Zweifel de Beräich vun der Psychiatrie. Joren- a jorzéngtelaang huet sech eis Gesellschaft, hunn d'Parteien an hunn och déi vergaenge Regierungen et sech ganz einfach gemaach a sech et ganz bequem gemaach a versicht, a se ware frou dann, wann all psychiatresch Problemer konnten am Dépotoir vun Eitelbréck, hannert de Mauere vun Eitelbréck verstoppt ginn. Da ware se nom Motto „aus den Augen, aus dem Sinn“: da ware se fort. Dann huet ee sech net méi brauchen domadder ze befaassen, an dës Situatioun huet ugedauert bis Enn vun den 80er Joren, an eréischt Enn vun den 80er Joren, ufanks 90er Joren ass et do zu engem Émdenke komm - Gott sei Dank zu engem Émdenke komm.

Zum Éischte mat deem berühmte Rapport vun engem Expert, dem Här Häfner, deen déi bishereg Psychiatrie kloer a Fro gestallt huet an deen eng rapid Dezentraliséierung an d'Entwécklung vun extra-hospitaliäre Strukturen gefuerdert huet.

Dat war 1991, awer réischt am Joer 2001, dat heescht ganz 10 Joer duerno, ass et dunn zu enger gesetzlecher Regelung vun der Dezentraliséierung komm, an elo réischt Métt 2005 soll dann elo déi Dezentraliséierung an de véier Haaptspideeler realiséiert ginn, also 14 Joer nom Rapport Häfner.

Eenzel extra-hospitaliäre Strukturen sinn zwar an den 90er Jore geschaf ginn, betreite Wunnstrukturen, Ateliers protégés oder aner Strukturen. Se sinn haaptsächlech vun engagéierte Leit geschaf ginn, mä insgesamt, besonnesch wat d'Dezentraliséierung ubelaangt, sinn an eisen Ae vill ze vill laang Jore sennos verluer gegaangen, an dofir ass bis viru kuerz an eisen Aen d'Psychiatrie och nach ëmmer d'Stéifkand vun der Lëtzebuerger Santéspolitik bliwwen, an et bleift dofir haut nach ganz vill nei opzebauen.

Zweete Punkt: Datt nach ganz vill Problemer bestinn, ass spéitstens an de Joren 2003 an 2004 daitlech ginn, via Communiqué vum Conseil d'administration vum CHNP an a Presseartikelen iwwert d'Malaisen am CHNP, wéi iwwer Problemer oder Dysfonctionnement geschwat ginn ass. Et ass do Rieds gaange vu Konflikter tëschent Direktioun, Conseil d'administration a Personal, a mir haten dunn als Gréng dësese Problem analyséiert an

an engem seriösen Dossier eng Partie vu Froen opgeworf iwwert d'Méssstänn bei der Behandlung, iwwert d'Froen zum Beispill vun de Placemeter, op déi d'Madame Stein jo och hei agaangen ass, oder och iwwert d'Fro vun zweifelhaft Fixatiounen.

Mir si frou, nodréiglech, elo an engem rezenten Zeitungsinterview kënnen ze liesen, datt eis Froen a Kritiken anscheinend vun der Direktioun vum CHNP opgegraff gi sinn an datt anscheinend intern och Analysen doriwwer duerchgezou gi sinn.

Just, Här Minister, wiere mer awer frou gewuer ze ginn, wat dann elo bei dësen internen Analysen erauskomm ass. Well do geet et jo awer ëm d'Qualitéit vun der Betreuung vu psychesch kranke Mënschen, an och dës Leit musse jo awer Rechter als Patient behalen.

Dréttens, dat gesot, si mer awer der Meenung, datt mer elo konstruktiv no vir sollte kucken. Mir begréissen et, datt elo gelongen ass déi verschidde Säiten an der CHNP-Direktioun, d'Personal an esou virun, erëm eng kéier ronderëm en Dësch ze bréngen, fir gemeinsam ze diskutéieren a konstruktiv Léisungen ze fannen.

Wann elo endlech dëst Joer déi geplangte Dezentraliséierung wäert realiséiert sinn, no der Métt vum Joer, da misste kënnen och weider Schrëtt an Ugrëff geholl ginn, virun allem wat den noutwendegen Ausbau vun der extra-hospitaliärer Psychiatrie betrëfft.

Véiertens, mat dësem neie Gesetz ginn d'Missioun vum CHNP nei definéiert. Nieft dem Piller Psychiatrie am Sënn vun der Beschäftegung mat chronesch Kranken a schwéierste Fäll, an am Sënn vu Konzepter vu Rehabilitatioun, soll elo als zweeten an als drëtten Piller d'Betreiung vun eelere Leit a vu geeschteg Handicapéierten derbäikommen. An doduerjer kennt dann och de Ministère vun der Famill iwwert d'Konventioun mat an d'Spill. Mir sinn domadder d'accord.

Fir eis ass awer dobäi ee Punkt ganz wichteg, dat ass de Contrôle vun der Qualitéit. Déi muss an den nächste Joren an dësese Beräicher vu gréisster Wichtigkeet sinn.

Fënneftens, wichteg an dësem Gesetz ass och, datt endlech déi architektoneschen an déi hygieneschen Renovatioun vun de Gebailechkeete virugedriwwen gëtt. De Stat iwwerhëlt déi finanziell Käschten dovunner iwwert déi nächste zéng Joer. Mä en cas de besoin - do ware mer eis eens an der Santékommission - misst dat dann och an deene Joren duerno weidergemaach ginn, wann do nach Besoiné géife bestoen.

Just eng Remarque dozou. Mir waren a mir bleiwen der Meenung, datt dat onméiglech héicht Gebai, dee Building mat enger moderner Psychiatrie absolut näischt ze dinn huet, an do misst et endlech definitiv zu aneren architektoneschen an och inhaltleche Léisunge kommen.

Sechstens, de Conseil d'administration soll vun aacht op zéng opgestackt ginn, well och d'Famill soll do erakommen. Dogéint ass am Prinzip näischt anzewenden. Mä et stellt sech awer dobäi d'Fro vun der inhaltlecher Fachkompetenz vun deem Conseil d'administration. Mir wieren der Meenung gewiescht, datt do och aner Leit, sief et aus dezentralen Akut-Struktur-Spideeler oder aus dem Extra-hospitalier hir Plaz hätte missen doranner fannen, fir eng besser Vernetzung vun deem Ganzen ze garantéieren.

Wichteg wier et an eisen Aen dofir, datt zumindest dee Conseil scientifique, dee jo anscheinend elo geschaf soll ginn, dësese Considérations misst Rechnung droen, woubäi och d'Integratioun vun auslänneschen Experten an dee Conseil scientifique an eisen Aen absolut noutwendeg misst sinn.

Siwentens - kuerz: D'Dezentraliséierung vu Rehastrukturen a la Modell Nidderkuer. Mir waren a bleiwen do, zumindest wat d'Gréissenerdunge betrëfft, méi wéi skeptesch. De Moratoire bis Juni soll an eisen Ae wirklech genotzt gi fir do zu méi adaptéierten neie Léisungen ze kommen. D'Zil muss an eisen Ae bleiwen, am Kontext vun Denzentraliséierung och op dësem Gebitt a méi kleng, gemengeno Strukturen ze schaffen.

Aachtens, d'Fro vum Personal a senge Suergen ëm d'Aarbechtsplazen. Datt do am Moment e wéineg Onrou nach bleift, ass verständlech. Mir mengen awer, datt d'Reform vun der Psychiatrie u sech an deenen nächste Jore méi Personal wäert oder misst erfuerderen, wéi dat haut de Fall ass. Besonnesch wann ee gesäit, datt et haut schonn an extra-hospitaliäre Strukturen, mä och am Beräich vun der Kanner- a Jugendpsychiatrie an der Forensic, bei den eelere Leit an esou virun, u Personal feelt. Dat heescht Plaze genuch géif et am Fong ginn, esou datt kee sech bräicht Suergen ëm eng Aarbechtsplaz ze maachen.

A Saache Personal fanne mer et alerdéngs awer e wéineg bedauerlech, datt hei anscheinend erëm eng kéier zwoe Joer laang de Problem vun noutwendegen Transferté vu Personal an déi dezentral akut Spideeler verschlof ginn ass. Mä d'Konklusioun ass, mir soen op jiddfer Fall, datt et beim weidere Virgoen elo bei de Personalfroen a kengem Fall däerf zu Entloossunge kommen.

Néngtens, mir waarde gespaant op de sou genannte Rapport Rössler iwwert déi weider Psychiatriereform, a virun allem do op seng Analys vum Ist-Zoustand, souwuel wat d'Strukture selwer betrëfft wéi och d'Qualitéit vun dësen Strukturen, Personalaspekter an esou virun. A mir sinn do och gespaant ze héieren, wéi do insgesamt d'Zukunft vun der Lëtzebuerger Psychiatrie soll ausgesinn, vun hiren Therapiemodeller hier a vun hire sozialen Integratiionsmodeller hier.

Mir sinn als Gréng op jidde Fall Demandeur, datt et iwwert dësese Rapport Rössler hei an der Chamber op dëser Tribün och misst zu enger öffentlecher Debatt kommen, wann e publizéiert ass.

Zéngten a leschte Punkt: An déi ganz Debatt ëm déi beschte Psychiatrie misst an eisen Aen endlech och hei zu staark den Aspekt Ursachefuerschung a Preventioun vu psychesch a psychiatreschen Erkrankungen erakommen. Oft sinn d'Iwwergäng relativ flou a fleissend zwëschen psychesch a psychiatreschen Erkrankungen. Mä dës Krankheeten huele weltwäit an och hei zu Lëtzebuerg zou, an dofir misst sech méi Gedanke gemaach ginn am Sënn vu Preventiounsfuerschung, firwat datt dat esou ass: firwat déi Krankheeten ëmmer méi zouhuelen. Wat sinn do zum Beispill d'sozial Afloss? Wat huet dat eventuell ze di mat schlechter oder mat belaauchten Ernährung, wat mat engem eventuellen Afloss vu Schwéiermetaller oder aneren Émweltgéifer, wéi et eenzel wëssenschaftlech Etüden iwwer neurologesch an neuropsychiatresch Erkrankungen ëmmer méi staark noleeën? Och bei psychesch a psychiatreschen Erkrankunge sinn Ursachefuerschung a preventiv Politike wichteg fir d'Inzidenz vun esou Krankheeten eng liddi besser an de Grëff ze kréien oder souguer zréckzeféieren.

Dat gesot, Dir Dammen an Dir Hären, kommen ech zur Konklusioun. Et ware jo eng Rei Iwwerleeungen, déi iwwert dee leite Projet selwer ewechginn. D'Konklusioun ass déi,

datt de Projet, esou wéi e virläit am Moment, an eisen Aen och an eng richteg Richtung geet. Et huet laang gedauert bis dass et dozou komm ass. Mä finalement geet et dann elo an eng gutt Richtung. Dofir hu mer och kee Problem fir dee Projet ze stëmmen.

Merci.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien.

■ **M. le Président.**- Merci, Här Huss. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Jaerling agedroen. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

■ **M. Aly Jaerling (ADR).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech maachen dem Rapporteur och Félicitatiounen fir säin explizite Rapport. Als ADR begréisse mer dësese Projet, well en e Problem upaakt a versicht ze léisen, dee scho länger Zäit brockt. Ech mengen déi Leit aus där zoustänneger Kommissioun, déi d'Orangerie an der Klinik zu Eitelbréck mat besicht hunn, déi wësse wat gemengt ass a wat fir eng Zoustänn dass do geherrscht hunn. Esou eng Aart vu Betreuung vu psychesch kranke Leit wëlle mer op jiddfer Fall net méi erliwen. Dofir sinn och iwwert de Plan hospitalier vun 2001 zu Recht nei Weeër gesicht ginn, déi eng mënschewierdeg a reintegrationsorientéiert Betreuung sollen erméiglechen.

Et ass och richteg, datt de Richtlinie vun Häfner-Rapport Rechnung gedroe gëtt, déi viséieren, datt den Openthalt vu psychesch kranke Mënschen an enger Klinik esou kuerz wéi méiglech soll gehale ginn. D'Behandlung soll dezentraliséiert ginn an déi Betraffe sollen erëm an d'Gesellschaftsliewen integréiert ginn, fir hinnen normal Aarbechts-, Wunnungs- a mënschlech Liewensbedingungen ze verschafen. Dat heescht also, ewech vum sturen Isoléieren an hin a Richtung Rehabilitatiionsstrukturen, ewech also vun deem deelweis praktizéierte klassesche laangfristige Rouegstellen an hin zu enger mënschewierdeger Betreuung. Dofir sti mer och enger Dezentraliséierung op véier Sité mat enger geziilter Betreuung positiv géigeniwwer.

Mir gesinn a mir stelle fest a mir sinn och frou doriwwer, datt déi ugepeilte Synergien iwwerhaapt am Gesondheitswiesenen och deen Effet bréngen, deen erwünscht ass, an dass mer duerch e bessert Asetze vum Personal a vun de Strukturen a Richtung vun enger méi qualitativer Medezin kënnen goen.

Wou mer awer selbstverständlech wäerten an A drop halen - mengen ech -, dat sinn d'Transferté vum Personal. Mir sinn op jidde Fall géint en Ofbau vum Personal an de psychiatresche Beräicher a sprächen eis éischer aus fir e qualitativen Opbau. Ech géif mengen, do wëll ech kuerz déi Problemer an der Klinik zu Eitelbréck uschwätzen, wou effektiv eng Petitioun d'Onzefriddenheet vum Personal ausgedréckt huet, wou och, mengen ech, d'gesetzlech Bedingunge vum Comité mixte net respektéiert gi sinn, wou d'Personal virun de Fait accompli gestallt ginn ass an iwwert de Kapp vun de Leit ewech decidéiert ginn ass.

Mä dat ass awer elo, mengen ech, am Nachhinein richteg gebéit ginn, an et ass dann awer versicht ginn déi Leit ze prévenéieren an hinnen och matzedeelen, wa Versetzunge kéimen oder wann Transferté géife kommen, fir dass se dann och d'Méiglechkeet kréie fir sech selwer schonn ze mellen op anere Siten, déi virgeschloen ginn, a sech anzeschreien. Dat heescht also, et war schonn e bësse méi eng haart Tounaart do. Mä déi huet dozou gefouert, dass awer elo méi oder wéineger alles an déi richteg Richtung geet, an ech mengen dat ass jo dat, wat jo net nëmmen an Interesse vum Personal wichteg ass, mä dat ass awer och wichteg

am Interesse vun der Betreuung vun de Patienten, well et ass jo esou dass zefriddend Personal, e Personal wat gutt Bedingungen huet, sech jo och mat méi Motivatioun de Patient widmet.

Ech mengen wat den Här Huss ugeschwat huet, dat kann een nëmme mat zwou Hänn deelen. Dat ass de Rapport Rössler, wou awer effektiv eng Reform muss kommen an der psychiatrescher Betreuung a wou och doriwwer wirklech eng seriös fundamental Debatte hei muss stattfannen, fir dass mer dann och an där direkter Betreuung och all Méiglechkeeten opmaachen, fir déi richteg Weeër ze siche fir och an deem Beräich d'Isoléierung an d'Marginaliséierung vun deene psychesch Kranken an Zukunft ze verhënnern, esou wéi dat elo de Fall ass, wou se jo e bëssen an den Abseits gedréckt gi sinn. An och Froe musse mer eis effektiv stellen, wou am Fong déi Problemer hierkommen, wat d'Ursache sinn, wou d'Ursache leien. Leie se an der Onzefriddenheet mat der Émwelt? Leie se an der Belaaschtung duerch d'Émwelt? Leie vill Ursachen dran duerch d'Belaaschtung, duerch den Harcèlement op der Aarbechtsplaz?

Ech mengen all déi Froe musse mer eis stellen, op déi Froe musse mer Antworte sichen an dann drauser déi néideg Konklusiounen zéien, fir an Zukunft ze versichen och déi psychesch krank Leit wirklech erëm an Hand vun enger mënschewierdeger Betreuung an dat normal Liewen eranzeféieren, an dofir hu mer och kee Problem als ADR den Accord zu dësem Projet ze ginn.

■ **M. le Président.**- Merci, Här Jaerling. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss. D'Wuert huet elo de Gesondheitsminister, den Här Mars Di Bartolomeo.

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt mol e ganz hærzleche Merci fir déi Aart a Weis, wéi déi Diskussioun hei gefouert ginn ass, virausbléckend an déi nächst Échéancen, déi an der Psychiatrie op eis zoukomme wäerten. Ganz viles vun deem wat de Mëtte gesot ginn ass, kann ech ënnerschreien a geet och an déi Richtung déi mer entaméiert hunn, respektiv déi mer weiderféieren.

Ech wollt dem Rapporteur e ganz hærzleche Merci soe fir säin Engagement. An deem heiten Dossier huet e sech net nëmmen drop beschränkt fir e Rapport virzeleeën, mä en ass och op den Terrain gaange fir sech dovunner ze iwwerzeegen, wou den Handlungsbedarf an deem Zentrum do uewen ass. An ech mengen dat ass och wichteg, dass dat hei de Mëtten ervirgestrach ginn ass, dass bei alle Bestriewunge fir d'Psychiatrie ze moderniséieren, ze adaptéieren, ëmzebauen, dass ee bestoend Strukturen net soll verholéissen, dass ee se net soll aus den Ae verléieren an dass ee sech weider soll ëm se këmmen. Ganz intensiv ëm se këmmen, well deen Zentrum, wa mer ufänke Steng ze réckelen, och do dovou betrëff ass an een och muss oppassen, an dat ass vun e puer Riedner de Mëtte gesot ginn, dass déi verschidden Zännrieder anenee gräifen an dass matenee geschaff gëtt, net niewenteneen.

Et ass kee Geheimnis, dass d'Reform vun der Psychiatrie oder déi weider Reform vun der Psychiatrie eng vun de Prioritéiten vun dëser Regierung ass. Ech hunn dofir och am Numm vun der Regierung direkt e puer Wochen no dem Mandatsuntritt proposéiert, fir dass mer bilanzéiere wat mer an deene leschte Joren am Beräich vun der Psychiatrie gemaach hunn, opgrond vun der Etüd Häfner, a mir si ganz séier eis eens ginn, dass een ee vun de Mataarbechter vum Pro-

fesser Häfner, de Professor Rössler, sollt mat där doter Aufgab beoptragen. E sollt eis also zweeërlee liwweren.

Éischtens d'Bilanzéierung vun deem, wat an deene leschten 12, 13 Joer um Terrain geschitt ass, an Ausbléck op dat wat mer zesumme sollte maachen. Ofgemaach ass mat der Chamberskommissioun, a ganz gär och mat der Chamber, dass wa mer dee Rapport virleien hunn, dass mer doriwwer diskutieren. Well ech mengen et ass wichteg, dass een hei och duerch eng anstänneg Diskussioun de Sukkurs kritt vun dësem Haus, fir weider an der Psychiatrie ze kommen.

Mir hunn zwar vill émgebaut an der Psychiatrie, mä mir sinn nach laang net um Enn vun där Emstrukturierung an nächst Etappe wäerte mat Sécherheet op eis zoukommen. Dat wat an den 90er Joren ausgeléist ginn ass, war eng guut Saach. Dezentraliséierung, Diversifizierung, Embau vun der Mentalitéit, och net nëmme vun de Gebai-lechkeeten, well mer ganz kloer vun enger Mentalitéit ewech komm sinn, déi drop erausgelaf ass, dass de psychesch Kranke stigmatiséiert un de Rand vun der Gesellschaft gestallt ginn ass a Richtung zu enger Approche, déi de psychesch Kranken als Kranke schlechthin ugesäit, deen d'selwecht behandelt verdängt wéi all aner Kranken, mat deene selwechte Rechter, mat deene selwechten Uspréich och op Qualitéit, an ech mengen dat ass déi richteg Richtung, déi ageschloe ginn ass.

Europawäit ass d'Psychiatrie weider am Émbroch. Ech hat d'Geleeenheet op enger ganz interessanter Konferenz derbäi ze sinn, wou dat, wat an der Psychiatrie an deene leschte Jore geschitt ass, och bilanzéiert ginn ass a wou déi verschidden Acteuré sech eens gi sinn, weiderzefueren op der Entstigmatisierung vun der Psychiatrie. Mir sinn nach net um Enn ukomm.

Um Terrain huet sech also ganz viles gemaach, ugefaang beim Centre neuropsychiatrique, dee säi Statut geännert huet, deen awer och seng Missiounen adaptéiert huet, wou net méi ze vergläichen ass mat deem Zentrum, dee mer nach virun 20, 30 Joer kannt hunn. An do muss ee soen, et ass extrem vill geschitt. Et ass sech a Fro gestallt ginn. Et sinn diversifizéiert Strukturen ronderëm de Centre neuropsychiatrique entstanden an dat och wann een heiansdo elo an de Vierdergrond deen een oder anere Problem stellt, déi berechtigt sinn, dass ee sech drëm këmmert, soll een net vergiessen all dat Positiivt wat um Terrain geschitt ass.

An ech mengen et ass och heiansdo mol d'Geleeenheet, wann ee Kritik übt, och Leit Merci ze soen, déi duerch hire Bénévolengagement zum gudden Deel an engem Verwaltungsrot de Kapp mussen duerhale fir eppes wat sech ännert, mä déi nom beschte Wëssen a Gewësse schaffen. Eng Direktioun déi et net einfach huet an enger Emstrukturierung an och e Personal wat vill Engagement bréngt a sech zu Recht Froe stellt.

Et ass gemengt ginn, dass et net onbedéngt engem Minister seng Aufgab ass fir sech ëm d'Problemer ze këmmern, déi an engem Etablissement public bestinn. Ech mengen awer, an do gesinn ech meng Missioun esou, och wann ee sech net direkt améisch, dass een awer Médiateur ka spillen an, wann ee gesäit dass en Dialog zwar misst bestoen, mä dass éischter laanschtenee geschwat gëtt an dass ee vläicht déi Instrumenter, déi Schlüsselen net am Grapp huet, fir erëm mateneen zesummen ze funktionéieren, dass een dann iwwer eng ganz Rei vu Gespréicher an alle Richtungen deen Dialog erëm kann hierstellen.

Ech si ganz fro, dass do um Terrain sech munches beweegt huet. Et soll een net soen, dass elo alles

rosa ass an dass een de Gletscherbréll kann undoen a soen, et ass alles besonnesch schön an där schéinsten Welt. Mir sinn nach net um Enn vun de Problemer. Mä et gëtt gutt an intensiv matenee geschwat, a soubal wéi matenee geschwat gëtt, ass dat och richteg.

Also, vill geschitt beim CHNP. Vill geschitt am Extra-hospitalier. Do sinn d'Strukturen opgebaut ginn, déi si modellhaft an ech hunn den Tour an deene leschte Méint duerch déi verschidden Institutiounen gemaach an ech kann nëmme soen, dass hei excellent Aarbecht geleescht gëtt an der Betreierung, an de Wunnstrukturen, an den Ateliers thérapeutiques. Do gëtt fantastesch Aarbecht geleescht an ech mengen et kann een net esou maachen, wéi wann näscht passéiert wier.

Dann ass zu Recht drop insistéiert ginn, dass déi Aufgabenwiederholung zwëschent CHNP an akute Spideeler keng einfach ass an och keng einfach bleibt. Richteg ass awer, dass den akuten Deel an déi akut Spideeler eragehéiert an dass de CHNP sech muss op aner Missiounen, nei Missiounen, awer och Rehabilitatioun, an all déi Missiounen muss kënne konzentréieren, déi haut erwähnt gi sinn. Et ass ganz kloer, och wann de CHNP eng Rei vun Aufgaben ewechgeholl kritt, dass en eng Rei vun aneren Aufgaben wäert kréien. An do ass den Dréi an Aangelpunkt ganz kloer d'Koordinatioun déi muss entstoen oder intensivéiert ginn zwëschent deene verschiddenen Acteuren.

Et ass virdu proposéiert ginn, dass een e Steiergrupp misst asetzen. Ech fannen dat eng ganz guut Saach, à tel point dass ech dee Steiergrupp virun enger Rei vu Méint schon agesat hunn, e Groupe de pilotage, e Comité de pilotage, eng Plattform Psychiatrie, déi am Moment besteet aus Leit aus dem Ministère, aus Leit aus den akute Spideeler, aus Leit aus dem CHNP, a wou mer noeneen eis Objektiv wäerte ginn. Am Moment ass d'Haaptobjektiv fir déi Reorganisatioun akut Psychiatrie un d'Rullen ze kréien, am Dialog zwëschent deene verschiddenen Acteuren, well déi verschidden Acteuré mussen zesummeschaffen, an duerno gëtt déi Plattform erweidert, wa mer nei Zilsetzungen och wäerte ganz sécher an Rapport vum Professor Rössler kréien.

(Coups de cloche de la Présidence)

■ M. le Président.- Här Di Bartolomeo, erlaabt Der eng Fro vum honorabelen Här Wagner?

■ M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Kee Problem.

■ M. Carlo Wagner (DP).- Här President, et ass keng direkt Fro, et ass just eng Präzisioun par rapport zu deem wat ech virdu gesot hunn. Ech gesinn éischter e Groupe de pilotage oder e Groupe d'accompagnement, wéi een et wëllt nennen, zwëschent justement alleguerten den Acteuren, déi directement concernéiert sinn. Dat heescht op där enger Säit d'Vertreieder vum CHNP, op där anerer Säit eben déi vun deene véier...

(Coups de cloche de la Présidence)

■ M. le Président.- Ech géif bieden, endlech mat den Telefonen heibannen opzehalen!

■ Une voix.- Très bien!

■ M. Carlo Wagner (DP).- Ech hunn nach keen Telefon.

■ M. le Président.- Déi eng kréien Appelen, déi aner maachen Appelé vun heibannen! Dat ass dach net erlaabt!

(Interruptions diverses)

■ M. Carlo Wagner (DP).- Also

entschëllegt, Här President, ech hunn näscht héiere wou e genau hierkomm ass, den Téléfon, mä ech mengen, et war net op déser Säit.

■ M. le Président.- Et ass schon zéngmol dat nämlecht geschitt!

■ M. Carlo Wagner (DP).- Fein. Nach eng Kéier, Här Minister, wann Der erlaabt, dee Groupe de pilotage, wéi ech mer e virgestallt hunn, sollt si fir essentiellement Question-pratiques ze léisen, déi sech justement an der Relatioun, dat heescht zwëschent den Acteuren, déi directement concernéiert sinn, stellen. Ech mengen do mussen net onbedéngt Statsvertreieder derbäi sinn. Dat soll och e Comité sinn, deen net ze grouss ass. Mä ech mengen et ass effectivement esou wéi ech et och éineschters gesot hunn. De CHNP an déi véier Hôpitaux généraux musse ganz enk zesummeschaffen, also sollen et Vertreieder si vun deenen zwou Säiten.

Datselwecht gëllt net nëmme elo fir wat d'Patienten ubelaangt, d'Betreierung vun de Patienten, wie wat genau oder wéini dass deen een oder deen anere sollt säi Rôle iwwerhuelen, mä och haaptsächlech wat d'Personal ubelaangt. Ech mengen am beschte géif dat à l'intérieur vun engem Comité restreint gemaach ginn, dat heescht vun deenen Acteuren, déi directement concernéiert sinn.

■ Une voix.- Très bien.

■ M. Carlo Wagner (DP).- Dat war meng Iddi.

■ M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Ech hu kee Problem mat deenen Ausféierung vum Carlo Wagner. Mir hunn eng Plattform, déi sech e bësse méi breet gesäit, an näscht hënnert eis dru fir aus där Plattform eraus, jee nodeem wat fir eng Themen akut sinn, Aarbechtsgruppen ze maachen, wat och zum Deel scho geschitt ass.

Ech weess, dass déi Zesummenaarbecht zwëschent CHNP an deenen akute Spideeler lues awer sécher un d'Rulle kënt an dass och vill méi intensiv wéi an der Vergaangenheet matenee geschwat gëtt. Mä an där enger Approche an an där anerer gëtt et keng grouss Differenzen. Dat heescht also déi Plattform, wéi se schon emol eng Kéier bestan huet, ass reaniméiert ginn a gëtt progressiv ausgedehnt op den Extra-hospitalier. Et soll ee se net direkt vun Ufank un ze vill belaachten, ee Problem nom anere léisen an dann déi aner duerno.

Et ass richteg gesot ginn, dass an e puer Wochen de Rapport vum Professor Rössler ze erwaarden ass. Mat deem Rapport wäerte mer nei Indikatiounen kréien an den Dialog selbstverständlech mat der Chamber fleegen, fir doraus och Konklusiounen ze zéien.

Ech wollt zum Schluss, well de Gros vun der Diskussioun net iwwert de Projet gelaf ass, mä ëm dat wat hannerum Projet ass, och e kloere Message a Richtung CHNP ginn. Dat hei ass e wichteg Projet, well nei Missiounen vum CHNP dran enthalen sinn, wou d'Madame Minister Marie-Josée Jacobs mer gesot huet, dass ech soll insistéieren, dass déi Zesummenaarbecht an deem Zentrum mat deene Leit vum Zentrum, zwëschent Santé a Famille, ganz excellent ass an hei deem och Rechnung gedroe gëtt, doduerch dass och de Verwaltungsrot méi Spillraum kritt an der Zesummesetzung, wou ech net ausschléissen, dass déi Zesummesetzung an Zukunft e bësse méi diversifizéiert gëtt an ee sech och duerchaus kann iwwerleeën,

ob den Extra-hospitalier oder/an den Hospitalier dra vertrauede ka sinn.

Wichtig Missioun, e wichteg Signal vun dësem Projet ass, dass een de CHNP mat de Moderniséierungsarbeiten och an deenen nächst zéng Joer, a weess doriwwer eraus, net eleng wäert loossen. E wichteg Message, deen haut aus der Chamber erausgaang ass, dat ass, dass een de Centre neuropsychiatrique als wichteg Acteur an der Psychiatrie weiderhi gesäit, och wann déi Psychiatrie sech wäert diversifizieren.

E wichteg Message och vun haut, dass een net u Personalofbau an deem heite Secteur denkt, mä d'Personal muss awer eng gewësse Mobilitéit weisen, well wann d'Patiente Mobilitéit zougemutt kréien, da muss och eng gewësse Mobilitéit beim Personal do sinn. Well ech muss soen, dass esou Zentre jo och kee Selbstzweck sinn, mä dass d'Zil vun neie Strukturen dat ass, dass een de Patienten déi beschtméiglech Betreierung soll ginn. Dat heescht Versteesdemech fir Suergen, mä och Mobilitéit an déi eenzel Richtungen eran, an do ginn och an der Zwëschenzäit gutt Diskussiounen gefouert.

Ech wollt just dann nach op eng Fro agoen, déi eng wichteg Fro ass an déi vun der Madame Stein-Mergen opgeworf ginn ass, dat ass déi vun den Zwangsnoomsnamen, wou effektiv e Projet de loi ënnerwee ass fir dat nei ze regelen. Wann ech d'Madame Stein-Mergen richteg verstan hunn, dann ass d'CSV - net nëmme si, mä d'CSV - der Meenung, dass mer kloer solle vun deem System ewechkommen, wou den Dokter d'Zwangsweisung eleng mécht, mä dass mer kloer sollen an déi Richtung goen, dass eng nei Aufgab bei de juristeschen Instanzen, bei de Justizinstanze soll kommen, fir an déi Richtung ze goe wou eng Rei vun europäesche Länner ginn. Hunn ech dat richteg verstanen?

Da wär ech och frou wann déi Message géife weidergoen, well dat ass ee vun deenen Diskussionspunkten, déi mir an eise Gremien hunn a wou e Klärungsprozess noutwendig ass, fir dass mer mam Gesetz virukommen. Do gëtt et eng Rei vun Avisen. Dat gesot, géif ech nach eng Kéier allen Intervenanten en häerzleche Merci soe fir déi gutt Diskussioun.

(Coups de cloche de la Présidence)

■ M. le Président.- Här Minister, Dir musst zum Schluss kommen.

■ M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Ech si fäerdeg.

■ M. le Président.- Jo, mä Dir hutt Är Zäit och schon iwwert dräi an eng hallef Minutt iwwerschritt.

■ M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Neen, neen, do war dem Här Wagner seng Ried nach dran.

■ M. le Président.- Jo, et ass an der Rei, Här Di Bartolomeo, mir kennen Är Explikatiounen an der Zwëschenzäit.

(Hilarité)

■ M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Mä, Här President, Dir sidd esou streng mat mir!

■ Plusieurs voix.- Jo, jo!

■ M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Et ass esou e wichteg Thema, Här President...

■ Une voix.- Do hutt Der Recht.

■ M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.-...an Dir kommt aus

der Nopeschgemeng, wou dee wichtige Zentrum ass. Da misst Der ganz besonnesch vill Versteesdemech hunn an...

■ M. le Président.- Här Di Bartolomeo, wann Der am Ufank net esou vill Zäit verluer hätt, da wiert Der längst fäerdeg. Sou, maacht lech elo wann ech gelift fäerdeg.

■ M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Majo, Här President, wann Dir mech net dauernd géift ënnerbriechen, da wär ech scho laang fäerdeg!

(Hilarité)

Duerfir géif ech lech alleguer Merci soen an lech, Här President, fir déi Geduld, déi Der ëmmer erëm mat mir hutt, villmoos Merci.

■ M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, d'Diskussioun ass elo definitiv ofgeschloss. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5387. Den Text steet am Document parlementaire 5387^A.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmme ugehall.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koulen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert (par Mme Nelly Stein), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Marc Spautz), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Lydie Err), Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnar, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Ferdinand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roland Schreiner), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Niki Bettendorf), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Diskussioun vum Projet 5379 iwwert d'Produits biocides. D'Riezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Ageschriwwen si bis elo: d'Madame Martine Stein-Mergen, den Här Wagner, den Här Huss an den Här Jaerling. Ech denken dat sinn déiselwecht wéi...

■ Plusieurs voix.- D'Madame Frank!

■ M. le Président.- D'Madame Frank. Voilà. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madame Claudia Dall'Agnol.

9. 5379 - Projet de loi modifiant la loi du 24 décembre 2002 relative aux produits biocides

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), rapportrice.- Här Minister, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegeen, beim Projet de loi 5379 handelt et sech en fait em eng Emännerung vum bestehende Gesetz vum 24. Dezember 2002 «relative aux produits biocides».

Déi vun lech, déi déi lescht Legislaturperiod schonn an dësem heijen Haus siégéiert hunn, kënnen sech ganz sécher un dëst interessant Gesetz an och un d'Diskussionen heizou erënneren. Fir déi, déi d'Chance net haten do derbäi ze sinn, an dozou gehéieren ech selwer jo och, wéll ech awer kuerz erklären, wat dann elo iwwerhaapt e Produit biocide ass an em wat et sech am Gesetz vum 2002 handelt.

Fir unzufänken, ginn ech lech mol d'Definition vum esou engem Biocidprodukt, an zwar handelt et sech heibäi em e Produit, deen dozou dënge soll, Beschiedegunge vu Liewensmëttelen, Baumaterialien, zum Beispill Holz, awer och vun allgemenge Bedarfsobjeten, wéi zum Beispill Pabeier oder Lieder, Faarwen an och Lacken, ze verhéieren. Zu de Biocidproduit gehéieren awer och Désinfectanten oder awer och Produiten, déi agesat gi fir zum Beispill Raten, Mais oder awer och Schleecken Här ze ginn. An e ganz bekanntene Biocide, deen eigentlech jiddferengem heibanne misst e Begrëff sinn, dat ass den Eau de Javel. Ech ginn dann och elo weider net méi op déi Definition an, well Dir fannt se nach méi prezis am Gesetz erëm an och a mengem schrëftleche Rapport.

Ma natierlech gëtt et beim Gebrauch vum eben dësem Produit Risiken, net nëmme fir deen, deen domat emgeet, dat heescht den Anwender, mä och fir déi Leit, déi a Kontakt komme mat Materialien, déi mat esou engem Biocidproduit eben traitéiert goufen. A genee dowéinst kounn dann och déi EU-Direktiv 98/8/CE zustan, an doropshin dann och eist bestoend Gesetz vum 2002, woumat mer déi Direktiv, déi ech genannt hunn, eben an d'nationaal Recht emgesat hunn, an dat mir haut och mat deem Projet de loi emännere respektiv och verbessern.

Wat wëlle mer emännere respektiv verbessern? Ma fir prezis ze sinn, zwou Saachen. Éischtens, den Artikel 10 vum bestoend Gesetz. Wat seet deen Artikel? Ma e seet, dat Taxen agefouert ginn, an zwar via e Règlement grand-ducal; Taxen, déi bezuelt ginn, wann een eng Demande mécht, fir eben esou e Produit biocide autoriséiert ze kréien. Et steet an deem Artikel, dat déi Taxen an engem groussherzogleche Règlement festguelucht ginn, mä se dierften net méi héich si wéi 4.000 Euro. Allerdéngs si méttlerweil dann och Taxen an deenen aneren EU-Länner bekannt, a se sinn em e Villfacht méi héich fixéiert wéi hei zu Lëtzebuerg, an e konkret Beispill heifir wär zum Beispill Däitschland mat 45.000 Euro.

Bon, wat bedeit dat doten elo fir Lëtzebuerg a sai Gesetz? Dir kennt lech jo virstellen, dat ass Käschtergrënn, dat heescht eisen nidderege Präisser, d'Hiersteller vun esou Produite kënnen dozou bruecht ginn, hir Demande fir eng Umeldung allegueren hei bei eis eranzeginn. An ebe fir dëst ze verhéieren, drängt sech elo eng Upassung vum eise Taux am Gesetz, no uewen natierlech, op. Et soll een och wëssen, dat eis Administration net à même wier enger enormer Flut vun esou Demandé Rechnung ze droen, d'autant plus wou nach guer net bekannt ass, wat genee d'Aarbecht an den Opwand bei der Analyse vun esou Produite wäert sinn.

Firwat ass dat net bekannt? Ma well eis Administration eben nach mat kenger Demande saiséiert

gouf, ausser um Niveau communautaire, dat heescht wou schonn bestehend Substanzen - wuertwertlech nenne se déi Substances actives anciennes - vun eis sollen analyséiert ginn.

Et handelt sech em zwéi Produiten, an de Ministère vun der Santé huet op Nofro vun der Kommissioun matgedeelt, em wat fir Produiten et sech do handelt: Et sinn dat d'Substanze mat deene schéinen Nimm Imidazole an Imazalil.

(Hilarité et interruption)

Imidazole an Imazalil, Här Bettel.

En huet eis awer am gläiche Schreibe matgedeelt, dat dës Demandes d'analyse null an nichtig sinn duerch de Fait, dat de Produzent vun deene Substanze seng Demande zréckgezunn huet.

Dofir gëtt dann och proposéiert beim Artikel 16 vum bestoend Gesetz een Abschnitt baizesetzen, dee Folgendes seet: «Le ministre peut, aux frais de l'État, occasionnellement ou régulièrement confier tout ou partie des tâches visées à l'alinéa qui précède à des experts ou instituts nationaux ou étrangers.»

Firwat soll dëst bäigeschriwwen ginn? Ma, wéi ech lech schonn sot, ass net genee gewosst, wat esou Demandé vun Aarbecht mat sech bréngen, an dofir ass an der Verwaltung och bis dato elo nach keen heipop spezialiséiert Personal agestellt ginn.

De Fall also gesat, dat Lëtzebuerg an noer oder a ferner Zukunft mat Demandé saiséiert gëtt, déi eis Administration net kënn bewältegen, schafe mer heimat déi legal Basis fir inländesch an auslänesch Experten ebe mat erunzeien. Dëst also als Erklärungen an zum Versteedemach vum dësem dach, wéi ech mengen, zimlech technesch Projet de loi an och dem bestoend Gesetz.

Zu der Prozedur ass et esou, dat de Santéminister, den Här Di Bartolomeo, de Projet de loi den 9. September d'lescht Joer hei an der Chamber déposéiert huet. De Projet de loi ass och aviséiert gi vum Collège médical, der Chambre des Métiers an natierlech och dem Statsrot. An der Sitzung vum 28. Oktober 2004 huet d'Santékommissioun mech als Rapportrice vun dësem Projet de loi genannt, an doropshin ass de Projet an der Sitzung vum 27. Januar virgestallt, diskutéiert an natierlech analyséiert ginn.

De schrëftleche Rapport ass unanime an der Réunioun vum 17. März 2005 ugeholl ginn, nodeems mer eis natierlech an der Diskussion mat den Avisen ausernee gesat hunn, déi keng Objektionen an Observatiounen opgeworf hunn, a soumat also dëse Projet och vum Statsrot, dem Collège médical an der Chambre des Métiers favorabel aviséiert gouf. Favorabel gëtt en och vu menger Fraktioun aviséiert.

Ech géing da profitéiere vun der Geleeenheet, fir zum Schluss net nëmme deene Leit Merci ze soen, déi aktiv beim Emsetze vun dësem Projet de loi matbedeelegt waren, mä och fir eben hei den Accord vu menger Fraktioun ze ginn, an domat géing ech lech, Här Minister, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Rapportrice. Als éischt Riednerin ass agedroen déi honorabel Madame Frank. Madame Frank, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Marie-Josée Frank (CSV).- Merci. Här President, Kolleeginnen a Kolleegeen, e kuerze Rappel: E Biocide ass kee Medikament, dat um Mënsch oder um Déier genotzt gëtt. E Biocide ass

kee kosmetesche Produit, neen, Produits biocides hunn e preventive Charakter. Si gi benotzt doheem am Stot, a Spideeler, an den Dokteschpraxisen, an de Laboratoires. Si sinn also e Produit de conservation an e Produit de protection. De Biocide gëtt agesat géint Viren, Bakterien, Pilzer, géint d'Raten, d'Vigel an Algen.

Här President, d'Direktiv 98/8/CE gesäit am Artikel 24 vir, dat d'Memberstaten all dräi Joer e Rapport iwwer hir Tätigkeet am Beräich vun de Biociden zu Bréissel ofginn. Dëse Rapport soll Informatiounen iwwer eventuell Vergëfungen duerch d'Biocid ginn. Den éischte Rapport war am Mee 2000 bis November 2003, an de Rapport selwer koum den 22. November d'lescht Joer eraus.

Den éischte Constat ass, dat Lëtzebuerg selwer relativ wéineg Informatiounen am Rapport gëtt. Et kann een erauslesen, dat déi zu Bréissel onzefridde mat der Informationspolitik vu Lëtzebuerg waren.

En zweete Constat ass, dat hei zu Lëtzebuerg keng Persoun exklusiv fir den Dossier vun de Biociden zoustänneg ass. Dat licht och a fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg, wann ee bedenkt, dat a Frankräich nëmme eng Persoun Vollzäit am Ministère an eng Persoun Vollzäit an der Agence française de la Sécurité sanitaire des Aliments un dësen Dossier schaffen.

Et heescht am Rapport weider, dat Frankräich an nächster Zäit em déi 50 Persounen soll astellen, well si festgestallt hunn, dat dës zwou Persounen einfach net duerginn - also eng fierchterlech Augmentatioun. Lëtzebuerg huet op Bréissel gemellt, dat geplangt ass, e separate Service ze schafen, dee sech nëmme em d'Biocid këmmert. Dës Meldung op Bréissel steet awer licht am Widersproch zu eise Gesetzprojet, wou mir explicit dem Ministère d'Fräiheit ginn, extern Experté baizezeien.

Duerfir meng Fro un de Minister: Soll weiderhin d'Division de la pharmacie et des médicaments an der Direction de la Santé fir den Dossier vun de Biociden zoustänneg sinn? Oder gëtt e spezielle Service exklusiv fir d'Biociden am Gesondheitsministère geschaf?

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

En drëtten Constat ass, dat Lëtzebuerg keng Zuel vu Kontrollen op Bréissel gemellt huet. Kontrollinstanz sinn d'Police, d'Douane, d'Direction de la Santé, de Laboratoire National de Santé an den Umweltministère - eben eng laang Rutsch vu Kontrollinstanzen. Ech froe just, Här Minister, ob dat net e bëssen dees Gudden ze vill ass.

Dem Rapport no ass beim Lëtzeburger Stat en hallefzäit beschäftegten Apdikter-Inspekter mat der Kontroll agesat. Et gëtt am Rapport zouginn, dat eng quasi hallef Persoun e bëssen ze wéineg ass. Duerfir soll jo d'Zesummenaarbecht mat den zoustännegen Autoritéiten an eisen Nopeschlänner gefördert ginn.

Här President, mir hate virun der Direktiv 98/8/CE keng speziell Gesetzgebung am Beräich vun de Biociden. Duerfir doe mir eis vläicht e bësse schwéier, déi néideg Servicer opzebauen. Mat dësem Gesetzesprojet gi kleng, mä wichteg Ännerungen um Lëtzeburger Gesetz virgeholl. Dës Ännerunge kann d'CSV-Fraktioun voll ënnerstëtzen, duerfir ginn ech den Accord vu menger Fraktioun a soen der Rapportrice Merci fir hire schrëftlechen a mündleche Rapport.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Frank. Nächste Riedner ass den Här Carlo Wagner. Dir hutt d'Wuert, Här Wagner.

M. Carlo Wagner (DP).- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'alleréischte wéll ech et net verfeelee fir der Rapportrice, der honorabeler Madame Dall'Agnol, ze félicitéiere fir deen excellenten schrëftlechen a mündleche Rapport. Ech muss soen, si huet dat därmoosse prezis gemaach, dass et mir erlaabt fir ganz kuerz ze sinn. Ech wéll just rappéléieren trotzdeem, dass och deen heite Projet de loi, wéi sollt et anescht sinn, vun der viregter Regierung élaboréiert ginn ass.

(Interruption)

Mir halen op déi historesch Wou-rechten, Här Wolter.

(Interruptions diverses)

Dat gesot, wéi gesot ass et eng Reform vun der Loi de base vum 24. Dezember 2002: eng Loi de base, déi haaptsächlech aus zwéi Punkte bestanen huet. Dat Éischt, d'Definition vun de Produit-biociden, zweetens awer och déi néideg Evaluatioun, well ebe gesot ginn ass, dass op alle Fall kee Produit biocide méi dierft op de Marché kommen, dat net evaluéiert wär a wou prouvéiert wär, dass net Risque-inacceptablen dra wäeren. Et war also eng Garantie fir d'Consummateuren dobaussen.

Zousätzlech, wéi gesot, hu missen déi Produkter op déi sou genannten Annexes, dat heescht Listes positives communautaires kommen. Et ass virdrun uegklongen, dass effectivement dee Präis vu 4.000 Euro, deen am Ufank am Gesetz steet, bal ridicule war soubal mer et verglach hu mat deenen aneren Länner an der Union européenne, wou - an d'Chiffere sinn hei och scho genannt ginn - dat considéerablement méi héich ass.

Mir hätten also riskéiert, carrément mat esou Demandé submergéiert ze ginn hei zu Lëtzebuerg, an dat obschonn dass mer keng Experten en fait an deem doten Domän hunn. A souguer wa mer Experten hätten oder där géifen astellen, muss ech soen, mat 4.000 Euro wär et ouni Zweifel nach kee Geschäft fir Lëtzebuerg, au contraire, mir géifen do vill Sue bäileeën. Duerfir, ouni elo wëllen am Numm vu mengem Successeur d'Fro vun der Madame Frank ze beantweren, kënn ech mir raisonnablement net virstellen, Här Minister, dass, esou wéi d'Fro war, e Service spécial biocides an der Direktioun vun der Santé géif geschafe ginn.

Ech mengen op alle Fall, d'Hausse sensible vun den Tariffer war déi richteg Äntwert op déi heite Problematik, an duerfir wäert Der lech allegueren net wonneren, dass ech dierft am Numm vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei den Accord zu dësem Projet de loi ginn.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Wagner. Nächste Riedner ass den Här Huss. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt der Madame Rapportrice Merci soe fir hire klöre Rapport, dee se hei gemaach huet zu dësem Klenge Gesetz, well et ass am Fong e klengt Gesetz, wou et nëmme em liicht Ofännerunge geet vum Gesetz iwwert d'Biocid vum Joer 2002, e Gesetz wat bekanntlech berout huet op enger europäescher Direktiv 98/8, déi mer hei dann emgesat hunn.

Mat de virgeschloene Modifikatiounen - Erhéijung vun den Taxe beim Enregistrement vu Biociden hei zu Lëtzebuerg - si mer selbstverständlech averstanen, a mir sinn och d'accord mam Prinzip

vum Réckgrëff op auslänesch Expertise, wann eenzel Demanden un eis hei a Lëtzebuerg erugebroe ginn.

Domadder wier eigentlech alles zu dësem Gesetzesprojet an zu senger Modifikatioun gesot an ech kënn mech eigentlech erëm direkt sétze goen. Ech wäert dat awer net maachen. Dir musst mer awer nach e puer Minutten nolauschteren, well ech mengen, dat déi Modifikatiounen vläicht net esou vu Bedeutung sinn, mä d'Gesetz selwer awer vu Bedeutung ass, an déi EU-Direktiv iwwert d'Biocid vum Bedeutung ass, a well ech der Meinung sinn, éischtens, dat de Gros vun de Leit, déi heibannen nolauschteren an hei setzen, iwwert déi Problematik net vill Informatiounen hunn, an dat och de grand public dobaussen iwwert déi Problematik net vill Informatiounen huet, obschonn et eng ganz wichteg Problematik ass.

An zum Zweeten, well ech der Meinung sinn, dat dat Biocide-Gesetz, wat op der Biocide-Direktiv berout, nach laang net eng positiv Biocide-Direktiv ass. An där Biocide-Direktiv gëtt et eng ganz Partie vu Lacunen a Widerspréchen, an ech wéll lech kuerz erklären, firwat déi Biocide-Gesetzgebung oder Biocide-Richtlinn op europäeschem Plang nach laang keen zefriddestellende Schutz vun der Gesondheet vun de Leit an Inneraim ass, ob dat a Wunnengen ass oder ob dat a Bürosraum ass a sou virun.

Am Ennerscheid zu de Pestiziden, déi an der Landwirtschaft, am Wäibau oder an de Gäert dobaussen ausbruecht ginn, mat alle Gesondheitsrisiken, déi mer och do lues a lues ufänken ze mierken, ginn also vill Biociden, ganz vill verschidde Biociden a Banneraim, a Wunnengen a sou virun agesat, ouni dass se genuch gepréift wieren iwwer Laangzäitwierkungen a virun allem iwwer Kombinatiounswierkungen, déi se kënnen hunn op eis Gesondheet!

A wann et dann zu Gesondheitsproblemer an esou Wunnengen duerch Biocid gëtt, da gëtt geschwat vu Wunngefäer, vu „indoor pollution“, vu Sick-Building-Syndrom, an dat ass bekanntlech ee vun den Haaptaspekter vun der Problematik Émwelt a Gesondheet, déi eis haut zounehmend europawäit ëmmer méi beschäftegt.

D'Aféierung vun enger europäescher Biocide-Direktiv war sécher noutwendeg a begrëssenswäert. Gradsou wéi de Prinzip vu sou genannte Positivlëschten, dat heescht, dat en neie Produkt theoretisch just op déi Positivlëscht vun zougeloossene Biociden dierft kommen, wa virdru seng gesondheetlech Onbedenklechkeet nogewise gouf.

Mir befannen eis mat dëser Biocide-Direktiv an där méi aktueller grousser Problematik, déi ganz aktuell ass, vun der Reach-Problematik, déi elo am Europaparlament diskutéiert gëtt an em déi heftegst gestridde gëtt an op déi ech am Mee vun dësem Joer an enger Interpellatioun un d'Regierung nach eng Käier hei wäert zréckkommen.

D'Biocide-Direktiv ass een Enneraspekt do dervun, a mir mengen, dat et iwwert déi Reach-Direktiv misst méiglech sinn, an deenen nächste kommende Méint a Joren, dat och déi Biocide-Direktiv drastesch verbessert gëtt par rapport zu deem Zoustand, dee se haut huet. Si muss iwwerschaff ginn an deem dote Sënn.

Wat ass dann esou problematesch an där aktueller Biocide-Gesetzgebung oder Biocide-Direktiv aus dem Gesetz vum 2002? E puer Beispiller nëmme iwwert déi wichtegst Biociden, dat heescht Holzschutzmittel, Insektiziden, Desinfektionsmittel oder Konservierungsmittel.

En éischte Problem vun der Direktiv ass deen heiten: All déi al Biociden, déi scho virun 2000 um Mar-

ché waren, daerfen - och wa se gesondheetsgefëerlech sinn - an enger Iwwergangszäit vun zéng Joer, dat heescht also bis zum Joer 2010, weiderhin an den Haiser agesat ginn! Wann et noweisbar schlecht ass fir d'Gesondheet vun de Leit och nach déi nächst Joren, also wäert dat problematesch sinn.

En zweete Problem vun där Biocide-Gesetzgebung ass den eklantante Widdersproch, dat zum Beispill gefëerlech Insektiziden oder Produkter zum Schutz géint d'Matten a Wollteppecher, wéi zum Beispill de Lindan oder de Permethrin, an der Landwirtschaft net méi daerfen agesat ginn, awer am Haushalt, do bleiwe se erlaabt! Am Traitement vun Holz, vu Schief, vun Teppecher oder souguer géint Lais bei Kanner. Wat sinn d'Gefore vun deenen zwee? Ech wëll dat emol un deenen zwee Stoffe festmaachen.

Wat sinn d'Gefore vun esou Stoffe? Beispill Lindan. Lindan huet noweisbar - an deen daerf nach ëmmer agesat ginn am Haushalt - eng östrogen, dat heescht eng hormonell Wierkung. Lindan ass noweisbar ierfgutschiedend. Lindan ass am Déiereversuch kribberregend an e steet am dréngende Verdacht, bei Fraen de Broschtkriibrisiko ze vergrësseren. Lindan misst dofir an eisen Aen, grad sou wéi de Pentachlorphenol virun e puer Joer, direkt verbuede ginn!

Lindan an ähnlech géfteg Substanzen, Här Minister, gi vun Ärem Service de médecine de l'environnement, vun der Émweltambulanz also, ëmmer erëm an eenzelne Stëbsprouwen an eisen Haiser erëmfonnt. Lindan féint een zum Beispill och an de biochemeschen Analyse vu Broschtumouré bei Fraen.

Wat mer an de Stëbsprouwe vu munche Lëtzebuurger Haiser fannen, dat sinn zum Beispill och sou genannte chemesch Altlasten. Zum Beispill nach ëmmer DDE, den Ofbauprodukt vum DDT, deen 1978 verbuede ginn ass. Hei verbuede ginn ass, mä net am Tiers-Monde! An deen DDE, den Ofbauprodukt vum DDT, wou fanne mer deen erëm? Mä dee fanne mer erëm am Hausstëbs, mir fannen en erëm an importéierten Teppicheer aus dem Tiers-Monde, an doduerjer fanne mer en och erëm bei de Leit. Datselwecht géllt fir de Pentachlorphenol als eng weider Altlast.

Nom Rapport d'activité vum Ministère vun der Santé vun 2004, dat heescht aus deem leschte Rapport d'activité, do ass gesot gi vun der Émweltambulanz, dat se 510 verschidden Haiser hei am Land, hei zu Lëtzebuerg analyséiert hätten.

(Interruption)

Do ass DDT...

Här Fayot, wat hei d'Problematik vun der Chamber ugeet, dat kéint een duerchaus, dat wier sënnavoll dat och eng Kéier ze ënnersichen. Ech géif mengen, virun allem d'Klimatisatioun ze ënnersichen, an och do kënne Problemer sinn. Dat schéngt mer hei den Hauptproblem ze sinn, wann och dat op Ärer Säit ëmmer schéngt Problemer ze sinn.

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

■ M. le Président.- Fuert Dir weider, Här Huss.

■ M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).- Zum Beispill ass deen héich gefëerlechen DDT a 36 Fäll vun deene 510 ënnersichten Haiser fonnt ginn, hei zu Lëtzebuerg. Pentachlorphenol ass no deenen Analysen an 33 Haiser fonnt ginn.

An ech hu virdu gesot wou deen DDT hierkënt. En ass wéinstens extrem laanglieweg an zweetens ass en an den Teppicheer, déi aus dem Tiers-Monde kommen, nach ëmmer zum Deel enthalen.

Ech hat virdu och zum Beispill vum Widdersproch geschwat, dat engersäits de Lindan an der Land-

wirtschaft verbuede ass, an an den Haiser erlaabt ass. Datselwecht géllt fir d'Permethrin, eng héich gefëerlech Substanz aus dem Beräich vun de synthetesch Pyrethroiden. Wou ass dee Permethrin ze fannen? Mä Dir fannt en an allen, net an allen, mä a ganz villen Haiser an a ganz ville Büroen, well dat zu jorelaange Belaaschtunge mat deene Stoffe féiert.

Bei Moossunge vun der Émweltambulanz am Joer 2004 goufen an 125 Wunnengen, vu 500, dat heescht dass an engem Véierel vun de Wunnenge vun deene 500, déi ënnersicht gi sinn, kritesch Schwellewäerter fir Permethrin iwwertraff ginn. No Moossungen, déi offiziell gemaach gi sinn.

Wat ass Permethrin, wat si Pyrethroiden? Mä och déi hunn eng hormonell Wierkung, sinn immun-schiedend an hunn eng neurotoxisch Wierkung. An esou Substanzen, déi dierften dach eigentlech net an Haiser virkommen. Déi missten also vun deene Positivlëschten erfogeholl ginn, an där Richtlinn.

Mä et sinn net nëmme des Substanzen a Stëbsmaterial oder Loftprouwen, déi gemooss gi si vun Ärer Émweltambulanz, och aner Stoffe sinn do fonnt ginn. Zum Beispill an 102 Fäll ass Eulan fonnt ginn, och en héich problemateschen Insecticide. Et si Solvanté fonnt ginn an de Wunnengen, wéi Toluol oder Benzol, an et si Weichmacher a Flammschutzmittel fonnt ginn. Flammschutzmittel, zum Beispill, do hu mer eng Substanz, déi heescht TCEP. Déi ass net nëmme am Hausstëbs fonnt ginn. Déi ass, Madame Stein,...

(Interruptions et hilarité)

Wësst Der wou déi fonnt ginn ass? E kribberregende Stoff? Dee kribberregende Stoff ass an 12 Fäll an Hausmatraze vu Kanner fonnt ginn, a Kannerzëmmeren an den Hausmatraze fonnt ginn. Dat ass eng kribberregend Substanz, wou ech mengen, dat déi net an eng Kannermatraz géif gehéieren.

(Interruptions)

An et si Matrazen zwar fonnt ginn. Fir déi Leit, déi betraff sinn, wou Kanner eventuell Gesondheetsproblemer kréien, do ass dat net eppes fir driwwer ze laachen.

(Interruptions)

E lescht Beispill, fir d'Innerambulanz duerch Biociden ze illustréieren, dat ass d'Beispill vun de Weichmacher, vun de Phthalaten, e ganz komplizéierten Numm. Zum Beispill vun enger Substanz, déi ech do nëmme wëll erwähnen, dat ass den DEHP. Deen DEHP ass fonnt ginn a Kannerpillsaachen, a Plastik, an de Schnulleren, an de Suckele vun de Kanner ass e fonnt ginn, an d'europäesch Kommissioun huet elo virun e puer Méint den DEHP an dräi Beräicher verbuede. Esou gefëerlech gëtt deen DEHP ageschätzt.

Deen DEHP, dee gëtt et awer nach a villen anere Beräicher, och am Haushalt. Zum Beispill a PVC-Buedembelag gëtt et en. An eng rezent Etüd vum November d'lescht Joer vum Karolinska Institut aus Schweden, ee vun de renomierteste wëssenschaftleche medezineschen Instituter, huet erausfonnt, an engem Vergläich vun 200 Kanner mat Asthma an 200 Kanner ouni Asthma, dat den eenzeggen Ënnerschied war, d'Belaaschtung vum Hausstëbs a vun de Buedembelag an de Kannerzëmmer mat PVC, mat dem Weichmacher aus dem PVC. Dat war den eenzeggen Ënnerschied, dee se festgestallt hunn zwëschent deene belaaschtene Kanner an deenen net belaaschtene Kanner.

Dat si Saachen, déi nach ëmmer erlaabt sinn, laut Biocide-Gesetzgebung, a mir mengen dofir, et ass dat wat ech am Ufank gesot hunn, dat et net nëmme e Problem ass vun net genügend Informatioun dorüwer, mä dass et e Problem ass, dat déi Biocide-Richtlinnen drin-

gend missten iwwerschafft ginn, op der Basis vun deene rezente wëssenschaftleche medezineschen Erkenntnisser.

Ech mengen, Dir Dammen an Dir Hären, eng ganz Rei vun anere Beispiller kënnt ech hei virbréngen. Ech mengen, et ass awer net ubruecht. Well et hei am Fong just ëm déi kleng Modifikatioun geet, wëll ech dorobber verzichten. Mä ech ginn lech d'Garantie, dat wa mer hei iwwert d'Interpellatioun iwwer „Reach“ schwätzen, dat dat doten een Ënneraspekt ass vun där Problematik, déi am Moment am europäesche Parlament diskutéiert gëtt a wou et ëm Émwelt a Gesondheet geet a wou d'Europäesch Kommissioun ëmmerhin 2003 eng relativ couragéiert Proposition „Reach“ op den Dësch bruecht huet, fir endlech dee Chémikaliemarché am Sënn vun Émwelt a Gesondheet besser an de Grëff ze kréien. An dorobber wäerte mer also hei mussen agoen. A wann et bei enger couragéierter Léisung op europäeschem Niveau bleift, da wäerte mer d'Chance an deenen nächste Jore vläicht kréien, dat eng Rei émweltbedéngten Erkrankungen, dat mer déi vläicht wäerte kënne mol an de Grëff kréien. Dat mer se kënne eventuell souguer reduzéieren. Datt et net méi zu esou Krankheete kënnt, an dann huet dat och Implikatiounen op eis Krankekeeseproblematik.

Well dat dote sinn d'Problemer, déi vun Doktere meeschtens net erkannt ginn an da lafen déi Leit vun Dokter zu Dokter, vu Spezialist zu Spezialist, vun Analys zu Analys an esou virun. An dat sinn och Saachen, déi eise Krankekeeseproblematik zu engem Deel finanziell belaaschten, an dat muss net sinn.

Do musse mer preventiv virgoen an dofir mengen ech, dat déi Biocide-Geschicht hei eng wierklech wichteg ass. Mä si muss geännert ginn. Si muss verbessert ginn an dat soll lafen iwwert eng besser Reach-Gesetzgebung. A wann dat geschitt, da kënne mer méi Satisfaktioun hunn um Niveau Émwelt a Gesondheet, dat et besser geet.

Merci.

■ Plusieurs voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Merci, Här Huss. Als leschte Riedner ass den Här Jaerling agedroen. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

■ M. Aly Jaerling (ADR).- Dat deet esou wéi, dat ech ëmmer dee Leschte sinn.

Här President, ech géif och der Madame Rapportrice selbstverständlech meng Felicitationen aussprieche fir deen excellente Rapport. Si huet dat mat esou vill Charme gemaach, dass ee schon erëm drop waart, fir se erëm eng Kéier hei op der Tribün ze gesinn.

(Hilarité)

Ech war de mueren an der Commission de l'Égalité, do sinn ech inspiréiert ginn.

(Hilarité et interruptions)

Ech hu méi verstane wéi Der mengt, dat wësst Der jo. Ech gesinn et just aus engem anere Bléckwénkel wéi Dir.

Här President, Biociden, déi si soss am Fong ëmmer als Pesticides pour usage non agricole bezeechent ginn, mä et gëtt awer nach eng Rei aner Bezechnunge fir d'Biociden. Zum Beispill bei den Entreprises, déi se hierstellen, do gi se Produits phyto-sanitaires genannt. Bei den europäesche Reglementer féint een de Begrëff Produits phyto-pharmaceutiques erëm a bei den agronomie Wëssenschaftler, do heesche se Produits agro-pharmaceutiques. Egal wéi se op jidde Fall genannt ginn, se

déngen awer dem Zweck fir eng Rei Produiten unzuebidde, déi fir Désinfectants ménagers, Insecticiden, Holzschutzmittel oder eng Rei waasserléislech Fierwen a Schutzmitteln hierstellen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Den Objektiv soll awer sinn, fir eng héchste Protectioun fir Mënsch, Déieren an Émwelt ze garantéieren. Et geet drëm Produiten op de Maart ze bréngen, déi akzeptabel Risiko mat sech bréngen. Laangfristeg gesi sollen déi Produité preventiv wierke géint kribberregend Effekten oder toxisch Nowierkung fir Reproduktiounen, fir toxisch Substanzen ze ersetzen, respektiv persistenten oder bio-cumulabel Produiten.

De Projet, dee mer haut hei virleien hunn, ass eng noutwendeg Ergänzung vum Gesetz vum 24. am Chrëschtmount 2002 a respektéiert och voll a ganz déi diesbezüglech EU-Direktiv vun 1998.

Wa mer elo an deemem Gesetz haaptsächlech Strofe verstärken, esou sinn ech awer der Meenung, dass dat net duergeet, mä dass nient de Strofen trotzdeem awer d'Kontrollen, ier déi Produiten op de Maart kommen, onbedéngt musse verschäerft ginn, an och wann ech net grad esou défaitistes si wéi den Här Huss, esou mengen ech awer, dass e ganz Recht huet, wann e seet, dass et net duergeet hei mat Strofen ze operéieren, mä dass awer preventiv muss gewierkt ginn an och op jidde Fall muss dofir gesuergt ginn, dass déi Substanzen, wa se op de Maart kommen, enger strengster Kontroll ënnerworfen ginn an dass et net nëmme déi Produité sinn, mä dass een awer och gesäit, an elo e puer rezent Beispiller, wéi zum Beispill am Enregistrement, am neien Enregistrement um Kierchbiere, wou ganz vill gesondheetleche Problemer opgetaucht sinn, wou Kloe si vu Leit, wou Krankheitsfäll méi wéi iwwert der Moyenne leien. Dat heescht, wou och mat esou Substanze geschaff gëtt a wou och besonnesch den Tapis plain mat de Stëbsmilben an all deem, wat do drunner hänkt, awer e groussen Impact op d'Gesondheet vun deene Leit huet.

Esou dass et och net schlecht wier, wann eng Kéier eng Analys géif gemaach ginn, wéi besonnesch an den öffentleche Gebaier mat esou Substanzen ëmgaangen ass, ëmgaange gëtt an dass gekuckt gëtt, dass zumindest do mol un alleréischter Stell dofir gesuergt gëtt, dass esou Substanzen net méi an de Gebrauch kommen.

Well dese Projet awer an déi richteg Richtung geet, kënne mer e selbstverständlech als ADR awer stëmmen.

■ Une voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Den Här Grethen freet d'Wuert nach.

■ M. Henri Grethen (DP).- Här President, hei am Haus ass jo mat Momenter ganz vill Opreegung. An nodeem ech elo dem Här Huss opmierksamst nogelasschert hunn, froen ech mech, ob dat net kéint drop zréckzeféiere sinn, dass hei och am Bau e puer gefëerlech Substanze gebraucht gi sinn, an ech froe mech, ob et net wichteg wier, emol d'Émweltambulanz heihinner kommen ze loossen, fir ënnersichen ze loossen, wat dann d'Leit esou opreegt.

(Hilarité)

■ Une voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Här Huss, hutt Der eppes Substantielles zu där Proposition ze soen?

■ M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).- Jo, ech hunn eppes Substantielles ze soen, well hei déi Chamber renovéiert ginn ass, du war ech an engem Aarbechtsgrupp mat der-

bäi, deen duerfir sollt suergen, dat déi Saachen, déi hei gebraucht gi sinn, solle baubiologesch eenegermoossen an der Rei sinn. Ech sinn och der Meenung, dat villes heibannen an der Rei ass, mä et schéngt ee Problem hei effektiv ze bestoen, deem ee misst no goen, deem d'Émweltambulanz misst no goen, dat ass d'Problematik vun der Léftung, vun der Aériatioun heibannen. Do kann et sinn, dat an der Léftung, wann déi net seriö gewart géit oder net oft genuch oder net mat deene richteg Produkter gewart gëtt, dat da Saachen an de Raum kommen.

Ech ka mech erënneren, dat schon d'lescht Joer a virlescht Joer hei Kloe waren, virun allem op der Säit vun deenen dote Bänken.

(Interruptions et hilarité)

Vun deene Bänken op där doter Säit, dat do Kloe komm sinn iwwer Problemer, dat Leit op eng Kéier Schleimhautreizungen hatten, dat si sech net gutt do gefillt hunn, an ech géif et vläicht sënnavoll fannen, dat een nëmme wéinst deem Problem, well dat do op där Säit ass, mat der Aériatioun, sollt effektiv Nopräiwunge maache loossen.

Merci.

■ Une voix.- Très bien.

(Interruptions diverses, hilarité et coups de cloche de la Présidence)

■ M. le Président.- Här Huss, ech kann lech berouegen, d'Belüftung an d'Entlüftung an d'Klimaanlag si viru kuerzem hei nogekuckt ginn, noegecheckt ginn. Bei der Belüftung an der Entlüftung schéngt alles an der Rei ze sinn, mä bei der Klimaanlag, déi eis awer nawell relativ vill kascht huet, klappt et nach ëmmer net. Ech weess net ob et hei uewen nëmme esou waarm ass. Et ass iwwerall esou waarm. Also kucke mer nach eng Kéier duerno, fir lech Satisfaktioun ze ginn.

(Interruptions diverses)

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Enn vun der Diskussioun ukomm. D'Wuert huet elo de Gesondheitsminister fir Stellung ze huelen zum Projet. Här Di Bartolomeo, Dir kënnt och vun do uewen.

(Hilarité)

■ M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Jo, ech mengen, Här President, well Der de ganzen Nomëtten esou gentil mat mer waart a mech net ënnerbrächt hutt, wann ech meng Riedezäiten iwwerschraut hunn, probéieren ech da ganz, ganz kuerz ze äntwerthen...

■ M. le Président.- Très bien.

■ M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- ...an lech Merci ze soe fir Är Indulgence.

Éischtens, no där gudder Presentatioun vum Projet duerch d'Rapportrice brauch ech net méi op d'Detailler zréckzekommen. Et ass en noutwendeg Projet, well mer d'Taxe fir den Enregistrement op eng raisonnabel Héicht festleeën an domat och verhënnern, dass mer als Land iwwerrullt gi bei nidderegen Tariffer vun esou Demandé fir déi verschidde Produiten ze präiwen.

Well mer dann och net iwwerrullt wäerte ginn, an do ginn ech dann op d'Fro vun der Madame Frank an, brauche mer déi Servicer net deementspriedend wéinst deem Problem auszebauen, wat eis awer net wäert drun hënnere fir Iwwerleeungen ze féieren, awéifern dass mer d'Division pharmaceutique op aner Erausforderungen hin adaptéieren. A mir kënne schliisslech iwwert dat heite Gesetz op auslännesch Experten zréckgräifen, wann da sollen Demandes d'enregistrement kommen. Duerfir ass et net

noutwendeg hei eng speziell Divisioun ze kreéieren.

Op déi Iwwerleeunge vum Här Huss, déi ech an enger ganzer Rei vu Punkten deelen, wëll ech soen, dass mer net fir näischt an deenen nächste Méint innerhalb vun eiser Présidence wäerten eng Konferenz organiséieren, wou mer den Impakt vun Ëmweltgéifer op d'Gesondheet besonnesch an den Inneraim wäerte präiwien, wou mer eng ganz gutt Kollaboratioun hunn an, mengen ech, net nëmme Konferenze maachen, fir nei Iwwerleeungen ze maachen, mä fir Iwwerleeungen, déi op anere Plaze scho gemaach gi sinn, ze implementéieren. Do wäert also e positiven Impakt kommen an e positiven Input kommen, dee mer och weider wäerte leeden un d'Kommissioun, déi esou Iwwerleeunge muss implementéieren.

Dann e fënnefte Punkt. Wann d'Chamber selbstverständlech de Wonsch géif äusseren, dass d'Ëmweltambulanz eng Kéier laanscht kënnt, da stinn ech ganz gär zur Verfügung mat deene Servicer, déi mer hunn, fir ze verhënnern, dass eng Kéier eng aner Ambulanz muss kommen.

(Hilarité)

Ech soen lech villmoos Merci a besonnesch dem President, dass hie mer esou laang nogelasschert huet.

M. le Président. - Merci, Här Gesondheitsminister, speziell well Der lech haut esou kuerz gefaasst hutt an och fir Är gentil Offerte. Do ass d'ganz Haus lech dankbar.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung vum Projet de loi 5379.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert (par Mme Nelly Stein), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Laurent Mosar), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Ben Fayot), Alex Bodry (par Mme Lydie Err), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. Romain Schneider), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roland

Schreiner), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Bresseur (par M. Niki Bettendorf), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Emile Calmes) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn haut de Mëtteg d'Demande gehat vum honorabelen Här Bettel, fir eng Question parlementaire, déi hien un de Justizminister gerichtet huet, op den Ordre du jour ze kréien a fir déi kënnen hei virzedoen. Et ass esou, dass opgrond vum Reglement déi Demande vum Här Bettel an deem Sënn net rece-

vabel ass, well mer an eise Reglement virgesinn hunn, wa keng Äntwert vun der Regierung do ass, da kann den Deputéierte froen, fir d'Fro op den Ordre du jour ze kréien.

Elo ass et awer esou, dass an deem Fall eng Äntwert do ass. Mä et ass eng Äntwert, déi an den Aevum Här Bettel an och an den Aevum aneren net zefridde stellend ass an deem Sënn, wou d'Äntwert net komplett ass. Ech hu mer dat ugekuckt an ech géif der Chamber proposéieren, effektiv wann eng Äntwert kënnt, déi esou onzefridde stellend ass, dass Deeler net beäntwert sinn, dass d'Chamber da soll domat d'accord sinn, fir déi Fro op den Ordre du jour ze kréien.

Ech proposéieren also, dass muer de Mëtteg - an ech informéieren de Justizminister an där Richtung - um hallwer dräi den Här Bettel déi Froen hei aus senger Fro stellt, déi net beäntwert sinn oder déi a sengen Aen net beäntwert sinn. Déi, déi beäntwert sinn, dat ass an der Rei. Déi aner stellt Der a mir fueren nom Prinzip an no der Riedezäit, esou wéi se an eise Reglement fir d'Heure de questions virgesinn ass.

Ass d'Chamber domadder d'accord?

(Assentiment)

Une voix. - Très bien.

M. le Président. - Voilà, da si mer um Enn vun der Sitzung. Muer de Mëtteg um hallwer dräi gesi mer eis erëm.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.08 heures)

Chamber TV

*weist all
öffentlech Sëtzung
live an integral
mat enger
Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un*

Ordre du jour

- Dépôt de deux projets de loi
- Ordre du jour
- Question avec débat N°1 de M. John Castegnaro relative à l'évolution du chômage
- Heure d'actualité demandée par le groupe ADR concernant l'interprétation et l'application pratique de l'article 17 de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles
(Discussion générale - motion)
- Question parlementaire N°212 de M. Xavier Bettel relative aux mesures de sécurité au Centre pénitentiaire
- Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG sur le gender budgeting, c.-à-d. l'établissement du budget de l'État selon la perspective du genre
(Discussion générale - motion)
- 5171 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2002
(Rapport de la Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
- 5166 - Projet de loi modifiant la loi du 25 juillet 2002 portant création et réglementation des professions de géomètre et de géomètre officiel et portant modification de la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales
(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
- 5306 - Projet de loi concernant l'assistance administrative entre les États membres de la Communauté européenne en matière de taxes sur les primes d'assurance
(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
- 5298 - Projet de loi portant approbation du Protocole d'amendement à la Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers, fait à Bruxelles, le 26 juin 1999
(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Vote et dispense du second vote

constitutionnel)

11. Ordre du jour

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden, François Biltgen et Lucien Lux, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président. - Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement. - Jo, Här President.

M. le Président. - Den Här Ëmweltminister huet d'Wuert.

1. Dépôt de deux projets de loi

M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement. - Här President, de Statschef huet mer de 7. Mäerz d'Autorisatioun ginn, e Gesetz ze deponéieren, wat eng Modifikatioun vum Juegdgesetz wäert mat sech bréngen, an de 16. Mäerz huet e mech autoriséiert eng Modifikatioun vum Kommodosgesetz vum 10. Juni '99 ze deponéieren, wat zur Aufgab huet d'Aarhus-Konvention an de Kommodo ze transposéieren.

- Projet de loi N° 5452 modifiant et complétant la législation sur la chasse, et

- projet de loi N° 5453 modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

Merci.

M. le Président. - Ech huelen Akt vum Dépôt vun deenen zwee Projets de loi. Déi Projete ginn un déi zoustänneg Kommissiounen verweisen.

2. Ordre du jour

Wat den Ordre du jour vun haut de Mëtteg ubelaangt, wëll ech drun erënneren, éischens datt uganks der Sitzung d'Question avec débat Nummer 1 vum Här John Castegnaro iwwert de Chômage évacuéiert gëtt, an datt zweetens den Här Bettel, no den Aktualitéitsstonnen, Prezisiounen zu senger Fro Nummer 212 vum Justizminister kréie wäert.

Mir kommen elo un d'Question avec débat vum Här Castegnaro, iwwert d'Entwécklung vum Chômage. Den Auteur vun der Question huet fënnf Minutten Zäit fir seng Haaptfro, an no der Äntwert vum Minister eng Minutt, fir seng Zousazfro virzedoen. Der Regierung stinn 10 Minutten zou. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Castegnaro. Här Castegnaro.

3. Question avec débat N°1 de M. John Castegnaro relative à l'évolution du chômage

M. John Castegnaro (LSAP). - Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, Europa steet an deenen Deeg am Mëttelpunkt vun der Aktualitéit. E Samschden hunn Zéngtausende vu Gewerkschaftler demonstréiert géint Ofbau a géint Aarbechtslosigkeit. D'Regele vum Währungsstabilitéitspakt schéngen méi realistesche ze ginn, also ugepasst ze sinn. De Fréijorsgipfel vun den EU-Stats- a Regierungschefen ass amgaang ze tagen an d'Mënschen an Europa erwaarden sech vun deem Sommet positiv Signaler, wat hir Zukunft ubelaangt.

Europa steet ganz besonnesch ënner dem Androck vun der Massenarbeitslosigkeit, vum Kafkraaftverloscht, vun der Veraar-

mung an och vu sozialen Ängschten, an der Zukunft. De Chômage an der Europäescher Unioun, mä och zu Lëtzebuerg, mécht de Mënschen Ängscht. D'Statec-Zuelematerial an de Comité de conjoncture vun haut de Muere bestätegen, dass et kee Réckgang gëtt, mä esouguer eng licht Erhéijung: 9.945 Mënschen op der Sich no enger Aarbecht, 3.500 a sou genannte Beschäftigungsinitiativen, dat heescht an der Prekaritéit an an der Ongewëssheet, eng definitiv Aarbechtsplaz ze fannen.

Lëtzebuerg huet zënter 1975 e Koup vu Mesuren agefouert, de Fonds de chômage oder pour l'emploi ass geschaf ginn, d'Solidaritéitssteuer koom, Noutstandsarbeiten, Chômage partiel, vill Initiativen, innovativ a preventiv hu mer gehandelt, an déi zoustänneg Verwaltungen, wéi d'ADEM sinn och moderniséiert a Personnel opgestackt ginn. D'national Tripartite ënner anerem beschäftigt sech regelméisseg mat deenen aneren Themen, och am Kader vun de sou genannte PAN-Gesetze.

Vill, oft ongenotzte Moosnamen, vill finanziell Moyenen, och oft ongenotzt, stinn also zur Verfügung. An dach si mer bal 14.000 Mënschen ouni Aarbecht, eng Tendenzwonn ass net sichtbar an u Beispiller wéi Villeroy & Boch, wéi Valfond, wéi TDK, wéi ëmmer nach vill Failliten, loosse Schlämmen erwaarden.

De Regierungs- a Koalitionsprogramm gesäit nei Moosnamen an Iddi vir, oder soll bestehender reforméieren, upassen, respektiv eng legal Basis schaffen, e Finanzéierungsgesetz, fir déi sou genannte Beschäftigungsinitiativen, oder nach eng gesetzlech Basis fir d'Solidarwirtschaft als en zousätzleche Pfeiler an eiser Economie.

Generell, Här Minister, géing ech mer wënschen, dass d'Parlament hei, quasi automatesch een- bis zweemol am Joer, iwwert d'Beschäftigungssituatioun an d'Beschäftigungspolitik informéiert an an dee wichtige Prozess do mat abezu gëtt. An ech wäer fro, wann de Minister an deem Sënn eng Initiativ géing ergreifen.

Méi konkret, Kolleeginnen a Kollegen, géing ech gäre froen, ob déi Froen, déi ech elo stellen, Äntwerte kréien. Wou sti mer an der Ëmsetzung vum Regierungsprogramm? Wéi wäit sinn d'Preparatiounen, éischtens fir en neien Audit iwwert d'ADEM fir och si fit géigeniwwer vun de wuessende Problemer ze maachen? De strukturelle Chômage, an et ass jo dat, wat eigentlech dramatesch ass, hëlt an dem Land zou.

Zweetens, d'Aarbechtszäitmodulierung an de Betriber, wou Entloosung programméiert sinn, soll duerch staatlech finanzéiert Aarbechtszäitverkürzung iwwer eng ze vereinbaren Zäitdauer opgefaang oder verhénnert ginn, an dat soll verbonne gi mat obligatorescher Aus- a Weiterbildung, an domat am Endeffekt eng Verbesserung vun der Employability. Wéi steet et mat der Ausdehnung vum Artikel 43 vum PAN-Gesetz? Brauche mer net endlech, Här Minister, e Kaderegesetz a Saachen Aarbechtszäit, fir iwwerhaapt deen néidege Rahmen ze hunn, wou sech déi Saachen do an anerer entwéckele kënnen?

Drëttens, wat ass d'Meenung vum Minister, respektiv vun der Regierung, zu deem OGB-L-Vorschlag iwwert d'Aféierung vun enger Cellule pour le maintien de l'emploi, dat heescht, d'Finanzéierung an d'Ofsicherung vun Aarbechtsplaz statt Entloosungen, Aarbechtslosegkeet a Sozialplang?

Ech menge mir wieren eis och hei eens doriwwer, dass dee beschte Sozialplang an déi beschte Prime de départ ëmmer nëmmen eng Plooschter op en Holzbeen duerstellt an a kengem Fall eng verlorene Aarbechtsplaz ersetzt. A mir wëssen och, dass all verlorene Aarbechtsplaz a Verloscht u Substanz duerstellt u Rächstum a volleschwirtschaftlech op Dauer ontragbar gëtt, an dat géllt ganz besonnesch an der Industrie, wou mer drastesch an dramatesch zréckgaange sinn. Mä dat géllt och fir d'Finanzplaz a fir aner Wirtschaftsbereicher.

Mir dierfen och besonnesch net an de Feeler verfallen, déi entloosse Grenzgänger ausser Uecht ze loossen. Fir si wéi fir d'Lëtzeburger an d'Netlëtzeburger bedeit Aarbechtsplazverloscht eng Existenzfro, eng dramatesch Situatioun, eng Ausgrenzung; fir Lëtzebuerg insgesamt wirtschaftlech Veraarmung, Auswirkung op d'Finanzéierung vum Sozialstat a vun der allgemenger Liewensqualität.

D'Regierung muss handeln a mat de Sozialpartner - ech sinn direkt fäerdeg; de Chômage wiest, d'Riedezäit mischt och wuessen - nei Weeër goen. Et ass och eng Fro vun der sozialer Responsabilitéit. Politik misst zu Lëtzebuerg positiv Signaler setzen, an duerfir muss och a Saache Bolkestein, wou jo munches schéngt erwaart ze ginn, mä och Lissabon-Strategie, an déi mat deenen zwee Reizthemen verbreeten Angscht an Onsicherheit, Zouversicht entgéintgestallt ginn.

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Castegnaro. D'Wuert huet elo den Aarbechtsminister, den Här François Biltgen.

■ **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Merci, Här President. Ech war geschter och um Sommet dobäi, beim Sommet social, haut ass dee Sommet eriwirger gongen.

Ech hunn d'Konklusioun nach net gesinn, mä ech kann lech awer soen, dass ech gudder Hoffnung sinn, dass déi Iwwerleeungen, déi d'Lëtzeburger Présidence vun Ufank u gemaach huet, am Kader vun der Revisioun vun der Lissabon-Strategie, nämlech dass déi Lissabon-Strategie eng grouss Bréck ass, déi ee muss bauen, déi net nëmme kann op engem Pfeiler

berouen, mä op dräi Pfeiler soll berouen, nämlech nieft dem wirtschaftlechen, deen natierlech zentral ass, well ouni Wuesstem a méi a besser Aarbechtsplaz komme mer net weider, mä och op dem Pfeiler vun der sozialer Kohesioun an dem Pfeiler vun den Développements durables; dass déi Iddi sech, mengen ech, konnten op deem Sommet do duerchsetzen, wat och e positivt Signal ass fir déi Diskussioun an Europa an och hei, déi mer wëlle weiderbréngen.

Den Här Castegnaro huet et scho gesot, mir haten de Moie Comité de conjuncture. Effektiv ass, an ech kann lech vläicht déi Ziffere ginn, am Mount Februar d'Zuel vun den Demandeurs d'emploi ëm 59, dat ass net vill, mä ëmmerhi gestiegen, obwuel och d'Offres d'emploi ëm 71 gestige sinn. Ech kann lech och e puer Ziffere soen, déi e bëssen erklären, wat do hannendru ka geschitt sinn.

Et ass nämlech ganz iwwerraschend - fir mech ass et net iwwerraschend -, neen, et ass ganz signifikativ feststellen, dass déi Leit, déi manner wéi e Mount ageschriwwen sinn, ëm 350 Unitéiten zréckgaange sinn. Dat heescht, et ass ganz vill Mouvement geschitt. Obwuel sech 1.463 nei Leit ugemellt hunn am Mount Februar, sinn der 350 manner - dat ass vu ronn 1.500 op 1.150 zréckgaangen - ageschriwwen, déi manner wéi e Mount ageschriwwen waren. Dat heescht, et geschitt eppes um Aarbechtsmaart. Et ginn dauernd Leit, och Résidenten, agestallt.

Mir stellen och erëm eng Käier fest, wat ech elo schonn zënter e puer Méint net midd ginn ze soen, nämlech dass d'Zuel vun deene jonke Leit, déi ageschriwwen sinn, zréckgeet - lues zréckgeet. Mir hunn nach ëmmer Problemer mat Jonken, déi keng Aarbecht fannen. Ech bekëmmere mech all Dag drëm, an och souguer perséinlech ëm Leit. Déi Zuel geet zréck, wärenddeems déi vun deenen, déi méi wéi 40 Joer hunn, dauernd zënter e puer Méint wiest, wat déi Gefor vu Chômage structurel, déi den Här Castegnaro hei opgegraff huet, effektiv ënnersträicht.

An dat sinn déi Suergen, déi mer eis musse maachen, well mer och feststellen, dass d'Zuel vun den Netqualifizierten dauernd wiest. Do musse mer eis Suerge maachen. Natierlech soen ech ëmmer, mir mussen um Schoulsystem änneren a schaffen, mä et dierf een net vergiessen, dass am Chômage d'Lëtzeburger manner wéi een Drëttel ausmaache méttlerweil, an d'Netlëtzeburger zwee Drëttel, an déi Netlëtzeburger hunn net all hir Schoul zu Lëtzebuerg gemaach a maachen an Zukunft net all hir Schoulen hei zu Lëtzebuerg. Dat heescht, mir mussen och kucken, wéi mer lifelong learning an de Grëff kréien.

Wéi vill Minutten hunn ech, Här President? Dir sidd elo streng.

■ **M. le Président.** - Zéng!

■ **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Zéng Minutten, da kommen ech nach vläicht drop zréck. Ech wëll mech awer un déi Minutten halen.

Et ass och net esou, dass mer géifen d'Frontalieren ausser Uecht loossen. Dir wësst, dass mer e Komproméss fonnt hunn op europäeschem Niveau, dass d'Frontalieré wuel och an Zukunft hire Chômage am Ausland kréien, mä mir iwwer Accords bilatéraux, nottamment mat eisen dräi Nopeschlänner, do eens ginn. Wéini dat a Kraaft trëtt, kann ech lech elo nach net soen, well do sämtlech europäesch Reglementer nach net geholl sinn, mä et ass evident, dass mer dat gemaach hunn.

Mir hunn et och gemaach bei der Invalidepensiounsregelung bei deene Leit, déi net Vollinvalide sinn, mä net méi hir lescht Aarbecht kënnen maachen. Do ass et och esou, dass 35% vun deene Leit, déi mer

do ageschriwwen hunn, Frontalieré sinn. Also, et ass net esou, dass mer hei zu Lëtzebuerg d'Frontalieré géife léns leie loossen, well ouni Frontalieré hätt och eis Wirtschaft net déi Prosperitéit, déi mer elo hunn.

Den Här Castegnaro huet eng Propos gemaach, nämlech fir eng Debatte een- bis zweemol am Joer ze maachen iwwer Chômage. Also, ech sinn deen éischten Demandeur. Ech huelen déi Iddi gären op. Ech géif lech virschloen, vu dass mer elo jo d'Rapporte kritt hunn, mä d'Debatt vum État de la Nation ass méi spéit. Ech wäert och wéi all Joer de Rapport mat der ADEM virstellen, wat d'lescht Joer geschitt ass.

Ech géif lech da wierklech virschloen, Här President, mä et ass un lech dat ze decidéieren an der Conférence des Présidents, fir zum Beispill donneschdes, de 27. Abrëll hei méttel en Débat de consultation ze maachen, wou ech lech virdrun nieft dem Rapport, deen Der souwisou hutt, nach vläicht eng Partie aner Dokumenter géif ginn, fir dass mer hei en connaissance de cause kënnen schwätzen.

Woufir donneschdes, de 27.? Aus deem ganz einfache Grond, well mer moies de Comité de conjuncture hunn, esou dass mer och déi lescht Zifferen hu vum März. Dann hu mer e ganz Trimester, wat engem och eng gewëssen Indication gëtt. D'Leit mengen, dass am Februar de Chômage an d'Luucht gaange wär aus enger Partie reng konjunkturellen Ursachen, nottamment well et am Bau elo roueg war, wéinst dem kale Wanter. Mä ech mengen, wa mer d'März zuelen hunn, da gesäit ee wierklech, ob mer mat der Verschlechterung rapid eropginn oder ob mer an enger normaler konjunktureller Ofsenkung sinn - déi mer net duergeet.

Also, dat wär eng Propos vu mir, mä et ass selbstverständlech un lech, Här President, dat mat der Conférence des Présidents ze diskutéieren.

Wou si mer dru mat deene Saachen, déi mer virgeschloen hunn an der Regierungserklärung? Mir hunn nottamment an deene puer Méint virun der Présidence, well mer jo wëssen, dass an der Présidence net nëmmen de Minister vill drun ass, mä och seng Beamte vill dru sinn, ganz vill Virarbechte gemaach.

Mir hunn nämlech ugefaangen ze schaffen, un där Iddi, déi de Wirtschaftssozialrot hat, fir eis Mesuren opzeforsten. An Däitschland zum Beispill ass eng Etüd elo rauskomm, déi seet, all déi Mesures d'activation, dat ass schéin a gutt, mä u sech ass hiert Resultat ganz geréng. Mir haten direkt gesot, déi Iddi vum Wirtschaftssozialrot, déi schonn d'lescht Joer komm ass, déi huele mer op, an dodru schaffe mir elo schonn zënter Méint. Mir maachen dat nämlech och zesumme mat de Sozialpartner.

Den 2. März ware mer zesummen, do hu mer en Accord fonnt mat de Sozialpartner iwwert déi dräi Etappen, mat deem mer elo wëlle virgoen. Elo Ufank Abrëll kennt dee Comité nach eng Käier zesummen an da gi mer en Optrag enger indépendant Firma fir all déi Moosnamen ze kucken: Wat fir eng sinn effikass, wat fir eng sinn net effikass?

Do wäerte mer och analyséieren, Här Castegnaro, woufir den Artikel 43, wéi anerer och, net gegräff huet. Ech erkläre wéinst der Zäit net, wat den Artikel 43 ass, da mussen d'Leit dat den Här Castegnaro oder mech hei froen.

Eng zweet Initiativ, déi mer geholl hunn, dat ass déi fir iwwert d'Fonctionnéiersaart a -weis vun der

ADEM en Audit ze maachen. Do hu mer mat der OCDE Kontakt opgeholl. Dee Kontrakt ass elo amgaangen ënnerschriwwen ze ginn. D'OCDE huet eis just gesot, si kéint net virum September ufänken, deen Audit ze maachen, mä deen ass scho politesch accordéiert, mir mussen elo nach just d'Formalitéit maachen.

Do hu mer der OCDE och ganz kloer gesot, dass se net soll d'Missionen vun eiser ADEM a Fro stellen, nämlech dass et e Service public ass, deen de Monopol huet an deen eng Politique d'activation mécht, well et gëtt aner Modeller am Ausland. Ech mengen, mir wëllen déi ADEM do bäibehalen. Mä si soll kucken, ob d'ADEM efficace schafft oder net efficace schafft, an och dat ass also amgaang exekutéiert ze ginn. Wéi gesot, mir hu versicht, soubal d'Regierung do stung, op deene Punkten ze schaffen.

Een drëtten Punkt, op deem mer geschafft hunn, dat ass de Plan „Maintien de l'emploi“. Dir wësst, dass virun net grad zwee Joer ech als Minister an d'Tripartite gaang sinn. Ech hunn do gesot, mir missten intelligent Restrukturierung maachen amplaz de Leit déck Ofgangsentschiedegungen ze ginn. Ech hat do e ganze Plang an deen ass nottamment vum Patronat wéinst enger ganzer Partie Ursachen, déi awer och zum Deel novollzéierbar sinn, nämlech dem Problem vun den Aides d'État, refuséiert ginn. Doropshin hunn d'Sozialpartner mer gesot, ech soll mech do emol eraushalen, si géife vläicht besser bilaterale eens ginn. Em d'Wahlen, ech weess net méi ob et kuerz virdrun oder kuerz duerno war, hunn d'Sozialpartner, dat heescht d'Gewerkschaften haaptsächlech, mer matgedeelt, si géifen net eens ginn.

Doropshin hunn ech de Koalitionspartner virgeschloen op véier Mesuren ze schaffen, déi - mengen ech - kéinte konsensfäeg sinn:

Dat ass en Audit social en amont, well wa mer wësse mat Zäiten, wéini e Betrib sech muss restrukturéieren, kënnen mer mat Zäiten intelligent Moosnamen fannen.

Zweetens, Prêls de main d'œuvre op sektorieller Basis - d'Gesetz ausweiden.

Drëttens Outplacement favoriséieren, wat awer zum Deel elo schonn d'ADEM mécht, wa se d'Profiler kennt.

A véiertens, Aarbechtszäitreduktion begleeden an deem Moment, wou et intelligent ass, nämlech wou mer wëssen, dass d'Leit duerno kënnen op enger Aarbechtsplaz bleiwen, nottamment iwwer Formation.

Mir hunn och do ee Questionnaire ausgeschafft, nach virun der Présidence. D'Sozialpartner hunn Zäit bis den 30. Juni mer hir Äntworten eranzeginn. Ech hu bis elo nach keng kritt. Ech waarden awer bis den 30. Juni. An da wäert ech lech mat engem Projet de loi befaassen iwwert déi dote Moosnamen.

Dir verstitt, dass ech hei als President un Pabeier vun dem Office National de Conciliation net kann op d'TDK agoen. Dat maachen ech ni esoulaang d'Négociatiounen do lafen. Ech wëll just soen, dass deen Dossier nach net zou ass, well do wäert de President vum Office National de Conciliation eng Initiativ huelen.

Dofir wäert ech nëmmen allgemeng iwwert dee Modell OGB-L schwätzen, ouni en an de Kontext TDK ze setzen. Déi Iddi ass folgend, fir nämlech ze soen: Majo, de Betrib soll d'Leit während zwee Joer halen, bis dass mer se aneschtens placéiert hunn, an de Stat soll och 50% bäiginn. Ech hunn déi Propos de leschte Freideg an der Regierung mat de Kollegen diskutéiert. An der Regierung si mer zu Meenung komm, dass dat net kéint goen, well nämlech eng Partie Problemer do sinn,

wa mer zwee Joer waarden, an duerno mussen d'Leit awer entlooss ginn, dann hu mer net onbedéngt eppes geschafft, well mer net wëssen, wou mer erauskommen. A mir mussen nawell herno Indemnités de chômage bezuelen.

Den zweeten Problem ass deen, dass mer jo net nëmme kënnen eppes fir ee Betrib maachen. Wa mer esou e Modell wëllte maachen, misst deen iwwert d'ganz Land goen, an dat ass, soen ech lech éierlech, als Alternativmodell zum Fonds pour l'emploi net ze bezuelen - deen dote Modell en tant que tel. Ech bleiwen awer der Meenung, dass mer sollen op sektorieller Basis - an dat hoffen ech, dass dat och erauskënn bei deenen Négociatiounen a Consultatiounen, déi ech mat de Sozialpartner hunn - esou Poole maachen, an da muss een natierlech Gesetze änneren, well da muss ee verschidde Saache vum Fonds pour l'emploi an aner Moosnamen stiechen.

Ech wëll awer drop hiweisen, dass mer elo schonn eng Partie Mesuren hunn, déi d'Sozialpartner kënnen en oeuvre setzen, wéi zum Beispill Travaux d'intérêts généraux, wéi zum Beispill Chômage partiel - dat ass Aarbechtszäitverkürzung, wou een net soll vergiessen, dass d'Aarbechter selwer do eng Abous hunn, an dass ech och zënter dem leschte Joer en Artikel kritt hunn, deen heescht Maintien de l'emploi, deen ass net am Fonds pour l'emploi, deen ass am Budget, mat deem ech intelligent Moosnamen ka begleeden.

Mir haten de Moien am Comité de conjuncture en Dossier vun enger Firma, wou mer dat fäerdeg bruecht hunn. Eng Firma, déi zum Deel delokalisiéiert muss an d'Tschechesch Republik, fir kënnen hei zu Lëtzebuerg weiderzeshaffen, dat heescht, zu Lëtzebuerg geschitt d'Plus-value an dat Bëllegt geschitt an der Tschechescher Republik. Doduer ginn 42 Leit iwwerflësseg, a mir sinn eens ginn - iwwregens mat de Sozialpartner, déi am Kollektivvertrag sech eens gi sinn, fir mat de Lounforderungen gedaamt ze bleiwen -, dass dee Betrib awer nei investéiert zu Lëtzebuerg, esou dass déi 40 Leit kënnen op enger neier Ligne de production agesat ginn.

Allerdéngs mussen se fir déi ëmgeschoult ginn, an dat kann ech dann iwwert deen Artikel Maintien de l'emploi - Formation maachen. Dat wäert de Stat 200.000 Euro kaschten, mä dat ass eng Moosnam, wou ee gesäit, dass wann d'Sozialpartner an de Stat intelligent Moosnamen huelen, dass mer esouguer virun deem Gesetz, wat ech gären hätt iwwert de Maintien de l'emploi, elo scho Méiglechkeeten hu fir geziilt positiv Saachen ze maachen.

Här President, ech hunn eng Minutten an 30 Sekonnen iwwerzunn, da sidd och fäin mam Här Castegnaro.

■ **M. le Président.** - Dir Damen an Dir Hären, mir kommen dann zum nächste Punkt. Jo, Här Castegnaro? Eng Zousazfro? Kuerz, wann ech gelift!

■ **M. John Castegnaro (LSAP).** - Merci fir d'éischt dem Minister fir d'Äntwerten, déi zum Deel drop hiweise wou et higee. Ech stelle just fest, dass et beim Comité de conjuncture och nach Dosende vu Chômeure gëtt, déi net erfaasst gi sinn, esou dass ech fäerten, dass et der iwwer 10.000 sinn. Mä d'Fro ass déi, ob et an der Regierung eng konzertéiert Aktioun ënner den zoustännege Ministere gëtt, déi mat Wirtschaft an Aarbecht ze dinn hunn - de Finanzminister, den Aarbechtsminister, de Wirtschaftsminister, de Méttelstandminister -, déi sech konzertéieren, déi sech gesinn, déi Tripartiten an och vläicht Parlamentssitzung misste virbereeden an domat eigentlech e Vollzäitarbechtsminister och formidabel kënnen ënnerstetzen.

■ M. le Président.- Här Minister.

■ M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- Ech considéiere mech nach wie vor als Vollzäitarbeitsminister well ech och eng Vollzäitstatssekretärin zu menger Säit hunn. Dat fir déi kleng Pick vum Här Castegnaro.

Ech wollt awer op déi Haaptfro agoen, nämlech d'Konzertatioun um Regierungsniveau, déi Debatt, déi mer de leschte Freideg an der Regierung haten iwwert déi ganz Geschicht Maintien de l'emploi, wou mer véier Punkten zréckbehalen hunn:

- nämlech éischtens deen, dass mer bestehend Moossname solle voll notzen;

- zweetens, dass de Stat nëmme ka subsidiäresch agräifen; fir d'éischt müssen d'Sozialpartner eens sinn, déi zwou Säite wuelverstan;

- deen drëtten Punkt, dass mer keng gesetzlech Initiativen huelen, ier ech mat de Sozialpartner verhandelt hunn;

- déi véiert Konklusioun ass déi, Här Castegnaro, dass mer en Aarbechtsgrupp an d'Liewe ruffen, nottamment téschent Wirtschaftsmministère an Aarbechtsministère, fir ze kucken wéi mer kënnen „en amont“, wa Betriber op Lëtzebuerg kommen, dat, wat mer jo awer elo schonn hunn, nach verstärken, fir nämlech ze kucken, dass um Lëtzebuenger Aarbechtsmaart rekrutiert gëtt, an awéiwäit een och do kann eng Partie Ofsécherunge maachen, nottamment fir déi Betriber, déi Subside kréie vum Stat.

Do besti scho Saachen. Ech perséinlech mengen awer, dass een do nach kéint méi wäit goen.

■ M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat ass dee Punkt vun eisem Ordre du jour ofgeschloss a mir kommen elo zum nächste Punkt. Dat ass eng Heure d'actualité iwwert d'Interpretatioun an déi praktesch Applikatioun um Artikel 17 vum Gesetz vum 19. Januar 2004 iwwert den Naturschutz, eng Aktualitéitsstonn, déi ugefrot ginn ass vum ADR.

D'Riedezäit ass nom Artikel 78 (2) vum Chamberreglement festgehalten a gesäit vir: Déi Fraktioun, déi déi Aktualitéitsstonn ugefrot huet, huet zéng Minutten Zäit, déi aner Fraktiounen jeeweils fénnef Minutten, an der Regierung steet eng Véierelstonn zur Verfügung. Bis elo hu sech ageschriwwen: déi Häre Schank, Goerens, Negri a Gira.

D'Wuert huet elo de Verrieder vun der Fraktioun vum ADR, den honorablen Här Robert Mehlen. Här Mehlen.

4. Heure d'actualité demandée par le groupe ADR concernant l'interprétation et l'application pratique de l'article 17 de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

■ M. Robert Mehlen (ADR).- Merci, Här President. D'Ursach vun deser Heure d'actualité iwwert d'Interpretatioun vum Artikel 17 vum Naturschutzgesetz, wat den alen Artikel 14 vum Naturschutzgesetz vum 11. August 1982 war, ass e grouse Sträit, deen ausgebrach ass téschent der Forstverwaltung engersäits, an enger Partie Baueren an och deelweis Bauerenorganisatiounen anerersäits.

Dat huet sech déi lescht Zäit héichgeschaukelt. De „Lëtzebuenger Bauer“ huet viru kuerzem geschriwwen: „Naturschutz via Strafgericht“. Ech erlabe mer och gläich - obschon ech jo mat där Organisatioun net ëmmer op darselwech-

ter Linn leien - en Zitat aus dem Leitartikel ze ginn, fir awer ze weisen, wéi hefteg datt d'Diskussioun gefouert gëtt: „Im Zentrum der Diskussion und der Kritik steht eine übertriebene, fast surrealistisch anmutende unsinnige Interpretation eines Gesetzartikels, die weit über die Problematik von Hecken oder sonstigen Landschaftsstrukturelementen hinaus reicht. Im Zentrum der Kritik steht eine die Landwirtschaft verachtende Denkweise, die, falls sie mit ministerieller Zustimmung tatsächlich voll zum Tragen käme, eine produktive Landwirtschaft schier unmöglich machen würde.“

Domat si mer matzendran am Débat. Et ass, Här President, déi klasesch Ausenansetzung téschent der moderner Landwirtschaft an den Naturschützer. Wann d'Opfassungen an d'Positionen ze wäit ausernee ginn, dann ass de Konflikt virprogramméiert. Dat ass de Fall wann de Bauer mengt, all Quadratmeter misst intensiv genotzt ginn, oder all Heck dobausse géng bei der Aarbecht hënneren. Et ass awer och de Fall wann d'Verwaltung all diren Äppelbam als schützenswäerte Biotop ugesäit an de Baueren esou vill Virschreffe mécht, datt se vu lauter Beem de Bësch net méi gesinn.

Wann een den Artikel 17 à la lettre ausleet, da leeft näischt méi. Dann dierfen d'Baueren hir Stécker am Fréijor net méi aséien, well d'Broochen en Habitat fir déi jonk Huesen an eenzel Bodenbrüter duerstellen. Och d'Wisen dierften dann eréischt nom hallwe Juli geméit ginn, well si als Wunnraum fir vill Déieren a Vigel gellen an déi modern Maschinne vill méi performant sinn ewéi déi gutt al vum Päerd gezunne Méimaschinne.

D'Landwirtschaft huet sech enorm verännert, virun allem sinn d'Betriber vill méi grouss ginn an déi wéineg Baueren, déi iwwreg bliwwen sinn, stinn ënner enormem Leeschungsdruck a Stress. Nëmme duerch grouss performant Maschinne ass et méiglech d'Aarbecht nach ze bewältegen. Déi Maschinne brauchen awer grouss arrondéiert Flächen. Do ännert och d'Neiorientéierung vun der Agrarpolitik näischt.

Loosse mer dofir mat de Féiss um Buedem bliwen. De Konsument engersäits hätt gäre gutt, awer virun allem bëlleg Liewensmëttel, an déi huet hien. Nach ni an der Mënscheetsgeschicht hunn d'Leit an Europa verhältnisméisseg esou wéineg fir hir Liewensmëttel bezuelt an nach ni waren d'Liewensmëttel esou propper a sécher wéi haut. Nach ni hunn esou wéineg Aarbechtskräften an der Landwirtschaft esou ville Matbierger hir Nahrung verschafft. Awer hei läit eng vun den Haaptursaachen vum Konflikt, an dat ass net méi ëmzekeieren. De Retour an déi gutt al Zäit ass net méiglech an all Woch verschwennt op d'mannst ee Baurebetrib.

De Bauer ass an där Situatioun téschent Hummer an Amboss gerd. An et muss ee warnen: Wann do iwwerdriwwen gëtt, dann hu mer geschwënn net de Problem, datt mer ze wéineg Hecken an der Gewan stoen hunn, mä vläicht ze vill.

D'Léisung ass net einfach. Si kann nëmme an engem ausgeglichenen Kompromëss leien, op kee Fall awer an der Konfrontatioun. Duerfir ass et ze begrëssen, datt versicht ginn ass, am Dialog téschent Bauerenorganisatiounen engersäits an Naturschutzorganisatiounen anerersäits, no Léisungen ze sichen, wou sech och eng gemeinsam Approche ofgezeechent huet. An der Landwirtschaftskammer ass gesot ginn, et géif gemeinsam no gangbare Léisunge gesicht ginn. Elo huet d'Bauerenzentral aus relativ duerchsichtige Grënn déck op d'Tromm geschloen, ouni awer konkret ze soe wéi si sech d'Léisung virstellt.

Dat gefält ville Baueren dobaussen, déi aktuell mat där Problema-

tik gehäit sinn, mä et bréngt eis awer net weider an der Fro wéi eng pragmatesch Lösung kann ausgesinn. Grondsätzlech muss ee soen: Kommt mer probéieren esou mann Bürokratie wéi méiglech doran ze bréngen, esou wéineg Verbuetschëlde wéi méiglech, mä eng positiv Approche zum Biotop-Schutz solle mer vermëttelen.

Do stellt sech d'Fro: Soll d'Reglementéierung esou detailléiert wéi méiglech sinn oder soll een de Fieschtere méiglechst vill Fräiheet loosse? Dat Zweet féiert sécher zu vill Arbitraire an och groussen Differenzen an der praktescher Applikatioun. Also misst een en faveur si vu méi enger detaillierter Regelung, awer mat Aemooss. Op jidde Fall net vun uewen erof, mä zesumme mat den Acteuren. Hei schéngt et eis wéi wann deen éischte Fehler geschitt wär, well keng Consultatioun vun de Bauervertriedunge stattfonnt huet. Elo ass leider de Krich amgang. D'Gefor besteet, datt d'Fronten sech verhäerden an datt kee méi op deen anere lauscht.

Här President, ech wëll nach eng Kéier op d'Landwirtschaft zréckkommen. Bei de Bauere mécht sech e grouse Malaise breet. D'Gefill vun der „schleichender Enteignung“ mécht sech breet. D'Terrainé ginn ëmmer méi deier. D'Bauere mussen ganz vill Geld op den Dësch leeë fir Akerland ze kafen, a se kréien awer op där anerer Säit ëmmer méi virgeschriwwen, wat se net méi op hiren Terrainen dierfe maachen.

Dat Zweet ass eng Bürokratiséierung, déi all Virstellungen iwwerstiegt: Agrarreform, cross-compliance, Naturschutz, bonne pratique agricole. 19 europäesch Direktiven a Reglementer, honnerten an honnerte Säite vun Interdictionen a vu Virschreffen. Fir alles eng Genehmigungsprozedur a laangt Waarden op en Accord.

Ech zitieren aus dem Avis vun der Landwirtschaftskammer: «Au lieu de simplifier la gestion, nous constatons une véritable bureaucratization de l'ensemble de la production.» Dat betrëfft awer och nach all dat anert.

Hannert all Bam steet e Kontroller an neierdëngs gëtt och schonn aus der Loft kontrolléiert. Dobäi gëtt et fir all Klenggeeket Sanktiounen a Strofen. Dat dreift d'Flemm an a mécht eis Familljebetriber, déi mat Aarbecht iwwerlaascht sinn, futti.

An drëtten: Eng ganz dacks scho bal dogmatisch Interpretatioun vum Naturschutz, déi d'Zesummeliewe vu Landwirtschaft an Naturschutz onméiglech mécht. D'Landwirtschaftskammer beklot sech an hirem équilibréierten Avis zum Reglement iwwert d'Konditiounen am Kader vun der cross-compliance ënner anerem och iwwert d'Aart a Weis wéi den Artikel 17 vum Naturschutzgesetz vun der zoustänneger Verwaltung interpretéiert gëtt. Dat ass dat berüchtigt Dokument vun 133 Säiten, vun deem den Här Minister an der Ëmweltkommissioun gemengt huet, et wier grad esou gutt, mir hätten et net.

Ech zitieren kuerz: «L'administration responsable est en train de mettre en œuvre une interprétation extrêmement restrictive et inadaptée de cette loi et spécialement de l'article 17, interprétation que la Chambre de l'Agriculture ne peut accepter en aucun cas.»

Fir dat ze ënnersträchen, ginn ech mir een aneren Thema sichen. Am „Kéisecker“ Nummer 1 schreift den Här Téid Faber, dee jo awer a Saachen Naturschutz iwwer all Zweiwel erhaben ass - ech zitieren...

(Interruption)

Ech zitieren nëmme: „Aber mit Verlaub: Was diese Verwaltung ohne jeden Dialog mit Landwirten

und Naturschützern (beziehungsweise ihren eigenen Förstern) hinter verschlossenen Türen ausgeheckt hat, widerspricht jedem Ansatz von Kooperation und Dialog und ist als extremer Dirigismus anzusehen. Auf Grund eines seit Jahren fehlenden Dialoges werden Ansätze eines kooperativen Naturschutzes durch eine unsinnige Polarisierung gefährdet.“

Här President, dat héiert sech net onbedéngt no engem Luef un de Ministère oder un d'Verwaltung un. D'Landwirtschaftskammer hirsäits proposéiert eng voluntaristesche Approche, an ech zitieren kuerz: «En revanche l'agriculture ne veut en aucun cas nier l'importance du respect de la nature et de la nécessité d'une protection adéquate des ressources naturelles. Elle propose donc que des mesures d'entretien et de sauvegarde se fassent dans le cadre du deuxième pilier» - vun der neier Agrarpolitik - «dont notamment les programmes agri-environnementaux. Ainsi le succès des activités sera assuré par une démarche volontaire qui débauchera sur une coopération accrue des agriculteurs avec les acteurs de la protection de la nature.» Ech mengen, et misst ee kucken op dee Wee ze kommen.

D'Landwirtschaftskammer kritisiert dann e puer Punkten, op déi ech aus Zäitmangel net kann agoen. Dat betrëfft déi praktesch Applikatioun, wann een eng Heck wëllt op de Stack setzen. Et ass ganz besonnesch och de Problem vun den Drainagen, iwwert deen een onbedéngt eng Kéier misst am Detail schwätzen. Et misst een och iwwert de Remembrement schwätzen, bei deem dauernd een deen anere blockéiert.

Ech muss aus Zäitgrënn zum Schluss kommen.

Här President, wann ee gäre bëlleg Liewensmëttel hätt, muss een och bereet sinn, d'Moossnamen am Sënn vum Ëmweltschutz ze bezuelen amplaz ze bestrofen.

Den ADR verlaangt dofir, datt fir d'éischt soll matenee geschwat ginn; zweetens, datt ee soll an der Praxis eng pragmatesch Approche anhuelen; drëtten, datt déi zwou Reglementatiounen, nämlech déi vum Naturschutz an déi vun der cross-compliance am Kader vun der neier Agrarpolitik sollen eneeen ofgestëmmt ginn; véiertens, datt de bürokrateschen Opwand op de strikte Minimum muss reduzéiert ginn; a fënneftens, datt eng kloer Situatioun soll geschafe ginn, wou jiddferree weess, wou en drun ass, an den Arbitraire esou wäit wéi méiglech eliminéiert gëtt.

Här President, mir hunn eng Motion verfaasst, an där dat alles zum Ausdrock kënn. Mir hunn se zu fénnef ënnerschriwwen. Wa si deenen anere Fraktiounen gefält, si mir gäre bereit ënnerschreffen zréckzezeien, fir datt si se och kënnen ënnerschreiwten.

Ech soen Iech Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- *considérant que l'article 17 de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ordonne l'interdiction de réduire, de détruire ou de changer les biotopes;*

- *constatant que l'application pratique de ces dispositions a suscité depuis quelques mois de vives discussions et contestations dans les milieux concernés;*

- *estimant que l'Administration des Eaux et Forêts se donne actuellement à une interprétation très restrictive des dispositions légales précitées;*

- *considérant que cette approche ne correspond point aux besoins et aux réalités rencontrés dans le monde agricole;*

- *considérant qu'il y a lieu de trouver une approche commune et dans l'application de la loi sur la*

protection de la nature et dans l'application des règles à appliquer dans le cadre de la nouvelle politique agricole commune;

invite le Gouvernement

- *à entamer une concertation entre les différents acteurs concernés, à savoir l'Administration des Eaux et Forêts, l'Administration des Services techniques de l'Agriculture, les représentants du secteur agricole et les organisations environnementales afin de revoir de commun accord l'interprétation actuelle de l'article 17 de la loi sur la protection de la nature;*

- *à veiller à ce que les différentes réglementations concernant la protection de la nature et l'application de la nouvelle politique agricole soient rendues concordantes et que les effets bureaucratiques soient réduits au strict minimum nécessaire;*

- *à favoriser une approche positive et volontariste en faveur de la protection des ressources naturelles au lieu de mettre l'accent sur la répression.*

(s.) Robert Mehlen, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp.

■ M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Als nächste Riedner ass ageschriwwen den honorablen Här Schank. Här Schank Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

■ M. Marco Schank (CSV).- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, et kann een Naturschutz nëmme mat de Leit maachen, net géint se, schreift de Mouvement an enger Stellungnahm an engem leschten Info. Ech mengen, datt dat och villen anere Leit vu menger Fraktioun hir Meenung ass.

Mat de Leit, wat heescht dat? Et heescht fir d'éischt emol um Terrain mat de Gemengen. An dat ass och d'Grondliewerzeegung vu villen Naturschützer an och vu menger Fraktioun, déi scho laang fuerdert, nodeem datt mir d'Gesetz vum 2004 gestëmmt hunn, datt d'Gemengen eng zentral Verantwortung iwwerhuele sollen am Naturschutz, well d'Gemengen no bei de Biergerinnen a bei de Bierger sinn, a well d'Gemengen no bei de Proprietairé sinn. An deem Kontext sinn ech och frou, datt mir elo amgaange sinn dee Projet ze finaliséieren iwwert d'Partenariat vu Stat a Gemengen, schwätz Gemengesyndikater am Naturschutzbereich an an den Naturparken, an och déi wëssenschaftlech Virgoensweis, déi do eng ganz grouss Roll spillt.

Zënter Jore maachen déi regional Naturschutzsyndikater wéi de Sicon, awer och d'Naturparken an hire jeeweilige Regiounen eng ganz gutt Aarbecht, eng positiv Aarbecht vun ënnen, déi ganz professionell gemaach ginn ass. Et ass dat, wat mir ënner Communaliséierung vun Naturschutz verstinn.

Zweetens heescht dat awer och mat de Leit eng kooperativ Manéier iwwer Kontrakter mat de Proprietären, dat heescht mat de Baueren - dat ass nämlech dat Wesentlech - geziilt Programmer ze maache fir de Schutz vun Aarten, déi geféiert sinn, fir de Schutz vu Liewensraim, wou mat entsprecheden Entschiedegunge geschafft gëtt. An deene leschte Jore sinn do ganz vill Erfollegger ze verzechnen.

Dës positiv Entwécklung gesinn ech duerch den Entwurf vun där Interpretatioun vun der Forstverwaltung a Fro gestallt. Den Artikel 17 vum Naturschutzgesetz vum 2004 gëtt do op eng - ech soen et emol fein - wéineg konstruktiv Manéier a rechtlech och zimlech zweifelhaft Manéier interpretéiert.

D'Absicht vun der Forstverwaltung kann ee selbstverständlech verstoen. Et geet engersäits eben drëm fir déi Interpretatiounen problemere ewechzekeréien, an et geet och drëm fir selbstverständlech dat hehrt Zil ze errechen, de Réck-

gang vun Déieren- a Planzenarten ze bremsen. Mä et geet awer net esou. Et geet net mam Briecheisen, datt een Natur a Landschaft erhale kann. Et mécht kee Sënn, wéi eng Organisatioun schreift, fir hanner all Ho oder hanner all Bongert ee Fierschter ze stellen, fir duerch stroferechtlech Pursuiten den Aarteschwund an de Grëff ze kréien. Den Effet vun esou enger Politik schaaft mëttelfristeg méi Problemer wéi en der definitiv léist.

A mat esou enger repressiver Interpretatioun vum Naturschutzgesetz leeft een och Gefor d'Verhältnis tëschent Naturschutz a Landwirtschaft ze vergëffen. Dat wat a méisèleger Aarbecht opgebaut ginn ass déi lescht Joren zesumme mat de Syndikater a mat de Gemengen, dat gëtt dann op d'Spill gesat.

Meng Fraktioun steet ganz kloer fir d'Anhale vum Naturschutzgesetz. Mir hunn et mat lwwerzeegung matgestëmmt a mir wäerten och mat lwwerzeegung dat stëmmen, wat nach nokënn - de Projet iwwert de Partenariat.

Mir sinn awer net d'accord mat enger repressiver Interpretatioun vum Gesetz vun 2004. Problematesch Bestëmmunge mussen am Konsens an op eng pragmatesch Aart a Weis geléist ginn.

An dann nach eppes: D'Kooperatioun tëschen Naturschutz a Landwirtschaft ass fir mech deen éischte Schlëssel zum Erfolleg, an deen zweete Schlëssel, dat ass ee ganz wesentlechen, dat ass d'Partenariat zwëschen all den Acteuren am Lëtzebuurger Tourismus. Dat ass eis Stärkt zu Lëtzebuerg: de Ministère zesumme mat der Forstverwaltung, mat de Gemengen, mat den ONGen, mat de Muséeën, an esou weider; dat ass d'Stäerkt vum dem Naturschutz Lëtzebuerg. Ech géif jiddferengem recommandéieren dat net ze verkennen.

Dofir ass den Dialog esou wichteg wéi en elo leeft an absolut sënnavoll tëschent de landwirtschaftleche Verbänn: Bauerenallianz, Centrale paysanne, FLB, Jong Baueren, an natierlech op där anerer Säit och den Naturschutzorganisatiounen. Dat ass éischter sënnavoll.

An à propos Dialog, ech wëll awer och soen, d'Forstverwaltung huet drop higewisen, datt de Minister deene betreffenen Acteure jo den éistriddenen Text zoukomme gelooss hat, pour avis, fir domat och den Dialog unzebidden.

Domat wier ech beim Schluss. Fir mech ass d'Léisung vum Problem, wat de Mouvement och scho méi dacks proposéiert huet, ee ronnen Dësch zwëschen Landwirtschaft an Naturschutz, dat heescht, dat géigesäitegt Versteedsdemech fördern, fir gemeinsam Weeër ze fannen.

Do wëll ech soen, den Ëmweltminister huet viru kuerzem eng Aart ronnen Dësch aberuff eben am Kader vum dem Projet Partenariat Stat-Gemengen, an dat kéint jo zu enger Institutioun ginn. Dat heescht, déi Dialogkultur gefält mir, wou d'Acteuren alleguerthe beienee setzen, dat ass de richtige Wee. Do brauch een nach just d'Landwirtschaft dobäizehuelen, dann ass een amgang de Match ze wannen.

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. le Président.** - Merci, Hâr Schank. Nächste Riedner ass den honorablen Hâr Goerens. Hâr Goerens, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Charles Goerens (DP).** - Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt lech zwee Artikele virlesen. Deen éischte seet: «Sont interdits pendant la période du 1^{er} mars au 30 septembre: a) la taille des haies vives et des broussailles à l'exception de la taille des haies servant à l'agrément des maisons d'habitation ou des parcs, ainsi que de celle rendue nécessaire par des travaux effectués dans les

peuplements forestiers; b) l'essartement à feu courant et l'incinération de la couverture végétale des prairies, friches ou bords de champs, de prés, de terrains forestiers, de chemins et de routes. Le Ministre peut exceptionnellement déroger à ces interdictions pour des motifs d'intérêt général.»

Eng zweet Lecture: «Sont interdits pendant la période du 1^{er} mars au 30 septembre: a) la taille des haies vives et des broussailles à l'exception de la taille des haies servant à l'agrément des maisons d'habitation ou des parcs, ainsi que de celle rendue nécessaire par des travaux effectués dans les peuplements forestiers; b) l'essartement à feu courant et l'incinération de la couverture végétale des prairies, friches ou bords de champs, de prés, de terrains forestiers, de chemins et de routes. Le Ministre peut exceptionnellement déroger à ces interdictions pour des motifs d'intérêt général.»

Dir gesitt, datt déi zwee Artikelen sech do extrem vill gläichen. Et si quasi déiselwech. Ech iwwerloossen et Arem Choix fir ze kucke wat fir een den Artikel 14 vum Gesetz vun 1982 ass a wat fir ee vun deenen zwee den Artikel 17 ass vum Gesetz vun 2004, wat d'Transposition vum deenen zwou Direktiven „Habitats“ a „Vulleschutz“ an d'Lëtzebuurger Gesetzgebung virgesinn huet.

Et gëtt also kee Grond fir en Excès de zèle an dëser Matière ze maachen, et ce d'autant plus wou 22 Joer Expérience mat deem éischte Gesetz bestinn a wou déi zwou Dispositiounen sech extrem vill gläichen.

Elo huet den Hâr Mehlen viles gesot, awer eppes wou ech net d'accord si mat em. E seet et wiere keng Consultatioun gelaf. Dach, et si Consultatioun gelaf, an ech weess, datt ech selwer eng initiéiert hat, ech mengen et war nach den hallwe Mee, de 15. Mee 2004, wou present waren d'Häre Gaasch, als President vum der Chambre d'Agriculture, Aloyse Marx vum FLB, Camille Schroeder vum der Bauerenallianz an och Vertrieeder vum der Forstverwaltung a vum Ministère.

An deemools ass sech drop géeneegt gi fir eng Testperiod ze maache vun zwee Joer, wou ee géing den Dialog privilégéieren, an net d'Konfrontatioun. À l'exception vum deene Fäll, wou et sech manifestement em eng Destruction de biotopes handelt. Wann een eng Heck op e Stack setzt, dann ass dat keng Destruction de biotopes. Dat ass grad wéi wann ee bei de Colffer geet, dat ass keng Destruction de la chevelure; dat ass eng Coupe zwecks Régénération vum deemselwechten; a bei den Hecken ass et ähnlech.

Wann een no véier, fënnf Joer erëm kënn an d'Heck huet sech régénéréiert, da war dat wat ënerstallt gëtt bei der Coupe vun der Heck, nämlech eng Destruction de biotopes keng Destruction de biotopes, mä da war et just ee Méttel, dat muss agesat ginn zwecks Régénération vum darselwechter.

Elo hu mir zwou Méiglechkeeten, den Dialogmodell oder de Konfrontatiounsmodell, a meng prezis Fro un de Minister ass déi, ob e fir den Dialogmodell ass, an deem Sënn wéi ech et gesot hunn, datt ee sech déi Testphas gëtt vun zwee Joer, oder ob een net genuch Mesuren hält, déi à la longue riskéieren an e Konfrontatiounsmodell auszearten.

Ech wëll awer och hei zur Klärung vun de Faitë soen, datt de Minister net an alle Fäll kompetent ass an datt déi Procès-verbauxen, déi dresséiert ginn, an déi Plainten, déi beim Parquet gemaach ginn, net ënnert senger Responsabilitéit geschéien, mä ënnert der Responsabilitéit vun de Beamten, déi net vun him vereedegt goufen, mä vum Procureur selwer.

An deem zweete Modell, am Konfrontatiounsmodell, riskéiere mer Gefor ze lafen, datt mer elo keng politesch Interpretatioun méi kënnen gi vum Artikel 17, natierlech baséiert op wëssenschaftlech Erkenntnisser, mä datt mer riskéieren eng Interpretatioun ze kréien vun de Gerichter, wa bei all Dossier, deen zweifelhaft ass, oder wou gemengt gëtt, d'Intentioun bei enger Coupe vun enger Heck zum Beispill wier domat verbonnen, fir déiselwech ze zerstéieren. Dat kann net goen. Dat kéim och à la longue, wann dat géing System kréien, enger Virverurteilung gläich, wat och mat mengem Rechtsverständnis jiddefalls schwéier vereinbar ass.

Ech mengen, mir sinn eis dat do schëlleg, well, an dat wäerte mer de Mëtteg wahrscheinlech alleguer hei soen, an der Hoffnung, datt mer dann och op där Ähnlechkeet weiderkommen: Mir mussen dozou kommen, datt mer e participativen an e proaktive Bäitrag kréien vun deenen, déi vum Naturschutz concernéiert sinn, amplatz datt mer bei deenen Ofwiermechanismen déclenchéieren.

Ech kann lech jiddefalls soe wat beim Konfrontatiounsmodell erauskënn: een absolute Modell vum de Bauere fir nach iergendeen Strauch opkommen ze loosse, well se fäerte si géifen duerno, wa se deen eng Kéier ewechmaachen, konfrontéiert gi mat engem Dossier, deen um Parquet ugeleucht gëtt. Dat kann et net sinn.

An ech mengen mir hunn Interêt drun, fir déi Fro do relativ schnell ze klären, wou esou een Apport muss komme vum Ministère, oder e Rappel, ob een an där Dialogkultur do weiderfiert, en Accord och vun der Forstverwaltung, déi a sech och déi Saach ënnerschiddlech gesäit - wëll ech ganz kloer soen, well déi eng gesinn et esou an déi aner esou.

An deem Modell hu mer, wa mer eis déi zwee Joer Zäit ginn, d'Méiglechkeet fir eppes Verständnes erauszekréien, well d'Bauere sinn es definitiv sat.

(Coups de cloche de la Présidence)

Mac-Sharry-Reform - ech sinn da fäerdeg. Hâr President -: En décke Minus an de Präisser, 80% Kompensatioun vum deemselwechten. D'Bauere ginn net dohinnergestallt als déi, déi eppes verluer hunn, mä als déi, déi eppes vum Stat kréien. Or, se kréie manner wéi dat wat se verluer hunn. Da kënn Fischler 1, nach eng Kéier eng Reduktioun vun de Präisser, erëm nënnen en Deel Kompensatioun vun deemselwechten, iwwer Subventiounen. Da kënn Fischler 2, erëm eng Kéier eng Reduktioun vun de Präisser, Akommesaboussen, erëm nënnen en Deelkompensatioun.

Si sinn es definitiv sat fir och nach dann de Mantel ugehaangen ze kréien, eng Kéier vum Subsidienempfänger an dann och nach vum Ëmweltzerstéierer.

(Interruptions)

Ech kennen se gutt genuch, Hâr President - an da sinn ech fäerdeg -, fir ze wëssen, datt ee se och kann an eng opbauend Logik agebonne kréien, an dat wier mäin innegste Wonsch fir d'Interpretatioun vum Artikel 17 op dee verständnege Wee eriwwezekréien.

■ **M. le Président.** - Den nächste Riedner ass den honorablen Hâr Negri. Hâr Negri.

■ **M. Roger Negri (LSAP).** - Merci, Hâr President. Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, de Positionspabeier vun der Forstverwaltung iwwert den Artikel 17 vum neien Naturschutzgesetz vum 19. Januar 2004, ass, wéi et an der Introductioun vum deem Dokument

steet, ee flexibel Instrument an adaptéierbar. Mä en huet awer grondsätzlech de Mérite, datt elo mol e Basisdokument besteet iwwert déi konkret Moosnamen, déi an deene verschiddene Beräicher fir d'Erhale vun eiser Natur um Terrain ze huele sinn.

Dass och hei verschidde Conditions type fir déi néideg Autorisatiounen proposéiert sinn, ass positiv am Sënn vun enger op laang Weil ugestrieffter, uniformer an domat objektiver Virgoensweis am Naturschutz iwwert d'ganz Land. Awer déi Zouspëtzung vun de Konflikter zwëschent de Leit am Naturschutz an an der Landwirtschaft muss onbedéngt ofgebaut ginn. An all implizéiert Leit mussen sech an engem Forum, an engem echte Forum zesummefannen an an aller Sachlechkeet sech de Froe stellen, wéi den Naturschutz an Zukunft soll orientéiert ginn, an dëst awer och am Aklang mat den neien Erausforderunge vun de Baueren am Kader vun de sou genannten „cross compliances“.

Dobäi soll net vergiess ginn, datt grad just d'Baueren et sinn, déi am meeschten dobaussen an der Natur schaffen, an dofir muss den Naturschutz och mat hinnen déi néideg an déi richtig Kompromësser sichen. Fallbeispiller sinn hei d'Schneide vun Hecken an d'Botze vun Uebstbongeren.

Engersäits ass et also wichteg, dass mir Naturschutz vun uewe maachen, via den Ëmweltminister an d'Forstverwaltung, mä op där anerer Säit soll awer och Fräiraum bleiwe fir Naturschutz vun ënnen um Terrain ze maachen, dëst am positive Sënn, ënnert enger gewësser reglementärer, mä räsionabler Form.

Ebenfalls an deem Sënn soll och dat neit Partenariatsgesetz am Naturschutzberäich verstane ginn, wat de Moment amgang ass säi parlamentaresche Wee ze goen.

Op dëser Plaz wëll ech zesumme mat mengem Kolleg Marcel Oberweis als President vun der Agrarkommissioun a mir selwer als President vun der Ëmweltkommissioun, zesumme mat eise Kollegen aus deene respektive Chamberkommissiounen, eis Hëllef ubidden, a Concertatioun selbstverständlech mat den implizéierte Ministere Fernand Boden a Lucien Lux, fir d'Konfliktwellen zwëschent dem Naturschutz an der Landwirtschaft hëllef ze glätten.

Ech soen lech Merci fir d'No-lauschteren.

■ **M. le Président.** - Merci, Hâr Negri. Nächste Riedner ass den honorablen Hâr Gira. Hâr Gira, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Camille Gira (DÉ/GRÉNG).** - Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, bal 25 Joer nom éischen emfaassenden Naturschutzgesetz vun 1982 si mer kee Millimeter weiderkomm wat de Stelwäert vu Fauna a Flora an d'Akzeptanz vum Naturschutz zu Lëtzebuerg ubelaangt.

Am Géigendeel, d'Fronte si méi wéi jee verhäert. Verschiddener, och haut, schwätze vu Krich dobaussen um Terrain. Dat ass émsou bedauerlecher, wann ee weess, dass déi rout Lëschte vun de bedrohten Aarten zu Lëtzebuerg ëmmer méi grouss ginn, d'Biodiversitéit ofhëlt an d'Banaliséierung vun de Landschaft schläichend weidergeet. Et besteet also akuten Handlungsbedarf.

Dat Handeln dierf awer net esou ausgesinn, wéi et elo vun der Forstverwaltung ugeduecht ass. Wann een am Beräich Naturschutz wëllt weiderkommen, dann dierf een net mat, ech zitieren, „geneeltene Schung duerch d'Land goen“, wéi den Théid Faber am leschte „Kéissecker“ et richtegerweis gesot huet.

Duerfir wëll ech och am Ufank vu menger Interventioun soen, dass déi Gréng net mat der Virgoens-

weis vun dëser Verwaltung d'accord sinn. Ech wëll awer grad esou kloer am Ufank hei soen a mech do vläicht differenziéieren vun enger Rei Virriedner, dass déi Gréng d'Reaktioun vun dëser Verwaltung awer deelweis erkläre kënnen. Mir hunn d'Gefill, dass et d'Reaktioun ass vun enger Verwaltung, déi iwwer Joren huet missen nokucke wéi lues a lues eng Rei Liewensraim ongestrooft zerstéiert gi sinn.

Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, wa Fierschtere sech wond schreien, ouni dass eppes geschitt, wann d'Beamte feststellen, dass Protokollen op Basis vum Naturschutzgesetz ëmmer erëm klaséiert ginn, wann eng Verwaltung mierkt, dass eng Rei Leit, obwuel si Illegalitéite maachen, keen Euro vun hirer Landschaftsfleegeprime verléieren, da kann een eventuell esou Reaktiounen - esou Trotzreaktiounen - vun enger Verwaltung verstoen.

Mir sinn eis awer eens, Kolleeginnen a Kollegen, Trotzreaktiounen sinn ëmmer falsch. An d'Verwaltung misst eigentlech selwer mierken, dass se falsch läit, well wann ee muss 130 Säite schreiw fir een Artikel - den Artikel 17 vun deem mer schwätzen - aus dem Gesetz ze deiten, dann ass dat, mengen ech, dee beschte Bewäis, dass een esou net ka funktionéieren.

Gefuerdert ass an eisen Aen dofir och net den Ëmweltminister, mä de Landwirtschaftsminister ass an deem hei Dossier deen, dee muss untrieden. An zwar aus zwou Ursachen: Deelweis well hie mat schold ass an dëser verfuereener Situatioun, an zweetens well hien eiser Meinung no de Schlëssel am Grapp hält fir endlech eppes Positives ze bewierken am Beräich Naturschutz. Ech probéiere mech ze erklären.

Zum éischte Punkt vun der Matschold vum Landwirtschaftsminister: De Landwirtschaftsminister huet sengerzäit eng Landschaftsfleegeprime agefuert, déi hiren Numm net verdéngt huet; eng Prime, wou ondifferenziéiert mat der Strenz iwwert d'Landschaft Geld verdeelt gëtt; eng Prime, wou dee Bauer, deen nach beispillsweis sechs Prozent natierlech Liewensraim op senge Flächen huet, net méi Geld kritt wéi deen, deen nach null Prozent vun natierleche Liewensraim op senger Fläch huet; schlëmmer nach, eng Prime wou eng Zäit laang esouguer d'Fläche vun den Hecken erausgerechent si ginn an domat déi Betreiber bestrooft si ginn, déi nach Strukturelementer erhalen haten.

Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een esou Perversitéiten an d'Welt setzt, da brauch een sech och net ze wonnere wann ee pervers Resultater erziilt. An den Drock op déi natierlech Liewensraim - an dat kënnen Leit vum Terrain lech bestätegen - ass no der Aféierung vun der Landschaftsfleegeprime méi grouss gi wéi e virdu war. Dir kënn d'Fierschtere do als Témoin huelen; och d'Naturschützer kënnen lech dat soen. Well komescherweis hate mer 15 Joer laang keng Problemer mat dem Gesetz vun 1982 an eréischt no der Aféierung vun der sou genannter Landschaftsfleegeprime sinn d'Konflikter dobausse vill méi grave ginn. Dat ass dat wat dobausse geschitt ass.

Mä ech soen awer och zweetens, dass de Landwirtschaftsminister de Schlëssel am Grapp huet fir d'Situatioun ze débloquéieren.

Éischstens: Deene schwaarze Schof kann en d'Handwierk leeën andeem en deenen einfach d'Landwirtschaftsfleegeprime sträicht oder zumindest kiert. Da brauche mer keng Gendaarmen a keng Fierschtere hannert all Bongert ze setzen. Dat géing sech ganz séier erëmschwätzen an da wier dee Vollet emol ofgedeckt an d'Bürokratie mat an engems.

An zweetens kann de Landwirtschaftsminister bei der Reform vun

der Agrarpolitik profitéiere fir endlech dofir ze suergen, dass déi Betriber, déi méi een héije Pourcentage vun natierleche Liewensraim op hire Flächen hunn, dat och finanziell, substanzuell ze spiere kréien.

Et gétt vill geschwat vun der cross-compliance; ech mengen, dat ass dat Instrument woumat ee kann dofir suergen, dass d'Betriber net méi gläichméisseg a mat der Strenz Geld verdeelt kréien, mä wierklech déi favoriséiert ginn, déi Efforté maachen. Ech hunn hei scho Modeller vun Nidderéisträich mat engem Ökopunktesystem virgestallt; ech sinn och gär bereet Énnerlagen ze bréngen, wou wierklech an enger positiver Approche viles erreecht ginn ass.

Op där anerer Säit ass den Émweltminister amgaang de Plan national concernant la protection de la nature auszeschaffen. Ech weess net, Kolleeginnen a Kollegen, ob et eigentlech scho méi een ideale Moment ginn ass fir endlech d'Basis ze leeë fir eng integriéiert Naturschutzpolitik zu Lëtzebuerg.

Ofschléissend eis Konklusioun: Den Här Boden virun allem, mä och den Här Lux si gefuerdert fir mat alle concernéierte Parteien dofir ze suergen, dass matenee geschafft gétt an net géintenee, dass et iwwerflësseg gétt, 130 Säiten ze schreiwe fir een Artikel am Naturschutzgesetz an d'Praxis ëmzesetzen, an dass endlech jiddferen de Sënn vu méi enger héijer Biodiversitéit agesäit. Ech mengen dofir, dass et dringend noutwendeg ass, dass d'Fronten opgebrach ginn am Intérêt vu Fauna a Flora, am Intérêt vun der Landwirtschaft selwer, a schlussendlech am Intérêt vun der nach relativ intakter Lëtzebuergescher Kulturlandschaft.

Ech soen lech Merci.

■ M. le Président.- D'Wuert huet elo den Émweltminister, den Här Lucien Lux. Här Minister.

Loosst lech net ophalen.

■ M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kollegen, ech zweifelen heiandsdo an desen Deeg und der Dialogfäegkeet hei an deem Land. Ech zweifelen heiandsdo drun, dass mer nach capabel si fir roueg an ouni direkt aus der Këscht ze sprangen ze diskutéieren, Avisën ofzeginn an den normalen Diskussiouns- a Konzertatiounsprozess och zu Enn ze féieren.

Säit Jore gétt gefuerdert, net fir eng Interpretatioun ze ginn - well ech mengen, dass dat net d'Aufgab ass vun enger Verwaltung fir eng Interpretatioun ze ginn; dofir ass d'Chamber do oder Gerichter - mä fir engem Artikel aus engem Gesetz eng Reglementatioun ze ginn, eng Circulaire ze ginn, déi op där enger Säit de Baueren als Betreffenen eng gewësse Planungssécherheet gétt, an op där anerer Säit och deenen, déi um Terrain dofir responsabel si fir deen Artikel ze iwwerwaachen, seng Applikatioun ze iwwerwaachen, eng Sécherheet ze ginn, dass si dat alleguer harmonesch d'selwecht op déi richteg Aart a Weis maachen.

Dee Prozess si mer amgaangen ze féieren, an ech wëll zu deem Prozess just fënnf Bemierkunge maachen. Déi éischt ass déi, an de Kollee Camille Gira huet dat virdu scho gesot an dat ass heiandsdo dann awer eng surrealistesche Diskussioun, déi mir féieren: Op där enger Säit soe mer, mir stelle fest zu Lëtzebuerg - net nëmmen an den Tropebëscher, mä och zu Lëtzebuerg - eng seriö, ech kéint scho bal soen eng dramatesch Erosioun vun der Biodiversitéit, ee seriöen, bal dramatesche Réckgang vu räiche Kulturlandschaften. A wa mer dann amgaang sinn ze kucke wéi mer déi Erosioun vläicht emol nëmme stoppe kënnen, mol net ze soe wéi mer se vläicht erëm réckgäenge maache kënnen, dann

awer geet d'Gejääz un an et ass kee méi amstand roueg ze bleiwen an ze kucken: Mä kënnen mer net konzertéiert a fair diskutéiere wéi mer dann déi Erosioun an enger éischer Phas emol kënnen stoppen, an da kucke wéi mer an deenen nächste Jore weiderkomme fir eng räich Kulturlandschaft nees erëmzekeréien.

Wann een d'Zuele kuckt, dass an deem Land bei den einheimischen Déierenarten 63% vun de Fësch a 47% vun de Vulle bedroht sinn, wann ee weess, dass 44% vun de Bléieplanzen hei zu Lëtzebuerg bedroht sinn, dann - mengen ech - wier et vläicht gutt wa mer um Ufank vun esou enger Diskussioun mol géingen de Constat maachen a kucke wat mer da kënnen maache wa mer eis doriwuer eens sinn.

An ech begéinen nëmme Riedner an Organisatiounen, a wann ech op Kongresser ginn héieren ech och nëmme Sonnesrieden iwwer nohaltege Entwécklung wou jiddferen seet: Majo dat do ass déi Zilsetzung, déi mer musse maachen. A wa mer dann diskutéieren driwwer, wéi mer dat da fäerdeg bréngen, da stelle mer fest, dass grouss Problemer sinn.

An ech wëll och dem Här Mehlen soen, wat d'Motioun ubelaangt, wou en eis freet, mir sollten net dekretéieren, mä mir sollten diskutéieren, do verstinn ech definitiv näischt méi. Well den Émweltministère huet virun e puer Wochen een Dokument, wat säit Jore verlaangt gétt, als Diskussiounsbasis weiderginn un all d'Acteuren um Terrain fir dozou Avisën ze kréien an duerno, no enger Konzertatioun vun allen implizéierte Kräften, sech dann zesummenzesetze mam Landwirtschaftsminister a mam Landwirtschaftsministère, fir zu engem harmoniséierte Regelwierk vum Artikel 17 ze kommen.

Dat wat mir erausginn hunn, ass net dekretéiert gesot: Hei sinn 130 Säiten an esou ass et elo! Dee Bréif, deen do derbäi läit, rífft all Kräften op, déi dat do kritt hunn, fir hir Meenung ze soen. Ech hu bis haut de Moie vun dräi Organisatiounen en Avis dozou kritt. Roueg a brav, op zwou, dräi, véier Säite soen se Punkt fir Punkt wat se menge wat ee kéint besser maachen a wat ee kéint änneren.

Dee Prozess - an ech hoffen, dass déi Avisën alleguer sou schnell wéi méiglech kommen - féiere mer zu Enn an da setze mer eis, wéi virun dräi Wochen, mam Landwirtschaftsminister oder mat der Landwirtschaftsstatsekretärin zesummen, fir dass dann déi zwee Ministären zesummen deenen Acteuren, em déi et geet, e Regelwierk ginn, wat dann eng Applikatioun vum Artikel 17 bedeit.

Net méi an net manner ass geschitt. An ech wëll iwwerhaapt net ufänken ze kommentéieren, firwat déi eng an déi aner zum Deel ganz polemesch hei reagéieren. Den Här Mehlen huet eng Rei vu Grënn genannt. Wéi gesot, et ass net u mir fir déi ze kommentéieren.

Mä loosse mer mol als éischte Punkt zrëckbehalen, dass et awer zu Lëtzebuerg e grouse Réckgang u Biodiversitéit gétt an dass et vläicht noutwendeg wier ze kucken, wéi mer deem kënnen entgéintwierken.

Dat Zweet ass vläicht och nëmmen drun ze erënneren, dass mer hei zu Lëtzebuerg och eng Rei vun internationalen Verflechtungen hunn. Et geet net nëmmen duer, dass mer heiandsdo op Bréissel oder op aner Plaze ginn, fir do erëm eng kéier grouss solennel Regelwierker, europäescher an internationaler, ze akzeptéieren. Mä et wier dann och gutt, wa mer vu Rio iwwert déi europäesch Direktiven, sief et déi fir de Vullschutz oder fir d'Habitats-Direktiven, déi 47 Habitatgebiddere, déi 12 Vullschutzgebiddere, déi 31 europäesch bedrohte Liewensraim hei zu Lëtzebuerg, déi 75 Vullenzorten, déi 19 aner Déieren an

zwou Planze solle schützen, dass mer déi dann och applizéieren. An dass mer net nëmmen higinn an da wéi gesot solennel eppes ënnerschreiwen, mä dass mer och capabel sinn dat hei zu Lëtzebuerg dann och ëmzesetzen.

Dofir brauche mer d'Dispositiounen vum Artikel 17, déi hei iwwregens, Här Mehlen, wann ech et gutt an Erënnerung hunn, wéi mer am Januar 2004 doriwuer diskutéiert hunn, keng Géigestëmm haten. Ech mengen och net mech kënnen drun ze erënneren, dass den ADR géint dat Naturschutzgesetz, also och den Artikel 17, gestëmmt huet, deen iwwregens praktesch deesewechten ass - an de Kollee Goerens huet jo hei d'Demonstratioun gemaach - wéi deen aus dem Artikel 14 vum Gesetz vun 1982, déi praktesch identesch sinn. Dat ass also och näischt Neies, wat hei erfondt ginn ass.

Dat Drëtt, wat ech wollt soen, ass, wa mer eis och vläicht géifen eens ginn driwwer - an net nëmme sonnes an eise Rieden -, dass d'Biodiversitéit och zu de fundamentale Wäerter vun enger intakter an nohalteger Gesellschaft gehéiert. Dat musse mer ëmmer erëm soen, dat hu mer haut iwwregens och zu Bréissel an de finale Konklusioun vum Conseil Européen iwwert d'Lissaboner Strategie festgehalten, well d'Länner bal unisono gesot hunn, zu enger Strategie vu muer an iwwermuer am 21. Jorhonnert gehéiert och d'Noutwendegkeet Biodiversitéit als e wichteg Element an als e wichtige Wäert festzeschreiwen. Ech mengen, och dat ass eng gutt Saach.

Véiertens - an ech hunn dat scho gesot - dat net Naturschutzgesetz ass also a sengen Hauptdispositiounen op deem Gebitt näischt Neies. Et gétt also vu mir a vun dem Ministère a vun de Verwaltung konsequent och ëmgesat, well et e Garant fir eng harmonesch a responsabel Entwécklung op eisem lëtzebuergeschen Territoire duerstellt.

Dat hu mer also ëmzesetzen, gradewéi och, wéi ech gesot hunn, déi eenzel Direktiven am Beräich vun Vullschutz oder vun den Habitatgebiddere, déi mer an deenen nächste Joren ëmzesetzen hunn. An et ass richtig, dass mer den nationalen Naturschutzplan, deen am Gesetz virgesinn ass, mat alle Kräfte musse versichen ze diskutéieren.

Dat hu mer zu Beetebuerg am Dezember eng éische Kéier gemaach. Dat wëlle mer am Juli mat deenen Organisatiounen eng zweete Kéier maachen. Mir hunn en éischen Entworf vun deem Naturschutzplan den Associatiounen virgeluecht fir e kënnen ze beuerteile bis de Juli. Ech mengen, dat ass jo wuel eng Zäit, déi misst duergoe fir a Rou eng Kéier dat unzucken, am Juli ze diskutéieren an am Hierscht dann ze kucken zu Konklusiounen ze kommen. Déi Emsetzung vun deem neien Naturschutzgesetz ass also an all sengen Applikatiounen a Facetten amgaange gemaach ze ginn.

Fënneft a lescht Bemierkung. Här Mehlen,...

(Interruption)

Dat ass léif.

Déi fënneft Bemierkung ass déi, wat den Artikel 17 ubelaangt, an ech wëll et nach eng Kéier ganz kloer soen, an och der Forstverwaltung, déi jo vill am Moment kritiséiert gétt fir dat, wat se virgeluecht huet. Ech wëll mech wat den Esprit Zilsetzung an d'Method vun der Forstverwaltung ubelaangt, honnertprozenteg hannert déi Verwaltung stellen.

Ech mengen, dass et zu Lëtzebuerg nach ëmmer muss méiglech sinn - ech hunn dat am Ufank ge-

sot -, fir bei enger Demande, déi laang Jore gemaach gétt, fir den Artikel 17 kloer ze ëmleeën, daitlech ze soe wéi en ze applizéieren ass, dass eng Verwaltung eppes dohinner leet, wat dann diskutéiert gétt. Ech ruffe wierklech jiddferen op, fir dat calme an op eng fair an uerdentlech Aart a Weis ze maachen.

Ech hunn dat hei gesot, an dofir ass d'Presenz vun der Madame Modert de Mëtten och wichtig, fir ze weisen, dass déi zwee Ministären dat zesummen zu Enn wëlle bréngen, et ugefaangen hunn ze diskutéieren an och zu Enn wëlle bréngen. Mä dass et elo drëm geet, fir wéi gesot roueg Avisën ofzeginn.

Ech wëll och dat heite soen: Mir sinn am Émweltministère drun interesséiert - an dat ass dann net nëmmen einfach ee Saz, wéi den Här Goerens gesot huet, dee jiddferen de Mëtten hei seet - mä interesséiert drun, dass mer dat Ganz op eng onbürokratesch a partnerschaftlech Aart a Weis maachen. Dee Message hunn ech an deene leschte Wochen an och haut de Mëtteg gutt verstanen, an ech wëll och soen, dass meng Erfahrung a 17 Joer als Buergermeeschter gewisen huet um Terrain an dem Syndikat vum Sicona an als Gemeng selwer, dass et nëmme geet mat de Baueren zesummen et ze maachen, fir zu Resultater ze kommen. An ech mengen, dat wat zu Beetebuerg an am Beräich vun Sicona gaangen ass, geet och haut a villen anere Syndikater, déi zesumme mat der Forstverwaltung an zesumme mat de Baueren an der Lag sinn, fir Biotopen ze schützen a fir dofir ze suergen, dass mer eng besser, méi räich Kulturlandschaft kréie wéi mer se am Moment hunn.

Deen Esprit, mengen ech, wäerte mer fäerdeg bréngen, fir a wa méiglech vun 130 Säiten op e gudde Strapp manner Säite kloerzemaachen, et esou onbürokratesch ze maache wéi et nëmme méiglech ass, well ech halen näischt dovunner, wann ee vun de Leit Autorisatiounen verlaangt, déi een heiandsdo mangels Personal net an der Lag ass mol iwwerhaapt en temps utile ze beäntweren, wat dann natierlech och zu onméigleche Situatiounen an zu engem Mangel un Akzeptanz um Terrain féiert, wat net gutt ass. Alles dat do mengen ech ass e Message, dee gutt verstanen ass.

Dofir, gitt eis nach e bëssen Zäit fir ze kucken, wat fir eng Avisë mer zu dem Artikel 17 an zu de Propositionen vun der Forstverwaltung kritt hunn. Da setze mer eis mat all deenen zesummen a virun allem och mam Landwirtschaftsminister zesummen, fir ze kucken dann e verdéintend Regelwierk ze schaffen, en onbürokratesch Regelwierk ze schafen, wat, wéi nach eng Kéier souwuel de Baueren eng gewësse Planungssécherheet gétt, wéi op där anerer Säit awer och dem Fierschter eng Aktiounssécherheet gétt, déi och si brauche fir dobausse kënnen virzegoen.

Ech mengen, den Här Goerens géif mer gären eng Fro stellen.

■ M. le Président.- Jo, den Herr Goerens huet d'Wuert.

■ M. Charles Goerens (DP).- Ech wollt den Här Minister froe fir an enger Debatt, déi mer hei ganz sereinement féieren, ob e bereet wier, ier en déi Interpretatioun vum Artikel 17 en definitive adaptéiert, virun d'Kommission vun der Agriculture an dem Environnement ze kommen a fir déi ze consultéieren.

■ M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement*.- Dir wësst, Här Goerens, dat ech schon am Ufank vun der Legislaturperiod gesot hunn, dass ech Dag an Nuecht bereet sinn all Demanden, fir an der Kommissioun...

(Hilarité)

Och an de Vakanzen, och an de Schoulvakanzen.

(Interruptions et hilarité)

Ech géif lech proposéieren, dass mer eis déi nächst Woch an der éischer Woch vun der Ouschtervakanz zesummesetzen, fir doriwuer ze diskutéieren.

■ M. Charles Goerens (DP).- Ech hu kee Problem domat.

■ M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement*.- Ech si jo dann hei.

■ M. Charles Goerens (DP).- Ech hu kee Problem domat.

■ M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement*.- Ech wëll soen, Här Goerens, dass eise Ministère an och d'Forstverwaltung - an ech wëll dat wierklech och par rapport zu der Forstverwaltung soen, déi menger Usicht no, ech soen dat nach eng Kéier, zu Onrecht hei oft op eng polemesch Aart a Weis ugerempelt gétt, dass ech mech virun déi Verwaltung stellen, virun déi Aufgab, déi se gemaach hunn -, dass also souwuel si wéi och de Ministère bereet si mat jidderengem an natierlech och mat der Chamber doriwuer ze diskutéieren, fir eng partnerschaftlech Aart a Weis ze kréie wéi mer se am Naturschutz hei zu Lëtzebuerg ganz, ganz dringend brauchen.

Merci.

■ Une voix.- Très bien!

■ M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat si mer um Enn vun der Debatt ukomm. Mir sinn awer befaasst mat enger Motioun, déi eragereecht ginn ass vun dem Grupp ADR, vum Här Mehlen. Wëllt nach ee Stellung huelen zu där Motioun, oder kënnen mer direkt zur Ofstëmmung kommen? Den Här Goerens huet d'Wuert.

■ M. Charles Goerens (DP).- Ech kann op wäite Strecken dat deelen, wat an der Motioun do steet. Mä no der Ausso vun dem Minister, dass hie bereet ass d'Kommissiounen consultéieren ze kommen, an ech ënnerstellen him och, dass hie bereet ass de Geesch vum der Debatt hei mat fortzuehelen, mengen ech soll een do en Acte d'effort maachen a säi gudde Wellen an dat akzeptéieren.

Aus deene Grënn enthalte mir eis bei där Motioun, well mir si mat enger ganzer Partie Dispositiounen d'accord: manner Bürokratie, net pauschal Virveruertelunge vun dem betreffenden Ustriewen. Dat kënnen mer alles deelen. Ech mengen déi Concertatioun, déi mer gefuerdert hunn, déi ech och gefuerdert hunn a menger Ried, déi gétt jo och gefouert teschent dem Ministère, deene betreffende Gruppen an dem Landwirtschaftsministère.

■ M. le Président.- Den Här Gira huet d'Wuert.

■ M. Camille Gira (*DÉI GRÉNG*).- Ech wollt soen, dass mir eis och enthalen aus ähnleche Grënn wéi den Här Goerens se gesot huet, well mir sinn der Meenung, dass een dach net ka schwätze vu „revoir de commun accord l'interprétation“, well et ass jo keng definitiv Interpretatioun, déi do ass. Et ass eng Propos, wéi de Minister gesot huet, vun der Forstverwaltung. Déi gétt an alle Kreeser diskutéiert, kontrovers, dass ass jo ganz flott. Duerfir mengen ech ass et ze fréi scho vun enger Reinterpretatioun ze schwätzen an dofir wëllt mir eis bei deser Motioun enthalen.

■ M. le Président.- An den Här Minister.

■ M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement*.- Här President, ech mengen ech hat kuerz a menger Interventioun gesot, dass ech der Meenung sinn, dass des Motioun sans objet ass. Well effektiv den Här Mehlen och a senger mëndlecher Interventioun mengen

ech net verstanen hat, dass dat Dokument vun der Forstverwaltung net en Dekret ass wat dohinner geluecht ginn ass, an domadder ass et esou, mä dass dobäi e Begleitbréif loung, deen opgeruff huet zu enger Concertatioun zu Avisé fir also net dat wat hei steet, dat wat also amgaangen ass „d'entamer une concertation“. Déi ass ebe just amgaangen. Dofir ass déi Motioun hei sans objet. Just dat wat hei steet si mer säit zwee Méint amgaangen ze maachen, an dofir kann d'Regierung déi Motioun net unhuelen.

(Interruptions)

■ M. le Président.- Voilà. Mir kommen dann zur Ofstëmmung vun der Motioun 1.

Motion 1

Vote

D'Motioun 1 ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmmen, 17 Abstentiuonen a 5 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Patrick Santer), MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert (par M. Marcel Oberweis), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar (par Mme Nelly Stein), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Nancy Arendt), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par Mme Marie-Josée Frank);

MM. Marc Angel (par M. John Castegnaro), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Se sont abstenus: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Charles Goerens), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Henri Grethen), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner (par M. Niki Bettendorf);

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. François Bausch), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Domat ass dee Punkt vun eisem Ordre du jour ofgeschloss a mir kommen zum nächste Punkt vum Ordre du jour, respektiv mir kënnen och elo d'Fro vum Här Bettel huelen, well de Justizminister do ass. Et ass de Wunsch vun der Regierung. Elo oder méi spéit?

(Interruptions)

Dann huele mer elo d'Fro vum honorebelen Här Bettel. Här Bettel, Dir hutt zwou Minutten Zäit fir déi Froen ze stelle wou Der mengt, dass keng Äntwert drop komm ass.

(Interruptions et hilarité)

Et ass nun um Här Bettel, well en huet net vill Zäit an en huet mer gesot, en hätt vill Froen.

(Hilarité)

5. Question parlementaire N°212 de M. Xavier Bettel relative aux mesures de sécurité au Centre pénitentiaire

■ M. Xavier Bettel (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hat um Datum vum 14. Dezember eng Fro un den Här Frieden gestallt iwwert d'Deklaratioun, déi en um Radio an op der

Televisioun gemaach hat iwwert d'Drogen an d'Handyen am Prisong, wou e geschwat huet - de Brouillage wor jo och déi éischt Léisung, déi en elo préconiséiert huet - iwwert d'Utilisatioun vun engem Drogenhond an iwwert d'Drogen an d'Handyen, déi dohanne fonnt gi wäeren.

Ech hat dann d'Fro gestallt, wéi oft dann esou en Drogenhond gebraucht gi wier, well ech vun interne Quelle gesot kritt hunn, dass deen nëmmen zwee- bis dräimol d'Joer benotzt gi wär. An dann nach wéi vill Handyen a wéi vill Droge saiséiert gi wäeren déi lescht fënnef Joer.

Dunn huet den Här Minister mer geäntwert, eng gewëssen Zuel Handyen an eng gewëssen Zuel Droge wiere fonnt ginn.

Här President, ech si frou, dass Dir insistéiert hutt, well wann ech an eng Epicerie froe gi wat e Pond Kiische kascht, an den Epicier seet mer e gewëssene Präis, da weess ech och net wat et kascht, obwuel e mer richteg geäntwert huet. Mä wann een eng Fro stellt, da soll de Minister och eng Äntwert ginn.

Ech fanne keng Wierder, Här President, fir lech Merci ze soe fir déi In-sistance, fir dass de Minister haut op jidde Fall op déi Fro mer Äntwert gëtt.

(Interruptions)

Nämlech hat Dir als Conférence des Présidents zweemol insistéiert fir eng Äntwert ze kréien. Do hu mer och keng kritt. An elo schlussendlech hu mer den 21. März eng Äntwert vun der Madame Modert kritt, dass de Minister geduecht huet, et wier genuch geäntwert.

Ech fannen awer just, Här Minister, wann ech lech eng Fro stellen, wéi vill Handyen a wéi vill Droge saiséiert gi sinn, da kënn Der net soen, dass de Secret vun der Instructioun do lech et net erlaabt mer eng Äntwert ze ginn.

Ech mengen, et ass och net all Kéiers, dass wann Drogen oder en Handy saiséiert gi sinn am Prisong, dass dann eng Instructioun gemaach ginn ass. Et si ganz oft Mesures de discipline internes geholl ginn an déi Leit sinn net ëmmer virun een Untersuchungsrichter gefouert ginn. Dat weess ech ganz genau!

Dofir géif ech lech haut froe mer ze soen, wéi oft den Drogenhond benotzt ginn ass déi lescht fënnef Joer; firwat keen Drogenhond en permanence do ass, well da kéint ee laanscht d'Päck den Hond schnüffele goe loossen an dee géif da kucken, ob iergendeppes dran ass; wéi vill Droge saiséiert gi sinn déi lescht fënnef Joer a wéi vill Handyen déi lescht fënnef Joer zu Schraasseg am Prisong fonnt gi sinn.

■ M. le Président.- D'Wuert huet den Här Minister vun der Justiz, den Här Frieden.

■ M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass net esou wéi den Här Bettel gëscht gesot huet a wéi mer hei rapportéiert ginn ass, dass et aus Mangel u Respekt ass, weder virun engem Deputéierten, nach virun der Chamber, datt ech déi Froen, déi zousätzlech Froen, déi do gestallt gi sinn, net beäntwert hunn.

Ech hunn e Respekt, esou wéi d'ganz Kolleegen an der Regierung, virun all gewieltene Vertrieder an deem Haus. Mä wann een eng Fro gestallt kritt, op déi ee keng Äntwert huet a wou een erkläert, firwat et keng Äntwert gëtt, da weess ech wierklech net wat ech kann äntweren. Duerfir sinn ech frou, datt ech de Mëtten dat hei kann erklären.

Et ginn, wa Saisië gemaach gi vun Drogen am Prisong, oder och vun Handyen, da ginn déi gemaach entweder op Uerder vum Untersuchungsrichter, oder et gi Fouillen

an den Zelle gemaach, déi gemaach gi vun de Gardienen. Wa Saisië gemaach ginn op Uerder vum dem Untersuchungsrichter, da gëtt et doriwwer keng Statistik, déi all Dossier zesummeleet, deen iergendeen Lien mam Prisong huet. All einzelnen Dossier, deen d'Justizautoritéiten hunn, wou Drogen dra sinn, läit niewenteneen an e gëtt jo net traitéiert en fonctioun vun der Plaz wou Droge saiséiert ginn. Dofir kënnen d'Justizautoritéiten eis och mam beschte Wëllen, à moins datt se géingen e puer Joer all d'Dossieré vum Drogen duerchkucken, déi Donnéeën do net ginn.

Da gëtt et déi Saisien, déi gemaach ginn, wou Saisie net dat richteg Wuert ass, wa Fouillé gemaach gi vun den Zellen. Doriwwer gëtt et eng Rei Donnéeën. Och wann ech awer direkt muss preziséieren, datt d'Direktioun vum Prisong mer seet, datt si doriwwer net Buch féieren, am Sënn datt do offiziell Statistike bestinn, esou datt si an deene leschte Wochen eng ganz Rei Leit gefrot hunn, respektiv an e puer individuellen Dossier - dat gëtt an den individuellen Dossier um Gefaangen geschriwwen - dat alles nogekuckt hunn.

A si hunn dann erausfonnt, datt am Joer 2003 28 Gramm Heroin an 30 Gramm Cannabis saiséiert goufen duerch déi Fouillé vun de Gardienen, an am Joer 2004 30 Gramm Heroin a 50 Gramm Cannabis an Ähnlech fonnt ginn ass bei deene Fouillen.

Dat beinhalt wéi gesot net dat wat ënner den Autorités judiciaires geschitt, wat héchstwahrscheinlech de Gros dovunner awer ausmécht.

Wat d'Handyen ubelaangt, géllen déi nämlech Prinzipien, déi ech elo grad gesot hunn. D'Gardië vum Prisong hunn no den Informatiounen, déi d'Direktioun vum Prisong mer gëtt, 2003 aacht Handye fonnt an 2004 15 Handyen. Mä och do nach eng Kéier muss ech soen, datt et keng offiziell Statistike gëtt, déi geféiert gi sinn, an duerfir ass et och quasi onméiglech, aus deene Joren do virdrun Donnéeën ze hunn.

Schliesslech, wat den Drogenhond ubelaangt, esou ass deen an der Vergaangenheet heiansdo agesat ginn. Si mengen, datt dat ongeféier eemol am Mount gewiescht wier am Joer 2004. Ech mengen, datt dat eng gutt Iddi kënn sinn, esou een Drogenhond ze hunn. Dofir hunn ech dat och deemools gesot.

D'Direktioun vum Prisong mengt awer, datt dat net gutt wier, well dat relativ komplizéiert wier. Et bräicht een also eng ganz Rei Hénn. Déi ginn och relativ séier midd. Et wier besser een effikassen Déetecteur ze hu vun Drogen. Dat mussen d'Spezialisten engem soen. Ech mengen nach, datt et utile wier, datt een heiansdo géng, zemoos am Ausseberäich, deen oder déi Drogenhënn, déi mer bei der Police hunn, kënnen complémentaire asetze fir do Kontrollen ze maachen. Et war och an deem Sënn wou ech mech virun e puer Méint ausgedréckt hat.

Merci.

■ M. le Président.- Merci, Här Minister.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass eng Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG sur le gender budgeting, c'est-à-dire l'établissement du budget de l'État selon la perspective du genre. Dat heescht op Lëtzebuergesch eng Aktualitéitsstonn iwwer Gender budgeting.

(Hilarité)

Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Frank, den Här Bettel, d'Madame Err an den Här Jaerling.

D'Wuert huet elo d'Madame Viviane Loschetter als Vertriederin vun der Fraktioun vun deene Gréngen, déi d'Debatt hei iwwert den Gender budgeting ugefrot huet.

6. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG sur le gender budgeting, c.-à-d. l'établissement du budget de l'État selon la perspective du genre

■ Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).- Merci, Här President, ech erklären lech elo gläich wat dat ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Aktualitéit ebe vun deser Heure d'actualité ass engersäits déi Konferenz zu New York iwwert de Bilan „Peking + 10“ an anersäits déi Déclaration ministérielle vun de 25 EU-Ministernen a -Ministerinnen, wou de Prinzip vum Gender mainstreaming an dem Gender budgeting dran ageschriwwen ass, an och vun eiser Ministesch dann ënnerschriwwen ginn ass.

Mat där Déclaration ministérielle huet och déi Lëtzebuergesch Delegation vum Chancéglichheitsministère an och eis Chancéglichheitsministesch am Numm vun der Présidence eng gutt politesch, oft diplomatesch Aarbecht geleescht, am Sënn vun der Förderung vun enger reeller Gläichheet tëschent Mann a Fra zu New York.

Dofir wëllt ech och mat enger Erklärung vun der Definitioun vun Gender budgeting ufänken. Gender budgeting heescht soss näischt wéi dovun ausgoen, datt egal wéi mir de Budget plangen, dëst eng Auswierkung huet op de Grupp Meedercher a Fraen engersäits a Jongen a Männer anersäits. Den Gender budgeting fänkt u bei enger Analys vum Budget iwwert d'Veerdele vun de Suen op dës zwou Gruppen, awer och der Unerkennung vun der Tatsaach, dass, deemno wéi de Budget organiséiert ass, dëst och Auswierkungen huet op d'Organisatioun an d'Entwécklung vun eiser Gesellschaft.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Den Gender budgeting ass deemno keng quantitativ Ännerung vum Opstelle vum Budget, mä eng qualitativ Ännerung. Sech enger Disziplin vum Gender budgeting uschleissen, féiert zu engem Budget, dee gerecht ass, engem Budget, deen effikass ass, an engem Budget, deen transparent ass.

Gender budgeting asetze kann och nëmmen dowéinst méttelfristeg geplangt ginn an e muss och gutt preparéiert ginn. Den Gender budgeting brauch och dofir Instrumenter an Indicateuren, Donnée wéi zum Beispill déi systematesch geschlechterspezifesch Statistiken. An dëst ass, ech wëll lech just drun erënneren, och en Engagement vun deser Regierung an et ass festgehalten am Koalitiounsaccord - ech zitëiere kuerz: „Le recueil systématique de données statistiques ventilées par sexe contribuera à l'analyse de la situation des femmes et des hommes.“ Vun dohier misst jo mindestens all Minister, all Ministesch wëssen, wat et ass.

Gender budgeting ass a ville Länner kee friemt Wuert méi. Australien war dat éischt Land, wat mat esou engem Budgetsprinzip ugefaangen huet. Den Gender budgeting ass no der véierter UNO-Weltkonferenz zu Peking am Joer 1995 iwwerall an Australien agefouert ginn. An iwwerhaupt war och déi Weltkonferenz zu Peking 1995 den Ulass fir mam Gender budgeting an iwwerhaupt mam Gender mainstreaming a ville Länner unzefänken. Esou och a Südafrika, wou 1995 d'Parlament zesumme mat enger Plattform ONGe während dräi Joer eng systematesch

geschlechterspezifesch Budgetsanalys gemaach hunn. Et ass vläicht wichteg ze wëssen an deem Kontext, datt och do d'Universitéite mat an déi Analysen agebonne gi sinn. 1998 ass dann deen éischt geschlechterspezifesch Budget a Südafrika opgestallt ginn.

Mä mir fannen och dese Prinzip ganz oft um lokalen Niveau erëm, wéi zum Beispill an der Stad San Francisco. Dat ass eng Stad, déi huet integral d'CEDAW-Konvention adoptéiert a si huet progressiv en Gender budgeting an all sengen Departementer agefouert.

Mä och hei - fir zréck an Europa ze kommen - mécht den Gender budgeting eigentlech säi Wee, dëst um lokalen oder um regionalen Niveau. Zum Beispill gëtt et de Baseler Kanton, deen am Joer 2000 eng geschlechterspezifesch Budgetsanalys gemaach huet, dat heescht Statistike ventiléiert huet no Fra a Mann op allen Niveauen. A wat ganz interessant am Baseler Kanton gewiescht ass, dat ass, dass si eigentlech déi Resultater un de grouse Publikum erugebroen hunn, dat heescht si hunn déi esou festgehalten, publizéiert un de grouse Publikum, an enger Sprooch, déi och jiddfereer verstanen huet, wat natierlech eng ganz flott Sensibiliséierungsarbecht war, an net nëmme beim grouse Publikum, mä och bei der Press, déi säitdeem zimlech interesséiert ass all Joers wann de Budget da kënn, fir dann och ze kucke wéi déi Analys op deem Genderspekt ausgesäit.

Och an Italien hu grouss Stied wéi Genova oder Parma oder Turin sech zesumme vernetzt. Déi Stied sinn e bëssen anescht virgaangen. Si sinn nämlech sektoriell virgaangen an zwar an engem Domän, deen eis och nawell kéint interesséieren, nämlech deem vun der Vereinbarkeet vu Famill a Beruff. Zu deser Budgetsanalys hu si dann déi verschidde politesch Felder am Budget ënner anerem ënnersicht, wéi zum Beispill d'Aarbechtsmaartpolitik, d'Sozialpolitik, haaptsächlech am Beräich Structures d'accueil, awer och den Aménagement du territoire an och d'Transportpolitik.

Um nationalen Niveau gëtt et Projeten am Gender budgeting a Schweden. Et gëtt Projete fir esou eppes ze maachen e Belgien, a Frankräich, an der Schwäiz, a Spuenien, an - och e ganz interessant Land - a Grossbritannien. An England ass dese Prinzip eigentlech - an dat ass och interessant - vun ONGen ausgaangen, vun engem Grupp, dee sech zesummesat huet, an deen eigentlech konnt d'Regierung iwwerzeege fir e Pilotprojet an dräi verschidde Ministerien ze lancéieren. An dat ass och domadder ëmgesat ginn an dat geschitt als Pilotprojet an dräi verschidde Ministerien.

Frankräich huet zum Beispill en anere Wee ageschlossen, nämlech e Wee wou léigiféiert ginn ass. Dat heescht, dass dat franséisch Parlament d'Regierung verpflichtet huet fir zu all Budget all Joers eng Annex ze presentéieren, wou Statistiken zu Projeten, déi entweder fraefördernd oder chancéglichheetsfördernd sinn, déi sou genannte giel Säiten - sou nennt een dat bei hinnen - an déi och d'Objektiver dovunner festhalen, wat natierlech eng Analys vill méi einfach mécht.

Wat een och do erëm a Frankräich muss soen, wat net oninteressant ass, dat ass, dass an der Annex och d'Rapporten an d'Etude vun den Universiteiten, déi op deem Thema schaffen, mat dra sinn. Dir gesitt also, datt et eigentlech immens vill verschidde Méiglechkeite gëtt, fir esou en genderspezifesch Aspekt ze evaluéieren an der Politik an allen Domänen, an esou och am Budget. Wichteg ass, datt et gemaach gëtt!

A wichteg ass och, dass Lëtzebuerg - an dofir si mir hei verantwortlech - sech organiséiert fir an e

puer Joer en europäescht Land ze sinn, wou d'Chancégläichheet tésche Männer a Fraen net nëmme grouss geschriwwé gëtt, mä wou se och praktesch ëmgesat gëtt. A praktesch ëmsetzen ass egal wéi ëmmer verbonne mat enger Visibilitéit um Niveau vun de Finanzen.

Wann dësen Exercice zum Beispill längerfristeg mam Budget gemaach gëtt, da wäerte mer sécherlech feststellen, datt eis Fraen an eis Chancégläichheetspolitik schonns finanziell gefördert gëtt, mä mir wäerten awer wahrscheinlech och feststellen, dass dës Chancégläichheetspolitik onéquilibréiert téscht de verschiddene Ressorté gefördert gëtt. An et si genau dës Informatiounen, déi mer brauchen, fir an Zukunft och e Budget méi effikass ze plangen an och méi gerecht opzedeele.

Dir Dammen an Dir Hären, Här President, de Budget vun engem Land reflektéiert ëmmer d'Wäerter vun engem Land, wat a wie wäertvoll ass fir e Land, wéi eng Politik wäertvoll ass fir e Land, an esou och wat net wäertvoll ass a wéi eng Politik net wäertvoll ass.

An an dësem Sënn hunn ech eng Motioun preparéiert, wou am Fong geholl d'Regierung invitéiert gëtt fir sech déi néideg Moyenen ze ginn, fir den Gender mainstreaming anzeféieren hei am Ressort vun der Regierung, esou wéi d'Ministesch dat och an der Déclaration ministérielle ënnerschriwwen huet. Ech géif lech déi Motioun hei weiderreechen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- *vu la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CE-DAW);*

- *vu la Déclaration et le programme d'action de Pékin;*

- *vu la Déclaration de Vienne sur les droits de l'homme;*

- *vu le traité CE et notamment son article 3, paragraphe 2;*

- *vu la déclaration ministérielle du 4 février 2005 des 25 ministres de l'Union européenne chargés de la politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes qui dit que: «Nous, ministres des 25 États membres chargés de la politique d'égalité entre les femmes et les hommes (...) acceptons de développer des méthodes et des instruments d'intégration de la dimension de genre, notamment l'établissement des budgets publics selon la perspective de genre, l'audit selon le genre et les évaluations de l'impact selon le genre, en tant que priorités pour l'avenir.»;*

- *vu l'accord de coalition qui dit: «Le Gouvernement s'engage à procéder à une évaluation selon la perspective de genre dans ses actions politiques pour prévenir l'impact différent sur les femmes et les hommes, éviter des conséquences négatives non intentionnelles et améliorer la qualité et l'efficacité des politiques. Le recueil systématique de données statistiques ventilées par sexe contribuera à l'analyse de la situation des femmes et des hommes.»;*

- *considérant que l'égalité des chances entre femmes et hommes est un principe fondamental;*

- *considérant qu'il y a lieu de promouvoir l'égalité des chances entre femmes et hommes;*

invite le Gouvernement

- *à mettre en place les instruments et indicateurs nécessaires pour permettre l'application du principe de «gender mainstreaming», c'est-à-dire l'intégration de la perspective de genre.*

(s.) *Viviane Loschetter, Nancy Arendt, François Bausch, Christine Doerner, Lydie Err, Marie-Josée Frank.*

Ech wëll och soen, datt ech d'Zoustëmmung fonnt hu vun der

Sozialistescher Partei a vun der CSV-Partei, esou dass déi Motioun ënnerschriwwen ass vu mir selwer a vum François Bausch, vum Lydie Err, vum Marie-Josée Frank a vum Nancy Arendt. Domadder wëll ech soen, dass ech frou sinn, datt en éischte Schratt gesat ginn ass, an ech hoffen zumindest, datt mer hei an dëser Chamber nach méi wéi eemol wäerten iwwer Gender mainstreaming schwätzen an iwwer Gender budgeting.

Ech soen lech domadder Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. le Président.** - Merci, Madame Loschetter. D'Wuert huet elo d'Madame Frank. D'Riedezäit ass fénnef Minutte fir d'Spriecher vun de Parteien.

■ **Une voix.** - Et ass d'Madame Doerner, déi ënnerschriwwen huet.

■ **M. le Président.** - Jo.

Discussion générale

■ **Mme Marie-Josée Frank (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dass bei der Opstellung vun de Budgeten deenen ënnerschiddleche Liewenssituatiounen am Interesse vu Mann a Fra Rechnung soll gedroe ginn ass net nei. Mat dëser Thematik hunn d'chrëschtliche-sozial Fraen sech scho säit Joren ausernee gesat an hunn iwwerluecht, wéi ee kéint geschlechterdifferenziert Gemengebudgeten opstellen.

Och um internationalen Niveau ass am Joer 2001 am Kader vun der OECD-Konferenz zu Bréssel dat ambitiéis Zil formuléiert ginn, dass bis spéitstens 2015 weltwäit Gender-Budgete solle realiséiert ginn. Dann hunn de 4. Februar vun dësem Joer jo déi 25 europäesch Memberstaten an enger gemeinsamer Deklaratioun festgehalten, datt all Memberland Methoden an Instrumenter soll entwéckelen, fir Budgete selon les perspectives de genre opzestellen.

Wat heescht elo konkret Gender budgeting? Den Gender budgeting ass e finanzpolitesch Instrument, dat eng geschlechtergerecht Verdeelung vun de Recetten an den Dépensen am öffentleche Budget bewierke soll. Den Gender budgeting bedeit deemno d'Ëmsetzung vum Gender mainstreaming op allen Niveaue vun der budgetärer Prozedur.

Well de Budget selten geschlechterneutral ass, heescht Gender budgeting konkret, dass ee Budget esou opgestallt an analyséiert soll ginn, dass der Gläichheet téschent Mann a Fra Rechnung soll gedroe ginn. Deemno ass den Gender budgeting keen Instrument à part, mä e wesentleche Bestanddeel vun dem ganze Mainstreaming-Prozess.

D'Ëmsetze vun dësem Budget ass also ganz enk mat der Ëmsetzung vum Gender mainstreaming gekoppelt. D'Schafe vun dem Ministère de la Promotion féminine virun zéng Joer war e wichtige Schrëtt an déi richteg Richtung.

Dank der Iwwerzeegungsaarbecht, déi an dem Ministère an an der Egalitéitskommissioun a vun de Fraenorganisatiounen an deene leschte Joren am Sënn vun der Egalitéit gemaach ginn ass, gëtt mol endlech thematiséiert.

Ech erënneren an dësem Kontext un d'Action positive, de Prix Féminin de l'Entreprise, och déi sëllech Informatiounscampagnen op Télee an um Radio. All dës Mesuren hunn derzou bäigedroen, d'Öffentlechkeet fir d'Gender-Problematik ze sensibiliséieren.

Zum dësjährege Fraendag hu mir an der Familljekommissioun d'Problematik vun der Individualiséierung respektiv dem Splitting vun de Pensiounsrechter opgegraff. An ech hoffen, datt mer an dësem schwierigen Dossier an dëser Legislaturperiod e Stéck weiderkommen.

D'Fro, déi mer eis musse stellen, ass déi, wéi mer et fäerdeg bréngen, en genderegerechte Budget op d'Been ze stellen. En éischte Schrëtt an déi Richtung ass sécherlech d'Schafe vun enger Cellule de compétence de genre an den Départements ministériels, esou wéi et am Accord de coalition virgesinn ass. Also géillt et déi konkret Kompetenzen a Missiounen vun dëser Cellule ze definéieren.

Eng Aufgab ass zum Beispill déi politesch Aktiounen an deene jee-weilege Ministären, esouwuel vum Bléckwénkel vun der Frau aus wéi vum Mann ze analyséieren. Eng aner wichteg Missioun ass d'Erstelle vu Statistiken an d'Analys vun de Projeten no geschlechterspezifische Kritären.

Här President, d'Erfahrungen aus dem Ausland, zum Beispill aus Däitschland, hu gewisen, dass fir d'Erstelle vun engem Gender-Budget déi noutwendeg Informatiounen an Donnéeën oft nëmme zum Deel oder guer net zur Verfügung stinn. Duerfir brauche mir elo eng operationell Cellule an ech mengen dat ass deen alleréischte Schrëtt.

Déi do gewonnen Erkenntnisser an Erfahrung geifen dann à la suite an déi ganz budgetär Prozedur matafléissen. Deemno fält d'Erstelle vun engem Gender-Budget mat dem Zesummendroe vun deenen noutwendeg genderspezifischen Informatiounen un; eng Aufgab, déi d'Cellule de compétence muss iwwerhuelen.

Här President, egal wou an op wéi eng Aart a Weis dës Cellule de compétence de genre an Zukunft wäert funktionéieren, si wäert duerch hir Aarbecht, Analysen a gesammelt Donnéeën sécherlech derzou bäidroen, e Budget an der Perspektive du genre ze erstellen.

An dësem Sënn soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren an ech rappeléieren nach eng Kéier drun, dass mir dës Motioun mat ënnerstëtzen, déi d'Madame Loschetter hei déposéiert huet.

Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Madame Frank. Deen nächste Riedner ass den Här Bettel. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions diverses)

■ **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänke kann ech lech net soe wat d'DP vun der Motioun vun der grénger Fraktioun hält, well déi gréng Fraktioun eis net gefrot huet fir se ze ënnerschreiwen an iwwerhaapt net eis Meenung gefrot huet, dofir kann ech lech et net soen. Soulaang mer se net gelies hunn, kënne mer lech et net soen, Madame Loschetter.

(Interruption)

Ech war do!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären,...

(Interruptions)

Madame Loschetter!

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

Also, Madame Loschetter,...

■ **M. le Président.** - Loosst lech net ënnerbriechen.

■ **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wann d'Konzept vum Gender budgeting hei zu Lëtzebuerg nach nei erschénkt, esou...

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

■ **M. le Président.** - Madame Loschetter, Dir kënnt lech d'Wuert

froe wann Der eng Fro un den Här Bettel ze stellen hutt.

(Interruptions diverses)

Här Bettel, d'Madame Loschetter wëllt lech eng Fro stellen.

■ **M. Xavier Bettel (DP).** - Wann et mam Sujet eppes ze dinn huet. Wann et awer net mam Sujet eppes ze dinn huet, géif ech d'Madame Loschetter bidden...

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

■ **M. le Président.** - Här Bettel, fuert wann ech gelift virun.

■ **M. Xavier Bettel (DP).** - Also, Här President, Dir Dammen an Dir...

■ **M. le Président.** - Den Här Bettel huet d'Wuert, Madame Loschetter. Frot lech duerno d'Wuert wann ech gelift.

■ **M. Xavier Bettel (DP).** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wann d'Konzept vun Gender budgeting hei zu Lëtzebuerg nach nei erschénkt, esou ass dat awer eng Mesure, déi an anere Länner schonns laang funktionéiert. Effektiv gouf den Gender budgeting schonns virun iwwer 20 Joer an Australien ageféiert, an eng ganz Retsch vu Länner weltwäit analyséieren haut den Impact, deen hire Statsbudget op d'Geschlechter huet.

Dës Entwécklung ass verständlech, wann ee bedenkt, dass dësen Gender budgeting eng Virbereedung ass, fir dass ee Stat eng Politik vum Gender mainstreaming ka bedriewen. Den Gender budgeting ass näischt anescht wéi eng geschlechterdifferenziert Analys vum Statsbudget. Den Hannergedanken ass fir d'Ressourcen, déi de Stat senge Bierger zur Verfügung stellt, méi gerecht téschent Mann a Fra ze verdeelen.

Dës ass nëmme méiglech wa mir d'Auswirkungen analyséieren, déi d'öffentlech Recetten an d'Ausgaben op d'Ongläichheeten téschent Fraen a Männer hunn. Mä den Gender budgeting bleift net do stoen. An dëser Analys ginn och d'Auswierkunge vum Statsbudget méi spezifesch no de sozialen a wirtschaftleche Liewenslage vun den ënnerschiddleche Gruppe vu Fraen a Männer ventiléiert. Et ass da méiglech fir dës Auswierkunge genee ze verstoen, fir d'Prioritéiten ze veränneren an d'Mittelen ëmzverdeelen, fir e geschlechtssensibelen a gerechte Budget opzestellen.

Deemno hëlleft den Gender budgeting also, d'Strategie vum Gender mainstreaming am Beräich vun der Haushaltspolitik ëmzesetzen. An och op europäeschem Niveau si schonns konkret Mesurë geholl ginn, fir den Gender budgeting ze entwéckelen, an anzeféieren.

Ech wëll hei net an den Detail goen - well ech och keng Zäit hunn -, wat gemaach ginn ass a wéi et op europäeschem Niveau op jidde Fall ënnerstëtzt ginn ass.

Dës Regierung huet an hirem Accord de coalition stoen, dass se sech fir den Gender mainstreaming asetzt. Wéi ech erkläert hunn, ass dat nëmme méiglech, wa mir eis och hei zu Lëtzebuerg méi konkret Gedanken iwwert den Gender budgeting maachen. Ech kann och hei net an den Detail goen, wéi een den Gender budgeting kann applizéieren. Esou kann en zum Beispill bei den Dépensen oder bei de Recetten am Allgemengen, awer och a gewësse Beräicher vum Budget gekuckt ginn.

Et schénkt awer och esou, dass den Gender budgeting eng Rei vu Mesurë virgesäit, mat deem de Budget kann op Gläichstellung zwëschent de Geschlechter iwwerpräift ginn. Den Gender budgeting ass an eisen Aen e komplexe Projet. Net all Voleté vum Statsbudget kënne elo direkt an enger éischter Phas ofgedeckt ginn.

Ech mengen, a meng Partei och, dass et dofir wichtig ass, fir esou eng differenziert Budgetpolitik mol op e puer Domäner ze limitéieren. Ech kommen natierlech och net derlaanscht fir ze soen, dass et schued ass, dass d'Kommissioun vun der Égalité des chances net bestoe bliwwen ass an dass se elo mat der Familljekommissioun, wou Jugend, den Troisième âge an d'Égalité des chances, zesummen ass, well et wier jo eng Kommissioun gewiescht, déi wierklech sech hätt kënnen drop konzentréieren, fir esou e Budget screening ze maachen.

Ech soen lech op jidde Fall Merci fir Är Opmierksamkeet.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Bettel. D'Madame Loschetter hat aacht Minutte geschwat, se huet nach zwou Minutten Zäit. Madame Loschetter.

■ **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Ech wollt just ganz kuerz Stellung huelen, well ech jo net wëll als eng Ligenesch hei duergestallt ginn. Esou datt ech gäre géing soen, datt mir leider d'DP net konnten, net wollt froe fir déi Motioun mat ze ënnerschreiwen, well d'Representanté vun der DP eigentlech ni méi wéi 15 Minutten an enger Chancégläichheetskommissioun sinn, ënner anerem och net an där vu virun dräi Deeg, wou mir iwwer zwou Stonne laang iwwert d'Déclaration ministérielle, iwwer „Peking + 10“, iwwert den Gender mainstreaming an iwwert den Gender budgeting geschwat hunn.

Et ass schwéier eng Ënnerschrëft op eng Motioun ze froe vu Leit, déi net informéiert sinn a wou mer keen Exchange haten, wou mer eigentlech net kënnen wëssen, wat se dovunner halen.

■ **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, wann Der erlaabt, ganz kuerz. Et sinn zwou Kommissiounen elo gewiescht. Déi eng, dat woren dräi Kommissiounen, wou ech Member sinn, zur selwechter Zäit. Ech ka mech dach net an dräi deelen, sorry. Dat ass déi éischte Saach.

An déi zweet Saach ass: Gëschter hunn ech mech bei der Madame President offiziell entschëllegt, well ech e Fall hat, justement vun enger Violence domestique a wou ech, wou mer dat Ganzt driwwer diskutéiert hunn, a wou ech carrément vun lech jo nach alleguerte gesot krot: Gutt, dat ass awer wierklech eng valabel Excuse.

Wann Der haut scho vergiess hutt, wat Der gëschter gesot hutt, dofir kann ech net.

■ **M. le Président.** - D'Madame Frank nach, an da schlësse mer dee klengen Incident of.

■ **Mme Marie-Josée Frank (CSV).** - Ech muss mech awer de Wieder vun der Madame Loschetter uschlëssen, well net nëmme gëschter, mä och an där letzter Zäit war ganz oft d'DP duerch nëmme ganz kuerz an der Kommissioun present an dat bedauere mir eben.

■ **M. le Président.** - Domadder ass dat ofgeschloss. D'Madame Err huet d'Wuert. Madame Err, wann ech gelift.

■ **Mme Lydie Err (LSAP).** - Merci, Här President. Ech bedauere virun allem, dass, och wa mer vu Problemer oder vun Aspekter vu Gläichheet zwëschent de Geschlechter schwätzen, mer nach ëmmer vun der Familljekommissioun schwätzen. Och wa mer keng spezifesch Egalitéitskommissioun méi hunn, wier ech de Kolleegen an de Kolleginnen heibane verbonne fir d'Kand mam Numm ze nennen.

Meng Fraktiounskolleegin Vera Spautz huet gëschter der Chancégläichheitsministesch eng Fro iwwert den Gender mainstreaming gestallt. Et ass och dofir normal,

dass net eleng de Budgetsminister, mä och d'Egalitéitsministesch hei sëtzt fir zu dëser Problematik Stellung ze huelen.

Et ass nämlech somme toute, an dat geet och aus deene Riede vun deene Kollegen a Kolleginne vir-drin ervir, am Fong datselwecht wéi den Gender mainstreaming, et ass just applizéiert méi prezis op d'Budgetsprozedur.

No all deem, wat gesot ginn ass, hunn ech e bësse gesënnert a mengen Notizen an ech wëll mol probéieren, éischens ze definéieren, wat et ass, a wa méiglech dem Aly Jaerling op Lëtzebuergesch, well hien och gär géing verstoen, em wat et geet.

(Hilarité)

Ech hunn also du probéiert dat esou ze erklären. Also op Lëtzebuergesch mengen ech kënnt ee soen, dass et sech dobäi handelt em eng geschlechterspezifesch Budgetpolitik, an zwar net nëmmen, wat d'Previsiounen, mä och wat d'Fixatioun vun den Zifferen, an dréttens wat d'Exécutioun vum Budget ubelaangt.

Geet dat esou, Här Jaerling, op Lëtzebuergesch?

■ M. Aly Jaerling (ADR).- Ech hu bal alles verstan!

■ Mme Lydie Err (LSAP).- Très bien.

Et ass och, wéi - ech mengen - d'Madame Loschetter gesot huet, net eng quantitativ Approche oder Emännierung oder eng Perspektiv vun der Budgetpolitik, mä eng qualitativ. Dat heescht also och, dass hei net fraespezifesch Budgeten opgestallt ginn, mä dass eng fraespezifesch oder eng egalitéitspezifesch Optik a sämtlech Prozedur vun der Budgetpolitik erageet.

Ech soen Iech duerfir vläicht ee Beispill, wat vill Wieder eventuell iwwerflësseg mécht. Et ass relativ kloer, dass mir hei zu Lëtzebuerg - elo muss ech oppassen, wéi ech mech ausdrécken - manner Fussballsterrainen net genuch hu wéi Crêchen. Dat ass sécherlech keen Zoufall. Wann ee géif, ouni elo wëllen zu deenen zwee en Zesammenhang virzestellen,...

(Interruptions)

...gétt et domadder kloer, dass déi Décisiounen, déi e budgetpolitischen Impakt hunn, eng aner Wirkung hunn op d'Bénéficiairen, jee nodeem ob et sech em Fraen oder Männer handelt. Do kann een elo natierlech lästere iwwer de Begrëff u sech, an et kann een et och net verstoe wëllen, mä een dee wëllt, dee kann op jidde Fall elo net méi behaupten, dass, egal wat an engem Budget steet, dat net differenziert Effekter hätt, jee nodeem ob et sech em Männer oder Fraen handelt.

Et ass also duerfir och wichteg, zwee Prinzipien oder dräi Prinzipien aus dëser geschlechterspezifischer Budgetsprozedur ze ënnersträichen. Éischens ass se méi neutral, net nëmme wat d'Politik ubelaangt, mä och wat d'Differenzen tësche Männer a Fraen ubelaangt, mä si bréngt och méi Transparenz mat sech a si mécht et méi einfach ze verstoen, wou sech dann d'Politik an och besonnesch d'Egalitéitspolitik an de Chifferen am Budget verstoppt.

D'Objektiver vun dëser Budgetpolitik kann ee soen, sinn der dräi. Et gétt am Fong doduerjer méi transparent, wou d'Effekter an den Zifferen ze siche sinn. Et mécht och méi einfach méiglech, déi speziell Besoiné vun ënnerprivilegierte Gruppen aus der Bevëlkerung ze respektéieren. Et mécht et méi einfach fir ze verstoen, wéi de System funktionéiert, an et mécht et natierlech och vill méi einfach ze evaluéieren, wat dann nom Budget passéiert ass.

D'Voraussetzungen dovunner si menger Meenung no - an dat wier

mä véierte Punkt - éischens d'Wëssen, zweetens d'Kënnen an dréttens de Wëllen. Beim Wësse mengen ech, dass et do zu Lëtzebuerg nach u munchem feelt, net un der Theorie, well dat ass eng Saach, déi kann ee sech uneeignen, andeem een dräi Bicher iwwer eppes liest, mä an der Praxis, wéi ee virgeet, well esou vill Praxisse wéi et gétt an Europa an och op anere Kontinenten, esou sinn d'Prozeduren, wéi virgaange gétt, ëmmer verschidden.

Ech géif duerfir virschloen, dass mer all zesummen, déi mir eis fir déi heiten Approche géifen interesséieren, probéieren eis dat Wëssen unzëeegnen, an zwar net nëmmen an de Cellules de compétence, an do sinn ech mat der Presidentin vun der Chancëgläichheetskommis-sioun net d'accord. Et geet net duer, dass d'Experten an deene Cellules wëssen, wéi et geet. Et geet dréms, dass Dir a mir heibanne genee wëssen, wat mer am Budget proposéiert kréien, a wéi mer och kënnen d'Exécutioun vun deem Budget kontrolléieren. An dat wësse mer de Moment net, dat musse mer also léieren.

Zweetens mussen d'Voraussetzungen erfëllt sinn - an do kënnt der Madame Loschetter hir Motioun drop eraus -, dass mer wëssen, wat d'Donnéen haut sinn, fir këne feststellen a wéi engen Domäner d'Besoiné méi akut si wéi an aneren. Dofir ass dat doten eng Virussetzung, net nëmme fir eis international Obligatiounen ze erfëllen, mä och fir déi geschlechterspezifesch Budgetpolitik duerchzusetzen.

Dréttens ass de Wëllen. Natierlech net nëmmen den technesch Wëllen, mä de politesch Wëllen, deen ass och wat Lëtzebuerg ubelaangt x-mol ausgedréckt ginn, an zwar an der Plattform vu Peking, déi mer matgedroen hunn, an de Millennium goals, deem dréiten, deen d'Egalitéit zwëschen de Männer an de Fraen ustriert an deen och den Gender mainstreaming als Instrument gesäit.

Den Ausseminister huet op der Konferenz vun eiser Chancëgläichheetskommis-sioun uganks Februar sech och formell ausgeschat fir dese System, esou dass et um politesch Wëllen op jidde Fall um Pabeier an a Wieder bis elo net feelt. Et feelt vläicht dann nach just um prakteschen Know-how. Duerfir zum Schluss e puer Inspirations-sources fir déi Leit, déi sech wëllen domadder ausernee setzen.

Et gétt vun der UIP, der Union Inter-parlementaire...

■ M. le Président.- Madame Err, Dir misst zum Schluss kommen.

■ Mme Lydie Err (LSAP).- Jo, mä ech hunn nach e puer Minutten Zäit, well ech an engens zu der Motioun schwätzen, déi d'Madame Loschetter eraginn huet, an eise Statuten no hunn ech duerfir nach fënnf Minutten. Ech wëll déi net ausschöpfen, mä ech wëll mäi Saz awer faerdeg maachen, Här President.

■ M. le Président.- Dir hutt Recht. Profitéiert vun Ärem Recht, Madame Err.

(Interruptions et hilarité)

■ Mme Lydie Err (LSAP).- Also éischens, et gétt och ausser dem Guide vun der UIP, dem Guide Numero sechs, also deem, deen en Handbuch ass fir Parlamentarier wéi se kënnen an dëser Matière virgoen, e praktesche Guide vun der Unifem. Et gétt e Rapport vun Europaparlament an et gétt Expertinewëssen, well et si meeschtens Expertinnen, déi an deem Rayon schaffen, vum Conseil de l'Europe. Esou dass praktesch ausser deenen Erfahrungen, déi hei schonn ugeschwat gi sinn an op déi ech net méi wëll zrëckkommen, d'Theorie op jidde Fall, de Wëlle schéngt jo hei ze bestoen, d'Kënnen exis-

téiert a beim politesch Wëlle gi mer dovunner jo aus, dass en existéiert, soss kéint jo och net den Gender mainstreaming am Koalitionsprogramm stoen.

Ech soen Iech Merci.

■ Plusieurs voix.- Très bien!

■ M. le Président.- Merci, Madame Err. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

(Brouhaha général)

■ M. Aly Jaerling (ADR).- Spézi Ar Oueren! Här President, Gender budgeting gétt méttlerweil als internationale Begrëff fir geschlechtergerecht Budgetpolitik gebraucht. Den Gender budgeting ass a sech d'Kärstéck vum Gender mainstreaming, dee scho vu menge Virriedner hei erwähnt ginn ass, esou dass ech net méi extra dorop brauch anzegoen. Mat Hëllef vum Gender budgeting kënnen déi ënnerschiddlech Auswierkung vum den öffentleche Recetten an Dépenses op Fraen a Männer am Allgemengen definéiert ginn. Awer den Gender budgeting kann och no sozialen a wirtschaftleche Lie-wenslagen ze ënnerscheidende Gruppe vu Fraen a Männer erméitelen a kucken, wéi de Budget sech op déi besonnesch Gruppen auswirkt.

E Budget ass an der Regel geprägt duerch déi aktuell politesch Prioritéiten. D'Fro, déi sech stellt, ass, ob ee sech op geschlechterspezifesch Problemer beschränke soll oder aner Gruppen, déi ze kuerz kommen, och soll mat aschleissen. D'Fraen hu sech am Laf vun de Joren, wou se sech intensiv fir hir Rechter agesat hunn, staark Lobbygruppen zougeluecht. Et gétt awer aner Randgruppen an eiser Gesellschaft, déi net esou staark...

(Interruptions diverses)

■ M. le Président.- Här Jaerling, loosst Iech net duerjernee bréngen.

■ M. Aly Jaerling (ADR).- Ech hu gesot aner Randgruppen, dann hunn ech aner Randgruppe gemengt, dann hunn ech net Frae gemengt.

(Interruptions diverses)

Wann Der mech wann ech gelift ausschwätze géift loosse! Ech hu jo och hei missen nolauschten, well ech hu scho bal dofir, dass ech déi Recherche hei gemaach hunn, en Doktertittel verdéngt.

(Hilarité)

Also wann ech gelift, et ass scho schwéier genuch esou, gell.

(Interruption)

Jo, Här Bausch, ech ginn dat och zou.

Wann ech vu Randgruppe schwätzen, da soll dat net negativ opgeholl ginn.

Als Beispill kann een d'Nerveklinik vun Ettelbréck huelen, iwwert déi mer jo gëschter hei geschwat hunn, an an déi während Joren näischt investéiert ginn ass. Dat ass eng Randgrupp vu Leit, déi keng Lobbygrupp hunn, an déi och an de budgetären Décisiounen jorelaang vernoléisseg gi sinn. Bei méi Transparenz beim Budget hätt dës Vernoléissegung zum Beispill kënn festgestallt ginn.

Här President, eng starker Verpflichtung fir méi genee ze kucken an ze analyséieren an e Sichtbarmaache vun den Ongläichheiten an eiser Gesellschaft ze erwierke wär also net vu Muttwëll. An et gétt och méi wéi ee Grond fir d'Noutwendegkeet fir geschlechterspezifesch Budgetanalysen anzeféieren.

Ee vun de Grënn, déi opgefouert ginn, ass, dass och wa vill iwwer

Gläichberechtigung geschwat gétt, d'Ressource fir déi Iddien ëmsetzen awer net ausräichend sinn. Eis Budgeté gi vu Joer zu Joer iwwerholl an et ass schwéier nei Annerungen dran ze integréieren, zemoos wa se mat fortschrëtlechen Iddien verbonne sinn. Den Gender budgeting, eng nei Method also, hëlleft vläicht nei Weeër an der Budgetpolitik ze fannen a Saachen am Budget ze gesinn, déi ëmmer iwwersi gi sinn, well Joer fir Joer de Budget vun deem Joer vir-dru bal integral kopéiert gétt.

Een neien Usazpunkt kann also nei Iddien bréngen an en traditionelle Kader sprengen. Opgepasst muss just ginn, dass et net zur Verfestigung vu Rolleclichetë kënnt. Eng geschlechterdifferenziert Analys géif e Budget méi transparent maachen a se kënnt och op ökonomesch Entscheedungen opmierksam maachen. Well wann een an eppes investéiert, kann een net esou vill an eppes anescht investéieren, an do sinn déi Froen, déi mer musse klären.

Woufir ginn d'Frae benodelegt? Woufir ginn am Budget déi eng oder aner Prioritéite gesat, ouni dass kloer definéiert gétt firwat? Woufir gétt net méi wäit gekuckt wéi de geschlechtlech differenziert Analys? Woufir dauert zum Beispill d'Psychiatrie-Reform esou laang? Emitter méi Mënsche si be-traff, déi och a schlechte Konditioune lieue mussen. Woufir goufen e Pei-Musée, eng Coque, Konzert-hal, Rockhal, etc. virgezunn, anstatt fir d'éischt an de Mënsch ze investéieren?

D'Investitioun an esou Bauten ass och vläicht noutwendeg an ech wëll och net hei d'Kultur géint aner Investiitiounen ausspillen, mä wann eng Analys weist, dass ëmmer nees Décisiounen en faveur vun esou Baute falen, an net zum Beispill prioritär en faveur vu psychesch gestéierte Mënschen oder aner benodelegte Mënschen, dann huet dës Gesellschaft an hir Politik wiereklech e grouse Problem.

Här President, wat kënnt sech duerch den Gender budgeting änneren? Mir kënnen eis zum Beispill en Iwwerbléck verschafen iwwert déi ökonomesch Bedeitung vun der onbezuelter Aarbecht an emol hir Plus-waalen, déi se eiser Gesellschaft bréngen, chiffriéieren. Dorënner falen d'Erzëiung vu Kanner an d'Betreiung vu Fleegefall, awer och aner bénévolé Asätz am Sozialberäich.

Zum Beispill ass d'Mammerent als Unerkennung vun der onbezuelter Aarbecht vun der Kannererzëiung zougestane ginn. Als ADR gesi mer awer méi wäit a fuerderen, dass d'Hausfraenaarbecht, verbonne mat der Kannererzëiung, eng direkt finanziell Unerkennung krit, fir datt d'Fraen, déi sech der Erzëiung vun hire Kanner widmen, sech selwer iwwert dee Wee kënn Pensionsrechter erschaffen.

Här President, an Dänemark goufen zum Beispill am Kader vun Gender mainstreaming Moossname virgestallt, déi virun allem Randgruppen aus der Bevëlkerung an eeler Mënsche viséieren. Dës Beispill weist, dass mer och kënnen decidéieren, wou eis Schwéierpunkte leien.

Den Gender budgeting ass eng nei Analys vum Budget. Ech sinn iwwerzeegt, dass dës Analys sech awer net nëmmen duerf op Frae konzentréieren.

Wéi steet et zum Beispill em déi sozial Schwaach an eiser Gesellschaft, där mer ëmmer méi kréien an domadder och ëmmer méi sozial schwaach Fraen. D'PISA-Etüd huet bewisen, dass d'Ausbildung besonnesch bei deene sozial Schwaachen net optimal ass, an do besteet keng Differenz tëschent Lëtzeburger oder Netlëtzeburger, respektiv tësche Meedercher oder Jongen.

Mir duerfen eis also net nëmmen op eng Zilgrupp konzentréieren, mä sollen de Problem vum sozialen

Noutstand an den Ongerechtegkeete global ugoen. Dat ass fir eis als ADR eng Prioritéit wou mer déi néideg budgetär Mëttele brauchen. Zougéhéieregkeet zu engem Geschlecht beaflosst opgrond vun der soziokultureller Prägung vläicht Liewensméiglechkeeten, de berufleche Status, d'sozial Bezéiung an och vläicht d'gesellschaftlech Positioun.

■ M. le Président.- Här Jaerling!

■ M. Aly Jaerling (ADR).- Ech géif mer dann datselwecht Recht huele wéi d'Madame Err an ech géif dann och zu der Motioun schwätzen.

■ M. le Président.- D'Madame Err war a siwe Minutte faerdeg, Dir hutt dann nach 18 Sekonnen.

■ M. Aly Jaerling (ADR).- Majo, ech hunn awer keng siwe Minutten.

■ M. le Président.- Ma eben, Dir hutt sechs Minutten a fofzeg Sekonnen.

■ M. Aly Jaerling (ADR).- Ech huele mer dann nach déi zwou Minutten zur Motioun, an da sinn ech faerdeg.

(Brouhaha général)

■ M. le Président.- Här Jaerling, haalt Iech un d'Regelen, wann ech gelift.

■ M. Aly Jaerling (ADR).- Jo, et ass erstaunlech, wéi d'Regelen änneren, wann den ADR schwätzt.

(Brouhaha général)

D'Zougéhéieregkeet zu engem Geschlecht beaflosst opgrond vun der sozialer kultureller Prägung vläicht d'Liewensméiglechkeeten, de berufleche Status, d'sozial Bezéiung an och vläicht d'gesellschaftlech Positioun. Se beaflosst awer nëmme bedingt de sozialen Noutstand.

(Interruptions diverses)

Ech sinn domat d'accord, dass d'Gläichberechtigung tëschent Mann a Fra eng gewësse Prioritéit soll hunn. Menger Usicht no ass d'Gläichberechtigung tëschent sozial Schwaachen a sozial Staarken awer méi e prioritäre Problem, dee mer léise mussen. Well, wa mer déi Zesammenhäng vergiesen, da kënnen déi verkéiert Moossname geholl ginn.

Här President, fir den Zougang zu enger Gender...

■ M. le Président.- Här Jaerling, wann ech gelift, kommt zum Schluss.

■ M. Aly Jaerling (ADR).- Ech kommen och zum Schluss, et dauert just e bëssen.

■ M. le Président.- Da misst Der ophalen, zum Schluss kommen, éischter ophalen.

(Brouhaha général)

■ M. Aly Jaerling (ADR).- Bon, da géif ech da Stellung huelen zu der Motioun, gell, et ass kee Problem. Éischens mol wëll ech hei matdeelen...

■ M. le Président.- Här Jaerling, Dir misst d'Tribün verloossen! Ech bieden Iech d'Tribün ze verloossen!

■ M. Aly Jaerling (ADR).- Ech kann awer zur Motioun Stellung huelen. Da loosst mech dach schwätzen!

■ M. Ben Fayot (LSAP).- Wat huet dat da fir ee Sënn, wa mer en Ordre du jour maachen, mat Zäiten an onsem Reglement, a se ginn net agehalen. Si gi refuséiert, vun engem Deputéierten agehalen ze ginn!

■ M. Aly Jaerling (ADR).- Här Fayot, ech wäert Iech deemnächst

dorunner erënnere. Ech daerf dach hei zu der Motioun schwätzen!

■ **M. Gast Gibéryen (ADR).** - D'Madame Err huet och gefrot, fir méi Zäit ze kréien.

■ **M. Aly Jaerling (ADR).** - Ech schwätzen elo just nach zu der...

(Interruptions)

Mat der Motioun sinn ech an enger Minut fäerdeg.

■ **M. Ben Fayot (LSAP).** - Also, Här Gibéryen, ech fannen dat e staarkt Stéck, dass Dir als Fraktiounspräsident dat och nach ënnerstézt!

■ **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President, ech wëll soen, dass den Här Fayot da vergiess huet, dass seng Kolleege, d'Madame Err, och déi Zäit gefrot huet.

■ **M. Aly Jaerling (ADR).** - Ech wäert lech deemnächst dorun erënnere, Här Fayot.

■ **Une voix.** - Très bien.

(Interruptions diverses et hilarité)

■ **M. le Président.** - Domat huet d'Regierung d'Wuert, d'Diskussion ass ofgeschloss.

■ **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de l'Égalité des chances.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géing fir d'éischt wëllen der Madame Loschetter Merci soe fir hir Stellungnahm an iwwerhaapt och d'Ufro zu dem Gender-Budget. De Minister Luc Frieden hätt gare gehat, dass dat och géif op Maarnech iwwersetzen, dees sinn ech awer net mächtig. Also, ech fannen och, dass et kee gudden Ausdruck ass, mä ech kann en awer och net iwwersetzen.

Ech soen lech Merci, wéi gesot, fir Är Stellungnahm an och fir d'Explikatioun, och vun deenen anere Riednerinnen a Riedner, well ech denken, dass awer fir vill Leit elo méi kloer ass, wat dat heescht, wéi et virauser wor.

Ech sinn och frou, dass de Luc Frieden de Mëtteg hei bei eis ass, fir och ze héieren, wat dann Är Virschléi alleguete sinn a fir och ze kucken, wéi mer dat do kënnen an d'Regierungsarbecht mat erabrëngen, a wou en dat och wëllt hëllef ënnerstézen.

D'Tatsaach, dass Männer a Fraen dacks nach ënnerschiddlech Rollen an Aufgaben hunn, hat och selbstverständlech eng direkt Auswirkung op den Zougang zu de Ressourcen an och d'Kontroll vun deenen. D'Analys nom Genre ass eng Method fir Informatiounen ze sammelen, ze analyséieren an ze evaluéieren no dem Geschlecht.

D'Zil ass zu all Moment vun der Konzeptioun, der Ausféierung, dem Suivi an der Evaluatioun vu politeschen, ekonomeschen a sozialen Décisiounen, zum Beispill bei Gesetzer, Reglementer, Programmer oder och selbstverständlech beim Budget, feststellen, wat d'Auswirkungen op Männer a Frae sinn, an dann och deem Rechnung ze droen, dass deen een an deen aneren dovunner d'selwecht profitéiert.

Den Gender-Budget oder de Budget sexospécifique ass eng Exigence aus der Plattform vu Peking an et soll evaluéiert ginn, wat d'Einnahmen an d'Ausgabe vum Budget fir Auswirkungen op d'Fraen hunn. D'Zil ass d'Effektivitéit ze verbessere, fir des Gläichheet zwëschen Männer a Fraen ze errechen.

D'Initiatives Budget genre besti säit 20 Joer a si kënnen vun de Regierungen, awer och vun der Société civile oder och a Partnerschaft mat deenen zwee realiséiert ginn.

D'Gender-Budget mëachen eng Referenz op verschidde Prozesser a Methoden, déi probéieren den Impakt vun dem Budget, beson-

nesch den Nationalbudgeten, op verschidde Gruppe vu Männer a Fraen an der Gesellschaft an an der Economie feststellen.

Et si keng separat Budgeté fir Fraen. De Budget gëtt net Kredit fir Kredit opgespléckt, fir wéi vill Geld deen een an deen anere géing kréien. Et ass also net, wann eng Strooss gebaut gëtt, op där rechter Säit oder op där lénker Säit, d'Männer oder d'Frae solle fueren, a wéi vill dass et fir deen een a fir den aneren ausmécht.

Et geet drëm fir och ze kucken a Programmen, déi realiséiert goufen, wat fir eng Auswirkungen dat huet. An ech géing lech vläicht just ee Saz liesen aus dem Préambule vun dem franséische Rapport, dem „Jaune budgétaire“, wéi si dat nennen Dee vun 2002 seet: «Les crédits recensés correspondent essentiellement au financement, d'une part, d'actions spécifiques destinées aux femmes, qu'il est apparu nécessaire de mettre en place afin de pallier les inégalités de traitement constatées entre les hommes et les femmes, et d'autre part, d'actions de sensibilisation ou de formation des décideurs et des acteurs à la prise en compte de la dimension de l'égalité des chances.»

Dir gesitt also, wat dat an deem heite Fall, bei de Fransousen an deem dote Budget fir 2002 bedeit huet. Mëttlerweil denken ech, dass se dat och op aner Gebidder ausgeweit hunn.

Bei deene verschiddeenen europäesche Länner, wou deeser Initiative geholl goufen, dat ass zum Beispill a Belgien, Irland, Schweden, Frankräich, England, do hunn ech bis elo kee Land fonnt, wat integral den Gender-Budget agefouert hätt an allen Dimensionen vum sengem Budget. Ech muss awer och soen, dass d'Zäit mer ze kuerz war fir dat och iwwerall kënnen nokucken ze goen.

Dat heescht elo net, dass dat onbedéngt méi Geld muss kaschten. Heiansdo hunn d'Leit jo dat Gefill, wann een elo seet, et ass en Gender-Budget, dass da méi Suen do mussen erauskommen. Mä et ass elo grad gesot ginn, et ass och dacks sou, dass d'Transferten anescht mussen gemaach ginn. Woubäi ech net wëll soen, dass dat net ëmmer gradesou schmärerhaft ka sinn, wéi wann ee méi Sue muss fir eppes zur Verfügung stellen, well da muss een eventuell engem aneren se ewechhuelen, wat sécher net bei deem zu grousser Begeescherung féiert.

Mir hunn an der Deklaratioun vu Lëtzebuerg stoen, dass ass vun där Konferenz, vun där geschwat gouf: «(...) d'identifier les processus et les instruments qui permettent une meilleure responsabilité pour aborder les questions d'égalité entre les femmes et les hommes; de développer des méthodes et des instruments d'intégration de la dimension de genre, notamment l'établissement des budgets publics selon la perspective de genre, l'audit selon le genre et les évaluations de l'impact selon le genre (...); de continuer à améliorer le recueil, la compilation et la propagation de données ventilées par sexe fiables, précises et comparables; de définir des objectifs dans le temps et les mettre progressivement à jour (...)» - an da selbstverständlech och - «de contrôler les progrès (...)».

Dir gesitt also, dass an där Deklaratioun dran och déi verschidde Weeër eigentlech gezechent sinn. Verschidde Aarbechtsinstrumenter gi gebraucht fir de Budget ze analyséieren, wéi zum Beispill eng Estimatioun vun der Politik, déi dem Genre Rechnung dréit, iwwer Interviewe mat Männer a mat Fraen, fir ze kucken, ob déi Programmer oder och déi Services, déi fir si bestinn, och vun hinnen emfonnt ginn als dat, wat se brauchen, an emfonnt ginn och als richteg Prioritéit.

Ech denken zum Beispill un d'Crëchen, ob déi zu deenen Zäiten op sinn, zu deenen d'Leit se brauchen. Ech denken dorun, ob d'Crëchen zum Beispill deem Präis entsprechen an där Prioritéit, déi d'Leit hunn, fir einfach emol ze gesinn, wat dat konkret heescht. Mir stellen eis ënnert deem Budget du genre eppes Onwahrscheinlech vir an dofir hu mer eng gutt Ausried, mä ech mengen, et muss ee mol einfach a konkrete Beispiller och gesinn, wat dat eigentlich bedeit.

Da soll awer och evaluéiert ginn, wat de Bénéfice ass, dee gemaach gëtt an dee lo opgeschlësselt gëtt no dem Genre. Wichtig ass, fir eng ekonomesch Impaktstudie iwwert déi öffentlech Ausgaben detailléiert ze maachen no dem Genre. Do kënt natierlech dran d'Croissance, den Emploi, de Chômage an alles, wat dozou gehéiert an eng Steieranlys opgeschlësselt nom Genre, fir och do ze gesinn, wat fir eng Auswirkungen dat dann op Männer an op Fraen huet.

Da gëtt et nach eng aner Zort vu Budget, an dat ass den Zäitbudget. Do geet et besonnesch och drëm fir ze kucken, wat dat d'Zäit fir d'Arbecht ass, déi doheem an der Famill vu Männer a vu Frae gemaach gëtt, a besonnesch em déi onbezuelten Aarbecht, vun där elo grad och hei geschwat ginn ass.

Ech géing lech vläicht just zwee Beispiller och wëllen nennen aus dem Ausland, fir och ze weisen, wat fir eng Auswirkungen déi politesch Décisiounen hunn. An England gouf et zum Beispill eng ONG, déi heescht Femmes et Budget, beziehungsweise heescht se ganz bestëmmt net Femmes et Budget, mä déi heescht vum Engleschen iwwersat esou, mä déi huet virun allem d'TVA analyséiert an hir Auswirkungen op d'Fraen an deene Stéit, déi net vill Suen hunn. D'TVA, déi bekanntlech eng direkt Steuer ass an och op der Consommation läit, mécht am englesche Budget 30% aus.

D'Resultater vun där Analys hu bewisen, dass d'Fraen als Gestionnaire vun de Stéit besonnesch vill an disproportionéiert TVA géinge bezeue vis-à-vis vun de Männer. An déi ONG huet d'Regierung iwwerzeegt kritt fir d'TVA op verschidde Produkte, déi déi am meeschte gebraucht géifen an déi néideg sinn, och erfesetzen.

Een anert Beispill ass d'Banque mondiale, déi eng Analys iwwert d'öffentlech Ausgaben am Ghana gemaach huet an do besonnesch an der Education. Do hu se festgestallt, dass d'Meedercher 45% vun de Subventiounen kréien am Primärunterricht, hir Participatioun awer bei 65% läit. Dir gesitt also, dass een Dréttel méi Meedercher do si wéi Subventiounen eigentlech fir si zur Verfügung gestallt ginn.

Den Gender-Budget ass en Instrument. Mä mir brauche fir dat emsetze Statistiken a ville Beräicher, déi mer bis elo awer net hunn. Mir brauchen Indicateure fir ze moosen, wou a wéi grouss d'Fortschrëtt an der Gläichheet zwëschen Männer a Frae sinn, an dat esougutt op nationalem wéi op EU-Niveau.

Mir brauchen den Gender mainstreaming an de Ministère, fir vum Ufank bis zum Enn Gesetzer op hir Gläichbehandlung vu Fra a Mann ze evaluéieren an ze kontrolléieren, well e Scheedungsgesetz huet aner Auswirkungen op Frae wéi op Männer. Eng Steuerreform huet aner Auswirkungen op Frae wéi op Männer. Eng Pensiounsreform huet aner Auswirkungen op Frae wéi op Männer. Den RMG huet aner Auswirkungen op Frae wéi op Männer.

Dir gesitt also, ech kënt virufieren an domadder wollt ech och weisen, dass den Gender-Budget an den Gender mainstreaming net nëmmen eng Affär vum Budgets- a Finanzminister sinn, mä se sinn eng Affär vun der ganzer Regierung a se sinn iwwergräifend, a jidderee muss sech och domadder ausernee setzen.

Ech wëll awer och hei net verheemlechen, dass ech mengen, dass nach vill Iwwerzeegungsaarbecht misst gemaach ginn an de Ministère an och an de Verwaltungen bis mer dat errecht hätten. Mir brauchen also Studien an Analysen a Statistiken fir iwwerhaapt kënnen d'Basis ze hunn, fir deen Gender-Budget auszeféieren.

Bei der Regierungsbildung ass och iwwert den Gender-Budget diskutéiert ginn. Mä et ass net zréckbehale ginn, dass mer e géingen an d'Regierungserklärung draschreien, well d'Meenung do war, mir kréichen dat grousst Wierk net esou séier, dass heescht an enger Legislaturperiode, ganz emgesat.

De Minister Frieden ass bereet ze studéieren, wéi een den Gender-Budget kënt aféieren, a besonnesch och mat Projet-piloten a spezielle Beräicher mol ze kucken, wéi een dat kënt realiséieren.

Sécher ass d'Diskussion vun de Mëtteg ze kuerz fir definitiv Konklusionen ze zéien. Wann et de Wonsch vun der Chamber ass, géing ech mech gären engagéieren ze kucken, ob mer och géingen am Ausland Spezialisten a Spezialistinne fannen, fir mol op Lëtzebuerg ze kommen an d'Chamberskommissionen - an da wier et och gutt, wann d'Leit vun dem Budget an de Finanzen derbäi wieren -, fir och ze héieren an ze gesinn, wéi dat an anere Länner funktionéiert.

Ech denken och, dass et wichtig wier de Leit dobaussen d'Méiglechkeet ze gi sech doriwwer ze informéieren, well et ass e wichtegt Instrument, wat richtig muss agesat ginn an op dat ee sech also och muss richtig virbereeden. Dofir sollte mer och virufuere fir Informatiounen an Dokumenter ze échangéieren an och eventuell an der Kommission - wann dat de Wonsch ass - an an de Kommissionen ze diskutéieren. Ech si gare bereet, esouwäit wéi Ären Interesse dofir do ass an esouwäit wéi ech d'Méiglechkeet hunn, fir mat lech an där Fro virunzeschaffen.

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. le Président.** - Merci, Madame Minister. Domat si mer um Enn vun deeser Debatt ukomm.

(Interruption)

Jo. Ech wollt soen, dass mer elo zur Motioun géife kommen, déi déi honorabel Madame Loschetter déposéiert huet. Wëllt nach een d'Wuert froen zu der Motioun? Fir d'éischt huet den Här Grethen d'Wuert.

■ **M. Henri Grethen (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn déi Debatt hei opmierksaamst verfollegt. A besonnesch aus den Ausféierung vun der Madame Minister Jacobs hunn ech elo net eraushéieren, ob si des Motioun als Regierung ka matdroen oder net. Et si wuel d'Madame Marie-Josée Frank an d'Madame Err, déi am Numm vun de Majoritéitsfraktiounen déi Motioun hei ënnerschriwwen hunn.

Mä ech wollt d'Regierung froen, an och besonnesch de Budgets- a Finanzminister, ob d'Regierung wierklech der Chamber kann d'Garantie ginn, dass wann des Motioun haut hei gestëmmt gëtt, dass dat dann och gemaach gëtt, well hei ganz prezis steet, Här President, «à mettre en place les instruments et indicateurs nécessaires».

Ass d'Regierung gewëllt dat elo ze maachen, jo oder nee? Well wa mer sollen hei driwwer ofstëmmen

an et ass just en Exercice de style, wou de Wellen net besteet fir et ze maachen, da misst Der verstoen, dass mer als Fraktioun des Motioun net kënte stëmmen. Mä wann et awer eng Motioun ass, déi suivie d'effet ass, da wäerte mer natierlech eisen Accord ginn.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Grethen. Dann huet den Här Jaerling d'Wuert gefrot.

■ **M. Aly Jaerling (ADR).** - Merci, Här President. Ech wëll kloer soen, dass ech an där Kommission, wou déi Motioun diskutéiert ginn ass, bis zum Schluss do war, dass ech awer net gefrot gi si fir déi Motioun ze ënnerschreien.

Ech soen lech éierlech, ech fannen et aarmséileg, wann hei esou iwwer ee Kommissionskollege hiergefuert gëtt, well deen hei verlaangt, dass en och hätt kënnen gefrot gi fir déi Motioun ze stëmmen. Ech war och bis zum Schluss do an et ass also keng Ursaach gewiescht fir mech net ze froen, fir déi Motioun do ze ënnerschreien, an ech sinn net gefrot ginn. Dat heescht, wann een also sech als Gläichberechtigungsfanatiker esou duerstellt, da muss een dat awer och praktikéieren an alle Beräicher an da muss een och d'Gläichberechtigung téschent de Kolleege an enger Kommission gëlle loosse, egal vu wat fir enger Partei, dass dat ass.

Mä mir hunn awer kee Problem mat där Motioun. Et ass eng Zilsetzung, déi richtig ass, déi mer och ënnerstézen, déi eis vläicht net wäit genuch geet, well mer einfach der Meenung sinn, dass dee Begrëff Gender vläicht misst ersat ginn duerch „equality“ oder „integration“, fir dass e méi wäit geet, fir dass wierklech d'Gläichberechtigung an alle Beräicher an eiser Gesellschaft hiergestallt gëtt. Mä op jidder Fall hu mer kee Problem mat där Motioun a mer wäerten se och ënnerstézen.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Jaerling. Dann huet den Här Bausch d'Wuert gefrot.

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Här President, ech wëll mech elo absolut net méi aloossen op d'Polemik, déi elo hei zum Schluss gefouert ginn ass.

■ **Une voix.** - Wien huet dann ugefaangen?

(Coups de cloche de la Présidence)

■ **M. le Président.** - Da loosse mer elo net nach eng Kéier domat ufänken. Den Här Bausch huet elo d'Wuert.

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Ech wëll just soen, Här President, dass déi gréng Fraktioun, déi d'Demande gemaach huet fir des Heure d'actualité, déi Motioun ausgeschafft huet, an dass et och d'Recht vun der grénger Fraktioun ass fir ze froe wie se wëllt, wien d'Motioun ze ënnerschreien huet.

Als zweete Punkt, Här President, wëll ech lech soen, dass mech e bëssen déi Attitüd erstaunt, déi den Här Grethen hei anhëlt, wann e seet, ech hätt gar vun der Regierung eng verbindlech Ausso, ob se sech dann och un dat hält wat hei an der Motioun gefrot ass. Ech wëll soen, dass ass fir mech, wann ech kucken d'Verfassungsrecht, d'Prerogative vun der Chamber par rapport zu enger Regierung, eng ganz komesch Approche, well fir mech ass et awer relativ evident, dass d'Gesetzer hei gestëmmt ginn an dass der Chamber hire Wellen ze respektéieren ass vun enger Regierung an dass et iwwerhaapt mol net wëll am Prinzip eng Regierung froen ob se d'accord ass oder net mat enger Motioun, déi ech erabrëngen.

Ech ginn dovun aus, wann déi Motioun hei 60 Jo-Stëmme kritt, dann ass d'Regierung gebieden, sech

un de Wonsch vun der Chamber ze halen. Esou verstinn ech de Parlamentarismus, an an deem Sënn mengen ech och, datt et eigentlech relativ kloer ass ëm wat et hei geet. Wann een natierlech eng Excuse sicht fir d'Motioun net wëllen ze stëmmen, da soll een dat soen.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Bausch. Dann ass et un der Regierung, de Budgetminister hält Stellung zu der Motioun.

■ **M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*** - Här President, d'Regierung ka jo opgrond vun der Verfassung zu all Moment schwätzen. Dat zum Éischten. Zum Zweete mengen ech ass et net anormal, wann en Deputéierten, an insbesondere en Deputéierte vun der Opposition, der Regierung hir Meinung freet. Ech wëll mech awer par ailleurs net an dee Sträit tëschent e puer Fraktiounschefen améschen. Mä der Regierung hir Meinung ass gefrot ginn a wann der Regierung hir Meinung gefrot gëtt, da seet d'Regierung hir Meinung gären.

D'Regierung schwätzt zu dësem wéi zu anere Sujetë wéi aus engem Mond. An duerfir ass dat, wat...

■ **Une voix.** - Et mierkt een et net ëmmer.

(Hilarité)

■ **M. le Président.** - Här Minister, entschëllegt d'Ennerbriechung. Fuert weider mat Ären Ausféierungen.

■ **M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*** - Dat war e politesche Kommentar, Här President, deen natierlech géng zu villen Äntwerten Ulass ginn, mä ech bleiwen awer bei dëser Motioun. Ech géng gären der Chamber soen,...

(Interruptions)

...opgrond vun där Fro, déi den Här Grethen gestallt huet, datt mir net d'Schwierigkeete verkenne vun deem Exercice, deen hei gefrot gëtt. An dofir soen ech ganz kloer, datt ech hei net kann, an d'Regierung, dat huet d'Madame Jacobs och gesot, d'Engagement huelen, datt mir d'nächst Joer mat engem Budget kommen, deen, och nëmmen an Deelberäicher, dat heite géng applizéieren.

Dofir kann ech nëmmen nach eng Kéier confirméieren, wat d'Madame Jacobs am Numm vun der Regierung gesot huet, datt mir bereet sinn ze kucken an Deelberäicher vun der Politik, opgrond och vun den Erfahrungen am Ausland, a Pilotprojete mol versichen dat heiten ze applizéieren. Dat ass net nëmme schwierig fir déi politesch Responsabel, mä virun allem fir déi Beamten, déi dat musse maachen. Dofir soen ech hei nach eng Kéier: Ech verkennen absolut net d'Schwierigkeeten. Ech hu laang Gespréicher mat der Finanzinspektioun doriwwer geféiert, déi do gréisste Schwierigkeete gesäit, dat ze maachen - dat wëll ech der Chamber och soen - an datt een duerfir, mengen ech, wat interessant wier, mol d'Experienz am Ausland kuckt.

Dee giele Budget vu Frankräich, d'Madame Jacobs huet proposéiert, datt vläicht deen een oder aneren Expert vum Ausland géng heihinner komme mat der Chamber schwätzen, mä selbstverständlech och mat deenen zoustännege Verwaltungen.

An dann hutt Der zum Schluss héiere vun der Ausso vun der Ministerin vun der Chancéglichheit, datt et sech jo net nëmmen ëm Budgetpolitik bekëmmert, mä ëm d'Politiken, déi selbstverständlech och am Budget hire Reflet fannen. Et ass ënnert deene Limiten an ënnert dem Uerkenntnis vun deene Schwierigkeeten, wou d'Regierung kennt mat dëser Motioun liewen, géng dann d'Chamber dës Motioun stëmmen. Mä dat läit aus-

schliesslech an den Hänn vun der Chamber.

Merci.

■ **M. le Président.** - Voilà. Domat denken ech...

(Interruption)

Madame Loschetter.

■ **Mme Viviane Loschetter (*DÉI GRENG*).** - Ech wollt nach ganz kuerz, well mer nach e puer Sekonnen iwwreg bleiwen, Stellung huelen zu deem wat de Budgetminister gesot huet, well ech awer elo immens frou sinn, datt och de Budgetminister Stellung geholl huet. Ech mengen, dass dat wichteg ass, och par rapport zu deem wat mir haut geschwat hunn, well et huet awer och en Deel mam Budget ze dinn.

Ech sinn absolut, a meng Fraktioun och, d'accord, dass et nach laang net einfach ass, datt et och schwéier wäert ginn, och fir d'Beamten. Esou dass do jo och e Processus vläicht zu Weidbildung wäert noutwendeg sinn. Dofir steet dat och net esou an eiser Motioun. Emmerhin ass jo awer en Engagement do, och vum Budgetminister, an dat begrësse mir.

■ **M. le Président.** - Merci, Madame Loschetter. Da si mer definitiv um Enn vun där Debatt ukomm.

Motion 1

Ass de Vote électronique gefrot?

(Assentiment)

Da maache mir dat esou, wéi déi gréng Fraktioun dat freet.

Vote

D'Motioun 1 ass ugehall, Madame Loschetter, mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Lucien Thiel), MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert (par M. Marco Schank), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Paul-Henri Meyers), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Marc Spautz), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Lucien Clement);

MM. Marc Angel (par Mme Lydie Err), Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Niki Bettendorf), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par Mme Colette Flesch) et Carlo Wagner (par M. Henri Grethen);

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. François Bausch), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling et Robert Mehlen.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Domadder ass dee Punkt vun eisem Ordre du jour évacuéiert a mir kommen dann zu dem Projet 5171 iwwert d'Konte vum Joer 2002. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et sinn ageschriwwen: d'Madame Flesch, den Här Castegnaro an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo den Här Lucien Clement, stellvertretend fir den Här Norbert Hauptert, deen haut de Mëtten net kann hei sinn. Här Clement.

7. 5171 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2002

Rapport de la Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire

■ **M. Lucien Clement (*CSV*), *rapporteur, en remplacement de M. Norbert Hauptert.*** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng Informatioun virewech. Den Här President hat et schonn ugedeit: Et ass net nëmmen dee Projet hei, wou den Norbert Hauptert als Rapporteur virgesinn ass, mä och déi zwee nächst déi um Ordre du jour stinn, do ass den Norbert Hauptert als Rapporteur virgesinn. Hie kann awer haut net hei sinn an deemno wäert ech en dann och an deenen nächsten zwou Kéieren esou gutt wéi méiglech verrieden. Ech mengen et sinn och dem Norbert Hauptert seng Texter, déi ech hei virbréngen. Dat wollt ech virewech gesot hunn, da brauch ech et net bei all Projet ze widderhuelen.

Elo zum Projet selwer. Den Exercice 2002 ass deen zweeten an deem de Budget komplett ënnert dem Régime vum neie Gesetz vum 8. Juni 1999 iwwert d'Cour des Comptes, de Statsbudget, d'Kontabilität an d'Trésorie vum Stat ausgeféiert gouf. Dat heescht, datt all Recetten an all Dépensé vum Stat vum Contrôle financier op hir Konformitéit zum Budgetgesetz an deem schonn erwähntene Gesetz vum 8. Juni 1999 kontrolléiert gi sinn.

D'Konte vum Exercice 2002, nodeems d'Regierung duerch d'Gesetz vum 6. Dezember 2004 en Deel vum Einnahmeniwwerschoss an d'Investitionsfongen affektéiert hat, weisen op der Einnahmesäit 6.200.420.986,74 Euro aus, wat e Plus vun 223 Milliounen par rapport zum Budget initial ausmécht. A Prozenter ausgedréckt sinn dat 3,7%.

Op der Säit vun den Dépensé fanne mer en Total vu 6.200.177.157,72 Euro, wat eng Mehrausgab par rapport zum Budget vun 201 Milliounen Euro ausmécht. A Prozenter ausgedréckt sinn dat 3,3%.

Par rapport zu de Konte vum 2001 ass d'Progressioun vun den Dépensen 8,64%.

(Coups de cloche de la Présidence)

Den Exercice clôturéiert esou mat engem Boni vun 22.222.995,92 Euro, währenddeems de Budget en Defizit vu ronn 22 Milliounen Euro u sech virgesinn hat. Et sief nach bemierkt, datt iwwert d'Gesetz vum 6. Dezember 2004 59 Milliounen Euro an d'Investitionsfongen affektéiert goufen, esou datt de Boni vum Exercice 2002 a Realitéit ëm dee Betrag vun 59 Milliounen méi héich ass.

Mehreinnahme komme besonnesch vun de Plus-waalen op de Kierperschaftsteieren an der Vermögenssteuerung, plus 248 Milliounen Euro, an den Douanes et Accises, plus 73 Milliounen Euro, hier. Wat de Surplus vun den Dépensen ubelaangt, esou si schonns 23 Milliounen Euro op dräi Gesetzer zrëckzeféieren, déi d'Chamber am Laf vum Joer 2002 gestëmmt huet: d'Gesetz iwwert den Datschutz, d'Gesetz iwwert de Centre virtuel des connaissances de l'Europe an d'Gesetz iwwert d'Gehälterofkommes vun de Statsbeamten.

Déi aner Mehrausgabe si besonnesch op d'Uschafung vun Terrainen a Gebaier (ronn 65 Milliounen Euro) an den Transfert vu Revenuen un d'Sozialverséierungen (37 Milliounen Euro) zrëckzeféieren.

D'Finanzkontrolleuren, déi an deenen eenzelne Ministère sëtzen, déi awer net deenen eenzelne Ressortministeren ënnerstallt sinn, sondern der Direktioun vum Contrôle financier, hunn 2002 am Ganzen 243.828 Operatioune vun der Regierung validéiert, dovunner 35.261 Engagementer an 208.567 Ordonnancen. A 744 Fäll hunn d'Kontrolleuren de Visa refuséiert géintiwier 593 Fäll am Joer 2001. 6.200 Dossieren, déi net komplett waren, sinn un d'Départementer zrëckgaangen.

D'Haaptursachen, fir de Visa ze refuséieren, leien op den Engagementer, déi ex post geholl gi sinn, an och op dem Netanhale vun der Législatioun iwwert d'Frais de route oder der Législatioun vun den öffentlichen Ausschreiwungen.

Den Ausseministère an de Ministère vum den öffentliche Baute sinn am meeschte vun de Visa betraff. D'Ministeren hunn 2002 eng 57 Décisiounen geholl fir iwwer e Refus vum Visa ewechzegaan, wat mir dann am Sproochgebrauch als «Décision de passer outre» nennen. Dovu betreffen der 32 Stéck d'Bezuele vu Gehälter vun de Statsbeamten a fënnf Stéck bezéie sech op Frais de route.

Wat d'Observatioune vum Contrôle financier vun der Direktioun vum Contrôle financier iwwert d'Verweigerung vun de Visaen ubelaangt, a wat d'Antwerte vun de Ministère doropshin sinn, verweisen ech op de schréffteche Rapport.

D'Kommissioun vun de Konten an der Kontroll vun der Exécution budgétaire stellt mat Zefriddenheet fest, datt d'Ministeren an deene meeschte Fäll de Refus vum Visa akzeptéieren an nëmmen an deene selteste Fäll eng Décisioun de passer outre geholl hunn. An deene Fäll, wou e Passer outre zustane kann ass, handelt et sech an de meeschte Fäll ëm d'Bezuele vu Fournisseuren oder d'Bezuele vu Gehälter. D'Comexbu ass awer der Meinung, datt d'Ministeren an Zukunft nach méi rigoréis mat de Visaverweigerung en ëmgoe missten.

An hirem Rapport zu de Statskonte vum 2002 huet d'Cour des Comptes sech méi speziell mat den Uschafunge vun informativem Material an dem Bezuele vun de Statsgehälter beschäftigt. Wat d'Acquisitioune vu Matériel informatique ubelaangt, esou huet d'Cour an alle Ministère Stéchprouwe gemaach iwwert d'Legalitéit an d'Regularitéit vun deene verschiddenen Uschafunge vu Matériel informatique. Donieft huet si och d'Gestioun vun deem Material ënnert d'Lupp geholl.

D'Cour huet u sech keng wesentlech Feeler an deem Domän virfonnt, déi missten ernimmt ginn. Si huet just e puer méi oder manner grouss Anomalie festgestallt, op déi se och an hirem Rapport agaangen ass. Esou huet se zum Beispill 60 Ordinateurs de haute sécurité virfonnt, déi 2001 an 2002 fir d'Ambassade kaaft gi sinn, déi bis dato awer nach mol net ausgepaakt gi waren.

D'Ëmweltverwaltung verfügt engersäits iwwer keen Inventaire vun hirem informativem Material an anerersäits huet se en Deel vun deem kaafte Material aus dem Joer 2002 nach net de Beamten zougestallt, mat dem Argument d'Konfiguratioun géif net de Besoinë vun der Verwaltung entsprechen. Och de Statslaboratoire vun der Santé féiert keen Inventaire.

D'Kommissioun deelt der Cour hir Bemierkung mat zu deenen eenzelnen Anomalien an hält als Konklusioun fest, datt an Zukunft dat kaafte Material och misst a virun allem méi schnell a Betrib geholl ginn, an datt en eenheetlechen informativem Inventaire an allen Départementer an all Administratioun misst agefouert ginn.

D'Comexbu ass och der Meinung, datt, wann et Sënn mécht, déi eenzelne Ministère hiert eegent vläicht méi spezifesch Material selwer

akafen, an deem Fall een allerdéngs dann och d'Roll vum Centre Informatique de l'État sécherlech nei misst iwwerdenken.

Wat d'Bezuele vum Statspersonal ubelaangt, esou huet d'Cour en Echantillon vun 10% vun de Beamtepairen aus verschiddenen Départementer kontrolléiert. D'Cour huet leider misse feststellen, datt d'Kommunikatioun vun deenen eenzelne Ministère vun den Ennerlage vun hire Beamten, déi fir d'Berrechnung vun de Paien awer dringend noutwendeg sinn, allerdéngs staark ze wënschen iwwreg léisst.

De Ministère vun der Fonction publique weist dann drop hin, datt d'Prozedur fir esou eng Kommunikatioun haut nach zimlech komplizéiert ass. D'Comexbu ass der Meinung, datt d'Mise à jour vun de Statsbeamten hiren Daten awer regelméisseg misst ënner Opsicht vun enger zentraler Unitéit geschéien, an encouragéiert och den zoustännege Minister vun der Fonction publique a sengen Efforten, déi ganz Prozedur nozepreifen a gegebenefalls och ze revidéieren.

D'Cour weist op zwou strukturell Defizienten hin, déi um Ursprung vun deene ville Feeler sinn, déi beim Ausbezuale vun de Paië festzestellen sinn. Éischters, den Ordonnateur vun de Paien, dee sech also vun der Legalitéit an der Regularitéit vun den Akte misst vergewësseren, ier hien d'Liquidatioun ordonnéiert, intervenéiert awer eréischt nodeems d'Trésorerie d'Gehälter schonns avancéiert huet.

Zweetens, d'Finanzkontrolldirektioun baséiert hir Kontrollen op den Donnéeën, déi se vun der Administration du Personnel de l'État geliewert kriit: Donnéeën, déi awer net ëmmer, wéi scho virdrun ugeschwat, à jour sinn an eréischt spéider oder heiansdo och guer net redresséiert ginn.

D'Cour insistéiert, datt d'Finanzkontrollkommissioun de Contrôle vun de Statsbeamtepairen an de Grëff kréie misst. Dës Direktioun weist och drop hin, datt d'Verwaltung vum Statspersonal zesumme mam Ministère amgaangen ass e System vun enger informativem Gestioun vun den Donnéeën vun den Ugestalltene beim Stat ze erstellen. E System, deen dann och u sech eng besser Kontroll erméigleche misst an och géif.

D'Comexbu begréisst déi Initiativ an insistéiert, datt bei der Erstellung vun deem Programm déi Leit vun der Cour och missten associéiert ginn, déi sech während Joren elo mat der Kontroll vun de Gehälter vun de Statsbeamten ofginn hunn.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

De Statsrot huet en Avis zu deem Gesetzesprojet an och zu den Amendementer, déi d'Regierung opgrond vun der Attributioun vun de Plus-valüé gemaach huet, ofginn. Déi héich Kierperschaft weist emol méi drop hin, datt d'Differenz tëschent den Zuelen aus dem Budget an den Zuelen aus de Konten ëmmer méi enk gëtt, wat engersäits u sech jo wierklech ze begrëssen ass, well de Budget jo domat wesentlech méi no der Realitéit entsprécht, wat awer anerersäits d'Alimentatioun vun den Investitionsfongen vu Joer zu Joer reduzéiert.

De Statsrot bedauert awer och, wéi déi Jore virdrun, datt de Gesetzesprojet iwwert d'Konte keng Ausso iwwert den ekonomesche Kontext mécht, an deem d'Exécutioun vum Budget sech ofgewéckelt huet. D'Comexbu bedauert och, datt d'Plus-waalen oder d'Moins-valüé vun de Statsrecetten oder -dépensen u sech nëmme chiffriert sinn, awer keng wirtschaftlech Erklärungen zu deene verschiddenen Ofwäichunge geliwwert goufen.

D'Kommissioun huet de Projet an d'Amendementer opgrond vun

dem Rapport vun der Cour des Comptes an dem Avis vum Statsrot diskutéiert an de Rapport mat grousser Majoritéit uegheoll. Si schléit dofir och der Chamber vir, de Projet, esou wéi en hei virläit, ze stëmmen.

Dat gesot, Här President, soen ech all deenen, déi hei waren, Merci fir d'Nolauschteren...

(Interruption)

...a selbstverständlech ginn ech och den Accord vun der CSV zu dësem Projet.

■ Une voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Merci, Här Clement. Als éischt Riednerin ass d'Madame Flesch ageschriwwen. Dir hutt d'Wuert, Madame Flesch.

Discussion générale

■ Mme Colette Flesch (DP).- Merci, Här President. Léif Kollegen, ech wëll fir d'alleréisch dem Rapporteur Merci soen, dem Norbert Hauptert, mä och dem Lucien Clement, dee jo haut dem Norbert Hauptert säi Rapport virgedroen huet. Ech sinn och wäitgehend mam Rapporteur d'accord, bis op ee Punkt, op deem ech duerno nach wäert méi genee agoen.

Ech wëll och hei net répétéieren, wat alles scho geschriwwen a gesot ginn ass, mä ech wëll e puer Bemierkunge maachen. Déi éischt Bemierkung ass politescher Natur éischer wéi budgetstechnescher Natur. Entgéint de Befierchtungen, déi déi deemoleg Opposition à l'égard vum Budget 2002 un den Dag geluecht hat, schléisst de Kont 2002 mat engem Excédent de recettes of, genee wéi iwwregens all d'Konten aus der viregter Legislaturperiod.

Zweet Bemierkung, do schléissen ech mech deem u wat hei gesot ginn ass, mä ech mengen et ass wichteg, dass ee kuerz drop insistéiert, dat hei ass den zweeten Exercice, dee ganz énnert déi nei Bestëmmunge fällt vum Gesetz vun '99 iwwert d'Organisatioun vun der Cour des Comptes an dem Budget, der Kontabilitéit an der Trésorerie de l'État.

Wann een eng allgemeng Konklusioun zitt, da muss ee soen, dass d'Exekutioun vum Budget nach ëmmer net perfekt ass, mä näischt an dëser Welt ass perfekt. Ech

mengen, wat erfreelech ass, an d'Cour des Comptes an d'Commission du Contrôle budgétaire soen dat och, et si Fortschréttler ze verzechnen, also si mer do um gudde Wee.

Mä, et sinn eng Partie Problemer, déi bleiwe bestoen Déi Problemer, dat sinn, wéi mer alleguerete wëssen, al bekannten. D'Ursaache fir d'Refus de visa si meeschtens d'Absence vun enger legaler Basis, d'Netrespektéiere vun der Législatioun vun de Marchés publics, d'Netrespektéiere vun der Législatioun iwwert d'Frais de route.

Ech félicitéiere mech iwwert d'Konklusioun vun onserer parlamentarescher Kommissioun, déi hei ënnersträicht, dass ganz oft, wann d'Ministère vun der Direction du Contrôle financier op Problemer higewise ginn, iwwert de Wee vun engem Refus de visa, se dann hingginn a sech deem fügen an de richtege Wee aschloen. Dat ass gutt, mä dat beweist ower och, dass et also méiglech ass korrekt ze handelen. Sou wär wuel ze hoffen, dass an Zukunft d'Ministère méi Rigueur, vun Ufank un, un den Dag leeën a sech net dem Refus de visa vun der Direction du Contrôle financier exposéieren. Wann et duerno geet, da wär et jo natierlech och virdru scho gaangen.

D'Cour des Comptes huet, wéi de Rapporteur gesot huet, sech ganz besonnesch mat dem Problem vun der Informatik beschäftegt a mir fannen hei déi éiweg Debatt iwwert d'Acquisitioun an ech géing soen d'Utilisatioun vun der Informatik an de Betriber, an de Verwaltungen. Dat ass d'Debatt: Centralisatioun géint Décentralisatioun. A wann een d'Geschicht kuckt vun der Informatik an de Betriber an an de Verwaltungen, da gesäit een, dass de Pendel mol no där enger Säit schléit an dann erëm no där anerer Säit. An all d'Verwaltungen an all d'Betriber, déi ech kennen, sinn duerch déi verschidde Phasen hinan hiergaangen.

Perséinlech sinn ech der Meenung, dass d'Décentralisatioun besser géeegeent ass, fir de spezifesch Besoiné vun den Utilisateuren entgéintzekommen, an dass ee soll, also wéi d'Cour des Comptes et seet a wéi d'Cour des Comptes et seet a wéi d'Kommissioun et och ënnerstrach huet, deem Rechnung droen, wuel verstane soll een awer

och, an dat ass och eng Suggestioun vun der Cour des Comptes, net drop verzichten, en uniformen Inventaire vum Informatikmaterial ze hunn, deem de Stat an all senge Servicer huet. Dann huet een d'Iwwersicht, mä dat wëllt net soen, dass ee muss an een Zentralismus verfallen, fir d'Acquisitioun vun Informatikmaterial.

Mir fannen och déi al bekannte Problemer erëm, bei der Rémunératioun vum Personal. Och hei wëll ech net an den Detail goen. Ech hale just fest, dass d'Cour des Comptes wahrscheinlech Recht huet, wa se seet, et misst een d'Moyens de contrôle vun den Ordonnateuren nei examinéieren an en d'Méiglechkeet ginn, sech där Responsabilitéit gerecht ze ginn, déi se laut Gesetz hunn. Mä ganz besonnesch soll de System vun der Gestiou vum Personal beim Stat verbessert ginn, d'Informatik soll hei ageféiert ginn. Ech weess, dass de Ministère de la Fonction publique amgang ass sech domadder ze beschäftegen. Mer kréien elo en neien, wéi soll ech soen, en neit d'Wuert an onse Vokabulär eran, de SIGEP, dat ass den Numm vum System, dee soll d'Informatisatioun vun der Gestiou vum Personal vum Stat virhuelen.

Ech sinn also mat där Proposition vun der Cour des Comptes a vun onser Kommissioun d'accord, dass een de Ministère de la Fonction publique soll encouragéieren do weider ze maachen. Mä hei kënn den ee Punkt, wou ech eng llicht Meenungsverschiddenheet hu mat onsem Rapporteur. Deen huet nämlech a sengem Rapport geschriwwen, et wär wünschenswäert, dass ee bei deene Viraarbechte fir den Informatiksystem vun der Gestiou vum Personal vum Stat ze definéieren, déi zwee Beamten aus der Cour des Comptes, déi mat deene Problemer am meeschten Erfahrung hunn, associéieren.

Menger Meenung no hätt esou eng Method d'Gefor, dass déi Leit aus der Cour des Comptes géinge „juge et partie“ ginn, bei engem System, dee se mat concevéiert hunn. An ech géif mengen et wär fir hir Indépendance vill besser, wann ee se net géing froen, un deenen Aarbechte beim Stat deel ze huelen. D'Regierung kennt jo d'Positioun vun der Cour des Comptes.

D'Regierung weess, où le bas blesse. Ech sinn der Meenung, dass d'Regierung sécherlech am Stand ass, déi Affär richteg duerchzeziehen an de Suerge vun der Cour des Comptes Rechnung ze droen, ouni d'Cour des Comptes an d'Preparatioun vun deene Systemer mat eranzehuelen.

Ech si frou, wéi de Rapporteur a wéi och d'Kommissioun, kënnen feststellen, dass d'Zuel vun de Comptables extraordinaires erofgesat ginn ass, dat wor jo eng konstant Demande aus dësem Haus, d'Regierung huet deem Rechnung gedroen. Et bleift natierlech, dass d'Comptables extraordinaires a gewësse Fäll noutwendeg sinn. An aus Erfahrung weess ech, dass dat ganz besonnesch de Fall ass am Ministère des Affaires étrangères. Ech begréissen déi Suggestiounen vun der Cour des Comptes, dass een och hei soll d'Informatik zu Hëllef zéien, fir déi Gestiou vun den eenzelne Comptables extraordinaires, déi an der Welt verspreet sinn, ze assuréieren, an dass ee soll déi Comptables extraordinaires behandle wéi Services de l'État à gestion séparée.

Schliesslech, Här President, si mir als Fraktioun mat dem Conseil d'État a mat onser Kommissioun hei d'accord, dass d'Analyse économique vun de Konten nach ze wënschen iwwreg léisst, a wann ech dat esou soen, dann ass dat en Understatement. An do bleiwen doudsécher nach Efforten ze maachen an ech wär frou, wann de Minister ons do kënn soen, wéi hien an Zukunft déi Problematik gesäit. Dat gesot, Här President, wëll ech den Accord vun onser Fraktioun heimat abréngen, mir wäerten dee Projet de loi also stëmmen.

Merci.

■ Plusieurs voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Nächste Riedner ass den Här Castegnaro.

■ M. John Castegnaro (LSAP).- Här President, Kolleginnen a Kollegen, merci dem Rapporteur a sengem Verrieder fir de schréftleche Rapport a fir déi méndlech Ausführungen haut de Mëtten. Et ass eigentlech deem, wat do geschriwwen a gesot ginn ass, näischt méi bäizefügen, an

ech wëll just och nach eng Kéier drop hiweisen, dass dat jo och ënner anerem op Basis vun engem gudden Rapport vun der Cour des Comptes des Kéier gemaach konnt ginn, och mat de Kontrollen, déi vun där Säit aus do ausgefouert gi sinn.

Entspreechend wëll ech fir d'LSAP soen, dass technesch dat do alles ok ass. Duerch de Fait, dass d'LSAP an der Opposition war während där Zäit a keng direkt politesch Responsabilitéit gedroen huet, wäert d'LSAP sech beim Vote enthalten.

Merci.

■ Une voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Merci villmools. Nächsten a leschten agebroene Riedner, den Här Mehlen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

■ M. Robert Mehlen (ADR).- Här President, ech wëll et och kuerz maachen. Dat Joer hei ass ofgeschloss, déi Debatten hei sinn ëmmer vill méi roueg, wéi wann een iwwert e Budget vun esou engem Joer schwätzt. Den Excédent ass verdeelt, insofern kënn ee seier zur Dagesuerdnung iwwergoen.

Ech wëll awer, wéi och scho Virriedner hei, op ee Kapitel agoe vum gudden Rapport vun der Cour des Comptes, déi sech vill Méi gemaach hunn, an dat ass dat vun der Rémunération des agents de l'État. Wou mer festgestallt hunn, dass villes net esou funktionéiert wéi et sollt sinn. Wou mer mat grousem Bedauere feststellen, dass just an där komplizierter Matière d'Informatik praktesch inexistent ass. Datt sech schrecklech schwéier gedoe gëtt, fir beim Contrôle Piëcen ze kommunikéieren. Wann ech hei kucken, e puer Remarquen, déi d'Cour des Comptes gemaach huet, ech därf zitieren: «forcé de constater que cette communication des pièces a été et continue d'être défailante».

Ech froe mech, wa mer Gesetzer stëmmen, déi der Cour des Comptes Recht ginn, fir all d'Piëcen unzufuerderen, sech kommunikéieren ze loossen, fir de Contrôle kënnen auszuféieren, an dat gëtt einfach refuséiert, da muss ee sech awer d'Fro stellen, wéi funktionéiert dat hei am Stat.



Chambre
des Députés

L U X E M B O U R G

d'Chamber live

Chamber TV

och an der Rediffusioun

all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op

www.chd.lu

mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Dee Saz hannendrun: «Pour preuve le Ministère de l'Environnement a cessé toutes communications des pièces depuis l'année 2001.» Als Konklusioun vun deem Kapitel «Communications défailantes de pièces»: «En conclusion la Cour a dû constater qu'une grande partie des dossiers sélectionnés se sont avérés incomplets de sorte qu'un nombre considérable de documents justificatifs ont dû être réclamés auprès des départements ministériels concernés.»

D'Resultater vum Contrôle, do stellt ee fest, datt ganz vill Observatiounen waren an datt déi respektiv Administratiounen oder Ministère relativ cool, géng een haut soen, domadder émginn. Bei de Fonctionnaire steet bei den Observatiounen: «À neuf observations de la Cour, aucune explication ou une explication peu claire a été donnée par le Ministère.»

Bei den Employés de l'État steet als Konklusioun: «Après l'examen contradictoire, quarante dossiers restent incomplets et soixante-quatorze pièces justificatives font toujours défaut.» Dat heescht, déi Kontroll konnt eigentlech net durchgefouert ginn.

D'Cour des Comptes stellt och fest, datt zum Beispill och bei den Employés de l'État: «À quatorze observations de la Cour, aucune explication ou une explication peu claire a été donnée par le Ministère.»

Wann een dann de Résumé hëlt vun deem ganze Beräich, da stellt ee fest, datt nom Examen contradictoire 75 Dokumenter, déi 41 Beamte betreffen, ëmmer nach net communiquéiert si ginn, an datt 147 Dossieren am Ganzen 183 lertëmmer presentéieren, wouvun der 56 vum Ministère contestéiert ginn. Si maachen emol eng Ventilatioun vun all deene Schwierigkeiten. Et géng ee sech op d'Allermandst wënschen, Här President, datt d'Ministèren an d'Administration du personnel de l'État an Zukunft e bësselche méi e Kollaboratiounsgeescht mat der Cour des Comptes, déi jo am Fong geholl de verlängerten Aarm vun der Chambre des Députés ass, géinge weisen.

Ech wollt zum Ofschloss nach eppes soen: An deem Échantillon, dee vun der Cour des Comptes ënnersicht ginn ass, ass den Enseignement net dra gewiescht, well si gemengt hunn, dat wär eng Carrière, déi relativ plane wär a wou d'lertëmmer eigentlech net esou séier géinge virkommen. Mir hunn elo zënter kuerzem e Rapport spécial virleien, wou een Établissement scolaire méi genee ënnert d'Lupp geholl ginn ass a wou mer zu eiser grousser Iwwerraschung feststellen, datt eng Partie Modalitéiten, déi à la base vun der Berechnung vun de Gehälter vun den Enseignanté sinn, keng legal Basis hunn, wou e Règlement, wat am Gesetz vun 1980 virgesinn ass, net geholl ginn ass, a wou dann iergendwéi awer sou, wéi soll een dat nennen, eng Circulaire oder eng Décision administrative oder ministérielle, déi awer keng legal Valeur hunn, à la base vun deene Berechnung sinn.

Do geet et zum Beispill ëm déi Koeffizienten, déi fir vill Gespréich op anere Plaze suergen, oder déi Affär vun de sou genannte Gaga-Stonnen, a wann ee kuckt an deem Rapport wéi vill déi Stonnen ausmaachen, wa vum 100 Stonnen, déi bezuelt ginn, der iergendwou an der Moyenne 60 nëmmen effektiv gehale ginn, an datt dat anert fiktiv Stonne sinn, déi dropperechent ginn opgrond vun esou Usagen, deenen eng legal Basis feelt, da muss ech soen, dat betrëfft jo och dee Budget oder dee Kont, dee mer hei amgaange sinn ze diskutieren. Da muss ech soen, da gëtt et héich Zäit, datt mer do awer eppes ënnerhuelen, fir d'Legalitéit hierzestellen, well hei geet et ëm ganz, ganz déck Chifferen.

Dat gesot, Här President, mir haten de Budget net gestëmmt, mir wäerten eis duerfir och bei deem Kont enthalen.

Ech soen lech Merci.

■ **Une voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Mehlen. Elo huet nach d'Regierung d'Wuert. Här Minister, wann ech gelift.

■ **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Merci, Här President. Kuerz e puer Remarques. Fir d'éischt e Merci och vun der Sait vun der Regierung un d'Chamber an insbesondere un déi schréfflech a mëndlech Rapporteur, déi Hären Haupert a Clement. Zweetens, d'Satisfaktioun vun der Regierung, datt déi Konten an domat och d'Budgetsjoer mat engem groussen Excédent ofgeschloss hunn. Drëttes, d'Satisfaktioun vun der Regierung, datt mer et fäerdeg bruecht hunn, opgrond vun deenen Amélioratiounen, déi duerch d'Kontabilitéitsgesetz vun 1999 entstane sinn, eis Délaie fir d'Transmissioun vun deenen Dokumenter un d'Parlament, déi definitiv Ofrechnung an d'Affektatioun vun de Plus-valuen an engem vill méi schnellen Délai ze maachen.

Et ass hei gesot ginn, näischt ass perfekt an näischt wäert och perfekt ginn. Et muss een awer hei feststellen, datt och d'Cour des Comptes d'Regierung lueft an der Fassong, wéi se besser déi Kontroll mécht a besser déi Konten ofschléisst. Duerfir wär ech frou, wann dës Konte kënnen hei d'Approbatiou vun der Chamber fanen.

Merci.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5171.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugehall mat 41 Jo-Stëmmen an 19 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Ali Kaes), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullan (par M. Laurent Mosar), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert (par Mme Nancy Arendt), Mme Françoise Hettogaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par Mme Nelly Stein), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Fred Sunnen (par M. Marc Spautz), Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers) et Michel Wolter (par M. Lucien Clement);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Colette Flesch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming (par M. Charles Goerens), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner (par Mme Anne Brasseur);

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. François Bausch), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Se sont abstenus: MM. Marc Angel (par M. John Castegnaro), Alex Bodry (par M. Fernand Diederich), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp (par M. Aly Jaerling) et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Deem ass also esou.

Da komme mer un den nächste Projet um Ordre du jour vun haut, dat ass de Projet 5166 iwwert de Beruff vum Geometer. D'Wuert huet elo den Här Lucien Clement, stellvertretend fir den Här Rapporteur Norbert Haupert. Här Clement, Dir hutt d'Wuert, wann ech gelift.

8. 5166 - Projet de loi modifiant la loi du 25 juillet 2002 portant création et réglementation des professions de géomètre et de géomètre officiel et portant modification de la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

■ **M. Lucien Clement (CSV), rapporteur, en remplacement de M. Norbert Haupert.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Summer 2002 huet d'Chamber e Gesetz gestëmmt, dat de Beruff vum Geometer a vum „Géomètre officiel“ op der Basis vun enger Profession libérale reglementéiert huet.

Dëst Gesetz sollt haaptsächlech dozou bäidroen fir d'Retarden opzeschaffen, déi sech an der Kadasterverwaltung iwwer Joren accumuléiert hunn. Retarden, déi déi technesch Operatiounen an Etüden iwwert d'Grenze vu Grundstück ubelaangen, wann dës Bemessungen offiziellen Akten annexéiert gi mussen. Bis zu deem Datum waren d'Bemessungen, déi den offiziellen Akten annexéiert hu misse ginn, nëmmen deenen offizielle Geometere vun der Kadasterverwaltung reservéiert.

D'Gesetz vum 25. Juli 2002 iwwert d'Libéralisatioun vun de Beruffer vum Geometer a vum offizielle Geometer schreift vir, datt den offizielle Geometer e Stage vun zwee Joer hei am Land maache muss, wouvun der sechs Méint an der Kadasterverwaltung ze absolvéieren sinn. D'Gesetz gesäit och nach vir, datt de Stage an der Verwaltung eréischt d'entaméiert ginn no engem Joer Stage am Privatsektor.

An der Praxis huet dës lescht Mesure awer zu zolitte Problemer gefouert. Problemer si sichtbar ginn, well u sech zu deem Zeitpunkt nach net genuch offiziell Geometer sech am Secteur privé etabléiert haten an esou och d'Plaze fir Stagiairen am Privatsektor nach äusserst rar waren. Dofir gesäit dës Projet elo vir, datt an Zukunft d'Kandidate fir de Beruff vun offizielle Geometer hire Stage gläich an der Verwaltung ufänke kënnen.

Des Weidere proposéiert de Projet, de Stagiaire fir déi Zäit vun hirem Stage an der Verwaltung eng Indemnitéit kënnen ze bezuelen. Dës Indemnitéit oder d'Héicht vun dëser Indemnitéit gëtt iwwer Règlement grand-ducal festgeluecht.

D'Avisé vum Conseil d'État a vun de Berufschambere vum Handwerk, vum Commerce, vum Travail a vun de Statsbeamte leien och vir. D'Chambre des Métiers, du Commerce a vum Travail hu keng wesentlich Bemierkung zum Projet ze maachen an hunn hiren Accord zu deem Projet ginn.

De Statsrot an d'Statsbeamtekummer sinn e bësselche méi kritesch mam Projet emgaangen, besonnesch an dëser neier Mesure Problemer, déi sech kënnen bei der Verwaltung astellen, well se fäerten, d'Administratioun géif vun Demandé vu Stagiairen iwwerschwemmt ginn, besonnesch well jo och d'Demandé vu Kandidaten aus Länner aus der EU net kënnen refuséiert ginn.

D'Verwaltung gesäit dat net esou, well déi Stagiaire kengesfalls eng Belaaschtung fir si duerstellen. Am Géigendeel, se kënnen no enger kuerzer Aféierung an d'Verwaltung schonns wäertvoll Aarbecht fir de Stat maachen, deemno géif dann och de Virschlag fir d'Bezuele vun enger Indemnitéit sech justifiéieren. Wohlwissend awer och, datt e Règlement grand-ducal vum 16. Abrëll 2003 besteet, deen d'Zuel vun de Stagiaire festleet an och limitéiert, esou datt d'Crainéit vun de ville Kandidaten, datt d'Berechtigung vun där Crainéit geholl ginn ass.

D'Finanz- an d'Budgetskommisioun huet de Projet analyséiert an de Rapport ass vun der Kommissioun och unanime ugehall ginn. Se schléit dofir och der Chamber vir, de Projet an där Form ze stëmmen, wéi en elo virläit, an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Clement. Éischt Riednerin ass d'Madame Doerner. Dir hutt d'Wuert, Madame Doerner.

Discussion générale

■ **Mme Christine Doerner (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Liberalisatioun vum Geometerstatut bréngt et mat sech, dass fir d'alleréischte en externe Geometer, wann en offiziell agréiert ass, Vermessunge ka virhuelen, awer och dass jonk Ingenieuren e Stage rémunéré bei der Kadasterverwaltung maache kënnen.

Dës zwou Dispositiounen erlaben eng optimal Kontinuitéit vun dëser wichteger Verwaltung, déi zesumme mam Hypothéikenamt eigentlech den État civil vun den Immobilien duerstellen. Mir wëssen, dass säit 1846 d'Kadasterverwaltung hei zu Lëtzebuerg mat grousser Präzisioun an Zouverléissegkeet d'Begrenzung an d'Beschreibung vun eise Stied, Dierfer a Lännereien op Basis vu Pläng a Kaarte géréiert. Dem Kadaster seng Kompetenze si villsäitig an erstrecke sech fir d'éischt dobaussen um Terrain bei all Wieder fir Vermoossungen ze maachen, Pläng ze zeechnen an ze mutéieren, an dat esou gutt fir d'Regierung, fir de Stat wéi fir d'Gemengen a fir de Particulier, kontradiktöresch mat de Partie Grenze festzestellen an ze verhandelen, dem Stat ze hëllef fir den Domaine public Terrainen opzekaafen, a selbstverständlech och de classeschen Departement vun der Topo- a Kartographie ze féieren.

Déi nei Beruffsstruktur vum Geometer an d'Méiglechkeet, d'Stagiairen auszubilden, bedeiten e Léisungsusaz fir déi accumuléiert Retarden, déi bei den Emprisen, haaptsächlech vun de Gemengen, fir déi, déi sech ugehaaft hunn, opzeschaffen, déi selbstverständlech och entstane sinn duerch de massive Bau vun Autobunnen, vu Kilometeren vu Stroossen a Contourmenten a selbstverständlech och vu Lotissementen.

Duerch d'Schaffung vun engem autonome Geometer huet d'Aarbecht vum amtleche Geometer op kee Fall ofgehall, mä d'Aarbecht, seng Missiounen hu sech verlagert. Firwat? Well de fräischaffende Geometer, dat muss ee wëssen, sech uniequeméit ëm déi technesch Vermoossunge bekëmmert, säin Dossier an d'Kadasterverwaltung eragëtt, an den amtleche Geometer muss déi Vermoossunge kontrolléieren, validéieren a mutéieren.

Mä eng aner Sait vun der Erfolgsgeschicht vun eise Kadaster sinn d'Erneuerung vun hirem Aarbechtsprozess an d'Afféierung vun engem dynameschen, vernetzten neien Internetsite. Dat ass ugaangen 1997, wou den numériséierte Kadasterplang agefouert ginn ass. Dat huet mat sech bruecht, dass méi wéi 1.800 Planchen, dat wëllt soen, déi Plan-iloten, gescannt gi sinn an informatiséiert gi sinn. Dir wësst, dass dat d'Integralitéit vum ganze Lëtzebuerger Territoire duerstellt. Dat wëllt soen, domadder si méi wéi 680.000 Parzelle Land vum Support papier plan op d'Informatik transferéiert ginn.

An enger zweeter Etapp huet de Kadaster mat der Hëllef vun enger Ingenieursfirma d'Fichiers alphabétiques aktualiséiert. Déi ware leie bliwwen. Dat wëllt soen, d'Notársakten, wat d'Propriétaires ubetrëfft, konnten net mat Zäiten, duerch déi vill Aarbecht, iwwerschrivwe ginn.

Op den heitegen Dag sinn 59 Gemengen aktualiséiert. An dat bedeit, dass bei dësen 59 Gemengen déi al a respektabel Tradition, no där de Plang nach op der Hand à jour gesat ginn ass, an dat meeschtens bannent zwee Joer no der Vermoossung, dass déi Tradition säit kuerzem ersat ginn ass duerch eng quasi instantané Mutatiounsprozedur. Dat heescht, wann elo eng Parzell vermooss ass, da kritt si direkt vum amtleche Geometer eng spezifesch Kadasternummer, och wann et nach net aktéiert ginn ass; dat wëllt soen, och wann net den neie Propriétaire en Akt ënnerschriwwen hätt.

Do kann een doraus schléissen, dass hei eng Erlichterung kënn, wat déi leidlech Prescriptioun ubetrëfft, vun de Geometer a Kadasterpläng, wat d'Emprisen haaptsächlech vun de Gemengen ubetrëfft.

Schlussendlech huet d'Direktioun vum Kadaster, zesumme mat hire jonken Ingenieuren, eng revolutionär vernetzte Publicité foncière ausgeschafft. Duerch e Flux informatique, dee besteet zwëschen dem Enregistrement op där enger Sait, an am der Méit d'Notärstud, selbstverständlech mat der Hëllef vum Centre Informatique de l'État, kann d'Dokumentatioun vun de Rechtsverhältnissen vun enger Parzell Land, ob se bebaut ass oder net, direkt à jour gesat ginn.

Dat wëllt soen, den Notär iwwermittelt seng Daten dem Kadaster; dat wëllt soen, seng Daten aus engem Notársakt, ob dat e Verkauf ass, eng Deelung, eng Schenkung, ginn direkt dem Kadaster vermittelt, dee späichert se elektronesch an domadder gëtt direkt eng Mise à jour net nëmme vun der Parzell, mä och vun der Publicité foncière gemaach. Dat wëllt soen, ech kann elo um Schierm nokuicken, net nëmme wellech Kadasternummer et ass, mä och wat d'Lag, d'Gréisst, d'Classe cadastrale, d'Grenzen, d'Provenance, den Historique ass, a selbstverständlech och mat de Personellen an der Matricule vum Propriétaire.

Mä och d'Technik vun der Kadastervermoossung huet sech qualitativ verbessert. Déi topographesch Kaarte wäerten an Zukunft duerch e GPS-Vermoossungssystem berechent ginn. Wat schonns de Fall ass beim Office de Remembrement, déi, wat d'Felderzusammenlegung ubetrëfft, schonn dee System hunn. Heimadder, wësse mer, gëtt eng extrem prezis a séier Vermoossung méiglech. Mir wëssen, dass dës GPS-System an den 80er Joren déelopéiert ginn ass vum amerikaneschen Defense Department.

An da kommen ech zur Konklusioun: Mir stelle fest, dass d'Kadasterverwaltung mat hirem innovativen techneschen Geescht, technologeschen Geescht, sech dem Informatiounszeitalter ugepasst huet. Dat wëllt soen, si huet e Kadaster

ausgeschafft, deen zur Zefriddenheet zum eGovernment steet. Dat wëllt soen, de Kadaster ass méi no dem Bierger komm an de Bierger méi no dem Kadaster, an domadder geet déi optimal Kontinuitéit vun dëser wichteger Verwaltung fir eis all weider.

Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Madame Doerner, dat war ganz interessant. Nächste Riedner ass den Här Charles Goerens.

■ **M. Charles Goerens (DP).** - Här President, mir hunn elo genuch Argumenter héieren, firwat datt mer fir dee Projet de loi do kënnen stëmmen, dofir bréngen ech den Accord vu menger Fraktioun.

■ **Une voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Goerens. Nächste Riedner ass den Här Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Roger Negri (LSAP).** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Rapporteur, oder de Rapporteur, Merci soe fir hiren excellente schréfflechen a mëndleche Rapport am Numm vun eiser Fraktioun.

Wéi d'Gesetz, dat mir haut amendéieren, virun dräi Joer zur Debatt stoung, hat eis Fraktioun deemools ferme Bedenken zum Ausdrock bruecht iwwert déi reell Avantagen, déi eng Libéralisatioun, beziehungsweise eng Privatisatioun an deemem Beräich géing bréngen. Ceci étant dit, d'Gesetz vum 25. Juli 2002 ass nun eemol do a mir mussen dat Beschä doraus maachen. A wann d'Besoinen nach ëmmer déiselwecht sinn, notament wat d'Délais d'évacuation vun den Dossier betrëfft, mussen mir elo kucken alles an d'Weeër ze leede fir schnellstméiglech eng genügend héich Unzuel vu Geometere auszubilden an domadder d'Administratioun bei der Ausféierung vun hire Missiounen ze ënnerstëtzen.

Wat de Problem vun der Unzuel vun de Stagiairé betrëfft, dee souwuel vun der Chambre des Fonctionnaires wéi och vum Statsrot ënnerstrach ginn ass, huet d'Kommissioun schon d'rop higewisen, dass eng Limitation express net néideg ass, vu datt de Règlement grand-ducal vum 16. Abrëll 2003 d'Zuel vun de Geometere, déi an enger Sessioun zouläse sinn, festleet. Wat d'Remuneratioun ubelaangt, si mir och der Meinung, dass eng Indemnisation appropriéiert ass. Natierlech muss se awer och esou festgeluecht ginn, datt de Privatsektor net konkurrenzéiert gëtt.

Domadder ginn ech den Accord zu deemem Projet am Numm vun eiser Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Negri. Elo ass et nach um Här Gibéryen.

■ **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Ech wëll dem Rapporteur an der Madame Doerner Merci soe fir déi gutt Explikatiounen, déi si eis iwwert déi ganz Geschicht an Entwécklung hei ginn hunn.

Ech mengen, mir waren och deemools mat deemem Projet averstanen, wéi mer am Fong de Beruff vum Geometer liberaliséiert hunn. Mir hunn haut déi fräischaffend Geometere an déi amtlech Geometere, a villes ass an der Zwëschenzäit och an där Richtung geschitt. Dese Projet féint selbsterständlech eis Zoustëmmung, a mir wiere selbsterständlech och frou, wann dat Ganzt géif dozou bäidroen, datt mer déi Retarden, déi trotzdeem nach bestinn, kéinte lues a lues opschaffen.

Mir wieren och frou, wa mer vläicht nach e bësse méi Transparenz an d'Verwaltung géifen erakréien, well

een dach awer ëmmer nach d'Gefill huet, datt d'Gemengen zum Beispill, wa se Demandé maachen, méi lues bearbecht ginn an ënner de Koup kommen, fir ausmoossen ze kommen, wéi wann dat zum Beispill Privatpromoteuren oder aner Leit sinn, déi hir Terrainë gären ausgemooht hätten. Dofir wiere mer frou, wann do e bësse méi Transparenz géif drakommen.

Wat d'Madame Doerner gesot huet vun där neier Moosnam, duerch déi alles informatiséiert ginn ass, begrësse mir; doduercher mengen ech ass och e gudd Fortschritt gemaach ginn. Do ass et och de Gemengen an Zukunft méiglech, wa si sech selwer déi Méiglechkeeten an de Gemengen, wat d'Informatik ubelaangt, ginn, och an Zukunft den direkten Zougrëff kënnen op dee System ze kréien, wat mengen ech och eng gutt Moosnam ass. Dofir, wéi gesot, mir hunn an deem heiten Domän an där Verwaltung vill Guddes geschafft an deene leschte Joren. Dofir ass et och selbsterständlech, datt mer d'Zoustëmmung zu deemem Projet wäerte bréngen.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Gibéryen. Elo huet nach d'Regierung d'Wuert. Här Minister, wann ech gelift.

■ **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Här President, ech sinn erstaunt, datt eng Verwaltung an d'Efforten, déi mer gemaach hunn, fir déi Problemer ze léisen, hei esou e Secours kriit. Ech soen am Numm vun all deenen, déi do schaffen, selbsterständlech Merci.

Mir haten a mir hunn nach ëmmer Retardé bei der Iwwerschreiwung vun den Notärsakten. Virun dräi Joer hate mer ronn 130.000 Akten, déi nach net iwwerschriwwen waren. Ech hunn doropperhin d'Décisioun geholl, fir ënner der Kontroll vum Kadaster een Deel vun der Aarbecht vun deem Opschaffe vun deem Retard ze sous-traitéieren un Experten, déi eis dobäi gehollef hunn, niewent dem Effort an der Informatisatioun. Ech hunn elo d'Hoffnung, datt mer bis Enn des Joers vun deemem Joer all déi Retardé bei der Iwwerschreiwung vun den Notärsakten opgeholl hunn. Mir si gutt bäikomm. Wéi gesot, et bleiwen nach e bësse Retarden an e puer Problemer. Mä wéi gesot, ech hunn d'Hoffnung, datt mer bis Enn des Joers déi Retarden opgeholl hunn.

Och bei de Mesuragen, also bei der Grenzvermoossung, mengen ech och kënn dat heiten hëllefen. Esou datt mer och do Problemer, déi mer nach hunn, léise wäerten. Ech mengen, Problemer soll een net verkennen, an op der richteger Schinn sinn. Dofir kënnen déi Moosnamen, déi mer hei haut hunn, déi complémentaire sinn zu deenen, déi mer an der Vergaangenheet hunn, déi hei in extenso esouwuel vum Rapporteur, dem Här Clement, wéi vun anerem Orateur gesot gi sinn, dozou bäidroen, datt dese wichtege Betrib, deen awer mat ganz ville Leit effektiv ze doen huet, déi Erwaardunge kann erfëllen, déi e muss.

Ech soe Merci.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Minister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5166.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5166 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullan (par M. Ali Kaes), MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert (par M. Marco Schank), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis,

Patrick Santer (par M. Lucien Thiel), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par Mme Marie-Josée Frank), MM. Fred Sunnen (par M. Marcel Sauber), Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers) et Michel Wolter (par M. Lucien Clement);

MM. Marc Angel (par M. Ben Fayot), Alex Bodry (par M. Roger Negri), John Castegnaro (par M. Romain Schneider), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Fernand Diederich);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Colette Flesch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helmingier (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Charles Goerens) et Carlo Wagner (par M. Henri Grethen);

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. François Bausch), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mir gi weider an eiselem Ordre du jour vun haut a mir kommen dann zur Diskussioun vum Projet de loi 5306 iwwert d'Assuranceprimen, an och do hu mer den Här Lucien Clement stellvertriedend fir den Här Rapporteur Norbert Hauptert. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

9. 5306 - Projet de loi concernant l'assistance administrative entre les États membres de la Communauté européenne en matière de taxes sur les primes d'assurance

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

■ **M. Lucien Clement (CSV), rapporteur, en remplacement de M. Norbert Hauptert.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Kader vun der Bekämpfung vun der internationaler Steuerhärzerziehung sinn an der Vergaangenheet eng Rei Direktive geholl ginn iwwert déi géigesäitig Ennerstëtzung vun de kompetenten Administratiounen an deenen eenzelne Länner vun der EU.

Et geet hei, Här President, esouwuel em déi indirekt wéi och em déi direkt Steieren. Dës Direktive si selbsterständlech och an déi national Gesetzer emgesat ginn. Esou hu mer zwee Gesetzer, déi dës administrativ Assistance virgesinn: d'Gesetz vum 15. Mee 1979 iwwert d'Ennerstëtzung a Saache vun den direkte Steieren an d'Gesetz vum 4. Juni 1981 iwwert d'Assistance a Saache vun der TVA. Dës zwee Gesetzer decken eng eenzeg Direktiv of, an zwar d'Direktiv 77/799/CEE, déi duerch d'Direktiv 79/1070/CEE kompletteiert gouf.

De 7. Oktober 2003 huet de Conseil vun der Europäescher Unioun e Règlement geholl, dat déi administrativ Kooperatioun tëschent de Länner am Domän vun der TVA nach verstärkt. Duerch dëst Règlement, wat direkt an alle Länner applikabel war, huet d'Gesetz vum 4. Juni 1981 u sech keng

Daseinsberechtigung méi. Parallell dozou huet de Conseil eng Direktiv adoptéiert, déi d'Assistance vun deene jeeeweilige Verwaltungen, déi an der Direktiv vun 1977 virgesinn ass, op de Recouvrement vun Taxen op de Versécherungsprimen ausdehnt.

Den Objet vum Projet 5306 ass deen, fir déi Direktiv an d'Lëtzebuerger Gesetzgebung ëmzesetzen. D'Regierung hat do en Text proposéiert, dee sech wäitgehendst un déi bestehend Gesetzer, wat déi administrativ Assistance ubelaangt, ugelehnt huet. Si hat och virgesinn, datt d'Gesetz u sech scho sollt den 1. Januar 2004 a Kraaft trieden.

De Statsrot huet awer a sengem Avis gemengt, datt déi nei Direktiv u sech näischt anescht géif verlaangen, wéi dat bestehend Gesetz iwwert d'administrativ Ennerstëtzung a Saachen TVA ze abrogéieren an en neien Dispositif légal, deen d'Assistance vum Recouvrement vun den Taxen op de Versécherungsprime mat virgesäit, aplaz ze setzen.

Ausserdeem huet de Statsrot eng formell Oppositioun gemaach, wat d'Retroaktivitéit vum Gesetz op den 1. Januar 2004 ubelaangt. De Conseil d'État huet dunn en neien Text proposéiert, deem d'Finanzan d'Budgetkommissioun sech no Réckprooch mat der Regierung uschleisse konnt. Déi eenzel Chamber vum der Agrikultur, vum Travail, vun de Statsbeamten, vum Commerce a vum Handwerk hunn ebenfals hiren Accord zu deemem Projet ginn.

D'Kommissioun huet de Rapport zu deemem Projet an hire Sëtzunge vum 24. Februar 2005 analyséiert an och unanime ugeholl. Si schléit der Chamber dofir vir den Text, esou wéi en hei virläit, ze stëmmen.

Ech wëll dann nach zum Schluss den Accord vun der CSV-Fraktioun bréngen an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Clement. Ageschriwwen ass den Här Charles Goerens.

Discussion générale

■ **M. Charles Goerens (DP).** - Ech wëll nëmmen just soen, datt och meng Fraktioun dee Projet do stëmmt.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Goerens. Nach ageschriwwen ass den Här Negri. Dir hutt d'Wuert, Här Negri.

■ **M. Roger Negri (LSAP).** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Rapporteur nach eng Kéier och Merci soe fir den excellenten schréfflechen a mëndleche Rapport.

Dese Gesetzesprojet situéiert sech am Kader vun der administrativer Kooperatioun zwëschent den EU-Memberstaaten am Beräich vun den direkten an indirekte Steieren; eng Kooperatioun, déi schon am Dezember 1977 am Kader vun deene sou genannte 77/779/CEE-Direktiven instituéiert ginn ass. Am Artikel 1 gëtt dës Assistance administrative fir d'Taxen op d'Assuranceprimen agefouert an domadder déi europäesch Direktiv vum 7. Oktober 2003, déi d'Ausweitung vun der administrativer Kooperatioun am Beräich vun den direkten an indirekte Steiere virgesäit, an nationaalt Recht ëmtransposéiert.

Den Artikel 2 vum Projet, deen lech hei virläit, beschränkt sech dorop déi zwee Gesetzer ze abrogéieren, déi bis elo d'Assistance an d'Coopération administrative am Beräich vun der TVA réglementéiert hunn, an zwar d'Gesetz vum 4. Juni 1981 an dat vum 23. Dezember 1992. Dës Gesetzgebung ass also net méi néideg, vu datt d'Coopération en matière de TVA am europäesche Règlement 1798 vum 7.

Oktober 2003 festgeluecht ginn ass an datt esou e Règlement net transposéiert muss ginn, mä direkt an all sengen Elementer um nationalen Niveau applizéiert ka ginn.

Domadder ginn ech am Numm vu menger Fraktioun den Accord zu deemem Projet a soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Negri. Elo huet eis Regierung d'Wuert. Här Minister, mir haten lech bal verluer. Mä huet d'Regierung näischt méi dozou ze soen?

(Négation)

Dann ass d'Diskussioun elo ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5306.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullan (par M. Laurent Mosar), MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert (par M. Marco Schank), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Ali Kaes), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers) et Michel Wolter (par M. Lucien Clement);

MM. Marc Angel (par Mme Lydie Err), Alex Bodry (par M. Roland Schreiner), John Castegnaro (par M. Romain Schneider), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Colette Flesch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helmingier (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner (par M. Charles Goerens);

MM. Claude Adam (par M. Camille Gira), François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. François Bausch), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mir kommen un den nächste Projet de loi vun haut. Dat ass de Projet 5298 iwwert d'Régimes douaniers. De Rapporteur vun deemem Projet ass den honorablen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

10. 5298 - Projet de loi portant approbation du Protocole d'amendement à la Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers, fait à Bruxelles, le 26 juin 1999

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

■ **M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur.** - Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Douaneskontrollen an -tariffer spillen haut eng eminent wichteg Roll am internationalen Handel an duerfir

bleiwen och verschidden Douanesregimer net onn Incidence op d'Kompetitivitéit vun deene verschiddenen Acteuren.

D'Konventioun vu Kyoto hat als Objektiv d'Harmoniséierung an d'Vereinfachung vun den Douanesprozeduren an des Konventioun ass de 25. September 1974 a Kraaft getrueden. Duerno ass et no enger laanger Viraarbecht vu véier Joer zu enger Iwwerschaffung vun deser Konventioun komm, déi sech erëmfonnt huet an enger neier Konventioun vun 1999 vu Bréissel.

Firwat ass des nei Konventioun noutwendeg ginn? Éischtens, well et ëmmer zu méi engem grouss Wuesstum an den internationalen Transportbeweegunge komm ass. Zweetens, well et och wichteg gëtt, eng Verbesserung vun de Kontrolltechniken am Douanesberäich ze erlaangen. Dann dréttens och fir d'Evolution vun den Informatiounstechnologien an des Prozeduren anzebauen, a véiertens, well och dat kommerziell Einfeld sech ëmmer méi verschäert huet.

Haut solle mer also duerch dat Gesetz déi Konventioun vun 1999 approuvéieren. Des Konventioun begräift eng Annexe générale an e puer Annexes particulières. Déi grouss Prinzipien, déi an der Annexe générale festgeschriwwen sinn, gesi vir: éischtens eng Vereinfachung an eng Harmoniséierung vun den Douanesregimer, dann eng konstant Verbesserung vun de Kontrolltechniken, e maximale Réckgrëff op d'Informatiounstechnologien a schlussendlech e Parteneriat zwëschen den Douanen an den Entrepreneuren, deen nach soll weider verbessert ginn.

Vun deenen Annexes particulières sinn der zwou obligatoresch an eng ass fakultativ. De Statsrot hat do a sengem Avis e Problem, well en der Meenung war, et wär net kloer genuch am Text preziséiert, datt déi Appendice, déi nëmme fakultativ wär, och fakultativ an eisem Projet de loi géif bleiwen. Déi zoustänneg Finanzkommissioun huet des Reserv mat ugeholl. Mir hunn den Text dorobberhin amendéiert. Par ailleurs hat de Statsrot kee Problem mat deem Text.

Ech géif lech och bieden, Är Zoustëmmung ze ginn, a meng Fraktioun wäert och heizou hir Zoustëmmung ginn.

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien.

■ **M. le Président.**- Merci, Här Mosar. Den Här Goerens an den Här Negri. Här Goerens!

Discussion générale

■ **M. Charles Goerens (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och meng Fraktioun kann den Accord ginn zu dem Projet de loi.

(Coups de cloche de la Présidence)

Dat ëmsou méi wéi d'Chambres professionnelles alleguer unanimement d'accord sinn domadder an och well de Bedenke vum Statsrot konnt Rechnung gedroe ginn an dorobberhin déi lescht Obstacien

Sommaire des séances publiques

Communications	page 258
Ordre du jour	page 258
Intervention de M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative	page 258
Débat de consultation sur la mission de l'école luxembourgeoise et le renforcement de ses moyens d'action (PISA)	pages 258-272
5414 - Proposition de loi portant révision des articles 37, alinéas 2 et 6, 51, paragraphe (3) et 107, paragraphe (4) de la Constitution	pages 272-273
Demandes en naturalisation	page 273
Communications	page 274
5450 - Proposition de loi de M. Aly Jaerling ayant pour objet de modifier la loi du 27 juillet 1993 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché ainsi que l'action sociale en faveur des étrangers	page 274
Composition des commissions parlementaires	page 274
Ordre du jour	pages 274-275
Dépôt d'une résolution	page 275
Heure de questions au Gouvernement	
- Question N°23 du 21 mars 2005 de Monsieur Fernand Diederich relative aux infrastructures scolaires, adressée au Ministre des Travaux publics	pages 275-276
- Question N°24 du 22 mars 2005 de Monsieur Claude Meisch relative à l'Université de Luxembourg, adressée à la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche	page 276
- Question N°25 du 21 mars 2005 de Monsieur Ben Fayot relative aux rotondes de Bonnevoie, adressée à la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche	page 276
- Question N°26 du 21 mars 2005 de Monsieur Camille Gira relative au plan d'intervention d'urgence en cas de pollution de l'eau potable, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire	pages 276-277
- Question N°27 du 21 mars 2005 de Madame Vera Spautz relative au «gender mainstreaming» dans les ministères de l'État, adressée au Ministre de l'Égalité des chances	page 277
- Question N°28 du 22 mars 2005 de Monsieur Claude Meisch relative à l'introduction d'une interdiction de fumer dans les restaurants, adressée au Ministre de la Santé	pages 277-278
- Question N°29 du 21 mars 2005 de Monsieur Roland Schreiner relative aux négociations salariales dans le secteur public, ainsi que sur la révision des salaires, adressée au Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative	page 278

- Question N°30 du 22 mars 2005 de Monsieur Robert Mehlen relative à l'action de sauvetage de la CEPAL, adressée au Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

pages 278-279

- Question N°31 du 21 mars 2005 de Monsieur John Castegnaro relative au remboursement des analyses médicales, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

page 279

- Question N°32 du 22 mars 2005 de Monsieur Jacques-Yves Henckes relative à la politique d'aménagement du Territoire, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

page 279

5387 - Projet de loi modifiant la loi du 17 avril 1998 portant création d'un établissement public dénommé „centre hospitalier neuropsychiatrique”

pages 279-283

5379 - Projet de loi modifiant la loi du 24 décembre 2002 relative aux produits biocides

pages 283-286

Dépôt de deux projets de loi

page 286

Ordre du jour

page 286

Question avec débat N°1 de M. John Castegnaro relative à l'évolution du chômage

pages 286-288

Heure d'actualité demandée par le groupe ADR concernant l'interprétation et l'application pratique de l'article 17 de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

pages 288-291

Question parlementaire N°212 de M. Xavier Bettel relative aux mesures de sécurité au Centre pénitentiaire

page 291

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG sur le gender budgeting, c.-à-d. l'établissement du budget de l'État selon la perspective du genre

pages 291-295

5171 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2002

pages 295-297

5166 - Projet de loi modifiant la loi du 25 juillet 2002 portant création et réglementation des professions de géomètre et de géomètre officiel et portant modification de la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales

pages 297-298

5306 - Projet de loi concernant l'assistance administrative entre les États membres de la Communauté européenne en matière de taxes sur les primes d'assurance

page 298

5298 - Projet de loi portant approbation du Protocole d'amendement à la Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers, fait à Bruxelles, le 26 juin 1999

page 298

Ordre du jour

pages 298-299

aus der Welt geschafte gi sinn. Duerfir fanne mer keen Obstacle méi fir eise Jo zu dem Projet de loi ze manifestéieren.

■ **M. le Président.**- Merci, Här Goerens. Här Negri, wann ech gelift.

■ **M. Roger Negri (LSAP).**- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Rapporteur Merci soe fir säin excellent schrëftlechen a mëndleche Rapport. Wéi elo grad hei erkläert ginn ass, geet et bei dem Protocole d'amendement dodrëms, der Evolution vun den Zollprozeduren a vun de Verzollungsmodalitéiten, déi am Kader vum Welthandel applizéiert ginn, Rechnung ze droen. De Protokoll soll also letztendlech

zur Vereinfachung vun deenen Echangé bäidroen, déi d'Welthandelsorganisatioun OMC viséiert.

Et kann een nach just ganz kuerz drop hiweisen, datt de Projet a sengem Artikel 2 et der Regierung erlaabt, sech net un d'Dispositiounen vun der Appendice 3, annexe spécifique, ze halen, well d'Dispositiounen vun dem drëtten Deel an der Décision vum Conseil net mat abegraff sinn, beziehungsweise net am Journal officiel publizéiert gi sinn.

Domadder ginn ech den Accord vun eiser Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolasschteren.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien.

■ **M. le Président.**- Merci, Här Negri. D'Regierung.

(Interruption)

Da kënne mer doriwwer ewechgoen.

Dann ass d'Diskussioun ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5298.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Ali Kaes), M. Lucien Cle-

ment, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Laurent Mosar), MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert (par M. Marco Schank), Mme Françoise Hetta-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Marcel Sauber), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Lucien Clement), Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Fred Sunnen (par Mme Marie-Josée Frank), Lucien Thiel et Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers);

MM. Marc Angel (par Mme Lydie Err), Alex Bodry (par M. Roger Negri), John Castegnaro (par M. Roland Schreiner), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Fernand Diederich);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par Mme Colette Flesch), M. Emile Calmes (par M. Charles Goerens), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Niki Bettendorf), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner (par M. Henri Grethen);

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. François Bausch), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp (par M. Aly Jaerling) et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Deem ass esou decidéiert.

11. Ordre du jour

Ech wollt lech nach matdeelen den Ordre du jour fir déi nächst Sëtzung. Déi ass den 12. Abrëll an do stinn um Ordre du jour de Projet de loi iwwert d'Fiscalité sur les PAN, nom Modell 2, an de Projet de loi iwwert de Referendum vum 10. Juli, nom Modell 1.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert an d'Sëtzung ass elo opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.50 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzeburger Journal, Zeitung vum Lëtzeburger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Chamber TV

zu Esch

um Kanal S40 (455.25 MHz)

zu Déifferdeng

um Kanal S 29

zu Diddeleng

um Kanal S 32

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 7 / 2004-2005

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
2738	M. Gast Gibéryen	Mise en demeure sur la nationalité luxembourgeoise
0232 cf. 0204	Mme Nancy Arendt	Introduction d'un congé extraordinaire au bénéfice des personnes souhaitant faire une déclaration de partenariat
0233	M. Jean-Pierre Koepp	Envasement de deux bassins de rétention à Esch-sur-Sûre
0234	M. Gast Gibéryen	Composition de l'allocation de fin d'année
0237	M. Marcel Oberweis	Transposition de la directive européenne sur la performance énergétique des bâtiments
0239	M. Fernand Diederich	Orientation des personnes handicapées vers le marché de travail ordinaire ou vers les ateliers protégés
0243	Mme Claudia Dall'Agnol	Aide financière de l'État pour études supérieures
0244	M. Marc Spautz	CR 112 reliant les localités de Septfontaines et de Greisch
0246 cf. 0155	M. Roger Negri	Construction de l'École européenne Luxembourg II
0249	Mme Marie-Josée Frank	Dossier médical en cas d'hospitalisation
0250	M. Claude Adam	Offre de formation continue (SCRIPT)
0252	M. Aly Jaerling	Recherche de la paternité
0253	M. Gast Gibéryen	Exercice des fonctions du Grand-Duc
0254	M. Marcel Oberweis	Centrale Turbine-Gaz-Vapeur (TGV) à Esch-sur-Alzette
0257	M. Xavier Bettel	Instauration d'une taxe sur le kérosène
0258	M. Ben Fayot	Octroi du forfait d'éducation par le Fonds national de Solidarité
0259	M. Robert Mehlen	Blocage de la délivrance des autorisations de construire
0262	M. Marc Spautz	Gratuité du transport public
0264	Mme Claudia Dall'Agnol	Transformation du bâtiment "Schuman" pour les besoins de la Bibliothèque nationale
0265	M. Robert Mehlen	Défibrillateurs
0266	M. Emile Calmes	Relations entre l'État et les organismes oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique (Centres intégrés)
0267	M. Xavier Bettel	Consultations des épreuves d'examen de fin d'études secondaires
0268	M. Marcel Oberweis	Guide pour la protection de la nature et de l'environnement au niveau communal
0269	M. Aly Jaerling	Crématoire à Hamm
0270	M. Aly Jaerling	Prétraite ajustement (Convention entre le Ministère et Arcelor)
0271	M. Laurent Mosar	Énergie éolienne
0272 urgente	M. Aly Jaerling	Constatacion d'un cas de méningite au Lycée technique Mathias Adam
0275	Mme Viviane Loschetter	49 ^e session de la Commission de la condition de la femme de l'ONU (CCFNU)
0276	M. Carlo Wagner	Coopération transfrontalière en matière d'infractions au Code de la route
0278	M. Emile Calmes	Autorisations pour l'installation d'antennes
0281	M. Jacques-Yves Henckes	Hydroélectricité
0284	M. Jacques-Yves Henckes	Protection de l'environnement
0285	M. Jacques-Yves Henckes	Directive européenne sur les émissions de particules de suie et de plomb
0287	M. Emile Calmes	Décharges pour déchets inertes
0292	M. Jacques-Yves Henckes	Accises sur le kérosène
0298	M. Carlo Wagner	Interdiction de fumer dans les restaurants
0299	Mme Lydia Mutsch	Pandémie

Question 2738 (12.5.2004) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant la mise en demeure sur la nationalité luxembourgeoise:

Duerch déi grouss Zuel vun auslännesche Matbiirger an eisem Land kënn et ëmmer méi oft zu der Situatioun, datt Kanner mat nëmmen engem lëtzebuergeschen Elterendeel hei op d'Welt kommen. Well et zu Lëtzebuerg net de Prinzip vun der duebeler Nationalitéit gëtt, müssen dës Kanner sech dann no hirer Volljähregkeet am Prinzip fir eng vun deenen zwou Nationalitéiten entscheeden. An der Praxis schéngt et awer hei zu Lëtzebuerg esou ze sinn, datt Jonker, déi an esou enger Situatioun sinn, net vun lëtzebuergesche Stat opgefuerdert ginn, sech no hirer Volljähregkeet fir eng Nationalitéit ze entscheeden. Och wann dat un der juristescher Situatioun u sech naischt ännert, werft et dach awer d'Fro op, firwat hei, wéi vum Gesetz gefuerdert, eng Situatioun mat zwou oder méi Nationalitéiten net definitiv gekläert gëtt.

Am Artikel 25-7^o vum Gesetz vum 22. Februar 1968 «sur la nationalité

luxembourgeoise» gëtt prezisiéiert, datt «Perd la qualité de Luxembourgeois..., le Luxembourgeois..., ou qui, nonobstant une mise en demeure à lui adressée par le Ministre de la Justice, n'a pas dans un délai de deux ans à partir de cette mise en demeure renoncé à la nationalité étrangère, ...».

An dësem Zesammenhang hunn ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Kënn de Stat senger gesetzlecher Verflechtung no, deene Betreffenen nom Erreeche vun hirer Volljähregkeet eng «mise en demeure» zoukommen ze lossen, fir dës Persounen opzefuerderen, sech fir eng Nationalitéit ze entscheeden?

2) Wann neen, kéint den Här Minister mer erklären, wat déi genee Grënn fir d'Netanhale vun dëser gesetzlecher Bestëmmung sinn?

3) Wéi vill «mises en demeure» konform zum Gesetz iwwert déi lëtzebuergesch Nationalitéit vum 22. Februar 1968 sinn an de leschten zéng Joer erausgeschéckt ginn a wéi hunn déi Be-

traffe sech an deene Fäll entscheed?

Réponse (11.3.2005) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*:

Une personne qui a deux nationalités de par sa naissance (cas des enfants qui ont deux parents de nationalité différente et dont les deux lois nationales prévoient que la nationalité de l'un des parents devient automatiquement celle de l'enfant) garde, en droit luxembourgeois, ces deux nationalités d'origine.

L'article ne vise pas l'hypothèse citée par l'honorable Député des doubles nationaux d'origine. Ces doubles nationaux restent Luxembourgeois. Aucune mise en demeure ne leur est envoyée.

Cet article vise essentiellement la situation selon laquelle un étranger peut devenir Luxembourgeois par option ou naturalisation sans apporter la preuve de la perte de sa nationalité d'origine lorsque sa loi

nationale ne permet la perte qu'après l'acquisition de la nationalité nouvelle.

première année d'application de la nouvelle loi.

Question 0204 (3.12.2004) de M. Ben Fayot (LSAP) concernant l'adaptation du statut général des fonctionnaires:

La loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État prévoit dans son article 31-2 modifié que «peuvent bénéficier d'un congé sans traitement ou d'un congé pour travail à mi-temps (...) soit le fonctionnaire de sexe féminin, soit le fonctionnaire de sexe masculin dont le conjoint a bénéficié d'un congé de maternité, d'un congé d'accueil (...)».

Or, il résulte du commentaire des articles de la loi susmentionnée que le terme de conjoint vise les seules personnes mariées.

- À l'instar de la nouvelle loi relative aux effets légaux de certains partenariats et en considération de l'existence d'autres formes de partenariat que le mariage traditionnel, est-ce que Monsieur le Ministre n'estime pas opportun d'adapter le statut des fonctionnaires en ce sens?

- Dans l'affirmative, est-ce qu'un projet de loi devrait être déposé ou est-ce qu'une interprétation différente, respectivement plus large du terme «conjoint» suffira pour accorder les congés sans traitement et à mi-temps aux fonctionnaires de l'État?

Question 0232 (4.1.2005) de Mme Nancy Arendt (CSV) concernant l'introduction d'un congé extraordinaire au bénéfice des personnes souhaitant faire une déclaration de partenariat:

La loi précitée du 9 juillet 2004 impose aux personnes désireuses de déclarer leur partenariat de se présenter personnellement devant l'officier de l'état civil de la commune du lieu de leur domicile ou de leur résidence commun qui recevra cette déclaration. La loi ne prévoit cependant aucune disposition relative à un éventuel congé extraordinaire à accorder aux partenaires qui occupent une activité rémunérée afin qu'ils accomplissent les différentes démarches liées à la déclaration de partenariat.

Dans ce contexte j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Justice:

- Si le Gouvernement entend modifier la législation en introduisant un congé extraordinaire, ne serait-ce que d'un seul jour, au bénéfice des salariés de droit privé et des fonctionnaires ou employés publics qui souhaitent faire une déclaration de partenariat?

Réponse commune (20.1.2005) de M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*, de M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi* et de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*:

La nouvelle loi sur le partenariat est entrée en vigueur le 1^{er} novembre 2004. Vu que cette loi constitue une nouveauté importante, le Gouvernement, dans sa déclaration gouvernementale, a retenu qu'il «évaluera l'application concrète de la loi du 9 juillet 2004 sur le partenariat pour y apporter, le cas échéant, des ajustements».

Les questions évoquées par les honorables Députés seront examinées dans le cadre de cette évaluation qui aura lieu après la

Question 0233 (5.1.2005) de M. Jean-Pierre Koepp (ADR) concernant l'envasement de deux bassins de rétention à Esch-sur-Sûre:

1991 ass de Stauséi zu Esch-Sauer auslaffe gelooss ginn, fir eng Rei vun Ennerhaltsaarbechten, haapt-sächlichlech un der Staumauer, kënnen ze maachen.

D'Opfangbecke vun der Misärsbréck, wéi och dat vum Béiwener Séi, goufen deemools net mat eidel gemaach. Dës zwee Opfangbecke woren awer Enn de fofzeger Jore gebaut gi fir de Schlamm esou wäit ewéi méiglech aus dem Stauséi erauszehalen.

Elo hu sech awer, no Informatiounen aus Fëscherkreesser, am Laf vun de Jore grouss Quantitéite vu Schlamm an deenen zwee Opfangbecken ugesammelt.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

- Stëmmt dës Informatioun aus de Fëscherkreesser a wéi gesäit et genee aus mat der Verschlamung vun dësen zwee Opfangbecken?

- Wa jo, besteet hei Handlungsbedarf a wat fir Moosname müssen an nächster Zukunft geholl ginn?

Réponse (17.2.2005) de M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*:

Il est exact que suite, d'une part au charriage de matériaux d'érosion par les cours d'eau et, d'autre part, à l'eutrophisation, c'est-à-dire à l'accumulation d'éléments nutritifs favorisant le développement des algues, des sédiments fins se sont déposés dans les lacs de retenue de Baviagne et de Pont-Misère et également dans la retenue principale du lac de la Haute-Sûre.

L'enlèvement des boues n'est pas indiqué pour des raisons essentiellement écologiques. En effet, il faut constater que depuis l'envasement des retenues de Pont-Misère et de Baviagne, des habitats aquatiques et amphibiens précieux se sont développés en queue de retenue des deux barrages, c'est-à-dire en amont du Pont-Misère et tout de suite en aval de la localité de Baviagne. De cette manière des roselières et des hauts fonds à végétation abondante se sont installés le long des berges présentant des caractères idéals pour la reproduction et la présence de nombreuses espèces de ichtyo- et de l'avifaune. Ainsi a pu être démontré récemment la présence de la bouvière (*Rhodeus sericeus amarus*) à l'embouchure du ruisseau de Baviagne dans la retenue, une espèce de poisson vulnérable et menacée qui avait disparu sur le territoire luxembourgeois pendant les derniers vingt ans et qui aujourd'hui est inscrite à l'annexe II de la Directive européenne 92/43/CE concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages («Directive Habitats») et à l'annexe III de la Convention de Berne.

Suite à la construction de la passe à poissons au barrage du Pont-Misère en 1996 comme mesure de compensation à la vidange de la retenue principale en 1990, les frayères et habitats naturels de la Sûre en amont du barrage de Pont-Misère sont devenus accessibles pour de nombreuses espèces de poissons rhéophiles et potamophiles présentes dans le lac principal.

Question 0234 (6.1.2005) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant la composition de l'allocation de fin d'année:

Am Géigesaz zu 2003 muss ech feststellen, datt 2004 d'Extrait vum der «Allocation de fin d'année» fir d'Rentebezéier (op d'mannst déi, déi ech bis elo kontrolléiert hunn) keen detailléierten Décompte méi iwwert d'Zesummesetzung vum dëser Allocatioun opweisen.

Dëse Réckschrëtt ass onverständlech, zemoos bei dëser Allocatioun eng Besonnerheet besteet: D'Indextranche vum Oktober, déi am Privatsecteur net mat Zäiten ausbezuelt konnt ginn, gouf op dës Joresendzoulag dropgeschloen.

Dëse Mangel un Transparenz féiert onnéidegerweis zu ville Nofroen. Och ass et doduerch schwierig, d'Behauptung vum Sozialminister nozepreiwien, kee Rentner géif duerch déi verspéit Ausbezuelt vum der Indextranche e Schued erleiden.

No enger entsprecher Motioun am Juli 2002 vu menger Fraktioun, déi an déi zoustänneg Kommissioun renvoyéiert gouf, an dräi parlamentareschen Ufroen (Juli 2002, Oktober 2002 a Januar 2003) vum Deputéierten Aly Jaerling ass et 2003 bei der Allocatioun de fin d'année fir d'éischt zu esou engem detailléierten Décompte komm.

Dowéinst dës Fro:

- Firwat huet den neie Sozialminister deen erreichte Fortschritt a Saachen Informatioun vum der Rentner iwwert d'Zesummesetzung vum hirer «Allocation de fin d'année» annulléiert?

Réponse (4.2.2005) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

Wéi den Här Deputéierte richteg feststellt, ass bei der Ausbezuelt vum der Joreszoulag vum 2004 och d'Indextranche, déi am Oktober 2004 erfall ass, mat ausbezuelt ginn.

D'Erklärung firwat ee ka mengen, datt e Réckschrëtt geschitt wier, ass ganz einfach: Well zwou verschidde Komponente mateneen ausbezuelt goufen, war einfach net genuch Plaz op de Virementsziedelen, fir eng detailléiert Ofrechnung, sou wéi dat 2003 de Fall war, dropzeschreiwien.

D'Ursaach war, datt de Centre commun ze spéit informéiert gouf, datt eng Indextranche erfale géif.

Dofir hunn d'Pensiounskeesen, an net de Minister vum der sozialer Sécherheet, decidéiert, nëmmen de folgenden Text an zwou Zeilen ze schreiwien: «Allocation de fin d'année 2004 + Tranche indiciaire octobre 2004».

De Centre commun huet awer elo déi néideg Schrëtt ennerholl, fir mat Zäite gewuer ze ginn, wann deen een oder deen anere Facteur, wéi zum Beispill den Index, an der Berechnung ännert.

Och gouf en extraen informatesch Programm geschriwwen mat deem et méiglech ass, all de Leit, déi dat ufroen, eng ganz detailléiert Ofrechnung ze schécken.

Question 0237 (7.1.2005) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant la transposition de la directive européenne sur la performance énergétique des bâtiments:

Aujourd'hui, le secteur résidentiel et tertiaire, constitué pour l'essentiel de bâtiments, représente plus de 40% de la consommation finale d'énergie dans l'Union européenne et par conséquent constitue un des plus grands émetteurs de gaz à effet de serre. Les mêmes pour-

centages sont valables pour le Grand-Duché.

La dépendance du pétrole et du gaz naturel constitue un des éléments-clés de l'approvisionnement énergétique de l'Union européenne. En 2000, 76% de la demande de pétrole et 40% de la demande du gaz naturel de l'UE-15 ont été couverts par des sources extérieures. Si toutefois nos comportements de consommation d'énergie actuels ne changent pas, le taux de dépendance pour le pétrole augmentera à 90% et pour le gaz naturel à 70% à l'horizon 2020.

Constatant que l'amélioration de l'efficacité énergétique des constructions résidentielles et tertiaires représentent un volet important de la panoplie des politiques et mesures nécessaires pour respecter le protocole de Kyoto, le Parlement européen a émis le 16 décembre 2002 la Directive 2002/91/CE sur la performance énergétique des bâtiments. Cette directive s'inscrit dans le cadre des initiatives de la Communauté relatives au changement climatique dont l'objectif est de promouvoir l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments, c'est-à-dire la quantité d'énergie effectivement consommée ou estimée pour répondre aux différents besoins liés à une utilisation standardisée du bâtiment.

Ce texte comporte trois mesures clefs. Tout d'abord, une méthode de calcul commune est mise en place pour déterminer la performance énergétique (c'est-à-dire la quantité d'énergie nécessaire à une utilisation normale des locaux) des bâtiments neufs ou ayant fait l'objet de travaux de rénovation importants. Ensuite, il est créé un certificat informatif sur la consommation énergétique des locaux, qui devra être mis à la disposition de tout acheteur ou de tout nouveau locataire. Enfin, les chaudières et les systèmes de climatisation devront faire l'objet d'inspections régulières. Toutes ces dispositions devront être transposées en droit national au plus tard le 4 janvier 2006.

Cette directive constitue sûrement un instrument visant à limiter les émissions de CO₂ dans le secteur résidentiel et tertiaire et à faire face aux défis et obligations relevant du protocole de Kyoto.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement.

- Au vu de l'importance de la directive en la matière, quel est l'état d'avancement du processus de transposition y relatif?
- Existe-t-il déjà un avant-projet?
- Dans l'affirmative, la date du dépôt à la Chambre des Députés est-elle déjà arrêtée?

Réponse (1.3.2005) de M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement:

En réponse à la question de l'honorable Député M. Marcel Oberweis concernant la transposition de la directive européenne 2002/91/CE sur la performance énergétique des bâtiments, je tiens tout d'abord à préciser que le Gouvernement est tout à fait conscient de l'importance de la directive sous rubrique et que les travaux législatifs préparatoires sont en cours.

La directive en question s'inscrit dans le cadre des initiatives de la Communauté relatives au changement climatique et à la sécurité d'approvisionnement. La proposition du cadre général repose sur les quatre principaux éléments suivants:

1. une méthodologie commune de calcul de la performance énergétique intégrée des bâtiments;
2. les normes minimales relatives à la performance énergétique des bâtiments neufs et des bâtiments existants lorsqu'ils font l'objet de travaux de rénovations importants;

3. les systèmes de certification pour les bâtiments neufs et existants et, dans les bâtiments publics, l'affichage de certificats et d'autres informations pertinentes. Les certifications devraient dater de moins de cinq ans;

4. le contrôle régulier des chaudières et des systèmes centraux de climatisation dans les bâtiments ainsi que l'évaluation d'une installation de chauffage lorsqu'elle comporte des chaudières de plus de 15 ans.

En ce qui concerne les deux premiers points mentionnés ci-dessus, ils seront repris dans un règlement grand-ducal qui est en cours de préparation et qui remplacera le règlement grand-ducal de novembre 1994 concernant l'isolation thermique des bâtiments.

Pour ce qui est du troisième point concernant les systèmes de certification pour les bâtiments neufs et existants, il faudra encore tenir compte du développement des normes y relatives au niveau européen avant de pouvoir établir le règlement grand-ducal afférent.

Finalement, le quatrième point concernant le contrôle des chaudières et des systèmes de climatisation est déjà couvert par le règlement grand-ducal du 14 août 2000 relatif aux installations de combustion alimentées au gaz, par le règlement grand-ducal du 4 mars 1997 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 23 décembre 1987 relatif aux installations de combustion alimentées en combustible liquide ou gazeux, ainsi que par le règlement grand-ducal du 18 avril 2004 relatif au contrôle de fuites dans des équipements frigorifiques et climatiques.

Au vu des ressources humaines très limitées de la Direction de l'Energie - qui plus est largement engagées dans les travaux de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne -, considérant aussi la nécessité de modifier les règlements grand-ducaux concernant les énergies renouvelables et l'urgence de transposition des directives gaz et électricité, je ne suis pas encore en mesure de communiquer la date probable du dépôt des règlements grand-ducaux en question à la Chambre des Députés.

Toutefois, si l'entrée en vigueur de la directive en question date du 4 janvier 2003, il ne faut pas perdre de vue que la date limite de transposition dans les États membres est fixée au 4 janvier 2006. Étant donné l'importance du dossier en question, tout sera mis en œuvre pour que la directive 2002/91/CE soit transposée dans notre droit national dans les délais impartis.

Question 0239 (7.1.2005) de M. Fernand Diederich (LSAP) concernant l'orientation des personnes handicapées vers le marché de travail ordinaire ou vers les ateliers protégés:

La «loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées» règle entre autres l'orientation des personnes handicapées vers le marché de travail ordinaire ou, le cas échéant, vers les ateliers protégés.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre et Monsieur le Ministre:

- Combien de personnes reconnues travailleurs handicapés (ou assimilées) sont occupées actuellement dans les secteurs public et privé? Combien se trouvent en situation de chômage respectivement participent à des

mesures en vue de leur réinsertion professionnelle?

- Quel est le nombre de personnes handicapées ou assimilées travaillant dans les ateliers protégés?

- Quel est le taux d'intégration des travailleurs handicapés reconnus dans le marché du travail ordinaire?

- Comment tous ces chiffres ont-ils évolué au cours des dernières années?

Réponse commune (3.2.2005) de M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi et de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration:

Quant à la première question, au 31 décembre 2004, 1.634 personnes ayant le statut de travailleur handicapé ont été employées dans les secteurs privé et public.

Parmi les 352 travailleurs handicapés inscrits à l'Administration de l'Emploi, 98 personnes suivent des mesures en vue d'une réinsertion professionnelle.

En ce qui concerne la deuxième question, le nombre de contrats de travail des travailleurs handicapés avec les ateliers protégés s'élève à 566 au 31 décembre 2004.

En réponse à la troisième question, le taux d'intégration de travailleurs handicapés défini comme étant le rapport des travailleurs handicapés ayant une occupation sur le marché du travail ordinaire et la population active des travailleurs handicapés y incluse les travailleurs handicapés inscrits à l'Administration de l'Emploi reconnus dans le marché du travail ordinaire est de 64%.

Quant à la quatrième question, il y a lieu de relever que depuis le 1^{er} janvier 2002 jusqu'au 31 décembre 2004, le nombre de contrats de travail des travailleurs handicapés dans le secteur privé est passé de 814 unités à 1.029 tandis que celui du secteur public a connu une augmentation de 453 à 605 unités.

Les mesures en vue de la réinsertion professionnelle pour les demandeurs d'emploi ayant le statut de travailleur handicapé ont progressé de 61 à 98 unités.

Les contrats de travail dans les ateliers protégés affichent une augmentation de 165 unités passant de 401 à 566.

En ce qui concerne l'évolution du taux d'intégration des travailleurs handicapés reconnus dans le marché du travail ordinaire, on constate un fléchissement de 67 à 64%.

Question 0243 (11.1.2005) de Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP) concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures:

Le 26 novembre 2004 le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a déposé à la Chambre des Députés le projet de loi 5407 modifiant la loi du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures. Le projet de loi prévoit l'introduction d'une condition de résidence pour les étudiants luxembourgeois tel qu'il est déjà le cas pour les autres catégories de bénéficiaires potentiels. Ne pourront donc plus bénéficier de l'aide financière les étudiants de nationalité luxembourgeoise dont les parents ou eux-mêmes n'ont pas leur domicile sur le territoire du Grand-Duché.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- 1) Monsieur le Ministre dispose-t-il de chiffres précis quant au

nombre d'étudiants de nationalité luxembourgeoise domiciliés à l'étranger ayant bénéficié de l'aide financière depuis l'entrée en vigueur de la loi susmentionnée?

2) Les étudiants de nationalité luxembourgeoise domiciliés à l'étranger qui ont entamé leurs études supérieures sous le régime actuellement en vigueur pourront-ils continuer à bénéficier de l'aide selon les dispositions de ce régime, à savoir pour une période dépassant d'un an la durée officiellement prévue pour l'accomplissement de la totalité des premier et deuxième cycles d'études et de quatre ans pour les études de troisième cycle?

3) Dans la négative, quelles mesures Monsieur le Ministre envisage-t-il de prendre afin de permettre aux étudiants concernés de terminer leurs études dans les conditions financières qui leur ont été offertes au début de leurs études?

Réponse (15.2.2005) de M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

Sur les 6.886 demandes d'aides financières au titre de l'année académique 2004/2005 traitées par le service des aides financières au 1^{er} février 2005, une quarantaine de dossiers émane d'étudiants de nationalité luxembourgeoise qui n'ont pas leur résidence sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

Les étudiants en question seront avertis de la modification apportée à la loi du 22 juin 2000 et des solutions appropriées seront proposées par le service des aides financières du Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Question 0244 (12.1.2005) de M. Marc Spautz (CSV) concernant le CR 112 reliant les localités de Septfontaines et de Greisch:

La partie du CR 112 reliant les localités de Septfontaines et de Greisch est depuis des mois fermée à la circulation à cause d'un projet de redressement de la route entre Leesbach et Greisch et de réaménagement de la traversée de Greisch. D'après les informations contenues dans le rapport d'activité du Ministère des Travaux publics de mars 2004, ledit projet a déjà été mis en adjudication et aurait dû être entamé en 2004.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre des Travaux publics:

- Quel est l'état actuel des travaux?
- Quelles sont les raisons retardant la réouverture du CR 112?
- Quand est-il prévu de rouvrir le tracé à la circulation?

Réponse (25.2.2005) de M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable député Monsieur Marc Spautz je puis fournir les précisions suivantes:

1) Quel est l'état actuel des travaux?

Les travaux relatifs au réaménagement du CR 112 entre Leesbach et Greisch et à la reconstruction de l'ouvrage d'Art sur la «Leesbach» ont commencé le 25 janvier 2005.

2) Quelles sont les raisons retardant la réouverture du CR 112?

Les inondations importantes de janvier 2003 ont été à l'origine de destructions considérables du corps de chaussée de la route avec la formation de rétrécissements de la largeur carrossable mettant en cause la sécurité des usagers de la route.

Pour des raisons de sécurité, la route fut barrée à tout trafic à partir de mi-janvier 2003.

Une étude du réseau d'évacuation des eaux superficielles avec adaptation du débit maximal fut entamée en janvier/février 2003 et les travaux de consolidation des berges, de la construction des bassins d'amortissement ont commencé en fin 2003 pour se terminer en mars/avril 2004.

Un autre facteur retardant une mise en chantier rapide des travaux de reconstruction de la chaussée et de l'ouvrage d'Art sur la «Leesbach» était la mise à disposition tardive des emprises.

3) Quand est-il prévu de rouvrir le tracé à la circulation?

Le CR 112 entre Leesbach et Greisch sera ouvert à la circulation en fin d'année 2005 au plus tard.

Question 0155 (3.11.2005) de Mme Anne Brasseur (DP) concernant l'implantation d'une deuxième École européenne à Mamer:

Le Gouvernement précédent ayant décidé la construction de l'École européenne de Luxembourg II à Mamer et le lauréat du concours d'architectes venant d'être proclamé, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics ainsi qu'à Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget:

- Est-ce que le projet de loi prévoyant la construction de l'École européenne de Luxembourg II est en train d'être élaboré?
- Dans l'affirmative, quand est-ce que le projet de loi afférent sera déposé?
- Enfin, est-ce que les terrains nécessaires ont été acquis?

Question 0246 (13.1.2005) de M. Roger Negri (LSAP) concernant la construction de l'École européenne Luxembourg II:

Un élément clé pour garantir la présence future des institutions européennes au Grand-Duché de Luxembourg est d'encadrer les fonctionnaires européens de manière adéquate, notamment en ce qui concerne la scolarisation de leurs enfants. L'élargissement de l'Union européenne vient d'accroître la nécessité d'une deuxième école européenne dans notre pays. Étant donné que le Gouvernement précédent avait décidé la construction de l'École européenne de Luxembourg II à Mamer et que le lauréat du concours d'architectes a présenté son projet de construction il y a quelques semaines, les premiers pas dans la bonne direction sont faits. Or, jusqu'au jour où les premiers élèves européens pourront fréquenter la nouvelle enceinte, de nombreux travaux restent à effectuer.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'avancement des achats des terrains nécessaires pour réaliser la construction de la deuxième école européenne à Mamer?
- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les délais de l'évolution future du projet de construction en question, notamment en ce qui concerne:
 - le dépôt du projet par la Chambre des Députés;
 - le commencement définitif des travaux en construction;
 - l'achèvement des travaux de construction et la finalisation du bâtiment;

- le début de la première année scolaire dans le nouveau bâtiment?

Réponse commune (28.1.2005) de M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics et de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget:

Le projet de loi relatif à la construction de l'École européenne de Luxembourg II est en train d'être élaboré par les services compétents. Le concours d'architectes a été lancé en juin 2004 et la remise des projets a eu lieu en septembre 2004. La proclamation du lauréat à l'issue de ce concours s'est dégagée lors des dernières séances de délibérations du jury qui se sont tenues les 26 et 27 octobre 2004.

Il y a lieu de noter que le Gouvernement n'a pas encore réussi à acquérir tous les terrains nécessaires dans le périmètre alors que quelques propriétaires n'ont pas encore accepté à ce jour les conditions de prix.

Dans le cadre de sa politique visant à freiner l'explosion des prix des terrains, le Gouvernement estime nécessaire de ne pas offrir des montants qui pourraient conduire à la spéculation et à une hausse générale des prix. Il est toutefois entendu que l'offre de l'État constitue une indemnisation juste des propriétaires tenant compte entre autres de la classification des terrains et des prix réellement payés pour des objets similaires dans le passé.

Enfin, il est difficile de préciser dès à présent des dates fixes tant pour le dépôt du projet de loi que pour le début de la construction étant donné que celles-ci dépendent des délais nécessaires aux procédures préalables.

Question 0249 (17.1.2005) de Mme Marie-Josée Frank (CSV) concernant le dossier médical en cas d'hospitalisation:

En cas d'hospitalisation, il est établi un dossier comprenant obligatoirement les données médicales sous forme d'anamnèse, de rapports médicaux et soignants, de résultats d'analyses, de comptes rendus d'investigations diagnostiques, d'ordonnances ou de prescriptions, de radiographies et tout autre document ou effet intéressant l'état de santé respectivement le traitement du patient.

L'accès à ce dossier se fait généralement dans le cadre du rapport de confiance qui lie le patient et le médecin. Or, il m'est revenu que le droit à l'accès d'un dossier médical n'est pas absolu. Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

1. Qui peut faire la demande de consultation du dossier?
2. Comment une telle demande peut être introduite?
3. Est-ce que le médecin a le droit de refuser ou du moins restreindre la consultation du dossier et, le cas échéant, sur base de quelles dispositions législatives?
4. Quelle est la durée de conservation du dossier par l'hôpital?
5. Est-ce que Monsieur le Ministre juge la situation actuelle satisfaisante?

Réponse (21.2.2005) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

L'article 36 de la loi hospitalière du 28 août 1998 impose la tenue d'un dossier médical de tout patient. Ce dossier comprend obligatoirement les éléments visés par la question de l'honorable députée. L'article 36 de la loi hospitalière précise que «chaque établissement hospitalier

est tenu d'assurer la garde du dossier pendant dix ans au moins à partir de la date de la fin du traitement hospitalier, à moins que la nature de la maladie n'impose une durée plus longue» et impose aux établissements hospitaliers de prendre les mesures de sécurité requises pour prévenir tout accès illicite au dossier.

Tant l'article précité de la loi hospitalière que l'article 28(3) de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel reconnaissent le droit du patient de consulter le dossier tenu à son égard. Le droit du patient d'accéder à son dossier peut être librement exercé soit en personne ou par l'intermédiaire d'un médecin que le patient désigne.

La loi n'impose pas de formalisme particulier à observer par le patient et l'hôpital est tenu de remettre au patient, ou au médecin par lui désigné, une copie des pièces figurant obligatoirement au dossier. Le directeur de l'établissement est au vœu de la loi personnellement responsable du respect de cette disposition.

Pour ce qui concerne les malades placés sous tutelle ou curatelle, la loi relative à la protection des données précise que le droit d'accès est exercé par l'intermédiaire d'un médecin désigné par le curateur ou tuteur.

Après le décès du patient «son conjoint non séparé de corps et ses enfants ainsi que toute personne qui au moment du décès a vécu avec lui dans le même ménage ou, s'il s'agit d'un mineur, ses père et mère, peuvent exercer, par l'intermédiaire d'un médecin qu'ils désignent, le droit d'accès».

La réglementation actuelle du dossier médical en milieu hospitalier est globalement satisfaisante. J'ai cependant chargé mes services d'évaluer l'opportunité d'y apporter des précisions complémentaires, le cas échéant concernant l'approche à adopter dans des cas non encore envisagés par l'état actuel du droit: patient inconscient, non lucide ou instable; mineur d'âge...

En concertation avec tous les milieux intéressés je compte aussi entamer dans les mois à venir une réflexion plus fondamentale portant sur le dossier médical en milieu hospitalier et extrahospitalier et sur les atouts et désavantages d'une éventuelle généralisation du dossier médical unique informatisé.

Question 0250 (18.1.2005) de M. Claude Adam (DÉI GRÉNG) concernant l'offre de formation continue (SCRIPT):

Le Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) avait fait publier une offre de formation continue volumineuse et intéressante pour le premier semestre 2004-2005 pour l'éducation préscolaire, l'enseignement primaire, l'enseignement secondaire et secondaire technique ainsi que pour l'éducation différenciée. (Numéro spécial du Courrier de l'Éducation nationale).

J'aimerais poser les questions suivantes, relatives à cette offre de formation continue, à Madame la Ministre:

- Quel est le nombre d'enseignants qui ont profité ou profitent encore de cette offre de formation continue?
- Quel est le nombre d'activités de formation qui ont dû être annulées faute de participants?

- Quel est le nombre des participants aux offres prioritaires de l'enseignement post-primaire, à savoir «les compétences d'évaluation en classe» et «la pédagogie différenciée et le climat scolaire»?

Réponse (18.1.2005) de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

Les chiffres se rapportent au premier semestre 2004-2005.

- Nombre d'enseignants qui ont profité ou qui profitent encore de l'offre de formation continue

4.666 (3.377 € et 1.289 €) inscriptions ont été enregistrées pour les cours offerts pour le 1^{er} semestre 2004-2005.

En déduisant les inscriptions aux cours annulés ainsi que les annulations d'inscriptions, 4.098 inscriptions (2.964 € et 1.134 €) ont été confirmées.

Comme un certain nombre de personnes ont participé à plusieurs activités, le nombre total de participants était de 1.957, dont 1.349 (69%) femmes et 608 (31%) hommes.

- Nombre d'activités de formation annulées

323 formations continues ont été proposées, 65 ont dû être annulées en raison du faible nombre d'inscriptions.

- Nombre de participants aux offres prioritaires de l'enseignement post-primaire, à savoir «les compétences d'évaluation en classe» et la «pédagogie différenciée et le climat scolaire»

1.703 (1.282 € et 421 €) inscriptions se rapportent aux formations prioritaires, dont 1.004 (665 € et 339 €) aux priorités mentionnées ci-dessus.

Comme un certain nombre de personnes ont participé à plusieurs activités de type prioritaire, le nombre total de participants était de 701, dont 469 (67%) femmes et 232 (33%) hommes.

Question 0252 (18.1.2005) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant la recherche de la paternité:

Déi däitsch Justizministesch Zypries plangt, bis 2006, heemlech Pappeschaftstester ënner Strof ze stellen (bis zu engem Joer Prisong). Nëmmen nach mat der ausdrécklecher Awëlligung vun der Mamm, oder am Sträitfall mat Erlaabnis vun engem Geriicht, soll et méiglech sinn, esou eng genesch lwwerpräiwung duerchezefieren, falls e Mann un der Authenticitéit vu sengem Nowuess zweifelt.

Dank de grouse Fortschrëtter an der Gentechnik ass et hautdésdaags méiglech, d'Pappeschaft bannent e puer Deeg eendeiteg a präiswäert festzustellen.

Déi däitsch Ministesch huet och ugekënnegt, datt se op EU-Niveau eng Initiativ huele wëll, fir anonym Pappeschaftstester EU-wäit ze verbidden.

Dofir dës Froen:

1. Wéi ass déi aktuell gesetzlech/juristesche Situatioun hei zu Lëtzebuerg, wat eesäiteg Pappeschaftstester ueget - gesäit den Här Minister och hei am Land gesetzlechen Handlungsbedarf?
2. Wéi steet d'Lëtzebuergger Regierung zur däitscher Initiativ a virun allem wéi géng se sech bei engem entsprecheuden däitsche Virstouss op EU-Niveau positionéieren?
3. Géng esou eng EU-wäit Réglementatioun net dem Subsidiaritätsprinzip an dem Gedanke vun der Diversitéit an Europa widderspriechen?

4. Ass et, am Intérêt vum Familljefridden, net besser „heemlech Tester“ och an Zukunft ze toeléréieren, se also dem offizielle Wee iwwert d'Gerichter virzeziehen - de Verdacht op e „Kuckuckskand“ muss sech jo net bestätegen?

Réponse (8.3.2005) de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:

Obwuel den Här Jaerling eng Kéier vun «anonyme» an eng aner Kéier vun «eesäiteg» Pappeschaftstester schwätzt, kann een unhuelen, datt hien «heemlech» Pappeschaftstester mat senger Fro mengt: déi Tester also, déi oui d'Wësse vun deene Betreffene gemaach ginn.

Wann esou Pappeschaftstester iwwer sou genannten «ADN-Tester» gemaach ginn, da sinn am Prinzip d'Regele vun neie Procédure-civile-s-Buch iwwert d'Expertisen (Artikelen 461 bis 480) uwendbar. De Prinzip vum «contractoire» muss respektéiert ginn. D'Tester sinn nëmme gültig, wa si vun engem vereedegten a medezineschen Expert duerchgefouert ginn.

Wann déi gesetzlech Regelen net respektéiert ginn, dann ass d'Resultat vun dem «ADN-Test» net legal, an et ka vun deene Betreffene contestéiert ginn.

No der momentaner gesetzlecher Lag kann een also dovun ausgoen, datt keen neien Handlungsbedarf besteet.

Wat déi sou genannten däitsch Initiativ op EU-Niveau betrëfft, ass et nach ze fréi fir sech doriwuer ze äusseren. Dës Initiativ ass nach net preziséiert ginn, esou datt een nach guer net weess, a wat fir eng Richtung dat goe soll.

Question 0253 (20.1.2005) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant l'exercice des fonctions du Grand-Duc:

Eis Verfassung weist eisem Statschef eng kloer délimitéiert Roll zou. Als Symbol vun der Unitéit vun eisem Stat huet hien iwwert de Parteien ze stoen.

Esou seet den Artikel 4: «La personne du Grand-Duc est inviolable.»

Den Artikel 33 bestëmmt: «Le Grand-Duc est le chef d'État, symbole de son unité et garant de l'indépendance nationale. Il exerce le pouvoir exécutif conformément à la Constitution et aux lois du pays.»

Den Artikel 45 hält fest: «Les dispositions du Grand-Duc doivent être contresignées par un membre du Gouvernement responsable.» Den explizite Sënn vun dësem Artikel ass et, fir dem Grand-Duc am Exercice vu senger Fonctiounen «toute action personnelle» ze verbidden «qui ne serait pas couverte par son Gouvernement».

Dowéint ass et verständlech, wann déi rezent politesch Stellungnahme vun Grand-Duc bei ville Bierger Froen opwerfen. Besonnesch dem Grand-Duc seng Chrëschtusprooch huet hei fir Kontroverse gesuergt, an do an eischer Linn folgend Ausso: «An deem Geescht soen ech lech, léif Matbierger, datt ech um Referendum deelhuele wäert. Domat wëll ech menger lwwerzeugung fir en dynamescht a respektéiert Lëtzebuerg an dem neien Europa Ausdrock ginn.»

Dofir folgend Froen:

1. Gouf déi genannt Ried vun deem zoustännege Member vun der Regierung contresignéiert?
2. Widderspreecht déi zitéiert Ausso net der Verpflichtung zur Impartialitéit vum Statschef a kontroverséierte politeschen Dossieren?
3. Ass de Grand-Duc op enger Wielerlescht ageschriwwen - wa neen, gesäit d'Regierung eng Prozedur vir, fir datt de Grand-

Duc kéint um Referendum iwwert den Traité participéieren?

Réponse (24.2.2005) de M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

Konform zu eise verfassungsrechtliche Regeln ass déi ugesprache Ried vum Grand-Duc vun der Regierung am Virfeld approvéiert ginn a reflétéiert der Regierung hir Meenung fir déi dës d'politesch Responsabilitéit dréit. Eng Ofännerung vum Wahlgesetz mat senger Bestëmmungen iwwert d'Wielerschten ass net geplangt.

Question 0254 (21.1.2005) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant la Centrale Turbine-Gaz-Vapeur (TGV) à Esch-sur-Alzette:

La centrale Turbine-Gaz-Vapeur, dite TGV, à Esch-sur-Alzette est conçue pour atteindre un rendement électrique de 57%. Faute d'une récupération de la chaleur et de la vapeur, la centrale a contribué à augmenter les émissions de CO₂ au Luxembourg. Avec un rendement plus élevé et une récupération de la chaleur et de la vapeur on pourrait économiser plusieurs milliers de tonnes de CO₂ conformément aux objectifs poursuivis par le Protocole de Kyoto.

En date du 5 janvier 2005, lors d'une entrevue avec une organisation non gouvernementale, le Ministre de l'Économie a rapporté un développement positif en matière de récupération de l'énergie thermique de la centrale TGV à Esch-sur-Alzette. Lors des débats parlementaires du 14 décembre 2004 sur le projet de loi concernant la transposition du Protocole de Kyoto, Monsieur le Ministre de l'Environnement a également parlé de certains progrès en matière de récupération de la chaleur et de la vapeur de la centrale TGV.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Quel est l'état d'avancement réel du dossier en question?
- Pourriez-vous m'en indiquer les points saillants?
- Quels sont les utilisateurs potentiels qui pourraient profiter de cette énergie thermique moyennant un réseau de chauffage urbain?

Réponse commune (24.2.2005) de M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement*:

En réponse à la question de l'honorable député M. Marcel Oberweis concernant la centrale TGV d'Esch-sur-Alzette, permettez-nous de rappeler que la centrale TGV est conçue de manière à permettre un soutirage d'énergie thermique à différents points de la turbine vapeur. Il est possible de soutirer jusqu'à 40 MW_{th} pour l'approvisionnement d'un réseau de chaleur à construire à Esch-sur-Alzette, respectivement dans les environs immédiats de la centrale TGV. Afin de promouvoir la construction d'un réseau de chaleur à Esch-sur-Alzette et environs immédiats de la centrale TGV, il avait été retenu de constituer un groupement d'intérêt économique portant la dénomination GIE Sudcal. Cette constellation a été retenue eu égard à l'éclosion du projet Agora qui présente de très intéressantes opportunités pour l'établissement d'un réseau de chaleur. En effet, la réalisation de ce projet comporte la construction d'une surface de bureaux et d'habitations de plus d'un million de mètres carrés qui doivent être chauffés voire même être climatisés. En outre, la ville d'Esch-sur-Alzette poursuit également plusieurs projets de lotissements respectivement de surfaces commer-

ciales qui seraient à raccorder à un réseau de chaleur. Afin de mieux pouvoir rentabiliser l'implantation d'un réseau de chaleur, il a été décidé de fusionner les projets d'Agora et de la Ville d'Esch-sur-Alzette et d'en analyser la faisabilité au sein du GIE Sudcal.

L'évolution des travaux d'infrastructures à réaliser dans le contexte du projet Agora a rendu nécessaire de poser un premier tronçon de quelque 2.000 mètres de conduites pour le réseau de chaleur. Ceci notamment afin d'éviter une coûteuse réouverture des tranchées par la suite. En décembre 2004, le Gouvernement en conseil a donné son accord de principe à la création d'une société Sudcal. La forme que prendra la société reste toutefois encore à clarifier.

En ce qui concerne la réalisation d'un réseau de chaleur urbain sur le site de Belval-Nord, il faut préciser qu'il ne s'agit pas d'une nécessité en soi, étant donné que ce site pourrait très bien être alimenté de manière classique à l'aide de chaudières décentralisées. Néanmoins, ce qui motive principalement la réalisation de ce réseau, c'est la réduction des émissions de CO₂ au niveau national qui en résultera et, par conséquent, l'amélioration du bilan luxembourgeois en ce qui concerne les engagements découlant du protocole de Kyoto.

L'évolution des avantages en matière d'émissions de CO₂ du réseau de chaleur urbain par rapport au modèle classique à l'aide de chaudières à gaz représente la possibilité de réaliser d'ici 2020 une économie de près de 13.000 tonnes de CO₂ par an. Toutefois, même sans récupération de chaleur, le rendement élevé de la centrale TGV contribue à rendre plus efficace le parc de production électrique de la grande région et contribue ainsi sensiblement à la réduction des émissions de CO₂.

En ce qui concerne les utilisateurs qui profiteront de l'énergie thermique produite, il s'agit dans un premier temps du Fonds Belval (Rockhal), du groupe Dexia-BIL (immeuble administratif) et de toutes les constructions à réaliser à l'avenir sur les friches industrielles d'Esch-Belval.

Question 0257 (21.1.2005) de M. Xavier Bettel (DP) concernant l'instauration d'une taxe sur le kérosène:

Il me revient, par voie de presse, que Monsieur le Ministre des Transports aurait récemment insisté, lors d'une entrevue avec le secrétaire général de l'association européenne des compagnies aériennes (AEA), que la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne tenait à trouver un accord sur l'instauration d'une taxe sur le kérosène dans le cadre de la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Aussi souhaiterais-je poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer les faits relatés ci-dessus?
- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre peut me préciser les incidences économiques qu'une taxation sur le kérosène aurait pour les compagnies aériennes européennes et luxembourgeoises en particulier?
- Enfin, quelles sont les mesures préconisées par la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne pour soutenir la compétitivité des compagnies aériennes européennes et luxembourgeoises?

Réponse (1.3.2005) de M. Lucien Lux, *Ministre des Transports*:

L'honorable Monsieur Bettel souhaite avoir des informations complémentaires sur les nouvelles qui ont récemment parues dans la presse et selon lesquelles les milieux politiques communautaires ont lancé l'idée d'une éventuelle introduction d'une taxation du kérosène.

Je tiens d'abord à rappeler qu'en vertu de la Convention relative à l'aviation civile internationale signée le 7 décembre 1944 à Chicago et approuvée par la loi du 25 mars 1948, le kérosène n'est pas imposé sur le plan fiscal. Or, la Commission européenne a été autorisée, dans le cadre de son mandat de négocier avec les pays tiers les clauses relevant de la compétence communautaire dans les accords aériens bilatéraux conclus par les États membres, à prévoir l'application future éventuelle d'une telle taxe sur le kérosène aux compagnies communautaires et étrangères, dans la mesure où celle-ci serait introduite pour les vols intracommunautaires.

L'idée de la taxation du kérosène, d'ailleurs soutenue depuis nombre d'années par certains milieux politiques dans plusieurs États membres, a récemment fait surface dans l'enceinte communautaire devant la double toile de fonds du financement des engagements nationaux pris par les États membres en vue de la mise en œuvre du protocole de Kyoto ainsi que des perspectives financières communautaires pour la période 2007-2013 qui présupposent que l'Union européenne dispose des moyens budgétaires requis pour pouvoir financer les grands programmes d'investissement dont entre autres celui des projets prioritaires en matière de réseaux transeuropéens des transports.

Ensemble avec d'autres États membres, la présidence luxembourgeoise soutient l'idée de l'introduction d'une taxe sur le kérosène, tout en étant consciente qu'il s'avèrera probablement difficile de transposer cette idée à court terme. En effet, avant de se mettre d'accord sur cette taxe il faudra s'interroger sur l'impact environnemental effectif ainsi que sur les conséquences économiques de la taxe qui se répercutera selon les compagnies aériennes par une majoration du prix du transport, et qui devra être conçue en sorte à éviter des distorsions de concurrence au détriment des compagnies européennes dans la compétition que celles-ci se livrent en dehors des frontières de l'Union européenne avec les transporteurs aériens de pays tiers.

Question 0258 (24.1.2005) de M. Ben Fayot (LSAP) concernant l'octroi du forfait d'éducation par le Fonds national de Solidarité:

En mars 2003 Madame la Ministre de la Famille a répondu à la question parlementaire 2061 du 27 février 2003 du député Lucien Lux que le nombre total des dossiers traités par le Fonds national de Solidarité relatifs à l'octroi du forfait d'éducation s'élevait à 5.133.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Quel est le nombre actuel de dossiers traités par le FNS?
- Combien de demandes ont été avisées positivement, respectivement combien de demandes pour le forfait d'éducation ont été refusées?

• Est-ce que toutes les demandes avisées ont également fait l'objet d'une liquidation?

Réponse (3.2.2005) de Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

Actuellement 41.335 dossiers (au 25.1.2005) sont entrés auprès du Fonds national de Solidarité, gestionnaire de la prestation «forfait d'éducation», en vertu de l'article 10 de la loi du 26 juin 2002 portant création de ladite prestation.

Le nombre des dossiers traités et liquidés au 1^{er} février 2005 s'élève à 40.397.

988 dossiers ont été refusés.

Le nombre des dossiers dont l'instruction est toujours en cours s'élève à 938.

Question 0259 (25.1.2005) de M. Robert Mehlen (ADR) concernant le blocage de la délivrance des autorisations de construire:

Am Zesammenhang mat de Problemer, déi sech bei der Applikatioun vum Gesetz vum 19. Juli 2004 iwwert den «Aménagement communal» an den «Développement urbain» gewisen hunn, huet d'ALOC, d'Associatioun vun den Organisatiounen aus der ganzer Baubranche, lech mat Bréif vu gëschter, 24. Januar 2005, eng konkret Proposition gemaach, fir sou séier wéi méiglech aus deem geféierleche Blocage erauszekommen, an deem de Bausecteur duerch verschidden Dispositiounen vum dësem Gesetz geroden ass.

Dës Solutioun hätt de Virdeel, datt dee Blocage séier kënn fir eng lwwergangszäit opgehuewe ginn an datt een déi erfuerderlech Adaptatiounen an deem neie Gesetz mat der néideger Rou an lwwerluechtheet kënn maachen.

Duerfir géif ech lech, Här Minister, gäre folgend Froe stellen:

1. Ass déi lwwergangsléisung, sou wéi se vun der ALOC virgeschloe gëtt, applicabel am Kader vun der bestehender Légitimation?
2. Géif si den aktuelle Problem kuerzfristeg léisen?
3. Wa jo, sidd Dir bereet, fir op dëse Wee ze goen, a wéi séier kënn, mat vill guddem Wëllen, dës Solutioun ëmgesat ginn?

Réponse (21.2.2005) de M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*:

Den Här Deputéierte Robert Mehlen verweist a senger parlamentarescher Ufro op e Bréif vun der ALOC vum 24. Januar dëst Joer, an deem dës Associatioun verschidden Propose mécht, fir d'Gesetz vum 19. Juli 2004 iwwert d'Gemeengeplanung an d'Gemeengentwécklung ofzeänneren. Dës Modifikatiounen sollten et dem Bausecteur erméiglechen, an enger lwwergangszäit aus deem vill gefaartene Blocage an dëser Branche erauszekommen.

A mengem Ministère hu mer och relativ schnell festgestallt, dass d'Gesetz vum 19. Juli 2004 a senger Applikatioun zemoos an der sou genannter Transitiounphas kéint zu Komplikatoune féieren.

Als zoustänneg Minister hunn ech och déi verschiddenst Représentanten aus deem Secteur empfangen a mer hir Argumenter a Proposen ugehéiert.

Säit e puer Méint si mer amgaange juristesche relevant Solutiounen ze sichen, eng Tâche, déi méi komplizéiert ass wéi et ausgesäit. Fir aus där blockéierter Situatioun erauszekommen, proposéiere mer finalement am Kader vun enger neier Mesure transitoire d'harmonesch

Exekutioun vu Bebauungspläng, déi nach ënnert deem ale Regime ausgeschafft goufen, ze garantéieren.

D'Proposition vum der ALOC, wat den Artikel 108 vum Gesetz betrëfft, ass natierlech louabel, mä si huet allerdéngs e grouse juristesche Problem: Et kann een d'Gesetz vum 1937 net méi an d'Liewe ruffen, well dëst Gesetz mam Gesetz vum 19. Juli 2004 abrogéiert gouf. Et gëtt et einfach net méi an et kann een et och net retroaktiv «réaniméieren».

Mir hunn also en Text ausgeschafft, dee juristesche vertriebbar ass an déi Problemer léise wäert, déi sech stellen. Dësen Text geet deemächst an de Regierungrot, a wann en déi Hürd gepackt huet, gëtt en an der Chamber déposéiert. Dësen Text proposéiert eng Rei Dispositiounen, déi als «mesures d'urgence et transitoires» kënnen bezeechent ginn. Ausserdeem géing déi Approche eis erluben d'Gesetz in toto an aller Rou a Sérénitéit nach eng Kéier op seng Applikatioun ze präfeien, ouni natierlech seng Philosophie inhérente a Fro ze stellen.

Question 0262 (26.1.2005) de M. Marc Spautz (CSV) concernant la gratuité du transport public:

Au Luxembourg, outre les élèves, les étudiants, les personnes invalides et le personnel affecté au Régime Général des Transports Routiers, certaines personnes profitent chaque année d'un titre de transport gratuit. Ce dernier est valable pour une année de calendrier sur toutes les lignes exploitées par les quatre réseaux de transport public de personnes (RGTR, AVL, TICE et CFL). Selon mes informations, pour bénéficier de la gratuité de transport, les personnes intéressées doivent être en possession d'un titre dénommé «carte de libre parcours».

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports.

- Qui sont les bénéficiaires de ce titre de transport gratuit?
- Quelles sont les conditions d'obtention de la carte de libre parcours?
- Combien de personnes profitent pour l'instant de la carte en question?

Réponse (25.2.2005) de M. Lucien Lux, *Ministre des Transports*:

L'honorable Député fait mention de la gratuité du transport accordée à certaines catégories de voyageurs, telles que les élèves et les personnes invalides. Ces derniers bénéficient de la gratuité sur l'ensemble du réseau des transports publics du Grand-Duché.

Les élèves de l'enseignement post-primaire sont admis à titre gratuit uniquement sur les relations directes entre leur domicile et le lieu de l'établissement scolaire.

Le personnel affecté au Régime Général des Transports Routiers (RGTR) est muni de cartes de libre circulation valables uniquement sur le réseau des lignes d'autobus du RGTR, tout comme le personnel des CFL et des TICE, dont la validité des cartes est limitée à leur réseau respectif.

Quant au titre de transport gratuit, dénommé «carte de libre parcours», l'honorable Député vise probablement le titre de transport pour personnes économiquement faibles.

Les dites cartes sont émises aux personnes secourues par l'office social de l'administration communale du lieu de leur résidence, ainsi qu'à celles bénéficiant d'un complément dû en exécution de la loi modifiée du 26 juillet 1986 sur le

revenu minimum garanti. Les cartes sont délivrées aux guichets des transports publics sur présentation d'un certificat, sur formule spéciale, établi par la commune de résidence.

Peuvent également bénéficier de ces cartes de libre parcours, les réfugiés politiques résidant au Grand-Duché, sur base d'une attestation établie par le Commissariat du Gouvernement aux Étrangers.

En 2004, 25.192 cartes de libre parcours ont été délivrées pour personnes économiquement faibles et pour réfugiés politiques.

Question 0264 (27.1.2005) de Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP) concernant la transformation du bâtiment «Schuman» pour les besoins de la Bibliothèque nationale:

Le 20 juillet 1998, la Chambre des Députés avait voté une loi relative à la construction d'une annexe à la Bibliothèque nationale à Luxembourg-Kirchberg, les dépenses ne pouvant dépasser la somme de 970 millions de francs luxembourgeois, soit quelques 24 millions d'euros. Force est de constater que ce projet n'a jamais été réalisé. Or, depuis un certain temps, il est question de transformer le bâtiment «Schuman» pour les besoins de la Bibliothèque nationale. Ainsi, le projet figure dans le programme pluriannuel d'investissement du Gouvernement, une enveloppe budgétaire de 120 millions d'euros étant prévue à sa réalisation.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

1) Messieurs les Ministres comptent-ils exécuter la loi du 20 juillet 1998 relative à la construction d'une annexe à la Bibliothèque nationale à Luxembourg-Kirchberg?

Dans la négative, quelles démarches seront prises afin de remédier au manque d'espace qui a été à l'origine de l'idée de faire construire une annexe pour la BnL?

2) Qu'en est-il du projet de transformation du bâtiment «Schuman» pour les besoins de la BnL?

3) Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche peut-il me confirmer qu'une partie des services de la BnL a déjà été transférée vers l'ancien bâtiment «Eurocontrol» au Kirchberg? Dans l'affirmative, quels sont les services concernés? Quels services vont en encore y déménager?

4) Combien d'agents sont ou seront concernés par ce déménagement?

5) Concernant les conditions de stockage de livres et d'autres documents, le bâtiment «Eurocontrol» répond-il aux exigences posées par des activités bibliothécaires?

6) Est-il toujours prévu d'intégrer la bibliothèque de l'Université du Luxembourg et la Bibliothèque nationale?

Réponse commune (25.2.2005) de M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et de M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics:

Ad question 1:

Le 22 février 2002, le Gouvernement en conseil s'est prononcé en faveur du regroupement de l'ensemble des activités de la Bibliothèque nationale - dispersées aujourd'hui sur quatre sites différents - sur un site unique, Place de l'Europe, dans le bâtiment Robert Schuman occupé actuellement par

le Secrétariat général du Parlement européen. À cet effet, il a été prévu de transformer le bâtiment Robert Schuman pour le rendre apte à accueillir la Bibliothèque nationale. Cette décision implique l'abandon de la construction d'une annexe de la BnL à l'intersection du boulevard J.F. Kennedy et de la rue Coudenhove-Kalergi, objet de la loi du 20 juillet 1998.

Plusieurs faits et considérations expliquent ce choix:

- la décision de regrouper tous les services du Parlement européen à Luxembourg sur un site unique entraînera la libération du bâtiment Schuman;

- l'implantation de la Bibliothèque nationale sur la Place de l'Europe permettra d'y créer une véritable cité de la culture, source de judicieuses synergies, comprenant la Salle philharmonique, le Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean, le Musée de la Forteresse et la nouvelle Bibliothèque nationale qui abritera aussi les six sections de l'Institut Grand-Ducal ainsi que la Société Pré-historique;

- dans l'hypothèse de la réalisation du projet d'annexe voté en juillet 1998, il aurait fallu rénover en profondeur le bâtiment central de la BnL, boulevard Roosevelt, qui ne correspond plus du tout aux exigences d'une bibliothèque moderne;

- la concentration de la Bibliothèque nationale sur un site unique permettra une gestion plus rationnelle de la bibliothèque et sera ainsi un important facteur d'économies;

- le nouveau site sera facilement accessible par tous les types de publics et la présence de la Bibliothèque nationale sur la Place de l'Europe sera un facteur d'animation urbaine de ce nouveau quartier de la ville de Luxembourg.

Ad question 2:

Un concours international d'architectes a été lancé en vue de la réaffectation du bâtiment Schuman. Un jury international a choisi comme lauréat le projet du cabinet d'architectes allemand Bolles & Wilson. Un groupe de travail composé de représentants du Ministère des Travaux publics et du Ministère de la Culture est en train de finaliser l'avant-projet qui sera soumis en temps utile au Conseil de gouvernement.

Ad questions 3 et 4:

L'ancien bâtiment «Eurocontrol» est à la disposition de la Bibliothèque nationale depuis 2004. Plusieurs services ont été transférés dans cette nouvelle annexe de la BnL:

- le service informatique et des nouvelles technologies de l'information

- une partie du département des Luxemburgensia

- la coordination du réseau des bibliothèques luxembourgeoises dont les réunions et formations se déroulent dans l'ex-bâtiment «Eurocontrol»

- une antenne du service des magasins.

Une fois les travaux d'aménagement indispensables terminés, il est prévu de transférer à «Eurocontrol» les principales activités des services chargés du traitement du livre et du travail bibliothéconomique, ainsi qu'une partie de l'administration.

Les services au public resteront concentrées aussi longtemps que possible au siège principal de la Bibliothèque nationale au Boulevard Roosevelt.

Ad question 5:

Au Luxembourg, il n'y a pas d'immeuble conçu, ab initio, comme bâtiment de bibliothèque auquel la Bibliothèque nationale pourrait recourir comme annexe. L'ex-bâti-

ment «Eurocontrol» est une solution transitoire, qui devrait permettre à la BnL de résoudre ses problèmes d'espace dans l'attente de l'aménagement définitif sur le site unique, Place de l'Europe. Il présente le grand avantage d'être proche du siège principal, ce qui raccourcit les navettes et facilite le travail interne ainsi que le service au lecteur. Moyennant quelques travaux d'aménagement qui devraient être faits dans n'importe quel autre bâtiment mis à la disposition de la BnL, l'ex-bâtiment «Eurocontrol» permettra de stocker les documents y transférés dans de bonnes conditions.

Ad question 6:

Le programme de gouvernement a prévu une «nouvelle Bibliothèque nationale avec bibliothèque universitaire». La future Bibliothèque nationale et universitaire assurera la mission de bibliothèque universitaire centrale. Pour répondre aux exigences de la société de la connaissance et suivant en cela l'exemple étranger et une longue tradition nationale, la Bibliothèque nationale et universitaire centrale sera ouverte à toute personne intéressée. Le regroupement de la Bibliothèque nationale et de la bibliothèque universitaire centrale sur un site unique est un important facteur d'économies que ce soit du point de vue des frais de construction ou des frais de fonctionnement.

Question 0265 (28.1.2005) de M. Robert Mehlen (ADR) concernant les défibrillateurs:

Il est un fait que bon nombre de décès sont causés par des arrêts cardiaques qui, sans intervention rapide, mènent à la mort ou causent de graves lésions cérébrales auprès des personnes concernées. Or, les progrès en techniques médicales ont conduit au développement de défibrillateurs qui permettent une réactivation du cœur dans les plus brefs délais, sous condition qu'un tel appareil soit disponible à proximité du lieu du drame.

Dans bon nombre de pays, ces défibrillateurs externes automatiques, spécialement conçus pour l'emploi par des personnes sans formation médicale, sont placés bien visiblement dans des lieux publics afin d'être disponibles sur place. Ils agissent automatiquement, en s'adaptant à l'état individuel de la personne concernée, une fois bien placé sur son corps.

Aux États-Unis, l'utilisation de ces dispositifs s'est progressivement répandue, en vue d'une généralisation dans les lieux publics. Cette approche s'appuie sur une vaste étude, selon laquelle des manipulations inappropriées étaient extrêmement rares et l'utilisation de ces appareils par des volontaires formés permettait quasiment de doubler le nombre de personnes ayant survécu à une attaque cardiaque (23,4% contre 14,1%).

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Est ce que le Gouvernement a connaissance de ces expériences à l'étranger?

2. Quelle est l'attitude actuelle du Gouvernement dans ce domaine?

3. Si le Gouvernement voulait ainsi agir, en combinaison avec la formation nécessaire du public, quelles seraient éventuellement les contraintes sur le plan législatif et budgétaire?

4. Ne serait-il pas indiqué d'équiper également les services de secours (protection civile, sapeurs-pompiers...) de ces appareils?

Réponse (2.3.2005) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

Mon prédécesseur a autorisé un projet-pilote portant sur l'utilisation de défibrillateurs semi-automatiques sur le territoire de la Ville de Luxembourg.

Ce projet, qui a démarré en 2003, habilite le personnel non infirmier, mais spécialement formé, du service incendie et ambulance de la Ville de Luxembourg à se servir de défibrillateurs dans le cadre de l'aide médicale urgente, avant même l'arrivée sur place du médecin-urgentiste.

Le projet est surveillé par un comité scientifique ainsi que par un comité de pilotage.

L'analyse statistique des résultats a été confiée au CRP-Santé. L'analyse des protocoles d'intervention devrait permettre de tirer des conclusions vers la mi-juin de cette année, notamment en ce qui concerne l'utilité de la défibrillation précoce au Luxembourg (réduction du nombre de décès, gain de qualité de vie pour les personnes défibrillées, réduction de la morbidité) ainsi que la possibilité de l'utilité d'équiper ou non, toutes les ambulances du service public de tels dispositifs semi-automatiques.

La défibrillation est un acte médical. Suivant la réglementation actuellement en vigueur les défibrillateurs semi-automatiques peuvent être utilisés par des infirmiers à la condition qu'un médecin puisse intervenir à bref délai. Si le projet dont question ci-dessus s'avérait concluant, il faudra procéder à une adaptation de cette réglementation.

Ce n'est qu'à la lumière de l'expérience actuellement en cours qu'une vulgarisation plus poussée des défibrillateurs, c'est-à-dire une mise à disposition d'un public non spécialement formé, pourra être mise à l'étude.

Question 0267 (31.1.2005) de M. Xavier Bettel (DP) concernant la consultation des épreuves d'examen de fin d'études secondaires:

Il me revient que les élèves n'auraient pas un droit de regard sur leurs copies rédigées lors de leur examen de fin d'études secondaires. Tout au plus peuvent-ils consulter leurs notes.

D'où mes questions suivantes à Madame le Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Est-il vrai que les élèves n'ont pas de droit de regard sur leurs copies de fin d'études secondaires?

- Les élèves du secondaire ont-ils le droit de consulter les copies corrigées de leurs épreuves de passage et de leurs épreuves complémentaires?

- Madame le Ministre partage-t-elle l'avis qu'il serait important pour les élèves qu'ils puissent consulter leur épreuve corrigée en bonne et due forme?

Réponse (21.2.2005) de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

Conformément au règlement grand-ducal modifié du 6 avril 2001 portant organisation de l'examen de fin d'études secondaires, les épreuves écrites de l'examen sont corrigées séparément par trois examinateurs. Les épreuves complémentaires quant à elles font l'objet d'une double correction. Afin de garantir l'impartialité et l'objectivité des examinateurs, ceux-ci ne peuvent annoter les copies qu'ils corrigent, ce qui implique que les copies des élèves sont vierges de toute annotation de la part des correcteurs.

Une consultation par les élèves des épreuves corrigées, telle que la suggère l'honorable Député, s'avère donc matériellement impossible.

Question 0268 (31.1.2005) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant le guide pour la protection de la nature et de l'environnement au niveau communal:

Le 24 janvier 2005, un nouveau guide pour la protection de la nature au niveau communal de la «Fondation Hëllef fir d'Natur» et un guide pour la protection de l'environnement au niveau communal, élaboré par la «Ëmweltberodung Lëtzebuerg (EBL)», ont été présentés au Ministère de l'Environnement. Les nouveaux ouvrages ont été réalisés avec la collaboration financière du Ministère.

Le guide élaboré par la «Fondation Hëllef fir d'Natur» informe sur les mesures de protection de la nature envisageables dans les cinq domaines suivants: urbanisme, zone verte, agriculture, sylviculture et eau. L'ouvrage réalisé par l'EBL donne des conseils en matière de gestion de la circulation, d'aménagement communal et urbain et sur les marchés publics. Il a été élaboré en collaboration avec les Partenaires nationaux oeuvrant dans ces domaines (e.a. SIDEC, CRTE et SEBES) ainsi qu'avec l'Université de Trèves.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- En ce qui concerne l'élaboration du guide pour la protection de l'environnement, pourquoi a-t-on préféré une collaboration avec l'Université de Trèves à la Faculté des Sciences, de la Technologie et de la Communication de l'Université du Luxembourg qui possède néanmoins des compétences dans le domaine de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme?

- À quelle date les deux ouvrages seront-ils disponibles pour le grand public?

- Quels en seront les moyens de distribution?

Réponse (2.3.2005) de M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement:

ad 1

Pour la réalisation du «Leitfaden für den Umweltschutz» il a fallu un partenaire pouvant se prévaloir d'une large expérience dans les domaines de l'aménagement du territoire, du développement urbain et du transport. L'Université de Trèves dispose depuis 1995 d'une section reconnue en matière d'aménagement du territoire, d'aménagement communal et de développement urbain et de planification du trafic, sous la responsabilité du Prof. Dr. Heiner Monheim et du Dr. Johannes Michael Nebe (voir annexe).

Suite aux renseignements obtenus auprès de l'Université de Luxembourg, celle-ci ne dispose pas d'un enseignement spécifique en matière d'aménagement du territoire, d'aménagement communal et de développement urbain. Le programme des études dans le cadre du diplôme d'ingénieur industriel en génie civil inclut seulement des notions de base en aménagement du territoire et d'urbanisme à raison de 15 heures en 3^e année et de 30 heures en 4^e année. De même l'analyse et la planification du trafic sont enseignées seulement à raison de 30 heures en 4^e année.

L'élaboration des chapitres en question a pu être réalisée dans le cadre d'un mémoire d'études par un jeune homme luxembourgeois, étudiant à l'Université de Trèves, qui d'ailleurs dispose d'une large expérience dans les domaines demandés (voir annexe).

Le travail a été encadré par le professeur Monheim.

ad 2

L'a.s.b.l. Émweltberodung Lëtzebuerg a signé une convention avec le Ministère de l'Environnement pour conseiller les communes en matière de protection de l'environnement. Le grand public n'est pas la cible privilégiée par l'a.s.b.l. Émweltberodung Lëtzebuerg. Néanmoins l'a.s.b.l. Émweltberodung Lëtzebuerg a introduit un projet dans le cadre du cofinancement par le Ministère de l'Environnement qui se propose d'élaborer une version électronique du guide. Cette version électronique sera placée sur le site Internet www.ebl.lu et ceci pour l'intégralité des six thèmes du guide et sera accessible à tous les intéressés.

ad 3

Les guides peuvent être commandés auprès de l'a.s.b.l. Émweltberodung Lëtzebuerg qui en fait la diffusion. Actuellement, suite à l'intérêt inattendu pour le guide, l'a.s.b.l. Émweltberodung Lëtzebuerg est en rupture de stock, mais s'est engagé à reproduire le guide dans les meilleurs délais. (Annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)

Question 0266 (28.1.2005) de M. Emile Calmes (DP) concernant les relations entre l'État et les organismes oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique (Centres intégrés):

La loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique stipule en son article 2 à l'endroit du point c) définissant les conditions pour l'octroi d'un agrément qu'il faut: «disposer d'un personnel qualifié en nombre suffisant pour assurer la prise en charge ou l'accompagnement des usagers. Le niveau et le type de qualification professionnelle ou de formation équivalente ainsi que la dotation minimale en personnel sont fixés en considération des prestations offertes, des besoins des usagers et du fonctionnement du service.»

En ce qui concerne plus particulièrement les Centres intégrés pour personnes âgées (C.I.P.A) et les maisons de soins, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Famille:

- Est-ce que Madame le Ministre peut me dire combien et quels prestataires dans le secteur social ont reçu un agrément par le Ministère de la Famille?

- Est-ce que Madame le Ministre peut me préciser combien de personnel soignant est requis par patient pour assurer les soins adéquats de jour comme de nuit?

Réponse (9.3.2005) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Combien et quels prestataires dans le secteur social en ce qui concerne plus particulièrement les Centres intégrés pour personnes âgées et les maisons de soins, les institutions suivantes ont reçu un agrément par le Ministère de la Famille?

Je vous joins la liste des services disposant d'un agrément soit limité dans le temps, soit provisoire, soit définitif:

a) liste des Centres Intégrés pour Personnes Âgées (CIPA):

Numéros d'agrément	Nom du service et du gestionnaire	
98/01/001	1. HPPA-St François	Clervaux
98/01/002	2. HPPA -St François	Redange
98/01/003	3. HPPA -St François	Grevenmacher
98/04/004	4. HPPA St Joseph	Mersch
98/01/006	5. Institut des Aveugles	Berbourg
98/01/007	6. Claire-Foyer Ste Elisabeth	Bettembourg
98/01/011	7. Zitha-Maison St Joseph	Consdorf
98/01/013	8. Zitha-Maison de retraite	Junglinster
98/01/015	9. Zitha-St Jean de la Croix	Luxembourg
98/01/016	10. Servior-CIPA	Bofferdange
98/01/017	11. Servior-CIPA	Niederkorn
98/01/018	12. Servior-CIPA	Dudelange
98/01/019	13. Servior-CIPA	Echternach
98/01/020	14. Servior-CIPA	Esch/Alzette
98/01/021	15. Servior-Centre du Rham	Luxembourg
98/01/022	16. Servior-CIPA	Mertzig
98/01/023	17. Servior-CIPA	Rumelange
98/01/024	18. Servior-CIPA	Vianden
98/01/025	19. Servior-CIPA	Wiltz
98/01/026	20. Hospice Civil St Jos.	Remich
98/01/027	21. Association des aveugles-Blannenheem	Berschbach
98/01/028	22. Fondation Pescatore	Luxembourg
98/01/030	23. Résidence du Parc	Diekirch
98/01/031	24. Hospice Civil	Echternach
98/01/032	25. Résidence Dickskopp	Soleuvre
98/01/033	26. Hospice Civil	Pfaffenthal
98/01/034	27. Maison de Gériatrie	Hamm
98/01/035	28. Résidence des Arden	Clervaux
98/01/036	29. Annexe Pfaffenthal	Luxembourg
00/01/037	30. Mon Plaisir	Mondorf
02/01/038	31. Servior-Howald Cipa	Howald
02/01/039	32. Servior-Cipa Am Sand	Niederanven
02/01/040	33. Maredoc	Heisdorf
04/01/042	34. HPPA Mamer	Mamer

b) liste des Maisons de soins (Mds):

Numéros d'agrément	Nom du service et du gestionnaire	
A/01/98	1) Sodhexo - An de Wisen	Bettembourg
A/02/98	2) Fondation Rentaco - Parcs du 3 ^e âge	Bertrange
A/03/98	3) Zitha - Mds	Pétange
A/04/98	4) Clinique Saint Josef - Mds	Wiltz
A/06/98	5) Servior - Mds	Esch/Alzette
A/07/98	6) Servior - Mds	Differdange
A/08/98	7) Servior - Mds	Echternach
A/09/98	8) Servior - Mds	Vianden
A/10/98	9) Hôpital intercom.	Steinfort
A/12/98	10) Claire - Mds Sacré-Cœur	Diekirch
A/13/99	11) Novelia - Am Schmëttbesch	Schiffange
PA/99/10/001	12) Solucare - Op Lamp	Wasserbillig
A/16/00	13) CHNP	Ettelbruck
PA/02/10/002	14) Elysis	Kirchberg
PA/02/10/003	15) HPPA Saint François	Luxembourg

Le personnel soignant requis par patient pour assurer les soins adéquats de jour comme de nuit.

Il faut savoir que le règlement grand-ducal du 8 décembre 1999 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes âgées prévoit à son article 12 alinéas 1) et 2):

- un nombre minimal d'agents d'encadrement en fonction du nombre d'heures de prestations hebdomadaires d'assistance d'aide et de soins par pensionnaire;
- une permanence d'accueil et de soins de 24 sur 24 heures par au moins un agent qui doit avoir la qualification professionnelle d'infirmier gradué, d'infirmier diplômé ou d'infirmier psychiatrique.

Ces agents doivent garantir l'accueil gérontologique et peuvent intervenir dans la prise en charge

prévue par l'assurance dépendance.

L'assurance dépendance définit de façon précise le nombre d'heures et la qualification des agents requis par patient.

Question 0269 (1.2.2005) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant le crématoire à Hamm:

Zënter 1995 besteet och hei am Land - zu Lëtzebuerg-Hamm - e „Crématorium“. Dës Institutioun gëtt vum Gemengesyndikat S.I.C.E.C. gefouert.

Iwwert déi lescht Jore konnt een den Androck gewannen, datt hei am Land ëmmer méi Leit d'Verbrennung vun hire stierflechen Iwwerreschter engem traditionelle Begräfnis virzëien. Hei schéngt e gesellschaftlechen Trend ze bestoen, deen eng nohalteg wuesend Nofro no „Feierbestattungen“ mat sech zitt. Tatsächlech gouf mir bestätegt, datt déi zwee lewe vum Lëtzebuerges Crématoire bal zu 100% ausgelascht sinn.

An deem Kontext stelle sech also folgend Froen:

1. Wéi huet sech den „Taux d'incinération“ hei zu Lëtzebuerg iwwert déi vergaange Joren entwéckelt?
2. Wéi héich ass momentan d'Auslastung vum Crématoire zu Hamm?
3. Wéi grouss ass déi maximal Anäscherungskapacitéit vum Hammer Crématoire?
4. Wéi vill Verstuerwener gi momentan am Ausland (z.B. Léck) incinéréiert a wéi huet sech dës Zuel zënter 1995 entwéckelt?
5. Muss net an deenen nächste Joren iwwert eng Vergrësserung vum Crématoire zu Hamm nogeduecht ginn? Besteet zu Hamm iwwerhaupt d'Méiglechkeet en Uewe bäizebauen - a gëtt et schonns konkret Iwwerleeunge fir eng Erweiderung vum bestoende Crématoire oder dem Bau vum engem zousätzleche Crématoire op engem anere Site?
6. Wéi vill Anäscherunge goufen zanter 1995 zu Hamm virgehollt?
7. Wéi oft mussen déi genannt Verbrennungsweg gewart ginn - a besonnesch weini (no wéi vill Anäscherungen) mussen d'lewe bannen nei opgebaut ginn, also d'„briques réfractaires“ vun den lewen ersat ginn, a weini gouf dat fir d'lescht gemaach?
8. Wéi vill Woche wier ee vun deenen zu Hamm benotzten Anäscherungswegen, duerch d'Ersetze vun den „briques réfractaires“, ausser Betrib?
9. Wat geschitt (resp. géif geschéien) mat deene Verstuerwener déi op eng Verbrennung waarden, am Fall wou esou en Uewen, entweder duerch Renovationsaarbechten oder soss en Tëscheffall, länger Zäit ausser Betrib ass (wier)?

Réponse (21.2.2005) de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

De Crématoire zu Lëtzebuerg-Hamm gëtt vum S.I.C.E.C., engem Gemengesyndikat, gefouert. Wéi den honorablen Deputéierte sécherlech weess, féieren d'Gemengesyndikater déi Aufgaben aus, déi si vun deene Gemengen, déi Member am Syndikat sinn, opgedroe kréien. Den Innenminister ass d'Kontrollorgan vun de Gemengesyndikater a féiert dës Mission esou aus wéi dat am Gesetz steet. E verfügt duerfir net iwwert déi konkret Renseignement, déi den Här Jaerling interesséieren, a misst sech un de Syndikat selwer wenden, fir Opschluss iwwer all déi Froen ze kréien.

Am Gesetz vum 23. Februar 2001 iwwert d'Gemengesyndikater, e Gesetz wat iwwregens vun där Chamber gestëmmt gouf, wou och den honorablen Deputéierten Aly Jaerling d'Vollek dra vertruuden huet, sinn d'Relatiounen tëschent de Syndikater an hire Member-Gemenge ganz kloer verankert. Bei dësem Gesetz gouf grouss Wäert geluecht op d'Transparenz vun allem wat an de Syndikater geschaff gëtt, an dës besonnesch vis-à-vis vun de Conseilleren aus de Gemengeréit vun deene Gemengen, déi Member sinn am Syndikat.

D'Gemeng vun Esch-Uelzecht, wou den honorablen Deputéierten Aly Jaerling Conseiller ass, ass

eng vun de Gemengen, déi Member sinn am Syndikat S.I.C.E.C. Den Här Jaerling huet also eng ganz Rei vu gesetzleche Méiglechkeete fir sech déi Informatiounen, déi an deenen néng Punkte vu senger parlamentarescher Ufro ugeschwat ginn, als Member vum Escher Gemengerot ze besueren.

An dëser Qualitéit kritt den Här Jaerling nämlech, laut Artikel 14 vum Gesetz, all Convocatioun fir d'Comitéssitzung vum S.I.C.E.C. schréfflech zougestallt. Well jo dës Sitzungen öffentlech sinn, huet den Här Jaerling, wéi all anere Bierger, d'Méiglechkeet dorun deelzehuelen.

Als Member vum Escher Gemengerot kritt den Här Jaerling och, opgrond vum Artikel 9, de Procès-verbal vun all Comitéssitzung vum S.I.C.E.C. vun der Madame Buergermeeschter vun Esch zur Verfügung gestallt. Dat nämlech géllt fir de Budget a fir d'Konten.

Sollten dës Méiglechkeeten dem honorablen Deputéierten a Gemengeconseiller nach net all Renseignement ginn, déi hie gär hätt, da bitt den Artikel 10 vum Syndikatsgesetz d'Méiglechkeet, Informatiounen iwwert d'Activitéite vum Syndikat direkt bei den delegéierte Conseillere vun der Escher Gemeng ze froen.

A schlussendlech gëtt d'Gemengesetz all Conseiller d'Méiglechkeet, e Punkt op den Ordre du jour vun enger Gemengerotssitzung setzen ze loossen (Artikel 13) oder eng Fro un de Schäfferot ze riichten (Artikel 25).

Wann den Här Jaerling a senger Qualitéit als Deputéierten also net direkt iwwer all déi Renseignement iwwert de Crématoire verfügt, déi hien als Volleksvertreeder interesséieren, sou huet hie sécher als Vertrieeder vun den Escher Bierger am Gemengerot vun der Stad Esch gudden Zougang zu allen Informatiounen, déi de S.I.C.E.C. betreffen, an ech recommandéieren him vun dëser Méiglechkeete Gebrauch ze maachen.

Question 0270 (1.2.2005) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant la préretraite ajustement (Convention entre le Ministère et Arcelor):

Vun Notznëisser vun der Préretraite ajustement sinn ech gewuer ginn, datt déi genannt Measure dank enger Konventioun vum zoustännegen Ministère mat der Arcelor soll weidergefouert ginn.

Falls dës Informatioun stëmmt, stelle sech folgend Froen:

1. Wéini ass esou eng Konventioun ënnerschriwwen ginn?
2. Wéi vill Leit si vun dëser Konventioun betraff?
3. Wéi laang soll dës Ofkomme gellen?
4. Wat gesäit dës Konventioun vir a puncto:
 - a) Participatioun vun der Arcelor un der Préretraite ajustement?
 - b) Bedeelegung vun de Pensiounskeenen (Iwwerweisungen un de Fonds pour l'emploi)?
 - c) Ufank vun der jeeweileger Préretraite - geet se um Ufank vum Kalennerjoer un oder gëtt se vum Geburtsdag vum Betreffenden un applizéiert?

Réponse (23.2.2005) de M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi:

1. Den 22. Dezember 2004 si mat de Betriber ARBED, STFS, TrefilARBED Beetebuerg an TrefilARBED Bissen Konventiounen ënnerschriwwen ginn, déi et de Leit erméigleche während dem Joer 2005 an eng Préretraite ajustement ze goen.
2. Vun der Préretraite ajustement kënnen an deem Joer bei der

Chamber TV
an der Stad
um Kanal S 29 (Coditel) oder
um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)

ARBED a bei STFS maximal 76 Aarbechter a 67 Employéë profitéieren. Zousätzlech dozou kënnen wahrscheinlech 143 Aarbechter an 22 Employéen eng Demande maache fir an eng Préretraite fir Schichtaarbechter ze goen, respektiv fir hir fréizäitig Alterspensioun unzefroen. Bei den zwou Tréfilerien hunn am Ganze 7 Aarbechter an 8 Employéë Recht op eng Préretraite ajustement. 16 Aarbechter a 6 Employéë kënnen hir Demande maache fir eng Préretraite fir Schichtaarbechter, respektiv fir hir fréizäitig Alterspensioun.

3. Dës Ofkommesse gëlle vum 1. Januar 2005 bis den 1. Januar 2006 nach mat.
4. a) D'Participatioun vun der Arcelor un de Käschte vun der Préretraite ajustement gëtt an engem separaten Accord definéiert opgrond vun der Tripartite-Déci-sioun vun 2004. An dëser Berechnung gi mat a Considé-ration geholl, engersäits déi schonns lafend Bedeelegung vun der Arcelor un de Käschte vun der «Cellule de reclassement», an anerersäits d'Oftriede vum Terrain vun der LDD un de Stat.
- b) Wat d'Bedeelegung vun de Pensiounskeesen ubelaangt, gëtt den Artikel 28bis vum Gesetz vum 24. Dezember 1990 iwwert d'Préretraite applizéiert. Dësen Artikel gëtt net speziell an deene genannte Konventiounen ernimmt.
- c) Déi betraffe Leit kënnen fréistens den éischte vum Mount no hirem 57. Gebuertsdag a Préretraite goen, virausgesat si hu spéistens mat 60 Joer ee Recht op eng fréizäitig Alterspensioun.

Question 0271 (1.2.2005) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant l'énergie éolienne:

À l'issue de la Conférence de Kyoto en 1997, la majorité de la communauté internationale a décidé de réduire les émissions de gaz à effet de serre, en promouvant notamment les énergies renouvelables, dont l'énergie éolienne. L'Europe des 15, puis des 25, s'est fixée des objectifs ambitieux en la matière. En vertu de la directive 2001/77/CE¹, tous les États membres ont adopté des objectifs nationaux concernant la part de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables. Compte tenu des mesures qui ont été mises en place, la Commission estime que l'on est en bonne voie d'atteindre 10% d'énergie produite à partir de sources d'énergie renouvelables dans l'UE en 2010. Selon les informations de la Commission européenne, le secteur européen en la matière détient 90% du marché mondial de l'équipement d'énergie éolienne. Des pays comme l'Espagne, le Danemark et l'Allemagne disposent à eux seuls de 84% de la capacité de production européenne.

C'est précisément en Allemagne qu'une étude récente fait des vagues dans le monde politique et économique. La «Bundesagentur für Energie» (dena) vient de finaliser un document fort de 500 pages selon lequel la rentabilité de l'énergie éolienne ainsi que les objectifs que le Gouvernement allemand s'est fixés sont profondément remis en question. C'est notamment la question de l'alimentation du réseau électrique par de l'énergie éolienne et les répercussions budgétaires et techniques en résultant qui semblent être au centre des préoccupations des experts allemands de la dena. L'étude est largement commentée dans l'édition n°4/2005 de l'hebdomadaire «Der Spiegel», dont ci-après quelques extraits:

«Um die von der Bundesregierung bis zum Jahr 2015 geplante Öko-

strommenge überhaupt in das deutsche Stromnetz einspeisen zu können, wäre laut Studie nämlich ein weiterer finanzieller und technischer Kraftakt notwendig. 845 Kilometer gewaltiger Hochspannungstrassen müssten in den nächsten Jahren für 1,1 Milliarden Euro gebaut werden, um die in der gesamten Republik aus dem Boden schießenden Windparks eingliedern zu können. Trotz erheblicher Investitionen in verbesserte Techniken können Risiken für die Stromversorgung nicht vollständig ausgeschlossen werden. Die durch Windenergie eingesparte Menge des klimaschädigenden Gases CO₂ könnte mit anderen Maßnahmen billiger erreicht werden. Die Kosten, die Verbraucher für den Ökostrom bezahlen müssen, liegen deutlich höher als bisher angenommen.»²

Sans vouloir mettre en question l'utilité, voire la nécessité des énergies renouvelables, il se pose toutefois toute une série de questions en la matière, compte tenu du fait qu'une telle étude a été réalisée dans un pays jusqu'ici précurseur dans le secteur. Dans le rapport sur les progrès accomplis par les États membres au niveau national, la Commission européenne déplore que pour l'Italie et le Luxembourg, des chiffres relatifs aux mesures et objectifs en matière d'énergies renouvelables ne soient pas disponibles, alors que le site Internet du Ministère de l'Environnement informe d'une façon très vague que «le Gouvernement s'est fixé comme objectif d'augmenter substantiellement la part des sources d'énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie. Cet objectif est à mettre en relation étroite avec l'engagement du Luxembourg à ramener entre 2008 et 2012 ses émissions de gaz à effet de serre à 72% de ce qu'elles étaient en 1990 (Protocole de Kyoto).» Il en va de même pour le rapport d'activité 2003 du Ministère de l'Environnement ainsi que pour l'accord de coalition d'août 2004, dans lequel le détail sur les objectifs nationaux, le poids de l'énergie éolienne dans la mixité des énergies renouvelables et les implications techniques, environnementales et budgétaires fait défaut.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

1. Quels sont les objectifs nationaux en matière d'énergie éolienne?
2. Quelle est la quote-part de l'énergie éolienne dans la mixité des énergies renouvelables au Luxembourg?
3. Combien y a-t-il d'éoliennes sur le territoire luxembourgeois? Est-il prévu d'installer d'autres éoliennes, voire de parcs d'éoliennes?
4. Quel est l'impact budgétaire de ces mesures envisagées dans le court et moyen terme?
5. Est-ce que le Gouvernement luxembourgeois a rencontré les mêmes problèmes que ceux évoqués dans l'article de presse susmentionné?

¹ Directive 2001/77/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2001 relative à la promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables sur le marché intérieur de l'électricité

² «Windige Rechnungen», Spiegel 04/2005, 24. Januar 2005

Réponse (24.2.2005) de M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement:

ad 1) Selon la directive N°2001/77/CE, le Luxembourg doit atteindre en 2010 un objectif indicatif de 5,7% d'électricité en provenance de sources renouvelables au niveau de la consommation nationale d'électricité. Il y a lieu de souligner que l'électricité générée par des éoliennes constitue actuel-

lement l'énergie électrique la moins onéreuse comparée aux autres filières renouvelables et capable de pouvoir fournir une contribution substantielle à l'achèvement dudit objectif.

ad 2) Au niveau du bilan énergétique de 2003, la quote-part de l'énergie éolienne s'élève à +/- 20%. L'honorable Député trouvera les informations y relatives au rapport d'activités 2003 du Ministère de l'Économie. Vu que le parc éolien de Kehmen-Heiderscheid fut mis en service en automne 2004 et la phase 3 du parc éolien de Heinerscheid en automne 2003, on peut s'attendre à ce que cette quote-part peut s'élever à environ 27% en 2005 pour une année climatique standard et représente environ 0,9% de la consommation électrique nationale totale si l'augmentation de la consommation garde le rythme observé durant les dernières années.

ad 3) Nous avons actuellement 35 éoliennes d'une puissance entre 500 kW et 1.800 kW et deux très petites machines (2 kW et 12,5 kW dont l'exploitation n'est néanmoins pas confirmée; elles disposent toujours d'un contrat de fourniture). La puissance totale installée s'élève à 35.315 kW. L'énergie électrique produite par les aérogénérateurs luxembourgeois correspond à l'équivalent de la consommation annuelle de 13.800 ménages, quoique cette comparaison ne soit pas correcte d'un point de vue purement technique vu le caractère aléatoire lié à la disponibilité de la puissance installée.

Au niveau des projets de parcs éoliens, nous avons connaissance de deux parcs éoliens en planification dans le canton de Redange (2 x 7 éoliennes à 1.800 kW); d'un parc éolien projeté à Boursdorf (4 x 100 kW) dans la commune de Mompach, d'une extension du parc éolien Pafeberg (2 x 100 kW) à Mompach.

D'autres initiatives ne sont pas exclues.

ad 4) Dans le cadre de la loi-cadre économique, un ordre de grandeur de 10% d'aide à l'investissement fut d'application.

Au niveau de l'électricité produite, l'impact au niveau du budget étatique s'élevait à 0,025 Euro/kWh en tant que prime d'encouragement écologique (r.g. du 28 décembre 2001) expiré le 31 décembre 2004. Il est prévu de prolonger ce régime d'aides.

Tel qu'il ressort du rapport d'activités 2003 du Ministère de l'Environnement (p.125), jusqu'en 2003 il n'y a pas eu de demandes de primes concernant la production d'électricité à partir d'éoliennes, étant donné que ces dernières ont toujours pu bénéficier de la tarification spéciale par le biais du fonds de compensation.

À l'heure actuelle seulement 174.000 euros de primes ont été payés depuis le 1^{er} janvier 2004.

Toutefois, si le nouveau régime d'aides tel que proposé entre en vigueur, il faut s'attendre à un impact budgétaire annuel entre 625.000 euros (production actuelle de 25 GWh) et 1.250.000 euros (si les projets d'éoliennes susmentionnés seront réalisés).

Dans l'hypothèse d'une extension de 25 MW, l'aide financière (estimée à 10% du coût d'investissement) pourrait s'élever à environ 3,5 mio euros et la prime d'encouragement écologique (estimée à 2,5 euro et /kWh) à environ 1,0 mio euros/an.

ad 5) Il y a lieu de souligner qu'au niveau du raccordement au réseau électrique il y a deux différences fondamentales en comparaison avec la situation en Allemagne:

1. Au Luxembourg, c'est l'exploitant du parc éolien qui doit financer la ligne «moyenne tension/MT» et les modifications du poste de transformation requises pour le raccordement à un réseau existant, alors qu'en Allemagne ces frais sont à charge du gestionnaire du réseau. Ces lignes MT (posées en câble souterrain pour des raisons de protection de l'environnement) peuvent aller de 10 à 15 km et atteindre un investissement de 2 à 3 mio euros.
2. Le gestionnaire de réseau n'est pas contraint à reprendre à ses frais toute puissance pouvant être injectée à un endroit quelconque.

Cette pratique luxembourgeoise permet d'éviter des frais liés au renforcement des lignes de transport d'électricité.

Il y a lieu de mentionner aussi que la centrale hydro-électrique d'accumulation de Vianden (SEO) est capable de stabiliser le réseau électrique UCPTe ce qui a un effet bénéfique sur le réseau électrique national lié au réseau RWE.

Il est vrai que, vu le caractère aléatoire du vent, la gestion technique des réseaux électriques internationaux est devenue plus difficile et que les centrales permettant de stabiliser le réseau sont beaucoup plus sollicitées qu'il y a dix ans. On peut aussi mentionner d'autres instruments comme celui d'un modèle permettant de prédire la puissance éolienne à escompter sur une période d'environ deux heures (actuellement en service en Allemagne) permettant aux centrales thermiques (au gaz essentiellement) de piloter la demande en conséquence.

À noter qu'au niveau des statistiques il n'y a pas de lacune. Le Ministère de l'Économie, l'actuelle Direction de l'Énergie, publie annuellement une liste avec l'emplacement et la puissance des éoliennes en service. Au niveau de la production d'électricité, les éoliennes ressortent comme filière à part et l'évolution de cette filière peut être retracée en détail (voir rapport d'activités).

De plus, Eurostat reçoit régulièrement des statistiques en matière d'énergies renouvelables et de la cogénération.

Question urgente 0272 (1.2.2005) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant la constatation d'un cas de méningite au Lycée technique Mathias Adam:

Am Lycée technique Mathias Adam gouf elo e Fall vu Méningite (Hirnhautentzündung) festgestallt. Dobäi handelt et sech ëm eng séier ustiechend Infektioun, déi didelech verlafte kann. De Risiko vun enger Epidemie an deem Raum ass also manifest.

Dofir folgend Froen:

1. Wat réit de Ministère de Leit, déi a Kontakt mat dem Infizéierte kéinte komm sinn?
2. Goufe schonns all Persounen, déi a Kontakt mam Patient kéinte komm sinn, informéiert?
3. Mat wéi engem Transportmëttel ass déi betraffe Persoun normalerweise an d'Schoul komm a wéi eng Mesurë goufen ergraff, fir déi Matreesend ze determinéieren an ze informéieren?
4. Ass eng gréisser Testcampagne vun de Schüler vun betraffene Lycée, op eng Ustiechung mat deem Krankheetsreeger hin, virgesinn, an ass an deem Kontext och eng Impfcampagne fir déi (nach) net infizéiert Schüler an Enseignanté geplängt?
5. Wéi ass/wäert de Ministère konkret virgaang/virgoen, fir eng weider Ausbreedung vun der

„Méningite à méningocoques“ schonns am Keim ze erstécken?

Réponse (4.2.2005) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

Soubal meng Servicer vun der ustiechender Infektioun informéiert gi sinn, hu se déi an deem Fall üblech Prozeduren an d'Wee geleeet.

D'Kontaktpersoun goufe beno-riichtegt an opgefuert en Dokter ze consultéieren.

All Schüler vun deene Klassen, wou déi betraffen Enseignant an deene leschte véier Deeg virum Opriede vun der Krankheet Schoul gehalen huet, hunn en Informationsblatt vun der Schoulmedezin kritt. Datselwecht gëllt fir déi aner Membere vun der Léierpersounal vun deem Lycée souwéi fir dat administratiiv an technesch Personal. Bei deem Informationsblatt, an deem se opgefuert ginn en Dokter opzesichen, leien Uweisung fir den Dokter bäi, déi vum Conseil supérieur d'hygiène fir esou e Fall ausgeschaft gi sinn. An deenen Uweisung gëtt gesot, datt d'Kontaktpersoun profilaktesch Antibiotika sollt kréien. Well net all Antibiotikum fir d'Prevention vun der Méningite géeeent ass, ginn déi empfehlen Antibiotika opgelésch.

Déi betraffe Persoun ass ëmmer mat hirem eegenen Auto an d'Schoul gefuer.

Et huet sech erausgestallt, datt et sech ëm eng «méningite à méningocoques de type B» handelt, géint déi et keng Impfung gëtt. Eng Testcampagne vun de Kontaktpersounen ass net virgeholl ginn. Déi Testcampagne hätt héchstens kënnen derzou féieren, d'Zuel vun deene Persounen, déi preventiv Antibiotika mussen huelen, ze begrenzen. Well awer engersäits beim Ofwaarde vun de Resultater vun den Tester wäertvoll Zäit verluer gaange wier, an anerersäits d'Profilaxie keng gréisser Risiko bënhalt, war et sénnvoll, direkt d'Profilaxie fir een e bësse méi grouse Krees vu Kontaktpersounen ze recommandéieren.

Déi getraffe Moosname ginn duer fir en Ausbreede vun der Méningite ze verhënneren.

Question 0275 (1.2.2005) de Mme Viviane Loschetter (DÉ/GRÉNG) concernant la 49^e session de la Commission de la condition de la femme de l'ONU (CCFNU):

La 49^e session de la Commission de la condition de la femme de l'ONU (CCFNU) aura lieu du 28 février au 11 mars 2005 à New York dans le but d'examiner, après dix ans (Beijing +10), la mise en oeuvre des engagements ayant trait à l'égalité des sexes et de discuter des défis qui demeurent et des stratégies prospectives pour la promotion et l'habilitation des femmes et des filles.

J'aimerais poser les questions suivantes, relatives à cette conférence, à Madame la Ministre:

1. Est-ce que le Ministère a l'intention d'associer des ONGs luxembourgeoises (CNFL ou LIDIA, p.ex.) à la délégation luxembourgeoise qui participera à cette conférence?
2. Est-ce que le Ministère a l'intention d'associer des ONGs luxembourgeoises (CNFL ou LIDIA, p.ex.) à la présentation du bilan luxembourgeois des engagements pris dans le cadre du programme Beijing +10?

Réponse (15.2.2005) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de l'Égalité des chances:

Concernant la première question, il y a tout d'abord lieu de souligner qu'il ne s'agit pas d'une conférence dans le cadre de la révision et du bilan de Pékin.

La Commission de la condition de la femme (CSW) a décidé dans sa 48^e session en mars 2004 de faire le suivi de la déclaration et de la plate-forme d'action de Pékin et des documents issus de la 23^e session extraordinaire de l'Assemblée générale 2000 pendant une session régulière de la CSW, en l'occurrence la 49^e session ayant lieu du 28 février au 11 mars 2005. Cette session comportera d'une part des réunions informelles et d'autre part des événements de haut niveau (panels et tables rondes) ainsi que la célébration de la journée de la femme.

Dans sa session de juillet 2004, le Conseil économique et social a décidé d'élargir la 49^e session et d'inviter des ONGs qui n'ont pas de statut consultatif auprès de l'ONU.

Les invitations envoyées par l'ONU fin 2004 ne comptent que pour les événements officiels. Les ONGs ne peuvent pas assister aux réunions formelles et informelles. L'accès direct n'est pas prévu pour les ONGs nationales.

La Ministre a donné la possibilité au Conseil national des femmes du Luxembourg d'assister à la réunion régionale préparatoire spéciale pour ONGs organisée par le Conseil économique et social (UNECE) en décembre 2004 à Genève.

Si demande est introduite, le Ministère entend bien donner également la possibilité aux ONGs luxembourgeoises d'assister aux réunions ouvertes à leur participation à New York. La demande des ONGs devrait spécifier les événements auxquels elles veulent participer.

Concernant la deuxième question, il y a lieu de préciser que la Présidence luxembourgeoise interviendra au nom de l'Union européenne à la table ronde concernant les mécanismes institutionnels et à la réunion plénière sur les défis et stratégies futures pour la promotion et l'émancipation des femmes et des jeunes filles.

Il ne s'agit pas de présenter une position nationale, mais de présenter la position communautaire agréée par les États membres.

Question 0276 (1.2.2005) de M. Carlo Wagner (DP) concernant la coopération transfrontalière en matière d'infractions au Code de la route:

Depuis mars 2003, le Bureau commun de coopération policière et le Centre commun de coopération policière et douanière ont été créés, sur base d'un accord bilatéral avec la France ainsi que d'un accord bilatéral avec l'Allemagne et la Belgique, et installés à Luxembourg-ville.

Parmi les missions qui incombent à cette structure internationale on peut citer notamment l'échange d'informations concernant des propriétaires de véhicules, des adresses et des numéros téléphoniques. Cette mesure paraît nécessaire et légitime du moment que les quatre pays cosignataires y contribuent avec la même assiduité.

Étant donné que de nombreux Luxembourgeois ont été et sont poursuivis pour des contraventions ou infractions mineures au Code de la route par l'un des trois autres pays, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Combien de demandes d'identification de véhicules luxembourgeois ont été adressées au Centre commun de coopération policière et douanière pour des contraventions ou infractions mineures au Code de la route et dans combien de cas a-t-il été donné une suite à ces demandes?

- Combien de procès-verbaux relatifs à ces contraventions ont été dressés au Luxembourg contre des ressortissants émanant d'un des trois autres pays depuis mars 2003?

- Dans combien de cas ces propriétaires ont-ils été poursuivis par les autorités luxembourgeoises dans leur pays de résidence?

- Dans combien de cas ces poursuites ont-elles été couronnées de succès?

Réponse (9.3.2005) de M. Luc Frieden, (Ministre de la Justice):

Le Bureau commun de coopération policière et le Centre de coopération policière et douanière sont régulièrement sollicités pour identifier des plaques d'immatriculation de véhicules. Il faut rappeler dans ce cadre que le Centre de coopération policière et douanière n'est destinataire que des demandes émanant de la région frontalière, à savoir pour la Belgique les arrondissements judiciaires d'Arlon, de Marche en Famenne et Neufchâteau, pour l'Allemagne le district de police de Trèves et de la Sarre et pour la France les départements de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle.

Dans le domaine des infractions au Code de la route entre mars 2003 et décembre 2004 quelque 12.150 demandes d'identification de véhicules luxembourgeois ont été adressées à la délégation luxembourgeoise dudit centre. Dans la même période la délégation luxembourgeoise a adressé 1.850 demandes d'identification similaires à ses partenaires. Une réponse fut donnée à toutes les demandes formulées.

En ce qui concerne les infractions en matière de circulation routière durant cette période, la Police grand-ducale a dressé quelque 156.436 avertissements taxés et 2.968 procès-verbaux à l'encontre de personnes résidant dans nos pays voisins. Ces chiffres englobent l'ensemble de la population et vont bien au-delà de la seule région frontalière.

À la suite de l'identification effectuée par le Centre commun de coopération policière et douanière, qui a pour résultat d'identifier le propriétaire d'un véhicule et non le conducteur, les procédures normales de poursuite judiciaire prennent leur cours en fonction de la gravité des faits et du principe de l'opportunité des poursuites défini par les autorités judiciaires des pays respectifs.

Question 0278 (2.2.2005) de M. Emile Calmes (DP) concernant les autorisations pour l'installation d'antennes:

Selon certains opérateurs nationaux de téléphonie mobile, ceux-ci seraient confrontés à des problèmes majeurs de couverture et de garantie de la capacité du réseau en place. Ces problèmes seraient dus au fait qu'actuellement plus aucune autorisation pour l'installation d'antennes n'est délivrée. La délivrance d'autorisations se heurterait notamment à une législation contradictoire en la matière.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer les problèmes évoqués ci-dessus?
- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour lesquelles aucune autorisation pour l'installation d'antennes n'est délivrée et comment Messieurs les Ministres entendent-ils remédier à cette situation?
- Dans la négative, combien de demandes d'autorisations ont été introduites en 2004 et com-

bien d'autorisations ont effectivement été délivrées en 2004?

- Le plan directeur sectoriel «stations de base pour réseaux publics de communications mobiles» devra-t-il être modifié?

Réponse commune (8.3.2005) de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et de M. Jean-Louis Schiltz, Ministre délégué aux Communications:

Le 13 mai 2004, à l'occasion de la présentation en séance publique du projet de règlement grand-ducal déclarant obligatoire le plan directeur sectoriel «stations de base pour réseaux publics de communications mobiles», le Ministre de l'Intérieur, le Ministre du Travail et de l'Emploi et le Ministre délégué aux Communications ont exposé à la tribune de la Chambre des Députés le dispositif législatif et réglementaire applicable aux stations de base des opérateurs de téléphonie mobile ainsi que la situation de fait qui en découle. Ce dispositif n'a pas évolué, le règlement grand-ducal en question n'ayant pas encore été avisé par le Conseil d'État.

En parallèle le Gouvernement a travaillé à la mise en place de mesures accompagnatrices devant faciliter l'exploitation de ces stations une fois le plan directeur sectoriel en vigueur.

Question 0281 (2.2.2005) de M. Jacques-Yves Henckes (ADR) concernant l'hydroélectricité:

Utilisée depuis environ 3.000 ans, la force de l'eau fournit aujourd'hui, en plus de l'énergie mécanique, de l'énergie électrique. En marge des grandes centrales alimentées par les barrages, la picohydraulique, à travers les petites centrales hydrauliques (PCH), produit annuellement 39 MW (en 2000) d'électricité au Luxembourg. Cette petite hydroélectricité désigne les centrales ne dépassant pas 10 MW de puissance.

Une technique récente est le turbinage de la pression excédentaire en eaux usées ou potables, particulièrement en zone montagneuse. La différence d'altitude entre le captage et le réservoir ou entre deux réservoirs ou le débit du trop plein d'un réservoir génèrent de l'énergie exploitable. Des stations d'épuration, qui traitent des volumes d'eau considérables, peuvent également être aménagées d'un point de vue hydraulique et ainsi s'auto-alimenter en électricité. Ainsi, chaque réducteur de pression sur les réseaux d'eau est une source facile de potentiel microhydraulique. Un avantage considérable de cette technique est de valoriser énergétiquement des canalisations déjà existantes tout en limitant au maximum l'impact sur l'environnement.

Si la mise en place d'une grande installation hydraulique correspond à un investissement important, celui des petites installations individuelles sur des conduites existantes est faible. La mise en place d'un équipement hydroélectrique sur les canalisations n'entraîne généralement pas de modification notable du système existant, ce qui limite grandement les investissements économiques.

Dans ce contexte, Messieurs les Ministres, j'aimerais vous poser les questions suivantes:

1. Est-ce que le Luxembourg dispose d'une étude sur le potentiel micro-hydraulique des conduites d'eau potable ou des conduites d'eaux usées et des stations d'épuration?

2. Est-ce que de nouveaux projets sont envisagés en ce sens dans un proche avenir et le cas échéant lesquels?

3. Est-ce que le Luxembourg fait des efforts pour promouvoir cette nouvelle technologie aussi bien au niveau public qu'au niveau privé et le cas échéant par quels moyens?

Réponse commune (8.3.2005) de M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement et de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

L'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que la promotion de la production d'énergie à partir de sources renouvelables constitue une priorité pour le Gouvernement. Pour atteindre ces objectifs, le Gouvernement réalisera un inventaire des potentiels de production d'énergie à partir de sources renouvelables dont dispose le Luxembourg. Cet inventaire devrait inclure tant les centrales hydrauliques qu'aériennes, les sources de production d'énergie à partir de la biomasse et les potentiels d'utilisations rationnelles de l'énergie solaire.

Sur base des conclusions tirées à partir de cet inventaire un programme concret d'utilisation des sources d'énergies renouvelables sera élaboré et promu. Le règlement grand-ducal ayant pour objet la promotion des énergies renouvelables, moyennant des aides financières allouées aux particuliers, sera adapté aux conclusions qui se dégagent de cet inventaire.

Le turbinage de la pression excédentaire en eaux usées ou potables constitue une des sources de production d'énergie à prendre en considération.

Question 0284 (3.2.2005) de M. Jacques-Yves Henckes (ADR) concernant la protection de l'environnement:

Wissenschaftler von der amerikanischen Universität Yale a Columbia hunn eng Verglichsetüd iwwert den nohaltegen Émweltschutz virgestallt. Énner anerem sinn erfollegräich Moosname fir eng harmonesch Gestaltung vum Émweltschutz a vun der wirtschaftlecher Entwécklung analyséiert ginn. Et gëtt 21 Indikatoren unhand vun deenen een d'Länner matenee vergläiche kann («Environmental Sustainability Index» (ESI)).

Iwwert deen ESI-Index sollen d'Leeschunge vun den eenzelen Länner am Beräich vum nohaltegen Émweltschutz énnert d'Lupp geholl ginn an esou e Wettbewerbsdruck tëschent de Länner geschafe ginn, dee laangfristeg zu Verbesserungen am Émweltschutz féiert.

Lëtzebuerg huet net un dëser Etüd deelgeholl. Zwar gëtt et och bei eis eng Rei vun Émweltindikatoren, en unerkannten Index, mä een Index, deen all relevant Indikatoren géng regruppéieren, gëtt et awer zu Lëtzebuerg net.

An dësem Zesammenhang hunn ech folgend Froen un den Här Minister:

- 1) Firwat gëtt et zu Lëtzebuerg keen unerkannten Index, deen all relevant Indikatoren am Émweltschutz regruppéiert?
- 2) Wier et net sënnvoll fir esou en Index auszeschaffen fir an Zukunft un esou Verglichsetüde kënnen deelzehuelen, oder ass dat net erwünscht?
- 3) Ass d'Ausschaffe vun esou engem Index zu Lëtzebuerg an nächster Zäit geplangt?

Réponse (8.3.2005) de M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement:

ad 1. Lëtzebuerg huet säit Juni 2002 e Set vu 27 Nohaltegkeetsindikatoren, 9 aus dem soziale Beräich, 9 aus dem ökonomesche Beräich an 9 Émweltindikatoren. D'Opstelle vun engem eenzegen Index ass problematesch well d'Pondéatioun vun deenen individuellen Indikatoren innerhalb vun dem Index net wëssenschaftlech ze ënnerleeën ass. Deemo welch Gewiicht ee welchem Indikator gëtt, riskéiert deen Index enger gewësser Manipulatioun ze ënnerleeën.

ad 2. et 3. Och wann d'Ausschaffe vun esou engem Index net spezifesch fir Lëtzebuerg geplangt ass (aus deene virgedroene Grënn), ass et an der Zukunft net ausgeschloss an europäeschen oder weltwäite Vergläichsstudien deelzehuelen, souwäit déi Indikatoren zu Lëtzebuerg bestinn oder et Sënn mécht, se ze entwéckelen.

Question 0285 (3.2.2005) de M. Jacques-Yves Henckes (ADR) concernant la directive européenne sur les émissions de particules de suie et de plomb:

Den 1. Januar 2005 ass déi europäesch Richtlinn iwwert de «Feinstaub», déi fir all Land vun der EU verbindlech ass, a Kraaft getrueden. Domadder ass et elo méiglech, e Fuerverbuet ze decidéiere wann d'Grenzwaerter fir geféierlech Russ- a Stëbspartikelen iwwerschritt ginn. Dës Richtlinn soll zu enger Reduktioun vu klegste Partikelen, zum Beispill vu Russ a Bläi an der Loft bäidroen. Dës Partikele gi fir Longekriibs an eng Rei aner Otemweekrankheete responsabel gemaach.

Wann dee vun der EU festgeluechte Grenzwäert iwwerschritt gëtt, muss Lëtzebuerg mat Sanktioune rechnen an et kënnen Fuerverbueter, wéi zum Beispill beim Summersmog, ausgesprach ginn.

An dësem Zesammenhang hunn ech folgend Froen un den Här Minister:

- 1) Wéi vill Miesstatioune fir Stëbs (Russ a Bläi) gëtt et zu Lëtzebuerg? Si weider nei Miesstatioune geplangt, a wa jo, wou?
- 2) Sinn an deene leschte fënnf Joer zu Lëtzebuerg déi vun der EU festgeluechte Grenzwäerter iwwerschritt ginn, wa jo, wou a wéi oft?
- 3) Wéi eng Mesurë sinn zu Lëtzebuerg geplangt falls d'Grenzwäerter sollten eemol iwwerschritt ginn?
- 4) Wëllt Lëtzebuerg steierlech Ureizer schafe fir d'Leit ze encouragéieren hir Diesel-Autoen nodréiglech mat engem Russpartikelfilter auszerüsten? Sinn eventuell nach aner Mesuren an deem Kontext geplangt?

Réponse (2.3.2005) de M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement:

Précision concernant la valeur limite pour les particules dans l'air ambiant.

La directive 1999/30/CE du Conseil du 22 avril 1999 est entrée en vigueur le 29 juin 1999. Elle est reprise dans le règlement grand-ducal du 24 juillet 2000. Une valeur limite existe donc pour les particules depuis 1999. La définition du terme «particules» concerne des poussières d'un diamètre inférieur à dix millièmes de millimètre, encore appelée fraction thoracique ou PM10 (particulate matter). Ces particules représentent donc la somme de toutes les catégories de poussières y inclus de la suie.

- Au Luxembourg existent trois stations mesurant les particules PM10, à savoir: Luxembourg-Bonnevoie, Esch/Alzette et Beckerich. À Beckerich est mesurée la pollution de fond, en retrait des sources d'émissions.

Il n'y a pas de stations mesurant spécifiquement les particules de suie vu l'absence d'une valeur limite européenne.

Le Luxembourg dispose de quatre stations de mesure (Luxembourg-Centre, Luxembourg-Eich, Esch/Alzette et Beckerich) évaluant la teneur en plomb dans l'air ambiant.

La couverture territoriale est suffisante selon les exigences des directives européennes et de nouvelles stations ne sont pas prévues.

- Durant les cinq dernières années, la valeur limite de l'Union européenne pour les particules PM10 n'a pas été dépassée au Luxembourg. La valeur limite du plomb n'est pas dépassée depuis les cinq dernières années.

- Lorsqu'une valeur limite, inscrite dans la réglementation luxembourgeoise, est dépassée, l'élaboration ou la mise en oeuvre d'un plan ou programme permettant de respecter durablement la valeur limite devient nécessaire. Ce plan ou programme consiste essentiellement à déterminer les sources d'émission et de les réduire à moyen ou à long terme. Des mesures à court terme (par exemple limitation de la circulation) sont également envisageables afin de limiter les jours de pointes de pollution si elles sont trop nombreuses.

- Le Gouvernement est en train d'étudier de telles mesures.

Question 0287 (3.2.2005) de M. Emile Calmes (DP) concernant les décharges pour déchets inertes:

Nombre de compagnies de construction, mais également beaucoup de particuliers, sont confrontés à des problèmes d'écoulement de leurs déchets inertes issus de la construction ou des travaux publics („Bauschutt“). Lors de la dernière législature différentes mesures ont été prises afin de trouver une solution à ces difficultés. Ainsi par le règlement grand-ducal du 14 octobre 2002 la composition, l'organisation et le fonctionnement du groupe de travail chargé de l'élaboration du projet de plan directeur sectoriel „décharges pour déchets inertes“ ont été arrêtés.

Le 5 décembre 2003, le Gouvernement en Conseil s'est mis d'accord sur le projet de règlement grand-ducal relatif au plan directeur „décharges pour déchets inertes“, qui définit principalement les régions selon lesquelles la mise en décharge des déchets inertes est à organiser.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Quand la mise en œuvre du projet de plan directeur sectoriel „décharges pour déchets inertes“ pourra-t-elle être finalisée respectivement quels problèmes se posent à sa concrétisation?
- Comment Messieurs les Ministres jugent-ils la situation actuelle en matière de décharges pour déchets inertes?

Réponse commune (8.3.2005) de M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement et de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

L'élaboration du plan directeur sectoriel „décharges pour déchets inertes“ poursuit actuellement la procédure définie à l'article 9 de la loi du 21 mai 1999 concernant l'aménagement du territoire. Les communes et le Conseil supérieur de l'Aménagement du Territoire ont déjà émis leurs avis respectifs, l'avis du Conseil interministériel de l'Aménagement du Territoire faisant encore défaut.

Au vu des avis émis le Gouvernement décidera sur la nécessité d'amender le projet de plan et par la suite le présentera à la tribune de la Chambre des Députés.

Toute appréciation de la situation générale en matière de décharges pour déchets inertes doit se faire en tenant compte d'un partage du Luxembourg en deux régions.

On peut affirmer qu'une première région qui se trouve au Nord de la ville de Luxembourg dispose de capacités suffisantes avec les décharges et remblais de Rippweiler, Brouch, Moersdorf, Folkendange, Nothum et Hosingen. Dans cette région, la décharge de Rosswinkel vient en outre d'être autorisée en janvier 2005. Le projet de décharge de Bettborn/Folschette sera prochainement soumis à une procédure d'autorisation.

La situation est plus critique dans la partie sud du Luxembourg. Fin février, la décharge du Pafewé à Sanem vient d'être définitivement fermée, celle de la carrière Cloos au Bridel va suspendre sous peu l'acceptation de déchets inertes jusqu'à création de nouvelles capacités par l'exploitation de la carrière. La continuation de la décharge du Héihenhaff est également hypothéquée par le fait que les investissements supplémentaires nécessitent une loi spéciale de financement. La décharge de la carrière Feidt à Altwies a définitivement arrêté l'acceptation des déchets inertes depuis le début de l'année 2005 pour cause de manque de capacités. Seule la décharge installée dans les Sablières Hein à Remerschen accepte encore des terres d'excavation à un rythme normal.

Cette pénurie a pour conséquences:

- le transfert des déchets inertes de la région Sud vers la région Nord avec consommation plus rapide des capacités dans cette région;
- l'exportation des déchets inertes surtout vers la France et l'Allemagne;
- une augmentation des remblais individuels.

Outre l'élaboration du projet du plan directeur sectoriel „décharge pour déchets inertes“, les services de l'Administration de l'Environnement ont activement collaboré à la recherche et la mise en place de nouvelles décharges. Parmi les possibilités envisagées, on peut citer deux sites à Kleinbettingen et dans la région de Dudelange/Bettembourg. Ces projets ont dû être abandonnés suite au désistement en dernière minute des propriétaires des terrains. Un troisième projet est envisagé dans le crassier de Mondercange. En vue de sa réalisation, des pourparlers avec les autorités communales sont en cours.

Question 0292 (9.2.2005) de M. Jacques-Yves Henckes (ADR) concernant les accises sur le kérosène:

Bei der Presentation vum vum der Prioritéit vum der lëtzebuergescher EU-Rotspräsidentenschaft huet de lëtzebuergeschen Ëmweltminister d'Fuerderung no enger Besteuerung vum Flugbensin, dem Kerosin, erneiert. En europäeschen Allenggang, ouni d'amerikanesch Fluggesellschaften mat an esou eng Regelung ze huelen, soll et awer de Wieder vum Ëmweltminister no net ginn.

Elo ass awer rezent an der Press ze liese gewiescht, datt den Här Finanzminister matgedeelt huet, datt eng Majoritéit vum den europäesche Finanzministere d'Iddi vum enger Besteuerung vum Kerosin guttheescht, d'ëst fir d'Entwécklungshëllef an Zukunft ze finanzéieren.

De Generalsekretär vum der europäescher Loffahrtgesellschaft (AEA) hält näischt vum esou Projeten. De Fluggesellschaft geängen esou Méikäscht vum 2,5 Milliarden Euro entstoen, wat dat d'wirtschaftlecht lwwerlieue vu ville Gesellschaften a Fro stellt. Doriwwer eraus wier den Ëmweltschutzeffekt minim.

An dësem Zesammenhang hunn ech folgend Froen un déi Här Ministeren:

1) Handelt et sech bei der geplangter Kerosinsteier ëm eng europäesch Steuer oder ëm eng national Steuer? Vu datt et sech ëm eng Steierfro handelt, muss d'EU esou eng Kerosinsteier eestëm-meg decidéieren oder net?

2) Gëtt d'Besteuerung vum Kerosin an der EU agefouert, och wann Amerika net un esou enger Regelung deelhält? Mécht esou eng Regelung awer net nëmme Sënn wa se weltwäit agefouert gëtt?

3) Kann elo schonns ofgeschat ginn, wat esou eng Regelung a wirtschaftlecher Hisiicht fir d'Luxair an d' Cargolux bedeuten?

4) Ass esou eng Besteuerung nëmme fir d'Finanzéierung vum der Entwécklungshëllef geduecht a stëmmt et, datt esou eng Besteuerung net vill fir den Ëmweltschutz bréngt? Bréngt dann esou eng Besteuerung net méi Nodeeler wéi Virdeeler fir d'EU?

5) Kann d'Entwécklungshëllef iwwerhaupt mat esou enger Kerosinsteier bezuelt ginn, wann ee bedenkt, datt d'Fluggesellschaft jo relativ lücht op Länner kënnen auswäichen, déi net un der Regelung bedeelegt sinn, fir do hir Fliegen ze betanken?

Réponse commune (24.2.2005) de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État et de M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement:

D'Fro ob an der EU eng Kerosinsteier agefouert gëtt wäert während der Lëtzebuergescher EU-Präsidentenschaft an an de Méint duerno an all hire Facetten diskutéiert ginn. Et ass dofir nach ze fréi fir déi opgeworfte Froen ze beäntwerten.

Question 0298 (10.2.2005) de M. Carlo Wagner (DP) concernant l'interdiction de fumer dans les restaurants:

Le Ministre de la Santé a annoncé vouloir déposer dans un futur proche un projet de loi visant à introduire une interdiction de fumer dans les restaurants. Le Ministre d'État vient de confirmer qu'une telle mesure serait applicable avant la fin de l'année en cours.

Nombre de professionnels du secteur «Horesca» redoutent, suite à une telle interdiction, une baisse de la fréquentation de restaurants ou brasseries et partant un manque à gagner.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Peut-il partager les craintes exprimées par les professionnels du secteur «Horesca»?
- Quel sera selon lui l'impact d'une telle mesure?
- Est-ce que selon lui des mesures moins radicales auraient pu être envisagées?
- Quelles mesures compensatoires pourraient être envisagées afin de pallier un éventuel manque à gagner de la part des professionnels du secteur «Horesca»?

Réponse (21.2.2005) de M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:

Sachant qu'à l'heure actuelle le Ministre de la Santé a annoncé de déposer un projet de loi d'ici la fin de l'année, il me semble que tous les acteurs concernés par le projet ont encore suffisamment de possibilités pour se concerter et exprimer leurs points de vues respectifs à ce sujet.

C'est dans cet ordre d'idées d'ailleurs que l'Horesca a lancé la semaine passée une enquête auprès de ses membres pour analyser leur position quant au projet d'interdiction de fumer dans les restaurants.

Il est évident que le Ministère du Tourisme suit de très près l'évolution de ce dossier et est prêt à coopérer dans la recherche de solutions évitant d'affecter trop le secteur de la restauration tout en respectant le droit de ceux qui ne désirent pas être gênés par la fumée ou l'odeur de cigarettes, cigares ou pipes dans les restaurants.

Question 0299 (15.2.2005) de Mme Lydia Mutsch (LSAP) concernant la pandémie:

Depuis l'apparition du virus de grippe aviaire et la transmission du virus à l'homme, les scientifiques redoutent l'arrivée d'une épidémie de grippe à l'échelle mondiale. Actuellement l'OMS étudie la possibilité d'une transmission inter-humaine, c'est-à-dire de l'homme à l'homme. Si tel était le cas, on pourrait craindre le pire: une propagation d'un nouveau virus de la grippe, d'origine aviaire, par la respiration et donc également par les systèmes d'aération et de climatisation à l'intérieur des avions ou des grands bâtiments.

Il en résulterait une épidémie redoutable de très grande ampleur. Rien qu'en Allemagne cette pandémie risquerait de toucher jusqu'à 21 millions de personnes, 180.000 à 600.000 devraient être hospitalisées et jusqu'à 160.000 pourraient mourir des suites de cette pandémie.

Suivant les recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé, l'Allemagne, tout comme la France, a élaboré un plan d'urgence destiné à prévenir l'importation, l'expansion et, le cas échéant, toute transmission humaine du virus.

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

- Le Luxembourg a-t-il élaboré un tel plan d'urgence pour le cas d'une épidémie de grippe d'ori-

gine aviaire? Si oui, quels sont les acteurs impliqués dans ce plan d'urgence? Qui en assure la coordination?

- Le secteur hospitalier est-il préparé à faire face à une épidémie d'une telle ampleur?
- En l'absence de vaccin, les experts estiment que l'administration aux personnes contaminées d'agents antiviraux pourrait du moins aider à réduire le potentiel mortel de cette nouvelle forme de grippe. Le Luxembourg dispose-t-il de réserves suffisantes d'antiviraux pour faire face à une telle pandémie?
- Est-ce que des mesures ont été prises à l'aéroport pour informer et sensibiliser les personnes en provenance de pays touchés par la grippe aviaire ou le virus? A-t-on prévu des mesures d'urgence pour réagir au débarquement de personnes soupçonnées d'être infectées? Si oui, lesquelles?

Réponse (25.1.2005) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

Mes services sont en train de finaliser en collaboration avec le Conseil supérieur d'hygiène un plan d'urgence à mettre en œuvre en cas de pandémie de grippe. Ce plan serait à observer dans le cas de la survenance d'une grippe aviaire de nature pandémique ou de toute autre pandémie de grippe.

Il comprend entre autres des recommandations et instructions à transmettre aux hôpitaux. Il prévoit une réserve de médicaments antiviraux et définit les catégories de personnes à risque. Le Ministère est sur le point de finaliser ses négociations en vue de compléter ses stocks actuels en antiviraux.

Quant aux mesures spéciales à prévoir à l'aéroport, celles déjà prises en rapport avec l'épidémie dite SARS seront mises en œuvre et le cas échéant complétées. Le personnel à bord des avions recevra des informations et des instructions. Des panneaux d'avertissement seront disposés à l'aéroport à l'intention des passagers qui débarquent.

En cas de besoin la loi du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la Santé habilite les médecins de cette administration à prendre des mesures d'urgence sous forme d'ordonnances. La même loi prévoit l'hospitalisation forcée de toute personne susceptible de propager une maladie contagieuse qui négligerait ou refuserait de se faire traiter.

«Chamber aktuell»

Depuis le 21 janvier 2005, Chamber TV vous propose tous les vendredis à 19.00 heures un résumé de l'activité parlementaire de la semaine. L'émission est rediffusée le même soir à 20.00, 21.00, 22.00 et 23.00 heures.